

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1888

JX  
3  
A6

Digitized by the Internet Archive  
in 2024

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,  
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,  
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

---

DEUXIÈME SÉRIE

---

TOME XXV  
JANVIER, FÉVRIER, MARS

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

#### FRANCE-SUISSE

#### Convention télégraphique.

(11 mai 1887) (1).

Le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et la Suisse, et usant de la facilité qui leur est accordée par l'art. 17 de la convention télégraphique internationale signée, le 23 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — La taxe des télégrammes ordinaires échangés directement entre la France et la Suisse est fixée uniformément et par mot à quinze centimes (15 centimes) pour la correspondance générale, et à dix centimes (10 centimes) pour toutes les correspondances échangées entre un bureau quelconque de l'un des cantons suisses situés sur la frontière de la France et un bureau quelconque d'un département français limitrophe de ce même canton, le territoire de Belfort étant traité comme un département.

Toutefois, les cantons de Bâle, Fribourg et Argovie en Suisse et le département de la Savoie en France seront considérés comme cantons et départements frontières, et traités, pour l'application du paragraphe précédent, le canton de Fribourg comme celui de Neuchâtel, les cantons de Bâle et d'Argovie comme celui de Berne, et le département de la Savoie comme celui de la Haute-Savoie.

Art. 2. — Le montant des recettes effectuées de part et d'autre sera réparti entre les deux administrations dans les proportions suivantes :

(1) Promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 23 décembre 1887.

Il sera attribué à la Suisse six centimes (0 fr. 06) des taxes perçues pour la correspondance générale, et quatre centimes (0 fr. 04) de celles perçues pour les relations frontières.

Il sera attribué à la France neuf centimes (0 fr. 09) des taxes perçues pour la correspondance générale, et six centimes (0 fr. 06) de celles perçues pour les relations frontières.

Les deux administrations restent libres d'adopter, pour le règlement des comptes, soit des moyennes établies contradictoirement, soit toute autre disposition.

Art. 3. — Chacune des deux administrations aura la faculté de percevoir, sous la forme qui lui conviendra, la taxe établie par l'art. 1<sup>er</sup> ci-dessus, à condition toutefois que la somme totale perçue pour les télégrammes de quinze mots, en France comme en Suisse, représente exactement quinze fois la taxe du mot, ou ne s'écarte de ce total que dans les limites admises par le règlement de service international révisé à Berlin.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent seront applicables aux correspondances échangées entre l'Algérie et la Tunisie, d'une part, la Suisse, d'autre part, par la voie des câbles atterrissant en France. Il sera, toutefois, perçu pour ces correspondances une taxe additionnelle de dix centimes (0 fr. 10) par mot, exclusivement attribuée à la France pour le transit sous-marin.

Art. 5. — Les télégrammes échangés entre la France et la Suisse qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, ne seront soumis à aucune surtaxe, le prix du transit restant à la charge de l'administration expéditrice.

Les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe, sur la demande de l'expéditeur, seront soumis aux taxes et aux dispositions de la convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, ainsi qu'à celles du règlement de service international, avec tarifs annexés, signé le 17 septembre 1885 à Berlin.

Art. 6. — Les télégrammes intérieurs de chacun des deux pays qui, par suite d'interruption momentanée de ses propres lignes, auraient à emprunter, pour arriver à destination, les lignes télégraphiques de l'autre, seront transmis gratuitement sur ces dernières.

Art. 7. — Les dispositions de la convention internationale en vigueur sont applicables aux relations directes entre la France et la Suisse dans tout ce qui n'est pas réglé par les articles ci-dessus.

Art. 8. — La présente convention entrera en vigueur entre les deux pays le 1<sup>er</sup> janvier 1888. Elle formera, avec la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg et le règlement de service, l'ensemble des dispositions qui devront être observées dans les relations télégraphiques entre la France et la Suisse.

Cette convention demeurera en vigueur jusqu'à la prochaine révision du règlement de service international arrêté à Berlin.

En foi de quoi les soussignés, savoir :

Le ministre des affaires étrangères de la République française,

Et le ministre des postes et des télégraphes,

L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près le gouvernement de la République française,



Dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris, le 11 mai 1887.

(L. S.) Signé : FLOURENS.

(L. S.) — GRANET.

(L. S.) — LARDY.

— Voici le Rapport fait à la Chambre des Députés par M. Georges Cochery au sujet de la Convention qui précède :

Messieurs,

Nos relations télégraphiques internationales sont régies, sauf conventions spéciales, par les règlements et tarifs adoptés par la Conférence télégraphique de Berlin en 1885.

La taxe en résultant serait, pour les télégrammes échangés avec la Suisse, de 16 c. 5 par mot.

Mais un tarif plus réduit, 15 c. par mot, avait été établi entre la France et la Suisse par la Convention du 11 mars 1880, Convention qui doit rester en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après dénonciation par l'un des deux Etats contractants.

Le Gouvernement fédéral a fait cette dénonciation pour le 1<sup>er</sup> janvier 1888. Si donc un nouvel arrangement n'était pas conclu entre les deux pays, la taxe devrait, à cette date, être élevée de 15 à 16 c. 5 par mot et la taxe plus réduite, 10 c., en vigueur pour les relations limitrophes, disparaîtrait. La Convention qui nous est soumise a pour but d'éviter cette majoration. Elle maintient la taxe de 15 centimes, en modifiant toutefois la répartition.

La Convention de 1880 attribuait sur 15 centimes, 9 c. 5 à la France et 5 c. 5 à la Suisse. La même répartition avait été adoptée dans nos relations avec la Belgique.

Mais la Belgique n'ayant, au moment de la mise en vigueur des actes de Berlin, consenti à maintenir le tarif de 15 centimes qu'en élevant sa part à 6 centimes et réduisant celle de la France à 9 centimes, la Convention du 22 juin 1886 substitua cette proportion à celle de 9,5 et 3,5. Cette Convention reçut l'approbation du Parlement.

L'attitude de la Belgique était motivée par l'augmentation importante de la part accordée par la Conférence de Berlin, par rapport à celle des Etats à grand territoire, aux Etats à petit territoire. La proportion était celle de 2 à 3.

Vous n'avez pas hésité à approuver la Convention conclue avec la Belgique, afin d'éviter une majoration de taxes dans nos relations internationales.

« Ce qui nous paraît le plus regrettable, disions-nous, dans le rapport présenté à cette époque au nom de votre commission, ce n'est pas la perte elle-même ; c'est la diminution de la part proportionnelle attribuée à l'office français.

« Toutefois, vu les circonstances spéciales relatées plus haut, nous n'y trouvons pas un motif suffisant pour entraîner le refus d'approbation du traité...

« Il importe que le public n'ait pas à supporter l'aggravation de la taxe qui résulterait, en l'absence d'une Convention, de l'application des tarifs de Berlin.

« Nous ne pouvons donc que renouveler le regret déjà exprimé par votre Commission dans un précédent rapport, que, avant de signer les actes de Berlin, on n'ait pas, comme cela s'était fait antérieurement, pris les précautions indispensables pour garantir le public français contre toute augmentation de tarif, et conclu dès ce moment les conventions spéciales nécessaires. »

La concession faite à la Belgique entraînait forcément celle qui est consentie, par la Convention qui nous est soumise, à la Suisse.

En effet, la Suisse, qui était dans une situation identique à la Belgique au

point de vue de la répartition des taxes, et sous le régime des actes de Berlin et sous le régime des Conventions spéciales, a dénoncé la Convention de 1880 afin d'obtenir les mêmes avantages que la Belgique.

On ne pouvait les lui refuser.

L'approbation du Parlement s'impose donc ; elle est la conséquence de l'approbation donnée en 1886 à la Convention avec la Belgique et aux actes de Berlin.

A ce moment, les divers avantages et inconvénients de ces actes ont été pesés ; ils ont été approuvés par le Parlement ; aujourd'hui, c'est une nécessité également d'approuver la Convention avec la Suisse.

Elle maintient la taxe de 15 centimes par mot ; mais elle substitue la répartition de 6 pour la Suisse, 9 pour la France, à la répartition de 5,5 pour la Suisse, 9,5 pour la France.

Toutefois, une compensation nous est accordée pour la répartition des taxes relatives aux relations des cantons et départements limitrophes. Cette taxe est maintenue, comme dans la Convention de 1880, à 10 centimes. Mais au lieu d'être partagée par moitié, comme jusqu'à présent, elle est répartie à raison de 6 centimes pour la France et 4 centimes pour la Suisse.

En résumé, la nouvelle Convention ne change rien aux taxes à payer par le public, elle modifie la répartition des taxes entre les deux pays, une modification qui est la conséquence forcée d'actes devenus depuis plus d'un an définitifs.

La porte pour le Trésor ne doit pas dépasser, d'après la déclaration du Gouvernement, 12,025 francs sur un produit total de 324,800 francs. Le nombre des mots est, en effet, pour la correspondance générale, de 3,209,700 et de 397,500 pour la correspondance limitrophe.

Rappelons que l'exposé des motifs fait ressortir que l'application des tarifs de Berlin, par suite du développement du trafic qui a suivi l'abaissement des taxes, au lieu de produire une perte, a accusé, au contraire, une augmentation de produits.

## ROUMANIE-TURQUIE

### Traité de commerce.

10/22 novembre 1887.

Article premier. — Le Gouvernement Impérial Ottoman déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture roumaine les droits d'importation les plus réduits qui sont ou seront inscrits dans les conventions ou les tarifs conventionnels de l'Empire Ottoman avec tout autre Etat ou Puissance.

Art. 2. — Le Gouvernement royal de Roumanie déclare appliquer aux articles d'origine ou de manufacture ottomane énumérés dans le tableau ci-annexé les droits d'importation y inscrits et aussi faire bénéficier ces articles des droits les plus réduits qui seraient appliqués à l'égard des produits similaires d'un autre Etat.

Art. 3. — Les articles d'origine ou de manufacture ottomane non inscrits dans le tableau ci annexé seront soumis, en Roumanie, aux taxes les plus réduites actuelles ou futures.

Art. 4. — Les produits d'origine ou de manufacture roumaine qui seront importés en Turquie et les produits d'origine ou de manufacture ottomane qui seront importés en Roumanie seront respectivement soumis, quant aux droits d'exportation, de transit, quant à la réexportation,



à l'entrepôt, aux droits locaux, et quant aux formalités douanières, aux mêmes traitements que les produits de la nation la plus favorisée.

Est excepté de la disposition ci-dessus le tabac produit dans l'Empire Ottoman qui, lors de son exportation en Roumanie, restera assujetti à un droit d'exportation de 4 piastres par oke, soit 312 piastres et demie par cent kilogrammes.

Art. 5. — Les navires roumains et leurs cargaisons dans les Etats de Sa Majesté impériale le Sultan et les navires ottomans et leurs cargaisons en Roumanie jouiront, sous tous les rapports, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 6. — Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture roumaine ou ottomane, l'importateur pourra être soumis à l'obligation de présenter à la douane du pays d'importation soit une déclaration officielle faite devant un magistrat siégeant au lieu de l'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service de la douane du bureau d'exportation, soit un certificat délivré par les consuls ou agents consulaires du pays dans lequel l'importation doit être faite et qui résident dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement.

Art. 7. — Le présent traité recevra tous ses effets à partir du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 28 juin (10 juillet) 1891.

Les ratifications seront échangées à Constantinople avant le premier janvier 1888 (vieux style).

10 (22) novembre 1887.

Signés : M. PHÉRÉKYDE, SAÏD.

#### PROTOCOLE

Au moment de signer le traité de commerce, considérant que dès le jour de l'ouverture des négociations entre les deux Gouvernements, il a été manifesté le désir de voir les stipulations établies mises aussitôt à exécution, par suite du droit qu'a spécialement le Gouvernement Roumain de faire l'application immédiate des conventions conclues dans les conditions prévues par la loi du 3 (15) avril 1887, les soussignés sont convenus que le traité conclu aujourd'hui serait, bien que non ratifié, mis en application dans les dix jours de la signature du présent protocole, — cette entente étant valable jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1888 (v. s.), pour qu'il ne soit point porté dommage aux intérêts du commerce.

Signés : M. PHÉRÉKYDE, SAÏD.

#### Tableau.

DÉSIGNATION des Marchandises.	Unités.	Droits en francs.
1. Maquereaux desséchés (tziris); thons en saumure (lakerda) .....	100 k.	4 »
2. Sardines en caques et en saumure et tous autres poissons salés ou en saumure, desséchés ou fumés.....	100 k.	8 »
3. Cornet (murekkeb balighi, caracatitza).....	100 k.	10 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 16 0/0 en caisses et futailles ; 4 0/0 en paniers.		

4. Caroubes; figues en chapelet; raisins secs, noirs, ordinaires.....	100 k.	1 »
<i>Observation.</i> — Sont comprises également dans cet article toutes figues non en boîtes.		
5. Citrons, oranges, oranges amères, cédrats, grenades.....	100 k.	2 »
6. Figues en boîtes; tous raisins secs autres que ceux dénommés au n° 4 ci-dessus.....	100 k.	4 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 15 0/0 en caisses et futailles; 8 0/0 en paniers, 2 0/0 en sacs.		
7. Amandes en coques et amandes sans coques (cassées); dattes; pistaches.....	100 k.	10 »
Taxe par cent kilogrammes de poids brut : 15 0/0 en caisses et futailles, 8 0/0 en paniers, 2 0/0 en sacs.		
8. Olives simplement salées ou en saumure, en barils.....	100 k.	1 25
9. Halva; tahine.....	100 k.	6 »
10. Confitures, sorbets rahat-locoum.....	100 k.	10 »
<i>Observation.</i> — Dans cet article entrent les fruits confits et les fruits candits; les fruits en sirop et compotes.		
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 16 0/0 en caisses et futailles, 8 0/0 en paniers.		
11. Coton brut cardé ou peigné; déchets de coton.....	100 k.	7 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 6 0/0 en ballots et en paniers.		
12. Opium.....	100 k.	350 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 12 0/0 en caisses et barils, 6 0/0 en paniers.		
13. Huitres fraîches.....	100 k.	6 »
14. Moules fraîches.....	100 k.	1 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 16 0/0 en caisses et barils, 4 0/0 en paniers.		
15. Gomme mastic.....	100 k.	30 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 12 0/0 en caisses et barils, 8 0/0 en paniers et en ballots.		
16. Graisse de poisson.....	100 k.	5 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 12 0/0 en caisses et en barils.		
17. Graine de sésame.....	100 k.	2 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 12 0/0 en caisses, 2 0/0 en sacs.		
18. Câpres salées ou en saumure, en caques..	100 k.	20 »
Tares par cent kilogrammes de poids bruts : 16 0/0 en caisse et en barils.		
19. Ecorces d'oranges, de citrons et d'oranges amères.....	100 k.	12 »
Tares par cent kilogrammes de poids brut : 12 0/0 en caisses et en futailles.		
20. Vallonnées (Avéla nèdes).....	—	Exem.

21. Tannins non dénommés (Pos. N° 200 du Tarif général roumain établi par la loi du 17 (29) mai 1886).....	—	Exem.
22. Soies brutes, grèges et bourre de soie ....	—	Exem.
23. Cuivre, laiton et bronze, bruts, sous toutes formes ; objets de cuivre, de laiton et de bronze, brisés ; limailles de cuivre ; — le tout non doré, non argenté .....	—	Exem.
24. Savons de toute sorte, à l'exception des savons de parfumerie. ....	—	Exem.

*Observation.* — Sont compris ici : les savons ordinaires de ménage, les savons épurés blancs ou colorés, le savon turc, le savon dit « de Crète. »

Tares par cent kilogrammes de poids brut : 12 0/0 en caisses et futailles, 9 0/0 en paniers, 6 0/0 en sacs.

25. Huiles d'olives et de sésame en futailles, en outres, ainsi qu'en cruches, au-dessus de 15 kilogrammes de poids par pièce..... 100 k. 5 »

Tares par cent kilogrammes de poids brut : 20 0/0 en barils, 19 0/0 en outres, 30 0/0 en cruches.

Signés : M. PHÉRÉKYDE, SAÏD.

— Nous empruntons à *l'Etoile Roumaine* du 26 novembre 1887 le tableau synoptique suivant qui fait ressortir les différences entre le tarif autonome et le tarif ci-dessus :

DÉNOMINATION	Droits d'entrée d'après le tarif autonome.	Droits d'entrée d'après le nouveau traité.
1. Maquereaux desséchés (tziris).....	15 »	4 »
1. Thons en saumure.....	25 »	4 »
2. Sardines en caques et en saumure et tous autres poissons, salés ou en saumure, des- séchés ou fumés .....	15 »	4 »
3. Cornet (murekkeb balighi, caracatitza)..	30 »	8 »
4. Caroubes ; figues en chapelet ; raisins secs, noirs, ordinaires.....	30 »	10 »
<i>Observation.</i> — Sont comprises également dans cet article toutes figues non en boîtes.		
5. Citrons, oranges, oranges amères, cédrats, grenades.....	7 »	2 »
6. Figues en boîtes ; tous raisins secs autres dénommés au n° 4 ci-dessus .....	20 »	4 »
7. Amandes en coques et amandes sans coques (cassées) ; dattes ; pistaches .....	20 »	10 »
8. Olives simplement salées ou en saumure, en barils.....	5 »	1 25
9. Halva ; tahine .....	30 »	6 »
10. Confitures, sorbets, rahatlocoum.....	200 »	10 »
<i>Observation.</i> — Dans cet article entrent les		



fruits confits et les fruits candis ; les fruits en sirops et compotes.

12. Opium.....	700 »	300 »
13. Huîtres fraîches.....	30 »	6 »
14. Moules fraîches.....	5 »	1 »
15. Gomme mastic.....	100 »	30 »
24. Savons de toutes sortes, à l'exception des savons de parfumerie.....	30 »	15 »
<i>Observation.</i> — Sont compris ici : les savons ordinaires de ménage ; les savons épurés blancs ou colorés, le savon turc, le savon dit » de Crète. »		
25. Huiles d'olives et de sésame en futailles, en outres ainsi qu'en cruches au-dessus de 15 kilogrammes de poids par pièce.....	20 »	5 »

### Rapport de M. Em. M. Porumbaro, sur le traité de commerce avec la Turquie.

Messieurs les Députés,

Le comité des délégués des sections de la Chambre, composé de MM. PP. Carp, N. Ionesco, I. Lupulesco, Al. Xenopol, J. Ianow, C. Costesco-Comaneano et du soussigné, prenant en considération le projet de loi relatif à l'approbation à donner au traité de commerce et de navigation conclu entre le Gouvernement roumain et le Gouvernement ottoman, a admis ce projet de loi à l'unanimité de ses membres présents, en l'absence de MM. N. Ionesco et Al. Xenopol, et m'a fait l'honneur de me charger de vous faire connaître, en ma qualité de rapporteur, les motifs pour lesquels le comité vous prie de bien vouloir approuver également ce projet de loi.

L'importance des relations commerciales qui ont toujours existé entre la Roumanie et la Turquie se sont accrues encore davantage depuis le jour où le congrès de Berlin a décidé que la Dobrodjéa ferait partie de l'Etat roumain. Notre pays exporte en Turquie une grande partie des produits de son agriculture et de son industrie. A son tour, l'Empire ottoman procure à notre consommation intérieure un nombre important d'articles dont la production est propre aux possessions ottomanes. Du dernier compte-rendu officiel sur notre commerce extérieur, il résulte que notre mouvement commercial avec la Turquie s'est élevé, pour le premier semestre de l'année 1886, au chiffre de 8,409,352 fr.

Le gouvernement roumain a compris l'intérêt qu'avait le pays à régler, par un arrangement international, ses relations commerciales avec l'Empire ottoman et à assurer ainsi de nouveau, pour l'avenir, à nos productions, un marché pour leur écoulement, qui nous a été fermé pendant un certain temps. Le traité qui vous est présenté est le résultat des efforts du gouvernement dans cette direction.

Tant au cours des négociations avec le Gouvernement de S. M. le Sultan que dans le traité conclu, le Gouvernement roumain a cherché à ne pas s'écarter du système qui a servi de base à la conclusion de nos conventions antérieures et particulièrement de la convention avec la Suisse, se conformant en cela à la loi du 5 avril 1887. Vous savez, messieurs les Députés, que, dans le but de protéger les principaux articles qui intéressent notre production nationale, le traité entre la Roumanie et la Suisse a été conclu sur la base d'un principe dont l'application était faite pour la première fois dans nos arrange-

ments internationaux : le principe de la restriction, en faveur de la Roumanie, de la clause de la nation la plus favorisée, par la soustraction dans le tarif conventionnel de certains articles de production indigène.

Ce principe a été successivement appliqué, dans la suite, aux diverses conventions commerciales conclues par la Roumanie, et cela avec quelques légères modifications nécessitées par la situation économique particulière de chacun des Etats avec lesquels nous avons conclu de semblables conventions. Ainsi, dans l'arrangement provisoire avec la France, le tableau suisse a été maintenu avec la seule réserve des bougies de stéarine. Par la révision du traité avec l'Angleterre, nous avons réussi à libérer le pétrole brut et raffiné, les chapeaux de feutre, la poterie ordinaire, la vitrerie, les semelles et chaussons de feutre, les gros clous et les clous de fer travaillés au marteau. Par le traité avec la Russie, une partie des articles insérés dans le tableau suisse ont été rendus au tarif autonome, d'autres sont demeurés soumis au tarif conventionnel, mais avec des taxes plus élevées que dans l'ancien traité. Enfin, par la révision du traité avec l'Allemagne, on a également émancipé du tarif conventionnel une partie des articles qui figurent dans le tableau avec la Suisse, tandis que d'autres ont obtenu des augmentations assez protectrices pour notre production nationale.

Ce même système a été suivi à l'occasion de la conclusion de ce traité. Cette fois, il n'était plus besoin de faire une réserve formelle concernant les articles insérés dans le tableau du traité avec la Suisse. Comme à la suite de la révision de nos traités avec l'Angleterre et l'Allemagne, ces articles ont été soumis à un tarif conventionnel plus avantageux que celui qui figurait dans nos conventions primitives, le but pour suivi par le Gouvernement roumain étant de protéger tout article dont la fabrication dans le pays pouvait être atteinte. Ce qui n'était possible au début, à cause de nos engagements conventionnels d'aparaissant, que moyennant une réserve formelle qui maintint sous l'application du tarif autonome les articles que nous étions décidés à protéger, ainsi que cela a été fait dans le traité avec la Suisse et dans l'arrangement provisoire avec la France, a pu être fait plus tard par l'application, sans restriction, de la clause de la nation la plus favorisée aux pays avec lesquels nous traitons de nouveau, du moment que nous avons réussi à réviser les traités qui entraient notre liberté d'action et à protéger les articles qui nous intéressaient, soit en les libérant complètement, soit en augmentant les taxes conventionnelles.

Voilà pourquoi, messieurs les Députés, on n'a plus reproduit, dans le traité avec la Turquie, le tableau A du traité avec la Suisse, et pourquoi les deux parties contractantes ont purement et simplement stipulé le traitement de la nation la plus favorisée. La concession de cette clause sans restriction ne peut causer aujourd'hui le moindre dommage aux intérêts économiques de la Roumanie, puisque, je le répète, l'idée que nous poursuivions a été réalisée par les nouvelles conventions conclues ou révisées à la suite du traité conclu avec la Suisse.

Après avoir vu ce que signifie aujourd'hui la clause de la nation la plus favorisée appliquée aux produits de provenance ottomane importés en Roumanie, voyons ce que signifie cette même clause appliquée aux produits que nous exportons en Turquie. Les marchandises de provenance roumaine payeront à leur entrée en Turquie la taxe de 8 0/0 *ad valorem*. L'Empire voisin est en voie de conclure avec d'autres Etats étrangers des conventions par lesquelles il cherchera à modifier son système de taxes douanières en transformant les droits *ad valorem* en droits spécifiques. Lorsque ce travail sera terminé, il nous sera aussi applicable en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Jusque-là, les exportateurs roumains sont garantis contre les évaluations exagérées par le droit qu'ils ont — s'ils ne sont pas satisfaits de l'évaluation faite par le service douanier — d'abandonner le 8 0/0 en nature de la marchandise taxée. Cependant, M. le Ministre des affaires étrangères nous montre que le Gouvernement ottoman s'est engagé, par une note diplomatique, à faire profiter les marchan-

disées roumaines des évaluations les plus avantageuses, dans le cas où l'on rétablirait en Turquie, tels qu'ils existaient autrefois, les tableaux d'évaluations différentielles pour les produits de provenances diverses.

Le Gouvernement roumain a accordé un tarif de faveur à la Turquie pour une série de produits qui se trouvent consignés dans le tableau annexé à ce traité. Comme presque tous ces articles n'intéressent pas notre production nationale, la diminution des droits d'entrée pour ces articles devient un avantage pour le consommateur roumain. Ce sont des articles de production presque exclusive de l'Empire ottoman, de sorte que les sept autres Etats avec lesquels nous avons conclu des conventions ne retireront pas grand profit du fait de la réduction des taxes accordée à la Turquie.

A cause du contrat passé avec la Caisse de la Dette, le Gouvernement ottoman n'a pu accepter l'abolition de la taxe de 4 piastres par oke dont est frappée en Turquie l'exportation du tabac de provenance turque. Le Gouvernement roumain s'est trouvé dans la nécessité d'accepter cette situation pour ne pas retarder davantage la conclusion de cette convention.

En outre des dispositions mentionnées plus haut, le traité prévoit, d'une manière générale, les conditions les plus favorables pour les deux pays, tant en ce qui concerne les diverses opérations de douane qu'en ce qui a trait au traitement des navires.

En établissant une comparaison entre les bénéfices que nous assure le traité conclu et les avantages accordés à la Turquie, vous vous convaincrez facilement, messieurs les députés, que cet arrangement est de nature à donner un puissant développement à nos relations commerciales avec l'Empire voisin et à contribuer ainsi à satisfaire les intérêts économiques de la Roumanie. A part cela, ainsi que l'a fait observer, à juste titre, dans son exposé des motifs, M. le Ministre des affaires étrangères, ce traité est le premier qui, après l'écoulement de plusieurs siècles, ait été conclu entre S. M. le Roi de Roumanie et S. M. le Sultan.

Tels sont les motifs pour lesquels j'ai l'honneur de vous prier, Messieurs les Députés, au nom de toutes les sections de la Chambre, et en celui du Comité des délégués, de vouloir bien voter le projet de loi relatif à l'approbation de ce traité.

*Le rapporteur : EM. M. PORUMBARO.*

---

## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

## DÉLIMITATION AFGHANE (1)

---

### NÉGOCIATIONS ENTRE LA RUSSIE ET LA GRANDE-BRETAGNE

(1872-1885)

---

Documents relatifs aux négociations entre la Russie et l'Angleterre  
concernant les affaires de l'Asie centrale.

(Suite)

---

#### N° 56. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

St-Pétersbourg, le 24 février 1885.

D'après les nouvelles qui nous arrivent d'Askhabad, nos avant-postes se sont déjà avancés jusqu'à Zoulfagar-derbend, sur le Heriroud, et jusqu'à Dache-keupri (Poulikhichti), sur le Mourgab. La cavalerie afghane, qui occupait Sary-iazzy, en aval de Dache-keupri, s'est repliée vers Ak-Tépé. Il paraîtrait, d'autre part, qu'un détachement afghan aurait tourné notre position à Zoulfagar et se serait avancé dans la direction du nord.

Les mouvements récents de nos troupes semblent avoir éveillé des inquiétudes en Angleterre, ainsi que l'attestent les deux notices, ci-jointes en copies, qui m'ont été remises par l'Ambassadeur Britannique (2).

Il résulte de la première de ces deux pièces que le Gouvernement Anglais, se proposant de répondre très-prochainement à la proposition que Votre Excellence a été chargée de lui faire au sujet du tracé de la frontière afghane, aurait en attendant recommandé aux Afghans de ne point attaquer nos troupes et de se borner à leur opposer une résistance dans le cas où elles seraient tentées de se porter en avant.

D'autre part, le Cabinet de Londres désirerait obtenir de nous l'assurance que jusqu'à la solution des difficultés nos troupes ne s'avanceront pas au-delà des localités qu'elles occupent actuellement.

Sans répondre à ce dernier point, je me suis borné à rappeler à Sir E. Thornton le contenu du mémoire qui vous a été transmis par ma lettre du 12 courant.

(1) V. *Archives*, 1887, IV, 107.

(2) V. les documents n° 54 et 55.



Nos mouvements militaires, ai-je fait observer à l'Ambassadeur Britannique, ne sont qu'une conséquence logique et inévitable des empiètements commis par les Afghans. Ceux-ci, d'ailleurs, ont déjà occupé des localités qui n'ont jamais fait partie de l'Afghanistan, tandis que nos troupes n'ont point dépassé les limites de la steppe turcomane.

La seconde notice anglaise se réfère à des bruits sur nos prétendus projets d'agression, qui seraient parvenus au Général Lumsden. Ces bruits, qui sont en contradiction avec des assurances que le Commissaire anglais affirme avoir reçues directement du Colonel Alikhanow, n'en sont pas moins invoqués dans la notice pour justifier un nouvel envoi de troupes afghanes destinées à renforcer la garnison du Pendjé.

Le Gouverneur Général du Turkestan m'annonce que des officiers faisant partie de la Commission anglaise de délimitation ont visité la province de Tcharvilajet ou le Turkestan Afghan, où ils auraient passé en revue les garnisons afghanes et auraient instantanément recommandé aux autorités locales de fortifier quelques points sur la rive gauche de l'Amou-Daria. L'un des officiers en question aurait même traversé avec une escorte armée le fleuve et serait passé sur le territoire boukharien près de Kélif.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de regretter ces actes qui ne contribuent qu'à jeter le trouble dans l'esprit des populations de l'Asie Centrale. Rien ne semble les justifier, et ils forment en outre un contraste frappant avec l'attitude amicale que nous n'avons cessé d'observer vis-à-vis de l'Angleterre, et les recommandations conciliantes que nous continuons à adresser à l'Émir de Boukhara.

Votre Excellence jugera peut-être utile d'y rendre attentif Lord Granville.

Veuillez, etc.

GIER.S.

**N° 57. — Notice remise au Ministère Impérial des Affaires  
Étrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.**

(Reçu le 6 mars 1885)

Vendredi soir, M. Gladstone a fait savoir à la Chambre des Communes qu'il avait été convenu entre la Russie et l'Angleterre qu'aucun nouveau mouvement en avant ne serait fait ni par les forces russes, ni par les forces afghanes sur des points se trouvant sur territoire contestable ou contesté.

Sir Edward Thornton a reçu pour instruction de Lord Granville, de demander à Monsieur de Giers, si Son Excellence considère que les assurances données de part et d'autre constituent un traité conforme au dire de M. Gladstone.

**N° 58. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat  
de Giers.**

(Reçu le 6 mars 1885)

Londres, le 3 (15) mars 1885.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en informer par la voie télégraphique, Lord Granville m'a fait parvenir dans la journée d'hier sa réponse à la communication de Votre Excellence en date du 16 janvier.

Cette réponse comporte deux pièces : une note à mon adresse, et un memorandum explicatif et détaillé.

Je me fais un devoir de placer ci-près une copie de la première et un exemplaire imprimé du second sous les yeux de Votre Excellence.

Le memorandum anglais indique la ligne que le Cabinet Britannique, d'après les informations en sa possession, considère comme constituant la frontière exacte de l'Afghanistan.

Cette ligne dévie très-considérablement de celle que nous avons proposée à l'acceptation de l'Angleterre. Toutefois, Lord Granville n'insiste pas à ce que nous en fassions la base exclusive de la discussion ultérieure. Revenant à l'idée de la zone d'investigation, dont la reprise n'est pas exclue par la notice jointe à la dépêche de Votre Excellence du 16 janvier, le Gouvernement Anglais propose de considérer notre ligne comme la limite sud de cette zone, tandis que le tracé actuellement indiqué par l'Angleterre en formerait la frontière du côté du nord.

On rentrerait ainsi dans les termes de l'arrangement du mois de mai dernier en déférant à la Commission de délimitation l'examen détaillé de la question en litige.

Les Commissaires conserveraient de part et d'autre une liberté entière d'appréciation.

Lord Granville ajoute dans sa note que, si cette base était acceptée, il ne manquerait pas d'instruire le Commissaire Britannique dans l'esprit le plus conciliant, afin d'arriver à une solution également acceptable pour les deux Puissances.

Cette réponse n'est certainement pas aussi satisfaisante que nous eussions pu la désirer. Elle reflète les préventions qui pèsent sur la question de l'Asie Centrale. Telle qu'elle est, elle dénote néanmoins le désir du Gouvernement de la Reine de rentrer dans les voies d'une discussion calme et pacifique, rendu si difficile aujourd'hui par l'explosion des passions nationales.

Dans la séance du Parlement d'avant-hier, M. Gladstone, répondant à une interpellation de M. Richard, a déclaré qu'un arrangement était intervenu entre les deux Gouvernements en vertu duquel aucun mouvement en avant ne serait fait sur le terrain contesté par les troupes russes et afghanes.

Veuillez etc.

STAAL.

#### ANNEXE A

#### Le comte Granville au Conseiller Privé de Staal.

(Confidentielle)

Foreign Office, 13 mars 1885.

Le Gouvernement de Sa Majesté a étudié avec soin la dépêche de M. de Giers au sujet de la question des frontières afghanes, que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer le 3 courant.

Le délai apporté à la réponse de cette communication, a été occasionné par la nécessité de soumettre les propositions de M. de Giers au Commissaire anglais qui attendait, sur les lieux, l'arrivée de son collègue russe. Etant maintenant en possession de ses observations, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence un memorandum traitant des points soulevés dans l'annexe de la dépêche de M. de Giers, et fixant la ligne qui, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté conformément aux informations qu'il possède, constitue

la limite des territoires sous la souveraineté de l'Emir et de ses prédécesseurs sur le trône de l'Afghanistan.

Le Gouvernement de Sa Majesté a été, et continue à être très-désireux de régler cette question avec le Gouvernement russe, d'une façon amicale, mais il lui serait impossible de convenir que des territoires réclamés en Afghanistan, au sujet desquels on a informé l'Emir qu'une enquête sur les lieux serait dirigée par des Commissaires nommés par les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de la Russie, soient sans aucune enquête, déclarés dépendant de la domination de la Russie. Cette assurance fut donnée à l'Emir sur la foi de l'engagement conclu des deux gouvernements de faire faire cette enquête. Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt pour sa part à se conformer à cet arrangement, et il espère que le Gouvernement russe ne tardera pas à envoyer son commissaire rejoindre le Commissaire britannique,

Afin de satisfaire autant que possible aux désirs du Gouvernement russe, il consentirait volontiers à ce que la ligne fixée dans le memorandum ci-inclus comme formant d'après son opinion la frontière du territoire afghan et la ligne proposée dans la dépêche de M. de Giers du 16 janvier, soient prises comme limites Nord et Sud d'une zone à laquelle seraient restreintes les recherches des Commissaires.

Le Gouvernement de Sa Majesté sera prêt à donner des instructions à son Commissaire pour que, prenant cette zone comme base, il discute la question dans l'esprit le plus conciliant, et qu'il fasse son possible pour arriver à un accommodement qui soit satisfaisant pour les deux Gouvernements, et que le Gouvernement de Sa Majesté, après délibération avec l'Emir, puisse avec justice accepter.

J'ai l'honneur etc.

GRANVILLE.

#### ANNEXE B

#### Memorandum en réponse au Memorandum annexé à la dépêche de M. de Giers, en date du 16 janvier 1885.

Le Gouvernement de Sa Majesté a soigneusement examiné le Memorandum annexé à la dépêche de M. de Giers en date du 16 janvier, proposant une ligne de démarcation de la frontière afghane, au cas où les deux gouvernements ne puissent s'entendre sur les limites d'une zone d'opérations.

Avant d'exprimer ses vues sur cette proposition, le Gouvernement de Sa Majesté pense qu'il serait désirable de se reporter rapidement à la correspondance échangée entre les deux gouvernements au sujet de la frontière, afin qu'il ne puisse y avoir aucun malentendu quant à la ligne de conduite qu'ils ont jusqu'à présent suivie à cet égard.

Les observations adressées au Cabinet Impérial par le Gouvernement de Sa Majesté au printemps de l'année dernière, occasionnées par l'extension de la Souveraineté de la Russie sur Merv, ont eu pour résultat le renouvellement, par le Gouvernement Impérial, d'une proposition faite en 1882 au Comte Granville par le Prince Lobanoff pour « l'établissement d'une frontière de l'Afghanistan à partir du point où elle n'est pas définie jusqu'à Sarakhs. »

Faisant allusion à cette proposition, laquelle, pour employer les propres mots de M. de Giers, « avait pour objet la continuation, depuis Khoja-Saleh dans la direction ouest, de la ligne reconnue en 1872-73 comme frontière de l'Afghanistan, » le Cabinet Impérial déclara que si le Gouvernement Britannique désirait renouveler les négociations, celui de la Russie consentirait volontiers.

Le Gouvernement de Sa Majesté accepta cette proposition, suggérant en même temps l'idée que les points principaux d'une ligne de frontière fussent déterminés sur le terrain même, et qu'une commission mixte qui comprendrait un représentant afghan fût nommée à cette fin, en temps utile pour que les opérations pussent commencer à l'automne suivant.

Le Gouvernement Impérial exprima qu'il était tout prêt à nommer un



commissaire « qui visiterait avec son collègue britannique, les contrées en question, et de concert avec lui chercherait les éléments d'une ligne de frontière qui donnerait satisfaction aux intérêts respectifs des deux Puissances. » Il s'opposait à la présence d'un représentant Afghan à moins que ce ne fût comme expert pour donner des renseignements nécessaires à la Commission.

Le Gouvernement de Sa Majesté proposa au Gouvernement russe que les commissaires se réunissent au mois d'octobre suivant, à Sarakhs; en même temps le Vice-roi de l'Inde informa l'Emir des arrangements ci-dessus mentionnés, priant Sa Hautesse de députer un fonctionnaire afghan, possédant toute sa confiance, à la frontière pour assister le Commissaire britannique.

Après une correspondance ultérieure à laquelle il est inutile de se reporter, le Gouvernement de Sa Majesté nomma le Major-Général Sir Peter Lumsden représentant de Sa Majesté dans la Commission, et cet officier, après avoir reçu des instructions dont la teneur fut communiquée au Cabinet Impérial, quitta Londres pour Sarakhs au commencement de septembre.

Trois jours après le départ de Sir P. Lumsden, on fut informé par M. de Giers que le Cabinet Impérial persistait dans son désir de ne pas laisser passer l'occasion présente de faire disparaître, à tout jamais, tout sujet de malentendu ou de rivalité entre les deux Puissances en Asie Centrale, et de compléter l'œuvre de conciliation heureusement inaugurée en 1872-73; qu'en conséquence des mesures avaient été prises pour que le Commissaire russe Général Zélénoï « rejoignît Sir P. Lumsden vers le 1<sup>er</sup> (13) octobre à Sarakhs, où il aurait à s'entendre avec son collègue au sujet de la direction des travaux de délimitation, qu'on le prierait de chercher, de concert avec Sir P. Lumsden, les éléments d'un arrangement qui serait de nature à faire disparaître, autant que possible, les motifs de malentendus et de complications. »

Ainsi le Gouvernement de Sa Majesté avait toute raison de croire qu'il serait procédé sans délai aux travaux de la Commission, et que les différences d'opinions seraient réglées sur les lieux par les Commissaires, ou qu'on en référerait, si nécessaire, à leurs Gouvernements respectifs.

A son grand désappointement cependant, le Gouvernement de Sa Majesté apprit, quelques semaines après le départ de Sir P. Lumsden de l'Angleterre, que le départ du Général Zélénoï était retardé, et qu'il ne serait pas prêt à se trouver avec Sir P. Lumsden avant le 15 janvier; et en même temps le Gouvernement russe signifia son opinion que les opérations de la Commission fussent restreintes à tracer une zone, dans laquelle la ligne de démarcation serait déterminée par les deux Gouvernements. La proposition qu'une zone fût déterminée par les deux Gouvernements avant la rencontre des Commissaires fut d'abord mentionnée à une entrevue qui eut lieu le 13 octobre entre Sir E. Thornton, le général Zélénoï et M. Zinovieff, et officiellement proposée dans le memorandum de M. de Giers du 21 octobre.

Afin de satisfaire autant que possible aux désirs du Cabinet russe, le Gouvernement de Sa Majesté, quoique d'avis qu'il vaudrait mieux que les Commissaires eux-mêmes décidassent sur les lieux quelle devrait être la région de leurs recherches, adhéra au principe de cette proposition nouvelle. Le Gouvernement de Sa Majesté accepta la limite nord de la zone suggérée par le Gouvernement russe, mais exprima l'avis qu'il serait « peu désirable d'entreprendre une définition préliminaire de la limite sud de la zone. »

Le Cabinet Impérial exprime maintenant ses craintes, qu'à défaut d'accommodement préalable au sujet de l'étendue de la zone d'opérations, l'envoi des Commissaires sur les lieux n'ait pour résultat des malentendus et même un échec. Au sujet de cette intimation, il réserve son droit d'insister pour que les possessions de l'Emir Shere Ali, en 1872-73, soient adoptées comme base de la démarcation prochaine; que la nouvelle frontière soit tracée conformément aux conditions géographiques et ethnographiques du territoire à délimiter, et que toute la tribu des Turcomans Sarik, dont une portion a déjà fait sa soumission aux autorités russes, soit comprise dans la sphère d'action russe.

En principe le Gouvernement de Sa Majesté ne s'oppose pas à la détermina-

tion d'une zone, quoiqu'il ne puisse accepter une limite d'exploration s'étendant au sud jusqu'à la ligne détaillée dans le mémorandum du Général Zélénou du 26 novembre.

Au sujet de la prétention du Gouvernement russe, que les possessions de Shère Ali-Khan en 1872-73, formassent la base de l'arrangement actuel, le Gouvernement de Sa Majesté doit remarquer qu'à son avis ce principe fut abandonné, en ce qui concerne la partie nord-ouest de la frontière dans une dépêche adressée par le Prince Gortschakoff au Comte de Brunnov, le 7 (19) d'octobre 1872, dans laquelle il dit :

« Nous n'insisterons pas sur le principe d'où nous sommes partis savoir, qu'on ne reconnaîtrait comme faisant partie de l'Afghanistan aucun district qui n'aurait pas été sous la domination de Dost Mahomed Khan, et qui n'est pas actuellement soumis à Shère Ali. Par égard pour le désir du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Cabinet Impérial serait disposé, en ce qui concerne cette partie de la frontière, à accepter la ligne indiquée par la dépêche de Lord Granville du 17 octobre 1872. »

Cette ligne qui de la sorte devint la seule base pour des discussions futures, est ainsi décrite dans cette dépêche.

« 3. Les districts intérieurs d'Akcha, Sir-i-Pool, Maimena, Shibbergan et Andkhou, dont le dernier serait l'extrême frontière des possessions Afghanes au nord-ouest, le désert au delà appartenant aux tribus indépendantes des Turcomans. »

4. La frontière afghane ouest entre les dépendances d'Hérat et celles de la Province Perse de Khorassan est bien connue, il n'est donc pas besoin de la définir.

Volontiers donc, comme il l'a déjà fait savoir au Cabinet Impérial, le Gouvernement de Sa Majesté laisse aux Commissaires toute liberté d'action pour compléter les arrangements de 1872-73, en déterminant la frontière Afghane entre le Héri-Rud et l'Oxus, mais il ne peut admettre que cette limite soit tracée conformément aux conditions géographiques à l'exclusion de la question de droit territorial ou d'autres considérations.

Au sujet des remarques du colonel Mac-Gregor, auxquelles on se réfère comme étant importantes dans le memorandum auquel il est fait réponse, le Gouvernement de Sa Majesté fait observer qu'on ne peut considérer ces remarques comme ayant aucune autorité ou valeur officielle. Elles sont simplement les observations accidentelles d'un officier voyageant en qualité d'homme privé, sur ce qu'il a vu en passant sur une étendue de pays limitée, observations racontées sous une fausse conception des vraies circonstances, les tours qu'il mentionne étant en réalité une ligne de défense intérieure, et non pas comme il le présume des points de repère territoriaux.

Quant aux questions soulevées au sujet des Turcomans Sarik, le Gouvernement de Sa Majesté fait observer que d'après les informations qu'il possède, Badgheis, qui comprend Pendjeh, a fait partie de l'Afghanistan, depuis que l'Afghanistan est devenu royaume; que ces districts étaient, comme dépendances d'Hérat, sous le gouvernement de Shère Ali Khan, que les tribus qui se sont fixées à Pendjeh pendant le dernier quart de siècle ont pleinement reconnu qu'elles se trouvent sur territoire Afghane; qu'elles ont sous une forme ou une autre payé tribut aux autorités d'Hérat, et qu'un Naib, ou un délégué du gouverneur d'Hérat, a, en règle générale, résidé parmi eux avant et depuis 1873. Lorsque l'Emir donc, à cause de l'approche de la Russie, commença, bien avant l'occupation de Merv par les Russes, à établir plus fortement son autorité sur le Pendjeh, il exerçait simplement des droits qu'il considérait comme lui appartenant.

De l'avis du Gouvernement de Sa Majesté, le titre qu'a l'Emir à la souveraineté du territoire en question, ne peut être diminué par la présence dans ses frontières d'une tribu, dont l'autre partie est sur le territoire réclamé maintenant par la Russie. Il arrive fréquemment sur d'autres frontières asiatiques que des tribus soient divisées par des limites territoriales, et le Gouvernement de Sa

Majesté ne voit pas de raison pour qu'une division ne soit pas pratiquée dans le cas actuel, ou que des difficultés sérieuses soient pour cela suscitées au sujet de cette frontière qu'il s'agit maintenant de déterminer entre la Russie et l'Afghanistan.

A cause de ces raisons et d'autres encore, le Gouvernement de Sa Majesté croit bon de dire dès maintenant qu'il ne peut donner son adhésion à aucun arrangement par lequel le Pendjeh ou d'autres districts réclamés par l'Afghanistan, lui seraient refusés sans enquête sur les lieux.

Il reste encore au Gouvernement de Sa Majesté à s'occuper de la nouvelle proposition contenue dans la dernière partie du memorandum de M. de Giers, savoir que, dans le cas où les deux Gouvernements ne s'entendraient pas au sujet des limites d'une zone, ils puissent essayer d'arriver à une entente au sujet de la ligne de frontière actuelle, dont la direction est décrite dans les termes suivants :

A partir d'un point sur la droite du Héri-Rud, à environ dix verstes au sud de Zulfikar, la ligne passerait par Kéhrizi Elias et Kéhrizi Soumé jusqu'au ruisseau de Yégri Gueuk, suivrait les hauteurs bordant la rive droite de ce ruisseau jusqu'aux ruines de Tchéménibid, suivrait la chaîne de coteaux sur la rive droite du Kuschk jusqu'à Havuzi Khan, puis s'étendrait jusqu'à un point au nord de Méruchak, qui serait laissé à l'Afghanistan.

A partir de ce point, la ligne de démarcation suivrait la crête des hauteurs au nord de la vallée du Kaïsor et à l'ouest de la vallée de Sangalak, et laissant Andkhoï à l'est s'étendrait jusqu'à Khoja Saleh sur l'Amon Daria. Cette ligne servirait de frontière, à condition que l'Emir répondit qu'il ne bâtirait aucune fortification qui puisse devenir une menace pour les populations de l'autre côté de la frontière.

Le Gouvernement de Sa Majesté regrette de ne pouvoir accepter ni la ligne proposée, ni les conditions qui y sont annexées. Conformément aux renseignements qu'il possède, la vraie ligne de la frontière Afgane s'étendrait de Shir Tépé, sur le Héri Rud jusqu'à Sari Yazî sur le Murghab, et de là longerait les confins cultivés de Maimena et Andkhoï jusqu'à Khoja Saleh. Mais en exprimant cet avis, il faut ajouter qu'il a toujours cru, et croit encore, que la ligne de frontière devrait être tracée sur les lieux avec l'aide des officiers de l'Emir, et que les Commissaires britanniques et russes devraient avoir toute liberté d'action quant aux conclusions auxquelles ils peuvent arriver, et aux observations qu'ils peuvent vouloir faire, après avoir entendu toutes les informations qui peuvent être apportées quant à la question de droit, et après avoir visité le pays lui-même, ainsi compris; il est prêt à accepter que les lignes, que les deux gouvernements ont respectivement proposées, soient prises comme limites d'une zone à laquelle les recherches des Commissaires seront restreintes, c'est-à-dire que la limite nord de la zone serait une ligne directe s'étendant de Shir Tépé à Sari Yazî et de là longerait les confins nord de la culture de Maimena et Andkhoï jusqu'à Khoja Saleh, tandis que la limite sud serait une ligne s'étendant d'un point sur le Héri-Rud à environ six milles au sud de Zulfikar jusqu'à Kéhrizi Elias et Kéhrizi Soumé, puis jusqu'au ruisseau d'Yégri Gueuk, de là, à Tchéménibid et suivant la chaîne de coteaux sur la rive droite du Kuschk jusqu'à Havuzi Khan, de là, à un point situé au nord de Méruchak, puis par les hauteurs qui bordent les vallées de Kaïsor et Sangalah jusqu'à Khoja Saleh.

Le Gouvernement de Sa Majesté conserve l'ardent espoir que le Gouvernement russe acceptera dans l'intérêt des deux pays que l'arrangement conclu au mois de mai dernier, soit encore considéré comme ayant force de loi, et qu'aucun délai ultérieur ne viendra retarder les travaux des Commissaires.



## N° 59. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.

Saint-Pétersbourg, le 7 mars 1885.

Je crois devoir vous transmettre ci-près une notice (1) qui m'a été remise par l'Ambassadeur d'Angleterre, relativement à la déclaration faite par M. Gladstone à la Chambre des Communes, au sujet d'un arrangement qui serait convenu entre nos Gouvernements pour mettre un terme aux mouvements de nos troupes et des troupes afghanes dans les territoires contestés ou contestables.

J'ai déclaré à Sir E. Thornton, après m'être entendu avec M. le Ministre de la guerre, qu'il avait été prescrit à nos autorités militaires de ne point dépasser la ligne actuellement occupée par nous, et de s'abstenir de tout acte hostile, à moins d'une agression afghane ou de désordres qui éclateraient à Pendjeh et nécessiteraient une intervention pour prévenir l'effusion du sang.

M. l'Ambassadeur d'Angleterre a exactement rendu compte de mes paroles dans un télégramme adressé à lord Granville.

Nous venons de recevoir votre expédition (2) qui nous apporte la réponse du Cabinet de Londres à nos dernières propositions, relativement à la délimitation.

Elle est soumise à un sérieux examen, et je ne suis pas encore à même de vous en faire connaître le résultat, ni d'exprimer aucune appréciation.

Vous recevrez ultérieurement les décisions de notre Auguste Maître.  
Veuillez, etc. GIERs.

## N° 60. — Memorandum remis au Ministère Impérial des Affaires étrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.

Saint-Pétersbourg, 8 (20) mars 1885.

Le Gouvernement de Sa Majesté a été informé que le colonel Alikhanoff a donné des ordres pour empêcher les troupeaux des Turcomans Sarikhs de paître au nord d'Ak-Tépé, et aux Sarikhs et Afghans d'aller au-delà de cette place, les privant ainsi de leur provision de bois du bas du fleuve.

Sir E. Thornton a des instructions pour démontrer au Gouvernement Impérial que la défense faite aux Sarikhs de Pendj-Deh d'exercer leurs droits de pâture et de coupe de bois dans le territoire contesté, est incompatible avec le maintien du *statu quo* pendant les négociations et fera naître probablement du mécontentement à Pendj-Deh. Il serait difficile d'empêcher les Afghans de chercher à susciter des troubles parmi les Turcomans, sujets de la Russie, si les autorités russes persévéraient dans une conduite telle que celle décrite ci-dessus.

## N° 61. — Rapport adressé par le Chef de l'arrondissement de Merv au Commandant des troupes de la province transcaspienne.

(Traduction.)

Aïmak-Djary, le 6 février 1885.

A mon arrivée à Iman-Baba, le commandant du poste m'a déclaré qu'en nous bornant à l'envoi de nos patrouilles, nous ne parviendrions pas à

(1) Voir le document n° 57.

(2) Voir le document n° 58.

débarrasser de la présence des postes afghans non seulement le territoire s'étendant jusqu'à Dasch-Keupri, mais les environs mêmes d'Aïmak-Djary. Persuadés que les Russes ne voudront pas recourir à la force, les Afghans nous opposent une résistance passive, et réoccupent avec leurs postes les localités évacuées, aussitôt après le départ de nos patrouilles. Conséquemment, et en vue de l'exécution effective des instructions que Votre Excellence avait adressées au commandant du poste d'Imam-Baba, je me suis mis en marche ce matin pour Aïmak-Djary avec trois sotnias se composant de 8 officiers, 180 cosaques et 150 miliciens, munis de vivres, les cosaques pour quatre jours, les miliciens pour quinze. A mi-chemin, j'ai reçu du lieutenant-colonel anglais Ridgeway une lettre que je sou mets ci-joint avec ma réponse. A Sary-Yazy, situé à 5 verstes d'Aïmak-Djary, j'ai été rejoint par un exprès qui m'a remis l'ordre de Votre Excellence (sub N° 9), me prescrivant de rester avec les cosaques à Imam-Baba et de borner mon action à l'envoi de patrouilles de miliciens. Je n'ai pas jugé opportun de retourner immédiatement à Imam-Baba, d'abord parce qu'il aurait fallu faire subir de grandes fatigues aux hommes et aux chevaux en exécutant en une seule journée deux marches forcées, et puis, parce que ce retour aurait produit sur les Afghans et sur nos miliciens une impression défavorable pour nous. Je me suis décidé, en conséquence, à continuer ma route jusqu'à Aïmak-Djary et à m'y établir. A notre approche, tous les postes afghans se sont retirés, et leur capitaine, en quittant Aïmak-Djary sous nos yeux, avec les 40 derniers cavaliers, m'a laissé une lettre comminatoire que je joins également ci-près. Je n'attribue aucune importance à cette lettre, attendu que les Afghans ne sont que trop prodigues de menaces.

A Aïmak-Djary, j'ai occupé une position excellente au point de vue tactique ; les Afghans ne nous en délogeront pas jusqu'à l'arrivée du détachement, à supposer qu'ils eussent l'intention de le tenter. Le campement est bon sous tous les rapports et, en tous cas, meilleur que celui d'Imam-Baba. J'ai pris les mesures nécessaires pour la fourniture du fourrage et des vivres, et je crois que sous ce rapport il ne se présentera aucune difficulté. En conséquence de ce qui précède, j'ai l'honneur de demander l'autorisation de Votre Excellence de rester avec trois sotnias à Aïmak-Djary, où j'attendrai Ses ordres à ce sujet.

Dans la matinée du 8, j'enverrai toute la sotnia de miliciens faire une reconnaissance jusqu'à Dasch-Keupri.

Le lieutenant-colonel ALIKHANOW.

---

#### ANNEXE A. AU N° 61.

#### Le lieutenant-colonel Ridgeway au Commandant des troupes russes à Yolatan ou Merv.

Aymak-Tchari, le 14 (2) février 1885.

M. le général Sir Peter Lumsden, Commissaire en chef de Sa Majesté Britannique pour la délimitation de la frontière d'Afghanistan, a été informé par les autorités afghanes à Pendj-Eh d'une collision qui a eu lieu entre des patrouilles russes et afghanes le 8 février (27 janvier) au moment où vos troupes se sont portées en avant sur Ser-Yasi et Aymak-Tchari. Le général m'a ordonné de me rendre sur les lieux pour savoir au juste ce qui s'est passé, et il m'a autorisé de tâcher d'arriver à un entendu amical en vertu duquel les patrouilles et les

piquets des deux parties s'abstiendraient de dépasser certaines limites en attendant la décision de la Commission mixte pour la délimitation de la frontière, maintenant en train de se réunir.

Toutes informations prises, il me paraît démontré que des malentendus sérieux seront le résultat inévitable de rencontres continuelles entre les troupes russes et les troupes afghanes. Je me suis donc adressé d'abord à l'officier commandant à Imam, mais cet officier ayant été empêché de me rencontrer, je voudrais vous proposer, Monsieur, d'envoyer un officier autorisé de s'entendre avec moi sur la question des patrouilles.

Avant l'occupation de Kaleb-Broun par les troupes russes, les Afghans envoyaient des patrouilles jusqu'à cet endroit, mais maintenant il paraît que leur droit de dépasser Aymak-Tchhari est contesté. Ce me semble que ce qu'il y aurait de mieux à faire serait de s'abstenir des deux côtés d'occuper et d'explorer la contrée située entre Sandouk-Kouchan et Aymak-Tchhari. Sandouk-Kouchan paraît être à une distance convenable de votre poste à Imam, et, si vous voudriez avoir l'obligeance d'ordonner à vos troupes de ne point dépasser cet endroit, je prendrais les dispositions nécessaires pour établir à Ourouch-Tochan les troupes afghanes, à présent à Aymak-Tchhari, et dont les patrouilles alors ne dépasseraient point ce dernier endroit. Il sera bien entendu que cet arrangement est absolument temporaire et ne préjugera en rien les droits que les deux parties pourraient faire valoir auprès de la commission mixte. Je retourne maintenant d'Aymak-Tchhari à Ak-Tepeli, distance qui, comme vous le savez, Monsieur, pourra être franchie en quelques heures à cheval et je serais bien obligé si vous voudriez avoir l'obligeance de m'y envoyer votre réponse au plus tôt, vu que je dois rejoindre le Commissaire en chef de Sa Majesté Britannique avant qu'il ne rencontre son collègue Monsieur le général Zelenoi. En cas que vous consentiez à envoyer un officier à ma rencontre, je serais prêt à retourner à Ser-Yasi ou toute autre place qui vous paraîtrait favorable à une entrevue.

J'ai l'honneur, etc.

J. RIDGEWAY,

Lieutenant-colonel, Commissaire de Sa Majesté Britannique.

#### ANNEXE B.

#### Le lieutenant-colonel Alikhanow au lieutenant-colonel Ridgeway. (Traduction du Djagatai.)

Sandouk-Katchan, le 6 février 1883.

Cher et affectionné lieutenant-colonel Ridgeway, que sa bienveillance s'accroisse.

Je vous annonce que le porteur de votre lettre a été le bienvenu. J'ai été très heureux de votre message amical. Nous n'avons aucune intention hostile à l'égard des Anglais ou des Afghans, et j'espère qu'on n'en viendra pas aux armes. Je serai très satisfait, si l'affaire reçoit une direction conforme à l'amitié et par le moyen de discours sensés. Je me retirerai de Pendjé ou même de Merv, si, après la réunion des Commissaires respectifs et la fixation de la frontière, je recevais des ordres en conséquence. Mais, pour le moment, il m'est enjoint de prendre des mesures pour faire occuper Aïmak-Djary par des postes russes et de ne pas y laisser pénétrer un seul Afghane de Dasch-Kiepri. Vous êtes vous-même un serviteur de votre souverain, aussi devez-vous parfaitement comprendre que mon devoir consiste à m'acquitter de l'ordre qui m'a été donné. Si, au reçu de cette lettre, vous faites reculer vos postes, il n'y aura plus d'autre affaire à régler entre nous, et nous re-terons amis comme par le passé ; sinon, je serai amené, en vertu des ordres que j'ai reçus, à employer la force pour obliger ces postes à la retraite. En dehors de ce qui précède, je n'ai rien à vous communiquer.

Lieutenant-colonel ALIKHANOW,  
Chef des districts de Merv, de Serakhs et de Yolotan.

## ANNEXE C.

**Le lieutenant-colonel Ridgeway au lieutenant-colonel Alikhanow.**  
(Traduction du Persan.)

Le 17 (5) février 1885.

Cher, affectionné ami colonel Alikhanow, que sa bienveillance s'accroisse.

Tout en vous exprimant le plus vif désir d'avoir avec vous une heureuse entrevue, je vous informe que j'ai écrit il y a quelques jours à l'officier commandant le détachement à Yolotan ou à Merv, et l'ai prié de me fixer un rendez-vous afin de déterminer les points où seraient disposés les postes, tant des troupes russes que des troupes afghanes. La détermination de ces points semblait indispensable en vue des malentendus qui ont surgi ces jours-ci entre vos avant-postes et ceux des Afghans à Sary-Yazy et Aïmak-Djary. Comme les droits des Afghans à entretenir un poste à Sary-Yazy ont, paraît-il, été mis en discussion, je proposais d'établir qu'aucune des parties n'y entretiendrait de troupes jusqu'à ce que la question soit résolue par la Commission composée d'officiers russes et britanniques, qui doit se réunir sous peu.

En effet, c'est dans l'idée qu'un principe aussi essentiel serait admis sans aucun obstacle, que les ordres relatifs au retrait des troupes afghanes de Sary-Yazy sont mis à exécution.

J'ai été informé actuellement de votre retour à Merv et de votre intention de vous rendre à Hazreti-Imam. Aussi, tout en souhaitant que vous vous occupiez au plus tôt de cette question, je m'empresse de vous communiquer que je serai on ne peut plus heureux de vous voir à Sary-Yazy ou à Aïmak-Djary ou dans n'importe quelle autre localité où vous le jugerez le plus convenable, et le jour qu'il vous plaira de désigner.

J. RIDGEWAY,

Lieutenant-colonel de l'armée de S. M. Britannique,  
Commissaire pour la délimitation afghane.

## ANNEXE D.

**Billet de Mohamed-Emine Khan, Afghan.**

(Traduction du Persan.)

Attendu que les officiers russes ont débusqué nos postes de Sary-Yazy par la force et qu'ils avaient l'intention d'employer la violence contre moi, je me retire conformément aux ordres reçus de mon Djarneil, mais dorénavant je résisterai à ces mouvements hostiles entrepris en temps de paix. Au nom du Gouverneur et de l'officier commandant les troupes à Pendjdé, j'avertis l'officier des postes russes que, dans le cas où il persisterait dans sa marche offensive, celle-ci serait immanquablement arrêtée à Ak-Tépé ou ailleurs par la force du sabre, du canon et du fusil.

**N° 62. — Rapport adressé par le Chef de l'arrondissement de Merv au Commandant des troupes de la province Transcaspienne.**

(Traduction.)

Dasch-Keupri, le 9 février 1885, 7 heures du matin.

Dans la matinée du 8, on m'a fait savoir que les postes afghans s'étaient de nouveau rapprochés et avaient occupé, entre autres points, Ourousch-Douschan. A cette nouvelle, je suis parti immédiatement d'Aïmak-Djary avec la sotnia de milice temporaire, et, ayant chassé les Afghans, je suis arrivé sur leurs talons jusqu'à Dasch-Keupri, où j'ai



passé la nuit. C'est dans cette localité que j'ai établi notre poste, composé de 30 miliciens Saryks, sous le commandement du sous-officier Aman-Klytch-Khan. Les Afghans n'ont fait preuve d'aucune hostilité à mon égard ; au contraire, le Djarneïl m'a immédiatement renvoyé le cheval d'un djighite, qui s'était enfui et avait gagné le camp afghan à Ak-Tépé. A cet endroit sont postés, sur un tertre élevé, environ 250 cavaliers et fantassins afghans.

Une députation de notables Saryks est venue la même nuit trouver le Djarneïl pour lui proposer d'évacuer le Pendjé par suite de l'approche des Russes et « parce qu'ils ne veulent ni se séparer de leurs frères, les Saryks du Yolatan, ni faire l'expérience des journées de Ghéok-Tépé ». Le lieutenant-colonel Ridgeway a demandé deux jours pour donner une réponse, et il a fait son rapport là-dessus au général Lumsden, à Kalé-i-Mor.

Dans une heure, je me remets en marche pour le retour ; je profiterai de mon passage pour porter à Ourousch-Douschan toute la milice, avec l'enseigne Baba-Khan, et, pour ma part, je me rendrai à Aïmak-Djary où se trouvent deux sotnias de cosaques.

La présence des cosaques à Aïmak Djary n'est plus nécessaire ; ils pourraient se replier sur Imam-Baba, mais il y a lieu de reconnaître qu'ils sont parfaitement installés ici : les vivres sont arrivés, les huttes sont construites, et le bois est abondant — toutes choses dont le manque ne tardera pas à se faire sentir à Imam dès l'arrivée du détachement. La distance entre ces deux points n'est que de 30 verstes.

La nouvelle voie que j'ai prise cette fois-ci pour me rendre au Pendjé côtoie tout le temps la rive du Mourghab et permet aux fourgons et à toute espèce d'équipages de circuler librement ; elle est plus courte que le chemin que j'avais suivi la première fois. La route menant à Imam est achevée et elle est du même genre que celles du territoire de Merv ; par conséquent, les fourgons du détachement peuvent circuler sans obstacles jusqu'à Dasch-Keupri même. Il y a 40 verstes d'Aïmak-Djary jusqu'au pont.

En informant Votre Excellence de tout ce qui précède, j'envoie ci-joint les lettres qui m'ont été adressées par les officiers anglais, — le général Lumsden et le lieutenant-colonel Ridgeway, — avec la copie de la réponse que j'ai faite au premier. Je n'ai pas répondu au second. Je constate en même temps que l'état des esprits des Afghans et la situation des affaires sont tout autres que les Anglais ne les dépeignent.

Le lieutenant-colonel ALIKHANOW.

#### ANNEXE A AU N° 62.

**Le Général Sir Peter Lumsden au Lieutenant-Colonel Alikhanow.**

Kalé i-Mor, 19 fév. 1885.

Le Lieutenant-Colonel Ridgeway m'a communiqué la lettre qu'hier il a reçue de vous. Je dois vous exprimer ma surprise du ton dans laquelle est écrite, et ajouter qu'après une conversation avec le représentant de l'Emir hier, je trouve que j'ai épuisé tous les moyens d'empêcher plus longtemps les Afghans d'adopter les mesures qu'ils croiraient nécessaires pour la défense des droits afghans.

Comme le Lieutenant-Colonel Ridgeway vous a informé dans sa lettre, j'ai réussi à persuader aux autorités militaires afghanes de retirer leurs avant-postes à Brush Doshan, et des ordres à cet effet seront envoyés aujourd'hui à l'officier qui commande l'avant-poste afghan, et on lui ordonnera de ne pas même envoyer de patrouilles au-delà de cette place.

Je crois de mon devoir cependant de vous avertir qu'il me sera impossible d'obtenir des Afghans d'autres concessions ou de les retenir plus longtemps, et de vous déclarer que dans le cas où des patrouilles ou troupes russes avanceraient au-delà d'Arniak-Jarra, un conflit aura inévitablement lieu. Il semble incroyable qu'à un moment où, comme il paraît d'après un télégramme reçu hier soir, le Gouvernement de Sa Majesté Impériale, le Czar, entretient des négociations amicales avec le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, Sa Majesté Impériale vous ait autorisé à faire la guerre contre l'Afghanistan en temps de paix ; car sans le Lieutenant-Colonel Ridgeway, qui s'est adressé à vous par lettre, évidemment votre intention était de commencer les hostilités sans avertissement et sans donner aucune raison pour ce faire.

Finalement, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai télégraphié à Londres pour exposer la crise sérieuse qu'a fait naître votre projet, et ne peux qu'espérer que vous hésitez avant d'entrer dans une voie qui, non seulement engagera la Russie dans un conflit avec l'Afghanistan, mais encore pourra causer une rupture entre les Puissances, maintenant amies, d'Angleterre et de Russie.

J'ai donné ordre au Lieutenant-Colonel Ridgeway de rester à Pendjeh et de porter toute son attention sur toute communication future que vous pourrez juger désirable de faire.

P. LUMSDEN,  
Lieutenant-Général.

ANNEXE B.

*Traduction du Djabatāi*

**Le Lieutenant-Colonel Alikhanow au Général Sir Peter Lumsden.**

8 février 1885.

Profondément estimé Général Lumsden, Commissaire de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne.

Tout en Vous saluant, je Vous informe que j'ai reçu Votre lettre. Ma réponse sera courte. Que Vous en soyez satisfait ou non, mais j'ai eu l'ordre d'occuper Dasch-Keupri par les troupes russes, et cet ordre je l'exécuterai. Nous ne désirons pas de conflit, mais si d'autres commencent les hostilités contre nous, ils nous trouveront préparés de notre côté. Je suis un militaire, je ne m'entends pas aux affaires politiques, et c'est pourquoi je n'ai rien de plus à Vous communiquer.

Lieutenant-Colonel ALIKHANOW,  
Chef des districts de Merv, de Serakhs et de Yolotan.

ANNEXE C.

*Traduction du <sup>3</sup>Persān*

**Billet de Mohammed-Emin Khan, Afghan.**

Attendu que l'officier du détachement russe a l'intention de se diriger sur Ak-Tépé en tournant notre flanc, je l'informe que les ordres que nous avons reçus nous prescrivent de nous opposer à sa marche en avant, tout en évitant un conflit avec lui. Je le préviens en conséquence que, dans le cas où il se dirigerait sur Ak-Tépé, son mouvement sera arrêté par la force du sabre, du canon et du fusil.

ANNEXE D.

*Traduction du Persan*

**Le Lieutenant-Colonel Ridgeway au Lieutenant-Colonel Alikhanow.**

Février 1885.

Cher, affectionné Colonel Alikhanow, que sa bienveillance s'accroisse.

Tout en exprimant le plus vif désir d'avoir avec Vous une heureuse entrevue, je Vous informe que j'ai reçu Votre lettre amicale du 18/6 février, et je suppose que Son Excellence le Général Sir Peter Lumsden, auquel je l'ai transmise, Vous y a fait parvenir sa réponse. Il m'est revenu plus tard que Vous aviez débusqué par la force le poste afghan d'Ouroush-Doushan. Le Général Gaouss-din-Khan se propose d'arrêter Votre mouvement en avant, mais n'ayant pas l'intention de Vous attaquer, il compte se borner à la défensive. Comme, par le fait de cette situation, les hostilités semblent pouvoir se déclarer sous peu, je juge convenable, en conséquence, me trouvant dans ce pays comme Représentant du Gouvernement Britannique à la Commission mixte, de bien préciser tant ma propre mission que celle des autres officiers britanniques qui m'accompagnent. Ces éclaircissements sont d'autant plus nécessaires que dans Votre Lettre Vous désignez les avant-postes afghans comme nos avant-postes à nous. Attendu qu'il n'y a pas eu de déclaration de guerre entre l'Angleterre et la Russie, je ne saurais prendre part aux hostilités que les Afghans et les Turcomans-Saryks engageraient contre Vous, sans encourir une grave responsabilité pour violation des règles internationales.

J'avais précédemment exprimé le désir de Vous voir et de convenir d'une solution à l'amiable des difficultés existantes, mais Vous n'étiez pas disposé, de Votre côté, à aborder un échange d'explications.

Je crois devoir Vous informer actuellement que, désireux de prévenir un conflit armé, je ne demande pas mieux que de prêter ma médiation entre Vous et les Afghans, dès que Vous le souhaitez Vous-même. C'est ce motif qui me fait rester ici.

J. RIDGEWAY,

Lieutenant-Colonel de S. M. Britannique.

#### N° 63. — Le Secrétaire d'État de Giers au Conseiller Privé de Staal.

Saint-Petersbourg, le 15 mars 1885.

J'ai pris les ordres de Sa Majesté l'Empereur au sujet de l'expédition de Votre Excellence du 3/15 courant et de la communication de Lord Granville qui s'y trouvait annexée (1).

Sa Majesté a ordonné de la soumettre à un examen attentif.

Vous trouverez dans la notice ci-jointe nos observations sur le memorandum anglais qui accompagne la dépêche de Lord Granville. Ces observations portent sur des questions d'une haute importance, sur les principes mêmes qui doivent servir de base à un arrangement équitable entre les deux parties. Nous ne saurions laisser subsister le moindre malentendu à ce sujet, et je crois, en conséquence, devoir Vous engager à signaler sans retard à l'attention du principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères les motifs qui nous empêchent de nous associer aux conclusions contenues dans son memorandum, et à lui remettre copie de notre notice.

Lord Granville continue à se montrer impatient de voir notre Commissaire pour la délimitation arriver sur les lieux, et il n'admet point qu'une entente sur les points en litige puisse s'opérer en dehors d'une enquête locale.

Nous n'avons nullement renoncé à l'idée de cette enquête, mais la zone d'investigation, que vient de nous proposer Lord Granville, s'écarte sur plus d'un point des conditions d'impartialité voulues pour pouvoir être acceptée par nous, et elle ne répond pas non plus aux circonstances locales du moment.

Cependant M. Gladstone ayant loyalement reconnu et constaté devant le Parlement que les territoires en litige, supposés jusqu'à présent appartenir à l'Afghanistan, étaient en réalité l'objet de contestations, il nous semble que les vues des deux Gouvernements sont suffisamment rapprochées pour offrir un terrain pratique à des négociations amicales.

(1) V. le document n° 58.

Si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique voulait revenir à l'idée d'une zone d'investigation, nous ne pourrions accepter que celle que nous avons proposée dès le début. Mais, vu les changements survenus dans la situation de ces contrées, nous croyons que les recherches et les études à faire dans un rayon aussi étendu entraîneraient une grande perte de temps, sans modifier les points de vue réciproques, et sans autoriser l'espoir d'une entente finale des Commissaires, qui, en définitive, devraient soumettre leurs divergences à la décision des deux Gouvernements.

Il nous paraît plus pratique d'assigner aux investigations de la Commission les territoires situés sur la ligne que nous avons indiquée en dernier lieu au Gouvernement de Sa Majesté Britannique dans le sincère désir de concilier les intérêts des deux parties.

Dans ces conditions, si elles étaient acceptées par le Cabinet de Londres, la Commission pourrait se réunir sans délai et procéder sur place à ses travaux avec les chances d'une prompt solution.

Vous êtes autorisé à transmettre cette proposition à Lord Granville.

Veuillez réitérer à Son Excellence que le Cabinet Impérial n'a absolument aucune des intentions qu'on se plaît à lui attribuer. Il n'a aucun projet hostile relativement à aucune partie de l'Afghanistan, et, désireux de mettre ses relations avec l'Angleterre à l'abri de tout malentendu, c'est dans l'établissement d'une bonne frontière entre les sphères d'influence des deux Puissances qu'il voit le moyen le plus efficace de réaliser ce but.

Veuillez, etc.

GIER.

---

ANNEXE AU N° 63.

**Observations au sujet du memorandum joint à la note adressée par Lord Granville à M. de Staal en date du 1/13 mars 1885.**

Par sa note en date du 1/13 mars dernier, M. le Comte Granville a transmis à l'Ambassadeur de Russie à Londres un memorandum, qui sert de réponse à celui qui accompagnait la dépêche adressée par le Ministère Impérial des Affaires Etrangères à M. de Staal en date du 16 janvier, au sujet du tracé de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan.

La marche des négociations entre les deux Gouvernements, ainsi que les motifs qui ont réglé l'attitude du Gouvernement de Russie dans cette question ayant été exposés en détail dans le memorandum ci-dessus mentionné du 16 janvier, le Cabinet Impérial croit pouvoir se borner aujourd'hui à ne relever que quelques-unes des observations contenues dans la communication de M. le Comte Granville, et qui pourraient, selon son avis, donner lieu à des malentendus.

1. Le memorandum britannique fait entre autres allusion à la proposition que l'Ambassadeur de Russie à Londres avait été chargé de faire en 1882 au Gouvernement de Sa Majesté la Reine relativement au règlement de la frontière afghane depuis le point où elle avait été laissée non définie jusqu'à Serakhs. Cette proposition avait été motivée par une proposition précédente du Gouvernement Britannique, laquelle avait pour objet l'opportunité d'une entente entre les deux Puissances au sujet de leur politique et de leur position mutuelle en Asie Centrale. M. le Comte Granville ayant suggéré entre autres à l'Ambassadeur de Russie la nécessité d'un arrangement entre l'Angleterre, la Russie et la Perse au sujet du tracé d'une ligne frontière entre les possessions persanes et la Turcomanie, depuis Baba-Dournaz jusqu'au point où la frontière persane rejoint celle de l'Afghanistan aux environs du Héiroud, le prince Lobanow fut chargé de répondre au Cabinet de Londres :

1° Qu'une délimitation de la frontière entre nos possessions et celles de la Perse était une question qui ne pouvait concerner exclusivement que cette Puissance et la Russie, et dans laquelle nous ne saurions admettre aucune ingérence étrangère.



2<sup>o</sup> Que si l'Angleterre désirait pourtant contribuer à la consolidation de la paix dans les contrées qui offrent principalement le danger de conflits, le Cabinet Impérial serait tout disposé à lui prêter son assistance et à entrer en négociations sur une ligne de démarcation à partir de Khodja-Saleh, sur l'Amou-Daria, jusqu'aux environs de Serakhs. Le territoire s'étendant à l'est du Hériroud n'ayant pu être exploré avant cette époque, à cause de l'absence complète de sécurité dans ces contrées, le Cabinet Impérial avait cru devoir indiquer Serakhs comme un point dont la position géographique était tout à fait connue, mais en même temps il avait invité le Prince Lobanow à déclarer au Cabinet de Londres que la ligne frontière à tracer devait coïncider avec la limite qui sépare les possessions afghanes du territoire des Turcomans indépendants de l'Afghanistan, et les tribus des Salors et des Saryks de celles des Djemschidis et des Hézars. Le Prince Lobanow avait également été chargé de signaler au Gouvernement de Sa Majesté la Reine que le Cabinet Impérial poursuit à l'égard des Turcomans le même but que l'Angleterre poursuit à l'égard des tribus afghanes voisines des Indes et du Béloudjistan, c'est-à-dire l'établissement solide de la sécurité de ses possessions et d'un ordre de choses pacifique sur sa frontière. Le Cabinet de Londres n'ayant pas jugé possible à cette époque de donner suite à la proposition du Cabinet Impérial, l'Ambassadeur de Russie s'était trouvé, de son côté, dans l'impossibilité de faire usage des instructions dont il avait été muni à cet égard.

2. Si le retard involontaire qu'a subi le départ du Général Zélenoi pour Serakhs a été un objet de désappointement pour le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, ce n'est pourtant pas cette circonstance, mais bien l'envahissement du Pendjé par les Afghans, qui a empêché les négociations de suivre leur cours naturel. Ayant eu soin de prévenir à temps le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des conséquences défavorables qu'un tel envahissement ne pouvait manquer d'amener, le Cabinet Impérial s'est vu placé dans la nécessité d'aviser à la sauvegarde de ses droits, et c'est dans ce but qu'il a cru devoir demander que les arrangements précédemment convenus entre les deux Gouvernements au sujet des attributions de la Commission soient complétés par une définition préalable des limites de la zone d'investigation. Les faits n'ont d'ailleurs pas tardé à démontrer le bien-fondé des appréhensions du Cabinet Impérial quant aux difficultés que devait éprouver une entente directe entre les Commissaires respectifs à ce sujet. Le Gouvernement Britannique n'a pas jugé possible d'adopter le projet de zone dressé par les soins du Général Zélenoi, et le projet qu'il vient de proposer à son tour, dans son memorandum du 4/13 mars, se trouve sur plus d'un point en désaccord avec la manière de voir du Cabinet Impérial croit tout à fait superflu d'insister sur la gravité des inconvénients qui se seraient produits, si dès le début la Commission s'était heurtée à des obstacles insurmontables.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique affirme que le principe suivant lequel l'état des possessions de Shir-Ali-Khan en 1872-1873 aurait dû servir de base à l'arrangement présent, aurait été abandonné, pour ce qui concerne la partie nord-ouest de la frontière, et il se réfère à cet effet à un passage de la dépêche adressée par le Prince Gortchacow au Comte de Brunnow en date du 7/19 décembre 1872. Le Cabinet Impérial se voit dans l'impossibilité d'admettre cette interprétation. En donnant son adhésion à un tracé de la susdite partie de la frontière, indiqué dans la dépêche du Comte Granville du 17 octobre 1872 et qui s'écartait du principe ci-dessus exposé, le Cabinet Impérial n'a nullement entendu abandonner le principe même, ainsi qu'il résulte du passage de la dépêche du Prince Gortchacow, qui fait suite au paragraphe cité par le Comte Granville : « Par déférence pour le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le Cabinet Impérial serait disposé à adhérer pour cette partie des frontières au tracé indiqué dans la dépêche de Lord Granville. » Eu égard à ces circonstances, le Cabinet Impérial ne saurait reconnaître aujourd'hui aux Afghans le droit d'étendre leur souveraineté sur des territoires qui n'avaient pas été désignés dans l'arrangement de 1872-1873. D'ailleurs, dans son

memorandum du 9 juin 1884, ainsi que dans plusieurs de ses communications ultérieures, le Cabinet Impérial a eu soin de signaler à l'Ambassadeur d'Angleterre que ce n'est que sur la base du principe consacré par l'arrangement de 1872-1873 qu'il croyait pouvoir procéder à la délimitation de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan, et, de son côté, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine n'a élevé aucune objection contre cette condition.

4. Sans attribuer un caractère officiel aux observations contenues dans l'ouvrage du Colonel Mac-Gregor, au sujet de la partie nord-ouest de la frontière afghane, le Cabinet Impérial ne saurait pourtant méconnaître l'importance qu'offrent des informations fournies par un témoin oculaire, et, surtout, par un officier supérieur de l'armée britannique, initié aux questions politiques se rattachant à l'Asie Centrale, et qui, ainsi que son ouvrage en fait foi, s'est donné pour tâche de rechercher les moyens propres à assurer les intérêts britanniques en Asie contre des projets ambitieux qu'il prête à la Russie. Ces conditions sont de nature à placer l'impartialité des informations ci-dessus mentionnées à l'abri de tout soupçon. Les termes dans lesquels est conçu le passage de l'ouvrage du Colonel Mac-Gregor, cité dans le memorandum du Cabinet Impérial du 16 janvier dernier, suffisent pour démontrer qu'il y est question d'une ligne frontière, et non d'une ligne de défense intérieure, ainsi que le Gouvernement Britannique est porté à le croire.

5. L'oasis de Pendjé n'a jamais fait partie de la province afghane de Badghis, et la population turcomane de cette localité a de tout temps joui d'une complète indépendance, comme le prouvent entre autres les nombreuses incursions commises, préalablement à l'établissement de l'autorité russe à Merv, par les Saryks de Pendjé sur le territoire de leurs voisins, et entre autres dans le Khorassan, ainsi que les actes de représailles qu'ils avaient eu à subir à leur tour. Le voyageur russe M. Lessar a librement parcouru Pendjé au printemps de l'année dernière, et il n'y a pas trouvé de traces de la domination afghane. A cette occasion le Cabinet Impérial ne croit pas non plus superflu de se référer aux deux mémoires qui ont été échangés au mois d'avril 1884 entre l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique et le Ministère des Affaires Etrangères. En égard aux négociations amicales poursuivies entre les deux Gouvernements, Sir E. Thornton avait témoigné le désir que des ordres fussent adressés aux autorités de la province Transcaspienne pour empêcher les agents russes de visiter des localités faisant partie du territoire afghan. Tout en se déclarant prêt à se conformer à ce désir, le Ministère Impérial des Affaires Etrangères s'est fait un devoir de prévenir l'Ambassadeur d'Angleterre, dans une notice datée du 16 avril 1884 (1), de la nature des rapports qui s'étaient établis entre les Turcomans de Pendjé et les autorités de la province Transcaspienne, et de l'envoi de deux agents russes chargés de visiter Yolotan et, en cas de nécessité, le Pendjé. Cette communication n'a pas provoqué la moindre observation de la part du Gouvernement Britannique.

L'ensemble des considérations ci-dessus exposées tend à démontrer que l'envahissement du Pendjé par les Afghans, qui s'est effectué dans le courant de l'été dernier, constitue un acte incompatible avec les principes de l'arrangement de 1872-1873, qui devaient aussi servir de base à un arrangement ayant pour objet la fixation définitive de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan.

6. Ainsi qu'il résulte du memorandum anglais du 1<sup>er</sup>/13 mars, l'Asie offre plus d'un exemple du partage des tribus par des frontières territoriales, et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine ne voit aucune raison à ce qu'un tel partage soit considéré comme impraticable dans le cas présent ou qu'il soit de nature à donner lieu à de graves difficultés.

Le Cabinet Impérial croit devoir y répondre que de nombreuses expériences lui ont démontré les inconvénients d'un tel état de choses; qu'il n'a pas cessé de les éprouver tant que les Turcomans de Merv, congénères de ceux d'Akhal,

(1) V. le document n° 5.

n'étaient point soumis à l'autorité russe, et qu'il continue à les éprouver sur l'Atrek, où les tribus habitant des deux côtés de la rivière sont unies par les liens du sang. Les difficultés qui résulteraient du partage des Turcomans Saryks entre la Russie et l'Afghanistan seraient d'autant plus graves que les conditions politiques qui règlent la position de l'Afghanistan, pourraient bien souvent servir d'obstacle à un règlement satisfaisant et prompt des contestations éventuelles sur la frontière des deux Etats. Ce sont ces considérations qui ont poussé le Cabinet Impérial à proposer au Gouvernement Britannique de prendre les conditions ethnographiques pour base du tracé de la frontière afghane, et qui l'empêcheraient de donner son adhésion à tout projet qui s'écarterait de ce principe.

7. Le Gouvernement Britannique se voit dans l'impossibilité de donner son adhésion à un projet d'arrangement qui, en écartant une enquête préalable sur les lieux, tendrait à détacher de l'Afghanistan Pendjé ou d'autres localités sur lesquelles les Afghans élèvent des prétentions. Il ne croit pas non plus pouvoir adhérer à la ligne frontière proposée par le Gouvernement Impérial, et il serait tout au plus disposé à l'admettre comme limite méridionale d'une zone d'investigation, dont la limite septentrionale serait formée par une autre ligne, laquelle, en partant de Schur-Tépé, sur le Héiroud, rejoindrait Sary-Yazi, sur le Mourghab, et longerait ensuite les confins des terres cultivées de Maiméné et d'Andkhoï pour aboutir à Khodja-Saleh.

Le Cabinet Impérial ne peut s'empêcher de faire observer que cette zone est loin d'offrir les conditions d'impartialité voulues. En soustrayant à l'enquête des Commissaires respectifs tout le territoire compris entre la ligne proposée par le Cabinet Impérial et la frontière réelle de l'Afghanistan, qui a été décrite par le Colonel Mac-Gregor, elle étend la compétence de la Commission à des contrées occupées aujourd'hui par les troupes russes, et où il n'existe pas la moindre trace de populations ou d'intérêts afghans.

Toutes ces circonstances sont de nature à faire supposer que des négociations ayant pour objet une définition des limites de la zone d'investigation pourraient difficilement aboutir à un prompt résultat ; qu'elles ne contribueraient probablement qu'à prolonger l'état d'incertitude qu'il est de l'intérêt des deux Gouvernements de faire cesser le plus tôt possible, et que la saison favorable aux investigations de la Commission pourrait en attendant être perdue.

Les inconvénients ci-dessus exposés ne pourraient être empêchés que si le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consentait à adopter, comme base des investigations, la ligne frontière proposée dans le memorandum du Cabinet Impérial du 16 janvier dernier, dans quel cas ce dernier serait tout disposé à envoyer sans retard son Commissaire sur les lieux pour examiner, conjointement avec le Général Sir P. Lumsden, les détails de la frontière à tracer.

#### 64. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'État de Giers.

(Reçu le 16 mars 1885.)

Londres, le 13/23 mars 1885.

M'inspirant des directions contenues dans la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 24 février dernier (1), j'ai profité de ma dernière entrevue avec Lord Granville pour appeler son attention sur les données fournies par M. le Gouverneur Général du Turkestan relativement aux procédés de quelques officiers faisant partie de la Commission de délimitation anglaise. J'ai relevé surtout le contraste que ces manifestations formaient avec l'attitude amicale que nous n'avions pas cessé d'observer vis-à-vis de l'Angleterre.

(1) V. le document n° 56.



Afin de faciliter à Lord Granville les renseignements à recueillir sur l'incident en question, j'ai laissé entre ses mains un extrait de la lettre de Votre Excellence.

Le Principal Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères vient de répondre à cette communication par une note dont je me fais un devoir de joindre ici la copie.

Le Gouvernement Britannique n'hésite pas à exprimer ses regrets si l'un des officiers anglais avait franchi le territoire du Boukhara, mais en même temps il croit devoir réserver pour les militaires anglais le droit d'inspecter les frontières afghanes et d'émettre des conseils pour ce qui concerne leur mise en état de défense.

Veillez, etc.

STAAL.

ANNEXE AU N° 64.

Lord Granville à M. de Staal.

Foreign-Office 24 (12) mars 1885.

Le 17 courant, Votre Excellence me fit l'honneur de me communiquer un extrait d'une lettre de M. de Giers, datée du 8 courant, dans laquelle on se plaint de la conduite d'officiers Anglais de la Commission de délimitation des frontières Afghanes, lesquels auraient inspecté les garnisons Afghanes de la province de Tcharvilaret ou Turkestan-Afghane, et recommandé aux autorités locales de fortifier quelques places sur la rive gauche de l'Amou-Daria.

On dit aussi qu'un de ces officiers a traversé le fleuve avec une escorte armée et qu'il est entré sur le territoire de Bokhara près Khélif.

M. de Giers exprime ses regrets que ces événements se soient produits, il pense qu'ils sont de nature à troubler les populations de l'Asie Centrale, et fait remarquer qu'ils font un contraste frappant avec l'attitude amicale que la Russie a constamment eue vis-à-vis de l'Angleterre.

J'ai eu l'honneur d'informer Votre Excellence en réponse, que le gouvernement de Sa Majesté ne peut admettre que les officiers britanniques n'aient pas parfaitement le droit d'inspecter les troupes Afghanes et de donner tel conseil concernant la défense de la frontière qu'ils jugent désirable. D'autre part, le gouvernement de Sa Majesté n'hésite pas à exprimer son regret que ces officiers aient passé l'Oxus, et soient entrés dans Bokhara. Le gouvernement de Sa Majesté ne les avait aucunement autorisés à cela, et des ordres sévères seront donnés pour qu'à l'avenir on n'entre pas sur le territoire de Bokhara sans le concours de autorités russes.

J'ai l'honneur, etc.

GRANVILLE.

N° 65 — Notice remise au Ministère Impérial des Affaires étrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.

(Reçu le 16 mars 1885.)

Lord Granville a donné à Sir E. Thornton pour instructions de démontrer au gouvernement Russe combien il serait désirable que l'on mît fin à l'agitation qui paraît augmenter dans les deux pays, par suite de bruits dont quelques-uns vrais, d'autres mal fondés au sujet de préparatifs de part et d'autre.

On ne peut assez insister sur l'importance pour les deux pays d'arriver rapidement à un arrangement amical. Rien de ce qui aurait apparence de menace, de quelque côté qu'il vienne, ne serait ni digne ni judicieux de la part de deux nations courageuses.

Heureusement, la nécessité de faire des déclarations quelconques touchant le résultat d'un échec de négociations n'existe pas.

Le gouvernement de Sa Majesté a souvent déclaré au Parlement son adhésion à la politique impériale et traditionnelle de la Grande-Bretagne, vis-à-vis des Indes et de l'Afghanistan, politique qui longtemps a été suivie par les deux grandes parties politiques de l'Etat sans distinction.

Il est bien connu que cette politique comprend des engagements vis-à-vis de l'Emir, qui obligent le gouvernement de Sa Majesté à considérer comme acte hostile, toute agression sur son territoire, dont Hérat est son point principal.

Le gouvernement de Sa Majesté ne doute pas que le gouvernement Impérial ne comprenne de suite que dans les circonstances actuelles, l'Emir, à la tête d'un gouvernement comparativement faible, est en droit d'attendre du gouvernement de la Reine les espérances les plus explicites.

D'autre part, le gouvernement Russe a spontanément désavoué toute intention menaçante contre Hérat.

Les deux gouvernements sont donc dans une situation qu'à la vérité des circonstances indépendantes de leur volonté pourraient changer à tout moment, mais favorable à un arrangement satisfaisant et honorable pour la Russie, l'Emir et l'Angleterre.

---

**N° 66. — Notice remise par le Ministère Impérial des Affaires Etrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre.**

Saint-Petersbourg, le 18 mars 1885.

Le Ministère Impérial des Affaires Etrangères a pris connaissance de la notice qui lui a été remise par M. l'Ambassadeur d'Angleterre à la date du 16 courant, et qui contient l'expression du vœu du gouvernement de Sa Majesté britannique de voir cesser l'excitation provoquée dans les deux pays à la suite des rumeurs concernant des préparatifs qui seraient poursuivis des deux côtés.

La même notice constate que, sauf des circonstances indépendantes de leur volonté et qui pourraient amener des changements subits, les deux gouvernements se trouvent dans une position qui leur permet d'arriver à un arrangement satisfaisant et honorable pour la Russie, l'Emir de l'Afghanistan et l'Angleterre.

Le Cabinet Impérial ne peut que s'associer au vœu ci-dessus exposé du gouvernement britannique. Il n'a jamais nourri et ne nourrit point de projets d'agression contre Hérat ou quelque autre partie des possessions de l'Emir, et il n'a pas d'autre but que de contribuer à l'établissement de la paix et de la sécurité dans ces contrées. Etant résolu de respecter scrupuleusement les droits de la Grande-Bretagne, ainsi que ceux de l'Emir, le Cabinet Impérial se plaît à espérer que le gouvernement de Sa Majesté la Reine se montrera animé des mêmes égards pour les droits de la Russie, et il est convaincu que, dans ces conditions, les deux gouvernements réussiront à écarter tout ce qui serait de nature à entraver une solution satisfaisante de la question qui fait l'objet de leurs négociations.

---

**N° 67. — Memorandum remis au Ministère des Affaires Etrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.**

Saint-Petersbourg, 21 mars (2 avril) 1885.

Lord Granville a informé Sir E. Thornton par télégramme qu'on a reçu de Sir Peter Lumsden un rapport apprenant que, le 22 mars, une colonne russe forte de quinze cents hommes, sous les ordres du général Komaroff et du colonel Alikhanoff, s'est avancée jusqu'à Urush-Doshan, disant que leur intention était de prendre Ak-Tepe et Pendjeh.

Le 25 mars, cent Sowars-Turcomans avancèrent à travers Kigil-Tepe, vers Nul-i-Khisti, mais se retirèrent après avis du piquet afghan.

**N° 68. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**  
*Télégramme.*

Londres, le 21 mars 1885.

Il m'est nécessaire d'être fixé sur la question de savoir si la proposition contenue dans votre dépêche du 15 mars (1) implique acceptation à l'avance par le Cabinet britannique de notre ligne frontière, ou si elle laisse à la Commission la faculté de discuter, les investigations faites, les différents points du tracé?

STAAL.

**N° 69. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**  
*(Télégramme.)*

Saint-Petersbourg, le 22 mai 1885.

Reçu télégramme du 21. Voici quel est le sens de notre proposition du 15 mars : investigation par les Commissaires des territoires situés sur ligne frontière, que nous avons proposée, implique naturellement discussion sur les détails du tracé.

GIER.

**N° 70. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**  
*(Télégramme.)*

Londres, le 23 mars 1885.

Lord Granville, que je viens de voir au sortir d'un Conseil convoqué spécialement pour discuter la question de délimitation afghane, m'a déclaré qu'il rendait justice à la forme courtoise de la réponse du Cabinet Impérial du 15 mars, mais il ne m'a pas non plus dissimulé le désappointement produit par la substance de cette communication. Elle rejetait la proposition anglaise sans y en substituer d'autre, et, en insistant sur le maintien pur et simple de notre demande primitive, créait une base qui excluait virtuellement le pied d'égalité entre les deux Puissances. Lord Granville espérait que ce n'était pas le dernier mot du Cabinet Impérial, auquel le gouvernement britannique ne pourrait répondre que par un refus. J'ai fait observer au Ministre Anglais que tel n'était nullement le cas, et que notre dernière proposition différait essentiellement de la précédente en ce qu'elle n'exigeait pas une acceptation immédiate de notre tracé par le gouvernement anglais, mais laissait à la Commission de délimitation la faculté d'en discuter les détails. Lord Granville a porté ces

(1) V. le document, n° 63.

explications au Conseil, qui siégeait encore, mais il en est revenu avec la réponse que ses collègues ne croyaient pas pouvoir renoncer à leur première appréciation. Le Ministre m'a prié de vous en référer le plus tôt possible, dans l'espoir d'une réponse offrant possibilité de continuer les négociations. Il a répondu négativement à ma demande s'il n'avait pas quelque contre-proposition à formuler.

STAAL.

**N° 71. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

Saint-Petersbourg, le 26 mars 1885.

Reçu télégramme du 23. Comme la zone d'investigation dressée par le général Zélenoi n'a pas été acceptée par Lord Granville, et que, de votre côté, nous ne saurions accepter la zone décrite dans le memorandum anglais du 13 mars, vous êtes autorisé à proposer au Cabinet de Saint-James une zone qui aurait pour limites :

Au nord — une ligne qui partirait du point sur le Héri-Roud, situé au sud de notre poste de Pouli-Khatoun, et se dirigerait vers Aïnak-Djary sur le Mourghab; et au sud — une ligne qui partirait du point sur le Héri-Roud, où cette rivière coupe la chaîne de montagnes Kargala-Bar-khout, se dirigerait par Goulran vers Tchil-Doukhtar, descendrait ensuite le Kouschk jusqu'à Techmeni-Bid, d'où elle irait rejoindre Mèroutchag qui resterait en dehors de la zone.

Les limites de la zone à l'est du Mourghab pourraient être empruntées au projet anglais du 13 mars.

Les Commissaires pourront procéder sans retard aux recherches sur les lieux dans le cas où cette base serait adoptée.

GIERs.

**N° 72 — Le Lieutenant-Général Komarow au Ministre de la Guerre.**

(Télégramme.)

(Reçu le 26 mars 1885.)

Dasch-Keupri, le 19 mars 1885.

L'audace des Afghans m'a obligé, pour maintenir l'honneur et la dignité de la Russie, d'attaquer le 18 mars leurs positions fortement retranchées sur les deux rives de la rivière Kouschk. Une victoire complète a encore une fois couvert de gloire les troupes de l'Empereur en Asie Centrale.

Un détachement afghan fort de 4,000 hommes avec 8 canons a été battu et dispersé après avoir perdu 500 tués, toute son artillerie, deux drapeaux, tout son camp, son convoi et ses approvisionnements. Les officiers anglais, qui avaient dirigé les opérations des Afghans, mais sans prendre part au combat, ont demandé notre protection. Malheureusement l'escorte envoyée par moi ne les a pas trouvés; ils avaient été emmenés à Bala-Mourghab par la cavalerie afghane en fuite. Les Afghans se sont battus bravement, avec énergie et ténacité; ceux qui étaient restés dans les tranchées couvertes ne se sont pas rendus même après le combat. Tous leurs commandants sont blessés ou tués. Nous avons eu un officier tué, le Turcoman Seïd Nazar Youzbachi; un contusionné par deux balles, le colonel Nikschitch; deux blessés: le Sotnik Kobtzew et le lieutenant Khabalow; un contusionné à la tête, le sous-lieutenant Kosmine; parmi les subalternes,



cosaques et Turcomans, 10 tués et 29 blessés. Tout l'effort du combat a été soutenu par quatre compagnies des 3<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> bataillons de tirailleurs Transcaspiens sous le commandement du colonel Nikschitch, trois sotnia du régiment de cosaques du Caucase et la sotnia temporaire de la milice Mervienne sous le commandement général du lieutenant-colonel Ali-khanow, qui ont attaqué de front les retranchements; la colonne du colonel Nikschitch a pris un drapeau et un canon; celle du lieutenant-colonel Ali-khanow 6 canons; le 3<sup>e</sup> bataillon de ligne du Turkestan et la division de la 6<sup>e</sup> batterie de montagne ayant pris à travers le flanc gauche des Afghans par un feu bien dirigé, et passé à l'offensive en temps opportun, ont déterminé la victoire. Le sang-froid, l'ordre et la bravoure déployés par les troupes durant le combat, sont au-dessus de tout éloge; la milice de l'arrondissement de Merv, armée seulement de sabres, s'est battue héroïquement au premier rang à côté des cosaques; après la fin du combat, j'ai repassé sur la rive gauche du Kouschk; aujourd'hui se présentera chez moi une députation des Saryks du Pendjé, demandant la protection de la Russie.

Le lieutenant-général KOMAROW.

N<sup>o</sup> 73. — **Le Secrétaire d'Etat des Giers au Conseiller Privé de Staal.**  
(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 26 mars 1885.

Mon télégramme de ce jour (1) était à peine expédié, lorsque nous apprîmes qu'un conflit sérieux a eu lieu près d'Ak-Tépé entre les Afghans et nos troupes. Détails et motifs ne nous sont pas encore connus.

GIERs.

N<sup>o</sup> 74. — **Memorandum remis au Ministère Impérial des Affaires étrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.**

(Reçu le 27 mars 1885.)

Sir Peter Lumsden a fait savoir à lord Granville, en date du 29 mars, que, malgré les assurances données par le Gouvernement Impérial, des troupes russes se sont massées presque à portée des positions afghanes, à Penjdeh, quoique les Afghans n'aient ni attaqué ni avancé et que Penjdeh soit parfaitement tranquille.

Le 26 mars, le capitaine Yate rencontra officiellement le général Zakrskovsky, chef de l'Etat-Major, et reçut l'assurance qu'il n'était venu aucune nouvelle d'un accord conclu entre les deux Gouvernements pour éviter soit d'attaquer, soit d'avancer. Le général refusa de donner l'assurance que les Afghans ne seraient pas attaqués sans avis préalable, et réclama le droit de faire partir les postes Afghans aussitôt qu'ils gêneraient les Russes, sans en référer à une tierce partie.

On nous fait encore savoir de Penjdeh que, le 27 mars, le colonel Ali-khanoff, avec trois cents chevaux, malgré des remontrances, poussa au-delà des piquets afghans, dans l'intention de s'avancer vers Penjdeh en tournant par le flanc gauche de la position. En même temps, trois compagnies d'infanterie russe traversèrent la rivière et tournèrent le flanc droit des

(1) V. le document, n<sup>o</sup> 00.

positions aux environs de Penjdeh, mais se retirèrent aussi devant les forces afghanes.

**N° 75. — Le Lieutenant-Général Komarow au Ministre de la guerre.**

(Télégramme.)

(Reçu le 28 mars 1885.)

Dasch-Keupri, le 20 mars 1885.

Le 13 mars, notre détachement s'est approché de Dasch-Keupri sur notre rive du Kouschk. Près du pont, je trouvai un retranchement occupé par les Afghans. Afin de prévenir un conflit, je disposai mes troupes à 5 verstes de la position afghane. Le 14, commencèrent les pourparlers avec le capitaine Yate. Lorsque les Afghans se furent convaincus que nous n'avions pas l'intention de les attaquer, ils commencèrent à se rapprocher, de jour en jour, de notre camp. — Le 15 mars, ils envoyèrent contre notre compagnie, chargée de couvrir une reconnaissance, trois compagnies avec une pièce de canon et de la cavalerie. Leur audace et leur arrogance allaient peu à peu en croissant. Le 16, ils occupèrent une hauteur qui commandait le flanc gauche de notre camp, commencèrent à y élever des retranchements, établirent un poste de cavalerie en arrière de notre ligne, et mirent un piquet à une portée de fusil de notre gué ; ces actes, en exaltant l'esprit des Afghans, exerçaient une fâcheuse influence sur les Turcomans, représentants des diverses tribus de cette contrée, qui se trouvaient auprès de moi.

Le 17 mars, j'envoyai au Commandant du détachement afghan une sommation énergique d'avoir à évacuer jusqu'au soir la rive gauche du Kouschk et la rive droite du Mourghab jusqu'à l'embouchure du Kouschk. Je reçus pour réponse que, d'après le conseil des Anglais, il refusait de se retirer derrière le Kouschk. Je lui adressai encore une lettre particulière conçue en termes amicaux. Le 18 mars, pour appuyer mes réclamations, je marchai avec mon détachement contre la position afghane, comptant encore sur une issue pacifique, mais le feu de l'artillerie et une attaque de la cavalerie m'obligèrent à accepter le combat dont les résultats sont déjà connus.

Hier, j'ai reçu une députation de Saryks, et j'ai institué une administration provisoire.

Le lieutenant-général KOMAROW.

**N° 76. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**

(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 28 mars 1885.

Nos troupes n'ont attaqué les positions des Afghans qu'après y avoir été provoquées par des actes d'hostilité de leur part. Les ayant mis en déroute, le général Komarow s'est retiré sur la rive gauche du Kouschk. Les officiers anglais qui avaient dirigé les troupes afghanes, mais sans prendre de part active au combat, se sont vus obligés de réclamer, à la suite de la déroute, la protection du général Komarow ; mais, ayant été entraînés dans la fuite, le détachement russe envoyé à leur secours n'a pu les rejoindre. Ai communiqué ces faits à Sir E. Thornton.

GIERs.

**N° 77. — Memorandum remis au Ministère Impérial des Affaires étrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.**

Saint-Pétersbourg, 28 mars (9 avril) 1885.

Le comte Granville a enjoint à Sir Edward Thornton d'informer Son Excellence M. de Giers qu'il n'y a pas de concentration des troupes afghanes sur les frontières de Boukhara.

Il lui a en outre donné ordre de déclarer qu'aucun officier ou escorte armée britannique n'a traversé l'Amou-Daria pour entrer dans le Boukhara, que les officiers anglais n'ont pas inspecté les troupes afghanes dans le Turkestan afghan, et qu'ils n'ont conseillé la fortification d'aucun point sur la rive gauche de l'Amou-Daria.

---

**N° 78. — Memorandum remis au Ministère Impérial des Affaires étrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.**

Saint-Pétersbourg, 28 mars (9 avril) 1885.

Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu l'information que le capitaine Yate, qui est attaché à la Commission anglaise de délimitation, et qui était lui-même à Penjdeh le 30 mars, a rapporté que les forces russes attaquèrent et défirent les Afghans ce jour-là, et occupèrent Penjdeh.

Les Afghans, dit-on, ont combattu vaillamment et ont éprouvé de grosses pertes, ayant eu deux compagnies tuées jusqu'au dernier homme dans les retranchements. Les survivants se retirèrent le long de la route de Maruchak.

Les officiers anglais qui restèrent neutres, quittèrent Penjdeh parce qu'on rapporta que le colonel Alikanoff avait pressé les Sariks de les attaquer, et avait offert mille krans par tête. Néanmoins, quelques chefs Sariks restèrent près des officiers anglais et les escortèrent jusqu'au sortir de la vallée.

Le capitaine Yate avait un jour auparavant spécialement expliqué au Chef d'Etat-Major russe que Pul-i Khisti avait toujours été tenu par les Afghans et n'avait jamais été occupé par les troupes russes.

Malgré cela, le général Komaroff avait ordonné que le piquet afghan quittât Pul-i-Khisti, bien que cette ville fût occupée par les Afghans avant l'arrivée des Russes à Kizil-Tépé, ceux-ci n'ayant jamais tenu un poste plus avancé que Kizil-Tépé, qui est à un mille de Pul-i-Khisti.

Cette nouvelle est de la plus extrême gravité et, en conséquence des faits ci-dessus mentionnés et de ceux exposés dans le Memorandum remis à M. de Giers hier, Sir Edward Thornton a reçu pour instructions du comte Granville de demander une explication de cette désobéissance en apparence absolue aux ordres de Sa Majesté Impériale.

---

**N° 79. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Reçu le 28 mars 1885.)

Londres, le 25 mars (6 avril) 1885.

Mon télégramme d'avant-hier (1) ayant rendu compte à Votre Excel-

(1) Voir le document n° 70.

lence de mon entretien du même jour avec lord Granville, je n'ai que quelques détails à y ajouter aujourd'hui.

Le Gouvernement anglais rend justice à la forme courtoise de notre communication du 15 mars, mais il ne croit pas pouvoir en accepter le fond. Il y voit le rejet des propositions anglaises et le retour pur et simple à notre demande antérieure. Selon les Ministres de la Reine, ce serait établir une inégalité de position entre les deux Puissances contendantes, dont l'une se reconnaîtrait le droit exclusif de trancher le différend sans tenir compte des objections de l'autre. Ne pouvant admettre un pareil principe, le Cabinet britannique serait obligé de décliner notre proposition, si elle constituait le dernier mot du Gouvernement Impérial. Mais il espère qu'il n'en est pas ainsi, et que de nouvelles propositions de notre part offriront la possibilité de reprendre le fil de la négociation.

Je répondis à lord Granville que je ne partageais pas sa manière de voir à cet égard ; que le Cabinet Impérial était loin de vouloir s'attribuer une position privilégiée dans la discussion ; que son seul but était d'arriver à un arrangement équitable, et qu'à cette fin il tenait à aller au plus pressé, en tâchant d'accélérer la marche d'une négociation que les deux Puissances avaient le même intérêt à ne pas laisser s'envenimer sous la pression des événements. J'ajoutai que notre dernière proposition n'était pas identique, d'ailleurs, à la précédente, qu'elle n'exigeait pas une ratification inconditionnelle et immédiate de notre ligne de démarcation ; mais qu'en déterminant une base d'investigation, elle laissait à la Commission la faculté d'en discuter les détails sur les lieux.

Sans émettre d'avis définitif sur mes observations, lord Granville me dit qu'il allait retourner au Conseil qui siégeait encore, afin de consulter à nouveau ses collègues.

Il revint peu de temps après en m'informant que ces derniers n'avaient pas cru pouvoir se désister de leur opinion, qu'il était du même avis et me pria, par conséquent, d'en référer au Cabinet Impérial dans l'espoir qu'un nouvel examen ouvrirait la voie à une issue acceptable.

Sur ma demande, si le Gouvernement Britannique n'avait pas quelque contre-proposition à formuler, le Ministère anglais répondit négativement.

Lord Granville nota l'avis additionnel du Cabinet, et me passa sa rédaction, dont je crois devoir placer ici une copie sous les yeux de Votre Excellence.

Veuillez, etc.

STAAL.

---

#### ANNEXE

#### Note de Lord Granville du 4 avril/23 mars 1885.

J'ai exprimé mes regrets que les explications de M. de Staal n'écartassent pas les objections qui, je le déclarais, seraient faites par mes collègues, mais j'ai promis de transmettre ses observations et, en conséquence, j'ai informé M. de Staal que le Cabinet adhérerait aux observations que j'avais adressées à Son Excellence ; qu'il espérait qu'il les transmettrait à son Gouvernement dont j'espérais recevoir une réponse.

---

N° 80. — Notice remise au Ministère Impérial des Affaires étrangères par l'Ambassadeur d'Angleterre.

(Reçu le 29 mars 1885.)

M. Gladstone a déclaré hier à la Chambre des Communes que la réponse



du Gouvernement russe, qui fut reçue le 2 courant (1), ne semblait pas au Gouvernement de Sa Majesté mener les affaires à une conclusion.

Une communication ultérieure (2), cependant, qui semblait mettre la question en meilleure situation, avait été reçue dans les vingt-quatre heures.

Néanmoins, il était impossible de faire une nouvelle déclaration sur le progrès des négociations, dans l'état incomplet actuel des communications entre les deux gouvernements, au sujet du grave événement qui vient d'être rapporté, et au sujet duquel le Gouvernement de Sa Majesté étudierait soigneusement ce qui est dû aux engagements pris avec l'Emir, aussi bien qu'à l'Angleterre elle-même.

Pour le gouvernement de Sa Majesté, l'attaque de Penjdeh a l'apparence d'une agression non provoquée.

Des explications ont été demandées au gouvernement russe, mais on n'a pas encore eu le temps de les recevoir.

Le Gouvernement de Sa Majesté essaiera d'arriver à de justes conclusions sur les faits. Même avant d'avoir reçu les demandes d'explications, M. de Giers exprima à Sir Edward Thornton son très sincère espoir et celui de Sa Majesté l'Empereur que ce malheureux incident ne pourrait pas empêcher la continuation des négociations. M. de Giers avait aussi déclaré que les troupes russes s'étaient retirées dans leurs premières positions et n'occupaient pas Penjdeh. M. Gladstone récapitula les allégations russes relatives à l'incident de Penjdeh.

1° Provocation de la part des Afghans ;

2° Retraite des Russes après le combat ;

3° Conduite des Afghans par des officiers anglais qui ne prirent pas part au combat présent ;

4° Envoi d'une escorte russe pour protéger les officiers anglais, qu'elle trouva déjà partis.

M. Gladstone récapitula alors le récit de l'affaire de Sir Peter Lumsden.

---

N° 81. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'État de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 30 mars/11 avril 1885.

Il me revient de source sûre que d'après les dernières informations fournies par le Général Lumsden, les postes afghans se seraient trouvés sur la rive gauche du Kouschk précédemment à l'arrangement du 17 mars, et que les forces afghanes qui avaient passé la rivière après cette date, n'auraient pas franchi la ligne des vedettes. On cherche ici à prouver que le mouvement des troupes afghanes vers les postes sur le Kouschk correspondrait à la marche de nos troupes de Sary-Yazy sur Pouli-Khishti. Il serait au plus haut point important d'obtenir du Général Komarow des renseignements quant à l'exactitude de ces données. STAAL.

---

(1) Voir le document n° 63.

(2) Voir le document n° 71.

**N° 82. — Le Secrétaire d'État de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

Saint-Petersbourg, le 31 mars 1885.

Le télégramme du Général Komarow, dont je viens de Vous transmettre la teneur, fournit les explications désirées sur les faits qui ont amené le dernier incident.

Nous n'avons rien à y ajouter. Mais nous faisons appel à la sagesse de M. Gladstone pour apprécier la situation dont cet incident révèle le caractère et les dangers.

Il nous est impossible de ne pas en faire remonter la cause à l'appareil militaire que le Gouvernement anglais a cru devoir donner à sa Commission démarcatrice.

Dès la première nouvelle que nous avons eue au sujet de l'escorte qui accompagnait cette Commission, j'en ai signalé les graves inconvénients à Sir Edward Thornton, et j'ai renouvelé ces observations à mesure que grossissait le chiffre primitivement modéré de cette escorte.

Nos remontrances amicales n'ont pas été écoutées.

Il était cependant facile de prévoir que les Afghans verraient dans l'apparition de cette mission militaire une promesse d'appui, un encouragement pour leurs prétentions et leurs convoitises.

Nous ne voulons pas rechercher de quelle nature a été l'activité du commissaire anglais, mais nous ne pouvons ne pas relever que quelques-uns des officiers de sa suite ont dirigé le mouvement des troupes afghanes, et que le retentissement donné à l'entrevue de l'Emir avec le Vice-roi des Indes, et le langage belliqueux qui y a été tenu, auront certainement contribué à enhardir les Afghans au point de se permettre des actes de provocation, que les représentants de l'autorité militaire russe ne pouvaient tolérer sans manquer à leurs devoirs.

Nous ne faisons ces observations que pour écarter toute apparence d'intentions agressives ou d'hostilité préméditée de la part de nos généraux. La seule conclusion que nous voulons en tirer, c'est l'urgence de mettre un terme à une situation équivoque, qui n'est pas sans danger.

Nous continuons à penser que le dernier incident ne doit pas arrêter la marche des négociations qui ont pour but de consolider les bonnes relations des deux Empires.

Agréez, etc.

GIERS.

**N° 83. — Memorandum remis par le Ministère Impérial des Affaires Étrangères à l'Ambassadeur d'Angleterre.**

Saint-Petersbourg, le 3 avril 1885.

Le Ministère Impérial des Affaires Étrangères a pris connaissance des deux memorandums que M. l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique a cru devoir lui remettre à la date du 26 et du 28 mars.

La première de ces deux pièces se rapporte à une entrevue que le capitaine Yate a eue le 14/26 mars avec le Lieutenant-Colonel d'Etat-Major Zakrjevsky. Ce dernier aurait déclaré à l'officier anglais n'avoir aucune connaissance de l'arrangement convenu entre les deux Gouvernements, et qui avait pour objet d'empêcher le mouvement ultérieur des troupes russes et afghanes. Ayant refusé de donner au capitaine Yate l'assurance que les

troupes afghanes ne seraient point attaquées sans avis préalable, le Lieutenant-Colonel Zakrjevsky aurait en outre prétendu que les commandants des troupes russes se réserveraient le droit d'attaquer les postes afghans dès que la présence de ceux-ci leur paraîtrait gênante.

Le Cabinet Impérial se fait un devoir d'informer Son Excellence Sir Edward Thornton que le Ministère de la Guerre, ayant pris connaissance de l'arrangement dont il est fait mention plus haut, n'avait pas manqué d'adresser des instructions dans ce sens au général Komarow, mais qu'il n'y a point lieu d'être surpris, si ce dernier n'a pas jugé nécessaire d'initier des officiers placés sous son commandement à des ordres qu'il avait reçus, et à l'exécution desquels il s'était réservé de veiller personnellement.

Le memorandum de Son Excellence Sir Edward Thornton du 28 mars/9 avril a pour objet le combat qui a eu lieu le 18/30 mars entre les troupes russes et afghanes, et qui, selon l'avis du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, paraîtrait avoir été engagé contrairement aux ordres adressés aux commandants des troupes russes.

M. l'Ambassadeur d'Angleterre a déjà été à même de relever du télégramme du général Komarow du 20 mars, dont une traduction a été transmise à Son Excellence par M. de Giers, les circonstances qui avaient placé le général russe dans la nécessité d'attaquer les positions des Afghans. Non contents d'occuper Pendjdé, ces derniers avaient franchi le Kouschk, élevé des retranchements sur la rive gauche de cette rivière, et, sans tenir compte des avertissements qui leur avaient été adressés par le général Komarow, s'étaient livrés à des actes d'hostilité contre les troupes russes. — D'ailleurs, rien que le fait de la concentration de troupes afghanes considérables à Pendjdé ne pouvait manquer de donner lieu à des malentendus et à des complications, vu l'absence de discipline, qui distingue généralement les armées asiatiques, et leur ignorance complète des usages militaires. Cette concentration était en outre d'autant plus superflue que, fidèle aux ordres qu'il avait reçus, le général Komarow n'avait point l'intention d'envahir Pendjdé, ce qui est confirmé entre autres par le fait qu'après avoir châtié l'insolence des Afghans, le général a repassé sur la rive gauche du Kouschk et a réoccupé ses premières positions.

Le Cabinet Impérial ne peut que repousser avec indignation l'imputation dirigée contre le Lieutenant-Colonel Alikhanow qui est accusé d'avoir mis à prix les têtes des officiers anglais qui se trouvaient à Pendjdé. Les procédés de ce genre sont complètement inconnus dans l'armée russe, et, d'ailleurs, à peine informé par les officiers anglais de la position critique dans laquelle ceux-ci s'étaient vus placés à la suite de la déroute des Afghans, le général Komarow s'est empressé d'envoyer une escorte dont le chef reçut l'ordre de se mettre à la disposition des officiers en question. Ce n'est qu'à la suite de circonstances complètement indépendantes de la volonté du commandant des troupes russes que cette escorte n'a pu arriver à temps à destination.

---

N° 84. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 2 avril 1885.

Hier et aujourd'hui j'ai eu deux entrevues avec Lord Granville. Lord Kimberley a assisté à celle d'aujourd'hui ; j'étais accompagné de M. Les-

sar. J'ai relevé de mes entretiens confidentiels avec les deux Ministres anglais que, suivant leur avis, condition essentielle pour arriver à un arrangement était retrait des troupes russes du territoire contesté contre l'engagement que prendrait l'Angleterre d'employer tous ses efforts pour empêcher les troupes afghanes d'y rentrer. Pareille mesure émanant de l'initiative du Gouvernement Impérial contribuerait puissamment à faciliter les négociations. Pour ce qui est de la frontière, Lord Kimberley m'a dit que Zoulfagar est le point auquel l'Angleterre attache une grande importance stratégique, et dont le maintien pour l'Afghanistan constitue le *sine qua non* de négociations. En échange on serait disposé ici à entrer en composition sur Pendjilé. Il me semblerait que l'échange de Zoulfagar contre Pendjilé ne serait pas contraire à nos intérêts; la ligne à proposer au Cabinet Britannique pourrait partir du Hériroud un peu au nord de Zoulfagar en passant au sud d'Ak-Rabat pour rejoindre sur Yegri-Gueuk, ligne proposée précédemment par nous. Les Ministres Anglais ont formulé des réserves quant au caractère non officiel de nos entretiens. Dans l'intérêt de la cause je sollicite une réponse accélérée.

STAAL.

N° 85. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 4/16 avril 1885.

Reçu télégramme du 2. Vous êtes autorisé par l'Empereur à répondre aux ouvertures de Lord Granville et Lord Kimberley :

1. Retrait de nos troupes de la ligne occupée par elles pouvant occasionner anarchie, ne saurions y souscrire; mais, pour faciliter travaux de délimitation, pourrions consentir au déplacement de nos avant postes lors de l'arrivée des Commissaires sur les lieux.

2. Ne verrions pas d'inconvénient à admettre échange du Pendjilé contre Zoulfagar, dans quel cas la frontière partirait d'un point sur le Hériroud un peu au nord de Zoulfagar, passerait au sud d'Ak-Rabat et rejoindrait Yegri-Gueuk près de Kehri-i-Soumé, d'où sa direction coïnciderait avec notre projet précédent.

3. A mesure de l'avancement des travaux de délimitation, les parties respectives seront tenues d'établir des postes sur la frontière, et elles seront dorénavant responsables du maintien de l'ordre dans les territoires qui leur seront adjugés.

4. L'escorte des Commissaires serait réduite à 100 hommes au plus de chaque côté, et aucune augmentation ne saurait être admise, sauf entente entre les Commissaires.

Abstention de l'occupation du Pendjilé est une preuve palpable de nos égards pour l'Angleterre et du désir d'éviter froissements.

GIER.

N° 86. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme)

Londres, le 4 avril 1885.

En vue d'explications avec les Ministres anglais, il me serait très important de connaître au juste le temps que mettent les communications télé-



graphiques entre Saint-Petersbourg et Dasch-Keupri, ainsi que de savoir jusqu'à quel point notre ligne télégraphique est ouverte. STAAL

**N° 87. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 5 avril 1885.

Reçu votre télégramme du 4. Suivant l'avis de Lord Granville, exposé dans sa notice que je vous ai transmise par ma lettre du 3, l'arrangement du 17 mars (1) doit être reconnu obligatoire par les deux Gouvernements depuis la date de sa conclusion, et pour leurs officiers depuis celle de sa réception ; tous les efforts seront employés de part et d'autre pour élucider les faits relatifs au conflit du 18/30 mars, et, les investigations terminées, ces faits seront examinés sur la base de l'arrangement du 17 mars, et droit sera fait en conséquence. Lord Granville, que je viens de voir, dit se trouver dans l'impossibilité absolue d'entrer en pourparlers sur les points compris dans votre télégramme d'hier avant d'avoir notre réponse à la proposition ci-dessus exposée.

**N° 88. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 6 avril 1885.

Notre ligne télégraphique ne fonctionnait avant le 27 mars que jusqu'à Askhabad ; depuis lors elle a rejoint Baba-Dourmaz. Les télégrammes partant de Dasch-Keupri mettent de 8 à 10 jours pour arriver à Saint-Petersbourg. Les télégrammes adressés au général Komarow mettent probablement le même temps, à moins que le général ne soit en tournée, dans quel cas des retards sont inévitables. GIER.

**N° 89. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 6 avril 1885.

Reçu télégramme du 5 (2), mémoire responsif remis avant-hier à Sir E. Thornton, ainsi que télégramme du général Komarow, que je vous ai transmis *in extenso*, fournissent les explications désirées par le Gouvernement Anglais. Les faits étant suffisamment élucidés, ne voyons pas de raison de ne pas continuer les pourparlers entamés. GIER.

(1) V. les documents sub nos 57 et 59.

(2) V. le document sub n° 87.

N° 90. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Reçu le 6 avril 1885)

EXTRAIT D'UNE LETTRE CONFIDENTIELLE

Londres, le 3/15 avril 1885.

Lord Granville m'ayant déclaré à notre entrevue du 9 avril qu'il se trouvait dans l'impossibilité de continuer notre négociation tant que l'incident d'Ak-Tépé n'était pas élucidé, et ce temps d'arrêt me paraissant préjudiciable, j'ai cru devoir saisir l'occasion qui s'est offerte à moi de reprendre confidentiellement le fil interrompu de nos pourparlers. J'ai été dans le cas de faire parvenir à la connaissance des Ministres Anglais les points suivants, qui me paraissaient de nature à servir de base à un arrangement. J'ai eu soin de les entourer de toutes les réserves possibles en relevant expressément qu'ils n'engageaient pas mon Gouvernement. Je tenais uniquement à les communiquer aux Ministres de Sa Majesté la Reine pour savoir si, le cas échéant, ils seraient acceptés par le Cabinet Britannique.

J'ai l'honneur de joindre ici ce projet, tel que je l'avais sommairement ébauché.

J'ai pensé qu'en proposant le retrait provisoire de nos troupes du terrain contesté contre l'engagement que les troupes afghanes en seraient également exclues, je ne formulais pas une concession excessive, si, à ce prix, nous pouvions nous assurer l'acceptation de toute notre ligne du 16 janvier (1).

A peine Lord Granville eut-il reçu ma notice qu'il m'écrivit un petit mot pour me prier de passer chez lui.

Il commença par mettre hors de cause le caractère entièrement privé et confidentiel de notre entretien, et s'étendit sur la nécessité de s'entendre au plus vite pour ne pas laisser aux événements et à l'entraînement des passions le temps d'entraver l'œuvre de la paix. Passant ensuite aux détails de mon aide-mémoire, il déclina tout d'abord l'article 7 qui équivalait, selon lui, à l'acceptation pure et simple de notre ligne. Cette condition lui semblait inconciliable avec la dignité du Gouvernement Anglais. Le principal Secrétaire d'Etat me passa ensuite une notice dans laquelle il avait consigné ses contre-propositions, et dont je me fais un devoir de joindre ici une copie. Lord Granville finit par me prier de revenir le lendemain et d'amener M. Lessar pour qu'il pût discuter quelques détails géographiques avec Lord Kimberley, qui devait également être du rendez-vous.

Nous nous retrouvâmes, en effet, dans la journée d'hier, dans l'appartement privé de Lord Granville. Notre entretien ayant été assez prolongé, je tâcherai de le résumer ici le plus succinctement possible afin de ne combler que les quelques lacunes de mon télégramme du 2 avril (2).

1. Ayant débuté par émettre l'opinion que, du moment où les Ministres Anglais considéraient l'acceptation en bloc de notre ligne comme inadmissible, je n'avais qu'à retirer, de mon côté, la proposition de l'évacuation de la zone; je rencontrai la plus vive opposition de la part de Lord Granville.

(1) V. le document sub n° 46.

(2) V. le document sub n° 84.

Selon lui, cette mesure est une des conditions essentielles, si l'on veut aboutir à une solution pacifique. Une déclaration émanée de l'initiative spontanée et généreuse de l'Empereur, et ayant pour objet d'écarter la possibilité d'un nouveau conflit sanglant, ne saurait atteindre la dignité du Souverain. Au contraire, elle en rehausserait le prestige et serait acclamée, non-seulement en Angleterre, mais dans l'Europe entière, comme une garantie de paix. Dans la pensée de Lord Granville, on parviendrait, peut-être, à franchir ainsi un terrain que les faits accomplis, le sang versé et les froissements d'amour-propre rendaient tous les jours plus brûlant.

2. Pour la question de la ligne frontière à définir, c'est Lord Kimberley qui prit la parole. Dans son idée, le principe servant de base à nos revendications est celui des nécessités ethnographiques et économiques. Pour le Gouvernement Anglais, ce sont les considérations stratégiques qui l'emportent. Or, à ce point de vue, Zoulfagar est une localité de grande importance pour l'Angleterre. Son incorporation dans l'Afghanistan serait le *sine qua non* de toute entente sur la question de frontière. En revanche, Pendjé offre des avantages nombreux au point de vue de l'alimentation de la tribu qui l'habite et de sa concentration. C'est une oasis assez étendue, pourvue d'eau et admettant le perfectionnement de la culture. Sa position répondrait donc à nos convenances, et une transaction au sujet de ces points semblerait ne pas être impossible entre les deux Gouvernements. Lord Kimberley n'a pas négligé, néanmoins, de faire suivre ses paroles de toutes les réserves voulues pour les dépouiller de tout sens d'un engagement définitif.

Je n'ai pu que prendre toutes ces questions *ad referendum* en accentuant l'entière liberté de décision du Cabinet Impérial.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

#### ANNEXE A

##### Notice du Conseiller Privé de Staal.

1. Puisque la marche en avant des troupes russes sur le territoire en litige a été motivée par l'occupation du Pendjé par les troupes afghanes, et que cette occupation a cessé aujourd'hui, le Gouvernement Impérial, dans son désir d'écarter toute possibilité de nouveaux conflits militaires, propose le retrait des troupes russes des territoires contestés tant que dureront les négociations relatives à la délimitation.

2. Le nombre des troupes nécessaires pour l'escorte de la Commission russe attendra l'arrivée du Commissaire à Pouli-Khatoun.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage à ce que le territoire en contestation reste libre de toute occupation afghane.

4. Afin de mettre fin à l'état d'incertitude actuellement existant, le Cabinet Impérial propose que les Commissaires se réunissent sans retard pour commencer leurs travaux sur la base des propositions contenues dans le télégramme de M. de Giers du 7 avril/26 mars 1885 (1).

5. Les deux Commissaires auraient à être munis d'instructions identiques, conformes à celles adressées à Sir P. Lumsden et communiquées au Cabinet Impérial en date du 25 juillet/6 août 1884 (2), savoir que les Commissaires « en définissant la juridiction de l'Emir, doivent être guidés par les relations politiques des tribus qui occupent le pays ; mais tout en reconnaissant tous les droits légitimes de l'Emir, la Commission devrait songer à l'importance, pour

(1) V. le document n° 71.

(2) V. le document n° 18.



réduire au minimum les risques de complications futures, de ne pas lui imposer d'obligations qu'il refuserait de contracter ou qu'en fait il ne pourrait remplir. »

6. Il serait dit dans ces instructions qu'en égard à l'importance particulière se rattachant aujourd'hui à la partie du tracé entre le Héiroud et le Mourghab et l'urgence de la fixer le plus tôt possible, ces Commissaires termineront avant tout la démarcation de la ligne entre ces deux rivières. Dans le cas d'une divergence d'opinions entre les Commissaires, la question sera immédiatement déferée à la décision des Gouvernements respectifs. Il serait entendu, ainsi, que la délimitation définitive de cette partie ne serait pas remise jusqu'à l'achèvement des travaux de démarcation jusqu'à Khodja-Saleh.

7. Une proposition sur les bases ci-dessus ne saurait être soumise au Cabinet Impérial que si elle était accompagnée de la certitude que le Gouvernement Britannique, en acceptant de son côté cet arrangement, y ajouterait la promesse verbale suivante : en cas de divergence d'opinions entre les Commissaires quant à la fixation de la frontière entre le Mourghab et le Héiroud, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique considérerait la surveillance et la possession du territoire au nord de la ligne désignée dans le memorandum russe du 16 janvier (1) comme une des charges (obligations) définies dans les instructions identiques aux Commissaires comme imposant à l'Emir des devoirs qu'il ne se trouverait pas en mesure d'accomplir.

---

#### ANNEXE B

#### Observation du Comte Granville.

J'entends dire qu'en ce qui touche le territoire jusqu'au nord de la ligne russe, si les Commissaires ne pouvaient tomber d'accord, le Gouvernement de Sa Majesté s'occuperait d'agir d'après le principe émis dans les instructions auxquelles il est fait un renvoi approbatif dans le n° 2.

Il est entendu que l'arrangement du 17 mars est pleinement reconnu des deux côtés comme engageant les deux Gouvernements depuis la date de sa conclusion, et leurs fonctionnaires depuis la date de sa réception, que des deux côtés on fera tous ses efforts pour jeter la lumière sur les faits relatifs au récent conflit, et que, une fois la lumière faite, ils seront jugés d'après l'arrangement du 17 mars et que justice sera faite en conséquence.

Les forces russes seront sur-le-champ retirées du territoire contesté (points sur lesquels il faut s'entendre) et les Afghans ne devront pas s'avancer à nouveau, aux termes du n° 4 de M. de Staal (2).

---

#### N° 91. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme.)

Londres, le 7 (19) avril 1885.

Je viens de recevoir de Lord Granville la lettre suivante :

« M. Gladstone et moi, nous avons promis de faire au Parlement des déclarations ayant trait aux votes qui devront être demandés demain matin ou mardi. Dans l'intérêt de l'arrangement amical que les deux gouvernements ont déclaré désirer sérieusement, il est urgent que le gouvernement britannique ne soit exposé à aucune erreur quant aux intentions du Cabinet Impérial. Je suppose que je n'ai pas à conclure, de votre récente communication, que le gouvernement Impérial ne consent pas au retrait de ses

(1) V. le document n° 46.

(2) V. le parag. 3 de la notice précitée de M. de Staal.

troupes, tandis que les négociations continuent sur les bases mentionnées dans nos conversations de la semaine dernière, et qu'il décline de concourir avec le gouvernement britannique à l'examen des faits de l'incident d'Ak-Tépé. »

Les votes auxquels fait allusion Lord Granville devant avoir pour objet l'appel des réserves et, le cas échéant, des crédits extraordinaires, je crois de mon devoir, avant de répondre au Ministre britannique, d'en référer encore une fois au gouvernement Impérial.

STAAL.

N° 92. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme.)

Londres, le 7 (19) avril 1885.

Je viens de recevoir de Lord Granville une nouvelle lettre dans laquelle il m'annonce que les rapports du général Lumsden, reçus à l'instant même et qui seront communiqués au gouvernement Impérial, sont entièrement contradictoires avec les données fournies par le général Komarow.

Il se montre, en conséquence, vivement désireux d'obtenir de nous la promesse d'un examen impartial et réciproque de l'incident d'Ak-Tépé sur la base de l'arrangement du 16 (4) mars. Lord Granville ajoute : « quant à la fixation de la frontière, si les Russes se retirent du territoire débatable (*sic*) à des points à fixer, et si les Afghans n'avancent pas, j'ai toute raison d'espérer que l'on arrivera à une solution satisfaisante ». Il m'est urgent d'obtenir sans retard des instructions sur ces questions qui me semblent décisives pour l'issue du différend.

STAAL.

N° 93. — **Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 8 avril 1885.

Recu vos deux télégrammes du 7. Par ma communication télégraphique en date du 4 (16) avril, j'ai exposé à Votre Excellence les conditions auxquelles un déplacement de nos avant-postes pourrait avoir lieu.

Quant à l'examen des faits relatifs à l'incident du 18 (30), nous ne pouvons en apprécier la portée, ne connaissant jusqu'ici aucune circonstance infirmant les rapports du général Komarow. Les faits se résument comme suit : l'existence d'avant-postes afghans sur la rive gauche du Kouschik n'avait pas été prévue lorsque le général Komarow reçut l'ordre de ne point dépasser les limites du Pendjé. Une communication de l'Ambassadeur d'Angleterre du 21 février (1) nous le confirme. Il en résulte, de plus, que le poste russe était déjà établi à Dasch-Koupri, tandis que les avant-postes afghans se trouvaient dans le Pendjé, c'est-à-dire sur la rive droite. Dans ces conditions le général Komarow n'a pas pu tolérer la présence des Afghans sur la rive gauche. Obligé de veiller à la sécurité de son détachement, il ne pouvait perdre de vue le peu de confiance qu'on pouvait placer dans l'esprit de discipline des troupes afghanes.

Quant à investigation ne voyons pas qui pourrait la faire. Le général Lumsden n'a pas été sur les lieux ; il se fie aux rapports du capitaine

(1) V. le document n° 53.

Yate, comme nous à ceux du général Komarow. Nous n'avons du reste aucune connaissance des rapports du général Lunsden, et sommes dans l'attente de communications détaillées du général Komarow.

GIER8.

**N° 94. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**  
(Télégramme.)

Saint-Pétersbourg, le 8 avril 1885.

Nous nous rendons compte de la gravité des circonstances et partageons sincèrement le désir du gouvernement Anglais d'arriver à une entente amicale, mais ne saurions y sacrifier les intérêts de notre dignité. Ne pouvons donc que nous réitérer à nos télégrammes du 4 et 6 avril.

GIER8.

**N° 95. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**  
(Télégramme.)

Londres, le 9 avril 1885.

M. Gladstone à la Chambre des Communes et Lord Granville à la Chambre des Lords ont fait aujourd'hui déclaration que Cabinet se voyait contraint de proposer vote de crédit de onze millions livres sterling, dont quatre et demi seraient destinés en partie à liquider dépenses faites en Egypte, et en partie à mettre armée d'occupation en état d'être portée là où elle serait le plus nécessaire, tandis que les six et demi restants seraient exclusivement destinés à la défense des intérêts de l'Empire ailleurs qu'au Soudan. Ils ont ajouté que pour le moment toute action agressive serait suspendue en Egypte, et ont terminé par déclarer que, malgré ces mesures, l'intention du gouvernement resterait d'arriver, si possible, par des moyens pacifiques à l'arrangement honorable et équitable des différends existants ou pouvant surgir.

STAAL.

**N° 96. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

Saint-Pétersbourg, le 9 avril 1885.

Je me fais un devoir de transmettre ci-après à Votre Excellence les copies du memorandum qui m'a été remis par Sir Edward Thornton et de celui que j'ai cru devoir lui adresser de mon côté (1).

Ces deux pièces se rapportent au combat du 18 mars dernier.

Le contenu du télégramme du général Komarow du 20 mars le plaçant à l'abri du soupçon d'avoir cherché à provoquer un conflit armé, nous nous croyons en droit de considérer cet incident comme clos. Votre télégramme du 4 courant nous a fait entendre que ce point de vue n'est pas partagé par le gouvernement britannique, et que Lord Granville est d'avis que les informations parvenues au Cabinet de Londres sur l'engagement du 18 mars devraient d'abord être complétées et faire ensuite l'objet d'un examen.

Nous ne voyons rien que de très naturel dans le désir du Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères d'être mieux renseigné sur

(1) V. les documents sub n°s 78 et 83.



les causes qui ont amené le conflit, mais il nous est tout à fait impossible, d'autre part, d'apprécier l'opportunité et la portée pratique de l'enquête à laquelle il voudrait nous convier.

Voici l'enchaînement des faits tel qu'il résulte des informations fournies par le général Komarow.

Ayant reçu l'ordre de ne point franchir les limites du Pendjé, le Commandant de nos troupes reconnu, à son arrivée à Dasch-Keupri, que la rive gauche du Kouschk était occupée par des avant-postes afghans, ce qui ne pouvait pas être prévu lorsque, pour se conformer au désir du Cabinet britannique, le gouvernement Impérial avait consenti à donner à ses troupes l'ordre de ne plus avancer. En effet, il résulte d'une communication qui m'a été adressée par Sir Edward Thornton en date du 21 février (5 mars) (1), et dont vous trouverez ci-près une copie, qu'à cette date le poste russe se trouvait déjà à Dasch-Keupri, tandis que l'avant-poste afghan, conformément au témoignage du général Lumsden, était établi dans le Pendjé, c'est-à-dire sur la rive droite du Kouschk. Telle étant la position mutuelle des deux parties, le général Komarow n'était pas tenu de tolérer la présence des avant-postes afghans sur la rive gauche du Kouschk, et il ne pouvait non plus méconnaître que, vu le peu de confiance que l'on pouvait placer dans l'esprit de discipline des troupes afghanes, cette circonstance ne tarderait pas à devenir le signal de collisions. C'est dans le but d'empêcher ces dernières et d'aviser à la sécurité du petit détachement placé sous ses ordres qu'il se fit un devoir de proposer au général afghan de retirer ses avant-postes. Loin d'aboutir, les tentatives conciliantes du général Komarow ne contribuèrent qu'à enhardir les Afghans; ceux-ci ne tardèrent pas à se livrer à des actes d'agression, qui obligèrent le général russe à recourir à la force.

Nous ne voulons point approfondir quel a été le rôle des officiers anglais au milieu de ces complications; mais nous ne pouvons pourtant pas nous empêcher de regretter qu'ils n'aient pas jugé possible d'assister le Commandant de nos troupes dans ses démarches auprès de général afghan, ce qui, sans aucun doute, aurait suffi pour empêcher le conflit.

Quoi qu'il en soit, aussitôt après l'engagement du 18 mars, le général Komarow a repris ses anciennes positions sur la rive gauche du Kouschk. Cette circonstance étant de nature à assurer le *statu quo* dans ces contrées contre toute atteinte, il nous semblerait que rien ne saurait empêcher les deux Cabinets de continuer les négociations ayant pour objet le règlement de la question frontrière.

Veuillez, etc.

GIER.S.

**N° 97. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Reçu le 11 avril 1885.)

Londres, le 8 (20) avril 1885.

Pour compléter mes télégrammes du 7 (19) courant (2), j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence les copies de deux lettres de Lord Granville qui y sont mentionnées.

Veuillez, etc.

STAAZ.

(1) V. le document n° 55.

(2) V. les documents n° 91 et 92.

## ANNEXE A AU N° 97.

## Le Comte Granville au Conseiller privé de Staal.

Foreign-Office, 19 avril 1885.

Cher Monsieur de Staal,

M. Gladstone et moi nous avons promis de faire au Parlement une déclaration relative aux votes qui doivent être demandés demain mardi.

Il est absolument nécessaire, dans l'intérêt de la solution amicale que les deux gouvernements ont déclaré désirer ardemment, que le gouvernement de Sa Majesté ne se méprenne pas sur les intentions du gouvernement impérial.

Je crois que je ne dois pas conclure des récentes communications de Votre Excellence que le gouvernement impérial n'est pas d'accord pour retirer ses troupes, tant que des négociations continuent sur les conditions mentionnées dans nos conversations de la semaine dernière et qu'il refuse d'examiner de concert avec le gouvernement de Sa Majesté les faits malheureusement arrivés à Ak-Tépé, dont je vous ai parlé dans une autre lettre.

Votre Excellence aura remarqué une erreur dans laquelle M. de Giers est tombé sans intention, qui consiste à regarder les conversations tenues entre nous comme des ouvertures du côté de Lord Kimberley et de moi-même.

Je suis, etc.

GRANVILLE.

## ANNEXE B AU N° 97.

## Le Comte Granville au Conseiller privé de Staal.

Foreign-Office, 19 avril 1885.

Mon cher Monsieur de Staal,

J'ai à vous remercier de la communication que vous me faites de la dépêche que vous avez reçue de M. de Giers (1).

Je regrette qu'elle ne résolve nullement la question du malheureux incident de la bataille de Ak-Tépé.

Elle repose sur l'affirmation que ce furent les Afghans qui attaquèrent.

Je viens de recevoir une information ultérieure d'un effet exactement opposé.

Dans aucun cas, je ne puis admettre que la question de l'escorte du Commissaire anglais ait été d'aucun poids sur ce sujet. Elle n'a jamais dépassé 469 hommes armés, bien que naturellement, comme pour toutes les forces indiennes, il y ait eu une addition considérable de gens non armés qui suivaient le camp.

Cette escorte n'était pas plus considérable que celle qui était regardée comme nécessaire à une Commission qui parcourait de longs espaces dans des pays non civilisés. A la différence des Russes, sir Peter Lumsden était à une grande distance de toutes les forces anglaises.

Si cette escorte a donné naissance à quelque trouble dont il n'y a pas de preuve, ce ne peut-être que par suite de son isolement. Si la Commission russe avait été présente, conformément à l'accord conclu, tout accident de ce genre aurait été évité. Nous aurions regardé une escorte russe d'une force suffisante accompagnant une Commission comme une garantie de l'ordre, et nous espérons que le gouvernement russe aurait regardé de même une escorte anglaise.

Quant à l'allégation que des officiers anglais dirigeaient le mouvement militaire des Afghans, il est difficile de comprendre comment les officiers russes pourraient avoir su cela sur des officiers dont ils n'admettent pas la participation au combat. Le fait est catégoriquement nié par nos officiers, qui étaient à une distance de cinq milles du lieu du combat.

La réunion amicale de l'Emir et de Lord Dufferin, et l'accord conclu entre

(1) V. le document n° 82.

eux, ne pouvaient que donner plus d'autorité à sir P. Lumsden pour retenir les Afghans, ce qui, cependant, est nécessairement rendu plus difficile par l'effusion de sang de Ak-Tépé.

Je suis heureux, cependant, de dire que je suis absolument d'accord avec M. de Giers dans sa conclusion, quant à la grande importance qu'il y a à en venir promptement à une solution sur une question qu'il croit justement équivoque et non sans danger.

Quant aux hostilités de Ak-Tépé, le seul moyen qui répondit à la dignité et à l'honneur des deux pays serait que l'accord conclu le 16 mars fût reconnu par les deux parties comme engageant les deux gouvernements depuis la date de sa conclusion, et leurs fonctionnaires depuis la date de sa réception; que des deux côtés on fit tous ses efforts pour jeter la lumière sur les faits qui se rapportent au récent conflit, et que, la lumière une fois faite, ils fussent jugés d'après les termes de l'accord du 16 mars, et que justice fût faite en conséquence.

Je désire ajouter que, puisque nous ne pouvons accepter la solution sommaire et incomplète du général Komaroff comme règlement de cette importante partie de l'affaire, c'est notre intention de soumettre au gouvernement russe d'autres informations que nous ne croyons pas qu'il puisse refuser d'examiner.

Quant à la fixation d'une frontière, si les Russes se retirent du territoire contesté jusqu'à des points qui sont à débattre, et si les Afghans ne s'avancent pas à nouveau, j'ai toute raison d'espérer qu'on pourra arriver à une décision satisfaisante.

Je suis, etc.

GRANVILLE.

#### N° 98. — Le général Sir Peter Lumsden au comte Granville.

(Télégramme.)

(Communiqué au ministre impérial des affaires étrangères par l'ambassadeur d'Angleterre, le 11/23 avril 1885.)

Tirpul, 17 avril 1885.

Télégramme, n° 24, de Votre Seigneurie du 15 avril.

Le récit fait par le général Komaroff de l'attaque sur Pendjdé est considéré comme incorrect.

1° Le général Komaroff dit que le 25 mars un détachement s'approcha de Dasch-Keupri sur notre rive du Kuskh.

Réponse : La prétention du général Komaroff à l'une et l'autre rive est insoutenable. La rive gauche du Kuskh avait toujours été occupée par les Afghans et ne fut jamais aux Russes. Le 20 février, ils placèrent un avant-poste de 25 Turcomans Julatan à Kizil-Tépé, monticule à 1 mille au nord du Pul-i-Khisti et à peu près à la même distance du point le plus proche du Kuskh et de sa jonction avec le Murghab. Ce point était toujours resté l'extrême limite de la marche en avant des Russes à l'intérieur de leurs lignes de vedettes. Le détachement de cavalerie russe dont j'ai parlé s'avança contre Pul-i-Kisti le 25, mais se retira avant d'atteindre cette place quand il en reçut l'ordre du commandant afghan, vers le 20 février.

2° Le général Komaroff affirme que près du pont, il trouva un retranchement occupé par des Afghans. Réponse : Cette position était occupée par des Afghans avant la marche en avant du général Komaroff et conformément à l'accord mentionné dans le télégramme de Votre Seigneurie, du 17 mars.

3° Le général Komaroff dit : « Afin d'éviter un conflit, je plaçai mes troupes à 5 verstes des positions afghanes ». Réponse : Ces paroles ne peuvent se rapporter qu'au corps principal, car des troupes russes étaient



à Kizil-Tépé, qui est à 1 mille de la position afghane, et les vedettes russes étaient considérablement en avant.

4° Le général Komaroff dit que « quand les Afghans se furent convaincus que nous n'avions pas l'intention de les attaquer, ils commencèrent de jour en jour à se rapprocher de notre camp ». Réponse : Bien loin que les Afghans fussent convaincus des intentions inoffensives du général Komaroff, les continuel et irritants essais quotidiens faits pour exciter aux hostilités, persuadèrent les Afghans de la détermination des Russes de provoquer un conflit, et les firent croire à la nécessité d'étendre leurs positions défensives.

5° Le général Komaroff affirme que, le 27 mars, les Afghans envoyèrent contre une compagnie qui était chargée de couvrir une reconnaissance, trois compagnies avec un canon et quelques cavaliers. Réponse : Une reconnaissance en force signifiait elle-même intention hostile. Une compagnie russe voulait dire 250 hommes, ce qui est plus qu'équivalent à trois compagnies afghanes, qui comptent 225 hommes. Le 27, deux corps de troupes russes s'avancèrent en même temps. Le colonel Alikanoff avec de la cavalerie établit un poste à Pul-i-Khisti et l'infanterie russe pénétra sur le flanc droit des positions afghanes sur la rive droite de Murghab. Le colonel Alikanoff ne se retira qu'une fois intercepté par la cavalerie afghane à environ 4 milles en arrière des positions afghanes, et l'infanterie russe seulement quand le commandant afghan fit marcher trois compagnies et fit savoir à l'officier russe que, s'il avançait davantage, il ferait faire feu sur lui.

Le chef d'état-major du général Komaroff, à l'entrevue du 29, qualifia la marche en avant du colonel Alikanof de simple excursion de plaisir, mais il fut informé que le commandant afghan la considérait sous le jour le plus sérieux.

6° Le général Komaroff affirme que l'audace et l'arrogance des Afghans crurent progressivement. Réponse : Il se peut qu'il en ait été ainsi ; mais, dans ce cas, cette attitude fut provoquée uniquement par la conduite des Russes, car les Afghans firent tout ce qu'ils purent pour éviter une collision, et ce fut uniquement grâce à leur patience et à leur modération pendant deux mois d'incessantes irritations que la paix se maintint si longtemps. La réponse courtoise du 29, du commandant afghan à l'ultimatum du général Komaroff, prouve son désir d'éviter jusqu'au bout un conflit.

7° Le général Komaroff dit : « Le 28, les Afghans occupèrent une hauteur qui commandait le flanc gauche de notre camp ; ils commencèrent à y élever des retranchements pour établir un poste de cavalerie derrière notre ligne, et placèrent un piquet à une portée de canon de notre fort. » Réponse : Le commandant afghan fit tout simplement, le 28, en présence de la reconnaissance hostile du 27, placer un poste d'observation sur les hauteurs de la rive droite du Murghab pour l'avertir de tout nouveau mouvement semblable des Russes sur ce flanc, mais ce poste fut retiré le lendemain.

8° Le général Komaroff dit : « Le 29, j'envoyai au commandant afghan des reproches énergiques, etc., et je reçus la réponse que, de l'avis des Anglais, il refusait de se retirer en traversant le Kuskh ». Réponse : Le fait lui-même m'est rapporté comme absolument inexact, et nulle part dans la réponse du commandant afghan il n'y a pareille déclaration. Au contraire,

les expressions sont claires : « J'ai bien reçu votre lettre relative au retrait de certains piquets. J'avais reçu du gouverneur d'Hérat l'ordre de consulter, en pareil cas, le capitaine Yate, qui a été envoyé à Pendjdé par Sir Peter Lumsden. Je lui ai montré votre lettre. Le capitaine Yate eut ensuite une entrevue avec le colonel Zakezeroski et m'informa de leur conversation. Sachez bien que je dois loyalement obéir aux ordres que j'ai reçus de Son Altesse l'Emir. Je ne puis, en aucune façon, agir contrairement aux ordres de mon souverain. Naturellement, sur les points de détail, comme des changements dans la position des piquets et des vedettes avancées placées en avant des troupes, je suis prêt à m'arranger avec vous pour éviter tout risque de conflit. »

9° Le général Komaroff adressa de nouveau une lettre privée, rédigée en termes amicaux. Réponse : La lettre en question n'a jamais été vue par aucun des officiers de la Commission, mais on dit au capitaine De Lassoe qu'une lettre avait été reçue quelques heures avant l'attaque russe du 30. Je viens de demander à Sepah Salar une copie de la seconde lettre.

10° Le général Komaroff affirme : « Le 30, pour appuyer mes demandes, je marchai avec mon détachement contre les positions afghanes, comptant toujours sur un résultat pacifique, mais le feu de l'artillerie et une attaque de la cavalerie me forcèrent d'accepter le combat. » Réponse : Les Russes marchèrent à l'attaque des positions afghanes, et naturellement les Afghans furent obligés à se défendre. Certainement l'engagement ne fut pas commencé par le feu de l'artillerie, comme le dit le général Komaroff, car on entendit des décharges d'infanterie plusieurs minutes avant le premier coup de canon.

#### N° 99. — Le Lieutenant-Général Komarow à l'Aide-de-Camp général Obroutchew.

(Télégramme.)

(Reçu le 12 avril 1885.)

Sérakhs, le 6 avril 1885.

C'est le 11 mars que j'ai reçu le télégramme interdisant l'occupation de Pendjdé ; me trouvant en personne à la tête du détachement avancé, je ne lui ai pas donné de publicité. Le lieutenant-colonel Zakrjewski a conversé et correspondu, sur mon autorisation, avec les officiers anglais, mais à titre privé. Je ne leur reconnaissais pas le droit d'entrer en négociations officielles, et j'adressais mes réclamations directement au Commandant du détachement afghan. Le lieutenant-colonel Alikhanow a longé notre rive avec une sotnia de Turcomans dans la direction de Maur-Kala et n'avait même pas pensé à pénétrer dans le Pendjdé ; s'aventurer de jour avec une centaine d'hommes armés de sabres sur les derrières d'un détachement de quatre mille hommes n'est pas admissible. Une seule compagnie a suivi les hauteurs de la rive droite du Mourghab ; elle n'a même pas atteint la ligne de nos postes de la rive gauche, et, conformément aux ordres reçus, s'est repliée sur le camp aussitôt que les Afghans se firent avancés. Des déplacements fréquents à des centaines de verstes ne me permettent pas de présenter régulièrement des rapports périodiques ; mais je rends compte dans la mesure du possible de tout ce qui mérite l'attention. Les crues insolites des rivières et des canaux ont interrompu les communications, le passage n'est praticable que pour des nageurs habiles. Rien de nouveau.

Le lieutenant-général KOMAROW.

N° 100. — **Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**  
(Télégramme.)

Londres, le 13 (25) avril 1883.

Ayant pris connaissance de vos deux télégrammes du 3 (1), lord Granville vient de m'adresser deux notes détaillées. La première contient un résumé des arguments sur les points de fait et de droit ayant trait au conflit d'Ak-Tépé. Dans sa seconde note, lord Granville exprime le profond regret du Gouvernement Anglais au sujet du refus du Gouvernement Impérial d'admettre l'examen proposé par l'Angleterre, et qui serait nécessaire pour concilier les rapports des deux Généraux. Le Gouvernement Britannique ne considère pas comme concluante notre objection puisée dans la contradiction de ces rapports, et croit qu'il ne serait pas impossible aux deux Gouvernements, en complétant les témoignages de part et d'autre, d'arriver à une appréciation juste de la question. Tout en nous reconnaissant le droit de veiller à notre dignité, comme il le réclame pour lui-même, le Gouvernement Anglais ne croit pas incompatible avec la dignité d'une grande Puissance de prendre en considération les plaintes d'une autre nation, présentées sous une forme légitime. Si pourtant le Gouvernement Russe pense que la confiance que chaque Puissance doit aux témoignages de ses propres officiers est un obstacle à une entente, le Gouvernement Britannique, vivement désireux de maintenir les relations amicales entre les deux pays, est prêt à en référer au jugement du Chef d'une Puissance amie, qui aurait à examiner si l'arrangement du 16 mars a été violé ou non, et à indiquer une solution compatible avec l'honneur des deux parties. Si le Cabinet Impérial accepte cette proposition, le Gouvernement Anglais, confiant dans nos assurances de ne nourrir aucune intention agressive contre Hérat ou n'importe quelle autre partie du territoire de l'Emir, — est prêt à reprendre à Londres l'examen des principaux points de la ligne de délimitation, dont les détails seuls seraient fixés sur les lieux. Dans ce cas, l'Angleterre accepterait également notre proposition relative au déplacement des avant-postes à l'arrivée des Commissaires sur les lieux.

STAAL.

N° 101. — **Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**  
(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 16 avril 1883. .

Réponse à Votre télégramme du 13 (2). Ai pris ordre de l'Empereur.

Sa Majesté partage sincèrement le désir du Cabinet Anglais de maintenir les relations amicales entre les deux pays, mais ne pense pas que ce soit en multipliant les témoignages sur un incident militaire suffisamment éclairci que l'on pourrait y parvenir. De plus, l'Empereur ne saurait admettre aucun semblant d'enquête sur les actes du général Komarow. Se considérant comme seul juge de leur conformité à ses ordres, tout nouvel examen de cet acte militaire devient dès lors oiseux et sans issue. Ce n'est donc qu'entre les deux Gouvernements qu'il peut y avoir malentendu dans l'interprétation de l'arrangement contracté. Nous croyons que les rapports

(1) Voir les documents sub n°s 93 et 94.

(2) Voir le document n° 100.



recueillis déjà, et les arguments exposés dans les pièces que Vous avez reçues dernièrement, suffisent pour rétablir l'exactitude des faits en démontrant l'entière fidélité du Gouvernement Russe à ses promesses. Il est certain que le Gouvernement Anglais pourrait y puiser tous les éclaircissements voulus pour clore cette discussion accidentelle, et pour reprendre les négociations de délimitation qui sembleraient sur le point d'aboutir. Mais, si un motif quelconque d'amour-propre l'empêchait encore de vider directement avec nous le différend, Sa Majesté se réserve d'examiner si la divergence d'interprétation qui sépare les deux Cabinets pourrait être réglée par les voies indiquées dans votre télégramme du 13. L'Empereur ne saurait d'ailleurs se prononcer à ce sujet avant d'avoir pris connaissance des deux notes du Cabinet Anglais, qui ne nous sont pas encore parvenues.

GIERS.

**N° 102. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**

Saint-Pétersbourg, le 17 avril 1885.

Pour compléter le télégramme que je Vous ai expédié hier (1), je crois devoir attirer l'attention de Votre Excellence sur les considérations suivantes :

La divergence d'opinions entre le Gouvernement Anglais et nous, relativement au conflit sur le Kouschk, a été définie par la lettre que lord Granville vous a adressée le 19 (7) avril.

Elle établit une distinction entre la date où l'accord a été convenu entre les deux Gouvernements pour arrêter les mouvements ultérieurs des troupes des deux côtés, et la date où les ordres ont été reçus sur place par leurs autorités.

Dans notre opinion, l'accord, ayant été fait en vue d'une situation donnée, était obligatoire dans la position existante au moment où il a été conclu.

Cette position résultait de deux communications qui nous avaient été faites par Sir E. Thornton. L'une, du 20 février, nous informait que les Afghans avaient été invités par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à ne pas attaquer les points occupés par les troupes russes pour les déloger des points occupés par elles à cette époque, mais à résister à une marche en avant ultérieure de leur part.

L'autre communication, du 21 février, constatait que l'avant-poste russe se trouvait à Pouli-Khishti (Dasch-Keupri), et l'avant-poste afghan dans le Pendjdé, le Kouschk formant ainsi la limite entre les deux occupations.

D'après cela, les ordres expédiés au général Komarow lui interdisaient tout mouvement agressif sur le Pendjdé. Ce qui contribue à démontrer que l'accord ne concernait que le Pendjdé, c'est la réserve que j'ai cru devoir formuler pour le cas où nos troupes se trouveraient dans la nécessité d'intervenir afin d'empêcher l'effusion du sang, si des troubles éclataient dans cette localité.

Lorsque le général Komarow a trouvé les Afghans retranchés dans un avant-poste sur la rive gauche du Kouschk, il en a naturellement conclu qu'ils avaient enfreint les ordres donnés ; il a dû les sommer d'évacuer, et, sur leur refus, il a dû les obliger à repasser sur la rive droite.

(1) Voir le document n° 101.

Cela est d'autant plus évident que le Kouschk assurait leur défense ; qu'en franchissant cette rivière, ils opéraient un mouvement offensif, et qu'en se renforçant dans cette position ils menaçaient notre position de Pouli-Khishti.

Il nous est donc impossible de voir dans la marche du général Komarow rien qui soit contraire à l'accord établi.

Bien que ces faits Vous soient connus, j'ai cru devoir les résumer dans leur ensemble, afin de Vous guider dans Vos explications avec les Ministres de la Reine, en vue d'élucider cette question contestée.

Veuillez, etc.

GIER.S.

N° 103. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Reçu le 17 avril 1883)

Londres, le 14 (26) avril 1883.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence les copies des deux notes de lord Granville qui ont fait l'objet de mon télégramme d'hier (1).

Veuillez, etc.

STAAL.

ANNEXE A AU N° 103.

Le Comte Granville au Conseiller privé de Staal.

Foreign-Office, 24 avril 1883.

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de sa note du 21 courant, qui m'envoyait les copies de deux télégrammes de M. de Giers (2) en réponse aux communications que je vous ai adressées le 19.

Dans l'un de ces télégrammes, M. de Giers déclare que, tout en partageant le désir du Gouvernement de Sa Majesté d'arriver à une conclusion amicale, le Gouvernement russe ne peut sacrifier les intérêts de sa dignité, et ne peut que s'en tenir à ses télégrammes des 16 et 18 avril.

Dans l'autre télégramme, M. de Giers se reporte aux conditions établies dans son télégramme du 16 courant, d'après lesquelles les avant-postes russes pourraient être écartés afin de faciliter les travaux de la Commission de délimitation. Son Excellence refuse d'examiner les faits relatifs à l'incident du 30 mars.

Je dois exprimer à Votre Excellence le profond regret avec lequel le Gouvernement de Sa Majesté a appris, en lisant le dernier paragraphe du télégramme de M. de Giers, que le Gouvernement russe refuse de consentir à toute proposition d'examen des faits. Une telle façon d'agir est, selon nous, nécessaire pour concilier les déclarations faites par les agents respectifs des deux Gouvernements et les interprétations qu'il faut donner de ces déclarations.

M. de Giers déclare qu'il ne voit pas comment une enquête, telle que celle proposée par le Gouvernement de Sa Majesté, pourrait être faite, le Général Sir P. Lumsden n'étant pas sur les lieux, et se basant sur les rapports du capitaine Yate comme le Gouvernement russe sur ceux du Général Komaroff.

Le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à donner toute sa valeur à cette objection que, cependant, il ne peut considérer comme concluante. Il pense qu'il ne serait pas impossible aux deux Gouvernements, après un examen impartial des renseignements déjà obtenus et peut-être accrus de nouveaux détails, de formuler un jugement assuré sur la question.

Le Gouvernement de Sa Majesté reconnaît le droit du Gouvernement russe de

(1) Voir le document n° 100.

(2) V. les documents 93 et 94.

considérer les intérêts de sa dignité aussi absolument qu'il réclame ce droit pour lui-même, mais il ne peut admettre qu'il soit incompatible avec la dignité de n'importe quelle grande nation d'entrer en communications pour examiner soigneusement les plaintes d'une autre nation présentées d'une façon légitime. Si, cependant, le Gouvernement russe pense que le penchant naturel que les deux Gouvernements doivent éprouver à avoir confiance dans les déclarations de leurs fonctionnaires respectifs est un obstacle inévitable à ce qu'on formule un jugement assuré, le Gouvernement anglais serait disposé, dans son désir de maintenir des relations amicales, à tourner la difficulté en soumettant à l'appréciation du chef d'un Etat ami la question de savoir si l'accord du 16 mars a été ou non violé soit par les Russes, soit par les Afghans, et en le laissant décider comment l'incident peut être clos d'une façon compatible avec l'honneur de la Grande-Bretagne et de la Russie.

Si le Gouvernement russe consent à la proposition que je viens de vous faire dans mon précédent paragraphe, le Gouvernement de Sa Majesté sera tout prêt — en s'appuyant sur l'assurance donnée par M. de Giers dans son Memorandum du 18/30 mars que le Gouvernement russe n'a jamais formé et ne forme pas de projets d'agression contre Hérat ou contre une autre partie des territoires de l'Emir — à examiner sur-le-champ avec Votre Excellence les grandes lignes de la frontière, dont les détails seulement seraient fixés sur place.

Dans ce cas il accepte la proposition faite par M. de Giers dans son télégramme du 4/16 courant, de déplacer les avant-postes russes à l'arrivée des Commissaires sur les lieux.

Je suis, etc.

GRANVILLE.

#### ANNEXE B AU N° 103.

#### Le Comte Granville au Conseiller privé de Staal.

Foreign-Office, 24 avril 1885.

Dans ma dernière dépêche, j'ai récapitulé le contenu des deux télégrammes que m'a communiqués Votre Excellence le 21 courant.

Dans le second de ces télégrammes, Son Excellence M. de Giers résume comme il suit les faits relatifs à l'incident du 30 mars : « L'existence d'avant-postes afghans sur la rive gauche du Kuskh n'avait pas été prévue quand le général Komaroff reçut l'ordre de ne pas passer les limites du Pendjé. Une communication de l'Ambassadeur anglais du 21 février/3 mars confirme ce point, et montre qu'un poste russe était déjà établi à Dash-Keupri, tandis que les avant-postes Afghans étaient à Pendjé, c'est-à-dire sur la rive gauche. Dans ces circonstances, le Général Komaroff ne pouvait tolérer la présence des Afghans sur la rive gauche. Forcé de veiller à la sécurité du détachement, il ne pouvait perdre de vue le peu de confiance qu'on pouvait avoir dans l'esprit de discipline des troupes afghanes. »

Je remarque que maintenant M. de Giers justifie l'attaque dirigée contre les Afghans par cette raison que les Afghans étaient présents sur la rive gauche du Kuskh, et que ce fait n'avait pas été prévu quand le Général Komaroff reçut l'ordre de ne pas passer les limites du Pendjé.

Maintenant, en premier lieu, je dois faire observer, M. l'Ambassadeur, que si les instructions du Général Komaroff étaient conçues dans les termes ci-dessus, elles n'étaient pas conformes à l'accord intervenu entre les deux Gouvernements. L'assurance donnée par M. de Giers à Sir E. Thornton le 16 mars était que « les forces russes ne s'avanceront pas hors des positions qu'elles occupent maintenant, pourvu que les Afghans, de leur côté, ne s'avancent ni n'attaquent, ou à moins qu'il n'y ait quelque raison extraordinaire pour avancer, telle que des troubles à Pendjé » et que « les ordres les plus stricts avaient été envoyés d'éviter un conflit par tous les moyens possibles et de ne pas en soulever un. »

Les officiers anglais déclarent positivement qu'un poste sur la rive gauche du



Kuskh, près du pont de Pul-i-Khisti, fut occupé par les Afghans avant la date de l'accord.

J'ai déjà envoyé à Votre Excellence un télégramme du 17 avril du Général Sir P. Lumsden qui répond en détail aux déclarations du télégramme du Général Komaroff du 1<sup>er</sup> avril.

Je n'ai donc pas besoin de récapituler ici le détail de ses réponses, mais j'établirai seulement les quatre points principaux sur lesquels s'appuie le Gouvernement de Sa Majesté, comme montrant bien que l'attaque de la position afghane était contraire aux termes de l'accord du 16 mars.

Ces points sont :

1. La marche en avant du Général Komaroff avec beaucoup de forces en face de la position occupée par les Afghans. Conformément aux informations fournies au Gouvernement de Sa Majesté et confirmées par le propre rapport du Général Komaroff, ces troupes s'avancèrent vers Brush-Doshan le 22 mars ou environ, et le 23 le principal corps prit ses positions à 5 verstes des avant-postes afghans, en ayant une de ses parties stationnée à Kizil-Tépé et des vedettes jetées en avant de cette dernière place.

2. L'envoi de reconnaissances à droite et à gauche de la position afghane, lesquelles eurent pour effet d'exciter les Afghans à un conflit en leur faisant redouter une attaque.

3. La nature défensive des mouvements des troupes afghanes, destinés à prévenir le renouvellement de la reconnaissance sur leur flanc.

4. L'ultimatum russe invitant les Afghans à se retirer du flanc gauche du Kuskh quand leurs avant-postes y eurent stationné avant la date de l'accord du 16 mars.

J'ai, etc.

GRANVILLE.

**N° 104. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**

(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 18 avril 1885.

L'ordre de ne point occuper Pendjdé ayant été donné au Général Komarow, l'occupation de cette localité par des troupes afghanes ne manquerait pas de provoquer, dans les circonstances actuelles, de graves complications. Eu égard à cette considération, il serait urgent d'obtenir du Cabinet de Londres l'assentiment à la neutralisation du Pendjdé jusqu'au moment où aura été résolue la question de la frontière. GIER.

**N° 105. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 19 avril 1885.

Reçu Votre télégramme d'hier (1). Lord Granville m'informe que le Gouvernement Britannique est tout disposé à adhérer à Votre proposition au sujet de la neutralisation du Pendjdé, s'il est entendu que jusqu'à la solution de la question frontière les officiers et les soldats tant russes qu'afghans n'auraient le droit ni d'entrer ni de séjourner dans le territoire en question. Les limites de Pendjdé s'arrêteraient au nord de Méroutchak, au point où, selon notre projet de délimitation, la ligne frontière doit traverser la vallée. Le Cabinet de Londres s'engagerait à user de

(1) V. le document n° 104.

tous ses efforts pour obtenir l'adhésion de l'Emir Afghan aux conditions ci-dessus exposées, si elles étaient acceptées par nous. STAAL.

**N° 106. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**

(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 19 avril 1885.

Reçu Votre expédition du 14/26 avril (1).

Sa Majesté l'Empereur, après avoir pris connaissance des deux notes anglaises, a daigné confirmer ses décisions préalables telles qu'elles sont indiquées dans mon télégramme du 16 (2), c'est-à-dire d'écarter entièrement toute discussion ultérieure sur la question militaire. Quant au malentendu qui peut s'être produit dans l'interprétation de l'accord établi entre les deux Cabinets, s'il subsistait des doutes ou des divergences d'appréciation, l'Empereur ne refuserait pas d'en référer au jugement d'un Souverain étranger inspirant confiance aux deux Gouvernements. Sa Majesté se réserve, le cas échéant, de s'entendre avec le Cabinet de Londres sur le choix de ce Souverain. Si cette solution était acceptée par le Gouvernement Anglais, notre Auguste Maître n'hésitera plus à reprendre à Londres la négociation sur les points principaux de la ligne de délimitation, dont les détails seuls seraient examinés et tracés sur les lieux dans les conditions convenues par la Commission. GIER.

*Traduction*

**N° 107. — Le Lieutenant Général Komarow à l'Aide de camp Général Obroutchew.**

(Télégramme)

(Reçu le 21 avril 1885.)

Sérakhs, le 19 avril 1885.

Les répliques du Général Lumsden ne réfutent pas l'essence des faits mentionnés dans mon télégramme, mais se bornent à en altérer la portée par des interprétations arbitraires. Pour compléter mon rapport envoyé par le Lieutenant-Colonel Zakrjevsky, je crois devoir faire observer que la position des Afghans sur la rive droite et dominante du Kouschk — position couverte par les deux rivières — les garantissait entièrement contre une attaque ; les bords du Kouschk sont escarpés et il y avait crue d'eau. Le passage des Afghans sur la rive gauche et basse, en laissant sur leurs derrières une rivière praticable par un seul pont, ne saurait en aucun cas être considéré comme amené par le désir de renforcer leur position ; au contraire, mis en regard de manœuvres tendant à tourner nos deux flancs, il indiquait indubitablement l'intention de saisir la première occasion favorable pour tomber trahisusement sur notre petit détachement et l'exterminer. Cette intention m'a été signalée du reste par des rumeurs locales. Pour la mettre à exécution, les Afghans n'attendaient que l'arrivée, pour le

(1) V. le document n° 103.

(2) V. le document n° 101.

18 mars, de la cavalerie venant de Ilérat et de mille Saryks armés qui avaient été embauchés à cet effet. Ces circonstances, jointes à d'autres déjà mentionnées dans mes rapports et mes explications, ne m'ont pas permis de perdre du temps en pourparlers stériles. Je me suis vu obligé d'adresser aux Afghans une sommation catégorique d'avoir à regagner leurs premières positions et de procéder ensuite en vue de son exécution.

Le Lieutenant-Général KOMAROW.

**N° 108. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 21 avril 1885.

J'ai reçu hier Votre télégramme du 19 (1).

Ayant pris connaissance du contenu de ce télégramme, Lord Granville m'a dit devoir consulter ses collègues. Le Cabinet s'étant prononcé en faveur de nos propositions, Lord Granville se rend aujourd'hui à Windsor pour prendre les ordres de la Reine.

STAAL.

**N° 109. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 22 avril 1885.

Je viens de recevoir de Lord Granville une note contenant acceptation par le Gouvernement de la Reine, dans des termes presque identiques, des propositions formulées dans Votre télégramme du 19 courant. Je Vous expédie cette note demain.

STAAL.

**N° 110. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 23 avril 1885.

A l'entrevue que je viens d'avoir avec Lord Granville, le Ministre Anglais m'a proposé de reprendre sans retard les négociations au sujet de la délimitation afghane. Me basant sur vos télégrammes antérieurs, je m'empressai de m'y prêter. Lord Granville m'a exprimé également le désir de convertir notre arrangement en convention, une fois que la ligne serait déterminée à Londres, et il m'a prié de sonder le Cabinet Impérial à ce sujet. Enfin, le Ministre Anglais m'a prévenu que le général Lumsden allait être rappelé, puisque la Commission n'aurait plus la même importance du moment où les décisions principales seraient arrêtées entre les deux Cabinets. C'est le Colonel Ridgeway, qui fait déjà partie de la Commission anglaise, qui sera appelé à la diriger.

STAAL.

(1) V. le document sub n° 106.



N° 111. — **Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**

(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 23 avril 1885.

Reçu télégramme du 23.

Malgré notre désir d'arriver un moment plus tôt à un arrangement stable de la question frontière, pensons que la signature d'une convention serait prématurée vu les considérations suivantes. — La Commission anglaise a été en mesure d'étudier en détail la zone frontière depuis le Hériroud jusqu'à l'Amou-Daria, tandis que nos études se sont arrêtées à la ligne de nos postes entre le Hériroud et le Mourghab. L'arrangement à négocier à Londres ne pourra donc avoir pour objet que les principaux points de la frontière, dont les détails devront être réglés ultérieurement par les Commissaires sur les lieux. — Nous ne pouvons non plus perdre de vue que la divergence d'opinions qui s'est produite entre les deux Cabinets au sujet de la ligne de démarcation depuis le lac de Sarikoul jusqu'à Khodja-Saleh pourrait également nécessiter l'envoi d'une Commission. — Une convention devrait avoir pour objet d'écarter définitivement tout motif de malentendu et de contestation entre les deux pays, et il nous semblerait par conséquent plus pratique d'en ajourner la conclusion. La signature d'un protocole suffirait en attendant pour constater l'accord qui se sera établi à Londres sur les principaux points de la frontière entre le Hériroud et l'Amou-Daria.

GIER.

N° 112. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 25 avril 1885.

A l'entrevue que je viens d'avoir avec Lord Granville et Lord Kimberley, et à laquelle assistait M. Lessar, les Ministres Anglais m'ont proposé le tracé suivant :

La ligne frontière partirait d'un point sur le Hériroud un peu au nord de Zoulfagar, fixé de manière à assurer aux Afghans la passe de Zoulfagar. De là, elle passerait entre Ak-Rabat et Soumé-Kehryz et se dirigerait sur Islim, où elle passerait la rive droite de l'Egri-Gueuk, en laissant Islim en dehors du territoire afghan. Elle suivrait ensuite les crêtes des collines qui bordent la rive droite de l'Egri-Gueuk et laisserait Tchemeni-Bid en dehors de la frontière afghane. Elle suivrait de la même manière les crêtes des collines qui bordent sur la rive droite du Kouschk jusqu'à Haouzi-Khan. De là, la frontière suivrait une ligne presque droite jusqu'à Bendi-Nadiri, qui est situé à 12 verstes en aval de Méroutchak et qui resterait à la Russie. Quant au tracé à l'est du Pendjdé jusqu'à Khodja-Saleh, vu l'insuffisance de renseignements précis sur cette contrée, les Ministres Anglais proposent de faire tracer la ligne par la Commission dans une zone limitée au Nord par une ligne distante de 30 verstes du tracé proposé par nous. Il est entendu que la ligne frontière serait tracée de manière à laisser aux Afghans les territoires cultivés et à fixer d'une manière équitable les limites des pâturages appartenant aux peuplades placées respectivement sous la souveraineté de la Russie et de l'Afghanistan. La limite septentrionale de la zone passerait au nord de Dukchi et se dirigerait de là directement sur Khodja-Saleh.

STAAL.

N° 113. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Reçu le 27 avril)

Londres, le 23 avril (5 mai) 1885.

Me conformant aux directions du Ministère Impérial, j'ai fait part à Lord Granville du contenu du télégramme de Votre Excellence en date du 16 (28) avril (1). J'ai relevé expressément que cette communication était confidentielle, les décisions définitives de Sa Majesté l'Empereur ne pouvant être arrêtées qu'après la réception des notes anglaises qui étaient encore en route.

Ayant reçu le surlendemain le télégramme de Votre Excellence du 19 avril (1<sup>er</sup> mai) (2), me transmettant les ordres définitifs du Cabinet Impérial, je m'empressai de retourner chez Lord Granville pour lui en donner connaissance.

Le Ministre Britannique se félicita vivement de voir se confirmer les résolutions premières de Sa Majesté l'Empereur, et me promit d'employer tous ses efforts pour voir ses Collègues encore le même jour et me donner l'avis du Conseil le plus tôt possible. En effet, m'ayant aperçu dans la soirée au banquet de l'Académie Royale des beaux-arts, Lord Granville vint à moi pour me dire qu'étant parvenu à réunir le Conseil de Cabinet, il s'était assuré de son adhésion et qu'il ne lui restait plus qu'à se rendre auprès de la Reine, qui venait d'arriver à Windsor, afin de prendre les ordres de Sa Majesté en lui rendant compte de la situation. Il espérait dès lors être en mesure de me donner une réponse officielle le lundi suivant au retour du Château.

Ayant pris rendez-vous pour ce jour avec le Ministre des Affaires Etrangères, je reçus de ses mains la note que je me fais un devoir de joindre ici en copie. Ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence par le télégramme, elle contient l'acceptation complète de notre proposition.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

---

ANNEXE AU N° 113.

**Le comte Granville au Conseiller privé de Staal.**

Foreign-Office, 4 mai 1885.

J'ai soumis à la Reine et à mes collègues le télégramme de M. de Giers que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me communiquer le 2 courant (3), relatif à la façon de traiter les questions concernant le conflit des troupes russe et afghanes à Ak-Tépé.

Ce n'a jamais été le désir du Gouvernement de Sa Majesté de voir de vaillants officiers des deux côtés soutenir leur procès ; mais les différends qui s'élevèrent entre les deux gouvernements à la suite de l'engagement de Ak-Tépé ont rendu cela nécessaire pour arriver à un règlement compatible avec l'honneur des deux pays. Le gouvernement de Sa Majesté a maintenant, au reçu de la dépêche télégraphique du 1<sup>er</sup> courant de Saint-Petersbourg, la satisfaction de se trouver à même d'adopter l'arrangement accepté par Sa Majesté l'Empereur de Russie, à savoir qu'en perspective d'un malentendu quelconque

(1) V. le document n° 101.

(2) V. le document n° 106.

(3) V. le document 106.

qui aurait pu s'élever dans l'interprétation de l'accord entre les deux Cabinets, s'ils se trouve encore subsister des doutes et des divergences d'appréciation, le cas sera soumis au jugement d'un Souverain qui jouit de la confiance des deux gouvernements.

Le gouvernement de Sa Majesté consent, en conséquence, à prendre le texte de la dépêche comme base de sa conduite future, et à reprendre sur le champ à Londres la négociation sur les principaux points de la ligne de délimitation de la frontière, dont les détails seulement seraient examinés et tracés par la Commission sur les lieux, aux conditions convenues.

J'ai, etc.

GRANVILLE.

N° 114. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Reçu le 27 avril)

Londres, le 23 avril (5 mai) 1885.

Pour compléter mon télégramme du 18 (30) avril (1), j'ai l'honneur de placer ci-joint, sous les yeux de Votre Excellence, la lettre que Lord Granville m'a adressée le 19 avril (1<sup>er</sup> mai) pour m'informer de l'adhésion du Cabinet Britannique à la proposition de neutraliser temporairement le territoire de Pendjé.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

ANNEXE AU N° 114

**Le comte Granville au Conseiller privé de Staal.**

Foreign Office, 1<sup>er</sup> mai 1885.

Cher Monsieur de Staal,

J'ai reçu votre note d'hier me transmettant un télégramme de M. de Giers proposant un arrangement provisoire pour garantir la tranquillité dans le district de Pendjeh.

M. de Giers suggère l'idée que les deux gouvernements devraient s'accorder sur la neutralisation du district jusqu'à l'époque où la question de la frontière aura été réglée.

Nous serons heureux d'accepter la proposition de M. de Giers, étant une fois entendu que pendant la délimitation les officiers et soldats afghans et russes ne pourront entrer ou rester dans le Pendjeh, et que les limites du Pendjed seront entendues s'étendre seulement jusqu'à la partie nord Méruchak, où le gouvernement russe proposait que la ligne frontière dût traverser la vallée.

Si ces points sont acceptés par le gouvernement russe, nous nous engagerons de notre côté à faire tous nos efforts pour faire s'engager l'Emir.

Croyez-moi, etc.

GRANVILLE.

(A suivre.)

(1) V. le document n° 105.



## CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des Spiritueux dans la mer du Nord

10-25 juin 1886

(Suite) (1)

---

### Deuxième séance. — 11 juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures 1/2.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le procès-verbal de la première séance est lu et adopté provisoirement.

M. le président, dans le but de compléter les renseignements déjà fournis dans la séance précédente, donne la parole à M. Verkerk Pistorius pour communiquer une note explicative des dispositions fiscales en vigueur dans les Pays-Bas concernant les spiritueux (annexe I) et à M. Trevor pour lire un extrait d'un rapport sur les pêcheries dans la mer du Nord, présenté à l'Amirauté anglaise par M. l'amiral Gordon Douglas et par M. Malan, extrait qui s'applique aux pratiques des cabarets flottants (annexe II).

M. le président ouvre la discussion sur la question de savoir s'il y a lieu de mettre un terme à la vente des spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la mer du Nord.

Il ne croit pas nécessaire de mettre en doute qu'il y a des abus. Les abus sont suffisamment constatés :

- 1° Par le rapport de M. Higgin ;
- 2° Par l'enquête instituée par le Gouvernement des Pays-Bas ;
- 3° Par le protocole de la Conférence de 1881 ;
- 4° Par l'annexe III de la première séance et par l'extrait dont M. Trevor vient de donner lecture ;
- 5° Par les publications et les discours de Sir Edward Birkbeck, membre du Parlement anglais ;
- 6° Par le fait de l'existence des bateaux envoyés par la « Mission to Deep Sea Fishermen » de Londres, pour accompagner les flottes de pêche anglaises. Selon les informations des journaux, il y a à bord de ces bateaux un pasteur, un médecin et une collection de livres ; ils emportent également du tabac affranchi de droits, et des boissons, mais pas de spiritueux. Ces bateaux doivent faire la concurrence aux cabarets flottants.

M. Marcel après avoir rappelé que la France n'a pas un intérêt direct dans la question, puisque ses nationaux n'arment pas de cabarets flottants et ne se livrent plus à des achats ou à des trocs de poisson dans la mer du Nord, déclare qu'il aurait désiré obtenir de ses collègues une définition plus exacte des cabarets flottants et notamment être instruit sur les objets du trafic en mer. Il a toute confiance dans les renseignements donnés à la

(1) V. *Archives*, 1887, IV, p. 291.

commission par M. M. Trevor et Verkerk Pistorius, mais avant d'établir des pénalités, il ne faut pas laisser de doute dans les esprits sur la nature exacte du délit à réprimer. Il semble utile à M. Mancel de distinguer très nettement ce qu'il sera permis de faire aux bateaux de pêche et ce qu'il sera interdit aux cabarets flottants, navires du commerce non assujettis aux mêmes règlements. Peut-être arrivera-t-on à ne frapper d'une peine que les cabarets flottants ayant à bord des spiritueux, alors que l'on pourrait être plus large en ce qui concerne les pêcheurs que l'on ne peut empêcher d'avoir à bord une certaine quantité d'eau-de-vie ou de genièvre réglementée suivant le genre de pêche. Il est encore possible d'interdire aux pêcheurs la vente ou le troc en mer du poisson, ce qui est une perte pour l'armateur, alors que pour les mêmes faits les capitaines des cabarets flottants ne seraient pas punissables. Dans les questions de droit pénal à appliquer en haute mer, la précision et les bonnes définitions sont d'autant plus nécessaires que l'intervention des autorités chargées d'assurer l'ordre est difficile.

M. Orban est d'avis qu'il est inutile de se perdre dans toutes les définitions réclamées par le Délégué de la France, la seule question à résoudre étant de savoir s'il sera permis de débiter des spiritueux dans la mer du Nord aux bateaux pêcheurs. Les cabarets flottants ne pouvant être atteints au port, vu qu'ils n'y exercent pas leur trafic, il faut bien les atteindre en pleine mer. Il rappelle qu'en Belgique existait déjà des règlements en vue de prévenir l'ivrognerie à bord des bateaux pêcheurs. La quantité de provisions de spiritueux y est limitée en raison de la durée du voyage et du nombre des personnes à bord. De semblables règlements existent en France (Voir la note de M. Mancel, con-signée au procès-verbal de la sixième séance de la Conférence de 1881). M. Orban ne verrait aucune raison de ne pas faire un second pas dans cette même voie et de ne pas défendre la vente de spiritueux aux pêcheurs dans la mer du Nord (premier point du communiqué Néerlandais).

M. Kennedy, tout en estimant l'échange d'idées très utile, ne croit pas devoir entrer dans toutes les distinctions demandées par M. Mancel. Il établit que, quoique le nombre des cabarets flottants paraisse être petit, il n'en résulte pas moins un mal très réel, auquel il faut remédier, que cela importe même beaucoup au maintien des bonnes relations entre les différents pays. Le Délégué de l'Angleterre se prononce donc formellement en faveur de la proposition de M. le délégué de la Belgique qui consiste à résoudre affirmativement le premier point du communiqué néerlandais.

Le premier Délégué de l'Allemagne, M. Weymann, déclare que son Gouvernement ne s'opposera pas à des mesures raisonnables, si le mal existe. Mais il demande si la Conférence a l'intention d'interdire *tout* débit de spiritueux en pleine mer, ce qui lui paraîtrait une grave atteinte à la liberté du commerce.

M. le Président répond qu'à son avis, l'interdiction absolue de la vente de boissons alcooliques aux pêcheurs est nécessaire, puisqu'autrement il sera impossible de constater la contravention à bord des bateaux pêcheurs. On peut bien admettre l'usage des provisions à bord, mais non le débit.

M. Kennedy dit que le fait constaté par la Délégation allemande, que ses nationaux possèdent des cabarets flottants, rend excessivement désirable la coopération de son Gouvernement aux mesures à prendre par la Conférence ; il espère donc voir cette Délégation se rallier au premier point en discussion.

M. Veymann déclare ne pouvoir pas nier les abus, mais il n'est pas non plus à même de les affirmer, vu que son Gouvernement n'a pas été dans le cas d'en constater.

M. Orban fait ressortir l'existence incontestable des abus ; de plus, la seule présence des Délégués allemands à la Conférence en est la preuve évidente. Il demande avec instance la coopération de MM. les Délégués de l'Allemagne, car, si l'Allemagne s'abstient, le nombre des cabarets flottants allemands augmentera alors que les autres disparaîtront ; le mal ne sera donc que déplacé. Du reste, il ne faut pas perdre de vue que les membres de la Conférence ne sont pas réunis en qualité de plénipotentiaires ; ils ne sont que délégués de leurs Gouvernements ; par conséquent, aucune résolution ne peut être prise qu'*ad referendum*.

M. Verkerk Pistorius, désirant résumer les opinions émises, propose à la Conférence une déclaration, laquelle après quelques nouvelles observations est adoptée en ces termes :

« La Conférence reconnaît que, d'après les déclarations de MM. les « Délégués de la Belgique, du Danemark, de la Grande-Bretagne et des « Pays-Bas, le débit de spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la mer du « Nord donne lieu à des abus qu'il est désirable de réprimer. »

MM. les Délégués d'Allemagne, en se référant à leur déclaration consignée au procès-verbal de la première séance, insistent de nouveau sur le fait que l'enquête instituée par leur Gouvernement n'a pas constaté d'abus de cette sorte.

Le Délégué de la France, M. Mancel, reconnaît qu'il y a, d'après les enquêtes faites par les soins des autres nations riveraines de la mer du Nord, de graves abus, occasionnés par la présence sur les lieux de pêche des bateaux, dits cabarets flottants ; mais il croit devoir ajouter qu'il n'est pas à la connaissance de son Gouvernement, que des pêcheurs français fassent aucun trafic avec les cabarets flottants des autres nations. Les Français, pêcheurs de harengs, lorsqu'ils fréquentent la mer du Nord, sont approvisionnés d'eau-de-vie et de tabac, embarqués comme à l'exportation ; se trouvant en conséquence affranchis des droits, ils n'ont aucun motif pour acheter des spiritueux et du tabac en mer.

Des patrons chalutiers, qui ne jouissent pas des mêmes avantages que les harenguiers, ont été également interrogés dans plusieurs ports de la République ; ils ont été unanimes à déclarer qu'ils ne recevaient jamais la visite des bateaux en question ; que du reste ils ne remontaient pas aussi au nord que les Anglais pour faire leur pêche et par suite ils ne se rencontraient pas avec la flottille anglaise.

Un patron chalutier de Boulogne a cependant déclaré qu'ayant en 1884 remonté jusqu'au travers de Lowestoft, il avait vu parmi les bateaux



anglais un petit cutter naviguant sous pavillon belge, qui lui a paru faire le commerce de tabac et sans doute aussi celui d'eau-de-vie.

Il est donné acte à MM. les Délégués de l'Allemagne et de la France des réserves sous lesquelles ils ont adopté la déclaration formulée par M. Verkerk Pistorius.

M. le Président constate que, sauf les réserves faites par MM. les Délégués de l'Allemagne et de la France, la Conférence est d'accord sur l'existence des abus et la nécessité d'y mettre fin. Or, il s'agit de s'entendre sur les mesures législatives à prendre contre ces abus et d'en assurer l'exécution.

La défense du débit de spiritueux aux pêcheurs dans la Mer du nord, est la première chose à décréter, comme du reste l'a déjà proposé M. le Délégué de la Belgique.

MM. les Délégués de la Grande Bretagne et du Danemarck se rallient à la mesure prohibitive proposée.

M. Weymann demande si la gravité du mal exige une mesure aussi radicale que la défense absolue de la vente de spiritueux à des pêcheurs en mer ; ce à quoi M. le Président réplique que cette mesure est indispensable pour atteindre le but désiré.

M. Mancel est d'avis qu'il est fort désirable certainement d'empêcher toute vente entraînant des abus, mais il désire d'abord savoir de quelle manière on entend exécuter les mesures législatives à prendre.

M. Trevor ne voit aucun obstacle à agir en cette circonstance comme on l'a fait en consacrant le principe de l'article 23 de la convention de 1882, qui interdit l'emploi du « devil ».

M. le Président croit avant tout devoir constater que la défense s'appliquera seulement en dehors des eaux territoriales, vu qu'il appartient à chaque pays de prendre les mesures qu'il croit nécessaires dans ses propres eaux.

M. Verkerk Pistorius dit qu'on pourrait peut-être insérer une stipulation par laquelle les Puissances se réserveraient la faculté de réglementer à leur gré les mesures à prendre pour les eaux territoriales.

D'après MM. les Délégués Anglais et Français, il ne convient pas d'introduire dans la convention une disposition particulière à cet égard, attendu que la réglementation dans les eaux territoriales ne relève que de la puissance riveraine et ne saurait faire l'objet d'aucune prescription dans un acte international.

Le Président propose de charger les commandants croiseurs de toutes les nations signataires de constater les infractions aux mesures à prendre, conformément aux articles 28 à 32 de la convention du 6 mai 1882.

MM. les Délégués de l'Allemagne sont d'avis, que l'exécution d'une

défense législative du débit de spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord sera inexécutable, parce que les croiseurs ne pourront que très difficilement constater les infractions, et que les diverses puissances n'accepteront pas l'intervention des croiseurs d'une autre puissance pour exercer le droit de visite et de recherche à bord de leurs bâtiments. Une telle intervention, pour être efficace, ne pourra pas se borner à une reconnaissance sommaire d'un navire soupçonné d'avoir à son bord un débit de spiritueux, mais elle devra comprendre une recherche complète, même à fond de cale; et dès lors la surveillance des croiseurs sera évidemment poussée plus loin que celle des mêmes bâtiments, lorsqu'il s'agit de l'exécution de la convention de 1882. En outre, la surveillance ne se bornera pas aux bateaux pêcheurs, mais il en résultera que désormais tout navire de commerce dans la Mer du Nord pourrait être visité, ce qui à leur avis est inadmissible.

Le Délégué de la France, M. Mancel, s'associe énergiquement aux appréciations exposées par ses collègues d'Allemagne. Il n'aurait pas d'objection à admettre une intervention des croiseurs, limitée purement et simplement à l'enquête du pavillon et même à la faculté de faire raisonner le navire, mais il repousse le droit de visite et de recherche, qui aboutira en dernière analyse à une surveillance intolérable des bâtiments du commerce. Il se borne aujourd'hui à demander l'insertion de sa déclaration au procès-verbal, se réservant de soumettre de nouvelles observations à ce sujet, lorsque le texte que préparera la commission de rédaction sera discuté ultérieurement.

Le Délégué du Danemarck exprime l'opinion, qu'il faut se borner aux stipulations de la convention de 1882, quant au droit de visite et de recherche, mais à son avis, il n'y a pas à craindre une intervention intolérable des bâtiments croiseurs. Les commandants de ces navires ont trop le sentiment de leur responsabilité pour se livrer à des mesures inutilement vexatoires.

M. Orban objecte en premier lieu à M. Weymann, que la difficulté de constater les délits en pleine mer existe également en d'autres cas, mais qu'il n'y a pas là un motif pour abandonner une mesure législative dont l'utilité a été reconnue. Cette difficulté n'est pas plus grande que lorsqu'il s'agit de constater une infraction aux dispositions de la convention, signée à Paris le 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, à laquelle vingt-six puissances ont adhéré. Le seul fait que certains actes sont érigés en délit, produit déjà un effet moral qui n'est pas à méconnaître.

Le Président croit qu'on pourrait admettre l'intervention des croiseurs pour assurer l'exécution de la défense du débit de spiritueux.

M. Verkerk Pistorius ajoute que peut-être on pourrait à la rigueur abandonner le droit de visite et de recherche, qui paraît être la pierre d'achoppement. Il resterait pour constater la vente, le moyen de surprendre les délinquants in *flagranti* et de rechercher dans les ports si la construction particulière des bateaux donne lieu de supposer, qu'ils se livrent au trafic interdit.

M. Kennedy, en adoptant la manière de voir de M. Bruun, rappelle, que lors de la discussion de la convention de Paris du 14 mars 1884, on n'a pas voulu d'un droit plus étendu que ne l'admettent maintenant MM. les Délégués de l'Allemagne et de la France, et il propose l'article 10 de cette convention, comme base des pouvoirs à conférer aux commandants des bâtiments croiseurs, en faisant observer que les dispositions de cet article sont plus restreintes que celles de l'article 29 de la convention de la Haye du 6 mai 1882.

M. Orban s'associe entièrement à ce que vient de dire M. Kennedy.

M. le Président constate, qu'à l'exception de MM. les délégués de l'Allemagne qui s'abstiennent, la majorité de la Conférence est d'accord sur les principes, consignés aux points I et III du communiqué du Gouvernement des Pays-Bas, savoir :

a. que tout débit de spiritueux aux bateaux pêcheurs dans la Mer du Nord sera interdit ;

b. que l'exécution de cette mesure sera confiée aux bâtiments croiseurs en appliquant les règles contenues dans l'article 10 de la convention de Paris du 14 mars 1884.

Sur la proposition de M. Trevor, il est entendu, que le texte de cette dernière convention sera annexé au procès verbal de la séance (1).

La Conférence décide également qu'il y aura aggravation de peine, dans le cas où les spiritueux auront été échangés contre du poisson ou d'autres objets appartenant à l'armateur du bateau.

Elle laisse à chaque puissance le soin de fixer cette aggravation dans la loi pénale à intervenir à la suite de la signature de la convention.

La Conférence adopte encore le principe que les délits seront jugés par le juge compétent de la nation, à laquelle appartient le bateau délinquant.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au lendemain à 10 heures et demie.

*Les Secrétaires,*

E. R. VAN WELDEREN RENGERS.

H. C. J. TESTA.

*Le Président,*

E. N. RAHUSEN.

## PAYS - BAS

### Législation sur les Spiritueux. — Bateaux-Pêcheurs.

#### ANNEXE I

Accise (droit de consommation) : fr. 60 = f. 125 par hectolitre de 50 pct.

Droit d'entrée : fr. 3,50 = f. 7,50 par hectolitre de 50 pct.

A l'exportation de spiritueux destinés au commerce en quantités d'au moins deux hectolitres de 50 pct., décharge est accordée de l'impôt sans aucune prime. Le transit avec la même destination est également libre de droits.

A l'exportation des liqueurs fines sucrées d'une force alcoolique d'au moins 30 pct., une bonification est accordée au distillateur pour le montant de l'accise calculée d'après une force de 46 pct. Cette bonification comprend en même

(1) V. cette Convention, *Archives*, 1884, III, p 129.



temps l'accise sur le sucre. Pour les autres liqueurs, bitters et boissons semblables, la bonification se calcule sur la force réelle. Ces dispositions ne s'appliquent également qu'aux spiritueux destinés au commerce, exportés en quantités d'au moins 50 litres.

La décharge et la bonification sont accordées après l'exportation. Pour les exportations par terre et par les voies fluviales, il est exigé un certificat de l'arrivée au lieu de destination.

Il n'est pas accordé de franchise pour la consommation à bord des bateaux pêcheurs. Ces bateaux ne sont pas admis à l'exportation avec décharge ou restitution de l'accise. La quantité des boissons fortes qu'ils peuvent prendre à bord est illimitée. Cette quantité ne surpasse pas 2 litres par tête de l'équipage.

#### ANNEXE II

Extrait d'un rapport sur les pêcheries de la mer du Nord par l'Amiral Gordon Douglas et M. Malan, daté de novembre 1884, présenté à l'Amirauté.

#### COOPERS

Au cours de nos recherches, nous avons entendu souvent faire mention de *coopers*, bien que nous ayons eu grande difficulté à obtenir des informations précises sur le mal qu'ils causent sans nul doute parmi les pêcheurs et les mousses, surtout dans les groupes de pêcheurs à la ligne.

Les *coopers* ou « cabarets flottants » viennent surtout des ports allemands ou hollandais et visitent la plupart des endroits de la mer du Nord où se réunissent les pêcheurs. Ils ont, en général, le tonnage et le grément des bateaux de pêche, quelques-uns étant enregistrés et classés comme tels, tandis que les autres naviguent comme navires de commerce.

On a appris qu'un ou deux caboteurs anglais se sont mis à faire le métier de *coopers*, mais ils finissent généralement par être vendus dans des ports étrangers, et ils font le commerce sous un pavillon étranger.

La marque distinctive d'un *cooper* est un pavillon ou un morceau de toile à l'avant. Ils font le commerce de tabac et de spiritueux de mauvaise qualité, des parfums et enfin des cartes et photographies immorales et obscènes.

Un *cooper* reste rarement plus de trois jours avec une troupe de bateaux de pêche, mais il passe de l'une à l'autre jusqu'à ce que sa provision soit épuisée.

Tout le commerce du *cooper* est très immoral et très dégradant. Les pêcheurs sont tentés de troquer les câbles, filets, cordes, voiles et poissons de leur patron contre des boissons, et les mousses et les apprentis sont démoralisés par les peintures et les cartes obscènes dont ils disposent si librement.

L'ivrognerie et la débauche, conséquences d'une visite à un *cooper*, ont eu souvent un résultat fatal. Nous pouvons citer le patron du « Mizbah » de Yarmouth qui fut noyé en février 1884, et le patron de la « Columbia » de Grimsby qui fut noyé ou assassiné en septembre 1882, tandis que plus récemment une attaque meurtrière fut dirigée par le second d'un *cooper* contre un patron de Grimsby dans une querelle engendrée par l'ivresse.

Sans nul doute, le bon marché du tabac est, dans bien des cas, la première cause d'une visite au *cooper* et, à notre avis, un grand coup serait porté au commerce si les pêcheurs pouvaient obtenir leur tabac ailleurs pour le même prix, et nous serions d'avis que tous les caboteurs ou du moins l'« Amiral » ou un caboteur par cinquante bateaux faisant voile ensemble, fussent autorisés à avoir une provision de tabac, libre de droits, dont ils pussent disposer en pleine mer.

Cela modérerait probablement le mal, bien qu'il n'y ait nul doute que, tant que les *coopers* infesteront la mer du Nord, quelques pêcheurs trouveront des prétextes pour aller à leur bord.

Comme les pêcheurs de morue ne pêchent pas en troupe et que les pêcheurs de harengs ne tiennent pas la mer plus de trois jours, les *coopers* ne peuvent faire beaucoup de commerce parmi eux, et c'est pourquoi ils sont presque inconnus aux pêcheurs du nord de l'Angleterre et de l'Ecosse.

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Comme ces coopers ne sont pas classés comme bateaux de pêche, les commandants des croiseurs n'ont pas le droit, d'après la convention relative aux pêcheries de la mer du Nord, de les aborder et de faire sur eux aucune perquisition; nous sommes cependant d'avis qu'ils devraient avoir pour instruction, quand il est possible, de noter les bateaux qui traitent avec les coopers afin qu'on puisse les signaler à leurs propriétaires à terre.

Les coopers, dont nous pouvons nous procurer les noms par les pêcheurs, sont les suivants, bien qu'on ne puisse pas toujours croire exact un port d'enregistrement :

*Dudritch* de Geestemunde, « *Billow* », (autrefois) de Grimsby.

*Swallow* de Nieuwdiep.

*Caroline* de Geestemunde « *Christabel* » de Colchester.

*Anna Helene* de Geestemunde, « *Earl of Yarborough* » de Grimsby.

*Delphine* de Geestemunde, « *Majestic* » de Hull..

*Christina* (ou *Martha*), (Brocklesby, patron), de Hull.

*Merchant* de Neuwpiet, « *Merchant* » de Grimsby.

---

### Troisième séance. — 12 juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

Sont présents : MM. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le procès-verbal de la seconde séance est lu et adopté provisoirement.

M. le Président met à l'ordre du jour les mesures douanières, indiquées dans le quatrième point du communiqué Néerlandais.

M. Verkerk Pistorius explique le terme de « mesures douanières. » Cette dénomination pourrait faire croire qu'il s'agit d'apporter des modifications aux lois de douane des différents Etats, ce qui n'est pas le but de la note. Les mesures en question ont plutôt le caractère de mesures de police, dont l'exécution dans la plupart des pays incombera aux autorités douanières, et qui ont pour objet d'assurer plus efficacement l'observation de l'interdiction du débit des boissons alcooliques dans la Mer du Nord. Aussi, rien n'empêche que dans les ports qui ne possèdent pas des fonctionnaires de douane, la surveillance de ces mesures soit conférée aux capitaines de port ou autres autorités locales.

M. Orban désire fixer l'attention de la Conférence sur une conséquence de la mesure proposée au n° 1. Dans le cas où les pêcheurs se seront rendus coupables du débit illicite, cette mesure ne frappera pas les personnes qui ont commis le délit, mais le propriétaire du bateau délinquant. C'est lui qu'on privera de la franchise de droits et qui subira la conséquence de l'acte posé par l'équipage de son bateau, tandis qu'il est très possible que le propriétaire y soit complètement étranger.

M. Verkerk Pistorius dit qu'en voulant rendre responsable le propriétaire, la proposition hollandaise n'a fait qu'appliquer un principe déjà inscrit dans la législation douanière de deux des pays qui prennent part à la Conférence. En Belgique et aux Pays-Bas, est encore en vigueur la loi générale du 26 août 1822 et l'article 231 de cette loi admet le même principe.

M. Orban ne peut méconnaître l'exactitude de l'observation faite par

M. Verkerk Pistorius ; ses instructions l'autorisent à accepter l'application du principe dont il s'agit, quelque rigoureux qu'il lui paraisse, si toutefois chaque Puissance fait de même.

M. Mancel constate qu'en Belgique comme en France il est défendu aux pêcheurs de faire le commerce de spiritueux. Pour les marins qui s'éloignent du port d'attache, la quantité de l'approvisionnement en franchise de droits est limitée. Si donc un bateau de pêche se livre au commerce de spiritueux, il se transforme en navire marchand et est soumis à d'autres règlements et formalités, puisque le capitaine d'un navire marchand doit satisfaire à d'autres conditions que celles exigées d'un simple patron de bateau de pêche.

M. le premier Délégué d'Allemagne soutient que les mesures contenues dans les points IV et V seraient inapplicables en Allemagne. Hambourg et Brême sont des ports francs, garantis comme tels par la constitution. Il n'y a dans ces ports ni accises, ni droits de navigation, ni douanes, ni contrôle, et il sera complètement impossible à l'Allemagne d'y introduire des mesures législatives contraires à la constitution.

M. Verkerk Pistorius répond à M. Weymann que le Gouvernement des Pays-Bas, en proposant le n° 4, a eu très bien en vue la position exceptionnelle des ports de Hambourg, Brême et aussi de l'île de Hëlîgoland, qui est dans le même cas. Il est évident, que là où il n'existe pas de droits, il ne peut être question de décharge ou de franchise et qu'en Allemagne où les droits sont très modiques (17 francs), la peine perdrait considérablement de son intensité. C'est surtout guidé par ces considérations que le n° 2 a été ajouté au quatrième point ; la caution dont il s'agit peut être exigée par les autorités du port. C'est également une mesure de police.

Il faut donc considérer les n°s 1 et 2 du point IV en rapport l'un avec l'autre. Les pays qui ne peuvent pas appliquer les dispositions du premier numéro pourront toujours appliquer celles du second.

M. Orban déclare dans ces conditions ne pas pouvoir prêter son concours à une mesure qui s'appliquerait aux uns et pas aux autres. A Hambourg et Brême il n'existe pas de droits ; dans les autres ports allemands la quantité de spiritueux que les pêcheurs peuvent prendre est illimitée ; il ne peut donc s'agir de franchise à refuser puisqu'il n'y en a pas. Il en résultera qu'un bâtiment allemand condamné pourra continuer à prendre la quantité de spiritueux qu'il voudra, exactement comme avant la condamnation, tandis qu'un bateau de pêche belge perdrait dans le même cas la franchise de droits, dont il jouissait auparavant. M. Orban ne pourrait admettre dans une convention internationale une inégalité aussi frappante. Le seul moyen d'y suppléer serait de priver un navire condamné pour débit de spiritueux, du droit d'en embarquer à l'avenir. Il demande si la Conférence veut aller jusque-là.

M. le Président fait remarquer que dans les différents pays il y aura toujours divergence dans les peines à infliger et que la Convention de 1882 en a laissé la fixation aux différents Etats.

Selon M. Verkerk Pistorius, le refus de la décharge ou franchise n'a pas



le caractère d'aggravation pénale, c'est comme il l'a déjà dit plutôt une mesure de police.

Des renseignements fournis par MM. Orban et Verkerk Pistorius il résulte qu'en Belgique, la quantité de spiritueux que les pêcheurs peuvent prendre comme provision en franchise de droits est limitée, tandis qu'en Hollande cette quantité est illimitée, mais que les pêcheurs ne jouissent d'aucune franchise des droits d'accise qui sont du reste très élevés.

M. Weymann revient sur l'impossibilité d'appliquer la mesure en Allemagne ; elle rendrait nécessaire l'introduction d'une surveillance spéciale et sévère qui serait d'autant plus difficile à exercer qu'en Allemagne il n'existe pas de distinction entre les bateaux de pêche et ceux de commerce.

Il dit que, vu ses instructions, il n'est pas en mesure de faire de sa part des propositions à la Conférence, mais que selon son opinion personnelle on ferait mieux de faire dépendre le trafic des spiritueux d'une concession révocable au besoin, plutôt que d'établir en principe la défense absolue de la vente de boissons alcooliques dans la mer du Nord.

Le Président répond à M. Weymann que l'absence d'une différence entre les bateaux de pêche et les navires marchands sera la même pour toutes les nations. Quant aux concessions à délivrer aux bateaux pour la vente des boissons alcooliques, il y voit un principe diamétralement opposé au principe adopté par la Conférence, qui a déclaré ce débit illicite.

M. Orban trouve le mot *suspect* dans le numéro 2 du quatrième point de la note Hollandaise très vague et dangereux, et il préférerait qu'on se bornât aux bâtiments condamnés.

M. Donner démontre de rechef la difficulté pour l'Allemagne de se rallier aux mesures dont il s'agit. Outre que dans les ports francs personne n'a connaissance de ce qui entre et de ce qui sort, il sera très facile aux commerçants dans les autres ports allemands d'éviter tout contrôle en se désistant de la décharge ou franchise du droit, lequel y est d'ailleurs très insignifiant. On connaît maintenant les cabarets flottants, car ils n'ont pas de raison pour se cacher, mais une fois ces mesures adoptées, on ne sera plus à même de les signaler. Il faudrait donc créer un système de contrôle très compliqué et très coûteux, qu'on ne peut exiger du Gouvernement de l'Allemagne, surtout si les difficultés immenses à vaincre ne sont pas en raison du résultat à obtenir, d'autant plus que ses nationaux sont sobres et ne subissent aucune souffrance des abus, dont se rendent coupables les pêcheurs étrangers.

M. le Président fixe l'attention de M. Donner sur la Convention de 1882. Les croiseurs chargés de la police pourront toujours fournir des renseignements sur les cabarets flottants. Selon les instructions que le Gouvernement anglais a données aux commandants de ses croiseurs, ces derniers doivent suivre en mer les cabarets flottants et faire rapport sur leurs observations quant à la pratique de ces navires.

M. Orban a l'espoir que le Gouvernement Allemand enverra à ses Délégués les instructions nécessaires pour leur permettre de concourir au but



de la Conférence. Quoique les Allemands n'en souffrent pas, leurs cabarets flottants sont en bonne partie la cause du mal qui existe.

M. Weymann a la conviction que même si son Gouvernement venait à s'associer aux mesures proposées, le Parlement n'accepterait jamais ces dispositions. On ne conclut pas des traités internationaux par pure éthique.

A la demande du Président si ces paroles concernent le n° IV, M. le Délégué d'Allemagne rappelle ce qu'il a déjà dit dans les séances précédentes et que ses instructions se rapportent tant au point IV qu'à la défense du débit de spiritueux en général.

M. Verkerk Pistorius propose de définir le mot « suspect » du point quatrième, n° 2, et de considérer comme tels :

- a. les navires dont les patrons ont été condamnés pour débit de spiritueux aux pêcheurs dans la mer du Nord.
- b. les navires construits spécialement en vue du débit.

M. Orban croit que la définition de M. Pistorius précise suffisamment le mot *suspect*.

A la demande de M. Pistorius si MM. les Délégués de l'Allemagne peuvent se rallier à cette définition, M. Weymann répond qu'à son avis personnel cette définition ne présenterait pas de difficultés. Il ajoute qu'il aurait objection à une caution douanière, mais qu'il ne verrait pas d'inconvénient d'adopter en principe une caution qui devrait servir à payer éventuellement l'amende.

M. Kennedy dit qu'il lui paraît que l'accord est suffisamment établi en principe, et que le reste serait plutôt une question de rédaction.

La France n'ayant pas un intérêt direct et absolu dans la question, M. Mancel a préféré, dans la première partie de la séance, ne pas prendre activement part à la discussion de détails, dans laquelle MM. Weymann, Orban et Pistorius sont entrés à propos des points IV et V des propositions du Gouvernement Néerlandais.

Mais avant que, sur la demande que vient de formuler M. Kennedy, le renvoi de ces deux articles sur lesquels l'accord ne semble pas établi, soit fait à la commission de rédaction, le Délégué du Gouvernement Français tient à formuler son opinion,

Le point IV vise uniquement les bâtiments du commerce soit dans l'espèce des cabarets flottants ; le point V au contraire ne peut s'appliquer qu'aux bateaux de pêche.

M. Mancel suivra cette distinction qui, si elle n'est pas admise aussi nettement par toutes les Puissances représentées, est en France le point de départ de la réglementation de la police de la navigation. Le Délégué Français se refuse à admettre le point IV. Suivant lui le remède aux abus des cabarets flottants ne peut être une disposition douanière. Au reste, maintenant dans les ports de la République les bâtiments du commerce chargés à l'exportation de spiritueux pour l'étranger (ce qui serait le cas actuel, les justifications au retour étant nulles) ne paient plus aucun droit et jouissent même de l'exonération des droits de régie et d'octroi. Le n° 1 du point IV est donc jugé inadmissible par M. Mancel qui repousse égale-

ment le n° 2 croyant que la législation de son pays ne peut se prêter au système préconisé, c'est-à-dire aux cautions spéciales. Il repousse principalement la classification des bâtiments en suspects et non suspects. Un capitaine sera ou innocent ou coupable d'avoir vendu illégalement des spiritueux ; il serait possible en cas de récidive d'adopter une échelle de peines plus élevées, mais on ne peut admettre la suspicion d'un trafic mauvais.

M. Verkerk Pistorius répond qu'il ne s'agit pas de modifier les lois de douane, mais uniquement de prendre des mesures de police seulement applicables aux bateaux condamnés et à ceux d'une construction suspecte. Il propose de modifier la rédaction dans ce sens.

M. Orban fait remarquer que M. Mancel semble repousser toutes les mesures proposées sans indiquer aucun autre moyen pour donner sanction à la résolution adoptée.

En réponse à l'objection que vient de lui faire M. le Délégué de la Belgique, M. Mancel qui est l'un des rédacteurs du protocole signé à la Haye le 29 octobre 1881, déclare, que d'accord avec la majorité de ses collègues, il a bien admis dès le premier jour de la réunion actuelle, que le trafic de spiritueux exercé par les cabarets flottants engendrait des abus et qu'il était indispensable de les prévenir, mais il doute qu'il lui soit possible de s'avancer autant que la majeure partie des Délégués qui veulent empêcher *tout* trafic de spiritueux dans la Mer du Nord (partie commune). Il va y avoir de ce chef entrave complète à la liberté du commerce et de l'industrie, présomption arrêtée à l'avance, avant commencement d'exécution d'un délit punissable. Si l'abus et non le métier en lui-même avait été reconnu fâcheux et mauvais. M. Mancel qui repousse les mesures de douane à prendre à terre, et ne désire nullement augmenter encore les droits très étendus reconnus aux bâtiments croiseurs *à l'égard des bateaux de pêche* par la Convention de 1882, aurait proposé à la Commission d'étudier la possibilité d'appliquer en mer, aux cabarets flottants, dans la limite du possible, les lois qui réglementent chez les diverses puissances représentées les cafés, cabarets et débits de boissons à consommer sur place (1). Des permis spéciaux semblaient pouvoir être accordés à des gens offrant les garanties nécessaires. Les croiseurs de guerre se seraient fait représenter ces licences et auraient pu prévenir les abus et au besoin réunir les éléments nécessaires aux poursuites. Mais en présence des idées qui paraissent être bien arrêtées dans l'esprit de tous ses collègues, à l'exception des Délégués d'Allemagne, M. Mancel n'insiste pas sur cette question de permis ou licences dont il vient d'entretenir incidemment la Commission, sous sa responsabilité personnelle, sans préjuger aucunement les vues de son gouvernement à cet égard.

Le Président croit devoir faire observer à M. Mancel ce qu'il a déjà objecté à M. le premier Délégué de l'Allemagne quant aux concessions à accorder, qu'il ne peut être question de licences pour le débit des spiritueux en mer, la majorité de la Conférence ayant adopté l'interdiction de ce débit.

(1) 17 Juillet 1880. Loi sur les cafés, cabarets et débits de boisson (Journal officiel de la République Française du 18 Juillet 1880).

M. Kennedy dit que les Délégués Britanniques étaient d'avis, qu'après l'approbation de la défense de la vente de spiritueux en pleine mer, il y aurait eu moyen de trouver une rédaction satisfaisante pour l'exécution d'une telle mesure; mais en vue des graves difficultés, qui se présentent au sujet du point IV, il leur semble préférable, que ce point soit retiré. A leur avis il n'entre pas dans le but de cette Conférence d'apporter des changements aux législations douanières des différents pays.

M. Verkerk Pistorius fait observer qu'il existe plus d'accord entre les Délégués qu'il ne paraît. On fait des objections contre le mot *suspect*, il est convenu qu'on n'en parlera plus. M. Mancel ne désire pas entendre parler de mesures douanières, il ne s'agira que de mesures de police.

M. le Président dit qu'en effet la divergence d'opinion n'est pas si grande qu'il le semble. M. Kennedy ne désire pas modifier les lois douanières, il s'agit de trouver un autre moyen.

M. Trevor développe la pensée de son collègue. Ce n'est qu'après les déclarations de MM. les Délégués de l'Allemagne, de la Belgique et de la France, que les Délégués Britanniques ont fait la proposition d'abandonner le point IV, en laissant à chaque pays le soin de prendre à ce sujet les mesures qui lui sembleront convenables.

M. le Président dit que ses collègues et lui, quoique disposés à la rigueur à renoncer au point IV, verraient avec regret omettre une mesure, qui leur paraît des plus efficaces pour atteindre le but de la Conférence. Sans l'adoption de cette mesure on n'aura fait qu'un demi pas, qu'un travail incomplet.

M. Verkerk Pistorius donne lecture du passage suivant d'un rapport sur l'application des mesures douanières en Angleterre, communiqué officiellement en 1884 au Gouvernement des Pays-Bas.

« In consequence of the representations made to them as regards the importance of dealing with the *coopering* question, the Commissioners (of Customs) have recently expressed their willingness to depart from their usual practice to the extent of requiring certificates of landing, or failing the production of these, of enforcing the bonds given in respect of spirits exported by vessels with regard to which they have reasonable ground for suspecting that they are engaged in *coopering*. »

C'est sur cette déclaration de l'administration des douanes anglaises, qu'elle était prête à dévier de sa pratique usuelle, que le point IV de la note néerlandaise a été basé.

M. Trevor ne doute pas que l'administration des douanes en Angleterre continuera d'agir dans le sens que M. Pistorius vient d'indiquer, mais il pense qu'un règlement de cette nature est une affaire qui ne regarde que l'administration intérieure de chaque pays.

M. Orban propose d'abandonner le n° 1 du quatrième point; quant au n° 2, il pourrait peut-être devenir l'objet d'une rédaction, qui établirait l'accord entre les différentes opinions.

M. Kennedy croit qu'à la suite de ces nouveaux éclaircissements la Conférence pourra adopter le renvoi à la commission de rédaction.

M. Weymann est d'avis qu'il s'agit d'une question non de forme, mais de fond.



M. le Président dit que la différence d'opinions n'est pas si grande entre MM. les Délégués de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Allemagne ; il désire faire nommer une commission de rédaction qui tâchera de trouver une solution satisfaisante.

M. Mancel émet l'avis qu'il n'est pas possible de clore la discussion générale, puisqu'on n'a pas encore abordé le point V, qui offre une grande importance.

M. Orban fait observer qu'il résulte des déclarations de MM. les Délégués de l'Allemagne et des Pays-Bas, que le point V ne sera pas applicable dans ces deux pays, vu que les pêcheurs n'y jouissent pas de franchise pour leurs provisions de spiritueux.

M. Mancel désire voir fixer la quantité maximum des spiritueux pouvant être embarqués par les bateaux pêcheurs ; il suffirait pour cela de retrancher la première partie du n° V.

M. Verkerk Pistorius dit que fixer un maximum de spiritueux pour les pêcheurs Hollandais est une mesure qui n'est pas nécessaire, à cause de l'impôt élevé qui les empêche de prendre de grandes provisions et que le contrôle de cette disposition offrirait beaucoup de difficultés.

Sur la remarque de M. Orban, qui demande pourquoi on désire fixer un maximum pour les pêcheurs Belges, tandis que MM. les Délégués des Pays-Bas se refusent d'introduire chez eux la même disposition, M. Verkerk Pistorius réplique qu'en Belgique on fixe le maximum pour que les pêcheurs ne prennent pas à bord une quantité trop grande de spiritueux non imposée, tandis que dans les Pays-Bas on atteint le même but en faisant payer aux pêcheurs un impôt très élevé.

M. Mancel aborde l'examen de l'article V, en exprimant le vif regret que MM. les Délégués Néerlandais ne puissent pas admettre la deuxième partie de ce point « il faudrait fixer le maximum de la quantité de spiritueux à embarquer. . . . » sans le préliminaire « pour autant que les bateaux pêcheurs jouissent d'une exemption des taxes sur les spiritueux ». Par ce fait, l'avitaillement en spiritueux des marins, se livrant à la pêche loin de chez eux, continuera à ne pas être réglementé par un accord international, puisque les puissances représentées ne peuvent admettre qu'un texte s'appliquant à tous indistinctement.

Le rationnement des boissons alcooliques laissé à la disposition des pêcheurs a toujours paru à M. Mancel le meilleur préservatif contre l'ivrognerie des gens de mer. Il croit inutile d'insister de nouveau à cet égard, se bornant à prier ses collègues de se reporter aux renseignements qu'il a déjà donnés dans cette même salle lors de la Conférence des pêcheries, le 14 octobre 1881.

D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue que si les pêcheurs sont munis au départ et sans avoir eu de droits à payer des quantités de spiritueux jugées nécessaires pour la durée de leur absence du port, ils ne songeront pas à s'en procurer en mer, et à des prix fort élevés.

S'il était possible de tomber d'accord sur ce point, M. Mancel est persuadé que faute d'acheteurs, les cabarets flottants ne se rendraient plus sur les lieux de pêche et les armateurs anglais, dont M. Higgin a réuni les dépositions, n'auraient plus à se plaindre de ventes de poisson ou de trocs d'engins de pêche à leur détriment.



M. Bruun dit que le Gouvernement du Danemark désire faire aussi peu de changements que possible dans ses règlements de douane et de police, mais que pour arriver à faire disparaître les cabarets flottants, il est prêt à agir de concert avec les autres puissances contractantes.

Toutefois, M. Bruun est d'avis que le point pratique de l'exécution des mesures législatives doit être la surveillance des croiseurs. Il propose donc au Président de retirer le point IV du programme.

M. Trevor se demande, s'il est à désirer qu'on fixe le maximum de spiritueux qu'on peut embarquer à bord des bateaux pêcheurs. A son avis, cela serait au préjudice des intérêts de la sobriété; car, à bord des bateaux où il y aurait des pêcheurs qui s'abstiennent entièrement des boissons enivrantes, les autres hommes de l'équipage auraient les moyens de s'enivrer, en buvant ce qui était embarqué pour leurs camarades.

M. Weymann n'a pas d'objection à retirer le point IV, mais il demande alors ce qu'il restera de la convention. Il n'y aura que l'action des croiseurs, dont le nombre dans la Mer du Nord doit nécessairement être réparti très inégalement entre les différentes nations.

Le cours des discussions ayant démontré qu'il n'a pas pu être établi une entente suffisante sur les points IV et V, ce dernier point est retiré du programme, tandis que, sur la proposition de M. Verkerk Pistorius, la discussion du quatrième point est renvoyée à une séance plénière ultérieure.

La Conférence adopte en principe le point VI, et décide d'en laisser l'élaboration à la Commission de rédaction.

M. Trevor désire présenter au nom de la Délégation Anglaise les observations suivantes sur le point VI. L'article ou les articles que la Conférence propose d'adopter, se trouvant déjà dans la convention de 1882 (voir les articles 34 et 36), aucune objection de la part des Délégués Britanniques signataires de la dite convention ne peut être soulevée puisque ces articles, s'ils sont votés dans la Conférence actuelle, confirmeront les principes admis en 1882. En même temps, il semble désirable d'en préciser la bonne interprétation. L'objet des articles relatés ci-dessus est de prévoir l'exécution des dispositions pénales de la nouvelle Convention qu'on a l'intention d'arrêter maintenant, en confiant à l'Etat le devoir de faire poursuivre les malfaiteurs que doit frapper la convention. Mais on peut concevoir qu'une accusation sans fondement suffisant puisse être portée contre un individu quelconque, et il serait fâcheux qu'il résultât de cet article qu'on pût être exposé aux inconvénients et aux frais qu'entraîne la nécessité de se défendre, s'il n'y a pas lieu.

Les Délégués de la Grande-Bretagne croient donc qu'il demeure bien entendu que l'article ci-dessus laisse au Gouvernement, dans tous les cas où il ne peut obtenir d'une autre source des preuves fortifiant l'imputation, la faculté de décider si l'accusation se trouve appuyée par un témoignage suffisant pour autoriser la mise en cause de l'accusé. Ils demandent que cette déclaration soit insérée dans le procès-verbal.

Le Président fait observer que le principe posé par M. le Délégué de la Grande-Bretagne est un principe généralement admis, qui ne se rapporte ni à la convention de 1882, ni à la présente.

M. Weymann trouve que la déclaration de M. Trevor ne se rattache pas à l'objet de la discussion.

Il est convenu que la déclaration de M. Trevor sera actée au procès-verbal.

Avant que la discussion générale ne soit close et alors que les propositions renfermées dans le programme du gouvernement Néerlandais viennent d'être examinées par la Conférence internationale, M. Mancel insiste auprès de ses collègues pour que la convention en projet contienne un article interdisant en termes formels aux pêcheurs de la Mer du Nord de toutes les nations représentées, de faire en mer aucun acte de commerce et notamment tout achat ou tentative d'achat de poisson non pêché par eux, ainsi que tout échange de poisson contre des liqueurs fortes ou autres espèces de marchandises.

En ce qui concerne les marins étrangers, M. Mancel appelle l'attention sur l'article 43 de l'acte relatif aux encouragements des pêcheurs anglais, de la vingt-sixième année du règne de Georges III, chapitre XLV, rappelant celui de Georges I et de Georges II : il était défendu aux pêcheurs anglais, sous peine de 100 \$ d'amende, de vendre les produits de leur pêche à des étrangers. Dans le royaume des Pays-Bas, depuis un certain nombre d'années, les pêcheurs ne sont plus obligés de se conformer à aucune loi spéciale. Ce n'est donc que pour mémoire que M. Mancel cite l'article 25 de la loi du 12 mars 1818 et l'article 39 du règlement du 5 juin 1827 qui établissait en termes formels que « les patrons..... et équipages des chasseurs ou pêcheurs de harengs ne pourront..... vendre à..... ou à la mer aucun objet de pêche, ni les échanger, ni les donner, ni faire commerce de harengs, de boissons fortes ou de quoi que ce soit dans quelque lieu que ce soit, ni prendre ou permettre de prendre des marchandises..... ».

En Belgique, le règlement sur la pêche du 27 février 1840 (art. 5) défendait d'acheter ou d'échanger du poisson en mer. La loi du 25 février 1842, après avoir déterminé (art. 5) les approvisionnements que pouvaient avoir les bateaux de pêche, déclarait formellement (art. 9) que les pêcheurs Belges ne pouvaient faire aucun commerce avec leurs bateaux.

En France, enfin et pour des causes diverses étrangères à la question actuelle, nos pêcheurs ont été pendant trop longtemps, atteints de ce que nous avons pu appeler la maladie des achats. Depuis l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 mars 1687 jusqu'à nos jours, bien des ordonnances, des décrets, des règlements sont venus lutter contre ces achats et trocs si nuisibles aux armateurs et aux gens de mer eux-mêmes.

Mais M. Mancel peut affirmer que principalement depuis le commencement de 1852, les achats de poisson en mer ont complètement cessé et si le Délégué de la France insiste particulièrement et demande de défendre internationalement le commerce aux pêcheurs, c'est qu'il est persuadé que c'est uniquement grâce aux dispositions légales françaises que beaucoup de bateaux de pêche ne se sont pas, une fois au large, transformés en cabarets flottants, ne conservant plus à bord le chalût ou les tessures de filets dérivants, que comme un objet de parade masquant un trafic condamnable.

M. Trevor fait observer que l'acte de Georges III sur lequel M. Mancel a appelé l'attention de la Conférence est tout à fait abrogé.

Il est décidé que la proposition de M. Mancel sera examinée en Commission de rédaction, vu qu'elle se rattache au point II du programme.

La Conférence décide que la Commission de rédaction sera composée d'un membre de chaque Délégation.

Le premier Délégué de l'Allemagne se référant à sa déclaration, consignée au procès-verbal de la première séance, exprime le doute si son Collègue et lui pourront faire partie de la Commission de rédaction.

La Commission de rédaction se réunira mercredi le 16 juin à 10 heures et demie.

La séance est levée à 3 heures et demie et la réunion plénière ajournée à une date à fixer ultérieurement.

*Le Président,*  
E. N. RAHUSEN.

*Les Secrétaires,*  
E. R. VAN WELDEREN RENGERS.  
H. C. J. TESTA.

#### Quatrième Séance — 17 juin 1886

La séance est ouverte à 10 heures et demie.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le Président ouvre la discussion sur le projet de convention présenté par la commission de rédaction.

Ce projet de convention ainsi que le projet arrêté provisoirement dans la présente séance, sont annexés à ce procès-verbal.

Article premier. — Un échange de vues a lieu entre MM. les Délégués sur la nécessité de définir les sujets auxquels la convention sera applicable

La Conférence adopte le principe de l'application de la convention à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Puissances contractantes, et estime qu'une simple application aux nationaux conformément à l'article 1 de la convention de 1882 ne suffirait pas pour atteindre le but que se propose la Conférence.

Après discussion il demeure entendu que la dénomination de navire ou autre bâtiment comprend toute embarcation, de quelle nature que ce soit.

Art. 2. — MM. les Délégués des Pays-Bas proposent de défendre non-seulement la vente, mais également l'achat. A leur avis la vente est un contrat bilatéral auquel l'acheteur participe tout aussi bien que le vendeur. La convention perdrait beaucoup de son efficacité, si elle se contentait d'appliquer la défense au vendeur.

M. le Délégué de la Belgique dit que le vendeur est beaucoup plus coupable que l'acheteur, vu que le premier joue le rôle d'un tentateur, tandis que le pêcheur agit souvent d'une manière inconsciente et ne commet

qu'une action qui n'est pas absolument répréhensible par elle-même, surtout s'il paye les spiritueux en argent.

M. Orban cite divers exemples où la loi frappe l'auteur du mal et n'atteint pas celui sans le concours duquel le fait délictueux n'aurait pu s'accomplir.

M. Buys fait observer que dans les Pays-Bas la loi sur la vente des boissons spiritueuses ne frappe pas exclusivement le vendeur, mais dans certains cas aussi l'acheteur.

D'ailleurs, il pourrait y avoir différence dans les peines à appliquer dans les deux cas.

M. Trevor dit que la question soulevée est entièrement nouvelle, qu'on l'aborde pour la première fois et qu'elle n'est pas formulée dans le programme Néerlandais. En conséquence, les Délégués Anglais se trouvent sans instructions, mais, jusqu'à plus ample examen, ils inclinent à partager les vues de M. le Délégué de la Belgique. La Conférence doit avoir le temps de réfléchir avant de prendre une décision à cet égard.

MM. Weymann et Pistorius démontrent la nécessité pour les Anglais qui disent n'avoir guère une grande part dans le trafic des cabarets flottants, mais dont les nationaux commettent des abus de boissons, de punir les acheteurs, s'ils désirent mettre radicalement un terme au mal dont ils se plaignent.

M. Mancel croit qu'en punissant l'acheteur, on fera disparaître le vendeur, tandis que M. Trevor voudrait faire cesser l'achat en interdisant la vente.

Le Président constate qu'il n'y a pas l'unanimité requise pour prendre une résolution et sur la proposition de MM. les Délégués de la Grande Bretagne il est convenu de réserver la question à une séance ultérieure.

M. Mancel ayant réitéré son désir de proscrire dans la convention tout commerce aux pêcheurs, le Délégué de la Belgique, M. Orban, s'exprime comme suit :

M. Mancel insiste, comme en témoigne le procès-verbal de la troisième séance, pour que la convention à intervenir interdise en termes formels aux pêcheurs de faire aucun acte de commerce et notamment aucun échange de poisson *contre des liqueurs fortes*.

Or, le projet de convention érige en délit le fait de vendre aux pêcheurs des liqueurs fortes et en délit plus grave le fait d'échanger des liqueurs fortes contre du poisson.

C'est bien, je pense, répondre au désir de M. Mancel.

Comment le Délégué de la France qui supplie instamment la Conférence d'aller plus loin, de punir même le pêcheur le plus souvent complice inconscient de l'acte qu'il s'agit d'ériger en délit, pourrait-il refuser de signer le projet qui lui donne satisfaction en partie ?

M. Mancel demande de défendre internationalement le commerce aux pêcheurs et il hésite devant un acte qui serait un acheminement vers ce qu'il réclame.

Il reconnaît que son gouvernement a pris depuis longtemps des règlements en vue de sauvegarder les intérêts des armateurs à la pêche ; on propose une convention qui, outre son but moral, la guerre à l'ivrognerie, doit diminuer les tentations auxquelles les pêcheurs succombent trop souvent et il semble ne pas vouloir coopérer à une convention semblable !



D'une part, il nous dit que c'est uniquement grâce aux lois françaises que beaucoup de bateaux de pêche ne se transforment pas en cabarets flottants et d'autre part, délégué de ce même gouvernement, qui n'a pas hésité à sévir contre ses propres pêcheurs quand c'était nécessaire, il ne veut pas d'une mesure qui atteindrait les vrais coupables, lesquels, du reste, ne sont pas des Français, puisque la France, c'est M. Mancel qui l'a déclaré à plusieurs reprises, n'a pas de cabarets flottants.

Le Délégué de la France déclare qu'il ne saisit pas la portée et le but des remarques que M. le Délégué de la Belgique vient de faire :

En ce qui le concerne personnellement, M. Mancel fait observer à M. Orban qu'il n'a jamais refusé de signer le projet en discussion, que sa présence indique qu'il ne se refuse pas à coopérer à cet acte et qu'il n'a aucune hésitation sur ce qu'il est de son devoir de faire. Echo fidèle des vues du Gouvernement de la République, M. Mancel n'a rien à modifier dans les considérations présentées antérieurement par lui.

En émettant des avis divergents, alors qu'il parlait du trafic des bâtiments du commerce et lorsqu'il avait à s'occuper des bateaux de pêche, il a suivi la distinction très nettement établie à cet égard par les lois françaises depuis plusieurs siècles. Ce qui est vrai et juste pour les uns, peut fort bien être inexact ou mauvais pour les autres.

M. Orban croit devoir se borner à faire remarquer que si les discussions antérieures avaient pu lui donner lieu de croire que M. Mancel repoussait les mesures de répression pénale proposées contre le vendeur, il est heureux de constater qu'il s'est trompé.

M. Mancel ne voit pas l'utilité d'insister davantage et pense que ses collègues se rendront à son avis s'il demande à M. le Président de clore l'incident soulevé par M. le Délégué de la Belgique.

Accédant à ce désir, M. le Président propose à la Conférence de continuer son ordre du jour.

M. Mancel rappelle que, dans la précédente séance plénière et hier encore dans la commission de rédaction, plusieurs Délégués ont invoqué les discussions et les textes conventionnels arrêtés à Paris en 1882-1883, dans la Conférence internationale pour la protection des câbles sous-marins.

À propos de la résolution proposée, d'interdire la vente des boissons spiritueuses dans des cas donnés, le Délégué de la France croit devoir également appeler l'attention de ses collègues sur les opinions émises par des représentants de divers gouvernements dans la Conférence Africaine de Décembre 1884 à Berlin.

On peut trouver, dans le recueil des travaux de cette réunion diplomatique, d'utiles indications sur les difficultés de concilier les intérêts légitimes du commerce avec la prohibition de la vente des boissons spiritueuses.

M. Kennedy croit devoir faire observer qu'à son avis le but de la Conférence relative au Congo était absolument différent de celui de la Conférence actuelle. Dans le premier cas on désirait régler et donner de l'extension au commerce, tandis qu'à présent nous cherchons à prohiber le trafic des spiritueux dans la Mer du Nord. Même les propositions limitées qui ne vont pas aussi loin que la prohibition visent la restriction et nullement l'extension du trafic.

Il ne nous appartient pas en ce moment d'aborder des questions qui ont été soulevées à la Conférence de Berlin.

Nous cherchons à mettre fin à un certain trafic, et pour cette raison M. Kennedy désire que nous ne parlions pas de la Conférence du Congo.

Art. 3. — Le Président propose au nom des Délégués des Pays-Bas de poser le principe, qu'en cas de récidive de contravention à l'article 2, le bateau délinquant et son inventaire ainsi que les spiritueux puissent être confisqués. Rien, à leur avis, ne serait plus efficace pour réprimer le délit.

Cette proposition est combattue par MM. les Délégués de la Belgique et de la France, qui estiment la confiscation du bateau une peine exorbitante par rapport à la gravité du délit, tandis que celle des spiritueux serait une mesure impraticable. M. Mancel ajoute que l'introduction de la peine de la confiscation dans la convention serait probablement un obstacle à l'adhésion de son Gouvernement aux prescriptions formulées dans le travail en cours.

M. Trevor fait observer que l'article 23 de la convention du 6 mai 1882 interdit l'emploi du « devil », sans stipuler que cet instrument serait confisqué. Mais la loi anglaise a non-seulement imposé une peine contre l'emploi, mais elle a aussi édicté que l'instrument pourrait être confisqué. La question de la forfaiture a donc été laissée à la législation de chaque pays sans que la convention statuât à cet égard.

Le Président constate que la Conférence n'est pas unanime sur le principe de la confiscation et que par conséquent, il n'en sera pas fait mention dans la convention projetée.

Art. 4. — M. Weymann fait observer que, si la Conférence se décide à punir non-seulement le vendeur, mais encore l'acheteur, il y aura dans beaucoup de cas deux navires différents impliqués dans chaque infraction, et qu'alors la rédaction proposée sera insuffisante.

Le Président répond que si le point réservé est décidé en sens affirmatif, il y aura deux délits et deux poursuites. La rédaction proposée paraît donc correcte.

La Conférence adopte le terme « bâtiment inculpé » au lieu de « bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise ».

Il demeure entendu, que le mot « bâtiment » dans cet article a la même signification que les mots « navire ou bâtiment » dans l'article 1.

Article 5. — Adopté sans discussion.

Sur la proposition de M. Weymann, il est convenu d'ajouter à cet article comme deuxième alinéa, le premier alinéa de l'article 6, lequel rentre dans l'objet de l'article 5.

Article 6. — Le Président donne la parole au Délégué de la France, qui désire développer ses vues sur le droit à attribuer aux croiseurs.

Dans la séance de vendredi 11 juin, dit M. Mancel, MM. les Délégués de l'Angleterre et de la Belgique ont proposé à la Conférence de régler les droits des croiseurs chargés d'empêcher le débit des spiritueux dans la Mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, au moyen des prescriptions

contenues dans l'article 10 du projet de convention pour la protection des câbles sous-marins arrêté à Paris le 26 octobre 1883. La majorité des Délégués des puissances représentées a décidé l'impression du texte en question et le renvoi à la commission de rédaction du soin d'adapter au travail actuel les principes qu'il contient.

A ce moment les Délégués de l'Allemagne et de la France se sont élevés contre le droit de visite à conférer à des croiseurs étrangers pour enquêter sur des faits et des actes se passant sur des bâtiments du commerce allemand ou français. M. Mancel, ayant de nouveau l'honneur d'avoir pour collègues presque tous les signataires du projet de convention sur la police de la pêche arrêté à La Haye le 29 octobre 1881, croit devoir exprimer toute sa pensée sur cette importante question, qui n'est pas une question de susceptibilité nationale, comme le disait dans la première Conférence M. le Président Rahusen, mais bien, au point de vue du droit international maritime, une matière délicate se rattachant intimement au libre exercice de la souveraineté de chaque nation.

En se reportant au procès-verbal de la séance du 12 octobre 1881, MM. les Délégués se rendront facilement compte de la manière de voir du gouvernement français à ce sujet.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que si, après le dépôt de la proposition transactionnelle faite par M. le premier Délégué de la Grande-Bretagne, dans la séance du 19 octobre 1881, les rédacteurs de la convention du 6 mai 1882 sont parvenus à organiser une surveillance internationale efficace (articles 28 à 30 inclus), c'est qu'il ne s'agissait que de relever et d'apprécier des infractions commises par des bateaux de pêche et pour des faits bien déterminés se rapportant aux opérations de pêche. Cette considération importante n'a pas échappé à l'attention des Commissaires de la Convention des Câbles.

Eux aussi, guidés par le désir d'assurer une bonne protection aux voies de communication rapide de la pensée ont cherché un moyen terme, tout en repoussant ce qui, dans la première proposition de M. le 1<sup>er</sup> Délégué de la Grande Bretagne, paraissait inférer un droit de visite trop absolu.

En relisant les procès-verbaux de la Commission des Câbles, on peut se convaincre que les vues de la majorité des Délégués réunis à Paris sont bien les mêmes que celles exprimées dans cette même salle en 1881, par M. l'amiral Bigel et celui qui parle en ce moment.

Dans le rapport déposé sur le bureau de la Chambre des députés (séance du 7 juillet 1884) au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant approbation de la convention pour la protection des câbles sous-marins, M. Arthur Leroy, rapporteur, a pris grand soin de faire observer (1) que si l'art. 10 admettait pour les commandants des navires de guerre ou des bâtiments spécialement commissionnés à cet effet le droit de *vérifier la nationalité des navires soupçonnés* d'une infraction à la convention, la Conférence n'avait pas maintenu, « au profit des mêmes officiers, pour relever les preuves des infractions, un droit de visite ou de recherche qui a soulevé de sérieuses difficultés. »

En dehors des eaux territoriales, le droit d'enquête du pavillon ne peut

(1) Documents parlementaires, p. 1317 (*Journal Officiel de la République Française*, n° 350, 21 Décembre 1884.)



pas être mis en doute. Le bâtiment de guerre a aussi et peut vouloir exercer le droit d'arraisonner, de faire raisonner autrement dit, un navire de commerce.

Le droit de visite réciproque issu de la convention entre la France et la Grande-Bretagne de mai 1814, a heureusement disparu des traités internationaux actuels. C'est ce droit qui avait suscité en France sous le règne de Louis Philippe, tant de justes critiques dans nos chambres législatives.

Il ne reste donc de discutable que le droit de vérification de la nationalité des navires suspects. C'est à ce droit qu'il faut certainement rattacher les règles contenues dans l'art. 10 de la convention des câbles.

C'est également à lui que M. Mancel estime qu'il est possible de recourir pour régler la visite des *bâtiments du commerce* qui se livrent au commerce des spiritueux dans la Mer du Nord. Mais comme malgré la prudence qui, sans aucun doute, sera apportée à cette vérification spéciale et en raison de ce que les croiseurs ne sont pas toujours commandés par des officiers, afin d'éviter toute cause de mésintelligence, le Délégué de la France croit qu'il serait bon d'introduire dans la convention nouvelle un article reproduisant les instructions par lesquelles en 1859, la France et la Grande-Bretagne ont réglé le mode de vérification qu'elles voulaient appliquer, d'une manière identique.

M. Mancel propose donc qu'après avoir accordé aux croiseurs la surveillance internationale restreinte, la commission inscrive les clauses suivantes dans l'acte en préparation :

Lorsque les officiers commandant les bâtiments croiseurs ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente Convention a été commise par un bâtiment du commerce mouillé ou naviguant dans la partie commune de la mer du Nord, ils devront, à moins qu'il ne s'agisse d'un de leurs nationaux, se conformer, dans leur enquête, aux prescriptions suivantes :

1° Une embarcation pourra être envoyée à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé, pour lui donner avis de cette intention. La vérification consistera dans l'examen des papiers constatant la nationalité du navire. Rien ne pourra être réclamé de plus que la présentation de ces pièces.

2° Toute enquête sur la nature du chargement, sur les opérations commerciales du dit navire, sur un autre fait, en un mot, que sa nationalité, toute recherche, toute visite est absolument interdite.

3° L'officier chargé de cette vérification devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles. Il devra quitter le navire dès que sa vérification aura été effectuée, et offrir de noter sur les papiers du bord le fait, les circonstances de la vérification et les raisons qui l'auront déterminé à la faire.

4° Hors le cas de légitime suspicion de fraude, il ne devra, d'ailleurs, jamais être nécessaire que le commandant d'un bâtiment croiseur étranger ait à monter ou à envoyer à bord d'un navire marchand, tant sont nombreux les indices qui, abstraction faite des couleurs, révèlent à l'œil exercé d'un marin la nationalité d'un navire.

5° En toute hypothèse, il est bien entendu que le capitaine du bâtiment croiseur qui se décide à monter ou à envoyer à bord d'un navire de commerce, le fait toujours à ses propres risques et périls et demeure responsable de toutes les conséquences de son acte.



6° Le commandant d'un bâtiment croiseur qui aura recours à cette mesure, devra, dans tous les cas, en faire l'objet d'un rapport à son gouvernement et l'informer des motifs évidents qui l'ont fait agir. Communication de ce rapport et des motifs qui ont provoqué cette constatation sera officiellement donnée au gouvernement auquel appartiendra le navire qui aura été soumis à la vérification de son pavillon.

7° Toutes les fois que celle-ci ne sera pas justifiée par des raisons suffisantes, ou n'aura pas été faite d'une manière convenable, il y aura lieu à indemnité.

En terminant et après s'être excusé auprès de ses collègues d'avoir été contraint de parler si longuement sur cette question, M. Mancel prie MM. les Délégués de ne pas consentir à une nouvelle mise en vigueur d'un droit de visite réciproque, même mitigé. D'ailleurs, en raison des intérêts engagés, les puissances riveraines de la mer du Nord n'ont pas le même nombre de croiseurs dans les eaux communes. Sans doute le trafic qui se fait à bord des cabarets flottants mérite la réprobation, mais est-il prudent, pour empêcher un mal qui n'a pour théâtre qu'un très petit nombre de navires, tout le monde le reconnaît, de donner aux navires croiseurs ou bâtiments commissionnés d'Allemagne, de Belgique, du Danemark, de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, un droit permanent et conventionnel de contrôle et de visite sur tous les bâtiments du commerce qui dorénavant traverseront la mer du Nord.

Le Président propose de constater, qu'en adoptant le principe de l'article 26 de la convention du 6 mai 1882, la surveillance devra être exercée par les bâtiments de la marine militaire des puissances contractantes, ou des bâtiments commissionnés. Cette surveillance ne devra pas être confiée à tout navire de guerre, mais à quelques navires, spécialement affectés à ce service. C'est le principe qui a prévalu lors de la Conférence de 1881.

M. Orban fait remarquer que dans la convention des câbles, tous les bâtiments de guerre sont chargés de la surveillance. Il ne verrait pas d'inconvénient d'adopter ici le même principe. D'un autre côté, lors de la conférence de 1881, on a été d'avis que la police de la pêche devait être exercée selon les règles posées depuis dans les articles 28 et suivants de la convention de 1882, qui donnent aux croiseurs le droit de conduire un bateau de pêche dans un port de sa nation.

M. le Président ne peut admettre l'argument tiré de la convention des câbles, parce que cette convention a un champ d'exécution qui s'étend sur toutes les mers du globe, tandis que nous n'avons à nous occuper ici que de la mer du Nord.

M. Kennedy est d'avis que le meilleur moyen de surveillance serait de confier aux croiseurs les mêmes pouvoirs à l'égard des cabarets flottants que ceux qui ont été inscrits par la convention du 6 mai 1882 à l'égard des bateaux de pêche ; il ne voit aucune raison de craindre que les pouvoirs conférés aux commandants de croiseurs donnent lieu à des abus.

Cette disposition aiderait beaucoup à obtenir le résultat que l'on doit espérer de la présente convention. Si toutefois la conférence n'était pas disposée à accepter les dispositions du traité de 1882, qui visait spécialement les pêcheurs dans la mer du Nord, il serait en premier lieu d'avis d'adopter le principe conciliant inséré dans la convention de Paris de 1884, pour la protection des câbles sous-marins.

Mais dans le but de contribuer autant que possible à la répression du mal, il désire soumettre à l'attention sérieuse de la conférence le grand avantage qu'il y aurait d'attribuer aux commandants des croiseurs le pouvoir de conduire dans des cas graves les cabarets flottants à un port de sa nation, conformément à l'article 30, al. 3, de la convention du 6 mai 1882.

La conférence adopte le principe que la surveillance sera exercée conformément à l'article 26 de la convention du 6 mai 1882, avec un nombre de croiseurs limité, dont les noms seront communiqués par les puissances contractantes ; puis elle admet que l'intervention des croiseurs sera réglée suivant l'article 10 de la convention de Paris du 14 mars 1884.

La question du pouvoir à accorder aux croiseurs, dont a parlé M, Kennedy, est réservée à la prochaine séance.

Il est bien entendu néanmoins que, par « cas graves », la conférence ne comprend pas de simples contraventions à l'article 2, mais des désordres sérieux.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au lendemain à 10 heures et demie.

*Le Président,*

E. N. RAHUSEN.

*Les Secrétaires,*

E. R. VAN WELDEREN RENGERS.

H. C. J. TESTA.

## ANNEXE

*Projet de Convention présenté par  
la commission de rédaction.*

*Projet de Convention, arrêté provi-  
soirement en séance plénière du  
17 Juin.*

## Art. 1

(Concernant les sujets auxquels cette  
Convention sera applicable)  
*est réservé.*

## Art. 1

Les dispositions de la présente convention, qui a pour objet de mettre fin au débit de spiritueux dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'art. 4 de la convention de La Haye, du 6 mai 1882 sur la police de la pêche, sont applicables à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

## Art. 2

Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux ; il est également défendu d'en échanger contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche.

## Art. 2

Conforme.

(Est réservée la défense aux pêcheurs d'acheter des boissons spiritueuses ou de les échanger).

## Art. 3

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient à l'art. 2.

## Art. 3

Conforme.

(Est réservée la punition des pêcheurs qui ont acheté ou échangé des boissons spiritueuses).

## Art. 4

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à l'art. 2 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment à bord duquel l'infraction a été commise (art. 8, al. 1 de la Conv. des câbles).

## Art. 4

Les tribunaux compétents pour connaître des infractions à l'art. 2 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment inculpé.

## Art. 5

La poursuite des infractions aura lieu par l'Etat ou en son nom (art. 9 Conv. des câbles).

## Art. 5

La poursuite des infractions aura lieu par l'Etat ou en son nom.

Les infractions pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

## Art. 6

Les infractions pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Lorsque les officiers commandant les bâtiments de guerre ou les bâtiments spécialement commissionnés à cet effet de l'une des Hautes Parties Contractantes auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise par un bâtiment autre qu'un bâtiment de guerre, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces propuites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse ; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays, où ils seront invoqués et suivant la législation de ces pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles ; ces déclarations devront être dûment signées (art. 10, Conv. des câbles).

## Art. 7

La procédure et le jugement des infractions aux dispositions de la présente convention ont toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent (art 11, Conv. des câbles).

## Art. 8

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui seront rendues dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente convention (art. 13, Conv. des câbles).

## Art. 6

La surveillance sera exercée par des bâtiments de la marine militaire des Hautes Parties Contractantes ; en ce qui concerne la Belgique, ces bâtiments pourront être des navires de l'Etat, commandés par des capitaines commissionnés.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles, justifiant de la nationalité de son bâtiment. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par les dits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment. Ces etc.

(Est réservée la question du droit à conférer aux croiseurs de conduire un bâtiment au port.)

## Art. 7

Conforme.

## Art. 8

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront les lois qui seront rendues dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente convention, ainsi que les noms des bâtiments croiseurs, chargés de la surveillance.



## Art. 9

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires (art. 14, Conv. des câbles).

## Art. 9

Conforme.

## Art. 10

La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties Contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année (art. 16, al. 1 et 2, Conv. des câbles).

## Art. 10

Conforme.

## Art. 11

La présente convention sera ratifiée ; les ratifications seront échangées à La Haye, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an (art. 17, Conv. des câbles).

## Art. 11

Conforme.

(A suivre).

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

#### Décret rattachant le Protectorat de l'Annam et du Tonkin au ministère de la marine et des colonies

17 octobre 1887 (1)

Le Président de la République française,

Sur la proposition des ministres des affaires étrangères, de la guerre, de la marine et des colonies ;

Vu le décret du 7 janvier 1886,

Décède :

Article premier. — Le protectorat de l'Annam et du Tonkin est distrait du ministère des affaires étrangères et rattaché au département de la marine et des colonies.

Art. 2. — Des arrêtés concertés entre les ministres compétents régleront les dates à partir desquelles ces dispositions entreront en vigueur.

Art. 3. — Les ministres des affaires étrangères, de la guerre et de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 octobre 1887.

JULES GRÉVY.

---

#### Décret sur le régime administratif de l'Indo-Chine française.

(17 octobre 1887.)

#### RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le Président,

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation a pour objet de réaliser l'union des pays qui constituent l'Indo-Chine française (l'Annam, le Tonkin, la Cochinchine et le Cambodge), pour tout ce qui concerne :

L'administration générale et la direction politique ;

(1) *Journal officiel*, du 18 octobre 1887.

Le commandement des forces de terre et de mer;  
 Les services judiciaires;  
 L'administration des postes et télégraphes;  
 L'administration des douanes et régies.

L'union douanière est un fait accompli, puisqu'aux termes de la dernière loi de finances et du règlement d'administration publique rendu pour son exécution, un tarif unique, basé sur le tarif général métropolitain, est appliqué depuis le 1<sup>er</sup> juin dans l'Indo-Chine française (1).

En ce qui concerne la justice, les juridictions françaises dans l'Annam et le Tonkin relèvent actuellement de la Cour de Saigon : l'union judiciaire ne sera que la consécration de cet état de choses.

L'établissement d'un service unique pour les postes et les télégraphes s'impose par des considérations qu'il suffit d'indiquer. Aux termes des conventions postales internationales (article 32 du règlement de détail de Paris), la péninsule indo-chinoise ne forme qu'un seul territoire; d'autre part, la ligne maritime postale qui dessert le Tonkin est subventionnée par le budget local de la Cochinchine; le câble qui relie le cap Saint-Jacques à Haï-phong est actuellement placé sous le contrôle du chef du service du Tonkin, mais c'est la Cochinchine qui supporte la moitié de la dépense afférente à l'exploitation de la ligne. Il y a là une communauté d'intérêts qui nécessite la création d'un service commun; la séparation administrative de la Cochinchine et du Tonkin a donné lieu pour le service des postes et des télégraphes à des difficultés qui, jusqu'à présent, sont restées pendantes.

Au point de vue militaire, l'unité dans le commandement permettra de concentrer les forces réparties entre les différents pays de l'union sur les points où leur présence sera reconnue nécessaire : il sera possible de réaliser ainsi, sans affaiblir nos moyens d'action, une réduction sur l'effectif des troupes européennes appelées à servir en Indo-Chine.

Cette organisation implique l'unité dans la direction des affaires politiques et d'administration générale.

Le gouverneur général de l'Indo-Chine aura sous sa haute autorité le résident général de l'Annam et du Tonkin, le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, le résident général au Cambodge et les cinq chefs d'administration correspondant aux services communs de l'Indo-Chine.

Mais l'unité administrative restera limitée aux services que nous avons énumérés. Chaque pays conservera son autonomie, son budget, son organisation propre telle qu'elle résulte des institutions locales ou des actes diplomatiques passés avec les souverains des territoires placés sous le protectorat de la France.

L'union des pays indo-chinois ainsi comprise ne peut produire que d'heureux résultats :

Economie dans le personnel, résultant de la suppression d'emplois que l'organisation des services communs permettra de réaliser;

Augmentation des recettes, par l'extension à toute l'Indo-Chine de la perception en régie de certaines contributions indirectes qui, en Cochinchine et au Cambodge, donnent des revenus importants;

Concentration de toutes les forces vives des pays de l'union pour assurer la pacification complète de ces riches contrées et leur développement agricole, industriel et commercial.

Réduction des dépenses métropolitaines, par une meilleure utilisation des forces militaires et navales que la France entretient en Indo-Chine.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
 FLOURENS.

*Le ministre de la marine et des colonies,*  
 E. BARBEY.

(1) V. Archives, 1887, IV, p. 179.

Le Président de la République française,  
Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et du ministre de la marine et des colonies,

Décède :

Article premier. — L'administration supérieure de la colonie de la Cochinchine et des protectorats du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge est confiée à un gouverneur général civil de l'Indo-Chine.

Art. 2. — Les services indo-chinois sont répartis entre cinq chefs d'administration :

- Le commandant supérieur des troupes ;
- Le commandant supérieur de la marine ;
- Le secrétaire général ;
- Le chef du service judiciaire ;
- Le directeur des douanes et régies.

Un trésorier-payeur est chargé, sous les ordres immédiats du gouverneur général, de la direction du trésor pour les services indo-chinois. Il peut être chargé du trésor pour la Cochinchine et les pays de protectorat.

Art. 3. — Un lieutenant-gouverneur en Cochinchine, un résident général au Tonkin et en Annam et un résident général au Cambodge, représentent l'autorité métropolitaine. Ils sont placés sous les ordres du gouverneur général.

Art. 4. — Le résident général de l'Annam et du Tonkin et le résident général au Cambodge exercent, sous l'autorité du gouverneur général, les pouvoirs qui leur sont conférés par la loi du 15 juin 1885 portant approbation du traité de Hué, et par la loi du 17 juillet 1885 portant approbation de la convention passée avec Sa Majesté le Roi du Cambodge.

Le gouverneur général, par délégation du Président de la République, statue sur les recours en grâce (1).

Art. 5. — Le lieutenant-gouverneur et les résidents généraux reçoivent les instructions du gouverneur général et en assurent l'exécution par les officiers et fonctionnaires appartenant aux diverses administrations.

Art. 6. — Le gouverneur général correspond directement avec le ministre de France en Chine, les consuls et vice-consuls de France à Batavia, Hong-Kong, Singapour, Siam et Luang-Prabang. Il ne peut engager d'action politique ou diplomatique en dehors de l'autorisation du gouvernement.

Art. 7. — Les différents services financiers en Indo-Chine sont soumis aux inspections métropolitaines : les rapports des inspecteurs sont transmis en même temps au ministre et au gouverneur général.

Art. 8. — Toutes les dépenses des troupes de terre et de mer, françaises ou indigènes, de la flottille, des fortifications, du gouvernement général, des postes et télégraphes, des contributions indirectes et des douanes sont supportées par le budget de l'Indo-Chine.

Art. 9. — Les recettes comprennent les produits des postes et des télégraphes, les contributions de la Cochinchine et des pays de protec-

(1) V. article 6 du décret du 12 novembre 1887, rapporté ci-après, p. 97.



torat, telles qu'elles sont fixées par un arrêté du ministre de la marine et des colonies et la subvention métropolitaine.

Art. 10. — Le budget est préparé par le gouverneur général et délibéré par le conseil supérieur de l'Indo-Chine, composé :

Du gouverneur général, président ;

Du lieutenant-gouverneur de la Cochinchine ;

Du résident général en Annam et au Tonkin ;

Du résident général au Cambodge ;

Et des cinq chefs d'administration énumérés à l'article 2.

Il est approuvé par décret rendu en conseil des ministres, sur le rapport du ministre de la marine et des colonies.

Les contributions imposées à la Cochinchine et aux pays de protectorat sont inscrites aux budgets locaux comme dépenses obligatoires.

Art. 11. — Les contributions indirectes et les produits des douanes sont perçus par le service des douanes et régies pour le compte des budgets locaux qui les ont établis ; il est fait, au profit du budget de l'Indo-Chine, à titre de frais de perception, une retenue proportionnelle dont le quantum est fixé par le ministre de la marine et des colonies sur la proposition du gouverneur général.

Art. 12. — Des emprunts peuvent être contractés soit pour l'Indo-Chine, soit pour la Cochinchine ou l'un des pays de protectorat, avec la garantie du budget général de l'Indo-Chine.

Dans le second cas, les intérêts et l'amortissement avancés par le budget général lui sont remboursés par le budget local intéressé, conformément aux conventions intervenues lors de l'approbation de l'emprunt.

Les emprunts sont approuvés par décrets en conseil d'Etat.

Art. 13. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 octobre 1887.

JULES GRÉVY.

---

## FRANCE

### Décret réglant les attributions du gouverneur général civil de l'Indo-Chine française.

12 novembre 1887 (1)

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies et du ministre des affaires étrangères,

Vu les décrets des 17 et 20 octobre 1887, relatifs à l'organisation de l'Indo-Chine française,

Décète :

Article premier. — Le gouverneur général civil de l'Indo-Chine française a sa résidence officielle à Saïgon, mais il peut séjourner dans toute

(1) *Journal officiel*, du 14 novembre 1887.

autre ville de l'Indo-Chine française où les besoins du service l'appellent.

Art. 2. — Il organise les services de l'Indo-Chine et règle leurs attributions par des arrêtés provisoirement exécutoires.

Art. 3. — Il nomme à tous les emplois civils, à l'exception de ceux auxquels il est pourvu par décrets ou par décisions ministérielles dans les formes indiquées au tableau ci-annexé (1).

Art. 4. — Le gouverneur général peut déléguer, par une décision spéciale et limitative, son droit de nomination au lieutenant-gouverneur et aux résidents généraux.

Art. 5. — Des territoires pourront être provisoirement déterminés par le gouverneur général, après avis de l'autorité militaire, pour être soumis à la juridiction militaire.

Dans ces territoires, le commandant supérieur des troupes exercera, par délégation, les pouvoirs du gouverneur général, auquel il sera tenu de rendre compte.

Ces territoires rentreront sous le régime normal par décision du gouverneur général.

Les décisions portant établissement provisoire ou cessation du régime militaire seront immédiatement portées à la connaissance du ministre de la marine et des colonies et du ministre des affaires étrangères.

Art. 6. — Sont abrogés le dernier paragraphe de l'article 4 du décret du 17 octobre 1887, aux termes duquel le gouverneur général, par délégation du Président de la République, statue sur les recours en grâce, et toutes les dispositions contraires au présent décret.

Art. 7. — Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* de l'administration des colonies.

Fait à Paris, le 12 novembre 1887.

JULES GRÉVY.

— Dans la séance du Sénat du 27 octobre, M. Isaac a interpellé le ministre de la marine et des colonies et le ministre des affaires étrangères relativement aux derniers actes qui se sont accomplis relativement à l'organisation de l'Indo-Chine. Il a conclu par la proposition d'un ordre du jour ainsi conçu :

« Le Sénat, considérant que l'organisation des pouvoirs publics en Cochinchine et la détermination des rapports de cette colonie avec les autres pays de l'union indo-chinoise sont du nombre des questions qui doivent être définitivement réglées par voie législative ;

« Considérant, d'ailleurs, que le droit de grâce du président de la République n'est pas susceptible de délégation, et toute réserve étant faite à cet égard ;

« Invite le gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de régler ces matières. »

M. Etienne, sous-secrétaire d'Etat aux colonies, a répondu, au nom du gouvernement, en ces termes :

« Messieurs, l'honorable M. Isaac vient de présenter au Sénat trois séries

(1) Nous ne jugeons pas utile de reproduire ce tableau.

d'observations diverses; les unes touchent à la situation générale des colonies par rapport à l'Etat; les autres — développées avec des critiques assez acerbes — touchent au décret qui a modifié l'acte constitutif de la Cochinchine; enfin, en troisième lieu, l'honorable orateur a critiqué le décret qui concerne l'union indo-chinoise.

« Messieurs, le gouvernement ne croit pas qu'il soit possible d'établir en ce moment un débat sur le régime général des colonies. Cette importante question demande à être traitée avec toute l'ampleur qu'elle comporte, et ne peut être abordée à la tribune que le jour où nous nous trouverons en présence d'une proposition spéciale.

« Le ministère n'a pas encore examiné les modifications à apporter au régime général des colonies. Son existence est de date trop récente pour qu'il lui ait été possible d'en aborder l'examen; mais il a pris déjà des mesures partielles, de nombreuses décisions qui auront, nous en avons le ferme espoir, un fécond et heureux résultat.

« Toutefois, s'il m'était permis d'exprimer mon opinion personnelle, je dirais à l'honorable M. Isaac qu'il est trop au courant des choses coloniales pour admettre que le régime de la loi puisse et doive être toujours appliqué.

« M. Isaac sait très bien que notre domaine colonial comprend aujourd'hui des régions où l'autorité et l'activité gouvernementales doivent se manifester à chaque heure et à chaque minute, des pays qui n'ont aucune espèce de constitution, que nous trouvons à l'état presque sauvage et que nous sommes tenus d'organiser d'heure en heure.

« Si nous voulions soumettre ces régions au régime de la loi, autant vaudrait renoncer à toute organisation; les lenteurs parlementaires nous condamneraient à l'impuissance.

« J'ai la prétention, à l'heure actuelle, d'avoir assez la pratique de ces sortes de questions pour affirmer qu'on ferait une œuvre absolument mauvaise, funeste aux intérêts mêmes de ces pays, si on voulait substituer le régime de la loi au régime des décrets, surtout pour nos récentes possessions.

« J'arrive au second point traité par M. Isaac, c'est-à-dire aux modifications qui ont été apportées au décret organique de la Cochinchine.

« Il est vrai que le décret de 1880 qui a été édicté par cet homme illustre, ce grand citoyen, ce vaillant et indomptable soldat que nous venons de perdre il y a quelques jours, l'amiral Jauréguiberry, il est vrai que ce décret donnait en effet au Conseil colonial, qu'il créait et organisait, des prérogatives importantes; on était à même de penser que le souci constant du Conseil colonial serait de se conformer à l'esprit même du décret, c'est-à-dire d'établir une administration prudente, réservée, économe.

« On était convaincu que ceux qui allaient avoir la tâche de provoquer par des mesures habiles les progrès de la Cochinchine auraient, à raison même de l'importance des ressources confiées à leur gestion, le souci d'étudier avec maturité et avec précision l'emploi de ces mêmes ressources.

« Il a bien fallu constater, après une expérience qui a été assez longue, puisqu'elle date de plus de six ans, que les résultats n'ont pas absolument répondu à toutes les espérances.

« Nous avons dû reconnaître, à différentes reprises, que les recettes de cette belle colonie, qui s'élèvent actuellement au chiffre de 30 millions, n'avaient pas toujours été employées en travaux absolument indispensables.

« Nous avons remarqué que le Conseil colonial avait exagéré la part de satisfaction qui était due à ceux qui gravitent autour de lui.

« C'est ainsi que le gouvernement a été amené à apporter des modifications au décret organique de la Cochinchine. On peut dire qu'il a été invité à différentes reprises par les gouverneurs qui se sont succédé, et que certains membres du Conseil colonial lui-même, effrayés de la marche suivie par l'assemblée dont ils faisaient partie, ont invité le gouvernement à prendre des mesures en vue de ramener à une sphère d'action plus modeste les attributions de ce Conseil.

« Nous n'avons fait qu'exécuter ce qui nous était demandé tous les jours par



des avertissements salutaires; nous l'avons fait dans l'intérêt de la Cochinchine elle-même; nous l'avons fait pour dégager l'assemblée locale de prérogatives qui la gênaient et la paralysaient, ainsi qu'elle l'a déclaré elle-même à maintes reprises.

« Cette belle colonie, dont la prospérité n'a d'égale que celle du pays que j'ai l'honneur de représenter, l'Algérie, méritait d'attirer l'attention du gouvernement; nous avons mûrement étudié sa situation, et nous avons pris des mesures de prudence qui n'enlèvent pas au Conseil colonial toute liberté d'action, comme se plaisait à le dire l'honorable M. Isaac, mais qui lui imposent des devoirs auxquels il ne faillira pas, nous en avons la conviction.

« Messieurs, il ne faut pas exagérer les fautes qui ont pu être commises. J'ajoute que les mêmes critiques pourraient s'adresser à d'autres assemblées et dans tous les temps et à toutes les époques.

« Je me borne à constater que le Conseil colonial, mis en possession de ressources très importantes, s'est laissé entraîner par une tendance assez naturelle à des générosités... »

M. Isaac. — Il fallait arrêter le Conseil colonial, s'il s'était engagé dans cette voie. Vous en aviez le pouvoir.

« M. le sous-secrétaire d'Etat. — On aurait pu l'arrêter, nous dit l'honorable M. Isaac. Mais on a fait des tentatives pour l'arrêter, au moyen des instructions ministérielles dont se plaignait tout-à-l'heure M. Isaac, de ces instructions dont on a fait, selon lui, un usage trop large et trop fréquent. Mes prédécesseurs, les ministres de la marine et des colonies, ont appelé très souvent l'attention du Conseil colonial non pas sur les illégalités, mais sur les prodigalités auxquelles il se livrait.

Eh bien, ces instructions n'ont pas été observées, les gouverneurs eux-mêmes, qui s'étaient faits les interprètes des sentiments du gouvernement, n'ont pas été mieux écoutés, et comme il est assurément difficile de se résoudre à établir un conflit entre le Conseil colonial et le gouverneur qui est le représentant de l'Etat, on a laissé les choses se perpétuer ainsi pendant de longues années.

Quand j'ai été appelé à prendre la direction des colonies, j'ai pensé que cette situation ne pouvait pas durer plus longtemps, je me suis dit qu'il était de toute nécessité de mettre un peu d'ordre là où il y avait un peu de confusion, et j'ai demandé en effet, avec l'assentiment du ministre de la marine, avec l'assentiment du gouvernement tout entier, que des modifications fussent apportées au régime administratif de la Cochinchine.

Qu'avons-nous fait?

Avons-nous donc réduit le Conseil colonial à n'être plus qu'une espèce de mythe, une assemblée n'ayant plus que le droit de délibérer et dépouillée du pouvoir de statuer?

Je ne crois pas, messieurs, qu'il faille faire de l'avenir du Conseil colonial un tableau aussi sombre.

Le Conseil colonial n'aura plus, il est vrai, la faculté de distribuer avec prodigalité des allocations aux fonctionnaires de l'Etat qui sont en Cochinchine et aux fonctionnaires de la colonie; il n'aura plus le droit de leur accorder nominativement des avantages pécuniaires spéciaux, de créer pour chacun d'eux une caisse de prévoyance, dont l'importance devenait une cause d'inquiétude pour l'équilibre du budget.

Mais pourquoi ne voulons-nous pas que cette excessive bonté du Conseil colonial se manifeste plus longtemps à l'égard des agents de l'administration?

Parce qu'il existe une corrélation un peu trop étroite entre le Conseil colonial et les fonctionnaires, qui forment, il faut bien le dire, en Cochinchine la grande majorité du corps électoral.

Il y a en Cochinchine 1,800 Français, sur lesquels on compte 1,200 fonctionnaires. On comprend aisément que si le Conseil colonial se montre libéral envers les fonctionnaires, ce sont les électeurs de ce même Conseil qui sont bien traités.

Nous avons espéré qu'il serait très bon, et pour le Conseil colonial et pour



les fonctionnaires eux-mêmes, que cet état de choses prit fin. Telles sont les raisons qui ont dicté notre décision et qui font qu'à l'avenir le Gouvernement fixera lui-même les sommes qui seront attribuées dorénavant aux fonctionnaires.

Nous avons, c'est encore vrai, décidé également que le Conseil colonial de la Cochinchine n'aurait plus le droit de voter les taxes et les impôts; qu'il n'aurait plus que le droit de délibérer sur ces matières.

Si nous avons agi ainsi, c'est que la prudence nous le commandait. Nous comprenons très bien que l'acte de rigueur que nous venons d'accomplir ne sera pas accueilli avec une très grande faveur en Cochinchine.

Nous ne l'ignorons pas du tout; il nous a été très cruel d'avoir à prendre cette mesure. Nous avons beaucoup d'amis en Cochinchine et le représentant de cette colonie est un de nos plus anciens et de nos meilleurs amis; nous n'avons cependant pas hésité à faire notre devoir, et, en l'accomplissant, nous avons dû surtout songer à l'avenir; nous avons considéré que si, après avoir restreint les attributions du conseil colonial, nous le laissions armé du droit de taxer et de détaxer, il pourrait, dans un sentiment qu'il est aisé de deviner, restreindre les recettes de la Cochinchine, qui sont à l'heure actuelle parfaitement et équitablement établies; nous avons donc voulu, d'un côté, diminuer les dépenses, et, de l'autre, maintenir les recettes. Voilà quelle est exactement l'économie du décret rendu par le gouvernement.

Je n'aurais rien à ajouter, messieurs, si je ne tenais à déclarer bien haut que le Conseil colonial de la Cochinchine, quelque justes que soient les critiques auxquelles certains de ses actes ont donné lieu, a toujours fait preuve d'un très grand patriotisme dans ses relations avec la métropole.

Il ne faut pas oublier que si le Conseil colonial s'est laissé entraîner parfois à des prodigalités excessives, il est de ces prodigalités qui ont été très heureusement placées.

Toutes les fois que des infortunes lui ont été signalées en France ou dans les autres colonies, dès qu'il a connu les malheurs qui venaient frapper la patrie, tel ou tel département, telle ou telle commune de France ou d'ailleurs, toujours et toujours il a fait preuve du plus grand dévouement, de la plus grande générosité.

Je tiens à lui en rendre hommage du haut de cette tribune.

Et c'est parce qu'il est animé du sentiment du devoir envers la patrie que je suis convaincu à l'heure actuelle, étant donné que nous faisons efforts pour constituer l'unité indo-chinoise, que le Conseil colonial qui a appelé de tous ses vœux la réalisation de cette unité acceptera avec confiance les résolutions que nous venons de prendre.

Ceci dit, je passe au troisième point visé par l'honorable M. Isaac.

Le décret qui est relatif à l'unité indo-chinoise renferme, affirme-t-il, des dispositions qui sont contraires à la loi. Il ne s'est pas attaché à prendre ce décret article par article, pour en démontrer les défauts; il s'est borné à signaler un de ces articles, celui qui a trait à la délégation du droit de grâce, et il a déclaré que cette disposition ne pouvait pas être acceptée.

Nous n'avons cependant pas innové dans la matière; nous n'avons pas cherché à rejeter sur les épaules du futur gouverneur général une lourde responsabilité comme celle du droit de grâce; nous avons tout simplement recherché quelle était la situation actuelle, et nous en avons fait l'application pure et simple à l'administration de l'Indo-Chine.

L'honorable M. Isaac, qui est assurément compétent en ces matières, puisqu'il a été fonctionnaire aux colonies, ne peut pas ignorer qu'à l'heure actuelle, à l'heure où je parle, il existe des ordonnances et des décrets qui ont fixé, précisément à cet égard, une jurisprudence constante.

Il ne peut ignorer que ces ordonnances et ces décrets n'ont jamais été abrogés; il doit savoir très bien que c'est une simple circulaire qui a déchargé le gouverneur du soin de statuer sur les recours en grâce.

C'est notre illustre et vénéré président de la République qui, en 1879, quand

il a été chargé de la première magistrature du pays, a demandé que les dossiers des condamnés lui fussent adressés. Mais avant cette décision les colonies étaient placées sous l'empire d'ordonnances qui sont toujours en vigueur.

L'article 50 de l'ordonnance du 9 février 1827 sur le gouvernement des Antilles est ainsi conçu :

« En matière criminelle, le gouverneur ordonne en Conseil privé l'exécution de l'arrêt de condamnation, ou prononce le sursis, lorsqu'il y a lieu de recourir à notre clémence. »

Rien n'est venu modifier cette situation.

En 1879, on n'a pas procédé autrement. Le gouverneur avait le droit de poursuivre l'exécution des arrêts ou de surseoir.

Ces explications données, si cette partie du décret n'avait pas l'agrément du Sénat, le gouvernement qui accueillera toujours avec un profond respect les sages avis que cette haute assemblée voudra bien lui donner, n'hésitera pas à l'étudier de près et à la modifier.

Je n'ai, messieurs, rien de plus à ajouter; en terminant, je tiens à déclarer que le gouvernement, en prenant les mesures qui viennent d'être critiquées à la tribune par M. Isaac, n'a eu qu'une pensée : faire une œuvre utile, une œuvre profitable au pays et à la République.

J'espère que le Sénat voudra bien le suivre dans cette voie.

Une réplique de M. Isaac a amené à la tribune M. Flourens, ministre des affaires étrangères, qui s'est exprimé comme suit :

« L'honorable M. Isaac a formulé contre les décrets qui ont établi, au point de vue politique, et dans une mesure plus restreinte, dans une mesure limitée par le texte même, aussi au point de vue administratif, une sorte d'union et de fédération entre les différentes possessions de l'Indo-Chine française, un certain nombre de critiques.

« Il a formulé une critique d'ordre général et une critique spéciale.

« En ce qui concerne l'observation spéciale à l'exercice du droit de grâce que le décret confère au gouverneur général, M. le sous-secrétaire d'Etat lui a déjà donné, et il a donné à l'opinion qui s'était manifestée dans le Sénat complète satisfaction.

« Il est certain que le droit que le nouveau décret propose de conférer au gouvernement général de l'Indo-Chine n'est pas précisément le droit que lui conféraient les anciennes ordonnances, suivant moi, plus rigoureuse; et plus inhumaines.

« Elles permettaient au gouverneur d'une colonie d'empêcher l'exercice du droit de grâce, d'annuler ce droit entre les mains du chef de l'Etat en assurant l'exécution des sentences immédiatement et avant que le recours en grâce fût parvenu à destination. Cette décision avait quelque chose d'inhumain; le gouvernement l'a reconnu : il a voulu y porter remède; il a obligé les gouverneurs des colonies, dans tous les cas, à lui adresser les recours en grâce comme les recours en cassation.

« Cette modification au régime des anciennes ordonnances ne résulte pas de textes formels, mais elle résulte de la jurisprudence administrative et des circulaires ministérielles qui en sont la constatation.

« Cette réforme était évidemment dictée par des pensées d'humanité; elle n'a pas eu toutefois le résultat que l'on était en droit d'en attendre.

« Elle a eu pour conséquence un retard considérable dans l'exercice du droit de grâce; il en est résulté que les dossiers ont dû être transportés en France après avoir été soumis à la Cour de cassation; ils ont été transmis à la Commission qui siège à Paris, qui, à la chancellerie, examine les recours en grâce et soumet des rapports tendant à leur admission ou à leur rejet au président de la République.

« Pendant ce temps, les individus frappés d'une condamnation capitale restaient, pendant des mois entiers, à attendre la solution de leurs recours. Est-ce qu'il n'y avait pas là quelque chose d'absolument inhumain? Est-ce qu'il n'y

avait pas là quelque chose de lamentable dans la situation de ces infortunés condamnés qui, pendant des mois, des années entières, ont attendu cette solution et sont restés entre la vie et la mort?

« Voilà l'inconvénient, le mal auquel — dans une pensée que le Sénat ne blâmera pas, j'en suis convaincu — le projet avait l'intention de remédier. A-t-il soulevé une question d'ordre constitutionnel? L'a-t-il tranchée d'une manière irrégulière? Je ne l'examinerai même pas ici. En présence du sentiment qui s'est manifesté sur les bancs du Sénat, nous prenons l'engagement de modifier cet article du décret, d'étudier à nouveau la question, de trouver une autre solution — il doit y en avoir, il y en a certainement -- qui remédie aux inconvénients résultant du droit, pour le gouverneur, d'exécuter immédiatement la sentence, et des inconvénients qui peuvent naître du retard que j'ai signalé.

« Je crois donc que, sur ce point, le Sénat et l'honorable M. Isaac doivent avoir une entière satisfaction.

« La deuxième critique formulée par M. Isaac était une critique d'ordre beaucoup plus général.

« M. Isaac disait : « Vous avez tranché par voie de décret une matière qui était d'ordre éminemment législatif; vous avez statué par décret, et cela en l'absence des Chambres, sur une matière autrement grave, sur une matière qui intéresse la plus grande et la plus importante de nos possessions d'outre-mer. »

« Je tiens, messieurs, à expliquer devant le Sénat dans quelles conditions nous avons procédé par décret et pourquoi nous avons procédé ainsi.

« D'abord, messieurs, je crois qu'il me sera facile d'établir qu'il y avait lieu de procéder par voie de décret, que nous ne pouvions pas procéder autrement et qu'il était impossible, étant donnée la matière sur laquelle il y avait à statuer, de procéder autrement que par voie de décret. En effet, ce décret s'applique à quoi? Il s'applique d'abord, il est vrai, à une colonie. Mais cette colonie ne forme que le quart de l'ensemble de nos possessions indo-chinoises.

« Il s'applique surtout à trois pays de protectorat. Or, tout à-l'heure, au début de ses observations générales, l'honorable M. Isaac a présenté au Sénat une théorie nouvelle et qui, jusqu'à ce jour, lui est toute personnelle. Il soumettait à l'étude du Sénat une distinction en vertu de laquelle certaines matières, les matières les plus importantes, concernant l'organisation de nos colonies, devraient être tranchées à l'avenir par le législateur, les questions secondaires demeurant soumises à l'empire du décret.

« Cette distinction est très grave; les questions qu'elle soulève sont très multiples et très complexes. Je crois qu'il y a lieu de l'écarter du débat dont est actuellement saisi le Sénat, car je regretterais beaucoup, pour ma part, que le Sénat s'engageât dans la voie qui lui est ainsi ouverte, qu'il sanctionnât cette distinction à l'improviste sans y avoir mûrement réfléchi. Si la question soulevée par l'honorable M. Isaac doit lui être soumise, il me semble que c'est par voie de proposition de loi.

« Le Sénat, alors, examinera le projet dans ses bureaux, nommera une Commission qui demandera son avis au gouvernement, qui fera des enquêtes, qui s'entourera de tous les renseignements indispensables, quand il s'agit de statuer sur le sort de pays dispersés dans toutes les parties du monde.

« Vous savez combien est multiple et divers l'ensemble de notre empire colonial, combien il serait difficile de le soumettre à l'empire des mêmes règles, combien il serait impossible d'admettre que certaines de nos possessions du haut Niger, du Gabon, du Sénégal, que les tribus qui errent sur le plateau du Congo, par exemple, pussent être régies par des lois délibérées au sein du Parlement français. »

M. Isaac. — Je n'ai pas demandé cela.

M. le ministre. — Permettez! Je ne conteste pas qu'en ce qui concerne, au contraire, certaines de nos colonies qui depuis longtemps sont placées sous



l'empire de la civilisation française, on puisse examiner la question, on puisse se demander s'il n'y aurait pas lieu de les considérer comme des vrais départements français d'outre-mer et, en conséquence, de les placer sous l'empire de la loi. C'est encore là, même pour ces colonies d'ancienne formation, une question délicate. Il y aurait lieu d'examiner, avant de se prononcer, quelles seraient les conséquences de cette assimilation au point de vue de la perte de ce qui leur appartient actuellement d'autonomie, comme au point de vue économique, au point de vue financier, au point de vue des aggravations d'impôts que les habitants auraient à supporter pour être placés sur le même pied, en cette matière, que les habitants du continent français.

C'est un côté du problème sur lequel j'appelle l'attention toute spéciale de l'honorable M. Isaac, qui est parfaitement compétent pour examiner cette question sous toutes ses faces.

M. Isaac. — J'espère qu'elle sera résolue.

M. le ministre. — Mais c'est une question que nous ne pouvons pas trancher ici dans un débat improvisé. En tout cas, si on peut admettre que ces colonies, qui sont à beaucoup de points de vue assimilables à la France, peuvent être soumises à l'empire de lois votées par le Parlement, il est absolument impossible d'admettre que cette législation soit applicable aux pays de protectorat, et c'est sur ce point que je me sépare entièrement de M. Isaac.

Il nous disait tout à l'heure encore, lorsqu'il est remonté à la tribune : En ce qui concerne les protectorats, l'argument de M. le sous-secrétaire d'Etat ne peut pas s'appliquer, et pour les pays de protectorat l'intervention du législateur est indispensable.

Mais, moi, je dis que dans les pays de protectorat l'intervention du législateur est impossible.

Les pays de protectorat, en effet, ne sont pas du tout dans les mêmes conditions juridiques que les colonies. Ils ne sont pas placés sous la souveraineté de la France, et pour exercer le pouvoir législatif il faut avoir la souveraineté; le premier indice, la première preuve de la souveraineté, c'est le droit de légiférer.

Or, les pays de protectorat ne sont pas sous la souveraineté de la France; ils sont sous sa suzeraineté; ils n'ont avec la France que des liens d'ordre diplomatique et d'ordre militaire; la France exerce sur eux non pas une autorité directe, mais une véritable tutelle. Les pays de protectorat ont conservé et leur législation intérieure et leurs souverains, et leurs autorités locales, et leurs usages, leurs traditions, leurs coutumes; seulement, à côté de chacun des principaux échelons de leur hiérarchie politique et administrative, est venue se juxtaposer l'autorité d'un fonctionnaire français appelé résident.

Ce fonctionnaire agit auprès des autorités locales par voie de persuasion, d'autorité morale, mais il n'agit pas par voie d'injonction directe. Les décrets que nous faisons relativement aux pays de protectorat ne sont que les règles que nous imposons à ces résidents pour l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués auprès des autorités indigènes; ce ne sont pas des lois qui viennent se substituer ou se juxtaposer aux lois du pays.

Sans doute, il y a une part de fiction dans l'autorité maintenue aux pouvoirs indigènes; mais cette fiction doit être respectée, si l'on ne veut provoquer des résistances.

C'est une matière qui doit être maniée avec tact et délicatesse, qui doit être maintenue exclusivement dans le domaine du décret, afin de conserver le caractère plus souple, plus malléable, facilement modifiable, que possède le décret et que n'a pas la loi, dont les prescriptions impératives doivent s'adresser non à des fonctionnaires, mais à la généralité des habitants du pays.

Il est incontestable que si on voulait substituer le règne de la loi à celui des décrets dans nos différents pays de protectorat, nous arriverions immédiatement aux conséquences les plus graves; tous les résultats actuellement acquis seraient remis en contestation; nous serions obligés, sur beaucoup de points, de recourir de nouveau à la force; nous verrions les révoltes se mul-



tiplier et le sang de nos soldats couler de nouveau; nous aurions à consentir de nouveaux sacrifices pécuniaires; il nous faudrait substituer aux administrateurs indigènes qui coûtent peu parce qu'ils sont dans leur pays, des administrateurs venus de la métropole, ce qui entraînerait nécessairement des dépenses beaucoup plus considérables.

Il est donc certain que, dans l'espèce, le gouvernement ne pouvait statuer que par voie de décret.

Je crois avoir répondu, sur ce point, d'une manière complètement satisfaisante aux observations de l'honorable M. Isaac.

Mais M. Isaac nous a dit : Vous avez statué avant que le Parlement vous eût fait connaître sa manière de voir, vous eût manifesté son opinion, afin de vous y conformer.

Nous n'aurions pas mieux demandé que de procéder de cette manière, si cela avait été possible. Permettez-moi de vous expliquer qu'en agissant comme nous l'avons fait nous avons obéi à des nécessités impérieuses.

Quels étaient les buts que nous poursuivions? Ils étaient de différents ordres. D'abord, nous voulions amener dans l'administration de ces pays une simplification plus grande, un organisme plus logique et moins coûteux. Nous voulions réduire, dans une proportion aussi grande que possible, les contingents des troupes françaises retenues pour assurer la pacification dans nos différentes possessions indo-chinoises. Nous voulions aussi — c'était là un des points principaux que nous poursuivions — nous voulions assurer une réduction de la subvention de la métropole.

Or, pour que cette réduction de la subvention de la métropole reçût son application dès 1888, il était nécessaire de la formuler au budget qui est en ce moment soumis aux délibérations de la Commission du budget de la Chambre des députés. Nous nous sommes présentes, M. le sous-secrétaire d'Etat des colonies et moi, devant la Commission de la Chambre des députés avec un simple projet de décret dont nous lui avons donné connaissance; nous lui avons exposé comment ce projet de décret, par l'unification des différentes possessions indo-chinoises, réalisait des économies assez considérables pour que la réduction de la subvention de la métropole fût complètement justifiée.

La Commission du budget nous a fait une objection immédiate et parfaitement fondée; elle nous a dit : « Mais nous ne pouvons pas examiner la question, nous ne pouvons pas statuer si nous ne nous trouvons pas en présence d'une décision ferme du gouvernement. Comment saurons-nous à quel chapitre du budget la subvention devra figurer, si vous n'avez pas déjà, par un décret définitif, rattaché les protectorats de l'Annam et du Tonkin, soit au département de la marine, soit au département des affaires étrangères? Nous ne sommes pas en mesure d'évaluer les économies que vous faites, de les apprécier si nous nous trouvons en présence d'un simple projet. »

Après avoir conféré avec la Commission du budget, et conformément aux observations qu'elle nous a justement présentées, nous avons transformé notre projet de réforme en des décrets qui ont paru au *Journal officiel*. Par conséquent on n'est pas fondé à dire que nous avons voulu nous soustraire au débat devant le Parlement; tout au contraire, nous ne demandons pas mieux que de discuter ces questions devant le Parlement et nous sommes heureux que M. Isaac les ait apportées à la tribune du Sénat.

Maintenant, messieurs, est-ce que, quand nous avons fait cette unification de l'Indo-Chine, nous avons exécuté une œuvre qui était personnelle au gouvernement, une œuvre venue de son initiative exclusive? Nullement. Quand nous avons fait l'unification de l'Indo-Chine, restreinte au service militaire et à certains services administratifs, nous n'avons fait que suivre les indications qui nous avaient été données par le Parlement lui-même.

En effet, messieurs, dans cette unification la question qui était sans contredit la plus délicate, celle qui pouvait soulever le plus d'appréhensions, le plus d'hésitations, c'était l'unification au point de vue économique dans des pays sur lesquels nous venions à peine d'établir notre influence et dont l'état intérieur

nous était insuffisamment connu, c'était l'établissement d'un même tarif général de douanes.

Eh bien, par un article de la loi de finances de 1887, le Parlement, à une grande majorité, a établi cette unification économique de la péninsule indo-chinoise en la soumettant, ainsi que toutes les colonies, à l'application de notre tarif général des douanes. Par conséquent, à ce point de vue, en exécutant l'unification du service des douanes nous n'avons fait que mettre à exécution les décisions du Parlement.

De même, lorsque nous avons poursuivi la réduction de la subvention de la métropole, nous n'avons fait qu'exécuter les décisions du Parlement.

Je n'ai pas besoin de rappeler au Sénat que lorsque, l'année dernière, mon honorable et éminent prédécesseur M. de Freycinet a eu à défendre devant la Chambre des députés et devant le Sénat la subvention de la métropole pour l'Annam et le Tonkin, il a pris l'engagement de réduire cette subvention d'année en année d'une façon progressive, et il a fait espérer que dès 1888 il serait possible de lui faire subir une réduction de 5 millions.

Après une étude plus approfondie des ressources que pouvaient donner l'Annam et le Tonkin, nous sommes arrivés à nous convaincre que ces ressources n'auraient pas, en 1888, réalisé une amélioration assez considérable pour permettre de faire honneur à ces promesses, si nous restions renfermés dans le cadre des ressources spéciales à l'Annam et au Tonkin.

Mais, en étudiant la question de la fusion avec la Cochinchine, nous avons reconnu que l'on pouvait utilement, et pour la Cochinchine et pour l'intérêt général de la France, demander à la Cochinchine de contribuer aux dépenses générales de l'Indo-Chine par ses ressources pécuniaires et à sa défense par ses forces militaires; nous arrivons ainsi à une réduction, non pas seulement de 5 millions, mais de 10 millions.

Encore une fois, nous ne nous faisons ainsi qu'exécuter les indications qui nous ont été données par le Parlement lui-même.

De même, en ce qui concerne les réductions d'effectif militaire, ai-je besoin de rappeler que lorsque, l'année dernière, j'ai eu à soutenir ici le budget des affaires étrangères, une des observations qui nous ont été présentées avec beaucoup d'éloquence par l'honorable M. Grandperret, c'est qu'il était regrettable que, dans les circonstances spéciales où la France se trouvait placée, une partie de ses forces militaires lui fit défaut et fût retenue dans la presqu'île indo-chinoise. Grâce à l'emploi plus fructueux que nous faisons des forces cantonnées jusqu'à ce jour dans la Cochinchine, nous faisons cesser cette patriotique préoccupation.

Les troupes affectées à la Cochinchine n'étaient pas complètement utilisées dans le pays, car la Cochinchine est aujourd'hui complètement pacifiée. En les employant à combattre la rébellion de l'Annam, vis-à-vis duquel elles sont placées au point de vue stratégique dans des conditions plus avantageuses que les troupes empruntées au Tonkin lui-même, nous rendons possible la réduction des effectifs, nous permettons de rapatrier ensemble un certain nombre de bataillons dont la place restait vide dans nos régiments. Est-il contestable qu'en procédant ainsi nous obéissons sur ce point encore aux vœux du Parlement.

Je crois donc avoir établi, d'une manière qu'il me semblera difficile de réfuter, que nous n'avons violé ni la loi, ni la Constitution, ni les principes qu'elle garantit; que nous n'avons pas voulu faire une innovation en désaccord avec les vœux clairement manifestés par le Parlement, mais que nous nous sommes, au contraire, purement et simplement bornés à exécuter les desiderata qu'il avait déjà manifestés à plusieurs reprises.

Les débats se sont terminés par l'adoption de l'ordre du jour suivant, présenté par M. Bozérian, en remplacement de celui de M. Isaac, et auquel ce sénateur a déclaré se rallier.

« Le Sénat, prenant acte des déclarations du gouvernement en ce qui concerne le droit de grâce, passe à l'ordre du jour. »



## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE.

L'ouverture du parlement a eu lieu le 24 novembre. Le discours du Trôn a été lu par M. de Bettlicher.

En voici le début :

« Le Parlement allemand, a dit le ministre, reprend ses travaux dans des circonstances graves. La cruelle maladie dont le prince impérial est atteint remplit de chagrin et d'inquiétude non seulement l'Empereur, mais aussi les souverains ses alliés et toute la nation allemande.

« Pour combattre le danger qui menace le prince, on ne négligera rien de ce que peuvent faire la science et l'art humain et des soins vigilants.

« Nous élevons, en outre, nos regards vers Dieu en adressant nos prières à Celui dont les décisions dirigent les destinées des peuples comme le sort de chaque homme.

« Une ferme confiance en Dieu et le fidèle accomplissement de tous les devoirs ont été de tout temps, et en particulier aux époques malheureuses, les sûrs appuis de notre peuple ; c'est par là que nous pourrions aussi remplir aujourd'hui la tâche qui s'impose aux Assemblées législatives de l'empire. »

Le message fait ensuite ressortir l'amélioration de la situation financière et fait prévoir, pour le prochain exercice, un excédent de près de 50 millions de marks.

Il annonce la présentation de projets de lois concernant la suppression des subventions versées par les officiers et les autres fonctionnaires de l'empire à la caisse des veuves et des orphelins, l'élévation des droits sur les céréales, l'augmentation de l'effectif de la landwehr et du landsturm, les assurances contre la vieillesse et les accidents, les modifications à apporter à la législation relative aux corporations, le commerce des vins, la prolongation provisoire du traité de commerce austro-allemand et les traités réglementant les relations commerciales entre l'Allemagne et l'Amérique.

Le discours se termine par un passage relatif à la politique étrangère, dont voici la traduction littérale :

« Dans sa politique extérieure, l'empire allemand s'efforce avec succès de consolider la paix en entretenant des relations amicales avec toutes les puissances et en concluant des traités et des alliances qui ont pour but de prévenir tout danger de guerre et de mettre l'Allemagne et les puissances alliées à ce pays en état de repousser en commun les attaques injustes.

« L'Allemagne n'a aucune tendance agressive ; elle n'éprouve aucun besoin qu'elle soit obligée de satisfaire par des guerres victorieuses. Le penchant peu chrétien qui pousse un pays à attaquer ses voisins est étranger au caractère allemand.

« La Constitution et les institutions militaires de l'empire ne sont pas, du



reste, établies de telle façon que nous puissions troubler la paix des nations voisines par des attaques arbitraires ; mais nous sommes forts, lorsqu'il s'agit de repousser les attaques et de défendre notre indépendance, et nous voulons devenir assez forts pour pouvoir envisager tout danger avec calme. »

— Le projet relatif aux modifications de la loi militaire a été soumis au Reichstag le 10 décembre. L'*Exposé des motifs* insiste sur la nécessité pour l'empire d'augmenter l'effectif de ses forces de défense, en présence du développement sans cesse croissant des armées des Etats voisins.

« Vous n'avez, dit ce document officiel, que douze classes à opposer, sur le pied de guerre, aux quinze classes que peut appeler, par exemple, la Russie et aux vingt classes de la France. En outre, l'empire, par suite de sa situation géographique, peut être forcé de faire face de deux côtés à la fois. Cette menace enlève à l'Allemagne la base même de son existence et de son développement ; sa sécurité dépend de sa force, et cette force doit être rendue plus considérable qu'elle ne l'est actuellement. Le présent projet de loi a pour but de mettre fin à cet état de choses intenable : il suffit, pour réaliser les nouvelles dispositions, de faire appel au dévouement du peuple allemand, qui, la patrie étant maintenant unifiée, veut aussi qu'elle subsiste intacte. »

En conséquence, le ministre de la guerre demande au Parlement de décider que les six classes de soldats exercés, qui jusqu'ici quittaient la landwehr à leur trente-troisième année et faisaient partie du landsturm jusqu'à la trente-neuvième, restent incorporés à la première de ces divisions et en forment le second ban, qui pourra être appelé, en cas de besoin, par la voie ordinaire. Le landsturm comprendra à l'avenir tous les hommes valides qui ne figurent ni dans l'armée ni dans la flotte, depuis la dix-septième année jusqu'à la quarante-cinquième, et non plus, comme précédemment, jusqu'à la quarante-deuxième. Il sera partagé, comme la landwehr, en deux bans. Le premier, formé des hommes de dix-sept à trente-neuf ans, pourra être appelé sous les drapeaux, en cas de danger, par les commandants de corps d'armée et les gouverneurs de places fortes. Quant au second ban, dont feront partie les hommes de quarante à quarante-cinq ans, il ne sera levé que par ordre de l'empereur et quand l'intégrité même de la patrie paraîtra menacée.

« Personne, dit l'exposé des motifs, ne trouvera ces sacrifices trop lourds quand il s'agira de défendre l'indépendance de l'empire.

« La prospérité future et la sécurité de l'Allemagne dépendent de sa force au point de vue militaire ; il faut que l'armée allemande soit plus forte qu'elle ne l'a été jusqu'à présent et que l'on mette un terme à l'état de choses intolérable qui existe actuellement.

« Les dépenses courantes occasionnées par l'augmentation du personnel de recrutement et des frais de bureau ne dépasseront probablement pas 150,000 marks, y compris les dépenses de la Bavière. La somme dont il faudra disposer une fois pour toutes, pour acquérir, compléter ou modifier les différents papiers militaires, est évaluée à 250,000 marks, y compris les dépenses de la Bavière et celles de la marine.

« Le gouvernement se réserve de proposer ultérieurement des mesures concernant les frais d'habillement, d'équipement et d'armement. »

### Les faux documents remis au czar.

Le *Reichsanzeiger* (moniteur officiel de l'empire allemand) a publié, le 1<sup>er</sup> janvier, quatre documents falsifiés dont la *Gazette de Cologne* avait signalé l'existence le 23 novembre et dont il a été beaucoup question dans la presse européenne depuis ce moment. Le journal officiel les fait précéder d'une introduction où il déclare que, si les documents avaient été authentiques, le czar aurait à bon droit accusé de duplicité la politique allemande, puisque l'Allemagne a toujours affirmé officiellement l'illégalité de l'entreprise du prince

de Cobourg, et n'aurait pu, sans jouer un double jeu, donner à cette entreprise des encouragements secrets. Il ajoute que non seulement la note attribuée à l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, le prince de Reuss, est inventée d'un bout à l'autre, mais qu'il n'y a jamais eu de correspondance quelconque entre le prince de Cobourg et la comtesse de Flandre.

On ne connaît pas encore l'auteur de cette falsification. Ces pièces ont été remises par ordre de l'empereur de Russie au chancelier de l'empire allemand, pour qu'il en puisse vérifier le contenu et l'origine.

La première pièce est une lettre qui aurait été adressée par le prince Ferdinand de Bulgarie à Son Altesse Royale la comtesse de Flandre, le 27 août 1887.

La lettre, écrite en allemand, a été traduite en français pour être remise au Czar. Elle est ainsi conçue :

« Votre Altesse connaît les événements imprévus qui viennent de traverser à l'improviste mon existence jusqu'ici si studieusement paisible. Un peuple brave et généreux, poursuivi dans ses libertés, me prie, me charge et m'ordonne par l'unanimité de ses représentants de venir le diriger et le guider. C'est une tâche au-dessus de mes forces et surtout de mes goûts ; Votre Altesse pourra s'en convaincre en se rappelant les conversations et les relations que j'ai eues avec Vous dans le temps, à Ischl entre autres, et où l'affection, en quelque sorte maternelle, que Votre Altesse m'a manifestée, a forcé mon caractère à se montrer à découvert entièrement. Mais je ne puis laisser les Bulgares douter de ma bonne volonté ; j'y suis engagé d'honneur, me semble-t-il, et pour m'y soustraire, quelque difficile et ardue que se présente ma situation, j'aurais dû refuser le pouvoir dès qu'il m'a été offert. Je suis seul contre l'Europe, peut-on dire. Les assurances que j'ai reçues de Constantinople sont déplorables au point de vue bulgare et des affaires de la principauté. S. M. le Sultan ne vaut pas mieux pour moi que S. M. le Czar : ce sont jusqu'à présent deux ennemis déclarés. De Vienne, les sentiments ne sont guère plus encourageants, et je sais, de source certaine, ce que vous devez savoir aussi bien que moi et même mieux, que l'on y a fait prier S. M. le roi des Belges d'intervenir auprès de moi pour me déterminer à ne pas accepter le pouvoir bulgare ! S. M. le roi Léopold n'a pas cru devoir me faire part de cette démarche délicate de la cour de Vienne, et je n'avais pas donné, je l'avoue, à Sa Majesté dans le temps d'assez grands sujets de contentement pour qu'elle prit à cœur ma situation dans la Bulgarie et mes intérêts en général. Mais je puis le dire confidentiellement à Votre Altesse, je n'aurais pas accepté définitivement et surtout je ne me serais pas rendu avec cette vivacité à Sofia, si je n'avais reçu de Berlin des communications très satisfaisantes au sujet de ma situation. Je ne me fais pas illusion sur la valeur de ces assurances ; je sais que je ne suis qu'un pion (*ein Stück*) dans le jeu d'échecs du prince de Bismarck ; mais les personnages que j'ai consultés et à qui je n'ai rien caché de ma situation, y compris l'horizon de Berlin, m'ont assuré, comme je le crois moi-même, que l'importance de ce pion est assez grande pour pouvoir, dans certaines circonstances données, en tirer une stabilité et une force définitives pour la principauté et pour ma personne. Pour vous prouver qu'en ceci je ne me suis pas aventuré à la légère, et sans esprit de suite, je fais tenir ci-joint à Votre Altesse copie d'une note, non signée, il est vrai, mais authentique et écrite entièrement de la main de l'ambassadeur allemand à Vienne, au sujet des sentiments secrets de la chancellerie allemande concernant ma candidature, mon avenir et l'initiative qui m'est laissée. Je livre ce document et les réflexions que je me suis permis de faire dans cette lettre, toute filialement affectueuse, aux sages méditations de Votre Altesse Royale. Si elle se trouve persuadée de la justice et de l'avenir de ma cause, qu'elle daigne réaliser une promesse faite il y a déjà longtemps, de me venir en aide quand il sera possible. Votre auguste frère, S. M. le roi Charles de Roumanie, a une influence considérable et bien justifiée à la cour de Saint-Petersbourg ; il pourrait en user, à Votre haute intervention, pour tâcher de persuader S. M. le Czar, sinon de l'avantage pour la Russie de me

voir occuper le trône de Bulgarie, au moins de la sincérité de ma cause et de mes sentiments. Je ne puis, aux yeux de mes sujets, faire preuve de mes sentiments de grand respect pour l'empereur Alexandre avec l'énergie que je voudrais ; mais qu'il vienne de Saint-Petersbourg l'expression d'un simple sentiment de bienveillance pour le nouveau prince bulgare, et toute la situation sera subitement illuminée. Votre Altesse et son auguste frère ont à un si haut degré le sentiment des nuances délicates à employer à Saint-Petersbourg, que je croirais leur manquer de respect en insistant davantage. Si Sa Majesté le roi des Belges, ce souverain respecté entre tous, qui a dans les grandes affaires européennes une influence décisive, voulait oublier les justes sujets de ressentiment que lui a donnés le prince de Cobourg et apprécier les énormes difficultés du prince de Bulgarie si semblables à celles que traversa son éminent père, en prenant possession du trône, je suis sûr que Sa Majesté interviendrait avec succès à Vienne en ma faveur et me concilierait des sympathies bien ébranlées. Je confie ces détails de ma position à Votre Altesse et je suis persuadé des excellents effets de son intervention pour moi. Je l'en remercie à genoux et je la prie, quoi qu'il arrive, de croire à mon inaltérable et filial dévouement. Je prie Votre Altesse de considérer ma communication de Berlin comme absolument confidentielle vis-à-vis de S. M. le roi Charles de Roumanie et je crois inutile d'en exposer les motifs. Je laisse, au contraire, Votre Altesse juger entièrement de l'opportunité d'une communication de cette pièce à S. M. le roi Léopold. Je suis humblement et avec respect de Votre Altesse, etc., etc.

Cette lettre était accompagnée du document suivant, pièce non signée qui aurait été remise au prince Ferdinand de Saxe-Cobourg par le prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne à Vienne :

Je ne puis, en rendant compte à Votre Altesse des sentiments et des idées que l'on m'a chargé de lui exposer, que lui dire que le gouvernement n'a pas de conseils ou d'instructions à lui donner au sujet de la prise de possession du trône de Bulgarie. Le gouvernement allemand est lié par des traités qu'il respecte. La prise de possession du trône de Bulgarie, dans les circonstances actuelles, est avant tout une question de sensation et d'initiative personnelle qui doit être entreprise aux risques et périls de celui qui l'entreprend, et pour laquelle le gouvernement allemand ne peut prêter ni paraître prêter en ce moment aucune aide ni aucun encouragement officiels. Il ne s'ensuit pas cependant que le gouvernement allemand ne puisse, pour les besoins de sa politique générale, encourager officieusement et soutenir par les moyens légitimes d'action qu'il possède en Bulgarie, l'entreprise d'occuper le trône de Bulgarie conformément aux intérêts de la paix européenne et de la politique allemande. Il est évident que, si Votre Altesse se rend en Bulgarie avec cette idée sérieusement mûrie et décidée, le moment viendra où, quelque défavorables ou même hostiles que puissent paraître en ce temps les actes de la politique allemande vis-à-vis de l'entreprise de Votre Altesse, les sentiments que le gouvernement de Berlin nourrit en secret pour le succès de son action monarchique en Bulgarie, pourront éclater au grand jour et avoir, ainsi, toute l'efficacité attachée à l'action ouverte et décidée d'un puissant empire. Votre Altesse peut communiquer en toute sécurité avec moi, tant qu'elle se trouvera sur le territoire austro-hongrois ; si elle se décide à passer en Bulgarie, je remettrai un chiffre à sa disposition qui lui permettra de continuer des relations qui pourront, un jour, j'espère, devenir ouvertes et excellentes.

Suit une deuxième lettre à la comtesse de Flandre. Cette lettre était également écrite en allemand, et c'est une traduction française qui en fut adressée au Czar :

16 septembre 1887.

Je remercie Votre Altesse de la bonne lettre qu'elle m'a fait parvenir par l'intermédiaire de M. Mooricks et je la remercie doublement pour la démarche qu'elle a tentée près du Roi de Roumanie et pour l'essai de Berlin. Vous me



dites qu'il n'y a rien à espérer du Roi Léopold, et de fait j'en étais à peu près certain. J'ai avoué n'avoir pas eu pour le Roi des Belges les égards que ma parenté me commandait, et je comprends, d'autant mieux que je suis en Bulgarie en possession du pouvoir, qu'il ne peut, dans sa situation, agir efficacement pour moi de l'un ou de l'autre côté. Je ne crois pas que le Roi Charles pourrait quelque chose à Saint-Petersbourg, mais au moins le Czar entendra affirmer mes sentiments réels en dehors de toute politique par un souverain qui a le droit d'être écouté en Russie. J'aperçois de plus en plus clairement les immenses difficultés de la tâche que j'ai entreprise en présence surtout des duplicités que ce petit pays amène dans les arrangements de la politique européenne. J'ai transmis à Votre Altesse une note émanant de l'Allemagne pour moi, et je puis Vous dire que, malgré la guerre politique ouverte que l'Allemagne dirige actuellement contre moi, il ne se passe pas des intervalles de quatre à cinq jours sans qu'un des agents allemands établis ici ne nous fasse entendre et dire qu'il faut attendre, que pour des raisons majeures la politique internationale de l'Allemagne est telle, mais qu'elle peut se modifier dans le sens le plus favorable et à l'improviste, que de graves intérêts s'agitent en ce moment entre l'Allemagne et la Russie et que de la solution qui y sera donnée dépendra beaucoup l'attitude définitive de l'Allemagne.

J'avoue que la politique entendue de cette manière étonne et décourage mon ardeur de jeune souverain. Votre Altesse me plaindra, j'en suis certain, mais quand je vois autour de moi les dévouements qui se sont manifestés pour ma personne, je dois me dire que je ne puis abandonner de telles gens.

Je serais bien curieux de savoir, ce qui serait si important pour moi, si on répondra à Votre communication à Berlin et si le sens de la réponse confirmera ce que j'entends ici de ce même côté. Je prie Votre Altesse de me conserver les sentiments d'extrême bonté et de me croire, etc.

La quatrième pièce est une note rédigée en français et résumant une troisième lettre que le prince Ferdinand aurait adressée à la comtesse de Flandre. Cette note n'est pas signée :

21 octobre 1887.

Le prince Ferdinand a annoncé à la comtesse de Flandre, de laquelle il continue à se servir pour rentrer en grâce auprès du Roi des Belges, que ses affaires prenaient meilleure tournure. La communication est arrivée ici mardi dernier, m'a-t-on assuré. Le prince y annonce qu'il a reçu, à la suite des entrevues Kalnoky et Crispi, de nouvelles assurances du prince de Bismarck; seulement, dit-il, les dernières démarches sont beaucoup plus formelles.

La communication allemande, au lieu de venir, comme la précédente, de Vienne, par le canal de l'ambassadeur allemand dans cette ville, est arrivée directement de Berlin. Il y est dit nettement que dans les entrevues Kalnoky et Crispi « le sort de la Bulgarie a été complètement examiné et qu'il est certain que sa consolidation dans ces conditions est considérée plus favorablement par les puissances du centre de l'Europe » (Ce sont les termes exprès contenus dans la lettre).

Ces mêmes puissances ont exprimé dans des occasions récentes et confidentielles l'espoir que la Bulgarie ne donnera, par la manière dont elle comprendra son rôle politique, aucun sujet de « modifier cette attitude qu'on voudrait voir définitive. »

Les points principaux que la Bulgarie doit considérer provisoirement et observer, c'est d'abord d'établir l'ordre à l'intérieur et de faire parler d'elle le moins possible; puis d'observer vis-à-vis de son suzerain, la Turquie, la conduite qui donne le moins de prise à la critique, et de ne pas conserver extérieurement les apparences, vis-à-vis de la Turquie, d'un Etat qui en brave un autre dont il est légalement dépendant; d'entretenir de bons rapports avec la Roumanie et de se tenir en état de faire éventuellement à ce pays des propositions qui seront indiquées plus tard.

Le prince Ferdinand prie la comtesse de Flandre de communiquer le contenu



de cette dépêche au Roi Léopold et au baron Lambermont dont il a fait la connaissance à Berlin et qu'il sait être le confident intime du comte de Flandre et très au courant de toutes les péripéties de la question d'Orient. Il demande son avis. Il n'indique pas la manière exacte, et la forme dont la communication de Berlin lui est parvenue.

Il annonce dans la même lettre, qu'avant la réception de cette dernière communication, dans le but d'apprendre à Berlin ce qui s'était fait et dit avec le comte Kaluoky au sujet de la Bulgarie, il avait proposé, par l'intermédiaire de l'ambassadeur allemand à Vienne, de se rendre à Berlin. Mais la communication reçue de Berlin, outre les faits exposés plus haut, contient, au sujet de cette visite essentielle, l'avis qu'actuellement elle est un acte beaucoup trop tranchant (*sic*) qui n'ajouterait rien à la situation et la compromettrait ; que le Prince recevra, quand il sera nécessaire, des communications établissant les idées qu'il peut lui être utile de connaître pour le bien de sa politique et les vues de l'Allemagne et des puissances du centre.

Le prince Ferdinand a l'air d'être enchanté de ces changements et du nouveau tour de ses affaires. La comtesse de Flandre a dit au baron Lambermont qu'il y avait « transformation complète de son humeur ». Il est un point qui, dans la lettre du prince Ferdinand, paraît l'intriguer vivement et le rendre inquiet : ce sont « les propositions à faire à la Roumanie et la politique à suivre vis-à-vis de cet Etat ». — Il paraît, du reste, absolument décidé à se laisser faire et à suivre le courant allemand.

### AUTRICHE-HONGRIE

Le 8 décembre, a été signé à Vienne l'accord austro-allemand sur la prolongation, jusqu'au 30 juin 1888, du traité de commerce actuellement existant entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Si d'ici au 15 février prochain aucune des parties contractantes n'a dénoncé l'accord, à partir de cette date il continuera de subsister et ne cessera d'être en vigueur qu'un an après la dénonciation.

### CHINE

Le *Times* du 26 décembre annonce que le gouvernement chinois vient de promulguer un décret impérial ayant pour but le maintien des anciennes relations de suzerain et vassal entre la Chine et la Corée, aujourd'hui que cette dernière est ouverte au commerce étranger.

Suivant ce décret, un représentant de Li-Hung-Chang résidera dorénavant dans chaque port coréen ouvert au commerce, afin d'y surveiller et sauvegarder les intérêts de la Chine. D'autre part, des employés coréens pourront résider dans les ports chinois, afin de surveiller leurs compatriotes, et un fonctionnaire coréen de haut rang devra s'installer à Tien-Tsin pour juger et résoudre les questions de certaine importance.

Tous les sujets chinois résidant en Corée seront soumis à la juridiction de fonctionnaires chinois répartis dans diverses localités, mais les Coréens en Chine seront soumis à la juridiction chinoise.

Le nouveau décret impérial dit enfin que tout ce qu'il concède aux Coréens doit être considéré comme une faveur accordée par la Chine à un Etat vassal et ne saurait être assimilé aux avantages et privilèges que le gouvernement chinois concède aux Etats étrangers indépendants.

## ESPAGNE

La session des Cortès a été ouverte le 1<sup>er</sup> décembre. Voici quelques passages importants avec l'analyse du discours royal :

« Grande est ma joie de me voir au milieu de vous, car j'espère trouver toujours votre sollicitude et votre appui. J'ai de grands devoirs à remplir, que la Providence m'impose, comme mère de l'orphelin qui porte la couronne et comme dépositaire des prérogatives royales. Je suis heureuse des marques spontanées d'affection que le peuple espagnol m'a montrées pendant mon récent voyage dans les provinces du Nord. »

Le discours ajoute que la paix intérieure est assurée et que les relations avec les autres pays du monde sont très cordiales.

« Il n'est possible d'arriver à ce résultat que par l'harmonie des intérêts réciproques que notre pays recherche toujours par le moyen d'une politique extérieure franche et honnête.

« Je dois spécialement porter à votre connaissance que le Sultan du Maroc, certain de l'amitié loyale que je lui porte, s'est adressé à moi pour demander la réunion d'une nouvelle Conférence, afin que les puissances signataires de la Convention de 1880 l'examinent de nouveau, en tenant compte de ce que l'Espagne a toujours voulu la prospérité de cet empire et le prestige du Sultan. »

« L'ordre public est établi sur une base solide. La politique extérieure est dégagée, et le Gouvernement peut se vouer à l'accomplissement de son programme pour garantir les droits individuels, étendre le suffrage universel, mettre la dernière main aux projets de lois civils et militaires soumis à l'approbation des Chambres, résoudre tous les problèmes d'ordre administratif, économique et social, améliorer les conditions de l'agriculture et de l'industrie. »

Le discours du Trône, faisant ensuite allusion à la crise que traverse l'industrie, non seulement en Espagne, mais dans l'Europe entière, dit que le Gouvernement présentera des projets de lois ayant pour but de remédier à cette crise.

Le discours consacre des paroles affectueuses au Pape, disant que chaque jour le Souverain Pontife envoie de nouvelles marques d'estime, qui contribuent à maintenir de bonnes relations entre l'Etat et l'Eglise, et cela dans l'intérêt de l'un et de l'autre.

Parlant des colonies, le discours dit que le drapeau espagnol se maintiendra toujours chez elles, sans que les attaques passionnées puissent le faire tomber. Il célèbre les victoires que l'armée a remportées dans les Philippines et sur les rebelles de Mindanao et des Iles Soulou. Il annonce qu'une expédition se prépare en vue de faire respecter le pavillon à Ponapé et dans les Carolines.

Le discours conclut en ces termes :

« Je puis vous annoncer la soumission des indigènes qui se sont inclinés devant la manifestation de notre force. Notre armée saura mettre hors de conteste la légitimité de notre souveraineté.

« Les rigueurs que réclame le triomphe de la justice n'empêcheront pas les sentiments d'humanité, de civilisation et de progrès qui ont été constamment les traits distinctifs de notre législation coloniale. »

Le Gouvernement espagnol a élevé au rang d'ambassades ses légations à Londres, à Berlin, à Vienne et à Rome (Quirinal).

Le Gouvernement espagnol a publié un *Livre Rouge* renfermant des documents relatifs à la question marocaine. Deux points principaux y sont traités : l'envoi de troupes espagnoles dans les places d'Afrique, et la réunion d'une Conférence à Madrid. Ce recueil contient vingt dépêches.

Le 5 octobre, M. Moret adressait aux représentants du royaume à Paris, à

Londres, à Rome et à Vienne, une circulaire annonçant l'envoi de renforts aux garnisons espagnoles d'Afrique. Le but de l'Espagne était de parer aux éventualités d'une guerre civile, dans le cas où le Sultan serait venu à mourir. Le Gouvernement espagnol protestait contre toute idée de conquête.

Dans une autre dépêche, le représentant de l'Espagne à Londres annonce l'envoi de deux vaisseaux anglais à Tanger : il ajoute que les nationaux allemands de cette ville seront placés sous la protection de l'Angleterre. Le Gouvernement britannique invite l'Espagne, l'Italie et la France à envoyer également des navires de guerre à Tanger.

Le 12 du même mois, le Ministre d'Espagne à Berlin fait savoir que le prince de Bismarck approuve la conduite de l'Espagne.

En ce qui concerne le projet de Conférence à Madrid, une note du 2 octobre fait l'histoire des négociations engagées à cet effet ; elle rappelle que, en 1885, une ambassade marocaine vint à Madrid demander que les puissances voulussent bien supprimer le régime de protection accordée à des sujets du Sultan. M. Moret indique que le Sultan accordera, en retour, de grands avantages au commerce européen. Les puissances accueillent favorablement la proposition de Conférence. L'Italie et l'Autriche acceptent en termes formels.

Le représentant de l'Espagne à Pétersbourg rapporte, de son côté, que M. de Giers lui a déclaré que la Russie, bien que n'ayant pas de grands intérêts au Maroc, ne voyait pas d'inconvénients à se faire représenter à la Conférence. Le Gouvernement des Etats-Unis s'exprime dans le même sens.

## ÉTATS-UNIS

Le Congrès a été ouvert le 6 décembre. Le message du Président est entièrement consacré aux questions financières. En voici l'analyse :

Au seuil de vos devoirs législatifs, dit le Président, se dresse une question ou plutôt une situation financière qui réclame impérieusement votre sollicitude. Les sommes d'argent que les lois actuelles prélèvent sur l'industrie et le contribuable, en général, dépassent de beaucoup la somme nécessaire des besoins de l'Etat. Elles équivalent donc à une extorsion et à une trahison des sentiments de justice et d'équité. Il en résulte des maux très graves. Le Trésor public, qui ne devrait être qu'un canal destiné à la circulation des deniers publics appliqués aux dépenses légitimes, devient un coffre où s'entassent des fonds inutilement enlevés au commerce et au public, si bien qu'il paralyse notre activité nationale, interrompt le développement du pays, empêche l'application des richesses à des entreprises fructueuses, et menace des plus grands troubles la situation financière.

Le message constate que l'excédent de revenu pour l'année financière, qui a pris fin en juin 1885, a été de 18 millions de dollars (90 millions de francs) ; pour l'année 1886, de 49 1/2 millions de dollars (247 1/2 millions de francs), et pour l'année 1887 de 55 1/4 millions de dollars (276 1/4 millions de francs). Pour l'année 1887-88, il s'élèvera à la somme énorme de 133 millions de dollars (665 millions de francs), et il y aura alors dans les caisses de l'Etat une somme non employée de 700 millions de francs.

Récemment le Trésor a pris des mesures provisoires pour conjurer la crise monétaire qui menaçait de résulter de cette situation : en d'autres termes, il a racheté par anticipation quantité d'obligations de l'Etat qui ne devaient régulièrement être amorties que beaucoup plus tard.

Mais on n'a écarté ainsi le danger que momentanément. Il convient de prendre des mesures plus énergiques et plus permanentes pour rendre l'or à la circulation. Actuellement, les catégories d'obligations que le trésor peut légalement rembourser par anticipation, sont épuisées ; du reste, le fonds d'amortissement a été complètement employé. On pourrait armer le trésor de pouvoirs nécessaires pour racheter de nouvelles séries d'obligations avant les délais

légaux. Mais encore faut-il assigner certaines limites à ces pouvoirs ; autrement les porteurs d'obligations de l'Etat pourraient élever leurs prétentions et refuser le remboursement, sauf à des conditions exagérément onéreuses pour le trésor. Il a été question de recourir à un dépôt de fonds de l'Etat dans les banques, pour les remettre dans la circulation. Mais cette solution présente trop d'inconvénients.

De toutes façons, cependant, il faut trouver une solution et conjurer une catastrophe économique dont la responsabilité retomberait tout entière sur le Congrès. Ce qu'il faut, d'après M. Cleveland, c'est couper le mal à sa racine, et supprimer les causes des excédents exorbitants du trésor. En d'autres termes, il importe de restreindre le revenu de l'Etat. Comme impôts intérieurs, il n'existe que l'impôt sur les tabacs et les alcools, impôt nécessaire, bienfaisant, très supportable et qu'il ne peut être question de supprimer. La vraie solution serait une révision du tarif douanier qui est établi sur des bases défectueuses, inéquitables et illogiques.

## FRANCE

Le *Journal officiel* du 4 décembre a publié, sous la date du 3, la note suivante :

« M. Jules Grévy a adressé hier à MM. les présidents du Sénat et de la Chambre des députés sa démission de président de la République française.

« Les Chambres ont donné acte de la démission et se sont réunies aujourd'hui, à deux heures à Versailles, en Assemblée nationale, à l'effet de nommer un nouveau Président de la République.

« M. Sadi Carnot, député, a été élu président de la République, par 616 voix sur 827 votants. »

Dès le 3 décembre, le ministère des affaires étrangères a envoyé la circulaire notifiant officiellement aux divers gouvernements l'élection de M. Carnot à la présidence de la République.

Tous les gouvernements ont chargé les représentants français accrédités auprès d'eux de transmettre leurs félicitations à M. le ministre des affaires étrangères.

Un nouveau ministère a été constitué à la date du 12 décembre ; il est présidé par M. Tirard, sénateur ; M. Flourens reste ministre des affaires étrangères.

Le 13 décembre, il a été donné lecture, à la Chambre des députés par M. Tirard, président du conseil, ministre des finances, et au Sénat, par M. Fallières, garde des sceaux, ministre de la justice, du message suivant que le Président de la République a adressé aux Chambres :

« Messieurs les sénateurs,

« Messieurs les députés,

« En élevant à la Présidence de la République un des plus modestes serviteurs de la France, l'Assemblée nationale m'a décerné un honneur dont je sens tout le prix.

« Elle m'a en même temps imposé de grands devoirs.

« Tout ce que j'ai de force et de dévouement appartient à mon pays, et je m'attacherai sans relâche à justifier la confiance de l'Assemblée nationale.

« J'ose espérer que le Sénat et la Chambre des députés voudront accorder à mes efforts leur concours patriotique.

« Le Parlement a clairement marqué, dans la journée du 3 décembre, le but vers lequel doit tendre le Gouvernement de la République.

« En même temps qu'il donnait l'imposant spectacle d'une grande Assemblée



accomplissant avec dignité le mandat qu'elle tient de la Constitution et montrant quelles garanties offre au pays le fonctionnement régulier de nos institutions républicaines, il proclamait hautement sa volonté d'écarter toute cause de dissension.

« Le souci des intérêts vitaux de la patrie, de son renom aux yeux de l'Europe, de sa légitime influence au dehors, commandait l'union à tous les représentants dévoués aux institutions du pays et une même pensée de patriotisme à concentrer sur un seul nom tous leurs suffrages.

« Pour celui des Français à qui est échu le grand honneur de recueillir ces suffrages, le premier devoir est de s'inspirer d'un si évident esprit de concorde et d'union.

« Le Gouvernement s'efforcera de rendre facile l'accord nécessaire de vos volontés en vous appelant sur le terrain commun des intérêts moraux et matériels de la nation.

« Avec l'apaisement, la sécurité, la confiance, il faudra assurer au pays les progrès réfléchis, les réformes pratiques destinées à encourager le labeur national, à fortifier le crédit, à amener la reprise des affaires, et à préparer les grandes assises industrielles de 1889.

« Il se préoccupera des mesures qui touchent les conditions du travail et de l'hygiène, de la mutualité et de l'épargne.

« Il s'attachera à l'amélioration des finances, au sérieux équilibre des budgets, à la simplification du fonctionnement administratif et judiciaire, et à l'irréprochable gestion des affaires publiques.

« Il fera dans ses préoccupations une large place à nos armées de terre et de mer, dont l'honneur et les intérêts nous sont particulièrement chers.

« Aux Chambres il appartient d'assurer au Gouvernement la puissance de réaliser ce programme et de préparer au pays une ère durable d'activité ordonnée, paisible et féconde.

« Elles donneront ainsi à l'Europe le gage le plus précieux de l'ardent désir qu'a la France de contribuer à l'affermissement de la paix générale, et rendront faciles le maintien et le développement de ses bons rapports avec les puissances étrangères.

« L'imposante manifestation du 3 décembre m'autorise, Messieurs les Sénateurs, Messieurs les députés, à faire hautement appel à votre patriotisme pour une politique de progrès, d'apaisement et de concorde.

« Fort de votre concours, bien pénétré de ce qui est le vœu ardent du pays, comme son plus impérieux besoin, le Gouvernement saura être le gardien vigilant et résolu de la Constitution et des lois.

« C'est ainsi que la France, respectée au dehors, calme et prospère au dedans, pourra se préparer, dans la paix et dans le travail, à célébrer dignement le grand centenaire de 1789. »

*Le Président de la République,*

*Signé : CARNOT.*

Le 15 décembre, il a été donné lecture, à la Chambre des députés par M. le président du Conseil, et au Sénat par M. le Garde des Sceaux, de la déclaration ministérielle suivante :

Messieurs les sénateurs, Messieurs les députés, le Cabinet qui a l'honneur de se présenter devant vous n'a d'autre ambition que celle de continuer l'œuvre de concorde et d'entente républicaine commencée dans la journée du 3 décembre.

Le pays a vu dans cette éclatante manifestation de tous les républicains de l'assemblée nationale un gage assuré de la paix intérieure à laquelle il aspire, et il s'est pris à espérer qu'aux agitations de la politique allait enfin succéder une ère de repos et de tranquillité indispensable à la reprise des affaires depuis longtemps languissantes.

Pour répondre à cette attente, à cette volonté du pays, nous nous occuperons

avec ardeur des questions financières, économiques, administratives, sociales et militaires dont la solution s'impose à la sollicitude du Parlement.

Dans l'ordre financier, nous continuerons à travailler sans relâche à rétablir l'équilibre budgétaire momentanément troublé par une longue crise industrielle et agricole qui a sévi sur le monde entier, par l'exécution rapide des travaux nécessaires à notre industrie pour lutter contre la concurrence étrangère, par les dépenses consacrées à l'instruction de la jeunesse française et par les sacrifices que commande la défense du pays.

De sérieuses économies ont déjà été réalisées; nous nous efforcerons d'en réaliser encore. Pour aider au rétablissement de l'équilibre budgétaire, nous appliquerons avec fermeté les mesures adoptées par nos prédécesseurs en vue de réprimer les fraudes qui lésent à la fois le Trésor public et le commerce honnête.

Dans le même ordre d'idées, nous étudierons, avec le vif désir de parvenir à une entente, les réformes financières proposées par la Commission du budget.

Nous vous demanderons, en outre, de procéder aussi rapidement que possible à la discussion des lois déjà préparées ou en préparation, qui intéressent les diverses branches du travail national, notamment :

La loi relative à la responsabilité en cas d'accidents dans les ateliers, les usines et les manufactures;

La réglementation du travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

La caisse de secours et de retraite des ouvriers mineurs;

La réforme de la législation sur les faillites;

Le projet de loi relatif au régime des mines;

Les lois sur les Sociétés de secours mutuels et les caisses d'épargne;

L'organisation de l'assistance publique dans les campagnes;

Le développement de l'enseignement agricole;

La création de chambres d'agriculture;

L'achèvement du Code rural;

Enfin, nous vous demanderons de hâter le vote de l'ensemble de nos lois militaires.

Tels sont, Messieurs, les travaux auxquels nous prenons la liberté de vous convier plus spécialement; mais pour accomplir cette œuvre, l'union de tous les républicains est nécessaire.

Nous sommes heureux de constater la bonne harmonie qui règne entre le gouvernement de la République et les nations étrangères.

Désireux du maintien de la paix au dehors, nous travaillerons à l'apaisement des esprits à l'intérieur.

Serviteurs dévoués du pays, nous assurerons sans faiblesse le respect de la Constitution républicaine et des lois.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de notre tâche; mais, pour si grandes qu'elles puissent être, nous accomplirons résolument tous les devoirs que nous impose le souci de la dignité et de la prospérité de la France.

### **Les rapports commerciaux avec l'Italie.**

*Le Journal officiel* du 26 décembre promulgue la loi suivante :

Article premier. — Le gouvernement est autorisé à proroger, pour une durée maximum de six mois, le traité de commerce conclu entre la France et l'Italie, le 3 novembre 1881.

Art. 2. — Pour le cas où cette prorogation n'aurait pas lieu, le gouvernement est autorisé, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, à appliquer aux produits italiens, à leur entrée en France, le tarif général actuel avec une majoration pouvant s'élever jusqu'à 100 p. 100 du droit.

Art. 3. — Si les droits du tarif général français ainsi majorés restent inférieurs aux droits du tarif italien, le gouvernement est autorisé à frapper les

produits d'origine italienne d'un droit de douane égal à celui dont seront frappés les produits similaires d'origine française à leur entrée en Italie.

Art. 4. — En ce qui concerne les articles déclarés exempts par notre tarif général, le gouvernement est autorisé à les frapper de droits pouvant s'élever jusqu'à 50 p. 100 de leur valeur.

Art. 5. — Le tarif ainsi arrêté par le gouvernement sera mis en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1888 et soumis aux Chambres dès l'ouverture de la prochaine session.

---

## GRÈCE

Une convention de commerce avait été conclue entre la France et la Grèce, le 6 novembre 1886 ; elle a été rejetée par le Sénat français.

Une nouvelle convention commerciale a été signée le 20 décembre, à Athènes, par les représentants de la France et de la Grèce.

En voici le texte :

Article premier. — Les citoyens, les navires et les marchandises de chacun des deux pays jouiront dans l'autre des privilèges, des immunités ou des avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée. Toutefois, ces dispositions ne concernent point la pêche, ni la navigation de côte ou de cabotage, auxquelles la législation respective des deux Etats reste applicable.

Art. 2. — Dès qu'une loi aura été promulguée en Grèce pour régler la protection de la propriété industrielle, les citoyens des deux Etats contractants jouiront, dans le territoire de l'autre Etat, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce, des dessins ou des modèles industriels et des noms commerciaux.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou un modèle industriel ne pourra avoir, au profit des Hellènes en France, et réciproquement au profit des Français en Grèce, une durée plus longue que celle fixée par les lois du pays à l'égard des nationaux. Si le dessin ou le modèle industriel est tombé dans le domaine public dans le pays d'origine, il ne pourra être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les Hellènes ne pourront revendiquer en France la propriété exclusive d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, s'ils ne se sont préalablement conformés aux lois et aux règlements sur la matière actuellement existants, ou qui pourront être mis en vigueur en France. Il en sera de même pour les Français en Grèce.

Art. 3. — Les ressortissants de chacun des deux Etats seront exempts dans l'autre de tout service militaire, de toutes réquisitions et contributions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles, en tant que ces contributions ne seraient pas imposées sur la propriété foncière.

Art. 4. — Les deux hautes parties contractantes se réservent respectivement la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention, en se prévenant un an à l'avance.

Art. 5. — La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Athènes dès que les formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants auront été accomplies.

---

## ITALIE

Une difficulté a surgi entre le gouvernement français et le gouvernement italien au sujet de la mise sous scellés, par un magistrat italien, de papiers se



trouvant dans les archives du Consulat français de Florence. Le fait s'est produit à la fin de décembre et les négociations se sont poursuivies dans le courant de janvier.

M. Crispi, président du conseil, a adressé aux chefs des services des ministères, aux membres du corps diplomatique et du corps consulaire italiens, la circulaire suivante concernant les formules de salutation en usage dans la correspondance officielle du ministère des affaires étrangères :

Rome, le 12 novembre 1887.

Dans la correspondance entre le ministère des affaires étrangères et les fonctionnaires diplomatiques et consulaires, il y a en usage des formules de courtoisie qui, admises pour les correspondances privées, sont inutiles dans une correspondance officielle.

Je veux parler des formules de congé et de l'assurance, répétée dans chaque dépêche et dans chaque rapport, de la propre considération, avec les gradations que comporte le rang de la personne qui écrit et de celle à qui l'on écrit — chose toujours superflue et quelquefois malséante.

Je désire donc que désormais on supprime les formules mentionnées. Le ministère commencera par en donner l'exemple.

J'espère que chacun comprendra le but visé par cette circulaire, qui est de ramener autant que possible le style officiel à une concision et à une simplicité qui répondent mieux aux bonnes traditions de la langue italienne et au traitement moderne des affaires, plus sincère et plus rapide que l'ancien.

F. CRISPI.

---

## SERBIE

Au commencement de décembre, le Roi a ouvert la Skoupehtina par le discours suivant :

« Messieurs, Je suis heureux de pouvoir de nouveau, après plusieurs années, souhaiter la bienvenue à la Représentation nationale dans Ma chère et fidèle capitale.

« Ma satisfaction est d'autant plus grande que je puis, à cette occasion, vous assurer que nos relations extérieures avec tous les pays sont dans l'état le plus satisfaisant. Le nouveau gouvernement que j'ai appelé à diriger les affaires publiques est pénétré de la conviction, que *l'amitié de toutes les puissances est précieuse pour notre patrie* : il s'est efforcé et s'efforce de soigner et de consolider avec toutes les puissances les bons rapports dans l'esprit de l'amitié et du respect réciproques. Et je puis vous déclarer dès maintenant que l'attitude correcte de la Serbie trouve une pleine reconnaissance auprès de toutes les puissances et surtout auprès des Etats voisins.

« Après avoir, de cette façon, assuré son équilibre politique, la Serbie peut porter toute son attention sur les besoins intérieurs qui sont variés et importants et exigent toute une série de réformes dans toutes les branches du gouvernement.

« Le temps seul peut démontrer les défauts et l'insuffisance des institutions de l'Etat et c'est le temps qui indique la nécessité de leur transformation et de leur perfectionnement.

« Notre Constitution actuelle a été créée au milieu des vicissitudes les plus graves qu'un pays puisse traverser, aussi ne pouvait elle avoir qu'une importance transitoire. Cela fut constaté dès le moment de sa promulgation. Et à mesure que les circonstances favorables ont cessé et que le pays s'est développé et a progressé, le besoin de reviser la constitution et de la conformer aux expériences acquises s'est manifesté et développé.



« C'était Ma conviction aussi et j'ai ordonné de commencer les travaux préalables, nécessaires pour la révision de la Constitution.

« Cette tâche attend la grande Assemblée Nationale. En attendant, Mon gouvernement vous soumettra des projets de lois qui relèvent de la Skoupchtina nationale ordinaire.

« Les impôts déjà existants sont mieux et plus équitablement répartis, en tant que cela est possible dans un pays où le système des impôts est nouveau, où le cadastre, et les données statistiques et les autres moyens de ce genre font encore défaut.

« Ce n'est pas tout. Il faut un système économique financier, qui fonctionne d'une façon constante, pour maintenir par là l'équilibre budgétaire rétabli, et sans lequel le déficit reviendrait et nous forcerait à contracter toujours de nouvelles dettes.

« C'est dans ce sens qu'il faut diriger la force productive nationale et les moyens de communication du pays. C'est dans les forces productrices de la nation que réside la source financière principale. Pour les diriger avec succès, le gouvernement vous soumettra plusieurs projets de lois que je recommande à votre attention particulière.

« Parmi les moyens de communication les chemins de fer sont au premier rang. Au Congrès de Berlin on a octroyé à la Serbie, dans son propre intérêt et dans celui du trafic général, de grandes obligations, qu'elle a, par respect pour les hautes puissances signataires du traité de Berlin, parfaitement remplies, en achevant la construction de ses voies ferrées dans toutes les directions. Notre ligne Nich-Vranja était achevée déjà l'année dernière et cette année-ci nous avons achevé la ligne Nich-Tsaribrod, de sorte que, de notre côté, rien n'empêche plus la jonction de ces voies avec les lignes turques et bulgares.

« Mon gouvernement a fait des efforts pour que les gros sacrifices que la Serbie s'est imposés et s'impose encore pour ses chemins de fer commencent, le plus tôt possible, à porter des fruits. Il espère que bientôt on pourra ouvrir les deux grandes lignes internationales qui vont à travers la Serbie, l'une à Salonique, l'autre à Constantinople. Elles ouvriront au commerce et aux produits de notre pays, de nouveaux marchés et en augmentant notre trafic, rendront plus faciles les charges qui pèsent sur notre pays forcé d'entretenir à lui seul des tronçons si importants des Chemins Orientaux.

« Les jonctions de ces lignes à Vranja et à Tsaribrod ont été réglées par des conventions spéciales conclues avec la Porte Ottomane et avec le gouvernement de la principauté voisine.

« Ces deux conventions seront également soumises à votre approbation.

« Dans l'intérêt du développement du commerce et du bien-être du pays, je suis heureux de vous annoncer que Mon gouvernement négocie, au sujet des traités de commerce, d'un côté, avec le gouvernement de S. M. le Sultan, et, de l'autre, avec le gouvernement de S. M. le roi Charles. Nous avons lieu d'espérer que nous pourrons bientôt entamer des négociations en vue de régler les rapports commerciaux avec notre voisine, la principauté bulgare.

« Messieurs les Députés! Bien que le temps et la nécessité aient dirigé l'attention particulière de Mon gouvernement sur les tâches financières et économiques, Mon gouvernement consacre aussi ses soins aux autres branches de la vie publique. L'armée et l'enseignement ont toujours droit aux premières places dans les tâches gouvernementales, — l'armée comme une force qui défend le pays et l'enseignement qui, bien dirigé avec esprit de suite, donne à la nation une génération solidement instruite et moralement saine.

« Chaque gouvernement doit s'efforcer d'assurer le développement normal du pays; pour y arriver, il faut aussi assurer la sécurité des personnes et des biens, par la garantie des droits civils, la bonne administration judiciaire et communale et par une loi électorale tendant à faire éviter, lors des élections, les injustices qui créent des conflits et des désordres.

« Vous serez, Messieurs les Députés, appelés à vous entendre avec Mon gou-

vernement sur tous ces besoins qui imposent à tous les citoyens le devoir inéluctable de respecter absolument les lois.

« Je trouve qu'il est superflu de vous recommander l'esprit patriotique pour votre travail. J'attends que vous montrerez la confiance entre vous, l'entente avec le gouvernement, que vous sauvegarderez les bases de l'Etat et de la vie publique, que vous résoudrez, avec un profond dévouement envers le trône et la patrie, les questions importantes qui vous attendent et que vous acquerrez des droits à la reconnaissance de votre roi et de votre nation qui vous ont accordé dans ce but leur pleine confiance.

« Je déclare ouverte la session de la Skoupchtina nationale convoquée pour cette année.

« Puisse Dieu bénir vos travaux ! »

La Skoupchtina, en réponse au discours du trône, avait, en premier lieu, voté une adresse, dans laquelle il était fait allusion aux relations de la Serbie avec l'Autriche-Hongrie et aux actes du ministère précédent en termes tels que le roi Milan avait refusé de la recevoir.

Une seconde adresse a donc été rédigée, beaucoup plus modérée que la première.

L'adresse exprime la conviction que l'amitié de toutes les puissances est de la plus haute importance pour la Serbie ; les membres de la Skoupchtina se déclarent prêts à appuyer les efforts du gouvernement en vue de maintenir et de consolider ces bonnes relations dans le sens d'une estime et d'une amitié réciproques. Ils font ressortir leur profonde satisfaction de ce que cet état de choses permettra à la Skoupchtina de se vouer entièrement à la solution de problèmes concernant la politique intérieure et à l'accomplissement d'une série de réformes utiles dans toutes les branches de l'administration.

L'adresse insiste sur la nécessité d'une revision de la Constitution et exprime ses remerciements pour les démarches faites dans ce sens. Elle déclare que la Skoupchtina est toute disposée à voter, d'un commun accord avec le gouvernement, les projets présentés par ce dernier, à rétablir l'ordre dans les finances, à relever les forces productives du pays, à établir les lignes de raccordement de chemins de fer et à conclure des traités de commerce profitables au commerce et à l'industrie du royaume. Elle promet de veiller avec sollicitude à l'organisation de la défense du pays et au développement de l'instruction publique. Enfin elle expose la nécessité d'une concorde patriotique de tous et témoigne son respectueux dévouement au roi et à la maison royale de Serbie.

Cette nouvelle adresse a été présentée, le 13 décembre, au roi, qui y a fait la réponse suivante, en présence des ministres :

Si j'avais accepté l'adresse telle que vous l'aviez projetée, je suis convaincu que l'Etat voisin, qui nous donne depuis sept ans tant de preuves d'amitié sincère, n'attendrait pas vingt-quatre heures pour nous demander ce que veut décidément la représentation nationale. Dans le passage où vous demandez l'amnistie, vous lésiez les droits de la Couronne ; mais vous devez savoir que je ne suis pas disposé à abandonner mes prérogatives. De même, le passage concernant la question de l'Eglise n'avait pas sa place dans l'adresse ; j'ai fait à ce sujet tout ce que je pouvais et je ne ferai rien de plus.

En ce qui touche le gouvernement antérieur, je vous déclare franchement qu'il a agi pendant sept ans d'après mes ordres, et que je prends sur moi toute la responsabilité de sa conduite. Je vous invite, par conséquent, à vous vouer aux affaires intérieures, à une bonne administration et à une sage politique financière.

Dans ces efforts, vous m'aurez toujours comme allié le plus fidèle ; mais le jour où vous toucherez aux choses auxquelles je ne veux pas qu'on touche, vous me forcerez à dissoudre la Skoupchtina. Si le ministère est disposé à suivre mes instructions, il restera aux affaires ; sinon, ce sera de votre faute, si je fais

appel à de nouveaux ministres, qui, d'accord avec une nouvelle assemblée, se conformeront à mes instructions.

Vous désirez la liberté de la presse ; mais où a-t-on trouvé une plus grande liberté qu'en Serbie ?

Un mot encore. Je suis sur le terrain de la Constitution, et je ne reculerai pas d'un pouce.

Je reconnais que mes droits sont plus grands que ceux du pouvoir législatif et que ces droits devraient être égaux à ceux de ces derniers ; mais aussi longtemps qu'un changement dans ce sens n'aura pas reçu la sanction légale, je ne les laisserai pas diminuer.

Je termine en vous avertissant que, si je jette un voile sur votre passé, vous ne devez pas trop agiter ce voile.

Travaillez pour le bien du trône et pour notre chère patrie.

## SUISSE

Le Conseil fédéral a été chargé d'organiser le bureau international pour la propriété littéraire et artistique prévu par la Convention internationale du 9 septembre 1886 (V. *Archives*, 1887, IV, 241 et suiv.). Ce nouveau bureau sera joint à celui de la propriété industrielle. A la tête des deux bureaux sera placé un directeur, ayant sous ses ordres un secrétaire-général, puis deux secrétaires, dont un pour la propriété littéraire et artistique, et l'autre pour la propriété industrielle.

Le Conseil fédéral a déjà désigné le futur secrétaire-général qui est M. Morel (Neuchâtel), membre du Conseil national, juriste distingué.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

### Revue des Deux-Mondes.

15 novembre. — *La seconde lutte de Frédéric II et de Marie-Thérèse : Campagne de Frédéric en Saxe et prise de Dresde*, par le duc de Broglie. — *L'expédition du Tage*, par l'amiral Jurien de la Gravière.

1<sup>er</sup> décembre. — *La seconde lutte de Frédéric II et de Marie-Thérèse : derniers incidents et fin de la lutte*. — *Le duc de Richelieu en Russie et en France*, par Alfred Rambaud (première étude d'ensemble sur sa vie). — *La politique et le politicien*, par G. Valbert (à propos de la traduction des *principes de la politique* de M. de Holtzendorff, par M. Ernest Lehr).

### La Nouvelle Revue.

15 novembre. — *Paul I<sup>er</sup> et Bonaparte (suite)*, par M. Tatistcheff. — *Les nouvelles lois militaires*. — *Le cardinal de Bonnechose et la Société contemporaine*, par de Marcère. — *Metz pendant la guerre de 1870*, par le général de Villenoisy.

1<sup>er</sup> décembre. — *La défense des côtes et les torpilleurs*, par l'amiral Bourgois. — *Le parti conservateur*, par le marquis de Castellane. — *La politique coloniale*, par M. Vickersheimer, député.

15. — *Paul I<sup>er</sup> et Bonaparte*, par M. Tatistcheff.

### Le Correspondant.

10 novembre. — *La Société française sous le règne de Napoléon I<sup>er</sup>* par



H. Forneron. — *Les étrangers en France*, par J. Laumonier (étude des dernières statistiques). — *Le gouvernement anglais et son avenir*, par A. Langlois (d'après les récentes publications de MM. Boutmy, Glasson, de Franqueville). — *Le bilan de la politique coloniale*, par R. Lavollée (2<sup>e</sup> article).

25. — *Le maréchal comte de Moltke*. — *La jeunesse du roi Charles-Albert*, par le marquis Costa de Beauregard. — *Le canal des Deux-Mers*, par A. de Chenclos.

10 décembre. — *Mémoires d'un royaliste*, par le comte de Falloux (années 1850 et 1851). — *Le comte de Moltke*. — *La jeunesse de Charles-Albert*.

25. — *Le Jubilé de Léon XIII et la question romaine*, par Léon Lavedan. — *Mémoires du comte de Falloux* (le deux décembre). — *A qui appartiendra le Maroc*, par A. de Ganniers.

#### Revue internationale.

25 novembre. — *Retour dans l'Inde anglaise*, par A. de Gubernatis. — *A propos de l'affaire Cassarel*, par Abel Veuglaire. — *La constitution du royaume de Roumanie* (fin), par Louis Neulat.

10 décembre. — *Le principe de la neutralisation internationale appliqué au Saint-Siège*, par E. Jacini, ancien ministre. — *La question monétaire en Angleterre*, par H. Chevassus.

25. — *La réforme du Sénat italien*, par Carlo de D. Levi. — *Un chapitre d'histoire maritime*, par Salvatore Raineri.

#### Revue britannique.

Novembre. — *Le partage politique de l'Océanie*, par Joseph Joubert. (Suivant l'auteur, il serait bon que les diverses puissances coloniales s'entendissent pour déterminer leur champ d'action dans les mers du Sud. Pourquoi ne se réuniraient-elles pas en Conférence comme elles l'ont fait à Berlin en 1885 pour l'Afrique Occidentale? Ce serait le moyen de prévenir de dangereux conflits. Déjà l'Allemagne et l'Angleterre ont réglé, par la convention du 6 avril 1886, leur sphère réciproque d'influence dans le Pacifique Occidental.)

Décembre. — *Les souvenirs d'un diplomate allemand*. (Analyse des mémoires du comte Wiltzhun, qui a longtemps représenté la Saxe à l'étranger; détails intéressants sur la Cour de Russie et le Czar Nicolas, les négociations qui précéderent la guerre de Crimée, etc.)

#### Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Décembre. — *Les premières ambassades russes à l'étranger*, par Louis Léger. (A propos de publications en allemand d'un professeur de l'Université de Dorpat; des documents russes ont été également utilisés. Il s'agit de missions envoyées par le Czar au xviii<sup>e</sup> siècle auprès de la République de Venise et du grand-duc de Toscane. Le récit fournit de curieux détails de mœurs et aussi des renseignements précieux sur les idées politiques du temps.)

#### Revue politique et littéraire.

5 novembre. — *M. Caro, philosophe : ses ouvrages*, par Paul Janet.

12. — *L'Indo-Chine française, politique et administration*, par Joseph Chailley.

19. — *Histoire de la liberté religieuse en France : le premier centenaire de l'édit de tolérance* (19 novembre 1788), par A. Vigié.

26. — *Rapport sur les prix et concours de l'Académie française*.

3 décembre. — *L'Indo-Chine française* (fin), par Joseph Chailley. — *Athènes*, par A. Mézières.

10. — *Notre nouveau président*. — *Les préliminaires de la paix avec la*



*Chine : du 11 janvier au 19 mars 1885* (historique détaillé et précis d'un homme certainement bien informé).

17. — *L'incohérence politique*, par J.-J. Weiss. — *Les préliminaires de la paix avec la Chine : mars 1885, retraite de Lang-Son.*

24. — *Les préliminaires de la paix avec la Chine.* (Fin du travail dont voici la conclusion : le programme adopté dès 1882 et poursuivi malgré l'intervention armée de la Chine se trouvait ainsi réalisé. Le but aurait été atteint plus vite, et au prix de moindres sacrifices, si l'action du gouvernement de la République n'avait pas été, en France même, contrariée jusqu'à la dernière heure. Néanmoins, en tombant du pouvoir, M. Ferry avait la satisfaction patriotique de laisser l'œuvre achevée.)

31. — Le numéro est consacré au regretté directeur de la Revue.

### Revue de géographie.

Décembre. — *Toponymie et topographie*, par L. Drapeyron. — *Voyage de deux bourgeois au Maroc*, par J. Teissier. — *L'Arménie et les Arméniens : les délégués arméniens à Londres*, par H. Meyners d'Estrey. (Quelques détails historiques et statistiques; question de la mise en application des réformes promises par l'art. 61 du traité de Berlin; importance politique de cette question.) — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud. (Découvertes récentes dans l'Afrique Centrale et la région du Congo). — *La formation territoriale des principaux Etats civilisés (suite)*, par P. Foncin. — *Ma Mission chez les tribus indiennes de la Guyane*, par H. Coudreau (lettre de septembre 1887 d'un explorateur qui déclare vouloir se consacrer à l'apostolat des tribus indiennes).

### Revue maritime et coloniale.

Décembre. — *Les Chemins de fer du Tonkin* (rapport d'une Commission technique). — *Campagne de Rio-Janeiro en 1711* (journal historique d'un marin embarqué sur le vaisseau de Duguay-Trouin, publié par le conservateur de la bibliothèque de Brest; il contient, outre le récit des faits, d'intéressants détails de navigation, de mœurs et de description.)

### Revue française de l'étranger et des colonies.

Décembre. — *Une Université allemande*, par Leclerc. — *Exploration au Zambèze*, par E. Durand.

### La Propriété industrielle.

Décembre. — *Le projet de loi suisse sur les brevets d'invention.* — *Projet de loi autrichien sur les marques de fabrique.* — *Statistique des marques de fabrique enregistrées en Suisse en 1885 et 1886.*

### Revue Algérienne et Tunisienne.

Décembre. — *De la compétence des Tribunaux français d'Algérie dans les contestations entre étrangers*, par Audinet, agrégé à la Faculté de droit d'Aix. (Fin du travail où l'on trouvera beaucoup de questions intéressantes pour la théorie et la pratique; nous signalons particulièrement la dernière partie consacrée à la Tunisie dont la situation spéciale soulève diverses difficultés. L'auteur met en jeu le protocole franco-italien du 25 janvier 1884 sans se demander si ce protocole a une valeur légale pour les Tribunaux français.) — *Législation mozabite sur le mariage*, par E. Zeys, président de Chambre à la Cour d'Alger.

### Journal du droit international privé et de la Jurisprudence comparée.

1887, IX-X. — *De l'organisation judiciaire en Egypte*, par G. Privat, avocat à Alexandrie. (Etude sommaire de la situation faite à l'Egypte par l'existence de trois sortes de juridictions; l'auteur recommande le maintien du *statu quo* avec quelques modifications.) — *De la répression pénale à laquelle sont exposés les étrangers qui viennent se battre en duel en Belgique*, par A. Prius, professeur à l'Université de Bruxelles. — *De l'exécution des jugements étrangers dans la République Argentine*, par Palomeque, avocat à Buenos-Aires. — *De la condition des étrangers en Roumanie*, par Suliolis, avocat à Braïla. — *De la mer territoriale et de la soumission des navires étrangers à la juridiction locale*, par Pappafava, avocat à Zara. — *De la conversion en divorce d'une séparation de corps prononcée à l'étranger entre étrangers*, par de Nobeles, avocat à Gand. — *De la police des étrangers en France*, par Ch. Bertheau, procureur de la République. — Chronique du droit international. — Bulletin de jurisprudence : France, Allemagne, Angleterre, Belgique, Etats-Unis, Italie, Luxembourg, Russie, Suisse. — Faits et informations.

XI-XII. — *Conflit des lois en matière de mariage et de divorce*, par L. Von Bar, professeur à Göttingen. — *Difficultés internationales à propos des pêcheries maritimes*, par Bromley Burrows, solicitor. — *De l'effet extraterritorial de la loi pénale*, par A. Gauvain (à propos de l'incident Cutting dont nous avons publié les documents l'année dernière). — *Droit de blocus en temps de paix*, par Perels, conseiller à l'amirauté allemande. — *Régime légal des immeubles possédés par des étrangers dans la principauté de Monaco*, par C. Jolivot. — *De l'illégalité des taxes imposées par des Consuls à leurs nationaux à l'étranger et du droit de dénationalisation*. — Chronique du droit international. — Jurisprudence internationale : France, Belgique, Chili, Danemark, Egypte, Espagne, Italie, Suède, Suisse, Turquie. — Divers documents internationaux.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1887, V. — *La science et la conscience du droit : son développement au XIX<sup>e</sup> siècle, spécialement en ce qui concerne le droit criminel et le droit international*, par Albéric Rolin. — *Notes inédites de Bentham*, par E. Nys. — *Les manuscrits de sir Julius Caesar*, par E. Nys. (Sir Julius Cæsar, à peu près inconnu sur le Continent, a été un personnage important en Angleterre vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle; il a laissé un grand nombre de notes et de documents dont un certain nombre peuvent être utilement consultés pour l'histoire du droit international, ainsi que l'explique fort bien le savant professeur à l'Université de Bruxelles.) — *La question du désarmement et les difficultés qu'elle soulève au point de vue du droit international*, par J. Lorimer. (Lettre adressée à M. Rolin-Jacquemyns qui avait fait une proposition au sujet du désarmement lors de la dernière session de l'Institut de droit international.) — *Quelques réflexions sur les armements croissants de l'Europe*, par le comte Kamarowski. — *De la littérature juridique actuelle de l'Espagne et de quelques-unes de ses productions les plus récentes*, par G. Rolin-Jacquemyns (étude des plus instructives).

### Le Mémorial diplomatique.

3 décembre. — *La crise présidentielle*. — « Les monarques que j'ai rencontrés » (analyse d'un ouvrage anglais publié sous ce titre).

10. — *La présidence de M. Carnot*. — *La France en Suède*, esquisse historique des relations des deux pays (fin du travail).

17. — *Le message du Président et la déclaration du ministère*.

24. — *A propos des bruits de guerre*.

31. — *Autriche et Russie*.

## L'Économiste français.

1<sup>er</sup> octobre. — *Le remaniement de la dette publique française*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le Congrès international des chemins de fer* par Joseph Chailley. (Exposé des travaux de ce Congrès qui s'est tenu à Milan au mois de septembre.) — *Le mouvement de la population de la France en 1886.* — *Le commerce au Tonkin et en Annam en 1886.*

8. — *La répartition de l'or dans le monde* par P. Leroy-Beaulieu. — *Une ambassade française au Maroc*, par Bérard-Varagnac (à propos de la brillante relation de M. Gabriel Charmes).

15. — *Le drainage de l'or français*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le Congrès de l'association britannique pour l'avancement des sciences*, par J. Chailley. (Session tenue à Manchester). — *Lettre de Russie sur la campagne allemande contre les fonds russes et la situation monétaire.*

22. — *La question des pêcheries : Difficultés entre l'Angleterre, les Etats-Unis et le Canada*, par J. Chailley. — *Des Congrès coopératifs en 1887*, par E. Brelay. (Il s'en est tenu en Angleterre, en France et en Italie).

29. — *Le traité de commerce franco-italien*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le Congrès des Trade-Unions anglaises*, par Joseph Chailley. — *L'organisation du Stock-Exchange de New-York.*

5 novembre. — *La baisse du taux de l'intérêt et les conversions de dettes publiques*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement ouvrier*, par Georges Michel. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Crise monétaire à New-York, emploi des excédents de recettes, etc.)

12. — *Les éventualités européennes et les appréhensions politiques*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les socialistes allemands*, par A. Raffalovich. (Compte-rendu du Congrès tenu par eux à Saint-Gall au commencement d'octobre.) — *L'agriculture en Egypte*, par J. Chailley. — *Discussion à la Société d'économie politique sur les tarifs coloniaux en général et en particulier sur le régime commercial de l'Indo-Chine française.* (Observations importantes de M. Joseph Chailley.)

19. — *Les éventualités politiques intérieures et extérieures.* — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Le progrès dans les Etats du Centre et du Far-West.) — *La nouvelle métamorphose de l'entreprise de Panama.*

26. — *La question présidentielle et la question constitutionnelle*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les relations économiques de l'Allemagne et de la Russie.* — *Les îles Philippines et Carolines*, par J. Chailley.

3 décembre. — *La situation intérieure et les intérêts publics.* — *Le mouvement social aux Etats-Unis*, par J. Chailley. (Exécution des anarchistes de Chicago, les élections dans les Etats et les taxes imposées aux candidats, les préjugés de couleur.) — *Les marines marchandes internationales en 1886 et 1887*, par G. Michel.

10. — *Les dépenses des localités en France, en Angleterre et en Italie*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La Chine : le pays, les habitants, les institutions*, par J. Chailley (premier article). — *Le traité franco-italien*, par P. Fontaine.

17. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (le message présidentiel, la question du protectionnisme). — *Le traité de commerce franco-italien.* — *Le développement des téléphones en Europe.* (Il n'y a encore qu'une ligne internationale, celle de Paris à Bruxelles.)

24. — *La Chine et les étrangers, la religion et les richesses*, par J. Chailley. — *La question du blé en Allemagne.*

31. — *La préparation et le vote du budget en France et à l'étranger*, par H. de Beaumont. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par Joseph Chailley (questions relatives aux chemins de fer). — *Lettre de Tunisie sur la situation générale, le mouvement de la colonisation.* — *L'accroissement des dépenses publiques en Angleterre.*



### Bulletin de statistique et de législation comparée.

**Novembre.** — *France* : documents relatifs à la conversion du 4 1/2 et du 4 0/0; le monopole des poudres à feu (historique à propos d'un projet de loi les supprimant); le commerce extérieur de l'Algérie depuis 1830 : commerce, navigation, régime douanier (tableaux détaillés). — *Tunisie* : décret sur les lignes télégraphiques; règlement du budget de 1885-1886 et budget de 1886-1887. — *Belgique* : Lois établissant des *Conseils de l'industrie et du travail* et réglementant le *paiement des salaires aux ouvriers*. — *Autriche-Hongrie* : le projet de budget commun et le projet de budget hongrois pour 1888. — *Italie* : la situation financière des communes (1863-1883). — *Norvège* : les marines marchandes en 1886 (statistique internationale).

**Décembre.** — *France* : diverses lois financières; le commerce extérieur en 1886 (résultats définitifs); les dégrèvements en Tunisie. — *Allemagne* : le message impérial et le projet de budget de l'Empire; la révision du tarif douanier (céréales); statistique monétaire universelle (analyse d'articles de M. Sæltber). — *Italie* : les budgets de 1886 et 1887 et le projet de budget pour 1888. — *Russie* : le tarif douanier (règlement du 7 novembre 1887). — *Etats-Unis* : le message présidentiel (principaux passages) et le rapport du secrétaire du Trésor (analyse).

---

**La fondation de l'Etat indépendant du Congo au point de vue juridique**, par Gustave Moynier, docteur en droit, correspondant de l'Institut de France, br. in-8°, Paris, 1887.

Nous croyons que peu d'hommes ont, de nos jours, rendu autant de services au droit international que l'auteur de cet opuscule. L'honorable M. Moynier n'est pas un juriconsulte de profession, c'est un apôtre et un apôtre qui ne se laisse pas entraîner en dehors de la réalité par ses sentiments généreux; son cœur ne l'emporte pas dans le domaine des abstractions et des chimères, mais lui donne seulement l'énergie et la persévérance nécessaires pour réaliser les réformes possibles. Il a pris une part prépondérante à l'élaboration de la célèbre *convention de Genève*, à l'extention de son application. Il l'a commentée dans des livres excellents qu'on ne saurait trop répandre. Il préside le Comité international qui sert de lien aux diverses Sociétés de la Croix-Rouge; il est vraiment l'incarnation de la justice et de la charité dans ce domaine où il règne avec une discrétion et une réserve qu'on ne saurait trop louer. Nous sommes heureux de cette occasion qui nous est offerte de dire toute l'admiration et toute l'estime que nous inspire cet éminent homme de bien.

Depuis longtemps, il se préoccupe de l'Afrique et des questions que son exploration devait soulever. Dès 1878, il invitait l'*Institut de droit international* à s'en occuper; il renouvelait sa demande en 1883. Il dirige une revue des plus intéressantes consacrée à ce pays encore mystérieux en tant de points : *L'Afrique explorée*. Dans la présente brochure, il se livre à une étude toute nouvelle dans la littérature juridique. Il recherche les circonstances dans lesquelles s'est fondé *l'Etat indépendant du Congo*, fait ressortir les caractères particuliers qu'elles présentent au point de vue du droit. Sans doute, le Congo a donné lieu à un grand nombre de publications, quelques-unes très volumineuses; mais on n'avait pas songé encore à dégager ce que la naissance de cet Etat présentait d'intéressant pour des juriconsultes. L'exposition est d'une netteté fort élégante. L'auteur a ainsi payé sa bienvenue à l'Institut de France qui l'a honoré et qui s'est honoré en le nommant récemment membre correspondant. L. R.

---

**La Révolution de 1848 et ses détracteurs**, par J. Stuart Mill; traduction et préface par M. Sadi Carnot, deuxième édition, 1 vol. in-12, Paris, 1888, librairie Félix Alcan.

Ce petit ouvrage est la défense du Gouvernement Provisoire et de la Révo-



lution, écrite par un anglais en réponse à un pamphlet d'un de ses compatriotes; l'intérêt de ce livre se trouve aujourd'hui augmenté par le fait qu'il a été traduit de l'anglais en 1875 par M. Sadi Carnot, alors membre de l'Assemblée nationale. Dans une longue introduction, le futur président de la République française a formulé son appréciation sur l'objet du débat; il a démontré, en outre, que « la République ou la souveraineté nationale organisée, est le seul port où la Société française peut désormais délier les orages » et que « le grand événement de 1848 nous a rapprochés de ce port de refuge ».

---

**Argument on the question of the Validity of the Treaty of limits between Costa Rica and Nicaragua and other Supplementary points connected With it**, filed on behalf of the Government of Costa Rica by Pedro Perez Zeledon, Washington, 1887.

Un litige sur diverses questions de limites s'est élevé entre les Républiques de Costa Rica et de Nicaragua; il a été soumis à l'arbitrage du président des Etats-Unis. La publication, dont le titre est rapporté ci dessus, est le mémoire rédigé à l'appui des prétentions de Costa Rica par son envoyé extraordinaire à Washington. Elle contient un exposé historique, une discussion des questions de droit et de fait, et une série de documents annexés.

---

**Recueil des traités de la France**, publié sous les auspices du Ministère des affaires étrangères, par M. de Clercq, ministre plénipotentiaire et M. Jules de Clercq, consul de France, tome XV, supplément, 1713-1885, un très fort volume, Paris, 1888, Pedone-Lauriel, éditeur.

Ce volume complète la précieuse collection qu'a longtemps dirigée M. de Clercq, qui a rendu de grands services à son pays à la fois comme diplomate et comme écrivain, et que continue son digne fils. On a ainsi, dans ces quinze volumes, l'ensemble du droit international conventionnel de la France de 1713 à la fin de 1885. Les attaches des auteurs avec le Département des affaires étrangères garantissent l'exactitude et l'authenticité des textes, ce qui n'est pas un mince avantage en pareille matière. On trouvera dans le présent volume une foule de documents précieux au point de vue historique ou pratique, se référant au XVIII<sup>e</sup> ou au XIX<sup>e</sup> siècle, qui pour des raisons diverses n'avaient pas été insérés dans la collection. Pour que ce recueil eût toute l'utilité dont il est susceptible, il faudrait une table méthodique permettant de retrouver facilement l'ensemble des traités relatifs à un objet déterminé. Ce serait un grand service que M. de Clercq rendrait à ses collègues de la carrière diplomatique ou consulaire et à tous ceux qui ont à appliquer ou à étudier théoriquement le droit conventionnel de la France.

L. R.

---

**Almanach de Gotha**: Annuaire généalogique, diplomatique et statistique, 1888, Gotha, Jusus Perthes.

C'est la 125<sup>e</sup> année de cette publication dont il n'y a plus à faire l'éloge et dont les éditeurs tiennent à conserver leur réputation de grande exactitude. Pour peu qu'on ait à s'occuper des relations internationales, il est commode d'avoir sous la main un livre qui fournit d'amples renseignements sur tout le personnel politique et administratif de chaque gouvernement, ainsi que sur sa situation économique et financière. Une chronique succincte rappelle les principaux événements survenus dans chaque pays.

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie LÉON FRÉMONT.

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ALLEMAGNE — AUTRICHE-HONGRIE

##### Traité d'alliance.

7 octobre 1879 (1)

Considérant que leurs Majestés l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie et l'empereur d'Allemagne et roi de Prusse doivent estimer comme leur devoir inéluctable de souverains de veiller en toutes circonstances à la sécurité de leurs empires et à la tranquillité de leurs peuples ;

Considérant que les deux monarques seront à même, par une alliance solide des deux empires, dans le genre de celle qui existait précédemment, d'accomplir plus facilement et plus efficacement ce devoir ;

Considérant, enfin, qu'un accord intime entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ne peut menacer personne, mais est plutôt de nature à consolider la paix européenne créée par les stipulations du traité de Berlin ;

Leurs Majestés l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie, et l'empereur

(1) Ce traité a été publié simultanément à Berlin (*Reichsanzeiger*) et à Vienne (*Abendpost*) le 3 février 1888. Le texte était accompagné, dans les deux journaux, de la note suivante :

Les gouvernements de la monarchie austro-hongroise et de l'Allemagne ont trouvé bon de publier le traité d'alliance conclu entre eux le 7 octobre 1879, pour faire cesser les doutes qu'on élevait de divers côtés sur le but absolument défensif de cet accord, doutes qu'on a exploités sous l'influence de mobiles divers.

Les deux gouvernements alliés sont guidés dans leur politique par le désir du maintien de la paix, et ils travaillent, dans la mesure du possible, à ce qu'elle ne soit point troublée. Ils sont convaincus que la connaissance du texte de leur traité d'alliance fera disparaître tous les doutes existant à ce sujet et ils ont résolu pour cette raison de le publier.

d'Allemagne, se promettant solennellement de ne jamais donner une tendance agressive quelconque à leur accord purement défensif, ont résolu de conclure une alliance de paix et de protection réciproque.

Dans ce but, LL. MM. ont nommé comme leurs plénipotentiaires :

Pour S. M. l'empereur d'Autriche et roi de Hongrie, son conseiller intime réel le ministre de la maison impériale et des affaires étrangères, le feld-maréchal lieutenant Julius, comte Andrassy, etc...

Pour S. M. l'empereur d'Allemagne, son ambassadeur et plénipotentiaire extraordinaire, le lieutenant-général prince Henri VII, Reuss, etc., etc...

Qui tous deux se sont mis en rapport, aujourd'hui, à Vienne, et après échange de leurs pouvoirs dûment reconnus bons et suffisants ont arrêté ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Si contrairement à ce qu'il y a lieu d'espérer, et contrairement au sincère désir des deux hautes parties contractantes, l'un des deux empires venait à être attaqué par la Russie, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter réciproquement secours avec la totalité de la puissance militaire de leur empire, et par suite, de ne conclure la paix que conjointement et d'accord.

Art. 2. — Si l'une des deux hautes parties contractantes venait à être attaquée par une autre puissance, l'autre haute partie contractante s'engage par le présent acte, non-seulement à ne pas soutenir l'agresseur contre son haut allié, mais, tout au moins, d'observer une neutralité bienveillante à l'égard de la partie contractante. Si toutefois, dans le cas précité, la puissance attaquante était soutenue par la Russie, soit sous forme de coopération active, soit par des mesures militaires qui menaceraient la puissance attaquée, alors l'obligation d'assistance réciproque avec toutes les forces militaires, obligation stipulée dans l'article 1<sup>er</sup> de ce traité, entrerait immédiatement en vigueur, et les opérations de guerre des deux hautes parties contractantes seraient aussi, dans cette circonstance, conduites conjointement jusqu'à la conclusion de la paix.

Art. 3. — Ce traité, en conformité de son caractère pacifique, et pour éviter toute fausse interprétation, sera tenu secret par les deux hautes parties contractantes. Il ne pourrait être communiqué à une troisième puissance qu'à la connaissance des deux parties, et après entente spéciale entre elles.

Vu les dispositions exprimées par l'empereur Alexandre à l'entrevue d'Alexandrowo, les deux parties contractantes nourrissent l'espoir que les préparatifs de la Russie ne deviendront pas, en réalité, menaçants pour eux ; pour cette raison, il n'y a actuellement aucun motif à communication.

Mais si, contre toute attente, cet espoir était rendu vain, les deux parties contractantes reconnaîtraient comme un devoir de loyauté d'informer au moins confidentiellement l'empereur Alexandre qu'elles devront considérer comme dirigée contre elles deux, toute attaque dirigée contre l'une d'entre elles.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé de leur propre main ce traité, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Vienne, le 7 octobre 1879.

*Signé* : ANDRASSY.

Prince Henry VII Reuss.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE — FRANCE

### Traité d'amitié, de commerce et de navigation

9 septembre 1882 (1)

Le Président de la République française et le Président de la République dominicaine, animés du même désir de maintenir les relations cordiales qui existent entre les deux pays, de resserrer, s'il est possible, leurs liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre leurs nationaux respectifs, ont décidé de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, sur la base d'une équitable réciprocité et ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française :

M. Eugène Duclerc, sénateur, président du conseil, ministre des affaires étrangères,

Et le président de la République dominicaine :

M. le général Gregorio Luperon, ancien président de la République dominicaine, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc.

Et M. le baron Emanuel de Almeda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République dominicaine à Paris, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Article premier. — Il y aura paix et amitié perpétuelles entre la République française d'une part, et la République dominicaine d'autre part, ainsi qu'entre les citoyens de l'un et de l'autre Etat, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. — Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation pour les nationaux et les bâtiments des hautes parties contractantes dans les villes, ports, rivières ou lieux quelconques des deux Etats et de leurs possessions, dont l'entrée est actuellement permise ou pourra l'être, à l'avenir, aux sujets et aux navires de toute autre nation étrangère.

Les Français dans la République dominicaine et les Dominicains en France pourront réciproquement entrer, voyager ou séjourner en toute liberté, dans quelque partie que ce soit des territoires ou possessions respectifs; ils jouiront, à cet effet, pour leurs personnes et leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront, dans toute l'étendue des deux territoires, exercer l'in-

(1) Promulgué dans le *Journal officiel de la République française* du 24 juin 1887. — Les ratifications ont été échangées à Paris le 21 juin 1887.



dustrie, faire le commerce tant en gros qu'en détail, louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques ou terrains qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que de l'étranger, en payant les droits et patentes établis par les lois en vigueur pour les nationaux.

Ils seront également libres, dans leurs ventes et achats, de débattre et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur du pays, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlement du pays.

Ils pourront faire et administrer leurs affaires eux-mêmes ou se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans leurs propres déclarations en douane, soit dans le chargement ou le déchargement et l'expédition de leurs navires. Enfin, ils ne seront assujettis à d'autres charges, contributions, taxes ou impôts que ceux auxquels sont soumis les nationaux, ou les citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les citoyens des deux nations jouiront, dans l'un et l'autre Etat, de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils pourront avoir recours aux tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits dans toutes les instances et à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer les avocats, avoués ou agents de toutes classes auxquels ils jugeront à propos de recourir pour les représenter et agir en leur nom, le tout conformément aux lois du pays; enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges, ils seront soumis pour la jouissance de ces franchises aux mêmes conditions que ces derniers.

Art. 4. — Les Français dans la République dominicaine, et les Dominicains en France jouiront du bénéfice de l'assistance judiciaire, en se conformant aux lois du pays dans lequel l'assistance sera réclamée. Néanmoins, l'état d'indigence devra, en outre des formalités prescrites par ces lois, être établi par la production de pièces délivrées par les autorités compétentes du pays d'origine de la partie et légalisées par l'agent diplomatique ou consulaire de l'autre pays qui les transmettra à son gouvernement.

Art. 5. — Les Français dans la République dominicaine et les Dominicains en France pourront, comme les nationaux, acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou quelque autre manière que ce soit, les biens, meubles et immeubles situés dans les territoires respectifs, sans qu'ils puissent être tenus à acquitter des droits de succession ou de mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés, dans des cas semblables, aux nationaux eux-mêmes.

Art. 6. — La succession aux biens immobiliers sera réglée par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives aux successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers, laissés dans l'un des deux pays par des citoyens de l'autre pays, soit qu'à l'époque de leur décès, ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent simplement de passage, seront

jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt et conformément aux lois de cet Etat.

Art. 7. — Les Français dans la République Dominicaine et les Dominicains en France seront exempts de tout service personnel soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes réquisitions ou contributions de guerre, de prêts et emprunts forcés et autres contributions extraordinaires, en tant que ces réquisitions, emprunts ou contributions ne seraient pas imposés sur la propriété foncière. Dans aucun cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés soit mobilières soit immobilières, à d'autres charges ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes ou les citoyens de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu que celui qui réclamera l'application de la dernière partie de cet article sera libre de choisir celui des deux traitements qui lui paraîtra le plus avantageux.

Art. 8. — Les navires, cargaisons, marchandises ou effets appartenant à des citoyens de l'un ou de l'autre Etat, ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni retenue pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit, sans une indemnité préalablement débattue par les parties intéressées, fixée et acquittée, suffisante pour compenser les pertes, dommages et retards qui seraient la conséquence du service auquel ils auraient été astreints.

Art. 9. — Les citoyens de chacun des deux Etats jouiront respectivement dans l'autre d'une entière liberté de conscience et pourront exercer leur culte de la manière que leur permettront la constitution et les lois du pays.

Art. 10. — Si, infortuné, la paix venait à être rompue entre les deux Etats, il est convenu, dans le but de diminuer les maux de la guerre, que les ressortissants de l'un d'eux résidant dans les villes, ports et territoire de l'autre, exerçant le commerce ou toute autre profession, pourront y demeurer et continuer leurs affaires, en tant qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois du pays. Dans le cas où leur conduite leur ferait perdre ce privilège et où les Gouvernements respectifs jugeraient nécessaire de les faire sortir du pays, il leur serait accordé un délai de six mois à compter du jour où cet ordre sera rendu public, ou leur sera signifié, afin qu'ils puissent régler leurs intérêts et se retirer avec leur famille et leurs biens.

En aucun cas de guerre ou de collision entre les deux nations, les propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils soient, des ressortissants respectifs ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre ni à d'autres charges et impositions que celles exigées des nationaux.

De même, pendant l'interruption de la paix, les deniers dus par des particuliers non plus que les titres de crédit public ni les actions de banque ou autres ne pourront être saisis, séquestrés ou confisqués au préjudice des citoyens respectifs et au bénéfice des pays où ils se trouveront.

Art. 11. — Les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol et de l'industrie dominicaine, et dans la République dominicaine sur les produits du sol et de l'industrie de France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les

mêmes produits de la nation étrangère la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher soit la propagation des épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Il est fait réserve au profit de la République dominicaine de la faculté de concéder à la République d'Haiti des avantages particuliers qui ne pourront pas être réclamés par la France comme une conséquence de de son droit au traitement de la nation la plus favorisée (1).

Art. 12. — Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant seront réciproquement exemptées dans l'autre Etat de tout droit de transit.

Toutefois, la législation spéciale de chacun des deux Etats est maintenue pour les articles dont le transit est ou pourra être interdit, et les deux Hautes Parties Contractantes se réservent le droit de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes et des munitions de guerre.

Art. 13. — Les produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays dont l'importation n'est pas prohibée, seront soumis dans les pays de l'autre aux mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur des navires français ou sur des navires dominicains. De même, les produits exportés supporteront les mêmes droits et jouiront des mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions de droit, qui sont ou pourraient être accordées aux exportations faites sur bâtiments nationaux.

Art. 14. — Les navires français venant dans les ports de la République Dominicaine et les navires dominicains venant dans les ports de France avec chargement ou sur lest, ne payeront d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant la coque du navire, que ceux auxquels sont ou seraient assujettis les nationaux.

En ce qui concerne le traitement local, le placement des navires, leur chargement ou déchargement, ainsi que les taxes ou charges quelconques dans les ports, bassins, docks, rades, barres et rivières des deux pays et généralement pour toutes les formalités ou dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, les privilèges, faveurs ou avantages qui sont ou seraient accordés aux bâtiments nationaux, ainsi qu'aux marchandises importées ou exportées par ces bâtiments, seront également accordés aux navires de l'autre pays, ainsi qu'aux marchandises importées ou exportées par ces navires.

Art. 15. — Sont complètement affranchis des droits de tonnage, de port et d'expédition qui continueraient d'être maintenus dans les ports respectifs :

1° Les navires qui, entrés sur lest, de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

(1) V. l'art. 1 de l'Acte additionnel, du 5 juin 1886, ci-après p. 137.



2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur cargaison, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

3° Les bateaux à vapeur affectés au service de la poste, des voyageurs et des bagages, ne faisant aucune opération de commerce ;

4° Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Ne seront pas considérés en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce : le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire ou sa purification, quand il est mis en quarantaine ; le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires en ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 16. — Les droits de navigation, de tonnage et autres, qui se prélèvent en raison de la capacité des navires devront être perçus, pour les navires français, dans les ports de la République dominicaine, d'après les papiers de bord du navire.

Il en sera de même pour les navires dominicains dans les ports de France.

Art. 17. — Les dispositions du présent traité ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage, dont le régime demeure soumis aux lois respectives des deux Etats contractants.

Toutefois, les bâtiments français dans la République dominicaine et les bâtiments dominicains en France pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite, avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même Etat, soit pour y achever de débarquer leur chargement d'arrivée, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant dans chaque port, d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent, en pareil cas, les bâtiments nationaux.

Art. 18. — Il est fait également exception à l'application des dispositions du présent traité en tout ce qui concerne l'industrie de la pêche dont l'exercice demeure soumis aux lois des deux Etats contractants.

Art. 19. — Seront considérés comme français dans la République dominicaine et comme dominicains en France, les navires qui appartiendront aux citoyens de l'un des deux pays, navigueront sous les pavillons respectifs et seront porteurs des papiers de bord, ainsi que des documents exigés par les lois de chacun des deux Etats pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 20. — Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre Etat dont l'accès est permis à la nation la plus favorisée ; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions.

Art. 21. — Les paquebots chargés d'un service postal et appartenant soit à l'Etat, soit à des compagnies subventionnées par l'un des deux Etats, seront assimilés aux navires de guerre, s'ils ne font pas d'opérations de commerce.



Dans tous les cas, ils ne pourront être, dans les ports de l'autre, détournés de leur destination ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Art. 22. — Les citoyens dominicains jouiront dans les colonies et possessions françaises des mêmes droits et privilèges et de la même liberté de commerce et de navigation que ceux qui sont ou seront accordés aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, et réciproquement les habitants des colonies et possessions de la France jouiront, dans toute leur extension, des mêmes droits et privilèges et de la même liberté de commerce et de navigation qui, par ce traité, sont accordés dans la République dominicaine aux Français, à leur commerce, et à leurs bâtiments.

Art. 23. — Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie.

Art. 24. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants.

Il sera exécutoire pendant dix années, à partir du jour dudit échange et sera promulgué dans le délai de deux mois à dater du même jour. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la période de dix ans, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé (1).

Les hautes parties contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce traité toutes les modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes, et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 9 septembre 1882.

(L. S.) Signé : E. DUCLERC.

(L. S.) — G. LUPERON.

(L. S.) — EMANUEL DE ALMEDA.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE — FRANCE

### Acte additionnel au traité de commerce.

5 juin 1886 (2).

Le Président de la République française et le Président de la République dominicaine, ayant jugé utile d'introduire quelques modifications dans les articles 11 et 24 du traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé entre les deux pays, le 9 septembre 1882 (3),

(1) V. l'art. 2 de l'Acte additionnel, du 5 juin 1886, p. 137.

(2) *Journal officiel de la République française* du 24 juin 1887.

(3) V. le traité qui précède.

Ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française,

M. C. de Saulces de Freycinet, sénateur, membre de l'Institut, président du conseil des ministres, ministre des affaires étrangères, etc., etc.;

Et le président de la République dominicaine,

M. le baron Emanuel de Almeda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République dominicaine à Paris, etc., etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le troisième alinéa de l'article 11 du traité signé, le 9 septembre 1882, entre les deux parties contractantes, est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

« Les facilités que l'une ou l'autre des parties contractantes a accordées ou accordera à un ou plusieurs Etats limitrophes en vue du trafic-frontière ne pourront être réclamées par l'autre comme une conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins que les mêmes facilités ne soient étendues à un Etat non limitrophe. »

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 24 dudit traité est et demeure modifié ainsi qu'il suit :

« Il (le présent traité) entrera en vigueur deux mois après le jour dudit échange et restera exécutoire jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant le 1<sup>er</sup> février 1892, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé. »

Art. 3. — Le présent acte additionnel sera ratifié en même temps que le traité du 9 septembre 1882, auquel il se réfère.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte additionnel, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double expédition, le 5 juin 1886.

(L. S.) Signé : C. DE FREYCINET.

(L. S.) — EMANUEL DE ALMEDA.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE — FRANCE

### Convention consulaire.

25 octobre 1882 (1).

Le Président de la République française et le Président de la République dominicaine, reconnaissant l'utilité de déterminer, avec le plus de précision possible, les droits, privilèges et immunités, ainsi que les attributions des consuls, chanceliers et agents consulaires français et dominicains réciproquement admis à résider dans les Etats respectifs,

(1) *Journal officiel de la République française* du 24 juin 1887.

ont résolu de conclure à cet effet une convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française, M. Eugène Duclerc, sénateur, président du conseil, ministre des affaires étrangères ; et le président de la République dominicaine, M. le baron Emanuel de Almeda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République dominicaine à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1<sup>er</sup>. — Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les villes du territoire de l'autre partie.

Sur la présentation de leurs provisions, ces agents seront admis et reconnus, selon les règles et formalités établies dans le pays de leur résidence. L'exequatur leur sera délivré sans frais.

Aussitôt après leur admission, l'autorité supérieure du lieu où ils devront résider donnera les ordres nécessaires pour qu'ils soient protégés dans l'exercice de leurs fonctions et pour qu'ils jouissent des immunités et prérogatives attachées à leur charge.

Art. 2. — Les agents diplomatiques, les consuls généraux et consuls pourront, lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, nommer des agents consulaires dans les villes et ports de leurs arrondissements consulaires respectifs, sauf l'approbation du gouvernement territorial obtenue par la voie diplomatique. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les citoyens des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par l'agent diplomatique ou par le consul sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils pourront recevoir le titre de vice-consul, mais ce titre sera, dans ce cas, purement honorifique.

Art. 3. — En cas d'empêchement, d'absence ou de décès des consuls généraux et consuls, les consuls suppléants, chancelier ou secrétaires, qui auraient été présentés antérieurement en leurs qualités respectives, seront admis de plein droit à exercer, par intérim, les fonctions consulaires. Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection, et leur assurer pendant leur gestion provisoire la jouissance de tous les droits et immunités reconnus aux titulaires. Elles devront également donner toutes les facilités désirables aux agents intérimaires que les consuls généraux ou consuls désigneront pour remplacer momentanément les vice-consuls ou agents consulaires absents ou décédés.

Art. 4. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison consulaire l'écusson des armes de leur nation avec cette inscription : « Consulat, vice-consulat ou agence consulaire de . . . »

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, religieuses ou nationales, ainsi que dans les autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Art. 5. — Les archives consulaires seront inviolables et les autorités



locales ne pourront, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres ou papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs.

Art. 6. — Les consuls généraux, consuls suppléants, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, ne seront pas tenus de comparaître comme témoins devant les tribunaux du pays de leur résidence si ce n'est, toutefois, dans les causes criminelles où leur comparution sera jugée indispensable et réclamée par une lettre officielle de l'autorité judiciaire.

Dans tout autre cas, la justice locale se transportera à leur domicile pour recevoir leur témoignage de vive voix ou le leur demandera par écrit, suivant les formes particulières à chacun des deux Etats.

Art. 7. — Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, ne pourront pas être forcés de comparaître personnellement en justice, lorsqu'ils seront parties intéressées dans les causes civiles, à moins que le tribunal saisi n'ait, par un jugement, déferé le serment ou ordonné la comparution de toutes les parties.

En toute autre matière, ils ne seront tenus de comparaître en personne que sur une invitation expresse et motivée du tribunal saisi.

Art. 8. — Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, jouiront de l'immunité personnelle; ils ne pourront être arrêtés ni emprisonnés excepté pour les faits et actes que la législation pénale du pays de leur résidence qualifie de crimes et punit comme tels.

Art. 9. — Les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires, citoyens de l'Etat qui les nomme, seront exempts des logements militaires et des contributions de guerre ainsi que des contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, imposées par l'Etat ou par les communes; mais s'ils possèdent des biens immeubles, de même que s'ils font le commerce ou s'ils exercent quelque industrie, ils seront soumis à toutes les taxes, charges et impositions qu'auront à payer les autres habitants du pays, comme propriétaires de biens-fonds, commerçants et industriels.

Art. 10. — Les consuls généraux et consuls ou leurs chanceliers, ainsi que les vice-consuls et les agents consulaires des deux pays, auront le droit de recevoir, soit dans leur chancellerie, soit au domicile des parties, soit à bord des navires de leur nation, les déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants et tous autres citoyens de leur pays.

Lorsqu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, lesdits consuls ou agents pourront également recevoir, comme notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux. Ils auront le droit de recevoir tout acte notarié destiné à être exécuté dans leur pays et qui interviendra entre leurs nationaux et des personnes du pays de leur résidence. Ils pourront même recevoir les actes dans lesquels les citoyens du pays où ils résident seront seuls parties, lorsque ces actes contiendront des conventions relatives à des immeubles situés dans le



pays du consul ou agent, ou des procurations concernant des affaires à traiter dans ce pays.

Quant aux actes notariés destinés à être exécutés dans le pays de leur résidence, lesdits consuls ou agents auront le droit de recevoir tous ceux dans lesquels leurs nationaux seront seuls parties ; ils pourront recevoir, en outre, ceux qui interviendraient entre un ou plusieurs de leurs nationaux et des citoyens du pays de leur résidence, à moins qu'il ne s'agisse d'actes pour lesquels, d'après la législation du pays, le ministère des juges ou d'officiers publics déterminés serait indispensable.

Lorsque les actes mentionnés dans le paragraphe précédent auront rapport à des biens fonciers, ils ne seront valables qu'autant qu'un notaire ou autre officier public du pays y aura concouru et les aura revêtus de sa signature.

Art. 11. — Les actes mentionnés dans l'article précédent auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou autre officier public compétent de l'un ou de l'autre pays, pourvu qu'ils aient été rédigés dans les formes voulues par les lois de l'Etat auquel le consul appartient et qu'ils aient été soumis au timbre, à l'enregistrement et à toute formalité en usage dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Les expéditions desdits actes, lorsqu'elles auront été légalisées par les consuls ou vice-consuls et scellées du sceau officiel de leur consulat ou vice consulat, feront foi tant en justice que hors justice, devant tous les tribunaux, juges et autorités de la France et de la République dominicaine au même titre que les originaux.

Art. 12. — En cas de décès d'un citoyen de l'un des deux pays sur le territoire de l'autre pays, l'autorité locale compétente devra immédiatement en avvertir le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire, dans le ressort duquel le décès aura eu lieu, et ces agents devront, de leur côté, s'ils en ont connaissance les premiers, donner le même avis aux autorités locales.

Quelles que soient les qualités et la nationalité des héritiers, qu'ils soient majeurs ou mineurs, absents ou présents, connus ou inconnus, les scellés seront, dans les vingt-quatre heures de l'avis, apposés sur tous les effets mobiliers et les papiers du défunt. L'apposition sera faite, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, par le consul, en présence de l'autorité locale ou celle-ci dûment appelée. Cette autorité pourra croiser de ses scellés ceux du consulat, et dès lors les doubles scellés ne pourront plus être levés que d'un commun accord ou par ordre de justice.

Dans le cas où l'autorité consulaire ne procéderait pas à l'apposition des scellés, l'autorité locale devra les apposer après lui avoir adressé une simple invitation, et si elle les croise des siens, la levée des uns et des autres devra être faite, soit d'un commun accord, soit en vertu d'une décision du juge.

Ces avis et invitations seront donnés par écrit et un récépissé en constatera la remise.

Art. 13. — S'il n'a pas été formé d'opposition à la levée des scellés et si tous les héritiers et légataires universels ou à titre universel sont majeurs, présents ou dûment représentés et d'accord sur leurs droits et qualités, le consul lèvera les scellés sur la demande des intéressés,

dressera, qu'il y ait ou non un exécuteur testamentaire nommé par le défunt, un état sommaire des biens, effets et papiers qui se trouveraient sous les scellés, et délaissera ensuite le tout aux parties qui se pourvoiront, comme elles l'entendront, pour le règlement de leurs intérêts respectifs.

Dans tous les cas où les conditions énumérées au commencement du paragraphe précédent ne se trouveront pas réunies et quelle que soit la nationalité des héritiers, l'autorité consulaire, après avoir réclamé par écrit la présence de l'autorité locale et prévenu l'exécuteur testamentaire ainsi que les intéressés ou leurs représentants, procédera à la levée des scellés et à l'inventaire descriptif de tous les biens, effets et papiers placés sous les scellés. Le magistrat local devra, à la fin de chaque séance, apposer sa signature au procès-verbal.

Art. 14. — Si, parmi les héritiers et légataires universels ou à titre universel, il s'en trouve dont l'existence soit incertaine ou le domicile inconnu, qui ne soient pas présents ni dûment représentés, qui soient mineurs ou incapables, ou si, étant tous majeurs et présents, ils ne sont pas d'accord sur leurs droits et qualités, l'autorité consulaire, après que l'inventaire aura été dressé, sera, comme séquestre des biens de toute nature laissés par le défunt, chargée de plein droit d'administrer et de liquider la succession.

En conséquence, elle pourra procéder, en suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays, à la vente des meubles et objets mobiliers susceptibles de dépérir ou dispendieux à conserver, recevoir les créances qui seraient exigibles ou viendraient à échoir, les intérêts des créances, les loyers et les fermages échus, faire tous les actes conservatoires des droits et des biens de la succession, employer les fonds trouvés au domicile du défunt, ou recouvrés depuis le décès, à l'acquittement des charges urgentes et des dettes de la succession, faire en un mot tout ce qui sera nécessaire pour rendre l'actif net et liquide.

L'autorité consulaire fera annoncer la mort du défunt dans une des feuilles publiques de son arrondissement, et elle ne pourra faire la délivrance de la succession ou de son produit qu'après l'acquittement des dettes contractées dans le pays par le défunt, ou qu'autant que dans l'année qui suivra le décès, aucune réclamation ne se sera produite contre la succession.

En cas d'existence d'un exécuteur testamentaire, le consul pourra, si l'actif est suffisant, lui remettre les sommes nécessaires pour l'acquittement des legs particuliers. L'exécuteur testamentaire restera, d'ailleurs, chargé de tout ce qui concerne la validité et l'exécution du testament.

Art. 15. — Les pouvoirs conférés aux consuls par l'article précédent ne feront point obstacle à ce que les intéressés de l'une ou l'autre nation, ou leurs tuteurs et représentants, poursuivent devant l'autorité compétente l'accomplissement de toutes les formalités voulues par les lois pour arriver à la liquidation définitive des droits des héritiers et légataires et au partage final de la succession entre eux, et plus particulièrement à la vente ou à la licitation des immeubles situés dans le pays où le décès a eu lieu. Le consul devra, le cas échéant, organiser sans retard la tutelle de ceux de ses nationaux qui seraient incapables afin que le tuteur puisse les représenter en justice.

Toute contestation soulevée, soit par des tiers, soit par des créanciers

du pays ou d'une puissance tierce, toute procédure de distribution et d'ordre que les oppositions ou les inscriptions hypothécaires rendraient nécessaires, seront également soumises aux tribunaux locaux.

Le consul devra toutefois être appelé en justice, soit comme représentant ses nationaux absents, soit comme assistant le tuteur ou le curateur de ceux qui sont incapables ; mais il est bien entendu qu'il ne pourra jamais être mis personnellement en cause. Il pourra, d'ailleurs, se faire représenter par un délégué choisi parmi les personnes que la législation du pays autorise à remplir des mandats de cette nature.

Art. 16. — Lorsqu'un Français dans la République dominicaine ou un citoyen de la République dominicaine en France sera décédé sur un point où il ne se trouverait pas d'autorité consulaire de sa nation, l'autorité territoriale compétente procédera, conformément à la législation du pays, à l'inventaire des effets et à la liquidation des biens qu'il aura laissés, et sera tenue de rendre compte, dans le plus bref délai, du résultat de ses opérations au consulat appelé à en connaître.

Mais dès que le consul se présentera personnellement on enverra un délégué sur les lieux, l'autorité locale qui sera intervenue devra se conformer à ce que prescrivent les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente convention.

Art. 17. — Dans le cas où un citoyen de l'un des deux pays viendrait à décéder sur le territoire de ce pays et où ses héritiers et légataires universels ou à titre universel seraient tous citoyens de l'autre pays, le consul de la nation à laquelle appartiendront les héritiers ou légataires pourra, si un ou plusieurs d'entre eux sont absents, inconnus ou incapables, ou si, étant présents et majeurs, ils ne sont pas d'accord, faire tous les actes conservatoires d'administration et de liquidation énumérés dans les articles 12, 13, 14 et 15 de la présente convention. Il n'en devra résulter toutefois aucune atteinte aux droits et à la compétence des autorités judiciaires, pour ce qui concerne l'accomplissement des formalités légales prescrites en matière de partage et la décision de toutes les contestations qui pourraient s'élever soit entre les héritiers seulement, soit entre les héritiers et des tiers.

Art. 18. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux Etats connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et des autres opérations effectuées pour la conservation des biens et objets de toute nature laissés par les gens de mer et les passagers de leur nation qui décèderaient dans le port d'arrivée, soit à terre, soit à bord d'un navire de leur pays.

Art. 19. — Les dispositions de la présente convention s'appliqueront également aux successions des citoyens de l'un des deux Etats qui, étant décédés hors du territoire de l'autre Etat, y auraient laissé des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 20. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de leur pays, après leur admission à la libre pratique, interroger le capitaine et l'équipage, examiner les papiers de bord, recevoir les déclarations sur le voyage, la destination du bâtiment et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition du navire.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif ne pourront,



en aucun cas, opérer à bord ni recherches ni visites autres que les visites ordinaires de la douane et de la santé, sans prévenir auparavant, ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul de la nation à laquelle le bâtiment appartiendra.

Ils devront également donner, en temps opportun, au consul, les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que le capitaine et l'équipage auraient à faire devant les tribunaux ou les administrations du pays. La citation qui sera adressée à cet effet au consul indiquera une heure précise, et, s'il ne s'y rend pas en personne ou ne s'y fait pas représenter par un délégué, il sera procédé en son absence.

Art. 21. — En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la sûreté des marchandises, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays ; mais les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord des navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers du navire et les matelots, et spécialement celles relatives à la solde et à l'accomplissement des engagements réciproquement contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque les désordres survenus à bord des navires seront de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics à terre ou dans le port, ou quand une personne du pays ou ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, les autorités locales se borneront à prêter leur appui à l'autorité consulaire pour faire arrêter et conduire en prison tout individu inscrit sur le rôle de l'équipage, contre qui elle jugerait convenable de requérir cette mesure.

Art. 22. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toute autre personne faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages des navires de leur nation, qui auraient déserté.

A cet effet, ils devront s'adresser, par écrit, aux autorités locales compétentes et justifier, au moyen de la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient partie de l'équipage. Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera en outre auxdits agents tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation des déserteurs, qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus sur la demande écrite et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les rapatrier. Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur détention n'étaient pas régulièrement acquittés, lesdits déserteurs seraient remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelques délits à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à sa remise jusqu'à ce que la sentence du tribunal eût été rendue et eût reçu son exécution.



Les marins ou autres individus de l'équipage, citoyens du pays dans lequel s'effectuera la désertion, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 23. — Toutes les fois qu'entre les propriétaires, armateurs et assureurs, il n'aura pas été fait de conventions spéciales pour le règlement des avaries qu'auraient éprouvées en mer les navires ou les marchandises, ce règlement appartiendra aux consuls respectifs qui en connaîtront exclusivement si ces avaries n'intéressent que des individus de leur nation. Si d'autres habitants du pays où réside le consul s'y trouvent intéressés, celui-ci désignera dans tous les cas les experts qui devront connaître du règlement d'avaries. Ce règlement se fera à l'amiable sous la direction du consul si les intéressés y consentent, et, dans le cas contraire, il sera fait par l'autorité locale compétente.

Art. 24. — Lorsqu'un navire appartenant au gouvernement ou à des citoyens de l'un des deux pays fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre pays, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'un des Etats qui naufrageraient ou échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre Etat seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires respectifs. L'intervention des autorités locales n'aura lieu que pour assister lesdits agents, maintenir l'ordre, garantir l'intérêt des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls généraux, consuls, vice-consuls, agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations du sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les dispositions mentionnées dans le présent article seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Art. 25. — Il est, en outre, convenu que les consuls généraux, consuls, consuls suppléants, chanceliers, vice-consuls et agents consulaires de chacun des deux pays jouiront dans l'autre pays de tous les privilèges, immunités et prérogatives qui sont ou qui seront accordés aux agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que si ces privilèges et immunités sont accordés sous des conditions spéciales, ces conditions devront être remplies par les gouvernements respectifs ou par leurs agents.

Art. 26. — La présente convention aura une durée de dix années à

compter du jour de l'échange des ratifications. Si, un an avant l'expiration de ce terme, aucune des deux Hautes Parties Contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, le traité demeurera obligatoire encore une année et ainsi de suite jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où il aura été dénoncé.

Art. 27. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays contractants, dans le délai d'un an ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 25 octobre 1882.

(L. S.) Signé : E. DUCLERC.

(L. S.) — EMANUEL DE ALMEDA.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE — FRANCE

### Déclaration relative à la Protection de la Propriété industrielle.

9 septembre 1882 (1)

Le Gouvernement de la République Dominicaine, appréciant le haut intérêt qui s'attache à la garantie des droits de la propriété industrielle, se déclare prêt à adhérer à la Convention sur cette matière dont le projet a été adopté dans la séance de clôture de la Conférence internationale réunie à Paris au mois de novembre 1880.

Il est, de plus, entendu que le président de la République Dominicaine présentera à la législation de ce pays, lors de sa plus prochaine session, un projet de loi en vue de protéger efficacement dans la République Dominicaine les brevets d'invention, les noms commerciaux, les marques de fabrique ou de commerce, les dessins et modèles industriels appartenant à des Français, contre les usurpations et les contrefaçons, qu'elles aient été effectuées ou non dans la République Dominicaine ou dans un pays étranger.

D'un autre côté, dès que cette loi aura été promulguée, les Dominicains jouiront en France, et sous condition de réciprocité, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les noms commerciaux, les marques de fabrique ou de commerce et les dessins et modèles industriels en se conformant aux formalités prescrites par la législation française.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris, en double expédition, le 9 septembre 1882.

(L. S.) Signé : E. DUCLERC.

(L. S.) — GREGORIO LUPERON.

(L. S.) — EMANUEL DE ALMEDA.

(1) *Journal officiel de la République française* du 24 juin 1887.



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### CONFÉRENCE INTERNATIONALE

Ayant pour objet de remédier aux abus qu'engendre le trafic des Spiritueux dans la mer du Nord

10-25 Juin 1886

(Suite et fin) (1)

---

#### Cinquième séance. — 13 juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et 1/2.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance.

M. le Président met à l'ordre du jour le point IV de la note néerlandaise.

M. Verkerk Pistorius explique les raisons qui lui ont fait substituer la dénomination de *mesures de police* à celle de *mesures douanières*. Les mesures dont il s'agit ont pour but d'assurer l'exécution de l'interdiction de la vente de spiritueux et seront généralement appliquées par les autorités douanières. Le même cas se présente lorsqu'il s'agit de prévenir l'introduction des épizooties, du phylloxéra ou des maladies contagieuses. Il va de soi que là où il n'y a pas de douanes, comme par exemple dans les ports francs de Hambourg et Brème, les mesures destinées à cette fin sont appliquées par la police ou quelque autre autorité compétente.

Cependant M. Pistorius reconnaît, après la discussion sur ce point dans la troisième séance, que la différence des lois fiscales dans les divers Etats offre un obstacle aux mesures proposées en tant que celles-ci se rattachent directement au système des douanes. Afin d'obvier à cette difficulté et de fortifier les dispositions pénales dans un sens acceptable pour tous les pays représentés à la Conférence, il propose une stipulation conçue en ces termes :

« Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à exiger, pour le cas de récidive, une caution équivalente à l'amende, pour l'exportation de spiritueux par un bâtiment dont le propriétaire ou le patron aurait subi une condamnation du chef de contravention aux mesures législatives en question. »

M. Orban ne comprend pas les raisons pour lesquelles on veut établir

(1) V. plus haut, p. 66.



ici une peine supplémentaire, tandis que dans tous les pays la récidive en elle-même aggrave déjà la peine. Il demande sur quelle base juridique les Délégués des Pays-Bas ont fondé une proposition qui aurait pour conséquence une peine administrative, s'ajoutant à la peine légale.

M. Verkerk Pistorius est convaincu qu'en cherchant dans les lois des différents pays on trouvera des exemples que des mesures de police sont renforcées par des cautions. La Conférence ayant supprimé le droit de visite des croiseurs et les gains du trafic à interdire étant très élevés, il croit que des mesures préventives sont d'autant plus nécessaires pour l'efficacité de l'exécution de la convention. La garantie de l'amende n'est pas suffisante ; les pêcheurs vivant au jour le jour, il sera souvent difficile d'obtenir le paiement de l'amende, à moins que le propriétaire ou l'armateur ne fournisse une caution,

En proposant des mesures sérieuses, les Pays-Bas ont voulu donner une preuve de leur bon vouloir pour effacer les abus dont se plaignent surtout les Anglais et les Belges.

Du reste, comme il a déjà eu l'honneur de le dire dans la troisième séance, l'idée des mesures proposées a été principalement suggérée par l'administration des douanes anglaises elle-même.

M. Trevor ne peut pas s'associer à la proposition de MM. les Délégués des Pays-Bas.

Les divers gouvernements prendront sans doute toutes les mesures, qui selon leur avis pourront être nécessaires pour faire observer et pour assurer l'exécution de l'accord auquel ils espèrent tous que cette Conférence arrivera. Mais il répète, ce qu'il a déjà fait observer à la troisième séance, qu'il s'agit d'une question qu'il appartient à chaque pays de considérer comme il l'entend, que c'est une affaire d'administration intérieure des Gouvernements, et que ce n'est pas un sujet qu'on puisse viser convenablement par un traité international qui s'applique seulement à la mer commune en dehors des eaux territoriales.

M. Bruun se rallie tout à fait à ces observations de son collègue de l'Angleterre.

M. Verkerk Pistorius ayant émis l'avis que le montant de la caution serait fixé par chaque Etat, M. Orban fait observer qu'il y a lieu d'avoir confiance dans ces Etats en ce qui concerne les moyens de police ou douaniers à employer pour assurer l'exécution de la Convention.

M. Weymann partage la manière de voir de M. Orban et ne voit pas de raison d'imposer une peine administrative supplémentaire.

M. le Président voit dans la caution une mesure très efficace, car un armateur ne prendra pas un patron condamné, l'obligation de payer la caution pouvant retomber sur lui.

M. Mancel croit pouvoir affirmer qu'il serait fort difficile pour la France d'admettre la caution proposée par MM. les Délégués des Pays-Bas.

M. Verkerk Pistorius constate que la première impulsion qui donna lieu à cette conférence était le rapport de M. Higgin qui était principalement dirigé contre les cabarets flottants néerlandais. Dès lors le Gouvernement des Pays-Bas, surtout guidé par un sentiment moral, a cru devoir proposer des mesures sérieuses et efficaces pour réprimer le mal. Il répète que, si l'on se borne à défendre la vente des spiritueux aux pêcheurs, on fera une œuvre incomplète et que le contrôle fort restreint des croiseurs ne suffira

pas à faire respecter les dispositions prohibitives qu'on veut faire inscrire dans la convention.

M. Mancel rappelle aussi que la première Conférence avait eu, sans aucune arrière-pensée, le vif désir de régler la question des cabarets flottants. Tous les délégués auraient voulu réprimer les abus dont souffrent les pêcheurs ; ce sentiment amena la Conférence à exprimer le vœu unanime de mettre un terme à cette fâcheuse situation ; mais, faute de renseignements suffisants et d'instructions à cet égard, on s'était borné à émettre le vœu inséré dans le protocole du 29 octobre 1881.

Une discussion s'engage sur la question de savoir s'il faudrait déclarer dans les procès-verbaux que la Conférence est unanime à recommander l'application de cette mesure de police aux Etats signataires.

A une remarque de M. Weymann sur l'efficacité de mentionner ce vœu au procès-verbal, M. le Président fixe l'attention sur les suites très efficaces qu'ont eues les vœux exprimés par la Conférence de 1881. En effet, le premier de ces vœux relatif à la protection des câbles est déjà réalisé ; le second concernant les abus des cabarets flottants, cette Conférence se propose de l'atteindre.

M. Weymann, tout en niant la nécessité de recommander ces mesures à son Gouvernement, se demande pourquoi la Conférence veut se borner à interdire le commerce des spiritueux, tandis que le commerce du tabac et d'autres objets est tout aussi blâmable, s'il se fait également en échange de poisson ou d'engins de pêche au détriment de l'armateur.

M. Weymann est d'avis que si l'on n'interdit pas tout commerce dans la mer du Nord, il sera extrêmement difficile pour les croiseurs de constater les infractions. Les cabarets flottants qui seraient surpris en vendant pourraient toujours prétendre qu'ils ont vendu du tabac ou des flacons d'eau de Cologne, qu'ils pourraient même remplir de boissons alcooliques, sans que le croiseur ait le pouvoir d'en examiner le contenu.

M. Kennedy demande si M. Weymann s'oppose au projet de convention tel qu'il est arrêté jusqu'ici et si dans ce cas M. le Délégué de l'Allemagne aurait la bonté d'indiquer les remèdes qui, selon son opinion, pourraient faire cesser les abus.

M. Orban dit qu'il importe beaucoup que le but pour lequel la Conférence a été convoquée soit bien saisi. M. Weymann ne voit pas de différence entre spiritueux et tabac ou autres objets ; dans tous les pays représentés il existe des mesures contre l'ivrognerie, mais aucune contre l'usage du tabac ou d'autres objets ; ce qui a été fait sur terre, cette Conférence propose de le faire dans la pleine mer. Le but qu'on veut atteindre est un but moral. Si deux personnes échangent, l'une du tabac, l'autre du poisson qui ne lui appartient pas, il est évident qu'il y aura vol, mais on ne peut pas, pour empêcher la vente dans ces conditions illicites, interdire en général le commerce du tabac.

M. Weymann réitère son opinion que le but de cette Conférence n'est pas d'empêcher l'ivrognerie, mais de condamner un commerce immoral et illicite, et il ne voit pas pourquoi on ne prendrait pas des mesures uniformes aussi pour interdire l'échange qui se fait au détriment d'autrui.

M. le professeur Buys dit que le but de la Conférence n'est pas d'empêcher le vol, mais que les mesures qu'il s'agit de prendre sont des corollaires de celles prises par la Conférence de 1881.

Le but était alors de rétablir l'ordre dans la mer du Nord, mais aussi

longtemps qu'il y aura des abus de spiritueux, l'ordre n'existera pas et toutes les mesures prises seront inefficaces.

Le but de la Conférence actuelle est donc de compléter l'œuvre commencée et de faire disparaître la cause encore existante du désordre, c'est-à-dire de faire cesser l'ivrognerie.

MM. les Délégués britanniques s'associent aux observations de M. le professeur Buys, qui a très bien exposé le but pour lequel la Conférence a été convoquée.

Le Président pose la question de savoir s'il faut insérer au procès-verbal un vœu de la Conférence en ce qui concerne la caution.

MM. les Délégués de la Belgique et de l'Allemagne étant d'avis que la Conférence, en formulant ce désir, se défierait en quelque sorte des bonnes intentions des Gouvernements, le Président constate qu'il ne sera pas exprimé de vœu à ce sujet dans le procès-verbal.

En faisant observer qu'il n'exprimera dans les idées qu'il désire communiquer à la Conférence qu'une opinion personnelle, M. Donner est d'avis que la convention qu'on va conclure manquera de garanties efficaces pour atteindre le but désiré. On n'a pas voulu conférer le droit de visite aux croiseurs, et quoiqu'il soit disposé à leur accorder les mêmes droits qu'ils ont selon la convention de 1882, il ne croit pas que ces pouvoirs suffisent pour constater la vente de boissons alcooliques, car, comme l'a déjà remarqué son collègue d'Allemagne, le vendeur surpris par le croiseur pourra toujours prétendre avoir vendu autre chose. D'autre part, défendre tout trafic dans la mer du Nord serait une atteinte à la liberté du commerce. Pour ces motifs, il désire suggérer un moyen à son avis très pratique. Il serait délivré par le Gouvernement du port auquel se rattache le bateau une licence, qui autoriserait le patron de ce bâtiment à vendre en mer des marchandises et provisions, à l'exception de boissons spiritueuses.

M. le Président estimant très sérieux le moyen dont vient de parler M. le Délégué de l'Allemagne et désirant rendre la convention aussi efficace que possible, propose d'exiger une licence des bateaux qui trafiquent dans la mer du Nord.

MM. les Délégués de la Grande-Bretagne ne sont pas à même d'exprimer en ce moment une opinion positive sur cette proposition. Jugeant qu'elle peut contenir certains bons éléments, ils désireraient que MM. les Délégués des Pays-Bas eussent l'obligeance de préparer une rédaction pour la prochaine séance.

M. Orban déclare que la proposition lui paraît digne d'être prise en considération et est d'avis que, si elle était acceptée, elle rendrait la convention beaucoup plus efficace. Il pense qu'elle pourrait être formulée comme suit : « Le droit de faire dans la mer du Nord le commerce d'autres objets que celui des boissons spiritueuses, est subordonné à la possession d'une licence délivrée par l'Etat auquel appartient le bâtiment. »

M. Donner ajoute que s'il n'a pas aussi exprimé l'avis qu'il y a lieu d'autoriser le commerce de spiritueux en mer au moyen d'une licence, ainsi que l'idée en a été émise antérieurement par un autre Délégué, c'est parce que le cours de la discussion a démontré que la majorité de la Conférence ne veut pas revenir sur la défense de la vente de spiritueux. Il visait donc une mesure de transaction.

M. Weymann n'est pas en mesure de se prononcer sur le moyen proposé, mais il insiste sur la remarque faite par son collègue qu'il s'agit d'une idée



purement personnelle à M. Donner, laquelle pourrait ne pas être approuvée par son Gouvernement. Il est aussi d'avis qu'il sera très difficile de constater les faits, si on permet le commerce d'autres objets en défendant seulement le débit de spiritueux.

Selon le désir de la Conférence, M. le Président ajourne la discussion à la prochaine séance, pour que les Délégués des Pays-Bas puissent élaborer une rédaction.

La discussion s'engage sur la proposition faite par MM. les Délégués de la Grande-Bretagne dans la dernière séance, de donner le droit aux croiseurs de conduire dans des cas graves le bateau au port.

M. Kennedy attribue de l'importance à cette proposition ; elle a été faite pour assurer toute son efficacité à la convention, ce que chaque gouvernement désire sans aucun doute. MM. les Délégués de la Grande-Bretagne ne peuvent pas définir exactement l'expression « *cas graves* ». Il est certain que des désordres sérieux se sont produits, qu'il en est résulté des homicides et des meurtres. On peut sûrement laisser à la prudence des commandants de ne pas dépasser leurs pouvoirs. Il y a dans cette Conférence des officiers de marine distingués qui seront en mesure de donner un avis personnel. Les Délégués Britanniques ne demandent qu'une réglementation permettant une police effective.

En outre, il serait désirable que, quand un croiseur de la propre nationalité du navire se trouve à proximité, ce navire pût être confié au croiseur au lieu d'être conduit dans un port.

M. Donner désirerait ajourner le vote sur ce point jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur la question de savoir si l'achat de spiritueux sera également prohibé. Il aurait fait la même proposition que la Délégation Anglaise, mais seulement dans le cas où l'achat aurait été interdit.

M. Kennedy, en attendant des instructions formelles de son Gouvernement, est d'avis de continuer les discussions en admettant provisoirement que l'achat est interdit.

Le Délégué de la France dit que la proposition de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne se rattache à une question d'une haute importance ; il n'est pas en mesure de faire connaître dès maintenant l'opinion du Gouvernement de la République à ce sujet.

Il y a là certainement une étude attentive à faire. M. Mancel ajoute seulement, alors que la France n'a qu'un intérêt indirect dans le projet en discussion, que le mauvais temps qui règne souvent en mer du Nord et aussi les bas-fonds qu'elle présente, rendent souvent difficile un remorquage de longue durée. Maintenant qu'il s'agit de conduire dans un port, non plus un simple bateau de pêche, mais un bâtiment de commerce, n'est-il pas à craindre que pratiquement et contre l'intention de M. le Délégué de la Grande-Bretagne le navire ne soit trop souvent en réalité conduit dans un port étranger, le port national le plus rapproché étant trop éloigné.

M. le Président fait observer que jusqu'à ce jour il n'y a pas eu d'exemple qu'un croiseur ait remorqué un pêcheur. Le cas sera donc très rare. Il constate au reste que la Conférence est d'accord sur la proposition de MM. les Délégués Britanniques.

Est mise à l'ordre du jour la question de savoir si on interdira l'achat de boissons spiritueuses, point réservé selon le désir de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne et de la Belgique.



MM. les Délégués d'Allemagne déclarent que, personnellement, ils ne sont pas opposés de punir l'achat.

M. Buijs est convaincu qu'il faut punir aussi l'acheteur, mais il voudrait faire punir ce dernier moins sévèrement que le vendeur.

Il propose de remettre la rédaction de ce point à la prochaine séance.

M. Donner désire fixer l'attention sur les faits qui ont été révélés en ce qui concerne le « Holmsdale » par le rapport Anglais annexé au procès-verbal de la première séance.

Après que le patron sut que les pêcheurs avaient acheté des spiritueux des cabarets flottants et qu'il les avait vus dans un état de surexcitation, il leur a tout de même permis d'aller de nouveau à bord du cabaret flottant pour acheter d'autres boissons. Il croit très nécessaire de punir le patron qui permet à l'équipage d'aller acheter des spiritueux.

M. Trevor dit qu'on ne pouvait pas punir le patron du « Holmsdale », car il était cité comme témoin dans le procès, vu que les inculpés qui sont acceptés comme des témoins sont exemptés de condamnation en Angleterre. Mais les juges dans l'arrêt de condamnation ont fortement blâmé sa conduite.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au lundi prochain, à 11 heures.

*Le Président,*

E. N. RAHUSEN.

*Les Secrétaires,*

E. R. VAN WELDEREN RENGERS.

H. C. J. TESTA.

#### Sixième séance. — 21 juin 1886.

La séance est ouverte à 11 heures.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance.

M. le Président met à l'ordre du jour les articles que les Délégués des Pays-Bas ont bien voulu se charger d'élaborer concernant la défense aux pêcheurs d'acheter des spiritueux et le système des licences ou permis à délivrer pour la vente d'autres marchandises (annexe).

La discussion s'ouvre sur le premier point.

M. Trevor dit que les Délégués Britanniques sont autorisés à admettre que l'achat de boissons spiritueuses doit être prohibé aussi bien que la vente. Il désire toutefois insister sur la différence, au point de vue de la moralité, entre le délit qu'on commettra en se livrant à la vente et le délit que pourra constituer l'achat de la part d'un pêcheur.

Celui qui vend fait de ce trafic infâme un commerce continu, en obtient des bénéfices et souvent c'est un individu qui possède beaucoup de revenus. Le pêcheur, au contraire, ne tire aucun gain de l'achat ; il est toujours pauvre et n'a jamais que peu d'argent,

C'est une chose facile de le faire succomber à la tentation. En effet nous avons ici une affaire du Tentateur et du tenté ; et voilà une fois de plus l'histoire du temps passé de Méphisto et de Gretchen. Quoique nous espérons bien que les pêcheurs soient à la fin sauvés, comme l'a été la pauvre Gretchen, nous ne nous inquiéterons pas de ce qui pourra arriver finalement à ce démon de la mer du Nord.

Dans cet état de choses, M. Trevor croit qu'il doit demeurer bien en-

tendu que les pêcheurs qui achètent les boissons ne doivent pas être soumis par la législation des divers Gouvernements à des pénalités aussi graves que celles qui frapperont les vendeurs, et que la Conférence fera bien d'insérer au procès-verbal une déclaration à cet effet.

N'est-il pas absolument logique de dire que l'acheteur, tout pêcheur qu'il soit, n'est pas si grand pêcheur que l'homme qui le pousse à la ruine en le pourvoyant de poison spiritueux?

Le Délégué de la France tient à remercier MM. les Délégués Néerlandais des propositions qu'ils ont fait remettre hier à leurs collègues. Le nouvel ordre d'idées dans lequel on entre semble de nature à faciliter la tâche à accomplir. Si l'on veut bien se reporter aux discussions antérieures, il sera facile de voir que depuis le premier jour, M. Mancel insiste pour interdire aux pêcheurs tout achat en mer, tout échange contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche. Il ne peut donc qu'appuyer l'acceptation de l'article soumis aux délibérations de la Conférence.

MM. les Délégués du Danemark, de la Belgique et de l'Allemagne ne s'opposent pas au principe, tout en exprimant l'opinion que la peine pour l'acheteur doit être moins sévère que celle pour le vendeur.

M. Weymann déclare que, ainsi qu'il a déjà eu l'honneur de le dire précédemment, son Collègue et lui n'ont exprimé que leur manière de voir personnelle.

M. Buys dit que comme on ne fixe pas de peines dans cette convention, on ne pourrait non plus établir la peine moins sévère que l'on désire pour l'acheteur.

Il est d'avis d'insérer au procès-verbal l'opinion de la Conférence à cet égard.

La Conférence est d'accord sur le principe et se rallie à l'opinion émise par M. Trevor et qui est appuyée par M. Buys de faire acter au procès-verbal le désir de voir une peine moins sévère atteindre l'acheteur que le vendeur.

En ce qui concerne la rédaction, MM. les Délégués de l'Allemagne et de la Belgique, ayant fait des objections contre l'insertion du terme « *accepter* ». M. Buys déclare que ce mot a été mis dans l'article pour éviter des difficultés quant à la preuve. Un cabaret flottant, poursuivi pour vente de spiritueux, pourrait, en déclarant les avoir donnés, se soustraire à la condamnation ou du moins la rendre presque impossible, le ministère public étant obligé de fournir la preuve du contraire et de démontrer que les spiritueux n'ont pas été donnés mais vendus.

Le Président cite aussi le cas où un malade ayant besoin de médicaments alcoolisés en demanderait à un autre bateau; celui-ci ne serait certes pas condamnable pour les lui avoir fournis.

Les Délégués de la France et de la Grande-Bretagne étant de l'avis de M. le Président, le mot « *d'accepter* ou » sont biffés de l'article.

La Conférence s'occupe ensuite des licences à accorder pour la vente d'autres objets que des spiritueux.

M. le Délégué de la France accepte les propositions contenues dans l'article en discussion, puisqu'il n'a pu obtenir de ses collègues d'exiger des permis pour tout commerce, y compris les spiritueux.

M. Trevor remercie M. Donner d'avoir suggéré l'idée qui a servi de base

à cet article. Il est d'avis que la mesure dont il s'agit contribuera beaucoup à rendre la Convention efficace.

M. Weymann n'a pas communiqué avec son Gouvernement depuis le commencement de la Conférence, mais il n'est pas personnellement opposé à la mesure.

Il désire toutefois limiter la vente avec licence à la vente *aux pêcheurs*, vu que le terrain de la Conférence est restreint à cet objet.

M. Trevor affirme qu'en fait il ne se fait pas d'autre vente dans la mer du Nord qu'aux pêcheurs.

M. Verkerk Pistorius dit que si on stipule seulement que la licence sera nécessaire pour autoriser la vente aux pêcheurs, tous les cabarets flottants se dispenseront de prendre une licence, en déclarant qu'ils n'ont pas l'intention de vendre aux pêcheurs, mais à des navires marchands. Le système de licences, qui avait justement pour but de rendre la convention plus efficace, perdrait alors toute valeur pratique ; le contrôle serait illusoire.

M. Orban pense qu'il faudra principalement s'en rapporter au contrôle des croiseurs. Un cabaret flottant pourra toujours éluder le contrôle dans les ports et se soustraire à l'obligation de prendre licence en désignant une autre destination que la mer du Nord.

M. Weymann est du même avis que son collègue de Belgique et croit devoir d'autant plus réfléchir sur la proposition de MM. les Délégués Néerlandais qu'elle porterait atteinte au commerce.

M. Trevor voudrait défendre le débit sans licence non seulement pour la vente aux pêcheurs, mais pour la vente en général, afin de ne pas laisser la porte ouverte à ceux qui pourraient trouver dans la restriction de la vente *aux pêcheurs* un moyen d'éluder la Convention.

M. Bruun ne croit pas que les croiseurs puissent rencontrer de grandes difficultés à faire respecter la convention par les 15 ou 20 cabarets flottants de la mer du Nord.

M. le Président fait observer qu'on ne limitera pas en réalité le commerce en mer, puisqu'il est reconnu que ce commerce ne se fait qu'avec les pêcheurs.

M. Donner croit que si on accepte la limitation aux bateaux pêcheurs, le commerce avec les autres navires qui n'existe pas va se faire ou du moins les cabarets flottants prétendront qu'ils le font pour ne pas avoir de licence à prendre.

M. Kennedy aurait préféré subordonner la vente en général à la licence, mais l'unanimité ne pouvant être établie, il propose de se contenter de ce qu'on peut obtenir et de limiter la licence à la vente aux pêcheurs.

M. Orban déclare se rallier à la proposition de M. Kennedy.

M. le Président constate que la Conférence est d'avis de limiter le permis à la vente *aux pêcheurs*.

MM. les Délégués Britanniques voudraient insérer une clause, par laquelle en cas d'infraction la licence sera retirée, et même ils désireraient qu'elle fût immédiatement annulée par le fait de l'infraction, parce que les formalités pour le retrait de la licence et le procès peuvent durer très longtemps.

M. Verkerk Pistorius croit que la question devrait être réglée par les différents Gouvernements à leur gré. Un Etat pourra décréter que la licence sera annulée par le fait de la contravention, un autre pourra atténuer la condamnation pour retirer le permis.



M. Mancel propose d'ajouter la clause suivante : « Dans le cas de condamnation pour contravention à l'article . . . , la licence devra être retirée ».

M. Weymann émet l'opinion personnelle que cette clause est trop sévère. Le cas peut se produire que tel ou tel bateau ait en rentrant encore un petit reste de ses provisions de spiritueux, qu'il vendrait occasionnellement à un bateau pêcheur. Ce serait une conséquence bien dure si, après avoir été condamné pour ce fait, sa licence lui était en outre enlevée. Il ne saurait appuyer une mesure semblable auprès de son Gouvernement.

M. Orban trouve si légitime et si naturel le retrait de la licence après infraction que ne pas le faire lui semblerait un encouragement pour le licencié à ne tenir aucun compte des règlements édictés par son propre Gouvernement. Toutefois, en présence de la déclaration de M. Weymann, il n'insiste pas.

M. Weymann dit qu'il s'est seulement opposé à ce que la stipulation soit mise dans la convention. Il veut laisser à chaque Gouvernement le soin de régler la chose comme il l'entend.

La Conférence, à l'unanimité, émet l'avis « qu'il serait désirable, qu'en cas de contravention à l'article 2, le permis fût retiré. »

Le Président pose la question de savoir s'il y a lieu de définir dans la convention ce qu'on entendra par *spiritueux*.

Le Délégué de la France est heureux qu'il soit donné une définition de *boissons spiritueuses*.

M. Trevor se prononce fortement dans le même sens, mais il désire attendre des instructions quant à la rédaction proposée par MM. les Délégués Néerlandais.

La discussion sur ce point est remise à la prochaine séance.

Le Président propose de renvoyer tout le projet de convention à la commission de rédaction.

La séance est levée à 4 heures 1/2 et ajournée au lendemain à 10 heures et 1/2.

*Le Président,*  
E. N. RAHUSEN.

*Les Secrétaires,*  
E. R. VAN WELDEREN RENGERS.  
H. C. J. TESTA.

---

ANNEXE.

Articles proposés par les Délégués Néerlandais,

Art. ....

Il est interdit aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux d'accepter ou d'acheter de l'équipage d'un autre bâtiment quelconque des boissons spiritueuses ou d'en échanger contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche.

Art. ....

Le droit de faire, dans la mer du Nord, le débit d'approvisionnements et d'autres objets servant à l'usage des pêcheurs, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à une concession personnelle accordée par l'Etat auquel appartient le navire, sous les conditions suivantes :



1° Que le navire ne pourra avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle fixée pour la consommation de son équipage ;

2° Que tout échange des objets indiqués ci-dessus contre les produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche sera interdit.

Sera considéré comme boisson spiritueuse tout liquide contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre.

### Septième séance. — 22 juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et 1/2.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance.

M. le Président met à l'ordre du jour la rédaction du projet de convention (annexe I).

Les articles 1, 2 et 3 sont adoptés avec quelques modifications.

A l'article 4, M. Verkerk Pistorius fait observer qu'il serait très sévère de punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, toute contravention à l'article 3, c'est-à-dire même chaque infraction aux conditions du permis, alors que le retrait de la licence en sera déjà la conséquence naturelle.

M. Orban déclare qu'il ne peut être évidemment question d'une infraction de l'article 3 que dans le cas de débit sans permis. Les infractions aux conditions du permis sont des faits, dont l'administration de chaque Etat aura à régler les conséquences.

La Conférence adopte les articles 4, 5, 6, 7 et 8 après y avoir également introduit quelques légères modifications. Dans l'article 7, dernier alinéa, les mots : « *si le cas est assez grave* » sont remplacés, sur la proposition de M. Bruun, par la phrase : « *si le cas lui semble assez grave* » pour faire ressortir plus clairement que le commandant sera le juge de la gravité du cas.

M. Orban motive l'insertion à l'article 9 des mots « *lors de l'échange des ratifications* » sur le désir d'éviter le retour des difficultés qui se sont présentées dans un cas antérieur.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

M. le premier Délégué de l'Allemagne fait remarquer à l'article 11 que la durée de la convention devrait être mise en accord avec celle de la convention du 6 mai 1882 sur la police de la pêche.

Il est évident que celle-là ne sera plus exécutable si celle-ci est dénoncée, les croiseurs destinés à faire la police de la pêche étant ceux désignés pour surveiller la présente Convention.

La Conférence reconnaissant la justesse de l'observation de M. Weymann, l'article 11 est modifié en conséquence.

L'article 12 est amendé dans ce sens que l'échange des ratifications sera fait dans le délai d'un an *si faire se peut*.

M. Verkerk Pistorius propose la définition suivante pour *boissons spiritueuses*, point réservé dans la dernière séance :

« Est considéré comme boisson spiritueuse tout liquide provenant de la distillation et contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre. »

M. Trevor déclare que la délégation Britannique est aujourd'hui en mesure de se rallier à cette rédaction.

Les Délégués de la France et du Danemark l'acceptent également.

M. Weymann dit que les délégués allemands doivent se déclarer incom-

pétents en cette matière, vu qu'il s'agit d'un point purement technique. Toutefois il exprime quelque doute sur l'exactitude de la définition, qui pourrait prêter à l'ambiguïté en ce qui concerne les boissons mixtes.

Le Délégué de la Belgique n'est pas non plus en mesure de se prononcer quant à la forme, mais il est néanmoins d'avis qu'une définition doit être insérée dans la Convention. Il rappelle qu'il ne s'agit que d'un avant-projet à soumettre aux Gouvernements et que les négociateurs définitifs auront à cet égard des instructions précises.

La définition des *boissons spiritueuses* donnée par M. Verkerk Pistorius est ajoutée comme quatrième alinéa à l'article 2.

Le Projet de Convention étant provisoirement arrêté (annexe II), le Président propose de procéder à la rédaction du protocole. A son avis il serait utile d'y faire ressortir la connexité de la convention avec celle du 6 mai 1882, idée suggérée par M. le professeur Buys.

M. le Délégué de la Belgique s'associe à cette proposition.

M. Weymann déclare que MM. les Délégués de l'Allemagne ne sont pas en mesure de signer le protocole, qu'ils doivent se borner à mettre sous les yeux de leur Gouvernement les discussions et le projet de convention.

M. Kennedy demande si MM. les Délégués Allemands pourraient s'associer à une autre rédaction exprimant par exemple qu'ils soumettront à leur Gouvernement les procès-verbaux et le projet de convention.

M. Weymann répond que le Gouvernement Allemand ne voulait d'abord pas prendre part à la Conférence et que, s'il l'a fait, c'est dans un but moral et aussi par courtoisie pour les autres Etats qui s'y sont fait représenter. Du reste, le Gouvernement Allemand n'a pas été en mesure d'examiner sous tous les rapports les propositions qui lui avaient été soumises avant la réunion de la Conférence. Il n'a donc pas pu donner des instructions à ses Délégués. M. Weymann est toutefois disposé à soumettre les procès-verbaux et le projet de convention à son Gouvernement, mais son collègue et lui devront s'abstenir de signer un protocole quelconque.

M. Orban suggère l'idée de ne pas faire de protocole, mais de constater dans le procès-verbal l'accord des Délégués sur le projet qu'ils viennent d'adopter. Ceci pourrait se faire en exprimant au procès-verbal que les Délégués soumettront à leurs Gouvernements les procès-verbaux ainsi que le projet de convention.

M. Kennedy s'associe à cette manière de voir, mais désire ajouter au procès-verbal que si tous les autres Délégués avaient été prêts à signer un protocole, les Délégués Britanniques auraient fait de même.

MM. les Délégués de la Belgique, du Danemark et des Pays-Bas font la même déclaration.

M. Mancel donne lecture de la lettre suivante adressée par lui au Président de la Conférence et dont il demande l'insertion au procès-verbal :

« La Haye, 22 juin 1886.

« Le Commissaire-Général de la Marine Mancel, Délégué de la France,  
« à Monsieur E. N. Rahusen, Président de la Commission Internationale.

« Monsieur le Président,

« Au moment où vont se terminer les travaux de la Conférence, je tiens  
« à vous exprimer mes remerciements de m'avoir, pendant de longues  
« séances, donné toute facilité, pour exposer les doctrines et la manière

« de voir de mon Gouvernement, sur un grand nombre de points délicats  
« que nous avons eu à étudier sous votre présidence.

« Malheureusement nos résolutions n'ont pas été unanimes, comme  
« dans la Conférence des Pêcheries en 1881, et me séparant de mes anciens  
« collègues, avec lesquels j'avais été heureux de me retrouver, j'ai dû trop  
« souvent me placer dans les rangs de la minorité.

« En conséquence, je dois déclarer que, comme Délégué de la France,  
« je ne me crois autorisé à signer l'acte final de la Conférence que s'il est  
« bien entendu que cela ne lie en aucun degré le Gouvernement de la  
« République Française et ne donne par avance aucune indication sur son  
« opinion et ses résolutions futures. »

La Conférence se ralliant à la proposition de M. le Délégué de Belgique décide de ne pas signer de protocole, mais de constater dans le procès-verbal que les discussions et le projet de convention qui en est résulté seront soumis par les Délégués à leurs Gouvernements respectifs.

Les procès-verbaux des trois premières séances, corrigés d'après les observations de MM. les Délégués, sont lus et adoptés définitivement.

La séance est levée à 4 heures et ajournée au jeudi, 24 juin, à 10 heures et 1/2.

*Le Président,*  
E. N. RAHUSEN.

*Les Secrétaires,*  
E. R. VAN WELDEREN RENGERS.  
H. C. J. TESTA.

#### ANNEXE I.

#### Projet de convention révisé par la Commission de rédaction.

Art. 1. — Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de la Haye, du 6 mai 1882, sur la police de la pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2. — Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est également interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche est aussi défendu.

Art. 3. — Le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception de boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'Etat auquel appartient le navire. Ce permis devra comprendre entre autres les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Le navire ne pourra avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage ;

2<sup>o</sup> Tout échange des objets indiqués ci-dessus contre les produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche, sera interdit.

Art. 4. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux articles 2 et 3.

Art. 5. — Les tribunaux compétents pour connaître des infractions aux articles 2 et 3 sont ceux des pays auquel appartient le bâtiment inculpé.



Art. 6. — La poursuite des infractions aura lieu par l'Etat ou en son nom.

Les infractions pourront être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Art. 7. — La surveillance sera exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties Contractantes, chargées de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs auront lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils pourront exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment et, le cas échéant, celle du permis. Mention sommaire de cette exhibition sera faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux pourront être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux seront dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier qui les dresse; ils pourront servir de moyen de preuve dans le pays où ils seront invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins auront le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croiront utiles; ces déclarations devront être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, sera, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas est assez grave pour justifier cette mesure, le commandant d'un bâtiment croiseur aura le droit de conduire le bateau en contravention dans un port de sa nation.

Art. 8. — La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente convention aura toujours lieu aussi sommairement que les lois et règlements en vigueur le permettent.

Art. 9. — Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, lors de l'échange des ratifications, les lois qui seront rendues dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 10. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Art. 11. — La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties Contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Art. 12. — La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à La Haye, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an.

---

#### ANNEXE II.

#### Projet de convention provisoirement arrêté.

Art. 1. — Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de la Haye du 6 mai 1882 sur la police de la pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2. — Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes



qui se trouvent à bord des bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre des produits de la pêche, d'es objets d'armement ou des engins de pêche est défendu.

Est considéré comme boisson spiritueuse tout liquide provenant de la distillation et contenant plus de 5 litres d'alcool par hectolitre.

Art. 3. — Le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'Etat auquel appartient le navire. Ce permis doit comprendre entre autres les conditions suivantes:

1° Le navire ne peut avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage;

2° Tout échange des objets indiqués ci-dessus contre des produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche, est interdit.

Art. 4. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux articles 2 et 3.

Art. 5. — Les tribunaux compétents pour connaître des infractions aux articles 2 et 3 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment inculpé.

Art. 6. — La poursuite des infractions a lieu par l'Etat ou en son nom.

Les infractions peuvent être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le tribunal saisi.

Art. 7. — La surveillance est exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties contractantes, chargés de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs ont lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils peuvent exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment et, le cas échéant, celle du permis.

Mention sommaire de cette exhibition est faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux peuvent être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux sont dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier; ils peuvent servir de moyen de preuve dans le pays où ils sont invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins ont le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croient utiles; ces déclarations doivent être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, est, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas lui semble assez grave pour justifier cette mesure, le commandant du croiseur aura le droit de conduire le bâtiment en contravention dans un port de la nation à laquelle appartient ce bâtiment.

Art. 8. — La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente convention a toujours lieu aussi sommairement que les lois et les règlements le permettent.

Art. 9. — Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront, lors de l'échange des ratifications, les lois qui auront été rendues dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 10. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Art. 11. — La présente convention sera mise à exécution à partir du jour où les Hautes Parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Toutefois elle prendrait fin si la convention de La Haye du 6 mai 1882 cessait d'être en vigueur à l'égard d'une des Parties signataires.

Art. 12. — La présente convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à La Haye, le plus tôt possible, et, si faire se peut, dans le délai d'un an.

#### Huitième séance. — 24 juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures et 1/2

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance, à l'exception de M. Buys.

M. le Président donne la parole à M. Trevor.

M. Trevor lit une note renfermant des renseignements qu'il vient de recevoir de Hambourg relativement au chargement en spiritueux et en tabac d'un cabaret flottant, sur le point de partir de Hambourg pour la mer du Nord.

Les procès-verbaux de la quatrième, cinquième, sixième et septième séance sont lus et adoptés définitivement

La séance est levée à 5 heures et 3/4 et ajournée au lendemain à 10 heures.

*Le Président,*  
E. N. RAHUSEN.

*Les Secrétaires,*  
E. R. VAN WELDEREN RENGERS.  
H. C. J. TESTA.

#### Neuvième séance. — 25 juin 1886.

La séance est ouverte à 10 heures.

Sont présents MM. les Délégués qui assistaient à la première séance.

Le procès-verbal de la huitième séance est lu et adopté.

Le Président rouvre la discussion sur l'article 11 du projet de convention.

M. le Délégué de la Belgique est d'avis qu'il y a lieu de revenir sur ce qui a été décidé dans la 7<sup>e</sup> séance quant à la rédaction de l'article 11 et de rétablir le texte primitif.

Faire dépendre la durée de la présente convention de celle de la convention de 1882 serait proclamer entre elles un lien absolu qui n'existe pas. Certes, elles poursuivent le même but, le maintien de l'ordre dans la mer du Nord, mais l'une peut très bien subsister sans l'autre.

En effet, en admettant — par impossible — que la convention sur la police de la pêche vint à être dénoncée — la pêche ne sera pas pour cela

supprimée dans la mer du Nord, et la nécessité de préserver les pêcheurs contre l'excès de boissons alcooliques n'en existera pas moins.

M. Orban proposerait également, par voie de conséquence et pour éviter toute possibilité de contestation sur la portée des termes employés, de remplacer le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 7 par la disposition suivante :

« La surveillance est exercée par des bâtiments croiseurs des Hautes Parties contractantes. »

MM. les Délégués Britanniques se rallient à la proposition de M. Orban.

M. le Délégué de la France pense qu'il n'y a pas lieu de modifier le premier alinéa de l'article 7.

M. Verkerk Pistorius propose de remplacer le troisième alinéa de l'article 11, par la disposition suivante : « Si la convention de La Haye du 6 mai 1882 sur la police de la pêche cessait d'être en vigueur, l'article 26 de ladite convention continuera à sortir ses effets pour l'objet du présent arrangement. »

La proposition de M. Verkerk Pistorius est adoptée, MM. les Délégués Allemands ne s'y opposant pas personnellement.

Sur la proposition de M. Bruun, la Conférence reconnaît qu'il serait fort utile, pour faciliter la mission des bâtiments croiseurs, que les Etats signataires s'entendissent afin de prescrire une marque spéciale et uniforme aux bateaux ayant des permis pour faire le commerce dans la mer du Nord.

Le projet de convention en entier est arrêté définitivement.

Aucun des Délégués ne désirant plus la parole sur l'objet de la Conférence, M. le Président s'exprime en ces termes :

« Messieurs les Délégués,

« Nous sommes venus au terme de notre travail.

« Avant de nous séparer, permettez-moi de vous féliciter et de vous remercier.

« Je vous félicite que vous avez trouvé le moyen qui va mettre fin — nous l'espérons — à un état de choses, qu'aucun de nous n'a défendu, que nous avons tous regretté, et qui a été la source de bien des misères dans la vie de famille des pauvres pêcheurs et de bien des pertes matérielles pour les armateurs de bateaux de pêche.

« Si le projet de convention n'aura pour effet immédiat que tous les abus auront disparu de la mer du Nord, l'effet moral de cette convention, le blâme qui s'attachera dorénavant à ce trafic déshonorant ne manquera pas, j'en suis sûr, de faire le reste.

« Nous allons soumettre le projet de convention aux Gouvernements que nous avons l'honneur de représenter, et, quant à moi, c'est une déclaration purement personnelle, je n'hésite pas à vous déclarer que je vais le recommander chaleureusement à mon Gouvernement. Nous aurons à entendre la voix de la critique. On nous dira : Mais comment, entraver la liberté du commerce, intervenir dans les relations commerciales du peuple. Et nous allons répondre : Si vous êtes d'avis qu'un commerce qui engendre le vice et le crime, doit rester libre, nous l'entrevoyons, et nous en sommes fiers, comme nos pères ont entravé le transport des esclaves dans la mer commune. Je crois, Messieurs, que nous ne sommes pas loin du temps, qu'on s'étonnera, comment il a été possible de laisser durer dans la mer du Nord un état de choses humiliant pour les états riverains.

« Je vous félicite donc, Messieurs, que nous avons travaillé dans le but, et comme je l'espère avec succès, de réaliser la grande idée, qui a paru irréalisable autrefois, comme le Délégué de la France l'a si bien rappelé : « La justice en mer ».

« Mais je vous remercie également.

« Nos efforts n'étaient pas faciles, mais vous avez rendu ma tâche de président agréable. Je m'y attendais : nous étions amis, animés tous du même désir de faire un pas de plus dans la voie de l'humanité.

« Si nous avons réussi à tomber d'accord, c'est grâce à vos lumières, à votre bienveillance.

« Je remercie M. Kennedy pour la bonté qu'il a eue de se charger de la vice-présidence et Messieurs van Welderen Rengers et Testa pour le dévouement et les soins qu'ils ont portés à nos travaux.

« Je vous dis adieu.

« Que Dieu vous protège, vous et vos familles.

« Et que l'ordre et la paix règnent dans la mer du Nord et dans les Etats qui l'environnent. »

M. le Délégué de la Belgique prononce les paroles suivantes :

« Messieurs,

« Mes collègues ont bien voulu me charger d'être leur interprète auprès de notre honorable Président pour le remercier de la parfaite courtoisie avec laquelle il a dirigé nos longs débats. La plupart de nous avait déjà pu apprécier dans une occasion antérieure les qualités qui distinguent M. Rahusen ; je ne serais qu'un écho affaibli de ce que nous pensons tous en lui exprimant nos regrets, non moins vifs que sincères, de voir cesser des rapports empreints d'une si charmante cordialité. »

M. le Délégué de la France remercie au nom de la Conférence MM. les Secrétaires pour le zèle dont ils ont fait preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

Leurs Excellences le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, s'étant joints à la Conférence, le Jonkheer van Karnebeek prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« Je ne veux pas vous laisser partir sans exprimer les remerciements du Gouvernement de S. M. le Roi de ce que les Gouvernements que vous représentez ont bien voulu répondre à son appel en vous déléguant à cette Conférence, sans vous remercier personnellement, Messieurs les Délégués — et ici il m'est permis de m'adresser aussi aux représentants de mon pays — sans vous remercier personnellement de vos nobles efforts pour faire aboutir cette Conférence à un résultat qui, je l'espère, portera les fruits que vous avez tous fait preuve de désirer.

« Lorsqu'en ouvrant vos séances, j'ai auguré favorablement de vos lumières, de vos talents et de votre esprit conciliant, je ne me suis point trompé ; car malgré les difficultés que présentaient les questions qui vous ont occupés, vous avez su arrêter les termes d'un projet de convention que vous allez soumettre à vos Gouvernements. C'est à eux maintenant à l'examiner et à l'étudier, mais j'ose me flatter que le but élevé d'humanité qui vous a attirés dans le cours de vos travaux, et qui vous a inspiré le désir de vous entendre afin d'y arriver, se fera valoir aussi, pour amener les Gouvernements à s'accorder afin de mettre en pratique



« des mesures efficaces contre les abus déplorables auxquels cette Conférence était appelée à chercher les remèdes. Sans vouloir, même en ce qui nous regarde, préjuger des conclusions auxquelles on arrivera de part et d'autre, je crois cependant, Messieurs les Délégués, pouvoir vous féliciter sincèrement de votre œuvre qui vous fait honneur et qui en honorant aussi le site de vos travaux restera un souvenir dont La Haye peut être fier.

« Aussi, Messieurs, quand je vous dis adieu au nom des Pays-Bas, c'est avec le vœu qu'il vous sera donné de voir bientôt votre ouvrage définitivement consolidé et d'accomplir aussi la tâche importante de faire la civilisation des populations de la mer du Nord à laquelle la plupart d'entre vous a déjà consacré à différentes reprises une coopération pleine d'intérêt.

« En attendant nous serons heureux, si ceux qui nous quittent emportent de leur visite à notre pays un souvenir qui les fasse souhaiter d'y revenir quand l'occasion s'en présente autant que nous serons charmés de les revoir ici. »

M. Kennedy s'exprime en ces termes :

Excellences,

Je me félicite de me trouver en mesure d'annoncer que nos délibérations ont abouti à l'élaboration d'un projet de Convention, et que nous sommes convenus de soumettre à nos Gouvernements respectifs les procès-verbaux des séances de la Conférence Internationale concernant les abus qu'engendre le trafic des spiritueux dans la mer du Nord aussi bien que ce Projet de Convention.

Il appartient à nos Gouvernements d'apprécier, dans leur haute sagesse, si le résultat de notre travail a répondu à leur attente. Nous espérons néanmoins qu'ils seront d'avis que le projet de convention mérite d'être approuvé et sanctionné, et que converti en traité définitif, il produira les bons effets que recherchent les Puissances.

Nos délibérations ont sans aucun doute fortifié l'opinion qu'il est bien à désirer que des mesures soient prises pour perfectionner le travail commencé par les négociations de la convention du 6 mai 1882, en mettant fin aux désordres auxquels donnent lieu les mauvaises pratiques des cabarets flottants de la mer du Nord.

Les Délégués des Puissances étrangères ont été personnellement très heureux de se trouver encore une fois dans les Pays-Bas ; et ils désirent exprimer à Leurs Excellences, à leurs Collègues Néerlandais, et à tous ceux avec lesquels ils ont été en rapport pendant leur séjour à La Haye, leurs remerciements les plus empressés pour l'accueil bienveillant qui leur a été fait.

Le présent procès-verbal est lu et adopté séance tenante.

La séance est levée à midi.

*Le Président,*  
L. N. RAHUSEN.

*Les Secrétaires,*  
E. R. VAN WELDEREN RENGERS,  
H. C. J. TESTA.

### Projet de Convention.

Art. 1. — Les dispositions de la présente convention s'appliquent dans la mer du Nord, en dehors des eaux territoriales, et dans les limites fixées par l'article 4 de la convention de La Haye, du 6 mai 1882, sur la police de la pêche, à toute personne se trouvant à bord d'un navire ou bâtiment d'une des Hautes Parties Contractantes.

Art. 2. — Il est interdit de vendre des boissons spiritueuses aux personnes qui se trouvent à bord de bateaux de pêche ou qui appartiennent à ces bateaux.

Il est interdit à ces personnes d'en acheter.

L'échange de boissons spiritueuses contre des produits de la pêche, des objets d'armement ou des engins de pêche, est défendu.

Est considéré comme boisson spiritueuse tout liquide provenant de la distillation et contenant plus de cinq litres d'alcool par hectolitre.

Art. 3. — Le droit de faire le débit aux pêcheurs d'approvisionnements et d'autres objets servant à leur usage, à l'exception des boissons spiritueuses, est subordonné à un permis accordé par l'Etat auquel appartient le navire. Ce permis doit comprendre entre autres les conditions suivantes :

1° Le navire ne peut avoir à bord une quantité de spiritueux supérieure à celle jugée nécessaire pour la consommation de son équipage ;

2. Tout échange des objets indiqués ci-dessus contre des produits de la pêche, objets d'armement ou engins de pêche, est interdit.

Art. 4. — Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention, et notamment pour faire punir, soit de l'emprisonnement, soit de l'amende, soit de ces deux peines, ceux qui contreviendraient aux articles 2 et 3.

Art. 5. — Les Tribunaux compétents pour connaître des infractions aux articles 2 et 3 sont ceux du pays auquel appartient le bâtiment inculpé.

Art 6. — La poursuite des infractions a lieu par l'Etat ou en son nom.

Les infractions peuvent être constatées par tous les moyens de preuve admis dans la législation du pays où siège le Tribunal saisi.

Art. 7. — La surveillance est exercée par les bâtiments croiseurs des Hautes Parties Contractantes, chargés de la police de la pêche.

Lorsque les officiers commandant ces croiseurs ont lieu de croire qu'une infraction aux mesures prévues par la présente convention a été commise, ils peuvent exiger du capitaine ou du patron l'exhibition des pièces officielles justifiant de la nationalité de son bâtiment et, le cas échéant, celle du permis. Mention sommaire de cette exhibition est faite immédiatement sur les pièces produites.

En outre, des procès-verbaux peuvent être dressés par lesdits officiers, quelle que soit la nationalité du bâtiment inculpé. Ces procès-verbaux sont dressés suivant les formes et dans la langue en usage dans le pays auquel appartient l'officier, ils peuvent servir de moyen de preuve dans le pays où ils sont invoqués et suivant la législation de ce pays. Les inculpés et les témoins ont le droit d'y ajouter ou d'y faire ajouter, dans leur propre langue, toutes explications qu'ils croient utiles ; ces déclarations doivent être dûment signées.

La résistance aux prescriptions des commandants des bâtiments croiseurs, ou de ceux qui agissent d'après leurs ordres, est, sans tenir compte de la nationalité des croiseurs, considérée comme résistance envers l'autorité nationale.

Si le cas lui semble assez grave pour justifier cette mesure, le commandant du croiseur aura le droit de conduire le bâtiment en contravention dans un port de la nation à laquelle appartient ce bâtiment.

Art. 8. — La procédure en matière d'infraction aux dispositions de la présente convention a toujours lieu aussi sommairement que les lois et les règlements le permettent.

Art. 9. — Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront, lors de

l'échange des ratifications, les lois qui auront été rendues dans leurs Etats, relativement à l'objet de la présente convention.

Art. 10. — Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer, sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement des Pays-Bas, et par celui-ci aux autres Gouvernements signataires.

Art. 11. — La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont les Hautes Parties contractantes conviendront.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à dater de ce jour, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur une année, et ainsi de suite d'année en année.

Si la convention de la Haye du 6 mai 1882 sur la police de la pêche cessait d'être en vigueur, l'article 26 de la dite convention continuera à sortir ses effets pour l'objet du présent arrangement.

Art. 12. — La présente convention sera ratifiée ; les ratifications en seront échangées à la Haye, le plus tôt possible, et, si faire se peut, dans le délai d'un an.

---

# DÉLIMITATION AFGHANE <sup>(1)</sup>

---

## NÉGOCIATIONS ENTRE LA RUSSIE ET LA GRANDE-BRETAGNE

(1872-1885)

---

Documents relatifs aux négociations entre la Russie et l'Angleterre  
concernant les affaires de l'Asie centrale.

(Suite)

---

N° 115. — Rapport adressé par le Chef de la province Transcaspienne au Commandant des troupes de la circonscription militaire du Caucase.

(Reçu le 26 avril).

Dasch-Keupri, le 30 mars 1885.

J'avais pris sous mon commandement immédiat les troupes du détachement du Mourghab le 6 mars, après la concentration de ces troupes à Imam-Baba. Le 7 et le 8 mars, je fis passer tout le détachement à Aïmak-Djar, où les approvisionnements avaient été transportés et où l'on avait établi les fours à pain. Un petit détachement de 25 hommes fut laissé à Imam-Baba. Le 9 mars, deux officiers d'état-major furent envoyés d'Aïmak-Djar pour reconnaître la position des troupes afghanes. Ces officiers, escortés de quatre cosaques, se rendirent à notre poste de miliciens de Kizil-Tépé, à deux verstes du camp afghan, et, après avoir étudié la position afghane, ils firent un rapport sur ce qu'ils avaient observé. Ce rapport confirmait toutes les informations déjà fournies par le chef du poste et par les éclaireurs. Les officiers d'état-major, déclarant qu'il devait y avoir plus de 2,500-3,000 hommes de troupes dans le camp afghan, décrivaient la position comme très forte par elle-même, bien que plus faible sur l'aile gauche. Le 10 mars, on n'avait vu sur la rive gauche du Kouschk, près de Dasch-Keupri, que des vedettes de quelques cavaliers et une cinquantaine de fantassins occupés à creuser des tranchées sur le mamelon.

Le 12 mars, le détachement passa la nuit à Ourousch-Douschan, qu'il quitta le lendemain pour établir son bivouac à deux verstes de notre poste de Kizil-Tépé, et, par conséquent, à quatre ou cinq verstes des troupes afghanes. J'avais choisi cet emplacement pour ne pas exciter de fausses alarmes parmi les Afghans, et dans l'espoir d'exécuter l'ordre que j'avais reçu d'occuper Dasch-Keupri par voie d'une entente à l'amiable, laissant les troupes afghanes occuper en paix leur camp de la rive droite du Kouschk. Il se trouva cependant qu'aussitôt après l'apparition des troupes russes dans la plaine au nord de Dasch-Keupri, les Afghans envoyèrent en toute hâte sur la rive gauche du Kouschk un fort détachement de cavalerie, auquel fut joint plus tard un petit corps d'infanterie et deux pièces d'artillerie. Je me vis alors dans la nécessité de prendre des mesures pour

(1) V. plus haut, p. 15.



la sécurité de mon bivouac, et j'envoyai tous les jours, jusqu'au 18 mars, aux avant-postes, une demi-compagnie d'infanterie et un peloton de cosaques. Nos postes n'ont d'ailleurs jamais été établis, pendant ce temps, au-delà de la position occupée par nos miliciens depuis le 5 février, c'est-à-dire de Kizil-Tépé.

Le 14 mars, dans la matinée, arriva une lettre du capitaine Yate, chargé par le général Lumsden, chef de la Commission anglaise de délimitation, d'observer la situation au Pendjdé. Dans cette lettre, adressée au commandant des troupes russes, le capitaine Yate annonçait que Naïb-Salar, chef des troupes afghanes, l'avait informé qu'un commandant russe désirait le voir et que l'entrevue était nécessaire pour bien éclaircir la situation mutuelle. Le lieutenant-colonel d'état-major Zakrjevsky répondit à cette lettre, sur mon ordre, qu'aucun chef russe n'avait demandé d'entrevue, mais que, si on le désirait, il se rendrait, à cinq heures du soir, à la rencontre de ceux qui avaient à lui parler. L'entrevue eut lieu à l'heure fixée. Le capitaine Yate, le capitaine Lassoe, le docteur Owen et deux Hindous s'y trouvaient présents du côté des Anglais.

Le lieutenant-colonel Zakrjevsky, après les présentations mutuelles et les compliments de bienvenue, offrit aux Anglais une collation et répéta ensuite qu'aucun chef russe n'avait demandé d'entrevue, et qu'il devait y avoir un malentendu. Les Anglais s'empressèrent de répondre que, si tel était le cas, ils se félicitaient d'une méprise qui leur procurait le plaisir d'une aussi agréable connaissance. Les Anglais mentionnèrent ensuite l'entente intervenue entre le gouvernement russe et le gouvernement britannique, ajoutant qu'en vue de cette entente, ils prenaient la résolution de déclarer sincèrement qu'ils se trouvaient dans une situation très épineuse, vu que, chargés de maintenir le *statu quo* parmi la population saryke du Pendjdé, cette tâche ardue leur devenait de plus en plus difficile, surtout en prévision de la possibilité d'une collision entre les troupes afghanes et les troupes russes. Ils mettaient une insistance toute particulière à obtenir des informations sur ce dernier point, c'est-à-dire sur les intentions des Russes. Le lieutenant-colonel Zakrjevsky répondit qu'il n'était pas investi des pleins pouvoirs de ses chefs et qu'il ignorait leurs intentions, mais qu'il était tout prêt à exposer son opinion personnelle sur toutes les questions qui intéressaient ses interlocuteurs. Il se référa en outre à l'évidence des faits et de la situation actuelle pour prouver que les Russes n'avaient aucune intention d'attaquer les Afghans, car si cette intention avait existé, rien n'aurait empêché les Russes de la mettre à exécution dès le premier quart d'heure de leur arrivée au bivouac. D'autre part, il était impossible de garder le silence sur le fait que les Afghans avaient, sans aucun motif, commencé à pousser leurs postes en avant, sur leur front et sur les deux flancs, et à y établir des retranchements. Les Anglais répondirent qu'ils ne doutaient nullement de l'issue d'une collision, répétant seulement que leur situation était extrêmement difficile, et qu'ils seraient bien reconnaissants si on voulait les prévenir de complications éventuelles. La réponse fut que l'on était tout prêt à leur être agréable et à leur faire les communications compatibles avec les devoirs d'un officier russe.

Le lendemain, 15 mars, le capitaine Yate envoya au lieutenant-colonel Zakrjevsky une seconde lettre, accompagnée d'une copie du télégramme de lord Granville au général Lumsden, relatif à l'entente entre les cabinets

russe et britannique. Je donnai l'ordre au lieutenant-colonel Zakrjevsky de répondre que je n'avais pas la moindre intention de prendre l'offensive contre les Afghans, mais que précisément, pour éviter toute collision, il était indispensable de faire retirer les postes afghans qui s'étaient trop avancés ces derniers jours. Le capitaine Yate répondit, le 16 mars, par la demande d'une nouvelle entrevue dans le but de causer de la manière d'arranger la question des avant-postes. Je donnai l'ordre au dit officier d'état-major de répondre qu'il se rendrait à l'entrevue demandée. Il était, en effet, urgent de résoudre immédiatement la question des avant-postes.

Depuis l'arrivée du détachement du Mourghab à Kizil-Tépé, les Afghans avaient commencé à pousser leurs postes vers le front et sur les flancs du bivouac russe, à porter en avant des masses de cavalerie pour des journées entières, et à exécuter activement des travaux de retranchement, surtout sur la rive gauche du Kouschk. Cela me mit dans la nécessité d'expédier, le 14 mars, en reconnaissance sur la rive droite du Mourghab, le capitaine d'état-major Prassalow, avec cinq djighites, et d'envoyer de rechef ce même officier, le lendemain 15 mars, à la tête d'une compagnie de tirailleurs. J'envoyai également, le 15 mars, une sotnia de Turcomans de la milice de Merv opérer une reconnaissance sur la rive gauche du Kouschk, dans la direction de Kala-i-Mor.

Les Afghans répondirent à l'envoi de la compagnie sur la rive droite du Mourghab en renforçant de deux compagnies leur poste d'une cinquantaine d'hommes, établi sur cette rive. S'approchant à 800 pas de notre détachement, ils exigèrent sa retraite immédiate, s'emparèrent d'un caporal de la milice, qui se trouvait avec nos troupes à titre d'interprète, le retinrent pendant plus d'une heure le couvrant d'insultes et le renvoyèrent ensuite, en lui intimant l'ordre de dire qu'ils étaient prêts à recevoir les Russes les armes à la main.

Apprenant ce qui s'était passé, le 14 mars, sur la rive droite du Mourghab, je donnai l'ordre d'envoyer à l'officier, chargé de la reconnaissance, deux billets l'invitant catégoriquement à rentrer au bivouac. Dans le premier de ces billets, il était dit, en outre, que je ne voulais établir aucun poste permanent sur la rive droite, mais ce billet fut intercepté par les Afghans et ne m'a pas été restitué jusqu'à présent ; le djighite qui en était porteur fut retenu toute la nuit au camp afghan. La compagnie, envoyée le 15 mars sur la rive droite du Mourghab, revint à la même date, vers le même soir, obéissant à un ordre général que j'avais donné à mes troupes d'éviter toute collision avec les Afghans, sans même riposter à leur feu sans mon ordre. La sotnia de la milice de Merv qui, sous le commandement du lieutenant-colonel Alikhanow, était allée reconnaître le flanc droit de la position afghane, fut rejointe par le *djarnéil* Goss-Eddin-Khan, à la tête de plusieurs centaines de cavaliers. La rencontre fut pacifique ce te fois. Le lieutenant-colonel Alikhanow entama une conversation amicale avec le *djarnéil* et chevaucha à ses côtés presque jusqu'à Dasch-Keupri, où cependant le *djarnéil* le pria de rebrousser chemin, faute de quoi il parlait d'avoir à recourir aux armes.

La situation des petits postes était surtout difficile. Les Afghans, forts de leur nombreuse cavalerie, prodiguaient les envois aux avant-postes et avançaient toujours, de sorte que, le 16 mars, ils tournaient, non seulement la ligne de nos avant-postes, mais notre bivouac même. Leur audace et leur effronterie allaient toujours croissant. Ils profitaient de toute occa-

sion pour nous faire dire : « Allez-vous-en. Vous n'avez pas affaire à des Merviens, à des Turcomans, mais bien à des Afghans. Nous avons battu maintes fois les Anglais et nous vous battons aussi, si vous ne vous retirez pas. » Le 16 mars, des éclaireurs afghans, se croyant assurés d'une complète impunité, arrivèrent jusqu'au passage que j'avais organisé sur le Mourghab à l'aide d'un petit bac. Ils n'étaient donc qu'à quelques dizaines de pas de notre bivouac. Interrogés sur ce qu'ils voulaient et invités à se retirer, ils répondirent qu'ils étaient venus seulement pour voir quels étaient nos moyens de passage. Ils ne reculèrent de quelques centaines de pas qu'après plusieurs sommations et ne s'en allèrent tout à fait que plusieurs heures après.

Voyant que l'audace des Afghans, par l'impunité, s'accroissait de jour en jour et que, si cela continuait, je finirais par être attaqué moi-même (suppositions que vinrent confirmer plus tard certaines circonstances), constatant en outre la surexcitation de tout le détachement et une certaine agitation allant jusqu'à l'amoindrissement de notre prestige parmi les khans, les notables et les miliciens turcomans qui m'entouraient, je me dis que cette situation ne pouvait pas durer plus longtemps et qu'il était urgent de prendre une mesure extrême. Le 17 mars, j'envoyai, dans la matinée, avec une patrouille commandée par le lieutenant cosaque Kobtsew, une lettre au Naïb-Salar-Teïmour-Shah, chef des troupes afghanes, pour exiger catégoriquement la retraite dans le courant d'une seule journée de tous les postes de la rive gauche du Kouschk et de la rive droite du Mourghab en aval du confluent avec le Kouschk. Bien qu'on n'eût répondu à cette lettre de la part des Afghans que par l'envoi de nouveaux renforts sur la rive gauche du Kouschk et le redoublement des travaux de retranchement, je ne perdis pas encore tout espoir d'une issue pacifique et je donnai au lieutenant-colonel Zakrjevsky l'ordre de se rendre, à l'heure fixée, à l'entrevue demandée par les Anglais, en lui répétant toutefois que ma résolution d'exiger le retrait de tous les postes afghans de la rive gauche du Kouschk demeurerait inébranlable.

Le lieutenant-colonel Zakrjevsky écrivit, sur mon ordre, qu'il consentait au rendez-vous, mais qu'il serait peut-être utile d'y convier un des chefs afghans. Ayant rejoint le capitaine Yate, le lieutenant-colonel Zakrjevsky lui demanda si le Naïb-Salar lui avait communiqué le contenu de ma lettre et, sur une réponse affirmative, si l'invitation d'un des chefs afghans à l'entrevue avait été transmise à Teïmour-Shah. Le capitaine Yate déclara que, partageant ce désir, il s'était empressé de le transmettre au Naïb Salar, mais que ce dernier avait répondu qu'il trouvait nécessaire que ce jour-là tous les chefs afghans demeuraient à leur poste. Aux observations faites au sujet du mouvement systématiquement progressif des postes afghans, qui rendait intenable la position des troupes russes, le capitaine Yate répondit que certains postes pourraient être changés, mais que leur retraite définitive sur la rive droite du Kouschk équivaldrait à l'abandon complet de positions que les Afghans avaient le droit d'occuper en vertu de l'entente intervenue entre les cabinets intéressés. Il pria le lieutenant-colonel Zakrjevsky de lui dire où se trouvaient les postes afghans le jour de l'arrangement, c'est-à-dire le 5 (17) mars. Notre officier déclara qu'effectivement, le jour en question, des postes afghans se trouvaient déjà sur la rive gauche du Kouschk, mais qu'ils n'étaient composés que de quelques hommes, que les éclaireurs avaient, eux aussi, poussé jusqu'au Kouschk



et au pont de Dasch-Keupri, que les troupes russes, une fois arrivées jusqu'au Kouschk, ne quitteraient plus la rive gauche de ce cours d'eau, qu'elles occupaient en vertu du même arrangement mentionné dans le télégramme de lord Granville, dont copie lui avait été transmise, mais que l'action offensive des troupes afghanes était contraire aux stipulations dont traitait le télégramme.

Les Anglais demandèrent de leur désigner le point jusqu'auquel les Russes prétendaient occuper la rive gauche du Kouschk. Le lieutenant-colonel Zakrjevski répondit qu'il n'avait pas les pouvoirs voulus pour répondre à une question de ce genre, que le général Komarow exigeait seulement le retrait des postes afghans là où ils se trouvaient en face des postes russes, c'est-à-dire à Dasch-Keupri, et cela dans le but seul d'éviter des collisions en mettant entre les parties une barrière naturelle, et sans avoir aucunement en vue de préjuger par sa demande la décision des commissaires chargés de la délimitation.

Après avoir entendu le rapport du lieutenant-colonel Zakrjevsky sur le résultat des négociations et voyant que ni les pourparlers, ni les sommations catégoriques n'aboutissaient à rien, je résolus de mettre sans délai à exécution ce que j'avais demandé aux Afghans.

Le même jour, 17 mars, à huit heures du soir, je réunis chez moi les officiers commandant le détachement du Mourghab. Je leur exposai notre situation et leur donnai les instructions nécessaires, exposées dans l'ordre du jour.

La réponse du Naïb-Salar à ma sommation n'arriva qu'à dix heures du soir. Il m'informait qu'ayant reçu du Naïb-oul-houkoumé de Hérat l'ordre de consulter le capitaine Yate sur toutes les questions de frontière, il n'avait pas manqué de le faire, et que, du reste, il devait avant tout, exécuter les ordres de son Emir. Voulant faire une nouvelle tentative pacifique, je répondis au Naïb-Salar par une lettre amicale et semi-officielle, lui disant que je ne pouvais pas retirer mes sommations, et que la responsabilité d'une collision résultant de fâcheux conseils retomberait sur lui, vu que j'avais fait moi-même tout ce qui était possible pour rester en bonnes relations avec lui.

Le lendemain, 18 mars, les troupes, exécutant mes ordres de la veille, quittèrent le bivouac, ne laissant au camp que des sentinelles et quelques hommes du train, en tout 50 hommes.

La colonne de droite, formée par le 3<sup>e</sup> bataillon des tirailleurs du Turkestan, ainsi qu'une demi-batterie de montagne de la 21<sup>e</sup> brigade, du nom de Son Altesse Impériale la Grande-Duchesse Olga l'eodorovna, (4 compagnies et 4 pièces) et placée sous le commandement général du chef du 3<sup>e</sup> bataillon, le colonel Kazantsew, s'avança, conformément à la disposition, par les mamelons de sable pour tourner à la fois de flanc et par derrière l'avant-garde de la position ennemie. La cavalerie, composée des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> sotnias du 1<sup>er</sup> régiment de cosaques du Kouban et d'une sotnia de la milice de Merv, y compris les khans turcomans, les chefs notables avec leur suite et sept cavaliers de la milice d'Akhal-Téké formant mon escorte personnelle (en tout 4 sotnias), commandée par le lieutenant-colonel Ali-khanow, chef de l'arrondissement de Merv, s'avança un peu plus à gauche qu'il n'avait été prescrit et se trouva, dès le début de l'engagement, au centre de la position. Je n'y changeai rien, car la marche du combat et les



conditions de la localité montrèrent que la modification s'était trouvée heureuse.

La colonne de gauche (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> compagnies du 3<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs transcaspiens et deux compagnies du 6<sup>e</sup> bataillon de ces tirailleurs), commandée par le colonel Nikschitch, se mit également en marche à 4 heures du matin et s'arrêta, en vertu de mes instructions, derrière le mamelon de Kizil-Tépé.

La position des Afghans était telle que suit : le mamelon de Dasch-Keupri (rive gauche du Kouschk) formait le point le plus avancé de leur ordre général. Nous y étions attendus par 1.200 cavaliers afghans prêts à combattre. Sur le flanc était rangée une compagnie à peu près d'infanterie, et quatre canons se trouvaient en batterie dans les retranchements. Un peu plus à droite et en arrière, il y avait plusieurs compagnies d'infanterie régulière et trois canons dans des retranchements percés d'embrasures et de meurtrières. Les autres troupes afghanes étaient rangées en avant de leur camp sur la rive droite du Kouschk. Sur la rive droite du Mourghab, pendant toute la durée du combat, il n'était plus resté que 200 Afghans. Nous avions affaire à 4.000 hommes en tout avec huit canons. De plus, comme l'ont déclaré les prisonniers, Yelantousch-Khan Djemschidi, à la tête d'une partie de la cavalerie, gardait le camp afghan par derrière, en prévision d'une attaque des Saryks.

Comme il a été dit plus haut, notre cavalerie, prenant un chemin plus direct que celui qui avait été désigné, avait devancé les tirailleurs du Turkestan, et vers les 6 heures du matin elle paraissait sur le mamelon de Dasch-Keupri, s'avancait à 500 pas du front de la cavalerie afghane et, se rangeant en bataille, elle s'arrêta pour attendre les tirailleurs qui avaient encore une verste à faire pour la rejoindre. Je donnai à la demi-batterie de montagne l'ordre de se joindre provisoirement à la cavalerie, et fis dire au bataillon mixte transcaspien arrêté à Kizil-Tépé d'avancer pour appuyer la cavalerie, mais le commandant du bataillon avait devancé mon ordre et s'avancait par compagnies. On n'avait pas encore ouvert le feu, au point du jour les avant-postes s'étaient déjà repliés des deux côtés. J'avais envoyé en observation dans les sables une patrouille de djighites sur l'aile droite ; l'aile gauche était observée par un poste de quatre cosaques à Yarym-Tépé. Vers 6 heures, les tirailleurs du Turkestan étaient arrivés, et je leur envoyai la demi-batterie de montagne. Le Naïb-Salar s'était porté devant les cavaliers de l'avant-garde et les salua de ces paroles : « Combattez à la gloire de Dieu ». Les Afghans répondirent par une triple acclamation, invoquant Allah et promettant de se battre au nom du Seigneur.

Le lieutenant-colonel Alikhanow, s'attendant après ces clameurs à une attaque immédiate, fit mettre pied à terre aux trois sotnias de cosaques et à une vingtaine de djighites armés de fusils. Les autres djighites restèrent seuls en selle. Le feu n'avait pas encore commencé. Les Afghans étaient évidemment dans l'indécision, et j'avais strictement défendu aux nôtres de tirer les premiers. Ce n'est que plusieurs minutes après le passage du Naïb-Salar, que les Afghans ouvrirent le feu contre notre cavalerie. Le lieutenant-colonel Alikhanow, ayant appris qu'un cheval cosaque avait été blessé, ordonna aux trois sotnias démontées de tirer une salvo et continua ensuite un feu réglé sur le nombre des cartouches. Les Afghans répondirent par une fusillade et un feu d'artillerie sur toute leur ligne. Leur infanterie s'abrita dans les tranchées, la cavalerie s'ébranla, puis se replia

quelque peu, mais se préparant visiblement à une nouvelle attaque, tandis que quelque trois cents cavaliers descendaient du mamelon et se jetaient sur les derrières de notre cavalerie.

Le lieutenant colonel Alikhanow fit charger la sotnia de miliciens de Merv, et donna ordre aux cavaliers restés en selle d'ouvrir le feu, tandis que le colonel Nikschitch, négligeant provisoirement la fusillade dirigée contre sa colonne du front de l'ennemi, fit faire à ses deux compagnies trois décharges sur la cavalerie, contre laquelle les tirailleurs du Turkestan avaient, de leur côté, déjà ouvert le feu par mon ordre.

Les Afghans ne purent soutenir un feu aussi nourri, et se replièrent en désordre vers le Kouschk. Ils se jetaient du haut de la rive escarpée et, refluant en masses compactes vers le gué, commencèrent à passer la rivière. Ici, fusillés de près et sans relâche par nos tirailleurs, leurs pertes furent très considérables. Nos djighites, lancés contre la cavalerie qui tournait la nôtre, eurent un moment d'hésitation, sauf quelques braves qui, ayant à leur tête l'enseigne Baba Khan, pénétrèrent à coups de sabres dans les rangs ennemis. Mais le lieutenant-colonel Alikhanow courut aux djighites en leur criant : « Vous y resterez tous ou vous les détruirez ! » Cela suffit pour que toute la sotnia chargeât comme un seul homme. Les tirailleurs du Turkestan allongeaient en même temps leur ligne sur l'aile gauche pour mieux soutenir nos cavaliers. Alors le reste des Afghans prit la fuite vers le Kouschk, en laissant le mamelon de Dasch-Keupri couvert de cadavres et en nous abandonnant quatre canons et un drapeau (1).

Le colonel Nikschitch, pendant ce temps, marchait à l'attaque des tranchées du flanc gauche de la position avancée des Afghans ; ceux-ci ne soutinrent pas la charge à la baïonnette et s'enfuirent sur l'autre rive du Kouschk, laissant entre nos mains, de ce côté de la position, trois canons et un drapeau (2) et semant de leurs cadavres toute la longueur de leurs tranchées. Les Afghans firent encore une dernière, mais faible tentative pour se mesurer avec nos troupes. Entretenant le feu d'artillerie d'Ak-Tépé, auquel répondait notre demi-batterie de montagne, ils commençaient à se ranger en bataille au devant et à la droite (à l'ouest) de leur camp principal sur la rive droite du Kouschk, et essayaient aussi de continuer la fusillade. Mais le feu très violent des tirailleurs du Turkestan, et ensuite une charge vive et générale de nos troupes, ainsi que notre passage sur la rive droite du Kouschk, ôtèrent aux Afghans toute idée de continuer la lutte. Tous prirent la fuite dans le plus grand désordre. Je ne fis pas poursuivre les fuyards, voulant montrer par là que mon seul but avait été de mettre à exécution ma sommation d'évacuer la rive gauche du Kouschk.

Dans le même but, je ne pris pas seulement des mesures pour arrêter tout mouvement sur Pendjé, mais encore je m'abstins de passer la nuit dans le camp afghan.

Quelques heures après le combat, je ramenaï les troupes sur la rive gauche du Kouschk, où je les fis bivouaquer. Je laissai seulement à Ak-Tépé un poste de quelques hommes pour garantir mon bivouac des éventualités imprévues. Cette mesure était d'autant plus urgente qu'après l'occupation du camp afghan, quelques fantassins afghans s'étaient cachés

(1) Le drapeau a été pris par le Saryk-Aman-Klytch, ouriadnik de la milice temporaire.

(2) Le drapeau a été pris par le sapeur Kobylkine, sous-officier du 6<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs transcaspiens.

dans les fossés, sous des tentes et sous les arches du pont et tiraient sur nos soldats, refusant obstinément de se rendre.

Bien qu'il n'y ait pas eu de poursuite, la déroute des Afghans n'en a pas moins été complète. Toute leur position, celle d'avant-garde et la position principale, sur plusieurs verstes carrées, leurs retranchements, leurs tranchées et leurs batteries étaient couverts de cadavres dont un grand nombre aussi fut emporté par le courant rapide du Kouschk. Les Afghans ont dû perdre, d'après moi, plus de 500 hommes tués. Au dire des éclaireurs, le *djarnéil* lui-même estimait ses pertes à plus de 1,000 hommes tués, et sur le nombre des fuyards il y aurait plus de la moitié de blessés. Parmi les chefs afghans ont été tués : un *corneil*, deux capitaines, le chef de la cavalerie Hézaré, Schir-Khan ; on assure que le Naïb-Salar lui-même a été blessé de deux balles.

Sont restés entre nos mains : tout le camp afghan, toute l'artillerie, au nombre de huit pièces, avec les caissons et les munitions ; le grand étendard du *djarnéil*, deux drapeaux de bataillons d'infanterie, force insignes, tambours et trompettes ; tous les approvisionnements, de la farine, de l'orge ; des munitions, de la poudre et du plomb en quantité, et un transport de chameaux. Dans le camp, le sol était jonché de vêtements, de linge et de menus objets d'usage domestique.

N'ayant pas poursuivi l'ennemi, nous n'avons pas fait beaucoup de prisonniers, nous n'avons pris que ceux qui se rendaient : en tout sept, plus dix-sept blessés. Un homme non blessé avait des fers au pied et au cou. Les prisonniers nous ont fourni quelques renseignements sur leurs chefs, sur la date initiale de l'érection des fortifications ; ils ont donné des versions contradictoires du rôle joué par les Anglais, et nous ont positivement assuré qu'un secours de mille tirailleurs au moins avait été demandé aux Saryks, et que le jour même du combat, le 18 mars, avait été fixé comme dernier terme pour une réponse catégorique.

Je ne puis attribuer une victoire aussi décisive qu'à la conduite de tous les hommes de notre détachement. Les chefs des colonnes ont témoigné d'un esprit d'initiative merveilleux, prévenant les ordres lorsqu'il fallait qu'une partie des troupes soutint l'autre pour arriver au but commun. Les officiers ont tous donné aux soldats l'exemple d'une intrépide bravoure, ainsi que d'une discipline intelligente. Les soldats exécutaient tous les commandements sans hésitation, avec un ensemble et une précision qu'on ne voit pas toujours aux manœuvres. Pendant toute la durée de la lutte, pas un n'a reculé d'une semelle. Les djighites ont mis tous leurs efforts à se montrer les dignes serviteurs de l'Empereur, et ils ont payé de leur sang le droit d'être traités en camarades par les troupes régulières.

J'ai dirigé les pièces enlevées sur Askhatad, jusqu'à nouvel ordre de Votre Excellence ; je lui envoie par le lieutenant-colonel Zakrjevsky les drapeaux pris aux Afghans. J'ai donné l'ordre de regarder comme propriété de l'Etat les provisions prises, après en avoir fait dresser l'inventaire. Une partie du convoi de chameaux, près de 70 têtes, a également été déclarée propriété de l'Etat. J'ai fait donner quelques chameaux aux khans de Merv et aux hommes de la milice, qui avaient pris part au combat, pour le transport du fourrage et du bois. La poudre et le plomb ont été jetés à l'eau et le camp abandonné aux troupes.

Nous avons en tout perdu comme tués pendant le combat : un officier Scïd-Nazar-Youz-Bachi, enseigne de la milice ; sept soldats du bataillon



mixte de tirailleurs transcaspiens et un djighite de la milice de Merv ; comme blessés, deux officiers : le sotnik Kottsew, commandant de la première sotnia du premier régiment de cosaques du Caucase, et le sous-lieutenant Khabalow, du 6<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs transcaspiens, onze soldats du bataillon mixte de tirailleurs transcaspiens, deux soldats du 3<sup>e</sup> bataillon du Turkestan, un cosaque et quatre Turcomans de la milice : ont été contusionnés : un officier supérieur et deux officiers : le colonel Nikschitch, chef du 3<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs transcaspiens, le sous-lieutenant Kosmine, du même bataillon, et le capitaine en second Kourotschkine, du 6<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs transcaspiens, quinze soldats du bataillon mixte, un soldat du bataillon du Turkestan et deux cosaques.

Après le combat, vers midi, le capitaine Yate avait envoyé successivement deux lettres adressées au lieutenant-colonel Zakrjevsky. Dans la première, il nous informait que le docteur Owen offrait ses secours pour soigner nos blessés, si nous en avions beaucoup ; dans la seconde, il annonçait que les Anglais, ne se considérant pas en sûreté, demandaient notre protection et l'envoi d'une escorte. La première de ces lettres a été laissée sans réponse ; à la suite de la seconde, j'ai chargé le lieutenant-colonel Zakrjevsky de se rendre avec trois officiers et quelques djighites à Pendjdé et d'offrir au capitaine Yate, en mon nom, le secours qu'il demandait. En arrivant à l'aoul où demeurait le capitaine Yate, notre officier l'a trouvé déjà parti, dans l'idée que sa lettre n'était pas arrivée à destination ; mais comme le capitaine anglais n'était pas loin et se trouvait encore en vue avec ses cavaliers, le lieutenant-colonel Zakrjevsky lui a envoyé deux djighites pour lui annoncer son arrivée et son désir d'entendre M. Yate, et de satisfaire à sa requête dans la mesure du possible. Les djighites trouvèrent le capitaine Yate entouré de son escorte de lanciers du Bengale et d'une foule de tuyards afghans à cheval. Après avoir entendu les djighites envoyés par le lieutenant-colonel Zakrjevsky, les Anglais déclinaient toute réponse.

Après le combat, j'avais envoyé dans diverses directions des éclaireurs qui, au bout de quelques jours, sont revenus m'annoncer que le gros des Afghans avait fui vers Bala-Mourghab, et que quelques-uns seulement s'étaient dirigés sur Kalé-i-Mor s'efforçant, dans leur course précipitée, d'éviter les aouls des Saryks ; qu'ils s'étaient arrêtés seulement à Bala-Mourghab pour y passer la première nuit ; mais que le dépôt d'approvisionnements y étant insuffisant, leur fuite avait continué sans arrêt par Kalé-i-Noou vers Hérat. D'après les mêmes rapports, le *djarnéil* aurait reçu en route une lettre du Naïb-oul-Houkoumé de Hérat, dans laquelle celui-ci l'engageait à tenir ferme contre les Russes, lui annonçant l'envoi de renforts ; sur quoi le *djarnéil*, après avoir emprunté au langage populaire quelques expressions trahissant sa colère et son désespoir, s'est écrié : « Il n'y a plus besoin de rien, maintenant que tout est perdu ». Quant aux Anglais, les éclaireurs m'ont informé que le mécontentement contre eux était extrême, non seulement parmi les Saryks, mais parmi les Afghans eux-mêmes ; que les Afghans avaient brûlé les kubitkas laissées par les Anglais, que les Saryks engagés pour transporter les bagages des Anglais, au lieu de les amener à destination, les avaient conduits dans leurs aouls et se les étaient appropriés. Je tiens de la même source que le général Lumsden a quitté Goulrân pour se rendre à Koussan avec tous les membres de la Commission.



Le 21 mars, j'envoyai en reconnaissance à Kalé-i-Mor le capitaine Pras-salow avec une sotnia de djighites, et le lendemain le lieutenant-colonel Alikhanow avec cent cosaques à Méroutchak. Ces officiers, après une absence d'un peu plus d'un jour, m'apportèrent des nouvelles confirmant les rapports des éclaireurs. Ils annonçaient que les points qu'ils avaient atteints étaient abandonnés par les Afghans, et d'après les bruits qui leur étaient parvenus, il n'y avait déjà plus nulle part d'Afghans à une grande distance. Le lieutenant-colonel Alikhanow, qui a suivi le chemin de retraite des Afghans, rapporte que la route prise par les fuyards était à la lettre jalonnée par un grand nombre de tombes encore fraîches, où l'on a enterré ceux qui étaient morts de leurs blessures, de la faim, du froid, des fatigues et des privations, pendant une course désespérée.

En effet, le temps n'a été guère favorable, à Dasch-Keupri non plus, durant toute cette période : le froid est vif, et non seulement il pleut continuellement, mais il neige parfois. Nos troupes elles-mêmes, bien que munies de tout en abondance, ont eu passablement à souffrir de la mauvaise saison. La situation des Afghans, privés de tout, a dû être très pénible.

On rapporte que le jour de leur fuite sur Méroutchak et Bala-Mourghab, le froid était extrême, et il tombait une neige épaisse.

La population saryke du Pendjé s'est empressée, aussitôt après la fin du combat, de témoigner ses sympathies pour les Russes. Le feu venait de cesser quand les anciens des aouls les plus rapprochés se sont présentés chez moi pour m'assurer de leur dévouement.

Sur le premier ordre qui leur a été adressé, les Saryks ont envoyé cent hommes pour ramasser les cadavres des Afghans et les inhumér. Le jour suivant, les corps ont été recueillis et enterrés, mais avec assez de négligence. Le lendemain de la bataille, c'est-à-dire le 19 mars, une députation des notables saryks du Pendjé s'est présentée chez moi : je me suis efforcé de les détourner de toute démonstration trop catégorique en notre faveur. Pour garantir l'ordre au Pendjé, j'ai donné l'ordre d'élire des chefs et d'instituer une administration provisoire.

Le même jour est venu chez moi, de la part des Turcomans Ersariens, leur khan, Gueldy-Khan, avec une requête de la tribu me demandant de l'admettre dans la sujétion russe. J'ai répondu à Gueldy-Khan que ce n'était pas le moment d'y penser ; que je soumettrais la requête des Ersariens au Gouvernement Impérial, et qu'ils devaient, en attendant, se borner à renoncer aux *alamans* et à vivre en paix.

Le 26 mars, j'ai adressé une lettre au Naïb-Salar, dans laquelle j'exposais que, si j'avais été forcé d'infliger à ses troupes la défaite qu'elles avaient éprouvée, c'était parce qu'il n'avait pas rempli ma juste demande, et nullement dans le désir d'entamer des hostilités ; que je persistais à ne pas vouloir être en état d'inimitié avec les Afghans.

J'ai reçu le 27 mars d'Ak-Rabat et de Zoulfagar la nouvelle que ces points avaient aussi été complètement évacués par les Afghans.

Je pars aujourd'hui pour Sérakhs, par Kala-i-Mor, Khan-Gouz, Adam-Elan et Poul-i-Khatoun.

Le Commandant des troupes, Lieutenant-Général KOMAROW.

## ANNEXE A AU N° 115

**A Monsieur le Commandant des troupes russes.**

Pendjé, 26 (14) mars 1885.

Monsieur le colonel,

Le Naïb-Salar commandant des troupes afghanes m'a fait savoir que vous avez exprimé le désir de me voir. De mon côté, je désire beaucoup avoir avec vous un entretien qui pourrait servir à éclaircir notre situation mutuelle. Je me tiendrai donc à votre disposition en attendant que vous veuillez bien m'indiquer l'heure qui vous conviendrait.

J'ai l'honneur de vous prier, monsieur le colonel, de vouloir bien agréer l'assurance de ma plus haute considération.

CHAR. E. YATE,

Capitaine, agent politique  
au service de Sa Majesté Britannique.

## ANNEXE B AU N° 115

**Le lieutenant-colonel Zakrjevsky au capitaine Yate.**

Monsieur le capitaine,

J'ai l'honneur de vous faire part que personne des commandants des détachements russes n'a sollicité aucun entretien ; néanmoins j'ai serai vers les cinq heures près du pont de Dasch-Keupri et serai très flatté de faire votre connaissance.

J'ai l'honneur de vous prier, monsieur le capitaine, de vouloir bien agréer l'assurance de ma plus haute considération.

N. ZAKRJEVSKY,

Lieutenant-colonel d'état-major.

## ANNEXE C AU N° 115

**Le capitaine Yate au lieutenant-colonel Zakrjevsky.**

Pendjé, 27 (15) mars 1885.

Monsieur le colonel,

Hier j'ai eu l'avantage de vous expliquer notre situation ici, ainsi que nos instructions, savoir de préserver autant que cela dépend de nous la tranquillité et le *statu quo*, et de cette manière contribuer à faciliter les négociations délicates entamées par les deux Gouvernements. Les nouvelles que nous avons reçues de Londres, et dont je vous ai donné communication, indiquent que votre Gouvernement partage l'opinion du Gouvernement Britannique et désire de son côté faciliter les négociations en maintenant le *statu quo*. C'est la nouvelle de cette entente qui m'a encouragé à vous dire franchement quelles étaient nos difficultés et à vous prier de vouloir bien nous assister dans nos efforts pour servir ce qui paraît être l'intérêt commun des deux Gouvernements. Comme vous avez fait allusion à la position trop avancée de quelques vedettes afghanes, j'ai donné au Naïb-Salar le conseil de rappeler tout poste placé au delà de la ligne occupée lors de l'arrivée de vos cavaliers à Kizil-Tépé.

Il a bien accueilli ma demande et j'espère que les Afghans ne vous causeront aucun désagrément. Je crois maintenant qu'il est de mon devoir de vous informer que les Afghans ont reçu de la part de l'Emir l'ordre de faire feu aussitôt qu'on tâchera de les faire sortir de la position qu'ils occupent à présent, ne fût-ce que pour marquer le commencement d'hostilités actives. Je com-

prends parfaitement qu'au point de vue militaire cette circonstance doit vous laisser assez indifférent, mais au point de vue politique le cas est bien différent, et une rencontre, quelque insignifiante qu'elle soit, ne manquera pas d'entraver d'une manière fâcheuse les négociations que nous désirons tous voir aboutir.

Je n'ai pas très bien compris si vous aviez reçu déjà la nouvelle à laquelle j'ai fait allusion hier. Je m'empresse donc de vous envoyer la traduction du télégramme reçu.

Le docteur Owen, que j'ai eu l'honneur de vous présenter hier, me prie de vous dire qu'il est entièrement à votre disposition au cas où vous auriez besoin de ses services. Il est un de nos meilleurs médecins et un des premiers oculistes de son temps. Dans le cas où vous n'auriez pas de spécialiste dans votre camp, il pourrait vous être utile.

J'ai l'honneur de vous prier, monsieur le colonel, de vouloir bien agréer l'assurance de ma plus haute considération.

CHAR. E. YATE,

Capitaine, agent politique  
au service de Sa Majesté Britannique.

**Télégramme de Lord Granville au général Lumsden.  
du 5 (17) mars 1885.**

Ministre affaires étrangères russe assure notre ambassadeur que des troupes russes ne dépasseront pas les positions occupées à présent, pourvu que les Afghans n'avancent ni n'attaquent, et pourvu également qu'il ne surgisse point d'événements extraordinaires tels que des tumultes à Pendjé. Ministre russe ajoute que des instructions précises ont été envoyées de ne point provoquer conflit, mais de l'éviter par tous moyens possibles. Ces instructions seront encore répétées.

*Traduction conforme :*

Capitaine, officier politique,  
LASSOE.

**ANNEXE D AU N° 115**

**Le lieutenant-colonel Zakrjevsky au capitaine Yate.**

16 (28) mars 1885.

Monsieur le capitaine,

Je m'empresse de vous remercier pour les nouvelles que vous avez eu l'obligeance de me communiquer et la copie de la dépêche de Lord Granville. Je vous prie de vouloir bien transmettre mes remerciements sincères à M. le docteur Owen pour sa prévenance, mais, Dieu merci, pour le moment, nous ne sommes pas en cas d'avoir recours à son talent. Je serai toujours très heureux de lui serrer la main à la première rencontre.

J'ai fait au général Komarow, commandant des troupes russes transcaspiennes, un rapport détaillé de notre dernier entretien, aussi bien que des lettres que vous avez bien voulu m'adresser. Son Excellence m'a autorisé de vous informer, M. le capitaine, qu'il n'a aucunement l'intention de commencer les hostilités contre les Afghans s'ils ne l'y contraignent en prenant l'offensive, mais il trouve absolument nécessaire d'engager les Afghans à reculer leurs postes, qui continuent à avancer, en le mettant par là dans la nécessité de prendre des mesures sérieuses pour les faire reculer et diminuer par là les chances de conflit. Si les Afghans veulent retirer leurs avant-postes de la rive gauche du Kouschk, ainsi que de la rive droite du Mourghab, il peut répondre positivement pour leur sécurité, ne permettant à aucun soldat russe de traverser le Kouschk.

Je me permets d'ajouter quelques mots pour vous communiquer, monsieur, mon point de vue personnel sur les derniers événements. Les Afghans changent continuellement la ligne de leurs avant-postes, et nous ôtent toute possibilité de maintenir un *statu quo* qu'en tout autre occasion nous aurions été très heureux de vous aider à faire respecter. Dans la dépêche de Lord Granville, il est dit que les troupes russes ne dépasseront point les positions occupées à présent, pourvu que les Afghans n'avancent etc..., ce qui est tout à fait conforme aux ordres reçus par nous.

Je trouve que la manière d'agir des Afghans, en transgressant la condition en question, est un moyen assez original d'éviter de provoquer un conflit.

Je vous prie, monsieur, de vouloir bien agréer l'assurance de ma plus haute considération.

N. ZAKRJEVSKY,  
Lieutenant-colonel.

#### ANNEXE E AU N° 113

##### Le capitaine Yate au lieutenant-colonel Zakrjevsky.

Pendjé, 16 (28) mars 1885.

Monsieur le colonel,

J'ai à vous remercier de votre aimable lettre d'aujourd'hui, et je m'empresse d'y répondre en vous remerciant d'avoir bien voulu me faire l'honneur de soumettre à Son Excellence M. le Général Komarow le résultat de notre entretien.

Je me suis empressé de faire savoir au commandant des troupes afghanes que vous lui reprochez des procédés irréguliers et peu faits pour éviter un conflit. Il m'a répondu en faisant allusion à l'excursion de M. le colonel Ali-khanow, qu'il a trouvée assez curieuse, et il a affirmé que l'avance de deux compagnies de vos troupes le long de la rive droite du Mourghab a rendu l'établissement d'un poste d'observation de ce côté indispensable au point de vue militaire.

Tout bien considéré, il me semble, monsieur le colonel, qu'il serait bien plus facile de discuter verbalement les affaires dont traite votre lettre, et je crois qu'une nouvelle rencontre serait le meilleur moyen d'arriver à un résultat satisfaisant. J'espère donc que vous voudrez bien me faire l'honneur d'accepter une petite collation qui nous vaudra l'avantage de vous revoir, ainsi que quelques-uns de ces messieurs dont nous avons eu le plaisir de faire connaissance l'autre jour. Je serai demain (dimanche) à 3 heures de l'après-midi un peu en avant de Poul-i-Khichti (Dasch-Keupri), mais si cette heure et cet endroit ne vous conviennent pas, je vous prie de vouloir bien m'indiquer le jour, l'heure et l'endroit de votre choix. Je serai absolument à votre disposition et j'espère, ainsi que mes collègues, qu'il vous sera possible de nous accorder le plaisir d'une nouvelle rencontre.

J'ai l'honneur de vous prier, monsieur le colonel, de vouloir bien agréer l'assurance de ma plus haute considération.

CHAR. E. YATE,  
Capitaine, agent politique  
au service de Sa Majesté Britannique.

#### ANNEXE F AU N° 115.

##### Le lieutenant-colonel Zakrjevsky au capitaine Yate.

Le 17 (29) mars 1885.

Monsieur le capitaine,

En réponse à votre aimable lettre, je m'empresse, monsieur, de vous faire savoir que je suis prêt à me rendre à l'heure et à la place que vous avez bien voulu m'indiquer. Il me semble qu'il serait mieux d'inviter quelques chefs des troupes afghanes à prendre part à nos pourparlers.



Je vous prie, monsieur, de vouloir bien agréer l'assurance de ma plus haute considération.  
Lieutenant-colonel N. ZAKRJEVSKY.

ANNEXE G AU N° 115.

**Le lieutenant-général Komarow à Teimour-Schah Khan,  
Naïbi-Salar, commandant des troupes afghanes.**

Dasch-Keupri, le 17 (29) mars 1885.

Au Commandant des troupes afghanes,

J'exige qu'aujourd'hui et jusqu'au soir tous les militaires placés sous vos ordres retournent jusqu'au dernier dans leurs anciens cantonnements sur la rive droite du Mor (Kouschk), et que vos postes sur la rive droite du Mourghab ne dépassent pas le confluent des deux rivières. Il n'y aura ni pourparlers, ni explications à ce sujet. L'intelligence et la perspicacité qui Vous distinguent me font supposer que Vous ne m'obligerez pas à faire mettre à exécution ce que j'exige.

Lieutenant-général KOMAROW,  
Commandant des troupes de la province Transcaspienne.

ANNEXE H AU N° 115.

**Le Naïbi-Salar au lieutenant-général Komarow.**

29 (17) mars 1885.

A Son Excellence le brave et valeureux Général-Béhadour (1). Que sa bienveillance s'accroisse.

Votre lettre d'aujourd'hui concernant la retraite et le mouvement des bataillons, postes, etc., m'est parvenue. Ayant reçu pour instruction de Son Excellence le Naïb-oul-Houkoumé de Hérat de consulter sur toutes les affaires M. le capitaine-béhadour Yate, envoyé ici par Son Excellence M. le général-béhadour sir Peter Lumsden, commissaire de la Commission des frontières, je me suis fait un devoir, conformément à cet ordre du Naïb-oul-Houkoumé de Hérat, de montrer votre lettre à M. le capitaine Yate. Après en avoir pris connaissance, M. le capitaine a eu une entrevue avec M. le colonel Zakrjevsky et il m'a exposé ensuite en détail les pourparlers qui ont eu lieu entre lui et le colonel.

Que Votre Excellence sache que je suis obligé d'âme et de cœur d'exécuter les ordres émanés de Son Altesse l'Emir et que, pour rien au monde, je ne saurais agir contrairement aux prescriptions de mon Souverain.

Il va de soi qu'en ce qui concerne certaines dispositions secondaires, telles que le déplacement et le changement de patrouilles et de postes isolés placés en avant du front des troupes des deux Etats, je suis tout disposé à m'entendre avec Son Excellence M. le général Komarow, officier supérieur de l'Empire de Russie, afin que des questions d'aussi peu d'importance ne puissent donner lieu à des conflits. Le 12 Djémadi-sani 1302 de l'Hégire.

Teimur-Shah, Naïbi-Salar des troupes de Hérat et du Pendjé.

ANNEXE I AU N° 115.

**Le lieutenant-général Komarow au Naïbi-Salar.**

17 mars 1885.

Au vénéré, valeureux et noble,  
J'ai reçu votre réponse. Désireux de maintenir les relations d'amitié et de

(1) Béhadour, brave, héros, titre honorifique que l'on donnait aux Indes à des dignitaires.

bon voisinage, je crois devoir faire ressortir que je ne puis, en vertu de la mission qui m'a été confiée par mon Gouvernement, admettre des modifications de détail dans la disposition des postes avancés et des patrouilles que dans les conditions spécifiées par ma lettre de ce jour, qui contient l'exposé de mes propositions. Bien que les conseillers dont vous parlez prennent évidemment à tâche de compromettre nos relations amicales, je persiste néanmoins à vous réitérer que si les postes et les piquets ne repassent pas la rivière du Kouschk, ce fait entraînera des conséquences fâcheuses dont, après cette seconde lettre, je décline toute responsabilité, car l'honneur et la grandeur de la Russie ne sauraient permettre que le campement pacifique de ses troupes soit entouré de postes et de patrouilles manifestant des dispositions insolemment agressives.

Que Dieu vous aide à mener cette affaire à bien et à établir des relations de voisinage amical au lieu d'hostilité, afin que vous n'ayez pas à vous repentir d'avoir écouté des conseils stériles d'autrui. C'est de vous-même que dépendra le choix entre l'amitié ou l'hostilité.

Lieutenant-général KOMAROW,  
Commandant des troupes.

ANNEXE J AU N° 115.

**Le capitaine Yate au lieutenant-colonel Zakrjevsky.**

Pendjé, 30 (18) mars 1885.

Monsieur le colonel,

Le docteur Owen me prie de vous écrire pour vous offrir ses services pour le cas où vous auriez plus de blessés qu'il ne serait facile à vos médecins de soigner. Dans le cas où vous accepteriez son offre, je vous prie de vouloir bien lui envoyer une escorte de vos Turcomans.

J'ai l'honneur de vous prier, monsieur le colonel, de vouloir bien accepter l'assurance de ma plus haute considération.

Charles E. YATE,  
Capitaine, agent politique  
au service de Sa Majesté Britannique.

ANNEXE K AU N° 115.

**Le capitaine Yate au lieutenant-colonel Zakrjevsky.**

Pendjé, 30 (18) mars 1885.

Monsieur le colonel,

Permettez-moi de vous demander une entrevue et de vous dire que, dans les circonstances actuelles, nous ne sommes pas en sûreté et nous vous demandons votre protection et une escorte.

J'ai l'honneur de vous prier, monsieur le colonel, de vouloir bien agréer l'assurance de ma plus haute considération.

Charles E. YATE,  
Capitaine, agent politique.

ANNEXE L AU N° 115.

**Le lieutenant-général Komarow au Naïbi-Salar.**

Dasch-Keupri, le 25 mars 1885.

A l'illustre, valeureux et noble,

Après mes meilleurs vœux, je crois devoir porter à votre connaissance que ceux des hommes appartenant à l'armée que vous commandez, qui ont été faits prisonniers, ont été libérés et sont partis pour leurs lieux de résidence, munis de provisions et d'argent pour leurs frais de route; que 17 blessés ont été reçus

à l'hôpital pour y être traités et, sitôt guéris, seront également libérés et renvoyés chez vous ; que tous les morts ont été enterrés avec l'assistance de musulmans et selon les prescriptions du Chériat. Vous pouvez être tranquille sous ce rapport, car jamais je n'ai eu en vue de conflits et d'hostilité, sous la seule réserve de l'exécution de ce que j'avais justement réclamé et qu'en définitive, restant dans les limites de cette réclamation, j'ai disposé mon camp en deçà de la rivière, maintenant avec les populations et les troupes afghanes des rapports de constante bienveillance et sans aucune visée hostile.

Lieutenant-général KOMAROW,  
Commandant des troupes,

**N° 116. — Le secrétaire d'Etat de Giers au conseiller privé de Staal.**  
(Télégramme.)

St-Pétersbourg, le 26 avril 1885.

Vous êtes autorisé à informer le Cabinet de Londres que nous adhérons aux conditions auxquelles il croit devoir subordonner la neutralisation du Pendjdé. Il est bien entendu que ces conditions n'entreront en vigueur qu'après que les ordres y relatifs, qui vont être expédiés, auront été reçus par le commandant de notre détachement à Dasch-Keupri. GIERs.

**N° 117. — Le secrétaire d'Etat de Giers au conseiller privé de Staal.**  
(Télégramme.)

St-Pétersbourg, le 28 avril 1885.

Reçu votre télégramme du 25.

En attendant que nous puissions compléter nos informations fort défectueuses pour le moment, sur les contrées à délimiter, nous ne voyons pas d'inconvénient à accepter en principe le tracé proposé par l'Angleterre, sauf réserves suivantes :

1. Ayant admis que la frontière passerait un peu au nord de Zoulfagar, ne pouvons pas nous engager à assurer aux Afghans la passe de Zoulfagar avant d'être fixés sur le sens exact du mot « passe ». Si l'on s'agit de tracer la frontière à une distance de 2 ou 3 verstes du point qui porte le nom de Zoulfagar et où existe ou existait un village — pourrions l'accepter. Mais, si le mot de « passe » implique tout le défilé du Hériroud jusqu'aux montagnes de Guermab — la proposition serait inacceptable.

2. La frontière entre Bendi-Nadiri et Mèroutchak ne devant pas couper les terres des Saryks de Pendjdé, ne pouvons pas fixer d'avance sa distance du premier de ces deux points, et préférons définition comprise dans la notice jointe à notre dépêche du 16 janvier (1).

3. Le point de Douktchi, ne figurant pas sur nos cartes, doit être exclu de l'arrangement.

Vous êtes autorisé à communiquer à Lord Granville ce qui précède.  
GIERs.

(1) V. le document sub n° 46.

N° 118. — **Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**

(Télégramme)

St-Pétersbourg, le 29 avril 1835.

Complément au télégramme d'hier. — Dans son memorandum du 13 mars, Lord Granville nous avait proposé de prendre pour limites de la zone de délimitation à l'est du Pendjé : au nord — « the skirts of the cultivation of Maïmana and Andkhoï to Khodja-Saleh », — et au sud — la ligne proposée par nous, c'est-à-dire les hauteurs qui bordent les vallées du Kaïssor et du Sangalak. D'après votre télégramme du 25 courant, il serait aujourd'hui d'avis que la limite nord de la zone devrait être tracée à trente verstes de distance de notre ligne. Ce changement semble avoir été motivé par le désir d'assurer à la population nomade de Maïmené et d'Andkhoï une plus grande étendue de pâturages. Puisque, d'autre part, suivant les informations fournies par le général Komarow, les terres des Turcomans Saryks s'étendent au sud de Méroutchak, nous nous croyons en droit de subordonner l'acceptation de la nouvelle proposition anglaise à la condition suivante; la zone de délimitation commencerait sur la rive droite du Kouschk et aurait pour limites, au sud — une ligne qui partirait de Haouzi-Khan, passerait au nord de Bala-Mourghab et se dirigerait ensuite le long des hauteurs qui bordent Kaïssor et Sangalak, et au nord — une ligne qui serait tracée à une distance de 30 verstes de la précédente. Les Commissaires seraient tenus de rechercher dans ces limites une frontière, en se conformant autant que possible aux considérations ethnographiques. — Veuillez vous expliquer à ce sujet avec Lord Granville et nous faire connaître sa réponse.

GIERs.

N° 119. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Reçu le 2 mai)

Londres, le 29 avril (11 mai) 1835.

Me référant à mon télégramme du 25 avril (7 mai), j'ai l'honneur de placer ci-joint sous les yeux de Votre Excellence le texte même des propositions du Cabinet Britannique pour le tracé de la ligne frontière entre l'Afghanistan et nos possessions en Asie Centrale.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

ANNEXE AU N° 119

**Projet**

La ligne partira d'un point sur le Héiroud un peu au nord de Zoulfagar, fixé de manière à laisser aux Afghans le passage de Zoulfagar. De là elle passera entre Akrobat et Souma-Karez et se dirigera sur Islim, où elle passera à la rive droite de l'Egri-Geuk en laissant Islim en dehors du territoire afghan. De là elle suivra les crêtes des collines qui bordent la rive droite de l'Egri-Geuk, et, laissant Cheméni-bid en dehors de la frontière afghane, elle suivra de la même manière les crêtes des collines qui bordent la rive droite du Kouschk jusqu'à Haouzi-Khan. De là la frontière suivra une ligne presque droite jusqu'à un point sur le Mourghab un peu en amont du Bund-Nadir, qui restera à la Russie.



De ce dernier point la ligne vers Khodja-Saleh sera tracée par la Commission dans les limites d'une zone qui s'étendra à 30 verstes au nord de la ligne proposée par la Russie. Il est entendu que la ligne sera fixée de manière à laisser aux Afghans le terrain cultivé, et à fixer d'une manière équitable les limites des pâturages appartenant aux peuplades placées respectivement sous la souveraineté de la Russie et de l'Afghanistan.

La limite septentrionale de la zone passera au nord de Douktchi et de là directement jusqu'à Khodja-Saleh.

**N° 120. — Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 4 (16) mai 1885.

A la suite d'une discussion avec M. Lessar en présence de M. Currie, Lord Kimberley m'a, au nom du Cabinet, transmis nouvelles propositions suivantes :

1. La frontière partirait du Hériroud, un peu au nord du point marqué « Zulfikar Pass » sur la carte anglaise, en laissant cette passe aux Afghans. Cette carte a été expédiée à Sir E. Thornton pour vous être remise. Sous le nom de « Zulfikar », on entend un défilé dans les hauteurs qui bordent la rive droite du Hériroud.

2. De Haousi-Khan, le tracé suivrait une ligne presque droite jusqu'à un point sur le Mourghab, au nord de Meroatchak, de manière à laisser à l'Afghanistan Meroutchak avec ses dépendances.

3. A partir de point, la ligne de démarcation suivrait la crête des hauteurs qui bordent au nord de la vallée du Kaïssor et à l'ouest celle du Sangalak (Abi-Andkhoï), et rejoindrait Khodja-Saleh, sur l'Amou Daria, en laissant à l'Afghanistan les territoires cultivés de Maïmené et d'Andkhoï, ainsi que les pâturages voisins de ces territoires, dont les habitants de Maïmené et d'Andkhoï jouissaient à l'époque de l'occupation de Merv par les Russes.

STAAL.

**N° 121. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

(Télégramme)

St-Petersbourg, le 7 mai 1885.

L'occupation du Pendjdé par les Afghans nous ayant empêchés d'explorer les territoires à délimiter, sommes forcés d'être très circonspects en ce qui regarde tracé de frontière. En vue de cette considération croyons devoir définir tracé de la manière suivante : frontière partirait du Hériroud, un peu au nord du point marqué « Zulfikar Pass » sur carte anglaise, suivrait dans la direction est et sud les crêtes des hauteurs qui bordent la vallée du Hériroud, et ensuite le tracé indiqué dans votre télégramme du 25 avril (1) jusqu'à Haouzi-Khan, d'où elle se dirigerait vers un point sis un peu au nord de Meroutchak de façon à rattacher autant que possible au territoire russe les terres cultivées par les Turcomans-Saryks et leurs pâturages. Sauf application de ce principe, frontière à l'est

(1) V. le document n° 112.

du Mourghab serait tracée dans une zone comprise entre les hauteurs indiquées sur notre carte et bordant au nord et à l'ouest les vallées du Kaïssor et du Sangalak, et les limites des terres cultivées de Maïmené et d'Andkhoï, faisant partie du territoire afghan, et aboutirait à Khodja Saleh. La délimitation des pâturages appartenant aux peuplades respectives serait abandonnée aux Commissaires; dans le cas où ceux-ci ne parviendraient pas à s'entendre, elle sera effectuée par les deux Cabinets sur la base des cartes dressées et signées par les Commissaires.

Si le Cabinet de Londres tenait à une extension des pâturages afghans du côté de Maïmené et d'Andkhoï, ainsi qu'à celle des limites du Zoulfagar, de façon toutefois à assurer notre territoire contre incursion; de bandes qui voudraient profiter de ce passage, nous pourrions y consentir à la condition que Méroutchak nous fût cédé et que la frontière fût fixée au nord de Bala-Mourghab.

GIERs.

N° 123. — Le conseiller privé de Staal au secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme.)

Londres, le 9 mai 1886.

Ayant reçu votre télégramme du 7, en ai communiqué contenu à Lord Granville et Lord Kimberley, qui demandent quelque temps avant de répondre. — Quant à Méroutchak, ils ont déclaré se trouver dans l'impossibilité d'en admettre l'échange.

STAAL.

N° 123. — Le conseiller privé de Staal au secrétaire d'Etat de Giers.

(Reçu le 14 mai.)

Londres, le 10 (22) mai 1886.

Au moment où je fermais mon courrier, la réponse de Lord Granville à notre dernière communication (1) m'est parvenue.

Elle est consignée dans une notice accompagnée d'une lettre privée.

Je me fais un devoir de transmettre ci-joint à Votre Excellence des copies de l'une et de l'autre, sans y ajouter, faute de temps, aucun commentaire.

Veillez agréer, etc.

STAAL.

ANNÉE A AU N° 123.

Le comte Granville au conseiller privé de Staal.

(Lettre privée.)

Le 22 mai 1885.

Je vous envoie une note verbale qui traite de ce que vous m'avez communiqué hier. Vous observerez que nous avons désiré accéder autant que possible aux désirs du Gouvernement russe. Nous n'avons pas pu renoncer à quelques points d'une importance vitale, sur lesquels sont tombés d'accord, en principe, non seulement les Représentants russes à Londres, mais encore le Gouvernement de Saint-Petersbourg.

Nous désirons ardemment d'en venir à un règlement amical dans nos limites. Je crois que l'Empereur a absolument le même désir.

Je prends la liberté de vous répéter que, dans ma conviction, le meilleur

(1) Voir le document n° 121.

moyen d'assurer ce résultat serait de conclure un accord rapide et d'éviter tout éclat inutile.

#### ANNEXE B AU N° 123.

#### Memorandum.

Le Gouvernement de Sa Majesté a pris en considération le Memorandum que M. de Staal a remis à Lord Granville le 31 courant, relative à la frontière proposée entre le Heri-Rud et l'Oxus.

Il semble ressortir de ce Memorandum que le Gouvernement russe n'est pas satisfait de la fixation de la ligne sur laquelle un accord s'était conclu à Londres de commun accord avec M. de Staal et M. Lessar, et pour laquelle l'Ambassadeur entreprit d'obtenir l'acceptation du Gouvernement russe.

Les points sur lesquels une modification est demandée sont les suivants :

D'abord, en ce qui concerne Zulfikar, le memorandum ôte aux Afghans le passage que leur laissait cet accord et propose que la ligne, après avoir laissé le Heri-Rud un peu au nord du point marqué « Zulfikar-Pass » sur la carte anglaise, suive dans la direction est et sud les crêtes des hauteurs qui bordent la vallée du Heri-Rud et passe ensuite entre Ak-Robat et Soumé Kehrizi.

Deuxièmement, le point nord du Meruchak, où la frontière traverse le Murghab, devrait être fixé de façon à attacher autant que possible au territoire russe les terres cultivées par les Turcomans Sarik et leurs pâturages, au lieu de stipuler que cette ligne laisserait à l'Afghanistan Meruchak et ses dépendances.

Troisièmement, le memorandum propose que la frontière est du Murghab soit tracée dans une zone entre les hauteurs indiquées sur la carte russe, qui bordent au nord et à l'ouest les vallées du Kaisor et du Sangalak, et les limites des terres cultivées de Maimeneh et d'And-Khoï, formant une partie du territoire afghan, et finisse à Khodja-Saleh. La délimitation des pâturages appartenant aux populations respectives doit être laissée aux commissaires et, au cas où ils ne pourraient s'accorder, il en sera référé aux Gouvernements.

Le memorandum finit en déclarant que si le Cabinet de Londres tenait à une extension des pâturages afghans sur les bords de Maimeneh et d'And-Khoï, et à une extension des limites du Zulfikar, de façon, cependant, à garantir le territoire russe contre les incursions de bandes qui pourraient prendre avantage de la passe, le Gouvernement russe consentirait à condition que Meruchak lui fût cédé et que la frontière fut fixée au nord du Bala Murghab.

Pour s'occuper tout d'abord du paragraphe dernier du memorandum, le Gouvernement russe semble avoir des appréhensions relativement aux intentions du Gouvernement de Sa Majesté sur les points auxquels se rapporte ce paragraphe. Notre Gouvernement n'a demandé aucune extension des pâturages afghans, mais seulement que les habitants de Maimeneh et d'And-Khoï dont l'accord de 1873 reconnut la possession à l'Afghanistan, ne fussent pas privés de leurs terres cultivées ou de ces pâturages de l'usage desquels ils jouissaient actuellement avant que l'occupation russe de Merv eût établi la tranquillité dans ces pays.

Pour ce qui concerne Zulfikar, notre Gouvernement ne réclame pas pour les Afghans autre chose que le droit de commander au passage qui va du Heri-Rud à l'est.

Si la délimitation dans le projet d'accord pouvait être interprétée de façon à impliquer plus que celui-ci, il serait tout prêt à examiner un texte différent ; mais une délimitation de Zulfikar qui ne garantirait pas aux Afghans le droit de commander le passage en question, rendrait l'arrangement sans valeur pour l'Afghanistan.

L'idée de céder Meruchak à la Russie et de fixer la frontière au nord de Bala Murghab ne pouvait être acceptée par le Gouvernement de Sa Majesté. La possession de cette place par l'Afghanistan est considérée par nous comme une

condition essentielle de l'arrangement, et il est d'accord avec les propositions faites par le Gouvernement russe, le 16 janvier.

Le Gouvernement de Sa Majesté convient avec le Gouvernement russe qu'il faut apporter beaucoup de circonspection à tracer la frontière. Il serait tout disposé à accéder aux modifications suivantes du projet dressé par M. de Staal et M. Lessar :

D'abord, en ce qui concerne Zulfikar, « la frontière partira du Heri-Rud, un peu au nord du point marqué « Zulfikar Pass » sur la carte jointe au protocole (carte anglaise), et suivra les crêtes des hauteurs bordant au nord le passage qui va du Heri-Rud à l'est, de façon à laisser l'Afghanistan commander les deux extrémités du passage en question ».

En second lieu, en ce qui regarde le point auquel la frontière doit traverser le Murghab, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à tomber d'accord pour qu'on prenne « un point au sud du Meruchak, fixé de façon à laisser à la Russie les terres cultivées par les Saryks et leurs pâturages ».

Le principe, ainsi posé, est accepté comme équitable par le Gouvernement de Sa Majesté, il est bien entendu qu'il devra s'appliquer aux populations des deux côtés de la frontière. Il proposerait en conséquence pour la frontière est du Murghab la délimitation suivante qui obvierait aux difficultés causées par les doutes qu'ont soulevés les récentes levées de plans sur la position des hauteurs mentionnées dans la frontière proposée par la Russie le 16 janvier, et qui est contenue dans la rédaction de la convention.

« Appliquant le principe ci-dessus aux Turcomans, sujets de la Russie, et aux sujets de l'émir d'Afghanistan, la frontière suivra une ligne située au nord de la vallée du Kaisor et à l'ouest de la vallée du Sangalak (Ali-i-And-khoi), et laissant And-Khoi à l'est, courra vers Khodja-Saleh sur l'Oxus.

« La délimitation des pâturages appartenant aux populations respectives sera abandonnée aux Commissaires.

« En cas de désaccord, cette délimitation sera fixée par les deux gouvernements en s'appuyant sur les cartes signées et dressées par les Commissaires. »

---

N° 124. — Le Secrétaire d'État de Giers au Conseiller privé de Staal.  
(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 16 mai 1885.

Reçu Votre expédition du 10 courant (1). Etant désireux de contribuer à prompt solution et éviter malentendus au sujet du Zoulfagar, nous sommes disposés à abandonner aux Afghans le défilé qui, partant du Hériroud, traverse la première rangée des hauteurs bordant la rivière, de façon toutefois à ne pas couper et empêcher les communications entre les points situés du même côté de la frontière. La ligne tracée par M. Lessar, sur la carte anglaise, depuis Hériroud par les points A et B, répond à cette proposition. Une ligne tracée par le point C couperait nos communications. Quant à la frontière, depuis le point A jusqu'à Yegri-Gueuk, Vous êtes autorisé à proposer le tracé qui suivrait autant que possible les crêtes des collines en laissant Pistalik-Atek aux Afghans. Pour tout le reste, nous acceptons la dernière rédaction des propositions anglaises.

GIERs.

---

(1) Voir le document n° 123.



**N° 125. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'État de Giers.**  
(Télégramme.)

Londres, le 23 mai (4 juin) 1885.

Je viens de recevoir la réponse du Gouvernement Anglais à nos dernières propositions. Je la traduis littéralement : « En formulant proposition du 22 mai (1), l'objet du Gouvernement de Sa Majesté était d'assurer à l'Afghanistan l'entière possession de la passe de Zoulfagar. Le Gouvernement de Sa Majesté ne désire pas couper aucune communication existante entre les points sur le côté russe de la frontière. Il y a divergence d'opinions quant à ces communications, mais le Gouvernement de Sa Majesté n'objecterait pas à ce qu'on mit dans les instructions à la Commission de préserver autant que possible ces communications, sans préjudice du commandement de la passe par les Afghans (2). »

STAAL.

**N° 126. — Le Secrétaire d'État de Giers au Conseiller privé de Staal.**  
(Télégramme.)

Saint-Pétersbourg, le 24 mai 1885.

Reçu télégramme du 23.

Croyant devoir insister sur l'intégrité de nos communications, nous sommes d'avis que c'est à la Commission qu'il faudrait abandonner le soin de concilier ce principe avec les conditions auxquelles le Gouvernement de Sa Majesté Britannique voudrait subordonner la cession à l'Afghanistan du Zoulfagar.

GIER.

**N° 127. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'État de Giers.**  
(Télégramme.)

Londres, le 26 mai 1885.

Reçu Votre télégramme du 24.

Lord Granville, auquel je l'ai communiqué, hésite à y voir acceptation des dernières propositions anglaises. Désirant éviter tout malentendu à ce sujet, il vient de m'écrire pour me demander si le Cabinet Impérial entendait donner à sa réponse l'interprétation suivante : « Tout en donnant aux Commissaires instructions d'assurer autant que possible les communications existantes entre les points situés du côté russe de la frontière, la base des travaux des Commissaires serait de laisser le commandement de la passe de Zoulfagar aux Afghans. »

STAAL.

(1) Voir le document n° 123.

(2) Voici le texte anglais de la lettre adressée par M. le Comte Granville à M. de Staal en date du 4 juin (23 mai), et à laquelle se réfère le télégramme ci-dessus.

« In making the proposal of the 22nd ultimo, the object of Her Majesty's Government was to secure the full possession of the Zulfikar Pass to Afghanistan. »

« Her Majesty's Government do not desire to cut any existing communications between points on the Russian side of the frontier. There is a difference of opinion as to what these are, but Her Majesty's Government would not object to its being an instruction to the Commission to preserve as much as possible such communications without interfering with the command of the pass by the Afghans. »

N° 128. — **Le Secrétaire d'État de Giers au Conseiller privé de Staal.**  
(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 27 mai 1885.

Reçu télégramme du 26.

Nous concluons de la lettre de lord Granville qu'il maintient son point de vue antérieur au sujet du tracé de la frontière de Zoulfagar, qui n'est point conforme au nôtre. Nous trouvant dans l'impossibilité de subordonner l'intégrité de nos communications aux convenances des Afghans, nous devons nous borner à déférer à la Commission le soin de concilier ce principe avec les propositions anglaises. Veuillez vous expliquer dans ce sens avec lord Granville.

GIER.S.

N° 129. — **Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**  
(Télégramme.)

Londres, le 31 mai 1885.

Ayant reçu Votre télégramme du 28 mai, j'ai cru devoir en développer le sens dans une lettre à lord Granville, qui vient de me répondre par note. Il s'engage à communiquer à son successeur notre point de vue, et constate en même temps que limite des exigences anglaises consiste à assurer aux Afghans possession de la passe de Zoulfagar, conformément aux arrangements convenus entre les deux Cabinets.

STAAL.

N° 130. — **Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

Londres, le 31 mai (12 juin) 1885.

Pour compléter mon télégramme de ce jour, je crois devoir joindre ici un extrait de la lettre que j'ai adressée à lord Granville pour lui faire part des décisions contenues dans le télégramme de Votre Excellence du 28 mai v. st., ainsi qu'une copie de la réponse que vient de m'adresser le Ministre Britannique.

J'ai pensé qu'il était utile, en écrivant au Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, de développer le sens du télégramme en question, afin de ne pas laisser se produire de nouveaux malentendus dans cette question de Zoulfagar, qui avait soulevé des difficultés si inopinées.

Lord Granville et lord Kimberley m'assurent tous les deux que d'après les informations rapportées par le colonel Stewart et Sir P. Lumsden, qui viennent d'arriver à Londres, la passe de Zoulfagar ne présentait aucune solution de continuité à l'endroit où nous voudrions placer la frontière. Il se pourrait que des sentiers traversassent le dos de la montagne, mais nul passage, proprement dit, ne s'y trouvait. J'ai répondu aux Ministres Anglais que ce fait, s'il venait à se confirmer, était un argument de plus en notre faveur, vu que la Commission, dans ce cas, n'éprouverait aucun embarras à trancher la question.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

## ANNEXE A AU N° 130.

## Le Conseiller privé de Staal au comte Granville.

(Extrait.)

Londres, le 29 mai (10 juin) 1885.

Quant à la question de la délimitation afghane, les instructions télégraphiques reçues de M. de Giers me mettent en mesure de vous communiquer que le Cabinet Impérial ne se trouve pas à même de se rallier aux termes dans lesquels Votre Excellence a formulé la solution à donner au différend de Zoulfagar. Le Gouvernement Impérial accepte la proposition de déférer cette question à l'examen de la Commission. Mais il ne saurait admettre que l'intégrité des communications russes dans ces parages fût subordonnée aux convenances des Afghans. Les exigences que nous impose le soin de maintenir la liberté de ces communications ne pourraient être mises en regard des réclamations du Gouvernement de Sa Majesté Britannique quant à la définition du traité sur la base de l'importance stratégique de la passe de Zoulfagar, que sur le pied d'une parfaite parité. La tâche dévolue à la Commission de démarcation devrait donc consister à concilier ces exigences réciproques, et non à faire prévaloir les unes de préférence aux autres. Ce n'est qu'en se guidant de ce principe d'impartialité qu'on aboutirait à un règlement satisfaisant de la question qui divise en ce moment les deux Cabinets.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

## ANNEXE B.

## Le comte Granville au Conseiller privé de Staal.

Foreign-Office, 11 juin 1885.

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de sa communication d'hier.

Je ne manquerai pas de transmettre l'information qu'elle contient à mon successeur aussitôt qu'il sera désigné.

Pendant ce temps, le Gouvernement russe aura clairement compris que le but de notre demande est de garantir Zulfikar aux Afghans en échange de Pendjeh, arrangement auquel l'Empereur vous a autorisé à accéder le 16 avril. Cette autorisation fut donnée en réponse à la déclaration faite par lord Kimberley à notre entrevue du 14 avril, de laquelle se souviendra Votre Excellence, que la possession du passage de Zulfikar par l'Afghanistan était une condition *sine qua non*.

J'ai, etc.

GRANVILLE.

## N° 64. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Télégramme)

Londres, le 19 juin 1885.

Le marquis de Salisbury, que je viens de voir, m'a dit que pour éviter de nouvelles complications, il tiendrait à clore le plus tôt possible les négociations au sujet de l'affaire afghane. A cette fin il désirerait ne pas abandonner le différend au sujet du Zoulfagar à la Commission, mais le trancher tout de suite entre Cabinets. — Suivant le marquis de Salisbury, le Gouvernement Anglais, sur la base de ce qu'il considérerait comme promesse définitive de notre part, a promis à l'Emir tout le défilé et ne pourrait aujourd'hui se rétracter en nous en cédant une partie. J'ai répondu que nous n'avons compris sous défilé Zoulfagar que celui qui traverse hauteurs

bordant Hériroud ; qu'intégrité de nos communications exigeait maintien de seconde partie entre nos mains, et qu'au surplus, le défaut de données précises sur la topographie de l'endroit nous rendait difficile décision immédiate ; mais j'ai promis au Ministre Anglais de Vous rendre compte de notre entretien. Le marquis de Salisbury voudrait, en outre, provoquer un échange d'idées sur les trois questions suivantes : celle des irrigations, de nos communications avec l'Afghanistan et d'une convention d'extradition avec le Gouvernement des Indes. La première pourrait être abandonnée à la Commission, la seconde devrait, selon le marquis de Salisbury, impliquer intermédiaire des autorités anglaises, et pour la troisième, il serait prêt à fournir un projet sur modèle d'arrangements similaires.

STAAL.

**N° 132. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 25 juin 1885.

Le marquis de Salisbury a fait hier à la Chambre des Lords un exposé sur les affaires étrangères. Ayant commencé par question afghane, il a dit assumer arrangements convenus par Gouvernement précédent, et a constaté esprit de conciliation et désir de paix inspirant les deux Puissances dans conduite des négociations. A relevé engagement pris par l'Angleterre vis-à-vis de l'Emir de lui céder passe de Zoulfagar sur base de notre promesse antérieure ; il a exprimé espoir d'arriver à accord, et a fini en s'associant dans les termes les plus sympathiques à Votre deuil de famille.

STAAL.

**N° 133. — Le Secrétaire privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 26 juin 1885.

Reçu télégramme du 19 (1).

Malgré notre vif désir de contribuer à une prompt solution des difficultés pendantes, ne pouvons pourtant pas nous départir des conditions formulées par nous relativement à la délimitation de la passe de Zoulfagar, tant que études locales n'aient démontré possibilité d'extension des limites du défilé sans préjudice de nos communications.

Ne voyons pas d'inconvénient à déférer à la Commission règlement des questions relatives à irrigation en tant que ce règlement n'entraverait et ne retarderait pas la tâche principale, à savoir le tracé de la frontière. Enfin, pour ce qui est de nos communications avec l'Afghanistan et la convention d'extradition, le Gouvernement Anglais peut compter sur notre ferme désir d'éviter, autant qu'il dépendra de nous, difficultés et complications dans l'avenir ; mais ne pensons pas qu'il soit opportun de toucher, pour le moment, à ces questions qui n'ont pas été comprises dans le programme primitif.

GIER.

(1) V. le document sub n° 131.



N° 134. — **Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**  
(Télégramme)

Londres, le 27 juin 1885.

Reçu télégramme du 26. Le marquis de Salisbury, auquel j'en ai communiqué contenu, m'a dit que question demandait à être mûrement pesée. Il a émis l'idée qu'un examen géographique et topographique des localités de la passe de Zoulfagar pourrait être confié à des officiers russes et anglais se trouvant à proximité, et faciliter décision ultérieure des deux Gouvernements. Mais il m'a prié de considérer cette idée comme purement personnelle et non définitive. Ce n'est que dans quelques jours qu'il pourra me donner une réponse.

STAAL.

N° 135. — **Le conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

Londres, le 28 juin 1885.

Afin d'éviter tout délai dans le cours de notre négociation, je me suis empressé de me rendre chez le Marquis de Salisbury dès la réception du télégramme de Votre Excellence du 26 juin.

Le principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères était sur le point de se rendre à la Chambre. Il a retardé son départ pour me recevoir. Il m'a dit se trouver dans l'impossibilité de me donner une réponse définitive. Il lui faudra mûrement peser la question. En attendant, il n'a fait qu'émettre quelques appréciations personnelles, en relevant expressément qu'elles ne préjugeaient pas ses décisions ultérieures.

Lord Salisbury a émis entre autres l'idée d'une enquête préalable strictement restreinte au différend de Zoulfagar. Les officiers russes et anglais, qui se rendraient sur les lieux, n'auraient à s'occuper que des détails techniques de la question. Ils feraient une carte précise des localités en discussion, sur la base de laquelle les deux Cabinets seraient à même d'arrêter leur résolution. Notre objection principale contre une solution immédiate du litige, celle fondée sur le défaut de données suffisantes, se trouvant dès lors écartée, il y aurait toute chance d'arriver à un arrangement. Le retard qui résulterait de l'adoption de ce mode de procéder serait sans doute regrettable, mais mon interlocuteur ne voyait pas moyen de l'éviter dans les circonstances données.

Lord Salisbury m'a prié, du reste, ainsi que j'ai eu l'honneur de le mentionner plus haut, de ne considérer ces énonciations que comme strictement personnelles et émanant uniquement du désir d'arriver à une issue satisfaisante. Il me promet de me donner une réponse définitive dans peu de jours.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

N° 136. — **Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**  
(Télégramme)

Saint-Pétersbourg, le 4 juillet 1885.

Reçu dépêche du 28 juin (1). Considérons comme applicable l'idée émise

(1) V. le document n° 135.

par Lord Salisbury d'une enquête préalable strictement restreinte au différend de Zoulfagar. Pour y donner suite, nous attendrons qu'il nous en fasse la proposition.

GIER.S.

N° 137. — **Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**  
(Télégramme)

Saint-Petersbourg, le 4 juillet 1883.

Vu la déclaration faite par le Marquis de Salisbury à la Chambre et dont il résulte que l'Angleterre avait promis à l'Emir Afghan le défilé de Zoulfagar sur la foi d'une promesse reçue de la Russie, croyons nécessaire d'établir ce qui suit. Suivant nos informations, la dénomination de Zoulfagar ne se rapporte qu'à la vallée comprise entre le cours du Hériroud et le pied des montagnes qui bordent la rivière, et non au défilé dont l'étendue fait actuellement l'objet des négociations entre les deux Gouvernements.

GIER.S.

N° 138. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 6 juillet 1883.

Ayant reçu la note responsive du Marquis de Salisbury, je vous l'expédie ce soir par poste. Elle est loin d'être satisfaisante. Tout en confirmant le désir du Gouvernement Britannique d'arriver à un arrangement avec nous, le principal Secrétaire d'Etat constate que notre dernière communication n'a pas avancé la négociation, et il revendique pour l'Afghanistan tout le défilé de Zoulfagar sur la base de la promesse qui serait contenue dans le télégramme du Ministère Impérial du 4 avril (1). La note ne fait pas mention de l'envoi sur les lieux d'une Commission préalable.

STAAL.

N° 139. — **Le Conseiller Privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

(Télégramme)

Londres, le 6 juillet 1885.

Je viens d'avoir une entrevue avec le Marquis de Salisbury. Je lui ai dit que sa note me semblait fermer la porte à un arrangement. Il m'a répondu que telle n'était pas son intention, mais qu'il devait insister sur ce point qu'une promesse donnée ne pouvait être modifiée par des considérations d'utilité, telles que facilités des communications ou autres. J'ai répliqué que je partageais cet avis, mais qu'il n'était pas applicable au cas présent; que la promesse contenue dans le télégramme du 4 avril n'impliquait que cession en principe du Zoulfagar; que le mot de *défilé* n'y était même pas mentionné; que détails de la question n'avaient surgi que plus tard, et que la nécessité pour nous de maintenir nos communications ne nous avait nullement porté à invalider notre promesse, mais seulement à la

(1) V. le document n° 85.

préciser. Nous maintenions donc nos engagements quant à la passe de Zoulfagar, mais ne pouvions pas en admettre une extension jusqu'à plus ample information. Revenant ensuite à l'idée émise précédemment par le Marquis de Salisbury quant à l'enquête préalable, j'ai demandé si le Ministre y avait renoncé. Il m'a répondu qu'il craignait conflits entre les escortes et préférerait que nous fissions procéder de notre côté à étude sur les lieux et dresser cartes dont les détails offriraient peut-être possibilité d'une entente.

STAAL.

N° 140. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.

(Extrait)

Je profite du départ de M. Boutenew pour son poste pour accuser réception de la dépêche en date du 28 juin (1), dans laquelle Votre Excellence a bien voulu nous rendre compte de l'entretien qu'Elle a eu avec Lord Salisbury.

Ainsi qu'il résulte de cette dépêche et de Vos télégrammes du 6 courant (2), c'est le différend au sujet du Zoulfagar qui constitue à l'heure qu'il est l'obstacle principal à une entente entre les deux Cabinets sur la délimitation.

Nous sommes loin de méconnaître les difficultés inhérentes à cette question ; mais nous ne pouvons, d'autre part, perdre de vue que l'interprétation que Lord Salisbury persiste à attribuer à notre promesse de céder Zoulfagar aux Afghans ne saurait être justifiée en présence des arguments que vous avez cru devoir lui signaler, et auxquels la notice ci-jointe est destinée à servir de complément. Nous attendons la note du chef du Cabinet anglais, dont vous nous avez annoncé l'envoi, pour nous expliquer catégoriquement à ce sujet.

Nous avons relevé de votre télégramme du 6 courant que lord Salisbury semble vouloir renoncer à l'idée qu'il avait émise lui-même de déférer l'étude du différend relatif à Zoulfagar à des officiers russes et anglais se trouvant sur les lieux, et qu'il y aurait été poussé par la crainte de conflits qui pourraient surgir entre les escortes respectives.

N'ayant pas hésité à adhérer au mode de solution suggéré par le Principal Secrétaire d'Etat, nous ne voyons aucun motif de craindre des conflits, et nous persistons à croire qu'un examen collectif serait préférable à des études exécutées par des officiers russes seuls, et qui n'auraient peut-être pas la même autorité aux yeux du Gouvernement Anglais.

Veuillez, etc.

GIER.S.

ANNEXE AU N° 140.

Notice.

Suivant nos cartes, celle de M. Lessar y comprise, la dénomination de Zoulfagar s'applique à un point sur la rive gauche du Hériroud ; elle a servi également à désigner la rive droite de la rivière depuis qu'un poste russe y a été établi. L'ouvrage de M. Lessar sur la Turcomanie du sud fait à plusieurs

(1) V. le document sub n° 133.

(2) V. les documents sub nos 138 et 139.

reprises mention du « Zoulfagar-Derbend », mais il garde un silence absolu sur la position géographique de cette localité, ce qui nous a fait confondre le défilé avec la vallée même du Hériroud.

La proposition du Cabinet Anglais relative à l'échange du Zoulfagar contre le Pendjé, contenue dans le télégramme de M. de Staal du 2 (14) avril 1885, ne pouvait s'appliquer, selon nous, qu'à la vallée du Hériroud ; le télégramme en question ne faisait mention que du Zoulfagar, et non du défilé de Zoulfagar. Aussi y avons-nous répondu dans notre télégramme du 4 (16) avril (1) dans les termes suivants :

« Ne verrions pas d'inconvénient à admettre un échange du Pendjé contre Zoulfagar, dans quel cas la frontière partirait d'un point sur le Hériroud un peu au nord du Zoulfagar, passerait au sud d'Ak-Rabat et rejoindrait Yegri-Gueuk près de Kehrizi-Soumé, d'où sa direction coïnciderait avec notre projet précédent ».

Le tracé proposé par nous contribue à démontrer que nous étions loin de supposer qu'il était question de la cession du défilé dont la position nous était complètement inconnue.

C'est dans le télégramme de M. de Staal du 25 avril (2) qu'il est fait pour la première fois mention du défilé ou de la passe de Zoulfagar dans les termes suivants :

« La ligne frontière partirait d'un point sur le Hériroud, un peu au nord de Zoulfagar, fixé de manière à assurer aux Afghans la passe de Zoulfagar »

C'est ce télégramme qui nous a fait supposer que les termes du « Zoulfagar » et de « passe ou défilé de Zoulfagar » n'étaient peut-être pas complètement identiques, à la suite de quoi nous nous sommes trouvés dans la nécessité de nous adresser à notre Ambassadeur pour lui demander des éclaircissements.

« Ayant admis que la frontière passerait un peu au nord du Zoulfagar, ne pouvons pas nous engager à assurer aux Afghans la passe de Zoulfagar avant d'être fixés sur le sens exact du mot « passe ». S'il s'agit de tracer la frontière à une distance de 2 ou 3 verstes du point qui porte le nom de Zoulfagar et où existe ou existait un village — pourrions l'accepter. Mais, si le mot de « passe » implique tout le défilé du Hériroud jusqu'aux montagnes de Guermab — la proposition serait inacceptable ». (Télégramme adressé par M. de Giers à M. de Staal en date du 28 avril (3)).

Ce télégramme indiquait clairement que, dans notre pensée, il ne pouvait être question que du défilé ou de la vallée du Hériroud, et que nous tenions à préciser l'extension de ce défilé dans la direction du nord.

Le malentendu n'a été éclairci qu'après que l'Ambassadeur d'Angleterre eût remis au Ministère la carte dressée par la Commission anglaise de délimitation et à la suite du télégramme de M. de Staal du 4 mai (4), où il était dit : « Lord Kimberley m'a transmis au nom du Cabinet nouvelles propositions suivantes : — 1) la frontière partirait du Hériroud, un peu au nord du point marqué « Zoulfagar Pass » sur la carte anglaise, en laissant cette passe aux Afghans... »

Nous y avons répondu dans notre télégramme du 7 mai (5) par la proposition suivante :

« Frontière partirait du Hériroud un peu au nord du point marqué « Zoulfagar Pass » sur carte anglaise, suivrait dans la direction est et sud les crêtes des hauteurs qui bordent la vallée du Hériroud, et ensuite le tracé indiqué dans votre télégramme du 25 avril jusqu'à Haouzi-Khan... »

Le Cabinet Anglais n'ayant pas jugé possible d'adhérer à cette proposition, nous avons cru pouvoir étendre quelque peu les limites du territoire à céder aux Afghans, et nous l'avons annoncé à M. de Staal dans les termes suivants :

(1) V. les documents n° 85.

(2) V. le document n° 112.

(3) V. le document n° 117.

(4) V. le document n° 120.

(5) V. le document n° 121.



« Désireux de contribuer à une prompte solution de la question et d'éviter des malentendus au sujet du Zoulfagar, sommes disposés à abandonner aux Afghans le défilé qui part du Ilériroud et traverse la première rangée des hauteurs bordant la rivière, de façon toutefois à ne pas couper et empêcher les communications entre les points situés du même côté de la frontière. » (Télégramme adressé par M. de Giers à M. de Staal en date du 16 mai (1).

Ce qui précède suffit pour démontrer qu'en donnant notre adhésion à la proposition du Gouvernement Britannique relative à l'échange du Zoulfagar contre le Pendjé, nous n'avions point entendu comprendre dans les limites du territoire à céder aux Afghans la passe de Zoulfagar, au sujet de laquelle les informations nous faisaient complètement défaut, et qu'après avoir été éclairés sur la véritable portée de la proposition anglaise, nous n'avions consenti à abandonner la passe en question que dans des limites restreintes. Il en résulte qu'en déclarant au Parlement que le Gouvernement Impérial aurait promis au Cabinet Britannique de céder toute la passe aux Afghans, Lord Salisbury a attribué à notre promesse une interprétation qui se trouve en contradiction avec les communications adressées par M. de Giers à M. de Staal.

#### N° 141. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.

(Reçu le 10 juillet 1885.)

Londres, le 6 (18) juillet 1885.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une copie de la note que Lord Salisbury m'a adressée au sujet de la question de Zoulfagar.

Elle sert de réponse au télégramme que vous avez bien voulu m'adresser sous la date du 26 juin (1).

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

#### ANNEXE AU N° 141.

#### Le marquis de Salisbury au Conseiller privé de Staal.

Foreign-Office, 17 juillet 1885.

J'ai appris avec regret par le télégramme de M. de Giers, que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer le 9 courant, que le gouvernement russe n'est pas disposé à convenir que tout le passage de Zulfikar soit compris dans le territoire afghan.

J'ai déjà assuré Votre Excellence du sincère désir du gouvernement de Sa Majesté d'en venir à un arrangement qui puisse mettre fin à cette longue discussion relative à la frontière nord-ouest de l'Afghanistan d'une façon satisfaisante pour l'Angleterre et la Russie, et de sa volonté d'en fuir avec cette question dans l'esprit le plus amical.

Dans les observations que j'ai faites à Votre Excellence pendant notre conversation du 1<sup>er</sup> courant, j'ai appelé votre attention sur les engagements que, s'appuyant sur les assurances du gouvernement russe, le gouvernement de Sa Majesté a pris sur ce point. C'est avec beaucoup de désappointement que j'apprends que cet examen n'a eu aucune influence sur le gouvernement russe, et que les négociations n'ont pas fait un pas de plus vers une conclusion satisfaisante.

J'ai à peine besoin de rappeler à Votre Excellence que le 16 avril dernier le gouvernement russe a signifié son accession à l'échange de Zulfikar contre

(1) V. le document n° 124.

(2) V. le document n° 133.

Pendjeh, auquel cas, suivant les termes du télégramme de M. de Giers de cette date, « la frontière irait d'un point du Héiroud jusqu'un peu au nord du Zulfikar ». Aucune réserve ne fut faite pour la partie du passage retenue par la Russie ; rien ne fut dit relativement à l'intégrité des communications russes, et l'ancien gouvernement de Sa Majesté, se fiant à cet engagement, déclara à l'Emir que le passage de Zulfikar serait renfermé dans ses domaines.

La Gouvernment de Sa Majesté considère qu'il est lié par cette déclaration, et ne peut que penser que le Gouvernment russe est également lié envers lui par les termes du télégramme de M. de Giers du 16 avril.

Les difficultés relatives à l'interruption qu'on affirme devoir être apportée par la cession promise dans les communications entre les postes russes n'ont pas été soulevées jusqu'à une époque assez récente. Le Gouvernment de Sa Majesté n'admet pas que cette considération affecte aucunement la force de la promesse des Russes à l'administration précédente, et il ne peut lui assigner une valeur qui affaiblirait à un degré quelconque le droit des Afghans et la pleine possession du passage de Zulfikar que leur garantit cet engagement.

Quant aux autres points auxquels fait allusion le télégramme de M. de Giers du 8 courant, je conviens avec Son Excellence qu'on peut les laisser de côté pour le moment, et je veux seulement exprimer mon très sincère espoir que le Gouvernment russe donnera pleine valeur aux considérations que j'ai exposées d'une façon pressante dans cette note, et qui rendent impossible au Gouvernment de Sa Majesté d'abandonner les positions qu'il a obtenues.

J'ai, etc.

SALISBURY.

**N° 142. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller Privé de Staal.**

*(Télégramme.)*

Saint-Pétersbourg, le 16 juillet 1883.

Vous recevrez par courrier notre réponse à la note de Lord Salisbury du 17 courant. Quant à Zoulfagar, le prince Dondoukow Korsakow annonce qu'une carte de cette localité, dressée par nos officiers, va nous être envoyée, et qu'elle coïncide entièrement avec la carte de la Commission anglaise.

GIER.

**N° 143. — Le Secrétaire d'Etat de Giers au Conseiller privé de Staal.**

Saint-Pétersbourg, le 18 juillet 1883.

Par sa dépêche en date du 6 (18) courant (1), Votre Excellence a bien voulu nous transmettre une copie de la note qui lui a été adressée par Lord Salisbury au sujet de Zoulfagar.

M. le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères déclare dans cette note que le gouvernement de Sa Majesté la Reine est résolu à poursuivre dans un esprit amical les négociations au sujet du tracé de la frontière nord-ouest de l'Afghanistan, et qu'il est sincèrement désireux d'arriver à un arrangement satisfaisant pour l'Angleterre et pour la Russie. Mais, en même temps, il y exprime les regrets qu'a fait éprouver au gouvernement de la Reine le refus du Cabinet Impérial d'admettre que la passe de Zoulfagar soit tout entière comprise dans le territoire afghan. Aucune réserve n'ayant été formulée dans notre télégramme du 4 (16) avril

(1) V. le document sub n° 140.

au sujet de la partie de cette passe, que nous voudrions conserver, ainsi que relativement à l'intégrité des communications entre les postes russes, Lord Salisbury a cru pouvoir en conclure que cette circonstance impliquerait de notre part l'engagement d'abandonner à l'Afghanistan la passe tout entière; que le gouvernement de Sa Majesté la Reine aurait, par conséquent, été fondé de donner à l'Emir des assurances à ce sujet, et qu'il ne saurait admettre aujourd'hui que les considérations que nous avons cru devoir faire valoir ultérieurement, puissent porter atteinte aux droits de l'Emir résultant de l'engagement en question.

Nous avons pris acte avec satisfaction des intentions amicales du Cabinet Britannique, qui répondent entièrement aux dispositions conciliantes qui nous animent à son égard. Mais, d'autre part, nous ne pouvons pas nous empêcher d'exprimer à Lord Salisbury la surprise que nous a fait éprouver l'interprétation qu'il a cru pouvoir donner à nos engagements, ainsi qu'aux observations que nous avons été dans le cas de transmettre au Cabinet de la Reine au cours des négociations relatives au Zoulfagar.

Il n'est point dans les habitudes du gouvernement Impérial de revenir sur des engagements contractés volontairement, et il nous semble qu'une étude plus attentive des communications échangées entre les deux Cabinets au sujet du Zoulfagar aurait suffi pour mettre Lord Salisbury en garde contre le jugement qu'il a cru pouvoir porter sur la ligne de conduite que nous avons suivie.

Votre Excellence se trouvant en possession de ces communications, je crois pouvoir me borner à en récapituler aujourd'hui les points les plus saillants.

Vous n'ignorez point que, suivant nos cartes, qui ne sont pour la plupart qu'une reproduction de la carte anglaise du général Walker, le nom de Zoulfagar s'applique à un point sur la rive gauche du Hériroud, sis en dehors du territoire qui fait l'objet de nos pourparlers avec le gouvernement de Sa Majesté la Reine, et qu'il a servi également à désigner la rive droite de la rivière depuis qu'un poste militaire russe a été établi sur cette rive. A l'époque où Lord Granville vous fit la proposition relative à l'échange du Zoulfagar contre le Pendjé, nous ne nous trouvions pas encore en possession de la carte dressée par la Commission anglaise de délimitation; nous ne possédions aucune information sur les passes aboutissant au Hériroud, et nous avons par conséquent cru comprendre que la proposition anglaise ne pouvait concerner que la partie de la vallée de la rivière, où se trouvait notre poste. Dans votre télégramme du 2 (14) avril, dans lequel vous nous avez rendu compte de la susdite proposition, ainsi que dans le nôtre en date du 4 (16) du même mois, il n'avait été question que du Zoulfagar, et non de la passe qui porte le même nom. Le tracé que nous avions proposé dans ce dernier télégramme et qui, selon Lord Salisbury, impliquerait une adhésion à la cession de la passe toute entière à l'Afghanistan, ne saurait prêter aux conclusions que Son Excellence croit pouvoir en tirer. En proposant ce tracé, nous nous étions bornés à indiquer le point de départ de la frontière sur le Hériroud, ainsi que celui où elle devrait rejoindre Yegri-Gueuk en laissant Ak-Rabat au nord, et nous nous sommes abstenus de préciser la direction de la ligne de démarcation entre ces deux points, le défaut d'informations sur cette contrée nous ayant placés dans l'impossibilité d'émettre un avis à ce sujet.

Ce n'est qu'à la suite de votre télégramme du 4 mai que nous avons pu



relever que la proposition anglaise portait sur la passe de Zoulfagar, et c'est alors que nous nous sommes trouvés dans la nécessité d'aviser aux moyens de prévenir une délimitation qui, en assurant à l'Afghanistan une position stratégique d'une haute importance, pourrait interrompre et entraver les communications entre nos postes et nous placerait, par conséquent, dans l'impossibilité de veiller à la sécurité de notre propre territoire. Les réserves que nous avons cru devoir faire depuis, n'avaient point d'autre but.

Pour donner une nouvelle preuve des intentions conciliantes qui nous aiment, nous n'avons pas hésité à promettre l'abandon à l'Afghanistan de la partie de la passe de Zoulfagar, qui traverse la première rangée des hauteurs bordant le Ilériroud. Au besoin nous ne refuserions pas d'écarter encore plus vers l'est la limite du territoire à céder aux Afghans, mais, avant de contracter des engagements à cet égard, nous croyons devoir nous assurer qu'une telle déviation pourrait être admise sans préjudice aux intérêts dont la défense nous incombe. Nous ne serons en mesure de nous prononcer définitivement à ce sujet qu'après avoir été mis en possession des résultats des levés exécutés par nos officiers topographiques, lesquels, conformément à des informations qui nous parviennent du Prince Dondoukow Korsakow, viennent de terminer leur tâche.

Nous aimons à espérer qu'après avoir pris connaissance de ces considérations, M. le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères voudra bien reconnaître que le Cabinet Impérial n'a jamais eu d'autre pensée que d'arriver à une entente sur une frontière rationnelle et solide, propre à garantir la sécurité des deux côtés, et qu'il n'a jamais pris d'engagement contraire à ce principe.

Nous sommes d'ailleurs toujours prêts à nous concerter amicalement avec le gouvernement de Sa Majesté britannique sur les moyens pratiques d'assurer la réalisation de ce but.

Votre Excellence voudra bien donner lecture de la présente dépêche à Lord Salisbury et lui en laisser copie.

Veuillez agréer, etc.

GIERs.

**N° 144. — Le Conseiller privé de Staal au Secrétaire d'Etat de Giers.**

Londres, le 22 juillet 1885.

M. Boutenew m'a exactement remis l'expédition que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 10 juillet. La notice jointe à l'une de ses dépêches (1) précise le point de vue adopté par le Cabinet Impérial dans la question de Zoulfagar, et constate, en même temps, le malentendu qui s'est glissé dans l'appréciation des faits servant de base à ce débat.

Me conformant aux instructions contenues dans le télégramme de Votre Excellence du 15 juillet, je me suis empressé de me rendre chez Lord Salisbury pour lui exposer encore une fois les considérations qui nous avaient guidés dans cette négociation, en m'appuyant à cet effet sur les arguments développés dans la notice en question.

Le Principal Secrétaire d'Etat suivit mes explications avec une attention soutenue. Il me dit qu'il se rendait parfaitement compte de la manière de

(1) Voir le document sub n° 141.



voir du gouvernement Impérial; qu'il avait certainement des contre-propositions à faire valoir, mais qu'il préférerait ne les formuler que lorsqu'il serait en possession de la réponse dont le télégramme de Votre Excellence m'a permis d'annoncer au Marquis la prochaine réception.

Au cours de notre entretien, Lord Salisbury est revenu encore à l'urgence qu'il y aurait de clore ce différend et d'épargner aux deux gouvernements des sacrifices en disproportion avec l'enjeu de la question restée en suspens.

J'ai en effet tout lieu d'être persuadé qu'il est sincèrement désireux de fermer au plus vite la question de délimitation afghane. Les paroles qu'il a prononcées récemment au banquet du Mansion-House ne laissent pas de doute à cet égard. « J'espère », a-t-il dit en s'adressant au Lord Maire et en parlant d'un avenir prochain, « j'espère que la Russie et l'Angleterre avec les alliés, qui se groupent autour d'elles, se trouveront côte à côte en paix en se considérant avec une mutuelle estime ».

Veillez, etc.

STAAL.

N° 145. — Le Conseiller privé de Staal au Conseiller privé de Vlangaly.

Londres, le 26 juillet 1885.

Me conformant aux instructions du Ministère Impérial, j'ai laissé copie à Lord Salisbury de la dépêche de M. de Giers portant la date du 18 juillet (1).

La lecture de cette pièce n'a pas donné lieu à un long entretien entre nous.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de le rapporter à Votre Excellence par le télégraphe, le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique a été très sensible à la forme courtoise de cette communication. — Il m'a dit qu'il s'empresserait d'en donner connaissance à ses collègues pour se concerter avec eux. Le Marquis de Salisbury s'est félicité de pouvoir constater que la porte était restée entr'ouverte à un arrangement ultérieur. Mais, pour le moment, il pensait devoir attendre la réception par le gouvernement Impérial des cartes annoncées par M. le Prince Dondoukow Korsakow. Il espérait qu'à cette époque l'échange d'idées pourrait être repris entre les deux Cabinets.

Veillez agréer, etc.

STAAL.

146. — Le Conseiller privé de Vlangaly au Conseiller privé de Staal.

(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 7 août 1885.

D'après notre carte, le défilé de Zoulfagar se compose de deux parties qui traversent successivement les deux chaînes de hauteurs à peu près parallèles au Ilériroud, désignées sous les noms de Guenk-Guedouk et d'Agar. A partir de la tour en ruines, qui défendait autrefois l'accès occidental du premier défilé, ce dernier a une longueur de 5 verstes environ. Au sortir de ce défilé, la route traverse, sur une distance de 5 verstes environ, un pays très accidenté, et entre ensuite dans le second défilé qui a une

(1) V. le document sub n° 143.

longueur de 2 verstes environ, et qui se bifurque avant de déboucher dans la steppe. Cette description semble s'appliquer entièrement à la carte anglaise.

Point de départ de la frontière sur Hériroud pourrait être fixé à 2 verstes environ en aval de la tour mentionnée plus haut. En partant de ce point la frontière prendrait une direction est, suivrait la crête des hauteurs qui bordent au nord les deux défilés et couperait le second un peu à l'ouest de la bifurcation, de façon à nous laisser les deux débouchés orientaux, ce qui nous permettrait de fermer l'accès de notre territoire de ce côté.

Ensuite la frontière passerait au sud des puits, aujourd'hui comblés, se trouvant au sud-est de la montagne Tchakmakly, lesquels seront compris dans notre territoire, suivrait la direction sud-est à peu près parallèle à la route d'Ak-Rabat, qui nous reste, et passerait entre les lacs salés se trouvant au sud d'Ak-Rabat pour aboutir au Yegri-Gueuk.

VLANGALY.

N° 147. — Le Conseiller privé de Vlangaly au Conseiller privé de Staal.

(Extrait)

Saint-Petersbourg, le 7 août 1885.

Je me fais un devoir de transmettre ci-près à Votre Excellence les deux cartes du Zoulfagar, dressées par nos officiers topographes et une copie de la lettre qui vient de m'être adressée par notre Ministre de la Guerre, et qui contient une description de cette localité, ainsi qu'un exposé des conditions dans lesquelles la ligne frontière pourrait être tracée.

Les résultats de nos études, qui sont à peu près identiques avec ceux qui ont été obtenus par les officiers anglais, tendent à démontrer que nous sommes en mesure d'admettre une déviation dans la direction de l'est de la ligne frontière précédemment proposée par nous au Gouvernement Britannique sans porter atteinte à l'intégrité de nos communications. Cette circonstance n'exclut toutefois pas la nécessité d'aviser, autant que possible, aux moyens d'assurer la sécurité de notre territoire contre des incursions éventuelles des Afghans après que ceux-ci seront entrés en possession du défilé de Zoulfagar.

Conformément à la lettre de l'Aide de Camp Général Vannovsky, la ligne frontière partira d'un point sur le Hériroud, qui devra être fixé dans les limites de l'espace compris entre la tour en ruines, qui fermait autrefois l'accès occidental des défilés de Zoulfagar, et le point où la ligne de rochers bordant la rivière à l'est forme un angle saillant à partir duquel la vallée du Hériroud va en s'élargissant dans la direction du nord. La distance entre ce dernier point et la tour en question est de dix verstes environ.

Ces conditions nous semblent de nature à écarter toute éventualité de divergence de vues entre nous et le Gouvernement Britannique quant au point de départ de la future frontière.

Après avoir suivi dans la direction de l'est l'arête de la chaîne rocheuse d'Agar, qui borde au nord le défilé de Zoulfagar, la frontière coupera ce défilé un peu à l'ouest de l'endroit où il se bifurque, de manière à laisser en notre possession les débouchés orientaux du Zoulfagar, ce qui nous permettra de fermer l'accès de notre territoire de ce côté.

Au sud-est du défilé de Zoulfagar, la ligne frontière prend une direction

à peu près parallèle à la route qui relie Koungrueli à Ak-Rabat et qui sera comprise dans notre territoire, et elle aboutit au Yegri-Gueuk.

Le Marquis de Salisbury Vous ayant à plus d'une reprise témoigné le désir d'arriver à une prompt solution des difficultés pendantes, nous aimons à espérer qu'il ne refusera pas de reconnaître l'esprit de conciliation dont nos présentes propositions offrent une preuve éclatante, et qu'il s'empressera de donner son adhésion à un tracé combiné dans les limites des conditions ci-dessus précisées.

Les deux Gouvernements étant déjà préalablement tombés d'accord sur la direction de la frontière à partir du point où elle aura rejoint la vallée du Yegri-Gueuk jusqu'à l'Amou-Daria, nous ne verrions pas d'inconvénient à ce que, aussitôt après le règlement de la question de Zoulfagar, Vous procédiez à la signature d'un protocole constatant l'accord intervenu entre les deux Cabinets, ainsi que cela a été convenu entre Vous et Lord Granville. Mais, ne possédant pas des études exécutées par nos propres officiers sur les territoires qui seront traversés par la ligne frontière en dehors de celui de Zoulfagar, nous croyons devoir Vous inviter à Vous borner à l'insertion de la description de la ligne dans le protocole et à Vous abstenir d'une indication du tracé convenu sur une carte.

Il nous semblerait qu'une entente définitive sur le tracé de la frontière devrait avoir pour conséquence logique l'adoption immédiate de mesures ayant pour but de mettre fin à l'état d'incertitude et de malaise qui règne dans ces contrées.

Suivant les avis qui nous parviennent d'Askhabad, les Afghans continuent à renforcer leurs troupes échelonnées sur la frontière. Désireux d'éviter des complications, nous nous sommes jusqu'à présent abstenus d'imiter leur exemple et de diriger des renforts vers les points extrêmes du territoire occupé par nous, mais nous ne saurions persister longtemps dans notre abstention, si, de leur côté, les Afghans continuent à pousser leurs préparatifs militaires. Nous serons forcément amenés à aviser à la sécurité de nos confins. Or, il est à craindre que la présence des deux côtés de la frontière de corps considérables, n'aboutisse à des malentendus et à des conflits qui pourraient neutraliser les effets des intentions pacifiques des deux Grandes Puissances.

Votre Excellence trouvera peut-être opportun de signaler à l'attention du Cabinet de Londres ces considérations qui ne nous sont suggérées que par le désir d'éviter tout ce qui paraît de nature à nuire au succès de nos négociations avec la Grande-Bretagne.

Veuillez, etc.

VLANGALY.

---

#### ANNEXE AU N° 147

**Extrait d'une lettre du Ministre de la Guerre au Conseiller privé de Vlangaly.**

(Traduction.)

Saint-Pétersbourg, le 3 août 1885.

Toute la contrée située entre les monts Barkhouts au sud, le Mourghab à l'est, et à l'ouest — le Tédjène, peut être figurée, pour plus de clarté, sous l'aspect général d'un plateau incliné dont la pente est dirigée vers le nord. — plateau sillonné et hérissé d'une rangée de collines qui forment des chaînes irrégulières s'étendant de l'ouest à l'est. — Leurs extrémités occidentales, ainsi



que la vallée du Tédjène, présentent le produit du travail de forces volcaniques souterraines, dont l'action s'est anciennement exercée ici. La vallée du Tédjène est, par endroits, resserrée dans des gorges rocheuses. Toute une file de rochers, coupée par des crevasses transversales plus ou moins accusées, se détache de la rive droite du Tédjène et, courant vers le sud, aboutit à la vallée de Hérat. L'une de ces crevasses, et la plus importante, sort de la vallée du Tédjène pour déboucher au centre dudit plateau incliné et accidenté, connu sous l'appellation de Turcomanie Sud-Occidentale, et porte elle-même le nom de défilé de Zoulfagar.

En amont de Khodja-Sameddin, la chaîne rocheuse de Gueuk-Guédouk se rapproche du Tédjène et, sur les dernières 12 verstes jusqu'à Zoulfagar, ses derniers versants viennent s'adosser à la rivière même ; ici passe un sentier de mulets. De notre poste établi à l'issue du défilé de Zoulfagar jusqu'à Kéhriz-Ilias, au sud, il existe une route très satisfaisante qui s'écarte graduellement de la rivière à l'est ; une autre route conduit directement à l'est par le passage désigné sous le nom de Zoulfagar-Derbend. Les deux défilés présentent, par endroits, l'aspect de couloirs formés par des rochers à pic ; la région qui s'étend au nord et au sud de ces passes est absolument inaccessible. Le défilé de Gué-douk a plusieurs embranchements, mais un seul est praticable. Sa longueur est de cinq verstes ; sa largeur, vers la moitié du parcours à peu près, ne dépasse pas trois sagènes ; à cet endroit les Persans avaient construit un mur de barrage, qui offrait une garantie tout à fait suffisante contre le passage d'alamans par cette voie. Sur la distance de cinq verstes, qui sépare les chaînes, la route traverse un pays ondulé et s'engage dans le second défilé formant, dans la chaîne d'Agar, une crevasse en tout semblable à la première. Après l'avoir suivi sur une distance de deux verstes, la route débouche dans la steppe à proximité de la hauteur isolée de Tchakmakly, et elle se divise en quatre branches, les deux voies moyennes conduisant à Koungroueli et Ak-Rabat, la voie septentrionale à Adam-Ielan, et la route méridionale à Kéhriz-Elias.

La masse d'eau qui s'engorge dans les deux défilés à la saison des pluies rend la circulation très difficile. Il est presque impossible, même au prix d'énormes dépenses, d'établir ici une route carrossable. Depuis le point culminant du défilé jusqu'au pied du mont Tchakmakly, on rencontre les ruines d'anciens kehrizs, de remparts et d'habitations. Il est à supposer que le rétablissement des kehrizs ne présentera pas de difficultés. Du côté sud de l'issue du défilé vers le Tédjène, se trouve une colline isolée à pentes très raides et anciennement fortifiée ; c'est là qu'est établi notre poste.

N° 148. — **Le Conseiller privé de Staal au Conseiller privé de Vlangaly.**

(Télégramme)

Saint-Pétersbourg, le 17 août 1885.

Regu expédition du 7 août. J'ai proposé au Marquis de Salisbury la ligne de frontière, marquée sur notre carte, en la faisant aboutir sur le Hériroud à un point distant de 2 verstes de la tour de Zoulfagar. Lord Salisbury n'a pas objecté à ce tracé, mais, sur l'avis télégraphique de Lord Dufferin, a demandé d'en référer au Colonel Ridgeway. Lord Randolph Churchill et MM. Lessar et Currie assistaient à cet entretien. Lord Salisbury part ce soir pour Dieppe, mais dirigera de là la négociation. En cas d'un accord, il serait utile de savoir où les Commissaires auraient à se rencontrer et à quelle époque.

STAAL.



**N° 149. — Le Conseiller privé de Vlangaly au Conseiller privé de Staal.**

(Télégramme.)

Saint-Pétersbourg, le 17 août 1885.

Il serait à désirer que la réunion des Commissaires eût lieu sur le Mourghab au point extrême que nous occupons. Les Commissaires auraient d'abord à fixer la frontière du Pendjé, et continueraient ensuite les travaux de bornage dans la direction de Zoulfagar. L'organisation de la section russe de la Commission exigera environ un mois ou six semaines, et presque autant faudra-t-il pour qu'elle se transporte sur les lieux. Dans le cas où les négociations ne tarderaient pas à être closes à Londres, le Prince Dondoukoff Korsakow est d'avis que travaux de délimitation pourraient commencer vers la mi-octobre. Notre section sera composée du Colonel Koulberg, d'un officier d'Etat-major et de M. Lessar.

VLANGALY.

**N° 150. — Le Conseiller privé de Staal au Conseiller privé de Vlangaly.**

(Télégramme.)

Londres, le 23 août 1885.

Sauf quelques changements de rédaction, le Cabinet de Londres a accédé à notre proposition relative à la délimitation du Zoulfagar. N'ayant pas eu carte sous les yeux, le Colonel Ridgeway a émis l'avis que le nouveau tracé ne devrait pas se rapprocher des escarpements du défilé occidental de moins de mille yards; en outre, il voudrait que la distance entre le point où la frontière coupe le défilé oriental et celui formant jonction des différentes routes, fût exprimée en chiffres, soit environ 850 sagènes. Je me suis cru autorisé à adhérer à ces demandes après les avoir précisées sur la carte.

STAAL.

**N° 151. — Le Conseiller Privé de Staal au Conseiller privé de Vlangaly.**

(Télégramme.)

Londres, le 23 août 1885.

Je viens d'avoir avec M. Currie une discussion qui a porté sur les points suivants :

Le Cabinet de Londres insiste sur la réunion des Commissaires et le commencement des travaux à Zoulfagar; si acceptons cette condition, il consentirait à l'occupation simultanée par nous de la partie de l'oasis de Pendjé s'étendant jusqu'au Vieux Pendjé et comprise dans le rayon de cinq milles environ du confluent du Kouschk et du Mourghab.

Pour ce qui est de l'ajournement de conclusion de la convention jusqu'après règlement de toute la frontière afghane, M. Currie n'a pas pu se prononcer définitivement à ce sujet.

En outre, j'ai cru devoir proposer insertion au protocole du chiffre des escortes, mentionné dans le télégramme du Ministère du 4 avril (1). Le

(1) V. le document, n° 85.

Cabinet Britannique accepte cette condition, ainsi que la mention du droit des deux parties d'établir des postes à mesure que se ferait la délimitation, mais il objecte à la mention de responsabilité pour le maintien de la paix.

M. Currie va soumettre ce qui précède au Marquis de Salisbury.

STAAL.

**N° 152. — Le Conseiller Privé de Staal au Conseiller privé de Vlangaly.**

(Télégramme.)

Londres, le 24 août 1885.

Le Marquis de Salisbury, ainsi que vient de m'en informer M. Currie, adhère aux propositions qui lui ont été soumises comme résultat de notre discussion résumée dans mes deux télégrammes d'hier. Il n'objecte qu'à l'article concernant la convention, et il tiendrait à ce qu'une convention soit conclue aussitôt après la délimitation de la frontière jusqu'à Khodja-Saleh.

STAAL.

**N° 153. — Le Conseiller privé de Vlangaly au Conseiller privé de Staal.**

(Télégramme.)

Saint-Petersbourg, le 25 août 1885.

Reçu vos deux télégrammes du 23 et celui du 24 août.

Les points réglés entre Vous et M. Currie sont approuvés sauf le suivant. Ne pouvons admettre que les travaux de délimitation soient commencés à Zoulfagar qu'à la condition que le rayon de notre occupation du Pendjdé soit étendu jusqu'à Bendi-Nadiri. Rayon proposé par M. Currie est insuffisant; étant obligés, vu saison avancée, d'aviser à l'installation de nos postes pour l'hiver, croyons nécessaire que ces postes soient établis aussi près que possible de la future frontière. Si Gouvernement Anglais ne croit pas pouvoir assumer responsabilité pour maintien de l'ordre sur frontière, ne saurions non plus prendre aucun engagement à cet égard. Ne pouvons en rien modifier notre point de vue antérieur relativement à la conclusion de la convention.

VLANGALY.

**N° 154. — Le Conseiller privé de Staal au Conseiller privé de Vlangaly.**

(Télégramme.)

Londres, le 29 août 1885.

Le protocole vient d'être signé. Il tient compte de toutes les réserves formulées dans Votre télégramme du 25 août. Rayon d'occupation éventuelle du Pendjdé étendu jusqu'à Bendi-Nadiri. Neutralisation ne sera maintenue que de ce point jusqu'à la frontière afghane. Droit d'occupation concordera avec commencement des travaux des Commissaires qui se réuniront à Zoulfagar deux mois après la signature du protocole.

Article 5 stipule le droit pour les deux parties d'établir postes sur la frontière à mesure que la délimitation avancera, mais ne mentionne ni pour les uns, ni pour les autres, responsabilité quant au maintien de la

tranquillité. Conclusion de la Convention est ajournée à la fin de toute délimitation, y compris la frontière à l'est de Khodja-Saleh. Expédie M. Lessar, dimanche soir, en lui confiant protocole. STAAL.

N° 155. — **Le Conseiller privé de Staal au Conseiller privé de Vlangaly.**

Londres, le 31 août 1885.

(Télégramme.)

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence une expédition du protocole que j'ai signé le 29 août (10 septembre) de concert avec Lord Salisbury, à l'effet de confirmer l'accord intervenu entre les deux Cabinets relativement à la délimitation de l'Afghanistan depuis Khodja-Saleh jusqu'au Hériroud.

Je ne crois pas devoir entrer ici dans les détails minutieux de nos derniers pourparlers à propos des différentes dispositions du protocole. M. Lessar, auquel je confie cette expédition, est mieux que qui que ce soit à même de combler cette lacune. Je m'en remets à lui pour offrir à Votre Excellence tous les renseignements qu'Elle serait dans le cas de réclamer tant au sujet des définitions du protocole qu'en général de toute cette longue négociation à laquelle il a été appelé à prendre une part active.

Veuillez agréer, etc.

STAAL.

#### ANNEXE AU N° 155.

##### Protocole.

Les soussignés, Son Excellence M. Georges de Staal, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies près Sa Majesté Britannique. etc., etc., et le marquis de Salisbury, chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, principal Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, etc., etc., se sont réunis dans le but de consigner au présent protocole l'arrangement suivant intervenu entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

1. Il est convenu que la frontière afghane entre le Hériroud et l'Oxus sera tracée comme suit :

La frontière partira du Hériroud à deux verstes environ en aval de la tour de Zouffagar et suivra jusqu'au point *K* le tracé indiqué en rouge sur la carte n° 1, annexée au protocole, de manière à ne pas se rapprocher à une distance moindre de 3,000 pieds anglais de l'arête de l'escarpement du défilé occidental (y compris l'arête marquée *L M N* de la branche nord du même défilé).

A partir du point *K* le tracé suivra la crête des hauteurs bordant au nord le second défilé qu'il coupera un peu à l'ouest de sa bifurcation à une distance d'environ 850 sagènes du point où convergent les routes d'Adam-Ulan, Koungrouéli et d'Ak-Rabat. Plus loin, le tracé continuera à suivre la crête des hauteurs jusqu'au point *P* marqué sur la carte n° 2 attachée au protocole. Il prendra ensuite une direction sud-est à peu près parallèle à la route d'Ak-Rabat, passera entre les lacs salés marqués *Q* et *R* se trouvant au sud d'Ak-Rabat et au nord de Soumé-Kehriz, et laissant Soumé-Kehriz aux Afghans, se dirigera sur Islim, où la frontière passera sur la rive droite du Egri-Gueuk en laissant Islim en dehors du territoire afghan. Le tracé suivra ensuite les crêtes des collines qui bordent la rive droite de Egri-Gueuk et laissera Tchéméni-Bid en dehors de

la frontière afghane. Il suivra de la même manière la crête des collines qui bordent la rive droite du Kouschk jusqu'au Hauzi-Khan. De Hauzi Khan, le tracé suivra une ligne presque droite jusqu'à un point sur le Mourghab au nord de Méroutchak, fixé de manière à laisser à la Russie les terres cultivées par les Saryks et leurs pâturages.

· Appliquant ce même principe aux Turcomans sujets de la Russie et aux sujets de l'Emir de l'Afghanistan, la frontière à l'est du Mourghab suivra une ligne au nord de la vallée de Kaïssor et à l'ouest de la vallée de Sangalak (Abi-Andkoï) et, en laissant Andkoï à l'est, rejoindra Khodja-Saleh sur l'Oxus.

La délimitation des pâturages appartenant aux peuplades respectives sera abandonnée aux Commissaires. Dans le cas où ceux-ci ne parviendraient pas à s'entendre, cette délimitation sera réglée par les deux Cabinets sur la base des cartes dressées et signées par les Commissaires.

Pour plus ample clarté, les principaux points de la ligne frontière sont marqués sur les cartes annexées au présent protocole.

2. Il est convenu que des Commissaires seront nommés de suite par les Gouvernements de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, qui procéderont à examiner et à tracer sur les lieux les détails de la frontière afghane fixée par l'article précédent. Un Commissaire sera nommé par Sa Majesté l'Empereur et un par Sa Majesté la Reine.

Les escortes de la Commission sont fixées à cent hommes au plus de chaque côté et aucune augmentation ne pourra être admise sauf entente entre les Commissaires.

Les Commissaires se réuniront à Zoulfagar dans un délai de deux mois à partir de la date de la signature du présent protocole et procéderont immédiatement au tracé de la frontière conformément aux stipulations qui précèdent.

Il est entendu que la délimitation sera commencée de Zoulfagar et que, aussitôt que les Commissaires se seront réunis et auront commencé leurs travaux, la neutralisation de Pendjdé sera limitée au district compris entre une ligne au nord allant de Bendi-Nadiri à Burdj-Uraz-Khan et une ligne au sud allant de Méroutchak à Hauzi-Khan, les postes russes et afghans sur le Mourghab étant respectivement à Bendi-Nadiri et à Méroutchak.

Les Commissaires devront terminer leurs travaux aussi vite que possible.

3. Il est entendu qu'en traçant cette frontière et en se conformant, autant que possible, à la description de cette ligne dans le présent protocole, ainsi qu'aux points marqués sur les cartes ci-annexées, lesdits Commissaires tiendront dûment compte des localités et des nécessités et du bien-être des populations locales.

4. A mesure de l'avancement des travaux de délimitation, les parties respectives auront le droit d'établir des postes sur la frontière.

5. Il est convenu que quand lesdits Commissaires auront complété leurs travaux, des cartes seront dressées, signées et communiquées par eux à leurs Gouvernements respectifs.

En foi de quoi les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Londres, le 10 septembre 1885.

(L. S.) STAAL.

(L. S.) SALISBURY.





## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

#### Organisation du Gouvernement local.

Décret du 16 avril 1887.

Léopold II, Roi des Belges, souverain de l'état indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de notre conseil des administrateurs généraux, nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Le Gouverneur général représente dans le territoire de l'Etat l'autorité souveraine. Il est chargé d'administrer le territoire et d'y assurer l'exécution des mesures décidées par le Gouvernement central.

Le Gouverneur général a la haute direction de tous les services administratifs et militaires établis dans l'Etat.

Art. 2. — Il est assisté d'un inspecteur général, d'un secrétaire général et d'un ou plusieurs directeurs, tous nommés et révoqués par Nous. Les attributions de ces fonctionnaires, pour autant qu'elles n'aient pas été déterminées par Nous, sont réglées par le Gouverneur général.

Art. 3. — Des commissaires de district représentent l'administration générale de l'Etat dans les circonscriptions qui leur sont assignées.

Leurs attributions, en tant qu'elles ne résultent pas des décrets et des arrêtés du Gouvernement central, sont réglées par le Gouverneur général.

Les commissaires de district et les autres agents de l'Etat, pour autant qu'ils n'aient pas reçu de nomination du Gouvernement central, sont nommés par le Gouverneur général. Celui-ci fixe la résidence de ces fonctionnaires.

Art. 4. — Le Gouverneur général est autorisé à pourvoir provisoirement, par la désignation d'intérimaires, à tous les emplois qui deviendraient vacants ou dont les titulaires seraient momentanément absents ou empêchés.

Les fonctionnaires intérimaires jouissent pendant leur intérim de la même autorité que les titulaires de l'emploi.

Art. 5. — Le Gouverneur général peut, s'il le juge utile à la bonne

administration du pays, commettre, pour un terme maximum d'un an, un fonctionnaire aux fins d'inspecter ou d'administrer une partie du territoire de l'Etat. Une lettre de commission détermine l'étendue et la durée des pouvoirs qui lui sont délégués à cet effet par le Gouverneur général.

Art. 6. — Le Gouverneur général peut édicter des ordonnances ayant force de loi. Il peut aussi, en cas d'urgence, suspendre, par ordonnance, l'exécution d'un décret du Souverain.

Ces ordonnances cessent leurs effets à l'expiration de six mois, si elles n'ont pas été approuvées par Nous dans ce délai.

Il ne peut néanmoins, sans Notre autorisation expresse, contracter aucun emprunt au nom de l'Etat, ni prendre aucun engagement envers les pays étrangers.

Art. 7. — Le Gouverneur général est autorisé, en outre, à prendre des règlements obligatoires de police et d'administration publique.

Ces règlements peuvent établir des peines ne dépassant pas sept jours de servitude pénale et 200 francs d'amende.

Art. 8. — En cas d'absence ou d'empêchement, le Gouverneur général est remplacé provisoirement par l'inspecteur général ou par un intérimaire désigné par Nous. A défaut d'inspecteur général et d'intérimaire désigné par Nous, le Gouverneur général pourra désigner lui-même l'intérimaire. Dans le cas où aucun intérimaire n'aurait été ainsi désigné, les fonctions de Gouverneur général seront exercées par un « Comité exécutif » composé du secrétaire général, des directeurs et, s'il y a lieu, d'un ou plusieurs membres choisis par Nous pour faire éventuellement partie de ce comité. La présidence du Comité appartient au plus ancien de ses membres. Il prend ses décisions à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 9. — Il est institué sous la présidence du Gouverneur général un « Comité consultatif » composé comme suit :

L'inspecteur général ;

Le juge d'appel ;

Le secrétaire général ;

Les directeurs ;

Le Conservateur des titres fonciers, et un certain nombre de membres, ne dépassant pas cinq, à choisir par le Gouverneur général pour le terme d'une année. En cas d'empêchement ou d'absence du Gouverneur général, la présidence du Comité est dévolue à celui qui le remplace ou, à son défaut, au président du « Comité exécutif ».

Art. 10. — Le Gouverneur général prend l'avis du Conseil sur toutes les mesures d'intérêt général qu'il peut y avoir lieu d'adopter ou de proposer au Gouvernement central. Il n'est pas tenu de se conformer à cet avis.

Art. 11. — Sont abrogés les décrets du 24 juin 1886, du 30 juillet 1886 sur le « Comité exécutif », du 30 juillet 1886 sur le « Comité consultatif », et du 28 février 1887.

Art. 12. — Les attributions et les pouvoirs conférés à l'Administrateur général au Congo par des décrets antérieurs sont transférés au Gouverneur général.

Art. 13. — Nos administrateurs généraux de l'intérieur, des Finances

et des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 16 avril 1887.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

*Les Administrateurs généraux,*

STRAUCH.

HUB. VAN NEUSS.

EDM. VAN EETVELDE.

---

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

### Usage des Pavillons.

(Arrêté royal du 30 avril 1887).

Léopold II, Roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut.

Considérant que le pavillon de l'Etat indépendant du Congo — bleu avec une étoile d'or au centre — a été reconnu par les Puissances, et qu'il y a lieu de régler l'usage des pavillons étrangers ;

Sur la proposition de notre Conseil des administrateurs généraux, Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — Aucun pavillon, autre que celui de l'Etat, ne pourra être hissé ou déployé à terre, si ce n'est avec l'autorisation expresse du Gouverneur général.

Art. 2. — Tout bâtiment privé naviguant dans les eaux de l'Etat indépendant du Congo en amont des chutes de Léopoldville, sera tenu d'arborer, à l'arrière, le pavillon de l'Etat. S'il possède des papiers de bord établissant sa nationalité étrangère, il pourra arborer, en outre, le pavillon de son pays.

Art. 3. — Toute contravention aux dispositions du présent décret et aux arrêtés d'exécution sera punie de 25 à 1,000 francs d'amende. Les amendes seront prononcées solidairement contre les délinquants et leurs commettants, chefs d'expédition, gérants de maisons de commerce ou autres établissements.

Art. 4. — Notre administrateur général du département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1887.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1887.

LÉOPOLD.

---

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

### Système monétaire.

(Arrêté royal du 27 juin 1887).

Léopold II, Roi des Belges, souverain de l'Etat indépendant du Congo, à tous présents et à venir, salut.



Considérant qu'il y a lieu d'adopter un système monétaire légal pour l'Etat indépendant du Congo et de déterminer les monnaies qui seront frappées pour les besoins de cet Etat ;

Sur la proposition de Notre Conseil des administrateurs généraux, Nous avons décrété et décrétons :

Article premier. — La monnaie de compte, pour l'Etat indépendant du Congo, est le franc, divisé en cent centimes.

Le franc représente la 3100<sup>me</sup> partie d'un kilogramme d'or à 9/10<sup>e</sup> de fin.

Art. 2. — Nous Nous réservons de faire frapper, pour l'Etat indépendant du Congo, une monnaie de paiement en or de 20 francs, des monnaies divisionnaires en argent de 5 francs, de 2 francs, de 1 franc et de 50 centimes, et des monnaies d'appoint en cuivre de 10 centimes, de 5 centimes, de 2 centimes et de 1 centime.

Art. 3. — La pièce d'or de 20 francs sera fabriquée au titre de 900 millièmes, avec une tolérance de 1 millième tant en dehors qu'en dedans.

Elle aura un poids de 6,45161 grammes avec une tolérance de 2 millièmes tant en dedans qu'en dehors.

Son diamètre sera de 21 millimètres.

Art. 4. — La pièce de 20 francs sera frappée à Notre effigie ; la tête regardera la droite.

Elle portera : à l'avvers, les mots « Léopold II, R. d. Belg., Souv. de l'Etat Indép. du Congo, » et au revers, l'écu aux armes de l'Etat indépendant avec la Couronne Royale, les supports et la devise ; en haut, l'indication de la valeur « 20 francs », et au bas le millésime.

La tranche portera en relief la devise « Travail et Progrès ».

Art. 5. — Les pièces d'argent seront frappées dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre déterminées par le tableau ci-après :

PIÈCES	TITRE		POIDS		DIAMÈTRE
	TITRE	Tolérance	Poids	Tolérance	
	droit.	du titre tant en dehors qu'en dedans	droit.	du poids tant en dehors qu'en dedans	
	Millièmes.	Millièmes.	Grammes.	Millièmes.	Millimètres.
5 francs .....	900	2	25	3	37
2 — .....	835	3	10	5	27
1 — .....	835	3	5	5	23
50 centimes....	835	3	2.5	7	18

Art. 6. — Les pièces de 5 francs, de 2 francs, de 1 franc et de 50 centimes seront à Notre effigie, la tête regardant la gauche, avec l'inscription suivante placée en exergue,

Sur la pièce de 5 francs :

« Léopold II, R. d. Belges, Souv. de l'Etat Indép. du Congo. »

Sur les pièces de 2 francs, de 1 franc et de 50 centimes :

« Léopold II, R. d. Belg., Souv. de l'Etat Indép. du Congo. »

La pièce de 5 francs portera au revers l'écu aux armes de l'Etat Indépendant, avec la Couronne Royale, les supports et la devise « Travail et Progrès » : en haut, la valeur « 5 francs » et au bas le millésime.

Le revers des pièces de 2 francs, de 1 franc et de 50 centimes portera l'écu aux armes de l'Etat, sommé de la Couronne Royale et entouré de deux branches de palmier ; en haut, la valeur « 2 francs », « 1 franc », « 50 centimes » ; au bas, le millésime.

La tranche de la pièce de 5 francs portera en relief la devise « Travail et Progrès » ; les autres pièces d'argent seront frappées en virole cannelée.

Art. 7. — Les pièces de 10 centimes, de 5 centimes, de 2 centimes et de 1 centime seront en cuivre pur.

Elles seront perforées, au centre, d'un trou circulaire, et seront fabriquées dans les conditions de poids et de diamètre déterminées ci-après :

PIÈCES	POIDS		DIAMÈTRE	
	Poids droit.	Tolérance du poids en dehors.	de la Pièce.	du trou central.
	Grammes.	Millièmes.	Millimètres.	Millimètres.
10 centimes.....	20	20	35	7
5 — .....	10	20	30	6
2 — .....	4	20	23*	4.6
1 — .....	2	20	18	3.6

Art. 8. — Les pièces de cuivre porteront, d'un côté, un double L surmonté de la Couronne Royale se répétant cinq fois autour du centre de la pièce, avec l'inscription suivante placée en exergue,

Sur les pièces de 10 et de 5 centimes :

« Léopold II, Roi des Belges, Souv. de l'Etat Indép. du Congo. »

Sur les pièces de 2 centimes et de 1 centime :

« Léop. II, R. d. Belges, Souv. de l'Etat Indép. du Congo. »

Au revers, les pièces de cuivre porteront l'étoile à cinq rayons des armes de l'Etat — le trou de la pièce formant le centre de l'étoile, — avec l'indication de la valeur monétaire : « 10 c<sup>es</sup> », « 5 c<sup>es</sup> », « 2 c<sup>es</sup> », « 1 c<sup>me</sup> », et du millésime.

Elles seront frappées en virole cannelée.

Art. 9. — Les monnaies d'argent et de cuivre de l'Etat indépendant du Congo seront, sans limitation de quantité, acceptées en paiement des impôts.

Les monnaies d'argent seront échangées, dans les bureaux du trésorier général de l'Etat Indépendant du Congo à Bruxelles, contre des

monnaies d'or fabriquées dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre indiquées à l'article 3, ou contre des valeurs équivalentes payables à vue, selon les règles que notre administrateur général du département des finances est autorisé à prescrire.

Art. 10. — Les pièces altérées, celles dont la valeur aurait été volontairement diminuée ou dont les empreintes auraient disparu, ne seront ni échangées ni acceptées en paiement par les comptables de l'Etat.

Art. 11. — A partir de la date que fixera notre Gouverneur général au Congo, les monnaies d'or fabriquées dans les conditions déterminées à l'article 3 et les monnaies divisionnaires et d'appoint frappées en conformité du présent décret seront seules, et à l'exclusion de toute autre monnaie, reçues et données en paiement par les comptables de l'Etat en Afrique, sauf les exceptions que notre dit gouverneur général pourra établir, à titre temporaire, pour la facilité du commerce.

Art. 12. — Les dispositions pénales ci-après sont ajoutées à notre décret du 7 janvier 1886, dont elles feront partie intégrante :

#### CHAPITRE IV. SECTION XII. — *De la fausse monnaie.*

Art. 65. — Sont punis de 2 à 15 années de servitude pénale, et d'une amende de 2,000 à 5,000 francs, ceux qui ont contrefait ou frauduleusement altéré des monnaies et ceux qui ont introduit ou émis sur le territoire de l'Etat des monnaies contrefaites ou frauduleusement altérées.

Art. 66. — Sont punis comme coupables de tromperie ceux qui ont donné ou offert en paiement à des indigènes des jetons, des médailles ou des disques métalliques qui, sans être des contrefaçons de monnaie, seraient néanmoins de nature à être acceptés par les indigènes comme des monnaies ayant cours soit au Congo, soit à l'étranger.

Art. 13. — Notre administrateur général du département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ostende, le 27 juillet 1887.

LÉOPOLD.

### ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

#### Règlement sur l'immatriculation des non-indigènes.

5 Septembre 1887

Le Gouverneur général,

Vu l'article 7 du décret du 16 avril 1887 ;

Considérant qu'il est nécessaire, en vue de la rédaction exacte des actes de l'état civil, de posséder des renseignements précis sur l'individualité des non-indigènes établis au Congo ;

Qu'il est en outre d'intérêt public, au point de vue judiciaire et administratif, de connaître leur résidence,

Arrête :

Article premier. — Tout non-indigène est tenu de se faire immatriculer aux registres de population et de faire immatriculer les membres de sa famille et le personnel sous ses ordres résidant au Congo.

A cet effet, il devra remplir et faire remplir par les intéressés sous ses ordres les bulletins qui lui seront délivrés à sa demande ou remis d'office sans frais.

Art. 3. — Il sera déclaré sur les bulletins les nom et prénoms de chacun des résidents, sa profession, le lieu et la date de sa naissance, le lieu de sa résidence et tous autres renseignements qui seront demandés.

Art. 2. — Le bulletin sera signé par l'intéressé ; s'il ne sait écrire, le bulletin sera rempli par un de ses chefs ou voisins qui signera en son nom.

Art. 4. — Les bulletins dûment remplis seront adressés, en franchise de port, au directeur de la justice à Boma ou au juge du tribunal de première instance à Banana.

Art. 5. — Le choix d'une résidence dans le bulletin tiendra lieu d'élection de domicile. L'intéressé pourra demander, sur le registre d'immatriculation, son changement de résidence et de domicile.

Art. 6. — L'immatriculation de tout non-indigène devra se faire dans le premier mois de sa résidence au Congo. L'immatriculation des non-indigènes établis actuellement au Congo se fera dans le mois de la mise en vigueur du présent règlement, s'ils résident dans le ressort du tribunal du bas Congo ; dans les trois mois, s'ils résident en dehors de ce ressort.

Art. 7. — Toute infraction au présent règlement sera punie d'une amende qui n'excédera pas 50 francs, ou, à défaut de paiement, d'une servitude pénale de 3 jours au maximum.

Art. 8. — Le présent règlement entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1887.

Boma, le 5 septembre 1887.

CAM. JANSSEN.

## URUGUAY

### Loi de douane.

5 janvier 1883.

Article premier. — Toute marchandise de provenance étrangère qui sera introduite pour la consommation payera à l'entrée le droit de 31 p. 100 sur son évaluation, à l'exception des marchandises suivantes qui payeront :

1<sup>o</sup> Le droit de 51 p. 100 : les armes, la poudre et les munitions destinées à ces mêmes armes, le tabac à priser, la parfumerie, les fromages, le beurre, les jambons, les viandes conservées en boîtes, pots ou flacons, les pétards, la poudre à canon et la poudre de mine.

2<sup>o</sup> Le droit de 48 p. 100 : les brosses en général, les pinceaux à badigeonner, les chaussures de toutes sortes, les confections en général, les chapeaux, les meubles en général, les voitures, les harnais, les drogues, les formulaires de papiers de commerce, imprimés ou lithographiés.

3<sup>o</sup> Le droit de 44 p. 100 : les biscuits de toute sortes, le chocolat, les chandelles de suif, les bougies stéariques, en cire ou imitation, les vermicelles, les confitures, les semelles et peaux corroyées.

4<sup>o</sup> Le droit de 20 p. 100 : les bois bruts en général, le fer en planches, en barres, les soliveaux, lingots, plaques et cercles, l'acier en plaques,



le cuivre et bronze en lingot, le fer-blanc en feuilles ou lingots, les fruits frais, les carreaux en argile pour plancher ou pour toiture, les tuiles plates, le ciment romain, le charbon végétal et le bois à brûler, le vif argent, l'étain, le talc, le plâtre, le goudron, la résine, la toile de jute en pièce, les cordages de moins de deux pouces de grosseur, les fourrages en général et les boîtes vides pour allumettes.

5° Le droit de 12 p. 100 : les pommes de terre en général, même celles qui s'importeront pour semence.

6° Le droit de 8 p. 100 : les livres imprimés, livres reliés, les machines ou presses typographiques et lithographiques, les types d'imprimerie, le papier grand format spécial pour journaux, le papier à lithographie sans être plié ou en feuilles au-dessus de 87 par 54 centimètres, l'encre d'imprimerie, les graines de fleurs et légumes, les acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, la gomme dammar, le phosphore en bâtons, les bois de teinture, le maté (*yerba*) en feuilles sans préparation, les bijoux or et les montres or et argent.

7° Le droit de 6 p. 100 : les livres imprimés à la rustique, les cartes et globes géographiques, les appareils destinés à l'étude des sciences naturelles, physiques et mathématiques, le charbon minéral en général, le sel marin de roche, les pierres précieuses sans garniture.

8° Les droits spécifiques suivants :

	P. C.	FR. C.
Vins fins en fûts, le litre.....	» 23	1 15
Vins de toute autre classe en bouteilles ou flacons, par litre et les subdivisions en proportion.....	» 23	1 15
Vins communs espagnols en fûts (l'équivalent de 46 p. 100 sur la moyenne des prix à l'entrepôt de 1886 à 1887), le litre.....	» 05	» 25
Vins italiens en fûts, le litre.....	0.0595	» 30
Vins non classés en fûts, le litre.....	0.0612	0 31
Alcool jusqu'à 20° (équivalent à demi centime par degré).....	» 10	0 50
Alcool de 20° au-dessus, en proportion, avec augmentation de demi centime (0 fr. 25) par degré, le litre.		
Cognac, anis, bitter, rhum, wiskhey, absinthe et autres boissons alcooliques en fûts jusqu'à 20° payeront 15 centimes (0 fr. 75) le litre.		
Celles d'une force alcoolique supérieure payeront en proportion.		
Celles en bouteilles n'excédant pas un litre et les subdivisions supérieures ou moindres en proportion jusqu'à 20°, 25 centimes (1 fr. 25) et celles d'une densité alcoolique plus élevée en proportion.		
Tabac, feuilles Havane, poids brut, le kilo.....	» 30	1 50
Tabac, feuilles Bahia.....	» 18	» 90
Tabac, feuilles Virginie.....	» 18	» 90
Tabac du Paraguay, Rio-Grande, Porto Alegre.....	» 07	» 35
Tabac haché, logement compris.....	» 07	» 35
Tabac noir haché.....	» 35	1 75
Tabac noir du Brésil en rouleaux, boîtes ou barils....	» 20	1 »
Cigarettes en paquets, logement compris, le kilo.....	1 60	8 »

Cigarettes tabac noir, boîte comprise, le kilo.....	» 60 3 »
Cigares Havane de toutes provenances, boîtes comprises, le kilo.....	2 80 14 »
Cigares de feuilles de toute autre classe, en paquets ou détachés.....	» 56 2 80
Sucres raffinés en général, poids brut.....	» 05 » 25
Sucres non raffinés en général, poids brut.....	» 044 » 22
Riz pélé en général, poids brut.....	» 04 » 20
Riz brut.....	» 01 » 05
Liqueurs et sirops en général en fûts, le litre.....	» 26 1 30
Liqueurs et sirops en bouteilles ne dépassant pas un litre : au-dessus, en proportion.....	» 26 1 30
Autres boissons alcooliques jusqu'à 20° en général, en fûts, le litre.....	» 10 » 50
Autres boissons en bouteilles ne dépassant pas un litre et les subdivisions au-dessus ou au-dessous, en proportion.....	» 25 1 25
Pétrole, le litre.....	» 025 » 125
Pétrole non raffiné en fûts, le litre.....	» 010 » 50
Huile d'olive en bouteille jusqu'à demi-litre la bouteille, le litre.....	» 08 » 40
Huile en fûts.....	» 10 » 50
Huile de lin (poids brut).....	» 05 » 25
Bière ou cidre en bouteille de plus d'un litre, la bouteille.....	» 12 » 60
Bière en fûts, le litre.....	» 10 » 50
Allumettes (poids brut), y compris le bois de la caisse, le kilo.....	» 40 2 »
La stéarine en pains, poids brut.....	» 05 » 25
Les cartes à jouer, la grosse.....	10 » 50 »
Amidon en général, poids brut.....	» 07 » 35

9° Le blé payera un droit spécifique proportionnel à la valeur qu'aura cet article sur place et un additionnel, savoir :

1 p. 25 (6 fr. 25) par 100 kilos quand le blé vaudra de 0 p. à 4 p. (20 fr.)

1 p. (5 fr.) par 100 kilos quand le blé vaudra de 4 p. 01 à 5 p. (20 fr. 05).

0 p. 75 (3 fr. 75) par 100 kilos quand le blé vaudra de 5 p. 01 à 6 p. (25 fr. 05 à 30 fr.)

0 p. 25 (1 fr. 25) par 100 kilos quand le blé vaudra de 6 p. 01 à 7 p. (30 fr. 05 à 35 fr.)

0 p. 125 (0 fr. 62) par 100 kilos quand le blé vaudra de 7 p. 01 à 8 p. (35 fr. 05 à 40 fr.)

Le blé sera franc de droit quand le prix sur place dépassera 8 p. (40 fr.)

Le maïs payera également un droit spécifique proportionnel, d'après l'échelle suivante :

0 p. 75 (3 fr. 75) par 100 kilos quand il vaudra sur place moins de 2 p. (10 fr.)

0 p. 60 (3 fr.) par 100 kilos quand il vaudra sur place moins de 2 p. 01 à 3 p. (10 fr. 05 à 15 fr.)

0 p. 40 (2 fr.) par 100 kilos quand il vaudra sur place moins de 3 p. 01 à 4 p. (15 fr. 05 à 20 fr.)

0 p. 20 (1 fr.) par 100 kilos quand il vaudra sur place moins de 4 p. 01 à 5 p. (20 fr. 05 à 25 fr.)

La farine de blé payera en proportion à sa valeur sur place, savoir :

32 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 2 p. 40 à 3 p. 20. (12 fr. à 16 fr.)

27 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 3 p. 21 à 4 p. (16 fr. 05 à 20 fr.)

22 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 4 p. 01 à 4 p. 80 (20 fr. 05 à 24 fr.)

17 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 4 p. 81 à 5 p. 60 (24 fr. 05 à 28 fr.)

15 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 5 p. 61 à 6 p. 40 (28 fr. 05 à 32 fr.)

12 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 6 p. 41 à 7 p. 20 (32 fr. 05 à 36 fr.)

10 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 7 p. 21 à 8 p. (36 fr. 05 à 40 fr.)

7 1/2 p. 100 quand le blé vaudra de 8 p. 01 et au-dessus (40 fr. 05.)

Art. 2. — Seront exempts de droits : 1° les objets destinés au culte divin, dont l'introduction aura été sollicitée par l'autorité ecclésiastique compétente ;

2° Des objets destinés à l'usage particulier des agents diplomatiques accrédités dans la république et sur leur requête, tout autant qu'il y aura réciprocité pour ceux de l'Uruguay ;

3° Les navires à vapeur, en pièces, destinés à être armés dans le pays, l'or et l'argent monnayés, en barres ou en poudre, le spécifique pour guérir les moutons, les plantes vives à l'exception des ceps de vigne et sarments, les animaux de race et le bétail sur pied, les bagages avec vêtements et outils seulement, les matériaux destinés à la construction de navires dans le pays et qui ne soient pas communs à d'autres industries existant parmi nous, les charrues, les machines pour navires ou établissements industriels, la soude commune ou double, le houblon, le safran, les machines et outils d'agriculture, les barils démontés et douelles en général, les caisses démontées, l'écorce à tan, les morceaux de bois de quebracho de moins d'un mètre qui ne servent qu'à faire de la sciure, le chanvre brut, la liane pour paillassons, le poil de lupin, de lièvre, de loutre pour chapeaux, les machines à coudre, les flacons vides et bouteilles de verre noir ou de grès, les damejeannes, le coton brut pour allumettes, la potasse, le chlorate de potasse pour l'industrie, les capsules à bouteilles, la dynamite, les barres d'acier pour mines, le coton à mèche, les pieux, demi-pieux et attaches de fiandubay ou quebracho, le fil de fer pour clôture, la graine de trèfle et la fleur de soufre.

Art. 3. — Est prohibée l'importation de l'orseille et de ses dérivés ; il sera perçu double droit de ceux que payent les drogues sur les matières colorantes employées à la fabrication des vins et pâtes alimentaires.

Est également prohibée l'importation des matières qui, de l'avis du conseil d'hygiène, seraient nuisibles à la santé publique.

Art. 4. — Les marchandises générales seront évaluées par une commission composée du directeur des douanes, président, de l'inspecteur des vérificateurs, des vérificateurs et d'un nombre égal de négociants et de deux industriels choisis par le ministre des finances parmi les imma-

triculés, avec bureau ouvert et en prenant pour base la valeur des marchandises à l'entrepôt.

Les tarifs d'évaluation devront être soumis à la résolution du pouvoir exécutif et commenceront à régir le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, à l'exception de l'année 1888 pendant laquelle régira le tarif en vigueur pour toutes les marchandises non sujettes à un droit spécifique d'après la présente loi.

Art. 5. — Les marchandises non comprises dans le tarif se liquideront d'après la valeur déclarée. La douane pourra retenir dans le délai de 48 heures à compter de la vérification, pour compte de l'Etat, les marchandises dont la valeur déclarée serait considérée inférieure à la valeur réelle. Le montant de la valeur déclarée sera immédiatement payé aux intéressés avec un boni de 10 p. 100 en traites à 90 jours de vue ou à plus courte échéance et qui seront reçues en paiement de droits.

Art. 6. — Dans les procès pour contrebande en douane, ceux qui auront dénoncé ou opéré la saisie seront considérés comme parties tant dans l'ouverture que dans la poursuite de l'affaire.

Dans les procès de ce genre, lors même que les objets qui en font la matière seraient occultés, si l'exécution de la contrebande résulte pleinement justifiée par d'autres preuves que celles de la saisie des marchandises, à cause de leur occultation, les auteurs seront civilement et criminellement responsables, conformément aux lois en vigueur.

Art. 7. — La présente loi commencera à régir aux 15 jours de sa promulgation pour les chargements en route par vapeur, aux 45 jours et aux 90 jours pour les chargements par voilier.

Art. 8. — En réglementant la présente loi, le pouvoir exécutif spécifiera les vins en fûts qui doivent être considérés comme vins fins.

Art. 9. — Soit communiqué au pouvoir exécutif pour la mise à exécution.

---





## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

##### La loi contre les socialistes.

La discussion a commencé au Reichstag dans la séance du 27 janvier.

Le premier orateur a été M. Singer, député socialiste. Une loi dont l'exécution est confiée à une police arbitraire ne saurait être votée, selon lui, par une assemblée parlementaire. Que cette police emploie les moyens les plus répréhensibles, M. Singer le prouve en citant les cas de Schröder et de Haupt, en Suisse, et en communiquant au Reichstag un mémoire imprimé contenant la demande d'explications adressée par les députés Bebel et Singer au chef de la police de Zurich, M. Fischer, au sujet de la conduite de Schröder et de Haupt, et la réponse de M. Fischer, qui a donné les explications demandées. Or, il résulte de ces explications que Schröder, Haupt et d'autres encore étaient des agents payés par la police prussienne, qu'ils faisaient de la propagande socialiste, répandaient le journal la *Freiheit*, et incitaient leurs compatriotes à commettre des délits qu'ils dénonçaient immédiatement à la police de Berlin. Schröder et Haupt ont été en relations avec les anarchistes Stellmacher, Kammerer, Peukert et Neve, et tout permet de supposer que ce sont ceux-là qui ont poussé ceux-ci au crime.

« La police de Berlin, ajoute l'orateur, a organisé tout un système d'agents provocateurs qui préparent les crimes avec lesquels on terrifie la bourgeoisie. Les dispositions de la nouvelle loi sont draconiennes, et ce n'est pas au moment où une guerre européenne est imminente qu'il faut écraser la classe ouvrière, qu'on appellera alors à défendre un gouvernement qui l'opprime. » (L'orateur est rappelé à l'ordre.)

Voici le texte du questionnaire que les députés Bebel et Singer avaient adressé à M. Fischer, directeur de la police de Zurich :

1<sup>o</sup> Schröder se trouvait-il, depuis des années, au service de la police de Berlin et recevait-il un traitement de deux cents et plus tard de deux cent cinquante marks par mois ?

2<sup>o</sup> Touchait-il un traitement sur des mandats délivrés à Berlin par le conseiller d'Etat Krueger et adressait-il ses rapports à l'employé de la police berlinoise, M. Grueder ?

3<sup>o</sup> Lors de la perquisition opérée au domicile de Schröder, a-t-on trouvé chez lui une caisse de dynamite provenant de la fabrique Opladen, dans le district de Düsseldorf, caisse que Schröder aurait reçue des anarchistes Etter et Wubeller ?

4<sup>o</sup> Schröder connaissait-il les anarchistes Stellmacher, Kammerer, Kaufmann, Kannel, etc. ? Entretenait-il avec eux des relations intimes et avait-il assisté, en leur compagnie, à une réunion des anarchistes suisses qui eut lieu en automne de l'année 1883, à Zurich ?

5° Schröder a-t-il été mis en rapport avec la police berlinoise par l'anarchiste Kaufmann et ce Kaufmann était-il aussi un agent de cette même police ?

6° Schröder se trouvait-il aussi en relations personnelles avec les anarchistes Peukert et Neve et en correspondance suivie avec l'anarchiste Justus Schwab, résidant à New-York ?

7° Schröder était-il chargé de procurer à la police de Berlin toutes les publications socialistes et anarchistes et de les lui faire parvenir immédiatement, et était-il aussi chargé de surveiller toutes les réunions socialistes et anarchistes et de dénoncer à la police berlinoise toutes les personnes qui assistaient à ces réunions ?

8° Dans ces réunions, Schröder excitait-il par ses discours les ouvriers à des actes de violence, disant que c'était là le seul moyen qu'ils avaient pour améliorer leur sort, et leur recommandait-il la propagande par l'action ?

Après ces questions relatives à Schröder, vient le questionnaire suivant, qui concerne Haupt :

1° Haupt se trouvait-il depuis sept ans au service de la police berlinoise et fonctionnait-il à Paris avant d'avoir transporté sa résidence à Genève ?

2° Avait-il reçu à Genève, en 1881, la visite du conseiller de la police Krueger, et, en 1884, celle du conseiller von Hacke, et ces deux personnes lui avaient-elles apporté des instructions ?

3° Ces deux conseillers n'étaient-ils pas mécontents de lui et ne demandaient-ils pas de sa part une action plus sérieuse ? Krueger ne lui indiqua-t-il pas les moyens de gagner la confiance des Russes et des Polonais résidant à Genève, afin de pouvoir pénétrer chez eux, même pendant la nuit, et le conseiller von Hacke ne lui recommandait-il pas de tâcher de s'introduire dans le milieu des anarchistes ?

4° Haupt ne touchait-il pas un traitement d'abord de 100, puis de 125 et 150 marks, et enfin de 200 marks par mois, et ce traitement ne lui était-il pas payé par Krueger qui lui offrit aussi une certaine somme pour qu'il pût entreprendre, à Genève, un commerce ?

5° Un conseiller de la police berlinoise n'avait-il pas écrit à Haupt qu'il était bruit d'un attentat contre le Czar, ourdi à Genève, et qu'il désirait avoir des renseignements à ce sujet ?

Le directeur de la police de Zurich, M. Fischer, répondit immédiatement à MM. Bebel et Singer que tous les faits invoqués dans leurs questionnaires étaient exacts.

Ce questionnaire, ainsi que les réponses de M. Fischer, dont la signature a été légalisée, ont été déposés sur le bureau du Reichstag.

M. de Puttkamer, ministre de l'intérieur, prend la parole en réponse à M. Singer.

« Grâce à la loi existante, dit le ministre, l'Allemagne est demeurée à l'abri des secousses dont les autres pays ont souffert ; les excès ont été prévenus, la presse a été contenue dans des limites raisonnables, et l'on a travaillé efficacement à empêcher la propagande de la démocratie socialiste. »

Le ministre nie que le gouvernement ait joué vis-à-vis des socialistes le rôle d'agent provocateur ; il reconnaît cependant qu'en Suisse des agents du gouvernement allemand surveillent, moyennant payement, les éléments anarchistes, et cette surveillance n'a pas été sans résultats, puisque la police prussienne a pu faire connaître à temps, à Saint-Petersbourg, l'attentat qu'on projetait contre le palais d'Hiver.

« Il est fort étrange, ajoute le ministre, que des fonctionnaires suisses donnent, à la simple demande de deux particuliers étrangers, des explications sur une affaire pendante ; et je demanderai au chancelier qu'il proteste auprès du gouvernement suisse contre des procédés aussi imprudents. »

Le gouvernement a actuellement entre les mains une loi de défense ; il n'en

fera pas à l'avenir, comme il n'en a pas fait par le passé, un usage excessif ; mais on reconnaîtra que l'Etat a le droit et le devoir de se défendre contre un parti organisé, qui rêve le bouleversement de l'ordre de choses établi.

La démocratie socialiste s'est placée sur le terrain de la négation de tous les principes ; elle ne mérite pas, par conséquent, d'être traitée selon le droit commun. Le parti socialiste est séparé de tout ordre de choses établi ; il conduit de lui-même à l'anarchisme. Il n'y a pas de meilleure preuve à l'appui de ce fait que la pétition signée par les socialistes allemands en faveur de la grâce des anarchistes de Chicago, qui n'étaient qu'une bande d'assassins et d'incendiaires.

Il est certain que le parti socialiste s'est mis hors la loi et que cette attitude excuse toutes les mesures exceptionnelles prises contre lui. L'Etat est obligé de se mettre à l'abri des épouvantables excès de la démocratie socialiste. La loi actuelle n'est pas une œuvre contraire à l'humanité ; le Reichstag, en adoptant le projet de loi, fera, au contraire, acte d'humanité.

La séance est levée après un discours de M. P. Reichensperger, qui déclare que le centre votera contre la nouvelle loi et contre toute aggravation de l'ancienne loi, mais qui constate aussi que les mœurs des masses deviendront de plus en plus bestiales par la faute de ceux qui ont supprimé la tutelle de l'Eglise.

Dans la séance du 28 janvier, M. de Helldorf, conservateur, a défendu le projet gouvernemental en reproduisant les arguments qu'avait fait valoir la veille le ministre. Il demande cependant qu'on n'applique la loi dans toute sa rigueur que contre les chefs du parti, mais qu'on use d'indulgence pour les nombreux égarés. En terminant, il proteste également contre les agissements des autorités suisses, qui ont répondu aux questions posées par MM. Bebel et Singer.

M. Held, délégué de la Saxe au conseil fédéral, prononce à son tour un discours en faveur du projet de loi dont les dispositions, quelque sévères qu'elles soient, ne lui semblent contraires, ni au droit des gens, ni à l'humanité. A chaque instant, l'orateur est interrompu par les socialistes, et surtout par M. Bebel, que le président rappelle plusieurs fois au calme.

M. Bamberger constate que le langage de M. de Puttkamer prouve que le gouvernement abandonne la loi, au moins en ce qui concerne les dispositions aggravantes qu'on y a ajoutées. On comprend enfin qu'on ne peut établir une loi qui aura pour base des rapports de police. De tout temps la police a eu des agents provocateurs. Ne dit-on pas que le chef de la police, M. Krüger, dépend du ministère des affaires étrangères ? S'il en est ainsi, les autres Etats pourront croire que les machinations de la police ont quelque chose de commun avec la politique allemande, et ce ne sera pas à notre honneur.

Le ministre s'est plaint, continue l'orateur, qu'un fonctionnaire suisse ait répondu aux questions de deux députés du Reichstag. Je sais bien que, chez nous, être député ce n'est pas grand'chose ; mais, à l'étranger, on s'imagine encore que c'est un honneur. Dès lors, pourquoi un fonctionnaire suisse n'aurait-il pas fourni à deux députés des documents contre des gens qui troublent l'ordre en Suisse et qui exposent ce pays à des difficultés internationales ? M. de Helldorf menace la Suisse d'une guerre ; il faut espérer que ce ne sera qu'une guerre de tarifs. Aussi faut-il s'attendre à ce que prochainement les droits sur les fromages et les montres suisses soient surélevés.

Un pays comme l'Amérique, conclut l'orateur, combat le socialisme par le droit commun, et obtient de meilleurs résultats que nous avec nos lois draconiennes. Et la Suisse, n'est-elle pas le foyer de tous les éléments socialistes, révolutionnaires et anarchistes ? Et cependant le pays jouit d'une tranquillité parfaite. Seule, l'Allemagne, si fière de sa force, ne peut rien contre les socia-



liste qu'en sacrifiant la liberté. En réalité, on n'a en vue qu'une seule chose : éloigner les chefs du parti du Reichstag où ils sont gênants; et c'est contre eux qu'on a introduit dans la loi le paragraphe qui permettra de les bannir.

M. de Puttkamer, d'un ton irrité, répond que le discours de M. Bamberger lui fait l'effet d'un exercice sur le tremplin pour amuser la galerie. Il est incroyable qu'on traite de cette façon un sujet sérieux qui, depuis des années, préoccupe la nation, l'empereur et les princes confédérés.

Un grand tumulte se produit à ces mots dans l'assemblée. A droite on applaudit, à gauche on interpelle violemment le ministre. Le président agite inutilement la sonnette pour réclamer le silence.

Après une longue interruption, M. de Puttkamer peut continuer. S'adressant aux progressistes, il dit : « Que seriez-vous sans les socialistes ? » M. Richter lui répond aussitôt : « Que seriez-vous sans le chancelier ? » (Nouveau tumulte.)

M. de Puttkamer. — Le député Richter demande ce que je serais sans le chancelier. Je n'ai pas d'autre prétention que d'être l'aide et le collaborateur de la politique nationale du chancelier. C'est un honneur pour tout fonctionnaire allemand que de travailler à côté du chancelier, et je continuerai, tant que Dieu me donnera la force et que j'aurai la confiance de l'empereur, à me consacrer à la politique du chancelier.

Le ministre termine en rappelant que M. Bamberger, qui combat aujourd'hui l'article stipulant le bannissement des socialistes, a soutenu, il y a dix ans, la première loi contre les socialistes et a voté, il y a treize ans, pour le bannissement des jésuites.

M. Marquardsen, national-libéral, déclare que son parti votera la prolongation de l'ancienne loi pour deux ans, mais qu'il n'admettra pas les nouvelles dispositions aggravantes, ni surtout l'article sur le bannissement.

M. de Koszielski déclare que les Polonais voteront contre la nouvelle loi, parce qu'ils sont les adversaires de toutes les mesures d'exception.

La troisième séance consacrée à la discussion du projet de loi contre les socialistes, qui a eu lieu le 30 janvier, s'est terminée par le renvoi de ce projet à une commission de 28 membres.

M. Bebel, socialiste, a prononcé un très long discours. Tout d'abord, il constate que M. de Puttkamer n'a pu réfuter aucune des assertions avancées par M. Singer. « Le ministre, ajoute-t-il, nous a reproché d'avoir signé une demande en grâce en faveur des anarchistes de Chicago; mais étaient-ils réellement coupables, ces malheureux? Étaient-ils plus coupables que ces Bulgares qui ont détrôné le prince de Battenberg, leur souverain légitime, contre lequel M. de Bismarck a agi comme s'il était un ministre russe et non le chancelier allemand? Y a-t-il une histoire plus sanglante que celle de la domination de la noblesse prussienne? Frédéric-le-Grand n'a-t-il pas appelé l'homicide Catharine son amie? Les assassins du tsar Paul, les comtes de Pahlen et de Bennigsen, ne sont-ils pas restés impunis? Les anarchistes ont-ils fait pis que les bourgeois libéraux qui luttèrent, de 1830 à 1840, contre la réaction et la féodalité prussiennes? »

L'orateur reprend alors les incidents qui se sont passés en Suisse et, comme M. Singer, prouve que Schröder, Haupt et Peukert étaient des agents à la solde du gouvernement prussien pour provoquer les ouvriers à commettre des crimes et discréditer ainsi le droit d'asile. Un pareil système ne peut que créer des complications internationales et nuire à la réputation de l'Allemagne à l'étranger.

« Rien n'est plus sensible à l'homme, dit l'orateur en terminant, que le bannissement. J'ai déjà subi plus d'une peine, mais aucune ne m'a été aussi pénible

que mon expulsion de Leipzig, où j'avais vécu pendant vingt ans. Devant des juges, je puis me défendre ; que puis-je faire devant la police, qui me jette à la porte comme un chien galeux ? Le bannissement produira un terrible désespoir ; et, finalement, qu'aurez-vous obtenu avec votre loi ? Rien. Il arrivera un temps où vous regretterez amèrement d'avoir donné votre assentiment à cette loi maudite. »

M. de Puttkamer se borne à répliquer très brièvement. Il cite, pour prouver que le socialisme fait courir de grands dangers à l'ordre, le procès qui se juge en ce moment à Posen.

M. de Kardorff déclare, au nom des conservateurs-libres, que l'aggravation de la loi contre les socialistes paraît nécessaire, mais que l'article sur le bannissement ne saurait être admis. Il demande qu'une fois pour toutes on s'entende sur la question des socialistes, pour qu'on ne soit pas obligé, tous les trois ans, d'y revenir.

M. Windthorst est d'avis que la loi contre les socialistes, non seulement n'a produit aucun résultat, mais n'a fait que du mal. L'ordre que le gouvernement se vante d'avoir maintenu, n'est qu'artificiel. Si le volcan n'a pas d'éruption, il n'en existe pas moins. La loi a forcé les socialistes à se constituer en sociétés secrètes. Il y aura peut-être un terrible réveil. Ces trois jours de discussion ont fait la plus grande impression sur l'orateur, qui a vu au bord de quel abîme on se trouvait. Il faut combattre le socialisme, mais avec des armes honnêtes. Le centre reproduira ses anciennes propositions dans la commission ; il demandera la levée du petit état de siège. Si le gouvernement consent à faire cette concession, le centre votera la prolongation de l'ancienne loi pour quelques années ; sinon, le centre se divisera en deux parties : l'une refusera la loi, l'autre accordera une prolongation limitée des dispositions existantes, avec l'espoir que le gouvernement profitera de cette période pour rédiger une loi plus conciliante.

Un officier en retraite de l'armée allemande, le major Hinze, député au Reichstag, vient de publier une étude très intéressante. Elle nous apprend quelles vont être, dans les conditions nouvelles, les forces militaires de l'Allemagne.

Voici d'abord les combattants de première ligne, d'après l'ancienne loi :

	Hommes.
7 classes d'armée active de 1888 à 1892.....	1.059.000
5 classes de landwehr (armée territoriale), de 1881 à 1877.....	598.000
7 classes d'ersatzreserve exercées (hommes à la disposition de l'autorité militaire), de 1887 à 1881.....	96.000
Total.....	1.753.000

L'ancienne loi n'établissait qu'une catégorie de landwehr. La loi nouvelle en crée deux autres, et de ce fait renforce les combattants de première ligne dans l'énorme proportion que voici :

	Hommes.
Total des combattants d'après l'ancienne loi.....	1.753.000
7 classes de landwehr (2 <sup>e</sup> catégorie), de 1876 à 1870.....	723.000
3 classes de landwehr (3 <sup>e</sup> catégorie), de 1869 à 1867.....	270.000
Total.....	2.746.000

Ce serait donc, d'après le major Hinze, un million de combattants de plus que la nouvelle loi ajouterait à l'effectif de guerre actuel de l'armée allemande et non pas 7 à 800,000 hommes, comme l'a prétendu le général Bronsart de Schellendorf.

Bien plus — toujours d'après le major Hinze — quand la loi nouvelle pourra être pleinement appliquée, trois autres classes de la landwehr de 3<sup>e</sup> catégorie seront à ajouter encore avec 218,000 hommes.

De cette façon, l'armée de première ligne comptera, en chiffres ronds, 2 millions 960,000 combattants, ayant tous reçu une instruction militaire.

Arrivons aux troupes de seconde ligne. Elles sont plus nombreuses encore.

La seconde ligne ne comprend que des hommes n'ayant pas reçu d'instruction militaire jusqu'à ce moment, bien que tous soient capables de porter les armes. Elle se décomposera, en automne 1888, de la façon suivante :

	Hommes.
10 classes de ersatzreserve non exercées.....	750.000
19 classes de landsturm (réserve de l'armée territoriale) 1 <sup>re</sup> caté- gorie de 1888 à 1876.....	1.308.000
3 classes de landsturm, 2 <sup>e</sup> catégorie, de 1869 à 1867.....	252.000
3 classes de recrues, de 1889 à 1891.....	883.000
Total.....	3.255.000

Comme pour les troupes de première ligne, plus tard, trois autres classes de landsturm (2<sup>e</sup> catégorie), soit 223,000 hommes, viendront encore s'ajouter à ce total, qui sera alors de 3,480,000 hommes.

L'armée allemande compterait donc, — sur le papier du moins :

	Hommes.
Troupes de première ligne.....	2.960.000
— seconde ligne.....	3.480.000
Total.....	6.440.000

## PRUSSE

Le *Landtag* a été ouvert le 14 janvier par un discours lu au nom du Roi. — En voici les principaux passages :

L'Empereur et la nation allemande n'ont pas encore cessé d'éprouver de l'inquiétude au sujet de l'état de santé du prince impérial; mais on espère toujours que le prince pourra être guéri.

La situation financière du royaume de Prusse est favorable au-delà de toute atteinte; au cours de l'exercice 1887-87, le chiffre des recettes a été supérieur de 32 millions de marcs aux évaluations budgétaires, et le résultat de l'exercice de 1887-88 paraît être encore meilleur.

Les projets de lois dont le *Landtag* sera saisi concernent l'amélioration de la situation des ecclésiastiques des différentes religions, la suppression des versements faits par les fonctionnaires à la caisse de secours des veuves et orphelins, la transmission à l'Etat d'une partie des dépenses affectées au traitement des instituteurs et la construction de quelques lignes de chemins de fer importantes.

Le discours du Trône contient en outre le passage suivant :

« L'heureux développement des ressources de l'Etat et les bons résultats de

la continuation de la réforme des impôts, qui a pu enfin avoir lieu dans l'Empire en 1887, permettent de considérer comme certain que, si des événements imprévus ne viennent pas troubler l'état des choses, on pourra, à partir du prochain exercice, rétablir et maintenir l'équilibre du budget de l'Etat, tout en restreignant les dépenses moins que précédemment.

— Le groupe polonais de la Chambre des députés, appuyé par les membres du centre, a déposé l'interpellation suivante :

Par arrêté ministériel des 7 septembre et 6 octobre 1887, l'enseignement en langue polonaise a été supprimé dans toutes les écoles primaires de la Posnanie et de la Prusse occidentale. Nous demandons au Gouvernement : Quels sont les motifs qui ont donné lieu à l'arrêté susdit et quels sont les buts pédagogiques et politiques qu'on vise en l'exécutant ?

Elle a été développée, dans la séance du 25 janvier, par le député et prêtre Jazdzewski.

M. de Gossler, ministre de l'instruction publique et des cultes, a répondu au nom du gouvernement. Il a d'abord protesté contre l'expression « grand-duché de Posen, » dont s'était servi l'orateur polonais. « Il n'y a plus de grand-duché, a dit le ministre ; il n'y a plus qu'une province de Posen. »

M. de Gossler a dit ensuite que les arrêtés incriminés avaient pour but de familiariser avec la langue allemande les sujets prussiens parlant le polonais, de les faire sortir de l'isolement social et économique et de les mettre à même de prendre une plus grande part qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici à la vie publique et économique de la Prusse et de l'Allemagne.

### Alsace-Lorraine.

La délégation d'Alsace-Lorraine a été ouverte le 26 janvier par le prince de Hohenlohe, qui a dit que l'assemblée aura d'abord à discuter le budget. Elle constatera que la situation financière est très favorable, ce qui a permis d'inscrire des crédits importants pour les améliorations aux écoles, à l'agriculture, aux voies de communication et pour la création d'un fonds d'amortissement de la dette publique.

Elle aura à discuter aussi les lois concernant les cautionnements, l'enregistrement et le timbre, les partages judiciaires et les ventes immobilières.

Le Code pénal forestier, la création d'une institution de secours pour les fonctionnaires invalides, le Code de police rurale et d'autres lois encore sont en préparation.

Le statthalter espère que, par son activité consciencieuse et en s'inspirant seulement du bien-être et des intérêts de l'empire et du pays, la délégation réussira, d'accord avec le gouvernement, à accomplir fructueusement sa tâche.

L'assemblée a élu MM. Jean Schlumberger président ; le baron de Bulach père et Jaunez, vice-présidents ; le baron Charpentier, Wehrung et Raeis secrétaires.

Le président a proposé d'envoyer une adresse de sympathie à l'Empereur au sujet du kronprinz. Cette proposition a été adoptée.

— Dans la séance du 31 janvier, MM. Grad et Winterer ont blâmé les mesures de rigueur prises depuis quelque temps par l'administration allemande contre les Alsaciens.

Le sous-secrétaire d'Etat a déclaré que les mesures dont il s'agit ont été provoquées par les événements de l'année dernière, par le sourd travail d'hostilité à l'Allemagne qui se poursuit sans cesse, sous des prétextes en apparence inoffensifs. Ces mesures ont été limitées à l'indispensable. En ce qui concerne les inscriptions en français, on n'a fait que mettre à exécution ce qui était décidé depuis longtemps, mais que l'on avait différé. Rien n'a été ordonné *ab irato*.



Toutes les mesures ont été prises mûrement et consciencieusement au point de vue de la justice et de l'opportunité. Le gouvernement continuera de prendre, sans se laisser influencer, toutes les mesures que nécessitera l'intérêt de l'Alsace-Lorraine, en tenant compte surtout des intérêts supérieurs de l'empire. Le gouvernement ne consentira pas à la suppression des présidences de district.

### AUTRICHE-HONGRIE

A la Chambre des députés de Hongrie, M. Helfy a, le 12 janvier, développé une interpellation sur le conflit austro-russe. En voici le texte :

1° Le ministre président est-il disposé à dire à la Chambre s'il a connaissance des armements russes et de leur importance, notamment des concentrations de troupes opérées par la Russie depuis quelque temps le long des frontières du nord-est de la monarchie austro-hongroise ?

2° Notre ministère des affaires étrangères a-t-il fait des démarches pour apprendre quels sont la cause et le but de ces armements inattendus ?

3° L'attitude menaçante de l'Etat voisin est-elle causée par des événements survenus dans la presqu'île balkanique, notamment en Bulgarie, et l'Etat voisin poursuit-il le but de mettre ce pays directement ou indirectement sous son influence ? Je demande si le gouvernement est décidé à maintenir d'une façon inébranlable la politique adoptée par le ministère et approuvée par toute la nation, politique que le ministre président, dans la séance de cette Chambre du 30 septembre, formula dans ce sens que les peuples habitant la presqu'île balkanique pourront se développer en Etats indépendants, conformément à leur individualité, et qu'aucune puissance étrangère ne pourra y établir un protectorat quelconque, contrairement au sens des traités, ni y exercer une influence permanente ?

4° Le gouvernement ne croit-il pas le moment venu de provoquer la réunion d'une conférence internationale en vue de régler définitivement les affaires de la Bulgarie dans le sens susindiqué ?

5° Si les efforts sincères du gouvernement pour le maintien de la paix n'aboutissaient pas et que la guerre devint inévitable, la nation et la monarchie peuvent-elles compter avec sûreté sur l'alliance désignée depuis des années comme base de notre politique et à laquelle l'Italie s'est jointe récemment ?

En développant son interpellation, M. Helfy s'est exprimé en ces termes :

« Les conférences des généraux avec l'Empereur ne sauraient, vu leur nature même, être l'objet d'une discussion parlementaire, et assurément je garderais le silence à cet égard si, lors de ces conférences, les organes de la presse n'avaient mentionné, à plusieurs reprises, le bruit de divergences d'opinions qui se seraient produites entre le ministre des affaires étrangères et un personnage occupant un poste militaire des plus importants. (L'orateur fait sans doute allusion à l'archiduc Albert.)

« Ce personnage, disait-on, aurait déclaré au ministre responsable qu'il était plus sage, afin d'éviter la guerre, de faire des concessions dans l'affaire bulgare.

« J'espère que ce bruit était faux ; mais, puisqu'il a été répandu, je crois de mon devoir, tout en repoussant la possibilité d'une pareille intervention inconstitutionnelle d'un personnage militaire, quelle que soit sa haute position, de demander à ce sujet des explications au ministre président.

« Vient ensuite la question de savoir quels étaient les motifs qui ont poussé la Russie à procéder à ses armements. Tout le monde se pose cette question, car tout le monde sait que l'Autriche-Hongrie n'a fourni à la Russie ni motif sérieux ni prétexte pour provoquer de sa part un déploiement de forces hostile à notre pays.

« D'autre part, il est bien naturel que tout le monde attribue les procédés du gouvernement russe aux complications des affaires bulgares, et c'est pourquoi l'opinion publique accueille la situation créée par ces procédés avec calme et fermeté, tout en persistant dans son désir d'éviter la guerre. Nous savons tous combien le maintien de la paix nous est nécessaire; mais nous savons aussi qu'aucun de nos concitoyens ne désire la paix à tout prix. En politique, on ne peut endurer une situation défavorable uniquement pour éviter une guerre, car, en agissant ainsi, on ne fait que reculer l'explosion des hostilités et ajourner la guerre à une époque plus favorable pour l'adversaire.

« La nation hongroise a donc accueilli avec calme la nouvelle des armements de la Russie. Elle lui a fait cet accueil d'abord parce qu'elle a pleine confiance dans ses propres forces, confiance basée sur l'expérience du passé, et ensuite parce que le gouvernement, par l'entremise du ministre président, le 30 septembre 1888, et plus tard par celle du ministre des affaires étrangères, avait constaté officiellement, au sein des Délégations, que le but de la politique austro-hongroise en Orient était de poursuivre le développement de l'autonomie des Etats des Balkans et d'empêcher qu'une puissance quelconque ne puisse les placer sous son protectorat.

« La nation hongroise espère que le gouvernement maintient ce programme et qu'il ne s'en écartera pas, car tout écart pourrait créer, aussi bien pour nous que pour toute la monarchie, les dangers les plus graves.

« Nos intérêts vitaux sont liés à la solution de la question bulgare. Une fois que la Russie lèverait en Bulgarie le drapeau du slavisme, nous pourrions nous attendre à ce qu'elle le lèverait aussi dans notre monarchie et, en premier lieu, sur le territoire de la Hongrie. C'est pourquoi on ne saurait permettre qu'un danger aussi grave se rapprochât de nos frontières.

« Mais le calme dont fait preuve notre opinion publique a encore une troisième cause. C'est la triple alliance dont nous faisons partie.

« Avant de passer à ce sujet, je dois toutefois m'occuper de la question de savoir si le ministre des affaires étrangères a fait des démarches pour avoir, de la part du gouvernement russe, des explications sur le but et les motifs de ses préparatifs militaires. En effet, aucun Etat ne peut rester sans inquiétude en présence de concentrations de troupes près de ses frontières.

« Je ne doute pas que notre gouvernement n'ait fait, pour le maintien de la paix, tout ce qui est possible, suivant les limites que lui impose son programme; mais la situation actuelle, qui ne s'est nullement améliorée, nous oblige à poser la question si le gouvernement ne croit pas le moment opportun pour prendre l'initiative d'une solution définitive internationale sur les bases mêmes de son programme politique.

« Une pareille démarche paraît d'autant plus nécessaire qu'on a pu remarquer, dans la dernière session des Délégations, qu'une divergence d'opinions existait parmi nos hommes politiques. Le comte Kalnoky n'apprécie pas la situation du prince Ferdinand en Bulgarie comme le comte Andrassy, et pourtant personne ne saurait nier la compétence du comte Andrassy, qui a assisté comme représentant de l'Autriche à la conférence de Berlin.

« Plus important et plus délicat encore est le dernier point de mon interpellation relatif aux alliances. Il y aura certainement des gens qui traiteront ma question d'indiscret, et le président du conseil, M. Tisza, ne manquera pas de répondre qu'en ces matières le gouvernement ne peut faire de communications à la Chambre. Je suis d'un avis tout contraire. Il y a des situations où une déclaration publique est le meilleur moyen de conjurer un danger ou de le vaincre. Depuis quelques années, chaque fois qu'au Parlement ou dans les Délégations il a été question de la politique extérieure, nos hommes d'Etat ont cité l'alliance de l'Autriche avec l'Allemagne, à laquelle a accédé récemment l'Italie, comme la base de notre politique, sans cependant expliquer en quoi consistait cette alliance, quels en étaient les points précis et quelle en était la durée.

« Plus grave devient encore ma question si l'on se rappelle les déclarations

du comte Kalnooky en septembre 1886 devant les Délégations. Il disait alors que chaque allié avait ses intérêts particuliers, que l'Allemagne n'avait aucun intérêt spécial en Bulgarie, et que l'alliance se bornait à garantir les intérêts généraux des contractants. Il est donc permis de conclure de ces paroles que l'Autriche se trouvera seule vis-à-vis de la Russie pour le règlement de la question bulgare, que l'Allemagne et l'Italie, qui n'ont pas d'intérêts en Bulgarie, s'abstiendront. A quoi bon une alliance? En ce moment, la question bulgare seule est un danger pour notre monarchie, et, si nous ne pouvons compter sur nos alliés pour écarter ce danger, je me demande pourquoi nous avons des alliés?

« Avons-nous simplement conclu cette alliance pour garantir à l'Allemagne la possession de l'Alsace et de la Lorraine? (Applaudissements à gauche). Que dirait M. de Bismarck si M. Tisza déclarait ici que la question de l'Alsace et de la Lorraine nous touche peu? Et cependant, l'Alsace et la Lorraine n'ont pas pour l'Allemagne l'importance qu'a pour nous la Bulgarie, d'où l'influence russe peut rayonner sur toute la presqu'île des Balkans et menacer l'existence de notre monarchie. » (Vifs applaudissements à gauche.)

Un second interpellant, M. Perczel, a aussi demandé que le gouvernement s'expliquât sur le but et la portée de la triple alliance, et a insisté pour qu'on demandât compte à la Russie de ses armements. Il s'est fait rappeler à l'ordre pour la violence de son langage à l'égard de la Russie.

M. Tisza était absent. Il n'a répondu qu'à la séance du 28 janvier. Voici, d'après la *Revue de l'Orient* du 29 janvier, le texte authentique de la Déclaration faite par lui :

Messieurs,

Deux interpellations m'ont été adressées au sujet de la situation extérieure. Je ne veux pas juger la question de savoir s'il a été opportun de me les adresser, mais dans ma conviction il est incontestable — quand nous voyons à quel point les hommes de gouvernement sont réservés dans tous les pays, même en Angleterre, quand ils parlent de la situation politique et à quel point ils se gardent de se prononcer sur leur action actuelle ou future — chacun doit comprendre que cette réserve est une nécessité imposée par la situation à tout gouvernement. (*Approbation*).

Telle étant ma conviction, je ne m'occuperai pas en détail des questions posées par MM. les interpellateurs et je ne ferai qu'une courte déclaration générale. (*Écoutez! écoutez!*)

Avant de la faire, je prévien le public qu'il doit se garder de donner créance aux dépêches et aux nouvelles des journaux qui se succèdent et qui se contredisent souvent en tous points.

Je ne veux pas examiner si ces nouvelles sont lancées pour favoriser des manœuvres de Bourse, par avidité de sensation, à titre de ballons d'essai, ou même avec l'intention de provoquer l'inquiétude ou le dissentiment dans tel Etat ou dans tel autre, ou bien afin d'ébranler la confiance mutuelle des puissances alliées. L'un peut avoir telle intention, l'autre peut poursuivre un autre but, mais tout homme politique sérieux a la tâche de ne pas se laisser troubler par ces nouvelles et, notamment, de ne pas en déduire des conséquences qui, étant fondées sur des prémisses fausses, doivent être erronées. (*Approbation*.)

C'est de cette façon qu'on se laisse troubler quand — comme l'a fait M. le député Helfy — on se laisse aller aux plus graves conséquences en se basant sur de prétendues immixtions et conflits contre lesquels notre ministre des affaires étrangères aurait à lutter quand il prend ses résolutions politiques. On a fait savoir dans les journaux aussi de la façon la plus authentique qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans tout cela.

Il en est de même quand on demande s'il est vrai — comme cela avait été dit dans les journaux — que, lors de mon dernier séjour à Vienne, M. le minis-



tre des affaires étrangères aurait demandé, pour des armements, un crédit qui aurait été refusé à la suite de ma résistance. Dans tout cela encore, il n'y a pas un mot de vrai. Je dois donner la même réponse si l'on m'adresse la question — qui renferme déjà un doute — de savoir si nous pouvons nous fier à ce que nos alliés feront ce que nous sommes autorisés d'attendre de leur part.

Quand nous voyons que l'on dit, tantôt sous telle forme, tantôt sous telle autre forme, que nous devons faire attention, car notre confiance envers nos alliés sera trompée, et que, ensuite, on dit à nos alliés de faire attention, car ils se tromperont en nous; quand on colporte des bruits disant tantôt que nous tendons à une entente séparée et tantôt que c'est l'un ou l'autre de nos alliés qui y tend, il est impossible de ne pas comprendre que quelqu'un est intéressé à ce que cela fût vrai, afin de troubler la ligue de la paix, ou d'ébranler la confiance mutuelle de ses membres et de créer dans les peuples une inquiétude engourdissante.

En présence de ces bruits il y a un fait : c'est qu'il n'y a pas la moindre raison pour que quiconque puisse douter de la bonne foi mutuelle des puissances qui se sont alliées pour le maintien de la paix et dans l'intérêt de leur propre sécurité. (*Vifs applaudissements.*)

Le fait que la Russie opère un déplacement radical de ses troupes et les porte vers l'Occident, est suffisamment connu, de même que le fait que ce projet existant depuis un temps plus long a été récemment exécuté dans une mesure plus large vers les frontières de notre monarchie. (*Ecoutez !*)

En raison de ce fait, mais sans vouloir douter le moins du monde des bonnes intentions et des déclarations pacifiques de S. M. l'Empereur de Russie et acceptant — en tant que le permet la précaution nécessaire à notre sécurité — les explications russes qui contestent toute intention belliqueuse de ces mouvements : — il est de notre devoir de prendre des mesures et de faire — tout en nous abstenant de tout ce qui pourrait paraître comme une provocation — ce qui est nécessaire pour la sécurité de nos frontières et pour que notre armée soit toujours prête à l'action.

Les tendances et les principes de notre politique étrangère sont connus par les peuples de la monarchie et par tout le monde. Je me suis prononcé là-dessus. M. le ministre des affaires étrangères l'a fait aussi. Chacun sait que nous ne désirons rien pour nous, que nous ne voulons point étendre notre influence à l'encontre des traités et moins encore reculer nos frontières d'une façon quelconque, comme on nous l'impute d'une façon mensongère. Restant sur la base des traités internationaux, nous désirons avant tout le maintien de la paix et, dans l'intérêt de la paix, nous serons toujours prêts à concourir, de concert avec les autres puissances européennes, dans un esprit pacifique, au maintien d'un état de choses conforme aux traités.

Je puis seulement répéter, ce qui a été dit par les gouvernements à plusieurs reprises, que l'Alliance des puissances de l'Europe Centrale n'a jamais été autre chose qu'une ligue de paix établie sur une base purement défensive et qu'elle est partant aussi loin de la solution violente de certaines questions politiques que de toute agression.

Et comme on a manifesté en Russie, par la bouche la plus autorisée, les intentions les plus pacifiques; nous pouvons — tout en sauvegardant en même temps les intérêts vitaux de la monarchie — baser sur ce fait l'espoir que — en dépit de certains éléments qui poussent vers la scission et la guerre — les souverains et les gouvernements pacifiques réussiront à maintenir la paix et à délivrer l'Europe du sentiment d'incertitude qui pèse sur elle avec tant de poids. (*Vifs applaudissements unanimes.*)

M. Helfy se déclare entièrement satisfait par la réponse et tient seulement à déclarer que la Hongrie est loin de vouloir chercher une revanche pour Világos, qu'elle veut seulement sauvegarder la liberté des peuples orientaux.



M. Perczel se déclare content si le but désintéressé de notre politique peut être obtenu par des moyens pacifiques.

La Chambre prend acte des déclarations de M. de Tisza.

## ESPAGNE

Dans la séance de la Chambre des Députés du 28 janvier, à propos de la discussion de l'Adresse, M. Moret, ministre des affaires étrangères, traite de la politique extérieure du cabinet Sagasta. Il nie l'envoi au Maroc d'une armée de 25,000 hommes, lors des derniers événements. On s'est borné à envoyer un régiment pour protéger les forteresses contre toute éventualité.

Abordant la conférence de Madrid, il en démontre toute l'utilité, car pour obtenir des concessions du Sultan, il faut modifier le système de protection envers les Marocains.

Quant à la création des ambassades, M. Moret démontre que le gouvernement n'a pas cherché simplement une vaine satisfaction. Il fait l'éloge de la France qui a toujours conservé une ambassade à Madrid. Le ministre traite ensuite la question des colonies, celle d'un port dans la mer Rouge et celle de l'impôt sur l'alcool. Il annonce le projet relatif à la célébration en Europe du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique par une fête hispano-américaine. Il termine par un éloge du cabinet Sagasta, qui, par la reconstitution de la marine et le relèvement du crédit national, a conquis les sympathies de l'Europe.

Dans la séance du 31 janvier, en réponse à M. Canovas, M. Moret revient sur plusieurs points. Au sujet de la question du Maroc, il dit que le gouvernement désire en cette circonstance conquérir la confiance des puissances, et qu'il agira dans ce but avec la plus grande loyauté.

M. Moret montre l'utilité de l'acquisition du territoire cédé par l'Italie sur la côte de la mer Rouge. En cas de guerre, il aurait été très difficile aux bâtiments espagnols de se procurer du charbon ; grâce à ce territoire, où on établira un dépôt, le danger disparaît.

Au sujet de l'acquisition par l'Espagne d'une station dans la baie d'Assab, voici les renseignements donnés par un journal italien, *la Riforma* :

En arrivant au pouvoir, M. Crispi a trouvé cette affaire engagée par M. Depretis. L'Espagne désirait posséder un point de la côte de la mer Rouge comme station militaire et dépôt de charbon. Il n'y avait pas de motifs de rompre les négociations, eu égard au caractère de la demande et aux bons rapports existants entre l'Espagne et l'Italie. En se réglant sur ce qui s'est fait entre l'Allemagne et l'Espagne pour Fernando-Po, il a été convenu que le gouvernement italien concédait à l'Espagne pour quinze ans, sauf à prolonger cette convention indéfiniment, à moins de dénonciation un an d'avance, un territoire dans la baie d'Assab où il y a une rade pouvant offrir un mouillage pour deux ou trois vaisseaux ; que cette concession ne diminuera pas la souveraineté de l'Italie sur les territoires cités ; que, en cas de guerre entre l'Italie et n'importe quelle autre puissance, l'Italie restera sujette à toutes les garanties admises par les droits internationaux.

L'Italie ne renonce pas à se servir de cette station dans un but militaire. Elle se réserve d'empêcher les autres Etats de s'en servir à son détriment.

## FRANCE

## Les relations commerciales avec l'Italie.

En vertu d'un accord signé à Rome, le 29 décembre 1887, le traité de commerce conclu, le 3 novembre 1884, entre la France et l'Italie, a été prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> mars prochain.

(Note insérée au *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> janvier.)

## Les relations commerciales avec la Roumanie.

Il résulte d'un accord survenu, le 2 janvier, entre la France et la Roumanie, que le régime commercial provisoire, actuellement existant, est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1888. Par suite, le bénéfice du tarif conventionnel roumain continue d'être garanti à tous les produits français.

(Note insérée au *Journal officiel* du 13 janvier.)

Au commencement de janvier, le Gouvernement a fait distribuer aux Chambres deux *livres jaunes*, relatifs l'un au *Canal de Suez*, l'autre aux *Nouvelles Hébrides*. Nous avons déjà publié le texte des conventions auxquelles se réfèrent ces publications (V. *Archives*, 1887, IV, p. 327 et s.); nous donnerons prochainement la correspondance diplomatique.

## TUNISIE

A l'occasion du 1<sup>er</sup> janvier, le ministre résident, M. Massicault, a adressé à la colonie française un discours dont nous reproduisons la plus grande partie, parce qu'il contient un exposé des vues de l'administration en ce qui concerne les mesures à prendre dans le pays :

Je remercie la colonie française d'être venue en si grand nombre apporter au représentant de la France ses souhaits et ses encouragements. Je remercie la chambre de commerce et son président des sentiments qu'ils ont bien voulu m'exprimer et dont je suis très touché. Je reprends volontiers, messieurs, pour dire ce que j'en pense, la série des vœux que vous venez de formuler.

Vous avez demandé, avant toutes choses, que les produits tunisiens entrent en France comme s'ils y arrivaient d'une terre française. Cette proposition, avec l'aide du gouvernement, ne tardera pas, je le crois, à être faite aux Chambres, et vous avez lieu de compter que le Parlement, qui vous connaît, rattachera la Tunisie à la nation protectrice par les liens nécessaires des intérêts économiques.

Vous demandez que la juridiction de nos magistrats dans ce pays soit étendue, qu'il soit créé des tribunaux et une cour d'appel ; déjà il a été constitué des justices de paix dans les circonscriptions de contrôle civil, et un décret du 1<sup>er</sup> décembre a décidé l'établissement d'un tribunal à Sousse (1). Je suppose que le projet de loi dotant Tunis d'une cour d'appel sera bientôt soumis à la sanction législative, et ainsi notre organisation législative serait complète, sa compétence s'accroîtrait ensuite autant que de besoin. Vous demandez la réforme monétaire et une Banque d'Etat qui fassent disparaître l'usure et abaissent le prix de l'argent ; l'étude locale de ces questions est terminée et le gouvernement de la République est en voie de les résoudre.

Enfin, vous avez demandé la réduction graduelle de nos taxes de sortie, le remaniement de plusieurs impôts, des travaux publics, la modification du régime de vente des biens habbous ; je rappelle qu'il y a cinq ans le produit

(1) V. ce décret dans le *Journal officiel* du 5 janvier 1888.

des taxes dont vous parlez atteignait 3,500,000 piastres et qu'il est prévu seulement, pour l'exercice en cours, à 2,000,000 de piastres ; ces dégrèvements seront continués. Depuis un an, nous avons abaissé de 50 0/0 les droits d'exportation sur les animaux et opéré sur les mahsoulats des diminutions que nous n'estimons pas à moins de cinq cent mille piastres. Les charges de l'immatriculation immobilière ont été réduites de plus d'un tiers.

Nous projetons d'autres réformes ; par exemple, après avoir affranchi du monopole l'exploitation de l'alfa, nous allons diminuer les taxes qui la frappent. Quant aux travaux publics, ils sont en pleine activité.

Les travaux préliminaires du port de Tunis sont commencés ; l'adjudication est donnée ou le sera à bref délai pour l'aménage d'eaux potables à Kairouan, Le Kef, Souk-el-Arba, TebourSouk et Djemmal : pour la construction de marchés couverts à Souk-el-Arba, Bèja, Kairouan ; pour l'achèvement de la route de Monastir à Sousse, et de celle de Tunis à Bizerte ; pour les parcelles de routes ou chemins entre Souk-el-Arba et Le Kef, Tunis et Zaghouan ; à Ain Draham et Tabarka, Monastir et Mehdia ; la banlieue de Sfax, Sousse et Tunis ; l'éclairage des côtes s'effectuera en partie cette année.

Nous faisons étudier par la Compagnie de Bône à Guelma le tracé d'un premier réseau de chemin de fer économique d'environ 400 kilomètres, et je puis annoncer que le railway Decauville, posé par le génie militaire entre Sousse et Kairouan, va être cédé au gouvernement tunisien, qui le remettra à la Compagnie de Bône à Guelma, chargée de l'améliorer et d'en faire un service public.

Les écoles, objet particulier de notre sollicitude, car elles sont la garantie de l'influence de notre civilisation sur les indigènes, augmentent en nombre et sont très fréquentées. Les finances, bien ménagées, sont dans un état satisfaisant. Le laboratoire de chimie agricole et industrielle, l'inspection de l'agriculture et de la viticulture nous seront de précieux auxiliaires ; le laboratoire a eu, dès son début, une clientèle considérable. L'inspection de l'agriculture organisera, avec la coopération des colons réunis en syndicat, le premier concours régional agricole et hippique qui aura été tenu dans la régence.

De son côté, la vie communale se développe ; la municipalité de Tunis a préparé un ensemble de travaux qui sont une juste part à l'indispensable et à ce qui doit être l'ornement d'une capitale. J'ajoute que, dans toute la régence, les colonies européennes et les populations indigènes ressentent les bienfaits du protectorat, respectent le gouvernement et se conforment aux lois.

Messieurs, j'ai jeté très à la hâte ce coup d'œil sur notre situation et sur nos espérances. L'accord de vues et de sentiments est complet entre les diverses autorités françaises de la régence, de l'armée, de la magistrature, de l'administration. Tous ensemble, nous travaillons ; nous agissons d'un même esprit, d'un même cœur, séduits par la grandeur et les attraits de notre tâche, n'ayant qu'une préoccupation et l'ayant ardemment : celle d'honorer la France en servant bien les intérêts de ses enfants et de la Tunisie.

Le *Journal officiel tunisien* publie le tableau du mouvement commercial de la France avec la Tunisie pendant l'année 1887. Les importations de Tunisie en France se sont élevées à 11,016,374 fr., dont 7,603,335 fr. de numéraire. Les principaux articles sortis des ports de la Régence à destination de France sont les éponges, les laines et déchets de laine, l'huile d'olive, les peaux.

Les exportations de France en Tunisie se sont élevées à la somme de 14,092,234 fr., dont 664,910 fr. de numéraire. Les principaux articles sont, par ordre d'importance, les peaux préparées, vins, soies écruës grèges, sucres, vêtements, tissus, outils et ouvrages en métaux, etc.

### L'Archipel des Wallis.

Le capitaine de vaisseau commandant le *Decrès* a visité récemment l'archipel des Wallis, sur lequel le protectorat de la France a été établi l'année dernière,

et a fourni à l'administration des colonies d'intéressantes indications sur l'état politique et social de ce groupe d'îles.

Le gouvernement des îles Wallis est un gouvernement absolu. La reine Amélia en est le chef incontesté, et ses volontés sont toujours strictement exécutées dans les différents villages.

Chacun de ces villages est administré par un chef issu d'une famille noble du pays, et, depuis de longues années, la reine n'a jamais eu à sévir contre ces administrateurs respectueux et obéissants. On s'accorde, d'ailleurs, à dire que si le caractère de la souveraine est autoritaire, il est également judicieux, et qu'elle n'édicte que des arrêts réellement avantageux pour le bien être de ses sujets.

Le travail de la terre est en honneur dans la population; la culture du cocotier, de l'igname et du taro est encouragée par la reine Amélia, aidée des conseils des maristes, qui, établis depuis 1837 dans l'archipel, y ont acquis une grande influence.

La reine Amélia est âgée d'environ soixante-dix ans; mais elle paraît encore vigoureuse et on ne parle pas dans l'archipel de son successeur probable au trône. D'après les traditions locales, trois familles doivent fournir à tour de rôle le roi des îles Wallis.

Les registres de l'état-civil sont tenus avec soin par les maristes. Tous les habitants savent, dit-on, lire et écrire. Ils ne connaissent pas encore la valeur de l'argent et payent toutes leurs transactions en nature. On exportera cette année près de 600 tonneaux de coprah.

La propriété existe aux Wallis; la reine possède une grande partie de la terre, mais ses sujets peuvent acquérir et disposer à leur guise des produits de leur travail.

Il paraît n'y avoir pas d'autre impôt que celui de la corvée; c'est par les corvées ordonnées par la reine qu'ont été percées les routes, presque toutes carrossables, qui sillonnent l'intérieur de l'île, ainsi que le chemin circulaire qui borde le rivage.

La population est aujourd'hui de plus de 5,000 âmes. Elle est tout entière catholique.

(Note insérée au *Journal officiel* du 22 janvier.)

---

## GRANDE-BRETAGNE

Il s'est tenu à Londres, dans le courant de décembre, une Conférence internationale dans le but de régler la question des sucres. Les délégués ont signé un protocole établissant qu'ils sont arrivés à se mettre d'accord sur les principes qui devront être dorénavant appliqués dans les Etats représentés. Voici les principes :

1<sup>o</sup> Adoption de mesures constituant une garantie absolue qu'il ne sera pas accordé de primes, avouées ou déguisées, sur l'exportation des sucres;

2<sup>o</sup> Adoption d'un système de la taxation des quantités de sucre fabriquées et destinées à la consommation. Les fabriques de glucoses et celles qui procèdent à l'extraction du sucre des mélasses seront soumises au même traitement que les sucreries;

3<sup>o</sup> La Belgique ne se trouvant pas dans les mêmes conditions que les autres Etats en ce qui concerne l'application du système de taxation des quantités de sucre produites, le système actuellement en vigueur dans ce royaume sera maintenu sous réserve de certaines modifications;

4<sup>o</sup> Les Etats, colonies ou possessions non compris parmi les hautes parties contractantes, mais qui, bien que n'adoptant pas le système mentionné à l'article 2, n'ont pas de taxes sur les sucres, ou qui s'engagent à ne pas permettre de drawbacks, remboursements ou réductions de droits sur les sucres bruts ou raffinés qui sont exportés, seront admis à signer la convention;



5° Dans le cas où un Etat qui ne perçoit pas de droits sur les sucres viendrait à en établir, cet Etat devra percevoir ces droits sur les quantités produites et destinées à la consommation. Tout au moins il ne devra pas accorder de drawbacks, remboursements ou décharges de droits ou de quantités;

6° Les parties contractantes communiqueront au gouvernement britannique les lois se rapportant à l'objet de la convention qui sont déjà adoptées ou qui vont l'être chez elles.

7° Les Etats qui n'ont pas pris part à la convention seront, sur leur demande, admis à y donner leur adhésion;

8° Les stipulations de la convention seront applicables aux colonies britanniques, sauf les suivantes : Indes-Orientales, Canada, Terre-Neuve, Natal, Australie et Nouvelle-Zélande, dont l'adhésion est réservée;

9° La convention restera en vigueur pendant dix années. Elle pourra être dénoncée douze mois avant son expiration. Les dix premières années écoulées, elle restera applicable d'année en année. La dénonciation d'un Etat n'entraînera aucun changement pour les autres.

L'article 10 et dernier porte que les ratifications devront avoir lieu à Londres. Le délai n'est pas encore déterminé.

Les Gouvernements représentés à la Conférence devront faire connaître au Gouvernement de la Reine, avant le 1<sup>er</sup> mars, leur décision au sujet de cette convention.

En cas d'acceptation, ils auront à lui communiquer une proposition indiquant les bases du système de taxation des quantités de sucre fabriquées. Cette proposition fera connaître avec quelles restrictions et dans quel cas la saccharimétrie devra être employée. Chaque Etat fera savoir en même temps si, en vue d'arriver à l'uniformité, il est disposé à admettre la méthode française appliquée dans le commerce de plusieurs pays.

Les délégués français ont fait les plus expresses réserves en ce qui concerne l'article 3 de la convention. Ils considèrent que le système belge, mentionné par cet article, ne présente pas, pour la suppression des primes, les garanties que les hautes parties contractantes jugent nécessaires.

Les délégués de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de l'Espagne, de l'Italie, de la Russie et des Pays-Bas se sont associés à ces réserves.

Suivant un « communiqué » publié par le *Times*, le *Board of Trade* a fait savoir aux administrateurs de la Compagnie du tunnel de la Manche que, s'ils persistaient dans leur projet de saisir le Parlement, dès sa rentrée, de la question du tunnel, le gouvernement s'opposerait au vote d'un bill favorable à cette entreprise.

Une nouvelle loi vient d'être mise en vigueur, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, intéressant au plus haut point le commerce d'exportation. Elle est intitulée : « The merchandise marks act » et a pour but de réagir contre une tendance croissante, de la part de certains fabricants étrangers peu scrupuleux, à imiter ou à contrefaire d'une manière quelconque les produits britanniques. Cette loi stipule notamment :

« Est prohibée toute marchandise de fabrication étrangère, portant un nom ou une marque qui soit ou semble être le nom ou la marque de fabrique d'un fabricant, négociant ou commerçant du Royaume-Uni, à moins que ce nom ou cette marque ne soit suivi de l'indication du lieu d'origine ou du pays dans lequel la marchandise a été fabriquée.

« Est également prohibée toute marchandise sur laquelle se trouve indiqué un nom identique avec celui d'une localité du Royaume-Uni ou paraissant représenter cette localité, à moins que ledit nom ne soit suivi de la désignation du pays auquel appartient le lieu d'origine.

« De plus, toute marchandise portant un nom quelconque ou un mot

anglais concernant la quantité, le poids, le système de fabrication, la matière employée, enfin un mot anglais indiquant un brevet, un privilège, un droit de reproduction, etc., sera arrêtée jusqu'à plus ample information et, le cas échéant, saisie. »

## ITALIE

Nous avons mentionné (V. plus haut, p. 118) une difficulté ayant surgi vers la fin de décembre entre le gouvernement français et le gouvernement italien au sujet de la mise sous scellés, par un magistrat italien, de papiers déposés dans les Archives du Consulat français de Florence.

Voici, d'après divers journaux, le récit sommaire des faits : Le 28 juin 1887, mourait à Florence le général Hussein, esclave affranchi du bey de Tunis Ahmed et étant parvenu à de hautes fonctions sous Mohammed-el-Sadok. A la requête d'un sieur El-Melik, se disant créancier du défunt, le consul de France apposa les scellés au domicile d'Hussein. L'autorité locale, avertie de cette apposition, n'avait pas jugé à propos d'intervenir. Les scellés furent levés quelque temps après sur la demande d'un représentant du Bey de Tunis, celui-ci étant considéré par la loi musulmane comme héritier de son ancien esclave, et ce représentant déposa les papiers de la succession au Consulat de France. El-Melik chercha alors à dessaisir le consul français de l'administration pour en investir l'autorité locale. Il assigna, dans ce but, le Consul devant le tribunal de Florence. Le Consul fit défaut ; le tribunal, accueillant la prétention du demandeur, ordonna au Consul, par un jugement en date du 19 décembre, d'avoir à remettre au préteur les papiers dépendant de la succession d'Hussein. La décision fut déclarée immédiatement exécutoire, nonobstant opposition ou appel. Elle était signifiée au Consul le 21 et, dès le lendemain, le préteur Tosini se présentait au consulat pour réclamer les papiers de la succession. Le Consul était absent ; sur le refus du chancelier de livrer ces papiers, le préteur avait recours à la force armée, faisait enfoncer la porte de la salle des Archives et apposer les scellés sur les papiers en question.

Le Gouvernement français réclama immédiatement des explications au Gouvernement italien au sujet d'un acte qui lui paraissait violer de la manière la plus grave l'article 5 de la Convention consulaire franco-italienne du 26 juillet 1862, dont la première phrase est ainsi conçue : « *Les Archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.* » Le Gouvernement italien consultait le Comité du Contentieux diplomatique établi près du ministère des affaires étrangères ; ce Comité, conformément à l'avis du procureur général près la cour d'appel de Florence, aurait été d'avis que le Consul de France avait excédé les limites de sa compétence, mais que le préteur aurait dû avoir une attitude plus prudente et, en présence des difficultés qu'il rencontrait, en référer à l'autorité supérieure. L'incident a été réglé à la date du 21 janvier, à la suite d'une dépêche de M. Crispi, communiquée par le général Menabrea à M. Flourens ; le préteur Tosini était déplacé de manière à ce qu'il n'eût plus à se trouver en rapport avec le Consul de France à Florence. La succession Hussein sera réglée conformément aux stipulations de la Convention italo-tunisienne de 1868.

## PORTUGAL

Le 2 janvier, a eu lieu l'ouverture des Cortès.

Voici les passages du message royal qui concernent les relations extérieures.

« Nos relations avec les puissances étrangères conservent le caractère d'une parfaite cordialité. Le traité signé récemment à Pékin est venu satisfaire à la nécessité, sentie depuis longtemps, de régler dans les termes consacrés par le

droit public international notre situation politique et commerciale avec l'Empire de la Chine.

« Dans le but d'étendre les transactions commerciales sur la base du régime conventionnel, un traité de commerce a été aussi conclu avec le Danemark, et des négociations sont entamées dans le même but avec le Gouvernement Espagnol.

« Au cours des négociations pour la démarcation de la frontière septentrionale de la province de Mozambique, le recours à l'arbitrage a été proposé par le Sultan de Zanzibar. Le Gouvernement a cru devoir décliner cette proposition et l'affaire est examinée à Lisbonne avec les représentants de LL. MM. l'Empereur d'Allemagne et la Reine de la Grande-Bretagne. »

Le Roi remercie les peuples portugais de l'accueil qui lui a été fait, ainsi qu'à la famille royale, dans son récent voyage à travers le pays.

Le Message annonce des projets de lois concernant les élections au Corps législatif, l'enseignement public, les rapports du capital et du travail. Il rappelle les réformes et les améliorations réalisées, et en indique d'autres à réaliser pour les forces de terre et de mer.

Il constate les progrès considérables accomplis en 1887 dans les colonies : l'achèvement du chemin de fer de Mormugao dans l'Inde, l'active impulsion donnée aux travaux de la grande ligne d'Ambaca à Angola, la facilité de l'installation des services du district du Congo, due à l'attachement des indigènes pour les Portugais ; l'inauguration du chemin de fer de la baie de Delagoa, l'heureuse expédition de Zanzibar, qui a affermi la domination portugaise dans cette région, et le rapide développement de la baie Delagoa. La possession de cette baie, dit le Message, nous est solennellement garantie par le jugement arbitral de la France. Les conditions marquées ont été remplies, notamment l'organisation d'une police européenne, des facilités pour l'exploitation agricole et commerciale et pour la colonisation, les travaux de la ville et du port Delagoa.

« Par suite de circonstances survenues à Dahomey, et après une enquête minutieuse à laquelle a procédé le Gouvernement, il a plu à Sa Majesté d'ordonner qu'il soit mis un terme au protectorat exercé sur ce pays, et que cela soit dûment communiqué aux Puissances signataires de l'acte général de la Conférence de Berlin (1) ».

Le Message royal dit enfin que la situation du budget est satisfaisante, malgré l'augmentation du traitement des officiers de terre et de mer et des professeurs. Toute émission d'emprunt extérieur est évitée, grâce au contrat passé pour l'exploitation des chemins de fer d'Alemtejo et des Algarves qui se rattachent au problème de la colonisation des provinces, grâce à l'impôt sur l'alcool, à la régie des tabacs, à la modification de la contribution industrielle dans un sens favorable aux classes pauvres, et enfin, à la création d'une agence commerciale à Rio-Janeiro, mesure tendant à consolider le crédit public et à assurer la bonne administration des fonds des consulats portugais au Brésil.

## ROUMANIE

Voici, réduit à ses véritables proportions, le prétendu conflit diplomatique qui serait survenu entre la Russie et la Roumanie : Le 31 décembre dernier, un palefrenier de la légation impériale de Russie a été arrêté préventivement à l'occasion d'un assassinat commis à Bucarest. La préfecture de police, ignorant que cet individu était au service de M. Hitrowo, l'a détenu pendant quel-

(1) V. les renseignements donnés à ce sujet par le *Mémorial diplomatique*, n° du 21 janvier 1888, p. 47.



ques heures; elle s'est empressée de le mettre en liberté dès qu'elle a été fixée sur sa qualité de serviteur d'un représentant étranger. M. Hitrowo, croyant voir dans cette arrestation un mauvais procédé de la préfecture, s'en plaignit en termes assez vifs à M. Phérékyde, et refusa de recevoir le préfet de police, lorsqu'il se présenta pour lui donner des explications à ce sujet. Pendant ce temps, des instructions conciliantes arrivaient de Saint-Petersbourg, où M. Ghica, ministre de Roumanie, avait saisi la chancellerie impériale de l'affaire, et, aux dernières nouvelles, l'incident pouvait être considéré comme définitivement clos.

(Note communiquée par la légation de Roumanie à Paris au journal *Le Temps*, n° du 28 janvier.)

## RUSSIE

D'après les données recueillies par le ministère de l'intérieur sur le mouvement d'immigration et d'émigration des ressortissants étrangers en Russie, la moyenne des arrivées est de 800,000 par an et la moyenne des départs de 750,000. L'afflux le plus considérable des étrangers en Russie coïncide avec la période comprise entre 1872 et 1881; il a été de 9,438,132; le nombre des départs s'est élevé à 8,025,148. De 1875 à 1881, il est arrivé en Russie, en séjour prolongé, 2,209,675 ressortissants étrangers, tandis que le nombre des départs ne montait qu'à 1,866,218 étrangers ayant passé en Russie cinq ans au moins.

D'après les nationalités, les étrangers arrivés en Russie se répartissent comme suit :

Allemands, 4,871,571; Autrichiens, 1,303,133; Persans, 233,207; Français, 122,771; Turcs, 10,387; Roumains, Bulgares et Serbes, 41,878; Anglais, 20,691; Italiens, 17,359; Grecs, 14,885; autres nationalités, 120,638.

## SAINT-SIÈGE

Voici, d'après l'*Osservatore romano*, le texte officiel des paroles adressées par M. le comte Lefebvre de Béhaine, ambassadeur de France auprès du Vatican, au pape Léon XIII, lors de son audience solennelle au Vatican, à l'occasion du jubilé pontifical :

Très saint père,

Le président Carnot, en me remettant cette lettre pour Votre Sainteté, m'a chargé de vous offrir les félicitations du gouvernement de la République française pour le cinquantième anniversaire de votre consécration sacerdotale.

Votre Sainteté connaît mon pays; elle sait avec quel amour et quelle piété filiale les fidèles s'y appliquent à prodiguer au pape les témoignages de leur vénération.

Votre Sainteté ne saurait donc douter de l'étendue des sentiments dont je vous apporte l'expression par ordre du chef de l'Etat.

La mission extraordinaire dont je m'acquitte avec le concours des membres de l'ambassade spécialement désignés pour m'assister en ces jours mémorables est pour moi un grand honneur; elle relève encore l'éclat de la haute charge que depuis plusieurs années déjà je remplis auprès de Votre Sainteté.

Les hommes d'Etat de la République, Très Saint-Père, savent apprécier la sagesse sereine, la haute prudence dont le pape ne cesse de s'inspirer, et qui aident si puissamment au maintien de nos bons rapports avec le Saint-Siège, sur la base du Concordat.

Aussi le président Carnot, observateur scrupuleux des traités qui portent la signature de la France, fait-il des vœux sincères pour que la Providence conserve de longues années encore Votre Sainteté au gouvernement de l'Eglise.



Léon XIII a répondu en ces termes :

La mission extraordinaire, monsieur l'ambassadeur, dont vous avez été chargé auprès de nous par monsieur le président de la République française, et les nombreux témoignages de respect et de dévouement que nous recevons de la France à l'occasion de notre jubilé sacerdotal, remplissent notre âme de joie et de consolation.

Nous y constatons avec honneur que votre noble patrie veut rester fidèle à sa vocation et aux glorieuses traditions de ses ancêtres. Elle est la fille aînée de l'Eglise ; elle lui est étroitement liée par ses gloires les plus pures et par ses plus impérissables souvenirs. A ce titre, la France catholique se devait à elle-même et devait à son passé de prendre sa belle part à nos fêtes jubilaires, et sa grande voix ne pouvait demeurer muette dans ce concert unanime des peuples chrétiens. Aussi nous a-t-elle prodigué, avec cet élan et cette générosité qui la caractérisent, les marques de sa piété filiale et de son inaltérable attachement.

De son côté, monsieur le président de la République nous donne aujourd'hui un témoignage bien précieux de ses sentiments personnels et de ceux de son gouvernement. En unissant ainsi ses félicitations et ses vœux à ceux de ses concitoyens catholiques, et en vous députant vers nous pour nous les exprimer solennellement en son nom, il rehausse le prix de la manifestation qui nous vient de la France.

Veillez donc, monsieur l'ambassadeur, être l'interprète auprès de monsieur le président de nos remerciements les plus vifs ; veuillez aussi lui redire que nous aimons la France et que nous la désirons toujours heureuse et prospère.

En attendant, du plus profond de notre cœur, nous lui accordons, à lui et à sa famille, et à la France entière, la bénédiction apostolique.

Le comte Bruhl-Pfordten, envoyé extraordinaire de l'empereur d'Allemagne, a adressé au pape l'allocution suivante :

Très Saint-Père,

Sa Majesté l'empereur et roi Guillaume, mon auguste maître, m'envoie près de Votre Sainteté déposer la lettre présente entre ses mains sacrées.

En ayant l'honneur insigne d'obéir à cet ordre, je suis l'interprète fidèle de Sa Majesté, qui me charge de renouveler l'expression de son amitié la plus vive et plus constante, et d'assurer Votre Sainteté de la sincérité des vœux dont son auguste cœur est rempli à l'occasion de la fête solennelle que toute la chrétienté catholique a le bonheur de célébrer en ces jours.

Que Dieu veuille donner à Votre Sainteté de longues années et lui garder la force d'accomplir son règne en paix, pour le salut des peuples, de Sa Majesté le roi et du monde entier.

De même que mon auguste souverain, Sa Majesté l'impératrice et reine m'a chargé d'exprimer à Votre Sainteté ses sentiments d'amitié et de sincère vénération.

Sa Majesté s'unit aux vœux de l'empereur et adresse au ciel ses ferventes prières pour la longue durée du règne paisible de Votre Sainteté.

En outre, Son Altesse impériale et royale le prince héréditaire m'envoie l'ordre exprès de San Remo de joindre ses vœux pour le jubilé de Votre Sainteté à ceux de Leurs Majestés.

Le Saint-Père a fait la réponse que voici :

Nous apprimes avec une vraie satisfaction que Sa Majesté l'empereur d'Allemagne vous avait confié la haute mission de nous exprimer ses félicitations et ses vœux pour notre jubilé sacerdotal, et nous nous réjouissons de vous voir aujourd'hui en notre présence pour remplir votre noble mandat.

Durant tout notre pontificat, nous avons toujours eu à cœur d'entretenir de bonnes relations avec Sa Majesté l'empereur, et c'est pour nous un devoir de

reconnaître que souvent nous avons pu apprécier ses bienveillantes dispositions envers nous.

Sa Majesté nous en a donné des preuves non équivoques en maintes circonstances, et particulièrement pendant les longues négociations qui ont heureusement abouti à la paix religieuse en Allemagne, et dans lesquelles elle a secondé nos efforts et nos désirs.

Nous ne pouvons, dès lors, ne pas avoir pour très agréable cette nouvelle démonstration, qui nous est un motif d'espérer que Sa Majesté voudra couronner une œuvre à laquelle se rattachent les plus hauts intérêts de la religion et le bonheur de ses sujets catholiques.

Veuillez, en attendant, monsieur le comte, être notre interprète fidèle auprès de Sa Majesté, et lui exprimer notre vive gratitude et nos vœux pour la précieuse conservation de son auguste personne, ainsi que pour Sa Majesté l'impératrice et pour tous les membres de la famille impériale. Veuillez aussi faire parvenir à Son Altesse le prince impérial l'expression du haut intérêt que nous portons à sa santé et des vœux que nous formons pour son complet rétablissement.

### SUISSE

Le ministère des affaires étrangères de Suède-Norvège a annoncé, par note du 28 décembre dernier, l'accession de la Norvège à l'arrangement signé à Lisbonne le 21 mars 1885, concernant le *service des recouvrements* par voie postale, et cela à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1888.

Il en est donné connaissance aux gouvernements des États qui ont adhéré à cet arrangement, savoir l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Égypte, la France, l'Italie, Libéria, le Luxembourg, le Portugal et la Roumanie.

Le Conseil fédéral, dans sa séance du 27 janvier, a pris une décision relativement aux sujets allemands arrêtés récemment sur le territoire suisse.

Voici le procès-verbal officiel de cette séance du Conseil fédéral :

Ensuite de l'enquête faite par le département fédéral de justice et police, relative aux menées des anarchistes et des socialistes, le Conseil fédéral a interdit le séjour du territoire suisse aux ressortissants de l'Empire allemand *Alfred d'Ehrenberg*, capitaine hors de service, *Pierre-Emile Schopen*, *Iguace Metzler* et *Christian Haupt*, (voir F. féd. 1883, I. 153).

Il a en outre invité le gouvernement du canton de Zurich à faire encore compléter l'enquête sous certains rapports ; à cette occasion, il lui a exprimé l'espoir fondé qu'il pourvoira à ce que les publications de l'imprimerie du « Sozialdemocrat » se maintiennent dans les limites d'une discussion calme et objective et à ce qu'on évite les provocations, les insultes et les démonstrations offensantes. Il a invité ce gouvernement à lui donner sans retard connaissance des excès que la presse pourrait commettre, en se réservant en tout cas d'intervenir en temps utile contre les individus trouvés en faute.

Enfin le conseil fédéral a laissé au conseil fédéral de Zurich le soin de voir s'il y a lieu de procéder, d'après les lois du canton, contre *Charles Schröder*, ébéniste, natif d'Allemagne, mais naturalisé dans le canton de Zurich, au sujet des chefs d'accusation lancés contre lui.

L'enquête a commencé l'année dernière, à la suite de la publication du « *Rother Teufel*, » dont un seul numéro a paru et dont les auteurs ne purent être découverts. Elle a porté ensuite sur l'organisation du parti socialiste allemand en Suisse, sur diverses réunions socialistes et anarchistes, etc. Puis est survenue l'arrestation d'Ehrenberg, et enfin, dans la dernière quinzaine de décembre, celle de Schröder et de Haupt, en sorte que le conseil fédéral s'est vu en mesure, seulement le 27 janvier, de se prononcer sur l'ensemble de l'enquête et de prendre les décisions qui ont été communiquées à la presse.

Au cours de la première enquête, le département fédéral de justice et police a fait prévenir, par la direction de police, les chefs de l'officine du « Sozialdemokrat, » de laquelle était sorti le « Rother Teufel, » qu'ils eussent à modérer le ton de leurs publications. Le conseil fédéral a confirmé et accentué cet avertissement par l'invitation qu'il a adressée à cet égard au gouvernement de Zurich.

En ce qui concerne les communications faites par le commandant de police Fischer aux députés Singer et Bebel, le département fédéral de justice et police, ayant eu lieu de supposer, par divers articles de journaux, que de telles communications avaient effectivement été faites, a demandé, le 20 janvier, des renseignements à la direction de police de Zurich, qui les lui a fournis en date du 27. Le 28, le conseil fédéral a en outre invité le gouvernement de Zurich à lui fournir d'ultérieures explications qui sont encore attendues.

## TURQUIE

Voici la note publiée par l'Agence *Havas* au sujet d'un incident qui se serait produit à Damas vers la fin de janvier.

Un officier de la police turque, accompagné de quinze agents armés, a pénétré, le 25 courant à midi, dans le consulat de France. Un garde du consulat ayant fait mine de s'opposer à cette invasion, l'officier le menaça de son revolver et ordonna à sa troupe de préparer ses armes pour repousser toutes les autres velléités de résistance. En outre, sur un coup de sifflet de l'officier, trois autres individus, également armés, vinrent renforcer les premiers.

Le consul de France, aussitôt prévenu, se hâta d'arriver, accompagné de son drogman et du chancelier ; mais il dut se borner à empêcher l'effusion du sang et ne put que protester contre la violation du consulat, en laissant la bande des envahisseurs accomplir son œuvre et procéder à l'arrestation d'un sujet français qui fut emmené et incarcéré dans la prison turque.

Ce sujet français est un des Algériens qui ont suivi Abd-el-Kader à Damas.

Le consul a adressé immédiatement au gouverneur général une note protestant contre la violation du consulat à main armée et l'arrestation d'un Français, et demandant réparation.

De son côté, Cheick-Hachem, fils aîné d'Abd-el-Kader, a envoyé au président de la République française un télégramme dans lequel il relate les faits ci-dessus et le prie, comme conséquence, de lui indiquer une autre résidence pour s'y établir, lui et les siens.

Dès que M. de Montebello a eu connaissance de ces incidents, il a adressé à la Porte une note dans laquelle il demande satisfaction.

D'après les renseignements parvenus à la Porte, les faits se seraient passés dans des dépendances du consulat et, par conséquent, en dehors du consulat.

Dans quelques cercles turcs, on prétend que l'individu arrêté n'est pas Français, et l'on soutient que, comme Algérien, il est sujet du sultan, la Turquie n'ayant jamais reconnu l'occupation française de l'Algérie.

On rappelle à ce propos qu'un fils d'Abd-el-Kader est conseiller d'Etat à Constantinople.

— Le gouvernement français et le gouvernement ottoman ont chargé deux commissaires, M. Imbert, conseiller de l'ambassade de France à Constantinople, et M. Riza-boy, de faire une enquête sur les lieux.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

## Revue des Deux-Mondes.

15 décembre. — *La conquête de l'Algérie; le gouvernement du général Bugeaud* : I. *L'offensive contre Abd-El-Kader, occupation de Mascara*, par Camille Rousset. — *Souvenirs diplomatiques : les Cours allemandes pendant la guerre de Crimée, l'Autriche et la Russie*, par G. Rothan. — *Un problème de morale et d'histoire, les Borgia* : I. *Les débuts d'Alexandre VI*, par Emile Gebhardt.

1<sup>er</sup> janvier. — *La Prusse et son roi pendant la guerre de Crimée : Sébastopol, Napoléon III au lendemain de la guerre de Crimée*, par G. Rothan. — *De Salonique à Belgrade : Salonique*. — *Les mémoires d'Ernest II, duc de Saxe-Cobourg-Gotha*, par G. Valbert.

15. — *Formation de la France contemporaine : Passage de la République à l'Empire*, par H. Taine. — *De Salonique à Belgrade : La Macédoine et la Serbie*. — *La conquête de l'Algérie : Bugeaud et ses lieutenants*, par C. Rousset.

## Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> janvier. — Le ministère de la guerre et le haut commandement. (Projet d'organisation tendant à une plus grande stabilité; suivant l'auteur, on ne peut y faire que des objections politiques. Il rappelle ce mot de Voltaire sur les Polonais : leur éternelle méfiance de toute autorité nationale les livra sans défense à l'étranger.)

15. — *Six semaines à Rome*, par E. Levasseur. — *La dette américaine*, par E. Masseras (1<sup>re</sup> partie du travail).

## Le Correspondant.

10 janvier. — *Mémoires d'un royaliste*, par de Falloux. (Période de 1860-1870, entretien curieux avec Napoléon III en 1860.) — *Le Prince de Bismarck (1847-1877)*, par Oscar de Vallée (à propos de l'ouvrage de M. E. Simon). — *Les finances de la République*, par Le Trésor de la Roque. — *A qui appartiendra le Maroc*, par A. de Ganniers (fin du travail).

25. — *Les Allemands en Syrie*, par Ch. Demay. — *Les dernières campagnes du général Changarnier en Afrique*, par le comte d'Antioche.

## Revue britannique.

Janvier. — *Les principes constitutionnels de l'Angleterre*, par Stradella (à propos du remarquable ouvrage de M. de Franqueville dont nous avons rendu compte, *Archives*, 1887, IV, p. 350). — *L'Autriche, l'Empereur, le Prince Impérial*, par le comte d'Osmond.

## Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Janvier. — *L'anarchie économique en Europe*, par Numa Droz. (Article très intéressant d'un homme fort distingué et bien placé pour connaître les faits. Après avoir exposé la situation actuelle et ses inconvénients, l'auteur propose une sorte de ligue internationale pour réagir contre le protectionnisme à outrance. Suivant lui, il faudrait s'efforcer de faire triompher la notion suivante : Il est contraire aux bons rapports qui doivent exister entre Etats civilisés, de prélever sur les produits les uns des autres des droits supérieurs à dix pour cent de la valeur, sauf sur certains articles purement fiscaux, tels que l'alcool et le tabac. On a fait passer dans le droit des gens, dit-il, des principes qui paraissent d'une réalisation plus difficile). — *Léon XIII*, par Léo Quesnel.



### Revue internationale.

10 janvier. — *Mes souvenirs de la Revue des Deux-Mondes*, par H. Blaze de Bury. — *La politique étrangère de l'Italie*, par R. Bonghi. (Conclusions : l'alliance de l'Italie avec l'Autriche et l'Allemagne a été amenée par l'aigreur du Gouvernement et des écrivains français contre les Italiens, par l'occupation de Tunis, par les conditions intérieures de la France et celles où se trouvait l'Italie en 1876. Pour que l'alliance ne soit pas renouvelée à son échéance, il faut que les écrivains français changent de ton envers l'Italie, que le Gouvernement et le peuple français ne laissent pas subsister chez les Italiens le doute qu'ils ne sont pas résignés à accepter en tout la solution de la question romaine telle qu'elle résulte des faits accomplis, qu'ils renoncent à étendre leurs possessions sur la côte Septentrionale de l'Afrique.) — *Les Banques et la circulation fiduciaire en Italie*.

### Revue historique.

Janvier-février. — *Etudes sur l'histoire de Marie Stuart*, par Martin Philipson (analyse de dépositions judiciaires). — *Le Père Joseph et Richelieu : la préparation de la rupture ouverte avec la Maison d'Autriche et la désignation du Père Joseph à la succession politique de Richelieu* (novembre 1632-mai 1635), par G. Fagniez.

### Revue française de l'étranger et des colonies.

Janvier. — *Une Université allemande*, par Max Leclerc. (Notes sur deux semestres passés à Bonn.) — *Paul Bert au Tonkin et les Missionnaires*, par E.-C. Lesserteur. — *Frontières de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche*, par Ed. Marbeau (avec une carte).

### Revue des questions historiques

1<sup>er</sup> janvier. — *Le Pontificat d'Alexandre II*, par l'abbé Delarc. — *Le Directoire et la Maison de Savoie*, par L. Sciout. — *Mémoire inédit de Richelieu contre Cinq-Mars*. — *La question de Wallenstein en 1886*, par E. Charvériat.

### Revue politique et littéraire.

7 janvier. — *La rentrée des Chambres*, par J. Reinach.  
 14. — *Les douzièmes provisoires*, par Léon Say.  
 21. — *La Réforme financière aux Etats-Unis*, par C. de Varigny (à propos du dernier message présidentiel).  
 28. — *Le Prince Alexandre de Battenberg*. (Analyse d'un ouvrage curieux publié récemment en Angleterre et en Allemagne et dû à l'ancien chapelain du prince ; les appréciations doivent être accueillies avec réserve, mais il faut tenir compte des nombreux faits et documents rapportés qui éclairent d'un jour nouveau la conduite de l'ex-souverain.)

### Revue maritime et coloniale.

Janvier. — Analyse et traduction d'un ouvrage intitulé : *le Tonkin*, par Gerlaise, lieutenant de vaisseau. (Il s'agit d'une brochure publiée à Hong-Kong, peu après la prise de Sontay, par le général chinois Mesny, qui l'a extraite d'un ouvrage historique étendu sur l'Empire Chinois. Elle a pour but principalement de faire ressortir les continuelles interventions militaires de la Chine suzeraine dans les luttes intestines du Tonkin.) — *Notes sur Madagascar* (fin), par L. Crémazy. (Rapprochement assez curieux de certains usages malgaches et d'usages constatés par le Bible ; liste des actes législatifs et documents du pouvoir métropolitain ou colonial concernant Madagascar, l'île Sainte-Marie, Mayotte et Nossi-Bé ; il n'y en a pas moins de 83 qui vont de 1807 à 1886 ; une

table analytique précède l'énumération.) — *Le Tonkin en 1883*, par Régis, capitaine d'artillerie de marine. — *Voyage en Sénégambie*, par le Dr Bayol, lieutenant-gouverneur du Sénégal. — Chronique. (Invention d'un obus chargé de substance anesthésique; on se contenterait d'endormir ses ennemis au lieu de les tuer.)

### Revue de géographie.

Janvier. — *Les Catalans*, par L. Drapeyron (avec une carte et une gravure). — Mouvement géographique, par L. Delavaud (exploration scientifique de l'Algérie, les colonies allemandes). — *La formation territoriale des principaux Etats civilisés*, par P. Foncin (suite d'un très important travail; France, fixité des frontières sauf au nord-est, la question du Rhin; Allemagne, ses deux grande voies historiques, distribution géographique des champs de bataille, frontière des Alpes). — Programmes, cahiers, cartes pour les leçons géographiques des quatre fils du Dauphin, fils de Louis XV.

### Revue d'histoire diplomatique.

1888, I. — *Négociations relatives au Canal de Suez*, par le baron d'Avril (1<sup>re</sup> partie comprenant la période de 1863 à 1885). — *L'évolution de la politique française en Orient au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par le comte Waliszewski. — *Les Consuls et les envoyés de la Cour de France à Alger*, par H.-D. de Grammont. — *Don Pedro I<sup>er</sup> et le Portugal*, par de Serpa Pimentel. — Comptes-rendus d'importants ouvrages d'histoire diplomatique.

### Annales de l'Ecole des sciences politiques.

13 janvier. — *Les attributions de l'Etat*, par E. Beaussire (fragment d'un ouvrage consacré aux principes du droit). — *La politique coloniale de l'Allemagne*, par L. Delavaud (fin de ce travail des plus intéressants et des plus nourris). — *De l'organisation des partis politiques aux Etats-Unis*, par M. Ostrogorski (étude curieuse faite de première main sur les documents américains). — *Le Protectorat en Tunisie*, par E. Meyer. (Avantages de ce régime, préférable à l'annexion.)

### Revue Algérienne et Tunisienne.

Janvier. — *Du régime des eaux en Algérie*, par L. Hamel. — *Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1887*, par P. Lacoste. (Il ne s'agit que de ce qui intéresse l'Algérie.) — Jurisprudence (arrêt de la Cour d'Alger au sujet de l'expulsion d'un étranger, accompagné d'une note intéressante sur les diverses questions qu'elle soulevait).

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Janvier. — Allocution du Président, M. A. Ribot. (Exposé sommaire du mouvement législatif des dernières années dans les principaux pays; les traits essentiels sont tracés d'une main sûre et font désirer qu'un tableau suive l'esquisse.) — *Etude sur l'impôt sur l'alcool en Prusse et la nouvelle législation de l'Empire d'Allemagne*, par L. Guérin. — Chronique législative: Analyse des travaux du Reichsrath autrichien (Renouvellement du compromis austro-hongrois, question des langues) et des Chambres françaises.

### Annales de droit commercial français, étranger et international.

Janvier. — *Du droit allemand sur les conflits de lois en matière de lettres de change*, par L. Beauchet. — Chronique de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel (1886-1887) pour l'Italie et le Luxembourg. — Nouvelles et informations: Belgique (Commission

du travail instituée en 1886); *Japon* (analyse de la loi sur les marques de fabrique); *Roumanie* (analyse des dispositions du nouveau Code de commerce relatives aux Sociétés étrangères, inspirées par un esprit singulièrement autoritaire et restrictif).

### La Propriété industrielle.

Janvier. — Propositions de la Commission d'enquête allemande relatives à la délivrance de brevets aux étrangers. (Elles tendent à subordonner la concession de brevets pour les ressortissants d'Etats non allemands à la condition que le pays auquel appartient le demandeur, accorde aussi des brevets aux sujets allemands et que ceux-ci y ont les droits de la nation la plus favorisée). — Décrets espagnols sur les brevets d'invention. — Statistique de la propriété industrielle dans la Grande-Bretagne pour 1886.

### Le Droit d'auteur.

(Organe officiel du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.)

Janvier. — Organisation du bureau international de l'Union. La constitution de l'Union (étude historique). Texte du traité d'Union et des actes qui s'y rattachent.

### Le Mémorial diplomatique.

7 janvier. — Le Jubilé sacerdotal du Pape Léon XIII.

14. — *Le Pape Léon XIII et l'opinion du jour.*

21. — *L'incident franco-italien.* — Le Portugal et le Dahomey.

28. — *Un propos de paix.* — Encyclique du Pape aux évêques de Bavière. — Le Canal de Panama (Lettres diverses).

### L'Économiste français.

7 janvier. — *Le réseau des chemins de fer d'Europe et les constructions récentes*, par P. Leroy-Beaulieu. — *La Chine et les étrangers : la civilisation et le commerce dans l'Occident*, par J. Chailley. (Renseignements statistiques récents, considérations intéressantes sur le danger que la Chine peut, un jour ou l'autre, faire courir à l'Europe qui n'a pas gagné grand'chose à aller « réveiller le Jaune »). — *Les provinces de la République Argentine*, par E. Daireaux (province de Santa Fé).

14. — *Les quinze projets de budget pour l'exercice 1888*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (revenus et dépenses de l'Etat en 1887, service de l'immigration). — Les traités de commerce de l'Autriche-Hongrie avec l'Italie, la Roumanie, la Suisse et l'Allemagne. — *Le système financier de la Cochinchine.*

21. — *Le commerce extérieur de la France en 1887.* (Les importations se sont élevées à 4,270,772,000 fr. et les exportations à 3,329,774,000 fr.; sur les deux points, il y a une légère augmentation par rapport à 1886.) — *L'avenir de nos finances*, par René Stourn. — *Les finances de la Russie : le budget de prévision pour 1888*, par A. Raïalovich. — *La Perse d'aujourd'hui*, par J. Chailley.

28. — *L'entreprise de Panama : la durée et le coût d'exécution d'un Canal à écluses*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (résultats généraux de l'année 1887). — *Les conversions et la dette en Prusse*, par P. Muller. — Statistique monétaire universelle (d'après l'ouvrage de M. O. Haupt).

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Janvier. — *France* : Les ministres des finances depuis cent ans (environ 90);



les variations de la livre tournois sous l'ancien régime ; commerce extérieur de la France en 1887 ; monnaies fabriquées en France en 1887 ; les postes et télégraphes de 1860 à 1886. — Le taux de l'escompte en Europe. — *Angleterre* : Le commerce extérieur ; le commerce des sucres et la Conférence de Londres ; le rapport du *Postmaster général*. — *Belgique* : Le budget pour 1888. — *Allemagne* : La mesure du bien-être (analyse d'un mémoire présenté à la Société d'économie politique de Berlin). — *Russie* : Les recettes et les dépenses en 1886 ; le budget pour 1888.

---

**Essais sur l'Allemagne impériale**, par Ernest Lavisse. Un vol. in-12, Paris, 1888, Hachette et Cie.

L'auteur est un des maîtres préférés de la jeunesse studieuse ; il mérite cette sympathie par son patriotisme ardent et éclairé, par son dévouement absolu à la cause de l'enseignement. Depuis longtemps son attention se porte sur l'Allemagne, sur son histoire, sur son développement économique et social. Dans le présent volume, il nous donne une série d'études faites à différentes époques et qui sont également dignes d'une attention particulière. Il a résumé lui-même très bien dans sa préface les sujets traités par lui.

« La guerre de France étudiée dans un département, le Parlement d'Allemagne dans une de ses séances, les élections de 1874, les partis socialistes, l'émigration, des notes prises en 1886 au cours d'une excursion en Allemagne, enfin une appréciation de l'état politique de ce pays en 1887 : telle est la table des matières de ce volume.

« Le premier de ces *Essais* montre l'Allemagne militaire en fonction d'invasion.

« Les autres chapitres énumèrent les embarras de la vie politique en Allemagne.

« L'Allemagne n'est pas dans un état normal. Elle souffre d'une équivoque. Elle a voulu être une grande nation, mais elle n'a pas accompli elle-même sa destinée. Sa croissance a été trop rapide et factice. Une intrigue diplomatique, le chef-d'œuvre du genre, qui commence en 1864 pour finir par la guerre civile de 1866, l'a mise à la discrétion de la Prusse, c'est-à-dire d'un État d'une nature toute particulière et qui est devenu le maître en Allemagne, parce qu'il ne ressemblait pas au reste de l'Allemagne.

« A peine la première ébauche de l'unité était-elle dessinée dans la constitution du *Nordbund* en 1866 que le pays en sentit l'imperfection. La France, en déclarant la guerre au roi Guillaume et en se laissant vaincre par lui, a sauvé cette œuvre malvenue, mais pour un temps seulement, car la constitution de 1871 n'a fait qu'étendre aux États du Sud le pacte de 1866 avec tous ses défauts.

« Il faut bien que nous connaissions ces défauts, pour ne point nous imaginer, avec notre promptitude aux extrêmes, que tout soit pour le mieux chez nos adversaires, mais il faut savoir aussi que la force de l'Allemagne se défendra longtemps contre la destruction. Certes, s'il est une chose certaine au monde, c'est que la forme rigide où sont aujourd'hui détenus comme dans une geôle militaire les sentiments et les passions qui animent et divisent les âmes allemandes sera déchirée dans quelque tempête. Mais qui pourrait dire la date et l'occasion ? »

---

**Les adversaires naturels de l'Allemagne : Russie et France**, par un diplomate russe. Un vol. in-12, Paris, 1887, Ghio, éditeur.

L'auteur, que sa position oblige à garder l'anonyme, fait l'historique des rapports de la France et de la Russie, depuis Pierre-le-Grand jusqu'à nos jours. Il s'attache à combattre les préjugés qui s'opposent, tant à Paris qu'à Saint-Petersbourg, à ce que les deux nations, également menacées par l'ambition



allemande, s'entendent pour réduire à l'impuissance leur commun adversaire et se débarrasser à jamais de ses éternels complots.

La politique de l'Allemagne est de désorganiser la France, tandis que le but de l'action diplomatique de la Russie est, depuis Pierre-le-Grand jusqu'à nos jours, de s'en faire une intime alliée et de défendre son existence comme grande nation. Il donne à ce sujet une multitude de détails très importants et de la plus grande actualité. Il fait voir que, tout en ayant à compter en cas de besoin l'une sur l'autre de la façon la plus complète, ni la France ni la Russie n'ont rien à craindre l'une de l'autre dans aucune hypothèse. En effet, si la Russie a été défendue contre la France par le général *Hiver*, la France serait protégée avec non moins d'efficacité contre la Russie par le maréchal *Élé*. Enfin, il fait remarquer que si l'ambition patriotique des Russes est d'être les sujets d'un émule de Marc-Aurèle et des Antonins, celle des Français peut être de servir un gouvernement démocratique basé sur la libre expression de la volonté de tous.

---

**Napoléon et la campagne de Russie**, par le comte Léon Tolstoï, trad. du Russe, par Michel Delines, Paris, 1888, Louis Westhauser, éditeur.

Quelle est, dans les grands événements de la guerre, la part qui revient aux combinaisons des chefs militaires? Quelle est celle qu'il convient de faire à l'imprévu et à l'infinité des incidents qui déterminent, en dehors de toute prévision, le gain et la perte des batailles et le résultat d'une campagne? C'est à l'examen de ce problème qu'est consacrée la très curieuse étude de Léon Tolstoï intitulée : *Napoléon et la campagne de Russie*, dont M. Michel Delines vient de nous donner une traduction.

La donnée maîtresse du livre du célèbre écrivain russe est que, à la guerre, comme dans tous les grands remuements politiques, l'action individuelle des chefs n'est que secondaire, et que les hommes auxquels on attribue tout le mérite ou le démérite des batailles gagnées ou perdues et de la conduite d'une campagne ne sont que des instruments inconscients des fatalités historiques. Presque toujours, les plans conçus par les généraux en chef se trouvent déjoués par un enchaînement de faits qui n'avaient pas été prévus par eux. Plus tard, les historiens accommodent leurs écrits aux événements et cherchent à établir que les choses se sont passées conformément à des plans préconçus. C'est une erreur absolue. Ainsi, pour la campagne de Russie, les auteurs français ont presque tous affirmé que Napoléon avait pressenti le danger qu'offrait l'extension de sa ligne, qu'il avait recherché la bataille par tous les moyens, et que les maréchaux lui avaient tous conseillé de s'arrêter à Smolensk. D'un autre côté, les historiens russes se sont attachés à faire croire que, dès le commencement de la campagne, leurs généraux avaient conçu le plan de cette guerre scythique, lequel consistait à attirer Bonaparte tout au fond de la Russie. Ce sont là autant de suppositions faites après coup. « Les historiens, dit Léon Tolstoï, ne peuvent donner à Napoléon cette clairvoyance et aux commandants russes ces plans stratégiques qu'en forçant les faits. En réalité, durant toute la campagne, les Russes n'ont jamais songé à attirer les Français au fond de leur pays. Au contraire, ils firent tous leurs efforts pour arrêter la marche de l'ennemi dès ses premiers pas sur le territoire moscovite. D'autre part, Napoléon, loin de redouter l'extension de sa ligne, accueillait avec joie, comme un triomphe, chaque pas en avant; contrairement à sa tactique habituelle, il a recherché mollement la bataille dans cette campagne, et c'est malgré lui qu'il a livré bataille à Borodino, qui lui a dévoré un quart de son armée et l'a mis dans la nécessité d'étendre toujours plus sa ligne. »

Plusieurs historiens ont assuré que cette bataille de Borodino n'a pas été gagnée par les Français. — On sait que ceux-ci sont restés maîtres du champ de bataille, mais au prix de pertes cruelles, et les Russes ont toujours nié avoir été battus dans cette journée. — C'est que Napoléon avait un rhume de cerveau. Sans ce rhume, ses dispositions avant et pendant la bataille auraient manifesté

encore plus de génie; la Russie eût été perdue et la face du monde aurait été changée. M. Tolstoï n'admet nullement cette manière de voir. « Les historiens, dit-il, qui admettent que la Russie s'est formée par la volonté d'un seul homme, Pierre le Grand, qui croient que la France a passé de la République à l'Empire et qu'elle a envoyé ses armées en Russie par la volonté d'un seul homme, celle de Napoléon, n'hésiteront pas à reconnaître que la Russie est restée puissante après la bataille de Borodino, parce que Napoléon avait un très grand rhume de cerveau le 7 septembre, et ils seront très conséquents. Mais pour tous ceux qui refusent d'admettre que la Russie ait été formée par la volonté d'un seul homme et que la campagne de Russie ait été entreprise par la seule volonté de Napoléon, ce raisonnement paraîtra non-seulement faux et déraisonnable, mais contraire à l'essence des actions humaines. Pour eux, la réponse à cette question : quelle est la cause des événements historiques? est tout autre. Ils croient que la marche des événements est fatale, qu'elle résulte de la convergence des volontés des hommes qui participent à ces événements, et pensent que l'influence des Napoléons sur la marche de ces événements n'est qu'extérieure et fictive. »

Léon Tolstoï se refuse à attribuer, comme l'ont fait quelques historiens, l'issue déplorable pour les Français, de la campagne de Russie à un affaiblissement des facultés intellectuelles du grand capitaine. « Napoléon, dit-il, a employé à Moscou toute sa puissance intellectuelle et toute sa science pour défendre de son mieux ses intérêts et ceux de son armée, comme il le fit depuis en 1813. L'action de Bonaparte, à cette époque de sa vie, n'est pas moins remarquable qu'elle ne l'a été en Italie, en Egypte, en Autriche et en Prusse. Depuis son entrée dans la capitale russe, il n'a cessé de donner ordre sur ordre, de faire plan après plan. L'absence des habitants et députations, même l'incendie de la ville, ne le troublaient point. Il n'oublie rien : ni l'intérêt de son armée, ni les actes de l'ennemi, ni le bien du peuple russe, ni l'administration des affaires de Paris, ni les combinaisons diplomatiques dans l'éventualité d'une paix possible. Mais, chose étrange, toutes ces dispositions, toutes ces mesures et tous ces plans, qui n'étaient en rien inférieurs à ceux qu'on prend d'ordinaire dans des cas analogues, pareils aux aiguilles d'un cadran isolées d'un mécanisme de l'horloge, marchaient à l'aventure, sans but et sans faire mouvoir les roues. « D'ailleurs, ajoute-t-il, aucune circonstance ni personne n'aurait eu le pouvoir de sauver l'armée française, car elle portait en elle-même les causes inévitables de sa destruction. » Ces causes, Léon Tolstoï les énumère successivement, comme il indique avec une très grande hauteur de vues les raisons qui ont donné la victoire aux Russes. Il y a là une série d'aperçus qui ne pourront manquer de frapper tous ceux qui s'intéressent à la philosophie de l'histoire.

---

**Déclin du prestige britannique dans les pays d'Orient**, par Sélim Farès, directeur des journaux arabes *el Djewâib* et *el Cahira el Horra* à Stamboul et au Caire.

Nous empruntons au journal des *Débats*, du 14 janvier dernier, l'intéressant compte-rendu de cet ouvrage :

Selim Farès Effendi vient de publier, sous ce titre, un ouvrage appelé à faire sensation dans le milieu qui s'occupe des questions orientales, qui suit attentivement les progrès de la lutte entamée par la Russie contre l'Angleterre et la politique de cette dernière puissance en pays musulman. Selim Farès est un publiciste ottoman des plus distingués. Il s'est créé une position presque exceptionnelle parmi les Arabes au moyen de l'immense vogue dont a joui son journal *el Djewâib* dont les abonnés s'étendaient du Maroc à Bornéo. Arabe d'origine, très lettré, Selim s'est trouvé en relation avec tous les chefs religieux qui se trouvent aussi bien en Egypte, en Asie Mineure, que dans l'Asie Centrale. Les grands chefs indigènes des Indes lui ont confié maints manuscrits et l'ont

chargé de prendre leur défense dans des moments critiques. Aujourd'hui il dirige au Caire le journal arabe *el Kahira*, qui combat la politique anglaise. C'est donc un publiciste musulman d'une valeur incontestable et dont les ouvrages méritent une mention spéciale, car ils sont fort instructifs. Je me permets, avant qu'il soit traduit en langue française, d'analyser rapidement le dernier ouvrage que Selim Farès vient de faire paraître et dont les extraits ne porront qu'intéresser les nombreux lecteurs du *Journal des Débats*, surtout au moment où cette question égyptienne attend encore une solution.

*Le Déclin du prestige britannique dans les pays d'Orient* est divisé en six chapitres : le premier est intitulé : la Question égyptienne et la Domination anglaise en Egypte ; le deuxième : Politique de M. de Bismarck dans la question égyptienne ; le troisième : Rivalité de l'Angleterre et de la Russie en pays d'Orient ; le quatrième : Pèlerinage de la Mecque, son aspect politique et social ; le cinquième : la Convention égyptienne et pourquoi elle a échoué ; le sixième : Débats récents au Parlement anglais sur la convention égyptienne. Puis, la conclusion.

Je ne parlerai que des quatre premiers chapitres qui me paraissent les plus intéressants, les deux derniers renfermant des faits connus sur lesquels il est inutile de revenir.

Dans son Introduction, l'auteur, après avoir exposé l'intérêt qu'a l'Angleterre à gagner l'amitié de la Turquie, constate que dans ces derniers temps elle a tout fait pour s'aliéner les sympathies de cette puissance et que, par contre, la France s'est efforcée d'améliorer ses relations avec le gouvernement de S. M. le Sultan et a conquis la position que sa rivale y occupait pendant de longues années. Constantinople ne ressemble à aucune autre capitale. Les ambassadeurs y ont une tout autre tâche à remplir qu'à Vienne, Berlin, Londres, par exemple. Stamboul sera toujours un centre d'intrigues politiques, et l'homme d'Etat de ce pays est obligé d'agir envers ses amis, s'il en a, aussi bien que vis-à-vis ses ennemis, qu'il a toujours conservés, avec une réserve et un tact extrêmes. S'il fait plaisir à l'Angleterre, il aura certainement la Russie contre lui ; s'il plaît à la Russie, il perdra la bienveillance des Anglais ; si la Russie et l'Allemagne sont en mauvais termes, la Turquie doit s'efforcer de les ménager toutes les deux, afin qu'elles ne règlent point leurs différends et ne se réconcilient pas à ses propres dépens.

Et l'auteur termine son introduction en affirmant que rarement l'Angleterre a eu, à Constantinople aussi bien qu'au Caire, un bon diplomate pouvant lutter de finesse et de tact avec les Russes à Stamboul et les Français sur les bords du Nil.

Dans le premier chapitre, Selim Farès commence par constater que l'élément musulman est profondément mécontent et ne comprend pas pourquoi les Anglais sont venus en Egypte. La principale source de cette irritation provient de ce que le gouvernement de ce pays est entre les mains d'étrangers que les Egyptiens musulmans considèrent, à tort ou à raison, comme leurs ennemis ; circonstance aggravante, le chef de ce gouvernement est un Arménien ; Nubar-Pacha, né à Smyrne, débarqué à Alexandrie, il y a quelque vingt ans, sans ressource, sans fortune, est aujourd'hui plusieurs fois millicenaire. Il a composé un ministère où ne sont entrées que ses créatures et qui ne comporte qu'un seul Musulman égyptien. Nubar a pris pour lui la présidence du Conseil, le ministère des affaires étrangères et celui de la justice. Il a donné à Zeki Pacha, un Algérien, les finances ; à Mustapha Fehmi Pacha, autre Algérien, l'intérieur, la guerre et la marine ; à Abd-el-Rhaman, qui est né de père et mère maltais, les travaux publics et l'instruction publique ; il a supprimé le ministère des vakoufs et l'a remplacé par une direction générale. Les sous-secrétaires d'Etat sont, à la justice, un copte, Boutrons Pacha Gali, âme damnée de Nubar ; aux travaux publics, un Anglais, le colonel Moneriet ; aux finances, Blum Pacha, un Hongrois ; à l'instruction publique, Yacoub Pacha Artin, un Arménien ; enfin, à la guerre, un Anglais. Un seul sous-secrétaire d'Etat est un Egyptien, c'est Mahmoud Pacha, parent de Riaz Pacha. Le directeur des chemins de fer est un



Arménien protégé allemand, Takwoor Agopian. Autour de ces ministres gravitent, dans les différentes administrations, 1671 fonctionnaires étrangers. L'immense majorité de ces derniers et la totalité des officiers anglais ne parlent point la langue du pays. L'auteur fait remarquer à ce sujet que la France a été mieux inspirée en Tunisie : tous ceux qui ont eu un emploi dans ce pays justifiaient leur connaissance de la langue arabe. Nubar Pacha, en prenant pour lui le ministère de la justice, s'est adjoint comme sous-secrétaire d'Etat le copte Boutrous, de sorte que six millions de Musulmans voient l'administration de la justice dirigée par deux chrétiens, et encore ces deux chrétiens ont-ils voulu introduire d'importantes modifications dans la loi musulmane; ils n'ont été arrêtés que par la résistance du Khédive, que la Sublime-Porte soutenait énergiquement en cette circonstance. En effet, le Cheick-ul-Islam de Constantinople et le corps des ulémas consultés s'étaient prononcés contre les innovations projetées. L'auteur constate que, si l'expédition du Soudan a échoué, c'est parce que le moule musulman ne lui a pas prêté l'appui moral qui lui était indispensable. Les mahdistes eux-mêmes se seraient séparés, ou tout au moins divisés en deux camps, si l'armée égyptienne eût été commandée par des officiers musulmans.

Selim Farès critique vivement la police qui a un budget de cinq millions de francs pour l'entretien de 5,000 agents, ce qui fait à peu près 1 fr. 30 c. par jour pour chaque agent, tandis que les Anglais touchent : l'inspecteur général, 54,000 fr. ; le sous-inspecteur d'Alexandrie, 25,000 fr. ; celui d'Assiout, 25,000 francs; l'inspecteur anglais au Caire, 15,000 fr. ; un autre à Assiout, 15,500 fr. ; trois autres fonctionnaires anglais, 15,500 fr. chacun ; en somme 180,000 fr. , quand les employés égyptiens meurent de faim. L'auteur insiste sur le fait que Nubar Pacha, Arménien de Smyrne, est le chef d'un parti occulte de plus en plus nombreux qui aspire à fonder l'indépendance ou tout au moins l'autonomie de l'Arménie. Bien que âgé de soixante-dix ans, Nubar Pacha nourrit le rêve de s'asseoir sur le trône restauré des Arméniens et, dans l'espoir d'être aidé par les Anglais, il leur livre l'Egypte. Selim Farès rend pleine justice à Mouktar Pacha qui a su calmer les esprits et ramener dans le pays une tranquillité relative. Il déclare, en terminant ce chapitre, que jamais une amitié sincère ne pourra exister entre la Turquie et l'Angleterre si les Anglais ne règlent la question égyptienne en tenant compte des susceptibilités et des légitimes réclamations des Musulmans. De la politique de l'Angleterre en Egypte dépend la question de savoir si la Turquie sera, dans l'avenir, l'alliée de la Russie ou celle des Anglais. Ces derniers ont proclamé cette idée : « l'Egypte aux Egyptiens ; » il faut que cette idée devienne une vérité.

Dans son chapitre II, l'auteur loue particulièrement le prince de Bismarck d'avoir compris que l'empire ottoman est un grand empire militaire capable de jouer un rôle important dans les conflits qui peuvent surgir. Il a voulu certainement, après le traité de Berlin, consolider l'élément ottoman en Afrique et en Asie, afin que ce dernier pût compenser les pertes qu'il avait subies en Europe. C'a été exactement le contraire de la politique anglaise de cette époque. Lorsque les troubles éclatèrent en Egypte, M. de Bismarck conseilla aux Turcs d'y envoyer leurs troupes. Plus tard, il leur conseilla de coopérer avec les Anglais; mais la Porte fit répondre par son ambassadeur, Sadoullah Pacha, que les Musulmans ne verraient pas d'un bon oeil cette coopération, et que les troupes du Sultan pouvaient être exposées à des vexations de la part des populations, par suite de leur contact avec des soldats chrétiens. « Bien que les Turcs n'eussent point suivi son avis qui était sincère, ajoute l'auteur, M. de Bismarck ne cessa de témoigner un vif intérêt pour tout ce qui se passait en Turquie. » Il raconte que, lorsque le maréchal Ali-Nizami Pacha fut envoyé à Berlin pour féliciter l'empereur Guillaume à l'occasion de son 90<sup>e</sup> anniversaire, il gagna rapidement les sympathies du chancelier. Un jour, la conversation tomba sur la question égyptienne : « Que puis-je faire pour vous, mon cher Pacha ? dit le prince ; une fois, je vous ai conseillé d'envoyer vos troupes seules ;



vous avez refusé ; une autre fois, je vous ai engagé de marcher avec les Anglais, vous n'avez pas encore voulu ; vous auriez pu à cette époque faire de l'Egypte une seconde Brousse ?... »

On se rappelle qu'un jour au Parlement lord Granville, ministre des affaires étrangères, affirma que M. de Bismarck avait conseillé à l'Angleterre de s'emparer de l'Egypte. L'irritation fut grande à Berlin. Le chancelier dut s'expliquer au Reichstag et fit connaître qu'il avait dit simplement au ministre anglais que, s'il était membre du Cabinet de la reine, il aurait voulu agir dans la question égyptienne de concert avec le Sultan. « Quoi qu'il ait pu dire autrefois M. de Bismarck, dit Selim Farès, il est certain qu'aujourd'hui il cherche à fortifier la Turquie en Asie et en Afrique, et cela parce qu'il convient à sa politique de semer la discorde entre la Russie et l'Angleterre d'une part, entre la France et l'Angleterre de l'autre. » L'auteur termine ce chapitre, après de longues considérations sur l'armée turque, par ces paroles du chancelier à Ali-Nizami Pacha : « La Turquie doit montrer à l'Europe qu'elle est capable de vivre par elle-même, et pour cela il faut qu'elle soit bien armée. »

Dans le chapitre III, l'auteur expose que tout observateur impartial doit reconnaître que le prestige de l'Angleterre a singulièrement décliné pendant ces dix dernières années non seulement en Turquie et en Egypte, mais encore sur les côtes de la mer Rouge, de Suez à Zanzibar, dans l'Arabie, en Perse, dans l'Asie centrale et dans son propre empire indien. La cause en est, dit-il, dans les revers subis par la Turquie et par l'arrivée des troupes du tzar aux portes de Stamboul, que l'Angleterre, dans ses proclamations à ses sujets musulmans, s'était engagée à défendre ; dans la marche en avant des Russes dans l'Asie centrale. Malgré toutes ses promesses de défendre le territoire ottoman, l'Angleterre a laissé l'Autriche s'emparer de la Bosnie-Herzégovine. Elle a toléré que tous les voisins de la Turquie se soient enrichis aux dépens de cette dernière. Elle-même n'a pas reculé devant la confiscation de l'île de Chypre. Les Musulmans l'avaient donc bien jugée et appréciée. Elle acheva de se perdre en organisant cette expédition du Soudan. Le jour où Kartoum et Gordon tombèrent entre les mains du Madhi, c'en fut fait du prestige du nom anglais. Or, presque dans le même moment, surgit la fameuse querelle de Penjdeh entre la Russie et l'Angleterre. Tout le monde comprit que la Russie profitait des embarras de l'Angleterre pour avancer dans l'Asie centrale ; et, en effet, on apprit, un beau jour, que le général Kauffmann avait fait tomber sous les balles de ses soldats 500 Afghans. L'Angleterre se prépara à la guerre ; le Cabinet obtint un crédit de 11 millions de livres sterling. La Turquie, de son côté, s'empessa de déclarer qu'elle voulait rester neutre et qu'elle fermerait les détroits à tout vaisseau de guerre. Ce fut une véritable humiliation pour l'Angleterre, quand les princes indiens, assemblés au fameux durbar de Rawl Pindi, apprirent l'échec subi par les Afghans. Le prestige de la Russie grandit aussitôt dans tout l'Orient. Tous les regards des Musulmans se tournèrent vers son côté ; ils suivirent avec la plus grande attention tous ses mouvements, croyant qu'ils avaient à la fin, rencontré une puissance ayant la force et la volonté de les venger de toutes les avanies et des injustices dont les avaient abreuvés les Anglais, de l'invasion de l'Egypte, du bombardement d'Alexandrie. La Russie s'arrêta à Penjdeh ; mais c'était pour se préparer à un nouveau mouvement en avant ; elle semblait reculer pour prendre un nouvel élan, et, en attendant, elle poursuit toujours cette fameuse frontière scientifique qu'elle veut donner à son empire asiatique. Elle la poursuit en ouvrant des routes, en construisant des chemins de fer, en élevant des casernes et surtout en gagnant les sympathies des populations musulmanes qu'elle traverse sur sa route victorieuse, en se familiarisant avec leurs mœurs, leurs coutumes, leurs idées, leur langage, leurs besoins, leurs ambitions. Voilà une politique habile, une politique d'éminent savoir-faire. C'est elle qui assurera les progrès de la Russie en Asie centrale, si cette grande puissance continue à tenir compte de la foi des races, si elle continue à faire respecter par ses autorités civiles et militaires la

religion, les mœurs des peuples qu'elle a subjugués. Aucune barrière, aucun obstacle ne l'empêcheront d'atteindre son but. Les officiers russes ne sont pas seulement de braves soldats et d'habiles ingénieurs, ils sont aussi d'adroits diplomates. C'est cette diplomatie qui fait la force de la Russie; un proverbe arabe dit avec raison que mille ours conduits par un lion valent mieux que mille lions conduits par un ours. Une bonne diplomatie est l'avant-garde de la Russie. L'auteur rappelle qu'en 1725 la Russie ne possédait que 4 millions de milles carrés anglais en Asie; aujourd'hui elle en a 14 millions. . . . Selim Farès énumère alors les principaux griefs des Indous. Il les cite d'après des rapports confidentiels qu'il a reçus et d'après des documents émanant d'un des écrivains indiens des plus sûrs, Mohammed Mahfuz, aly de Kakori. En voici quelques-uns : « Les Anglais nous ont fermé l'accès de tous les emplois publics et nous ont enlevé ainsi les moyens d'existence. Ils ont ruiné notre commerce et nos industries locales; ils nous ont accablés d'impôts et de taxes. La procédure de leurs tribunaux nous a ruinés et nous a fait perdre nos biens et nos foyers. Les Anglais nous ont réduits à l'abjecte condition de fendeurs de bois ou de porteurs d'eau » . . . . .

Les Musulmans, tant de fois bernés et trompés par l'Angleterre, ne croient plus à sa sincérité; ils ne veulent plus d'une alliance sentimentale. Il leur faut une alliance qui tienne compte des intérêts matériels; ils sont persuadés que la triste situation de la Turquie est le résultat direct ou indirect de la politique anglaise, et ils n'ignorent pas que cette dernière est profondément égoïste. L'Angleterre a besoin, pour sa politique dans les Indes, de l'alliance avec la Turquie, car il est incontestable qu'il se prépare en Europe et en Asie centrale de graves événements où l'élément musulman doit jouer un rôle important. Il est donc urgent pour le Cabinet britannique de calmer les susceptibilités que l'administration anglaise a suscitées en Égypte; c'est par son attitude dans cette question, c'est, en un mot, au Caire que doit être le point de départ de la nouvelle politique anglaise, si elle veut se rapprocher des Musulmans.

Le chapitre IV est des plus intéressants; je le résumerai brièvement. Il fait ressortir d'une façon saisissante l'étroite solidarité qui relie les Musulmans du monde entier entre eux. Les 100,000 pèlerins qui se réunissent chaque année sur le mont Arafat y représentent 170 millions de Musulmans.

Le pèlerinage n'a pas seulement un caractère religieux, il a un but à la fois humanitaire, social et commercial; humanitaire, parce qu'il oblige dans le monde islamique chaque Musulman à tuer à cette époque-là, qui est le Courban-Baïram, un mouton et à le donner aux pauvres; politique, car il réunit dans les cités saintes, que chaque croyant doit visiter au moins une fois en sa vie, de véritables Assises de l'Islam, un immense Parlement musulman dans lequel prennent part des hommes instruits et influents. Le pèlerin de l'Asie centrale y rencontre son coreligionnaire du Maroc, l'Afghan tend la main à l'Égyptien, le Turcoman fraternise avec l'Arabe de l'Asie, le Turc de Constantinople, le nègre du Soudan et le Malais de Bourou. Les pèlerins peuvent discuter tous les sujets; ils s'entretiennent du passé, du présent et de l'avenir, et peuvent se former une idée de ce que la politique sera l'année suivante et jusqu'à quel point l'Islam y sera intéressé. Il en résulte que le Musulman qui est resté chez lui saura par son voisin, qui revient de la Mecque, ce qui s'y est dit, ce qui s'y est décidé. Cette année, par une curieuse coïncidence, le jour du Courban-Baïram est tombé juste le jour où S. M. le Sultan, sur les conseils de la France, a refusé de signer la convention égyptienne que voulait lui imposer l'Angleterre. Le pèlerinage a donc eu, cette année, une influence extraordinaire, car jamais les Musulmans n'avaient pris un intérêt aussi vif aux graves questions du moment : les provinces que la Turquie a perdues, la présence des Anglais sur le Nil, l'avortement de la convention égyptienne, Massaoua et les vues ambitieuses de l'Italie sur la Tripolitaine. Il y avait à la Mecque des pèlerins de Caboul, de Merv, de la tribu des Ghilzais qui auront expliqué plus d'un fait délicat à leurs coreligionnaires. Les pèlerins des Indes auront exposé à

leurs frères leurs vues sur la question égyptienne et le rôle que jouent les Anglais dans le pays qu'ils occupent, le peu de sympathie que l'on éprouve pour eux, et combien on est las de leur domination. En un mot, tous ces Musulmans ont été, pour ainsi dire, unis de cœur et d'esprit au foyer de l'islamisme et, à leur retour, ils feront connaître leur opinion, et cette dernière exercera une grande influence sur les événements d'un avenir peu éloigné, je veux parler du jour où infailliblement la Russie et l'Angleterre se rencontreront dans l'Asie centrale. Les Anglais n'y retrouveront plus leur ancien prestige et s'apercevront du déclin de leur influence.

TABLE DU PÈLERINAGE EN 1880

NATIONALITÉS DES PÈLERINS	ARRIVÉS par mer.	ARRIVÉS par terre.	POPULATIONS qu'ils représentent.
Sujets ottomans.....	8.500	1.000	22.000.000
Egyptiens.....	5.000	1.000	5.000.000
Maroc, Algérie, Tunisie.....	6.000		18.000.000
Arabes du Yémen, d'Oman.....	3.000		2.500.000
Arabes d'Hadrarant, de l'Asie.....	3.000		3.000.000
Wahhabites.....		5.000	4.000.000
Arabes du Hedjaz.....		22.000	2.000.000
Nègres du Soudan.....	2.000		10.000.000
Nègres de Zanzibar.....	1.000		1.500.000
Malabar, Cap de Bonne-Espérance....	150		
Persans.....	6.000	2.500	8.000.000
Indiens, sujets anglais.....	13.000		40.000.000
Malais, sujets danois.....	12.000		30.000.000
Chinois, Mongols.....	200		21.000.000
Lazes, Circassiens, sujets russes.....	(?)		5.000.000
Afghans, Bélouchistans.....	(?)		3.000.000
	93.350 pèlerins pour		175.000.000 musulmans.

Les chapitres V et VI renferment, comme je le disais, des faits connus ou certains détails qu'ils est inutile de citer pour ne pas allonger cette étude sur l'œuvre de Selim Farès.

Il est bon de connaître l'opinion d'un publiciste musulman, fanatique de sa religion qu'il croit appelée à jouer encore un grand rôle en pays arabe et en Asie, et dont les écrits périodiques ont incontestablement une grande influence sur ses coreligionnaires de tous pays qui les lisent avec avidité depuis plus de vingt années.

**Le Droit d'Auteur.** Organe officiel du Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, journal mensuel paraissant à Berne le 15 de chaque mois, 1<sup>er</sup> numéro, 15 janvier 1888.

Nous sommes heureux de saluer la publication de ce journal qui servira de lien entre les pays qui ont conclu à Berne, le 9 septembre 1886, une Union



pour la protection de la propriété littéraire et artistique, Union destinée, nous en avons la ferme conviction, à comprendre dans un avenir prochain la plus grande partie des Etats civilisés. Ce journal peut rendre les plus grands services, et il ne manquera pas de les rendre sous la direction éclairée de l'administration suisse.

Voici quelles seront les matières traitées par ce journal :

Discussions ou exposés se rattachant à des questions d'intérêt général pour l'Union. — Publication de la convention et de tout ce qui concerne son exécution, des lois et règlements, ainsi que des conventions internationales, se rapportant aux objets pour lesquels l'Union est constituée. — Nouvelles officielles relatives à la protection des œuvres littéraires et artistiques. Données statistiques de diverse nature. — Bibliographie. — Jurisprudence des tribunaux. — Faits divers.

Il est à souhaiter que la tâche du Bureau international soit facilitée par le concours empressé des diverses administrations des pays contractants.

**Le Droit de la Guerre**, par le Professeur Emile Acolas, 1 vol. in-32, Paris, 1888, librairie Ch. Delagrave.

M. Acolas s'est proposé, dans une série de petits volumes, de mettre le droit à la portée de tout le monde. Ce n'est pas une tâche facile que d'être à la fois bref et non superficiel, clair et précis; l'auteur s'en est acquitté avec grand talent. Ici nous ne voulons qu'attirer l'attention sur sa dernière publication qui rentre directement dans l'objet de nos études; dans ce livre de 160 pages, M. Acolas a trouvé le moyen d'exposer tout ce qu'il est essentiel de connaître relativement à la guerre et il a fait un excellent manuel, au meilleur sens du mot. Après quelques idées générales sur le droit des gens et quelques notions historiques, il arrive aux conflits entre les Etats et aux moyens, autres que la guerre, de les résoudre; puis dans 13 chapitres, il parcourt successivement la théorie générale du droit de la guerre, la déclaration de guerre et ses effets, les moyens de nuire à l'ennemi, etc., les clauses des traités de paix et les coutumes particulières à la guerre maritime. Un appendice est consacré à la neutralité. Sur chaque point, l'auteur indique la pratique admise et les objections qui peuvent y être faites au nom des principes du droit. Ses tendances sont caractérisées par les dédicaces placées en tête de son livre qui sont adressées l'une : à *Jean-Jacques qui, en proclamant que la guerre ne se fait que d'Etat à Etat, en a fondé la théorie juridique nouvelle, et a essayé d'en restreindre les désastres et les horreurs*; l'autre : à *Jean-Jacques, à Condorcet, à Kant, à Bentham, à tous les cœurs pleins de l'amour de l'humanité et à tous les hauts esprits qui ont prophétisé et préparé l'avènement de la paix entre les nations*.

**Histoire de l'Europe pendant la Révolution française**, par H. de Sybel, trad. de l'allemand par M<sup>lle</sup> Dosquet, Tome VI<sup>e</sup>; Paris, 1888, librairie Félix Alcan.

C'est le dernier volume de l'ouvrage de l'illustre directeur des *Archives royales de Prusse*. Il comprend les guerres de la seconde coalition, la fin du Directoire, le coup d'Etat du 18 brumaire, le Consulat, Marengo, le Concordat, les négociations de Lunéville, et se termine avec la paix de 1801.

Nous rappelons que la traduction de cet ouvrage du Directeur des *Archives royales de Berlin*, est due à M<sup>lle</sup> Dosquet.

Abstraction faite de l'opinion préconçue de l'auteur sur le rôle de la nation française pendant la Révolution et sur la Révolution elle-même, tous les critiques sont d'accord pour constater que ce grand ouvrage, outre qu'il est le fruit d'une profonde érudition, est appuyé sur un grand nombre de documents nouveaux.



On sait, à ce propos, que M. de Sybel a eu toute facilité pour puiser dans nos Archives nationales quand elles étaient fermées à tous les français.

Le premier, en Europe, il a exposé la situation exacte des relations extérieures de la France, et de la politique des grandes puissances dans la période qui va de 1789 à 1801 ; c'est dans cette même période que Napoléon se révéla comme militaire et politique, et les chapitres qui lui sont consacrés ne sont pas les moins curieux, ni les moins instructifs.

A qui veut connaître l'histoire de la Révolution, il est indispensable d'avoir lu l'ouvrage de M. de Sybel.

Le volume se termine par une *Table analytique* des matières contenues dans l'ouvrage entier ; elle est faite avec beaucoup de soin pour rendre les recherches faciles et ne comprend pas moins de 40 pages. Il est à remarquer qu'elle est plus complète que dans l'ouvrage allemand.

**Papiers de Barthélemy**, ambassadeur de France en Suisse de 1792 à 1797, publiés sous les auspices de la Commission des *Archives diplomatiques* par M. Jean Kerbek, 2<sup>e</sup> vol. Paris 1887, librairie Félix Alcan.

Nous avons appelé à plusieurs reprises l'attention sur les importantes publications de la Commission des Archives diplomatiques. Celle qui doit comprendre les Papiers de Barthélemy, est d'un intérêt capital pour l'histoire de la politique extérieure de la France pendant la Révolution ; seul de tous nos ambassadeurs, il ne quitta jamais son poste, et il se trouva être le seul agent d'informations du Comité de salut public à l'étranger.

Le volume publié aujourd'hui comprend les huit premiers mois de 1793. Il contient des documents du plus vif intérêt, notamment en ce qui concerne les émigrés, leurs intrigues, leur « joie triomphante » et les propos scandaleux qu'ils tinrent au lendemain de la mort de Louis XVI.

Outre son importance historique, la correspondance de Barthélemy, diplomate de tradition, rompu aux affaires, offre aussi au point de vue de la technique diplomatique, les renseignements les plus précieux, et si le recueil de M. J. Kaulek s'adresse à tous ceux que préoccupe l'histoire de notre pays, il a aussi sa place marquée dans la bibliothèque de tous les diplomates et en particulier des jeunes gens qui, voulant s'engager dans la carrière, pourront mieux que dans n'importe quel traité y apprendre leur futur métier, ou y compléter leurs connaissances acquises.

*Le Gérant : FÉCHOZ.*

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### PORTUGAL — RUSSIE

##### Convention d'extradition.

28 avril/10 mai 1857.

Article premier. — Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs propres sujets de naissance ou par naturalisation acquise avant la perpétration du crime donnant lieu à l'extradition, — tous les individus réfugiés de Russie en Portugal, dans les îles adjacentes et les possessions d'outre-mer et vice-versa de Portugal, des îles adjacentes et des possessions d'outre-mer en Russie, mis en prévention, accusés ou condamnés à raison d'un des crimes ou délits ci-après énumérés, commis hors du territoire de la partie à laquelle l'extradition est demandée.

L'extradition aura lieu pour les faits suivants :

1<sup>o</sup> Attentat contre la vie du Souverain ou les Membres de Sa Famille, ainsi que tout autre crime ou délit ci-après énuméré, commis à l'égard du Souverain ou des Membres de Sa Famille.

2<sup>o</sup> Homicide volontaire, paricide, infanticide, empoisonnement.

3<sup>o</sup> Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de peines criminelles.

4<sup>o</sup> Avortement.

5<sup>o</sup> Lésions corporelles, coups et blessures volontaires, commis avec préméditation et reconnus graves ou ayant occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.

6<sup>o</sup> Rapt, viol ou tout autre attentat à la pudeur, commis avec violence.

7° Attentat aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au dessous de l'âge de vingt-et-un ans.

8° Bigamie.

9° Enlèvement, recel, suppression, substitution, ou supposition, exposition et délaissement d'un enfant.

10° Attentat à la liberté individuelle. Enlèvement de mineurs.

11° Contrefaçon, falsification, altération ou rognement de monnaie ou participation volontaire à l'émission de monnaie contrefaite, falsifiée, altérée ou rognée.

12° Contrefaçon ou falsification à l'égard des sceaux de l'Etat, des billets de banque, des effets publics et des poinçons, timbres et marques, de papier-monnaie et de timbres-poste, usage de sceaux, billets, effets, marques, poinçons ou timbres falsifiés ; usage préjudiciable de vrais sceaux, marques, timbres ou poinçons.

13° Faux et usage de faux en écriture publique ou authentique, de commerce ou de banque, ou en écriture privée, à l'exception des faux commis dans les passe-ports, feuilles de route et certificats.

Destruction et enlèvement de documents.

14° Faux serment, faux témoignage, fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes.

15° Corruption de fonctionnaires publics, concussion, soustraction ou détournements commis par des percepteurs ou des dépositaires publics.

16° Incendie volontaire.

17° Destruction ou renversement volontaire par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions appartenant à autrui. Dommage causé volontairement aux appareils télégraphiques.

18° Association de malfaiteurs, pillage, dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte.

19° Crimes et délits maritimes prévus par les législations respectives des parties contractantes.

20° Le fait volontaire d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer.

21° Vol.

22° Escroquerie, extorsion commise à l'aide de violence ou de menaces.

23° Abus de blanc-seing.

24° Détournement ou dissipation au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, de biens ou valeurs, qui n'ont été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié (abus de confiance).

25° Banqueroute frauduleuse.

26° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits énoncés ci-dessus.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la tentative et la complicité lorsqu'elles sont punissables d'après la législation du pays auquel l'extradition est demandée.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à poursuivre, conformé-

ment à leurs lois, les crimes et délits commis par leurs sujets contre les lois de la partie adverse, dès que la demande en sera faite et dans les cas où ces crimes et délits pourraient donner lieu à l'extradition aux termes de la présente Convention. La demande accompagnée de tous les renseignements nécessaires avec la production évidente de la culpabilité du criminel, devra être faite par la voie diplomatique.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrangement ne sont point applicables aux personnes qui se sont rendues coupables de quelque crime ou délit politique.

La personne qui a été extradée à raison de l'un des crimes ou délits communs, mentionnés à l'article 1, ne peut, par conséquent, en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée à raison d'un crime ou délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable crime ou délit politique, ni pour tout autre crime ou délit antérieur qui ne soit pas le même qui aura motivé l'extradition.

Art. 3. — Les individus accusés ou condamnés pour des crimes auxquels d'après la législation du pays réclamant est applicable la peine de mort, ne seront livrés qu'à la condition que ladite peine ne leur sera pas infligée.

Art. 4. — L'extradition n'aura pas lieu :

1° Dans le cas d'un crime ou d'un délit commis dans un pays tiers, lorsque la demande d'extradition sera faite par le Gouvernement de ce pays.

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même crime ou délit pour lequel l'individu réclamé a été jugé dans le pays requis et du chef duquel il y a été condamné, absous ou acquitté.

3° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée, avant l'arrestation de l'individu réclamé ou, si l'arrestation n'a pas eu lieu, avant qu'il ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

4° Lorsque la peine prononcée contre le condamné ou le maximum de la peine applicable au fait incriminé, d'après les législations des Hautes Parties contractantes, ne surpasseront pas un an d'emprisonnement.

Art. 5. — Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 6. — Quand l'accusé ou le condamné dont l'extradition est demandée par l'une des Parties contractantes en conformité à la présente Convention sera également réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements avec lesquels ont été conclues des Conventions de cette nature, à cause de crimes commis dans les territoires respectifs, il sera remis au Gouvernement sur le territoire duquel il aura commis le crime le plus grave et dans le cas où les crimes auront une gravité égale, il sera remis au Gouvernement qui aura le premier fait la demande d'extradition.

Art. 7. — Les engagements des coupables envers des particuliers ne



pourront pas arrêter l'extradition, sauf à la partie lésée à poursuivre ses droits devant l'autorité compétente.

Art. 8. — L'extradition sera demandée par la voie diplomatique ; elle ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt ou de tout autre document équivalent, délivré par l'Autorité compétente dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande et indiquant le crime ou le délit dont il s'agit, ainsi que la disposition pénale qui lui est applicable.

Art. 9. — Si dans le délai de trois mois à compter du jour où l'inculpé, l'accusé ou le condamné aura été mis à sa disposition, l'agent diplomatique qui l'a réclamé ne l'a pas fait partir pour le pays réclamant, il sera mis en liberté et il ne pourra pas être arrêté de nouveau pour le même motif.

Art. 10. — Les objets volés trouvés en possession du criminel, les instruments et les outils dont il s'est servi pour commettre le crime, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront livrés dans tous les cas, soit que l'extradition vienne à se réaliser, soit qu'elle ne puisse pas s'effectuer par suite de la mort ou de la fuite de l'inculpé. Les droits des tiers à ces mêmes objets seront réservés et, le procès fini, les objets seront restitués sans frais.

Art. 11. — Dans les cas d'urgence, l'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays sur un simple avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition que cet avis sera régulièrement donné par la voie diplomatique au Ministère des Affaires Etrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié.

L'étranger, arrêté provisoirement ou maintenu en état d'arrestation aux termes du présent article, sera mis en liberté, si, dans les cinq semaines de son arrestation, il ne reçoit notification des documents qui, aux termes de la présente Convention, pourront donner lieu à la demande d'extradition.

Art. 12. — Si, dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, les dépositions de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre État étaient jugées nécessaires, une Commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en conformité des lois du pays, où les témoins devraient être interrogés.

Toute Commission rogatoire ayant pour but de demander une audition de témoins devra être accompagnée d'une traduction française.

Les deux Gouvernements renoncent à toute réclamation à l'égard du remboursement des frais occasionnés par l'exécution desdites réquisitions, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales, médicales et autres.

Art. 13. — Si, dans une cause pénale, non politique, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite et, en cas de consentement, il devra être dédommagé par l'État intéressé à la comparution du témoin des frais de voyage et de séjour, d'après les règlements et les tarifs du pays, où il aura à faire ses dépositions. Aucun témoin,

quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits et condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où il figurera comme témoin.

Art. 14. — Le transit à travers le territoire de l'une des parties contractantes d'un individu livré par une tierce Puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays de transit sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure, mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition, soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 3 et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Art. 15. — Les Gouvernements respectifs renoncent de part et d'autre à toute réclamation pour restitution des frais d'entretien, de transport et autres qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port du pays requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire du Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 16. — Les deux Gouvernements se communiqueront par la voie diplomatique les arrêts de leurs tribunaux, qui condamneront les sujets de l'Etat étranger pour crime ou délit.

Art. 17. — La présente Convention ne sera exécutoire qu'à dater du vingtième jour après sa promulgation dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Dans les possessions Asiatiques de l'Empire de Russie, la Convention n'entrera en vigueur que six mois après sa promulgation.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Lisbonne, en double expédition, le 28 avril/10 mai de l'an de grâce, mil huit cent quatre-vingt-sept.

*Signé : (L. S.) N. DE FONTON.*

*Signé : (L. S.) BARROS GOMES.*



## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

### NÉGOCIATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT INTERNATIONAL POUR LE LIBRE USAGE DU CANAL DE SUEZ (1)

---

1886-1887 (2)

---

N° 1. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

Paris, le 4 janvier 1886.

J'ai consulté officieusement divers Cabinets sur le mode qui semblerait le meilleur pour arriver à un accord sur les points restés en suspens dans le projet de règlement du Canal international de Suez. L'opinion dominante paraît être qu'il conviendrait que la France et l'Angleterre, comme étant les Puissances les plus intéressées, se concertassent tout d'abord sur les termes d'une formule. Il y a lieu de croire que cette formule, une fois arrêtée entre elles, serait adoptée par les autres Etats représentés à la Conférence ouverte à Paris, au mois d'avril de l'année dernière.

Je vais, en conséquence, préparer et je vous enverrai très prochainement une rédaction qui me semblerait acceptable par l'Angleterre. Vous la soumettrez officieusement à Lord Salisbury pour qu'il veuille bien vous présenter ses observations. J'espère que l'accord ne tardera pas à s'établir.

Je vous prie d'informer Sa Seigneurie de la marche que nous nous proposons de suivre et qui, je me plais à le croire, aura son assentiment.

C. DE FREYCINET.

---

N° 2. — **M. Waddington à M. de Freycinet.**

Londres, le 11 janvier 1886.

Conformément à votre dépêche en date du 4 courant, j'ai entretenu le Ministre des Affaires étrangères de votre désir de reprendre les négociations relatives au Canal de Suez.

Sa Seigneurie m'a répondu que, si les négociations doivent être reprises, il n'a rien à objecter au mode de procédure que vous proposez. Il estime

(1) Documents publiés par le Gouvernement français.

(2) Pour la période antérieure, V. *Archives*.



toutefois que le moment actuel est inopportun, et il demande que l'examen de la question soit ajourné; d'autant plus, a-t-il ajouté, que cet ajournement ne serait pas, d'après ses informations, en opposition avec les désirs d'autres Puissances.

WADDINGTON.

**N° 3. — M. de Freycinet aux Ambassadeurs de la République française à Vienne, Saint-Petersbourg, Madrid et Rome; au Ministre de France à la Haye; aux Chargés d'affaires de France à Berlin et à Constantinople, et à l'Agent et Consul général de France au Caire.**

(Confidentiel.)

Paris, le 14 janvier 1886.

Je vous ai fait part, dans ma lettre du 19 novembre dernier, de notre désir de reprendre, dès que les circonstances le permettraient, les pourparlers engagés avec les divers Cabinets représentés à la Commission du Canal de Suez en avril 1885.

Il a paru que le meilleur moyen d'arriver à une entente sur les points restés en suspens était de rechercher tout d'abord, de concert avec l'Angleterre, les termes d'une formule à soumettre aux autres Puissances.

J'avais, en conséquence, invité l'Ambassadeur de la République à Londres à pressentir les dispositions de Lord Salisbury à ce sujet, et à me faire savoir si la marche que nous proposons de suivre rencontrait l'assentiment du Gouvernement de la Reine.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint en copie, à titre confidentiel, la réponse qui m'a été adressée par M. Waddington, le 11 janvier. Il en résulte, ainsi que vous le verrez, que le Cabinet de Londres ne juge pas le moment venu de reprendre les négociations relatives au régime du Canal de Suez et qu'il demande un nouvel ajournement de la question.

C. DE FREYCINET.

**N° 4. — M. de Freycinet à M. Waddington.**

Paris, le 17 février 1886.

La constitution définitive du Ministère britannique vous permet aujourd'hui d'entretenir le Gouvernement de la Reine de l'intérêt qu'il y aurait à compléter le plus promptement possible l'accord international relatif au règlement du Canal de Suez, dans les conditions que je vous exposais par ma lettre du 4 janvier dernier.

J'aime à espérer qu'aucun retard nouveau ne sera apporté à la conclusion d'une affaire dont la plupart des Ministres britanniques aujourd'hui en fonctions possèdent tous les éléments. Il ne s'agit, en effet, que de mener à bonne fin l'œuvre entreprise, d'accord avec nous et les autres Puissances, par le précédent Cabinet de M. Gladstone.

Je vous prie de faire auprès de Lord Rosebery une ouverture dans ce sens et de lui dire le prix que nous attacherions à voir enfin aboutir une négociation à laquelle des circonstances, qui heureusement n'existent plus, ont fait subir de si longs délais.

C. DE FREYCINET.

## N° 5. — M. Waddington à M. de Freycinet

Londres, le 1<sup>er</sup> mars 1886.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie de la communication que j'ai faite, le 22 février dernier, à Lord Rosebery pour lui témoigner le désir du Gouvernement de la République de reprendre sans retard la négociation relative au Canal de Suez par voie de pourparlers directs avec le Cabinet de Londres.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 1<sup>er</sup> MARS 1886.

**M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, au Comte de Rosebery, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères.**

Londres, le 22 février 1886.

Monsieur le Comte,

La Commission internationale pour la réglementation du régime du Canal de Suez, qui a siégé à Paris dans le cours de l'année dernière, grâce à l'esprit de conciliation dont les Représentants des Puissances ont fait preuve, a pu tomber d'accord sur un projet de traité dont un petit nombre de points seulement ont dû être réservés.

La principale divergence avait porté sur la question de surveillance pour assurer l'exécution du traité ; mais, graduellement, au cours des délibérations, la distance qui séparait les différents Délégués a diminué et Votre Excellence pourra se convaincre, en comparant le texte approuvé par la majorité avec l'amendement de la Grande-Bretagne appuyé par l'Italie, qu'il suffirait de quelques concessions portant plus sur la forme que sur le fond des choses pour que l'accord fût complet. Quelques autres dispositions, il est vrai, n'ont pu réunir l'unanimité ; mais Votre Excellence estimera sans doute que ces points, relativement secondaires, ne sauraient faire obstacle à un arrangement définitif, si l'entente s'établissait sur l'article 9.

Dans cette pensée, mon Gouvernement a consulté officieusement divers Cabinets sur le mode qu'il conviendrait d'adopter pour arriver à un accord sur les différents points restés en suspens. L'opinion dominante a été que la France et l'Angleterre, comme étant les Puissances les plus intéressées, devraient arrêter tout d'abord les termes d'une formule. Il y a, en effet, tout lieu de croire que cette formule, une fois arrêtée entre elles, serait adoptée sans grande modification par les autres Etats représentés à la Conférence tenue à Paris le printemps dernier.

Lord Salisbury, à qui, sur les instructions de M. de Freycinet, j'avais fait, au commencement de l'année, des ouvertures dans ce sens, s'était rallié en principe à ce mode de procéder. Votre Excellence ne verra elle aussi, j'en suis convaincu, que des avantages à chercher par la voie de pourparlers directs avec le Cabinet de Paris, une formule pour régler définitivement le régime international du Canal de Suez.

M. de Freycinet se plaît à penser que le Gouvernement de la Reine se prêtera sans nouveaux délais à ouvrir ces pourparlers sur une question d'un si grand intérêt pour toutes les Puissances et dont la solution ne semble plus difficile à atteindre désormais. Je serai reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître le plus tôt possible la résolution du Gouvernement de la Reine à ce sujet.

WADDINGTON.

## N° 6. — M. Waddington à M. de Freycinet.

(Télégramme)

Londres, le 5 mars 1886.

J'ai prié aujourd'hui Lord Rosebery de me faire savoir quand il serait en

mesure de répondre à ma note du 22 février relative au Canal de Suez. Il m'a dit que la minute de sa réponse venait d'être envoyée dans les bureaux et que je ne tarderais pas à la recevoir.

WADDINGTON.

**N° 7. — M. de Freycinet à M. Waddington.**

(Télégramme)

Paris, le 7 mars 1886.

Le délai que met Lord Rosebery à vous fournir la réponse que vous lui avez demandée touchant le Canal de Suez me fait craindre qu'il n'y ait quelque fondement dans les bruits qui circulent avec une certaine persistance sur les intentions du Gouvernement anglais à l'égard de l'Égypte.

Il importe que notre attitude ne puisse pas être interprétée, à aucun moment, comme un acquiescement plus ou moins résigné à un dénouement aussi contraire à nos légitimes espérances qu'aux déclarations formelles de M. Gladstone. Je vous prie de saisir la première occasion d'entretenir le chef du Cabinet de cette question. Vous déclarerez en termes amicaux, mais très nets, à M. Gladstone que jamais la France ne consentira à l'absorption de l'Égypte par une puissance quelconque et que nous nous y opposerions par tous les moyens en notre pouvoir.

La réponse du Cabinet de Londres relativement au Canal de Suez sera pour nous un indice qu'il convient de ne pas négliger.

C. DE FREYCINET.

**N° 8. — M. de Freycinet à M. Waddington.**

(Télégramme)

Paris, le 10 mars 1886.

J'ai cru devoir entretenir Lord Lyons des diverses démarches que vous aviez faites auprès du Cabinet britannique relativement au Canal de Suez et, en dernier lieu, de la note que vous avez remise à Lord Rosebery, le 22 février. J'ai prié Lord Lyons de vouloir bien provoquer une réponse prochaine de son Gouvernement. De votre côté, je vous serai obligé d'insister dans le même sens.

C. DE FREYCINET.

**N° 9. — M. Waddington à M. de Freycinet.**

(Télégramme)

Londres, le 10 mars 1886.

Aujourd'hui, Lord Rosebery m'a dit que la réponse du Gouvernement anglais relative au Canal de Suez était en ce moment entre les mains de M. Gladstone et que je la recevrai demain ou après-demain. Je n'ai pu voir le Premier Ministre. Il n'a pas quitté sa chambre depuis samedi soir, à la suite d'un refroidissement.

WADDINGTON.

**N° 10. — M. Waddington à M. de Freycinet.**

Londres, le 11 mars 1886.

J'ai reçu ce matin la réponse du Gouvernement anglais au sujet du Canal de Suez annoncée par mon télégramme d'hier. Ainsi que je vous le disais, elle avait été soumise à M. Gladstone et elle peut être considérée comme l'expression d'une décision réfléchie du Gouvernement de la Reine. Elle conclut à un ajournement nouveau de la discussion de la question.

Jusqu'à présent, Lord Rosebery a décliné toute conversation relative au Canal de Suez, se référant toujours à la réponse écrite qu'il comptait m'adresser.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 11 MARS 1886.

**Le Comte de Rosebery, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Traduction)

10 mars 1886.

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Gouvernement de Sa Majesté a donné toute son attention à la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 22 du mois dernier, pour proposer que les deux Gouvernements reprissent la discussion des arrangements internationaux pour la libre navigation du Canal de Suez, en vue d'une entente sur les termes d'un projet de Convention qui pourrait ensuite être soumis à l'acceptation des autres Puissances.

J'ai à peine besoin d'assurer Votre Excellence du sérieux désir du Gouvernement de Sa Majesté d'être en harmonie avec le Gouvernement français sur cette importante question, et de vous dire que nous serions tout disposés à porter notre attention sur les moyens de concilier les divergences de vues auxquelles ont donné lieu les discussions de la Commission de Paris, si l'on pouvait atteindre ce résultat de manière à assurer l'adhésion unanime des Gouvernements intéressés. Mais il y a diverses considérations qui nous paraissent de nature à nous amener à cette conclusion que le moment présent ne serait pas favorable à la reprise des négociations sur ce sujet, et nous préférierions, pour ce motif, que l'examen de la question fût ajourné.

ROSEBERY.

#### N° 11. — M. de Freycinet à M. Waddington.

Paris, le 13 mars 1886.

Votre lettre du 11 de ce mois m'annonce qu'en réponse à la note que vous lui avez remise le 22 février, relativement à la reprise des pourparlers pour la réglementation du Canal de Suez, Lord Rosebery vous a fait connaître que des « considérations diverses » le déterminaient à ajourner l'examen de cette question.

Je ne puis attribuer qu'à un véritable malentendu la réponse que vous a faite Lord Rosebery. La question du régime du Canal de Suez n'appartient, en effet, ni à la France ni à l'Angleterre, et il n'est loisible à aucune de ces deux Puissances de l'éluder. Cette question appartient à l'Europe entière qui l'a prise en main pratiquement, au commencement de l'année 1885, sur l'initiative de la Grande-Bretagne elle-même. Un acte international a été signé à Londres, le 17 mars 1885. Aux termes de cet acte, les Puissances se sont engagées, d'une part, à faciliter et à garantir un emprunt que l'Egypte était dans la nécessité de contracter, d'autre part, à assurer, par une Convention spéciale, le régime de libre navigation du Canal de Suez. La première de ces deux tâches, qui avait pour l'Angleterre un intérêt particulier, a été accomplie ; la seconde, qui intéresse le monde entier, a été entamée. Une Commission dans laquelle l'Angleterre avait ses Représentants s'est réunie à Paris, le 30 mars ; après deux mois et demi de délibérations, elle a abouti, le 13 juin, à la double rédaction que vous connaissez. A ce moment, les travaux ont été, non pas abandonnés, mais suspendus, à raison de la retraite du Cabinet de M. Gladstone. Les



Puissances consultées par nous sur la suite à donner à l'affaire ont été d'avis que les négociations, pour arriver à un texte commun, pourraient être continuées de Cabinet à Cabinet et que, finalement, il conviendrait que la France et l'Angleterre présentassent aux autres Puissances une rédaction sur laquelle elles se seraient mises préalablement d'accord. C'est donc un devoir pour les deux Cabinets d'établir cette formule transactionnelle, ou tout au moins de le tenter.

Dans ce but, nous avons, à diverses reprises, depuis le mois de juin, offert au Cabinet anglais de travailler de concert à rédiger cette formule, et même nous avons proposé de lui soumettre un texte sur lequel il n'aurait plus qu'à présenter ses observations. Le Cabinet de Lord Salisbury, acceptant en principe ce mode de procéder, nous a priés d'en différer l'application. La date récente de son avènement au pouvoir, les complications qui sont survenues en Europe, finalement les élections anglaises et l'imminence d'un changement ministériel ne permettaient guère, il faut le reconnaître, à Lord Salisbury d'aborder l'examen d'une aussi grave affaire. Les mêmes raisons n'existent pas pour le nouveau Cabinet. Son chef est familier avec une question dont il a été lui-même l'initiateur et dont il retrouve l'élaboration au point où il l'a laissée ; l'Europe est plus tranquille qu'elle ne l'a été depuis un an ; on ne s'expliquerait donc pas un nouvel ajournement. L'Europe serait en droit de nous demander compte du mandat qu'elle a remis entre nos mains et que nous semblerions laisser en souffrance.

Nous avons trop le sentiment de notre responsabilité pour rester dans cette situation indéfinie. Nous prions le Cabinet de Sa Majesté Britannique de vouloir bien nous aider à la définir. S'il n'a besoin que de quelques jours encore pour reprendre cette étude, nous sommes tout prêts à remettre à une date ultérieure l'envoi du texte transactionnel que nous avons élaboré et que nous croyons de nature à satisfaire aux convenances du Gouvernement anglais. Si, au contraire, pour des motifs que nous n'avons pas à approfondir, le Cabinet de M. Gladstone croit devoir refuser une telle négociation, nous aurons à faire connaître la situation aux Puissances qui ont participé aux travaux de la Commission de Paris, et à les mettre en mesure d'adopter telle ligne de conduite qu'elles trouveront convenable.

Vous pourrez, si vous le jugez utile, donner lecture de cette lettre à Lord Rosebery, et même lui en donner copie, s'il le désire.

C. DE FREYCINET.

#### N° 12. — M. de Freycinet à M. Waddington.

(Télégramme)

Paris, le 17 mars 1886.

Lord Lyons vient de me demander aujourd'hui, de la part de Lord Rosebery, si je ne consentirais pas à lui communiquer, à titre privé, une rédaction sur laquelle le Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères pourrait se faire une opinion avant d'ouvrir des pourparlers officiels. J'ai répondu que je m'y prêterais volontiers, et que la procédure m'importait peu, pourvu que nous arrivions à un accord. Il a été convenu que je remettrais incessamment cette rédaction à Lord Lyons. Je ne manquerai pas de vous la faire connaître.

Au cours de la conversation, Lord Lyons a bien voulu me dire, de la

part de Lord Rosebery, que celui-ci avait envisagé l'ensemble de nos procédés sur la question, et qu'il reconnaissait qu'ils avaient eu le caractère le plus amical à l'égard de l'Angleterre.

C. DE FREYCINET.

---

N° 13. — M. Waddington à M. de Freycinet.

(Télégramme)

Londres, le 18 mars 1886.

Lord Rosebery, à qui j'ai donné lecture de votre dépêche relative au Canal de Suez, ne m'a pas demandé de lui en laisser copie. Pendant la lecture, il m'a fait observer qu'il avait eu bien peu de temps, depuis son arrivée aux affaires, pour étudier une aussi grosse question et que l'état de l'Europe ne lui paraissait pas aussi favorable qu'à vous pour la reprise des négociations.

La conversation s'est ensuite engagée sur le fond ; j'ai beaucoup insisté sur l'effet fâcheux que sa réponse à ma note du 22 février avait produit sur le Gouvernement de la République, et je n'ai pas hésité à lui dire que nous l'avions comprise comme un refus de négocier. Là-dessus, il s'est récrié, disant que ce n'était qu'un ajournement.

Je lui ai dit que j'étais heureux de constater que sa dépêche devait être interprétée d'une façon moins absolue que nous ne l'avions pensé d'abord.

WADDINGTON.

---

N° 14. — M. de Freycinet à M. Waddington

Paris, le 24 mars 1886.

Je vous ai déjà annoncé, par un télégramme du 17 de ce mois, que Lord Lyons m'avait demandé, de la part de Lord Rosebery, si je ne consentirais pas à lui communiquer, à titre privé, une rédaction relative au projet de traité pour assurer le libre usage du Canal de Suez, rédaction sur laquelle le Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères pourrait se faire une opinion, avant d'ouvrir des pourparlers officiels. J'ai répondu que la procédure m'importait peu et que j'adopterais celle qui conviendrait au Gouvernement anglais, pour arriver à un accord que les circonstances ont différé si longtemps. Il a été convenu que je remettrais incessamment à Lord Lyons la rédaction qu'il désirait, et je vous ai promis en même temps de ne pas manquer de vous la faire connaître. Vous en trouverez le texte ci-joint.

Comme vous le savez, le dissentiment entre le Gouvernement anglais et la plupart des autres Gouvernements représentés à la Conférence de Paris ne portait que sur un petit nombre de points, à savoir sur la rédaction des articles 5, 6, 9, 10, 11 et 16 du projet de traité. L'écart entre les deux rédactions ne m'a pas paru assez considérable pour qu'on ne pût pas, grâce à une bonne volonté réciproque, aboutir promptement à un accord.

En ce qui concerne l'article 5, le dissentiment portait sur la question de savoir où serait fixée, dans les approches du Canal de Suez, la limite en deçà de laquelle ne pourrait être accompli aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre. A la rédaction de la majorité de la Commission, les délégués de la Grande-Bretagne proposaient

d'en substituer une autre. Les mots : *ou ses approches* (du Canal), *ainsi que dans les ports d'accès, ni dans les eaux territoriales de l'Égypte*, devaient être remplacés par ceux-ci : *et ses ports d'accès, ainsi que dans un rayon de trois milles marins de ces ports*. Je suis disposé à me rallier à la rédaction des délégués anglais et je propose de dire qu'aucun acte d'hostilité, ou aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre, ne pourra être exercé *dans le canal ou ses approches, ainsi que dans les ports d'accès, ou dans les eaux territoriales aux deux extrémités du canal*. Le reste comme au projet.

Pour l'article 6, j'estime que la rédaction de la majorité de la Commission doit être maintenue. La restriction proposée par l'Angleterre, qui limite au temps de guerre et aux Puissances belligérantes l'interdiction de débarquer, etc., dans le Canal, est trop étroite. L'expression *en temps de guerre* me paraît trop vague, attendu que la guerre existe presque continuellement sur quelque point. La même observation s'adresse aux mots *les Puissances belligérantes*. Enfin, je ne crois pas utile de faire disparaître de la rédaction les termes qui visent non seulement le Canal, mais *ses ports d'accès*, qui sont déjà compris dans l'énumération de l'article précédent.

L'article 9 est celui auquel le Gouvernement Britannique a fait la plus vive opposition. Cependant, je n'ai pas cru qu'une transaction entre lui et nous fût impossible à trouver. Assurément le Gouvernement anglais, qui consent à ce que les Représentants des Puissances en Égypte veillent à l'exécution du Traité, ne peut pas ~~s'opposer~~ à ce que nous disions plus explicitement qu'ils en seront chargés. La rédaction anglaise n'ajoute rien à la situation actuelle. En tout temps et en tout pays, les Représentants des puissances veillent à l'exécution des traités ; mais, dans le cas actuel, il était bon d'indiquer qu'ils en auraient spécialement le mandat. Pour cela, le Gouvernement anglais a compris que les Représentants des Puissances auraient intérêt à se réunir : toutefois, la rédaction qu'il a proposée ne rendait cette réunion nécessaire que dans des cas très graves : guerre, troubles intérieurs, etc. J'ai pensé qu'il convenait de laisser une plus grande latitude aux Représentants des Puissances, et de dire que leur réunion aurait lieu sur la convocation de l'un d'entre eux et sous la présidence de leur doyen, « en toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal ». De plus, le Gouvernement anglais proposait que les Représentants des Puissances saisissent leurs Gouvernements respectifs des propositions qui leur paraîtraient les plus propres à assurer la protection et le libre usage du Canal. Il est certainement plus conforme à l'esprit général du Traité, tel qu'il ressort en particulier des articles 10 et 11, que les Représentants de l'Europe saisissent directement le Gouvernement égyptien. C'est à celui-ci à voir s'il peut, d'accord avec la Porte suzeraine, suffire aux circonstances, ou s'il a besoin, comme l'y invitent les articles précités, de recourir aux Puissances signataires de la Déclaration de Londres. L'initiative devant venir de lui, c'est à lui que doivent s'adresser les Représentants des Puissances, ce qui ne les empêche pas, bien entendu, d'informer leurs propres Gouvernements. Enfin je voudrais que l'article se terminât par ces mots : « En tout état de cause, ils (les Représentants des Puissances) se réuniront une fois par an pour constater la bonne exécution du Traité ». L'objet de cette disposition additionnelle n'a pas besoin d'être expliqué. Il y a lieu de désirer que les Agents, char-



gés, à titre commun, de veiller à l'exécution du Traité, aient, au moins une fois par an, l'occasion de se trouver réunis pour ce but. La plupart du temps, je n'en doute pas, ils n'auront qu'à constater que le Traité a été parfaitement exécuté.

Dans l'article 10, le Gouvernement anglais avait proposé de rayer les mots « et dans les conditions prévues par le présent Traité ». Cette radiation n'avait probablement pour objet que d'exprimer une réserve au sujet de la rédaction de l'article précédent ; mais la réserve doit cesser si l'accord s'est produit sur l'article. Je propose de maintenir tel quel le texte accepté par la majorité des Puissances.

L'article 10 libère le Gouvernement égyptien et la Porte suzeraine des prescriptions des articles 4, 5, 6 et 8, pour les mesures qu'ils auraient à prendre en vue de faire respecter l'exécution du Traité. Si le Gouvernement khédivial ne disposait pas de moyens suffisants, il devrait faire appel à la Sublime Porte, laquelle se concerterait, au besoin, avec les autres Puissances signataires de la Convention de Londres. L'article suivant (art. 11) décide également que les articles 4, 5, 6 et 8 ne feront pas obstacle aux mesures que Sa Majesté Impériale le Sultan, et Son Altesse le Khédivé seraient dans la nécessité de prendre pour assurer la défense de l'Egypte et le maintien de l'ordre public ; mais, dans ce cas, le Sultan et le Khédivé devraient aviser les Puissances. Le Gouvernement Britannique a proposé de supprimer les mots « par leurs propres forces » qui figurent dans cet article. Ces mots sont essentiels, parce que leur suppression semblerait autoriser l'Egypte et la Porte à faire conjointement avec des alliés indéterminés des opérations militaires sur le Canal, ce qui serait contraire à l'esprit du Traité et au texte même du second paragraphe de l'article 11. Il est à présumer que si l'Angleterre a demandé la suppression de ces mots, c'est dans la crainte que les Gouvernements du Sultan et du Khédivé n'y trouvassent, d'une manière générale, une interdiction de conclure des alliances. Telle n'est pas notre pensée. Afin de préciser de manière à dissiper tous les doutes, nous proposons d'ajouter aux mots « par leurs propres forces » ceux-ci : « dans la région du Canal ». Il semble qu'ainsi toute appréhension doive cesser.

En dernier lieu, les Délégués de la Grande-Bretagne avaient déclaré que, faute d'instructions, ils n'étaient pas en mesure d'accepter l'article 16, qui dit que les stipulations du Traité ne feront pas obstacle aux mesures sanitaires en Egypte. Cet article nous paraît utile, mais non pas indispensable. Nous acceptons la décision que prendra le Gouvernement anglais à son égard.

Telles sont les propositions que nous soumettons à Lord Rosebery, à titre privé ainsi qu'il l'a demandé, mais que nous sommes prêts à lui soumettre officiellement lorsqu'il le voudra. En agissant ainsi, nous remplissons les intentions que l'Europe a manifestées à l'issue de la Conférence de Paris. Le Gouvernement anglais reconnaîtra certainement la pensée amicale et le désir d'entente qui nous inspirent, et je me plais à espérer que, d'ici à peu de temps, nous serons à même de présenter ensemble aux autres Puissances un texte dont l'approbation mettra fin à ces longues négociations.

C. DE FREYCINET.



ANNEXE A LA DÉPÊCHE A LONDRES, EN DATE DU 24 MARS 1886.

PROJET DE TRAITÉ ÉLABORÉ  
PAR LA  
COMMISSION EN CONFÉRENCE

## AMENDEMENTS ANGLAIS

## PROJET TRANSACTIONNEL

## Art. 5.

Le Canal maritime restant ouvert en temps de guerre comme passage libre, même aux navires de guerre des belligérants, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du présent Traité, les hautes parties contractantes conviennent qu'aucun droit de guerre, aucun acte d'hostilité ou aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre ne pourra être exercé dans le Canal ou ses *approches*, ainsi que dans les *ports d'accès*, ni dans les *eaux territoriales de l'Égypte*, alors même que la Sublime Porte serait l'une des Puissances belligérantes.

## Art. 6.

Les bâtiments ne débarqueront et ne prendront dans le Canal et ses *ports d'accès* ni troupes, ni munitions, ni matériel de guerre.

## Art. 7.

Les prises seront soumises sous tous les rapports au même régime que les navires de guerre des belligérants.

## Art. 8.

Les Puissances ne maintiendront dans les eaux du Canal (y compris le lac Timsah et les lacs Amers) aucun bâtiment de guerre.

Toutefois dans les ports d'accès de Port-Saïd et de

## Art. 5.

Le Canal maritime restant ouvert en temps de guerre comme passage libre, même aux navires de guerre des belligérants, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du présent Traité, les hautes parties contractantes conviennent qu'aucun droit de guerre, aucun acte d'hostilité ou aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre ne pourra être exercé dans le Canal et ses *ports d'accès*, ainsi que dans un *rayon de trois milles marins de ces ports*, alors même que la Sublime Porte serait l'une des Puissances belligérantes.

## Art. 6.

*En temps de guerre, les Puissances belligérantes ne débarqueront et ne prendront, dans le Canal ni troupes, ni munitions, ni matériel de guerre.*

## Art. 7.

Rédaction identique.

## Art. 8.

Rédaction identique.

## Art. 5.

Le Canal maritime restant ouvert en temps de guerre comme passage libre, même aux navires de guerre des belligérants, aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du présent Traité, les hautes parties contractantes conviennent qu'aucun droit de guerre, aucun acte d'hostilité ou aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre ne pourra être exercé dans le Canal ou ses *approches*, ainsi que dans les *ports d'accès* ni dans les *eaux territoriales aux deux extrémités du Canal*, alors même que la Sublime Porte serait l'une des Puissances belligérantes.

## Art. 6.

Rédaction du projet de Traité maintenue.

## Art. 7.

Rédaction identique.

## Art. 8.

Rédaction identique.

Suez, elles pourront faire stationner des bâtiments de guerre, dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque Puissance.

Ce droit ne pourra être exercé par les belligérants.

#### Art. 9.

Une Commission, composée des Représentants en Egypte de..... et auxquels sera adjoint un Délégué du Gouvernement égyptien avec voix consultative, siégera sous la présidence d'un Délégué spécial de la Turquie. Afin de pourvoir au service de la protection du Canal, elle s'entendra avec qui de droit pour en assurer le libre usage ; elle surveillera, dans la limite de ses attributions, l'application des clauses du présent Traité et saisira les Puissances des mesures qu'elle jugera propres à en assurer l'exécution.

Il est entendu que le fonctionnement de ladite Commission ne pourra porter aucune atteinte aux droits souverains de S. M. I. le Sultan ni aux droits et immunités de S. A. le Khédive.

#### Art. 10.

Le Gouvernement égyptien prendra, dans la limite de ses pouvoirs tels qu'ils résultent des firmans, *et dans les conditions prévues par le présent Traité*, les mesures nécessaires pour faire respecter l'exécution dudit Traité.

#### Art. 11.

De même, les prescriptions des articles 4, 5, 6

#### Art. 9.

Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent Traité *veilleront* à son exécution et signaleront sans délai à leurs Gouvernements respectifs toute infraction ou tout danger d'infraction à ces dispositions qui pourraient se produire.

*En cas de guerre ou de troubles intérieurs ou d'autres événements* qui menaceraient la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront sur la convocation de l'un d'eux pour procéder aux constatations nécessaires. Ils saisiront *leurs Gouvernements respectifs* des propositions qui leur paraîtraient propres à assurer la protection et le libre usage du Canal.

#### Art. 10.

Le Gouvernement égyptien prendra, dans la limite de ses pouvoirs tels qu'ils résultent des firmans, les mesures nécessaires pour faire respecter l'exécution dudit Traité.

#### Art. 11.

De même, les prescriptions des articles 4,

#### Art. 9.

Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent Traité *seront chargés de veiller* à son exécution.

*En toute circonstance* qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront sur la convocation de l'un d'eux et sous la présidence de leur doyen pour procéder aux constatations nécessaires. Ils saisiront le *Gouvernement Egyptien* des propositions qui leur paraîtraient propres à assurer la protection et le libre usage du Canal.

*En tout état de cause, ils se réuniront une fois par an pour constater la bonne exécution du Traité.*

#### Art. 10.

Rédaction du projet de Traité maintenue.

#### Art. 11.

De même, les prescriptions des articles 4, 5,

et 8 ne feront pas obstacle aux mesures que S. M. I. le Sultan et S. A. le Khédive *au nom de Sa Majesté Impériale* et dans les limites des firmans concédés, seraient dans la nécessité de prendre pour assurer *par leurs propres forces* la défense de l'Égypte et le maintien de l'ordre public.

.....

5, 6 et 8 ne feront pas obstacle aux mesures que S. M. I. le Sultan et son Altesse le Khédive, dans les limites des firmans concédés, seraient dans la nécessité de prendre pour assurer la défense de l'Égypte et le maintien de l'ordre public.

.....

6 et 8 ne feront pas obstacles aux mesures que S. M. I. le Sultan et S. A. le Khédive, dans la limite des firmans concédés, seraient dans la nécessité de prendre *dans la région du Canal* pour assurer *par leurs propres forces* la défense du territoire et le maintien de l'ordre public.

.....

#### N° 45. — M. de Freycinet à M. Waddington.

(Télégramme.)

Paris, le 15 avril 1886.

J'ai profité d'une visite que Lord Lyons m'a faite aujourd'hui, à ma réception hebdomadaire, pour l'entretenir de diverses questions.

Je lui ai demandé s'il avait une réponse de Lord Rosebery au sujet de la formule que je lui ai soumise sur la Convention du Canal de Suez. Je lui ai dit que, divers Cabinets m'interrogeant de temps à autre sur l'état de nos pourparlers, j'étais désireux de pouvoir enfin leur donner une réponse quelque peu précise. Lord Lyons m'a assuré qu'il presserait Lord Rosebery de donner sa réponse, ayant hâte lui-même de voir un accord se former entre les deux gouvernements sur cette question. Je vous prie, de votre côté, d'insister auprès de Lord Rosebery et de faire ressortir à l'occasion l'esprit modéré qui a présidé à notre rédaction.

C. de FREYCINET.

#### N° 46. — M. Waddington à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Londres, le 17 avril 1886.

Aujourd'hui, j'ai demandé à lord Rosebery quand il serait en mesure de vous répondre au sujet du Canal de Suez. Je ne lui ai pas caché que vous désiriez beaucoup que la réponse ne se fit pas trop attendre. Il m'a dit qu'il ne s'étonnait pas de votre désir et que, dès l'arrivée de vos propositions, il les avait mises à l'étude. Lord Rosebery espère bientôt vous communiquer sa réponse par l'entremise de l'ambassade d'Angleterre à Paris.

WADDINGTON.

#### Observations sur le projet transactionnel communiqué confidentiellement par M. de Freycinet.

(Traduction.)

Paris, le 19 mai 1886.

Art. 5. — Le *projet transactionnel* est plus acceptable que le projet précédent puisqu'il limite les dispositions de cet article aux eaux territoriales à chaque extrémité du canal. Mais le mot *approches* paraît trop vague et peut s'étendre au-delà des eaux territoriales; s'il n'en est point ainsi, ce mot n'est qu'une répétition superflue.

L'article du projet britannique paraît meilleur ; il donne, en effet, une limite fixe de trois mille marins et prévient ainsi toute discussion sur l'étendue des eaux territoriales qui était un point discuté devant la Commission.

Art. 6. — Le *projet transactionnel* ne propose aucun changement au texte du projet de la Commission, mais ce texte s'écarte à deux points de vue des bases de la circulaire du comte Granville, du 3 janvier 1883. L'application de l'article devrait être limitée au Canal seul et restreinte au temps de guerre.

Art. 9. — Sur cet article, le *projet transactionnel* se rapproche de très près du projet britannique. Les deux premiers amendements proposés sont (a) de dire : *seront chargés de veiller* au lieu de *veilleront*, et (b) de dire : *en toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre usage du Canal*, au lieu de spécifier des éventualités particulières. Aucune observation spéciale ne paraît nécessaire sur ces deux amendements, ni sur l'insertion des mots *sous la présidence de leur doyen*, ces mots étant la simple constatation d'un usage consulaire bien établi.

Mais les deux autres amendements donnent lieu à une objection basée sur ce que le devoir de se réunir une fois par an donnerait à l'action des consuls le caractère d'organisation auquel le gouvernement britannique s'est toujours déclaré contraire, et sur ce qu'en donnant aux consuls le pouvoir de faire leurs propositions au Khédive, au lieu de les présenter à leurs gouvernements respectifs, on leur donnerait une facilité d'intervention dans le gouvernement local qui ne paraît ni opportune ni nécessaire.

Art. 10. — Les mots *et dans les conditions prévues par le présent traité* sont maintenus dans le *projet transactionnel*. Ces mots ont été omis dans le projet britannique comme ayant trait à la Commission permanente, qui était établie par l'article 9 et qui avait pour objet d'exercer un contrôle sur la libre action du Khédive. Leur omission ici (dans l'article 10) semblerait une conséquence naturelle des amendements à l'article 9, introduits dans le *projet transactionnel*.

Art. 11. — Les mots *au nom de Sa Majesté impériale le Sultan* sont omis, mais les mots *par leurs propres forces* sont maintenus et les mots *dans la région du Canal* sont ajoutés.

Il était admis dans la Commission que les mots *par leurs propres forces* avaient pour objet et devaient avoir pour effet d'empêcher le Sultan ou le Khédive de recourir à l'assistance d'alliés pour la défense de l'Egypte, en cas de guerre ou de rébellion. Cela paraît être une dérogation aux droits d'un souverain indépendant et par conséquent en opposition à la circulaire de Lord Granville.

Les mots *dans la région du Canal* paraîtraient limiter à cette région particulière les exceptions à l'application des articles, 4, 5, 6 et 8. LYONS.

#### N° 18. — M. de Freycinet à M. Waddington.

Paris, le 8 juin 1886.

L'Ambassadeur d'Angleterre à Paris, m'a remis, le 19 du mois dernier, une note qui contient les observations suggérées au gouvernement de la Reine par l'examen du projet transactionnel relatif au canal de Suez au courant duquel vous avez été tenu par ma lettre du 24 mars.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de cette pièce. (*Voir le numéro précédent.*)

Vous trouverez également ci-annexé copie de la communication que je me propose de remettre demain à lord Lyons en réponse aux *observations* du Cabinet de Londres.

C. de FREYCINET.



ANNEXE A LA DÉPÊCHE A LONDRES, EN DATE DU 8 JUIN 1886

**Réponse aux observations présentées par le Gouvernement britannique sur le Projet transactionnel relatif au Canal de Suez (1).**

Art. 5

Le Canal maritime restant ouvert en temps de guerre comme passage libre, même aux navires de guerre des belligérants, aux termes de l'article premier du présent Traité, les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'aucun droit de guerre, aucun acte d'hostilité ou aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre, ne pourra être exercé dans le Canal et ses ports d'accès, ainsi que dans un rayon de trois milles marins de ces ports, alors même que la Sublime-Porte serait l'une des Puissances belligérantes. (*Projet anglais.*)

La rédaction du projet transactionnel français paraît meilleure que celle du projet britannique. Cette dernière a sans doute le mérite d'une plus grande précision, mais dans un sens très étroit. Elle fixe à trois milles marins l'étendue des eaux territoriales. Cette limite est empruntée aux traditions du droit public ; toutefois il convient de faire remarquer qu'au moment où elle a été établie et où elle est passée dans l'usage, elle représentait la portée approximative de canon. Depuis lors, la portée du canon ayant augmenté, il serait naturel d'étendre proportionnellement la zone des eaux territoriales. C'est dans cette pensée que le projet transactionnel avait fait mention des « approches » du Canal. Mais le Gouvernement français, désireux avant tout de manifester son esprit de conciliation, renonce à maintenir une expression dont le Gouvernement britannique juge le sens trop vague, et il accepte la rédaction proposée par celui-ci.

Art. 6

En temps de guerre, les Puissances belligérantes ne débarqueront et ne prendront, dans le Canal et dans les ports d'accès, ni troupes, ni munitions, ni matériel de guerre. (*Nouvelle rédaction proposée.*)

Le Projet transactionnel français avait reproduit l'article de la commission qui ne paraissait pas contraire à la circulaire du comte Granville du 3 janvier 1883. Le Gouvernement britannique insiste pour que l'interdiction prescrite par cet article ne s'applique qu'au temps de guerre et aux Puissances belligérantes. Bien que cette restriction lui semble regrettable, le Gouvernement de la République ne la repousse pas formellement. Toutefois il insiste à son tour pour le maintien des mots « et ses ports d'accès » qui figurent dans la rédaction anglaise de l'article précédent. Il est, en effet, impossible de considérer le Canal indépendamment de ses ports d'accès. On ne comprendrait pas la suppression à l'article 6 des mots qui ont été jugés indispensables à l'article 5.

(1) Cette pièce a été remise le 9 juin 1886 à Son Excellence Lord Lyons.

## Art. 9

Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront sur la convocation de l'un d'eux et sous la présidence de leur doyen pour procéder aux constatations nécessaires. Ils saisiront le Gouvernement égyptien des propositions qui leur paraîtraient propres à assurer la protection et le libre passage du Canal.

En tout état de cause, ils se réuniront une fois par an pour constater la bonne exécution du Traité. (*Projet transactionnel.*)

Le Gouvernement français remercie le Gouvernement britannique d'accepter quelques-uns de ses amendements qui portent plutôt sur la forme que sur le fond. Quant aux objections présentées sur le reste de l'article, elles ne lui semblent pas parfaitement justifiées. L'obligation de se réunir au moins une fois l'an a pour objet de ne pas laisser tomber en désuétude l'exécution du mandat de surveillance confié aux Représentants des Puissances. Il n'est certainement pas excessif que les consuls se réunissent obligatoirement, une fois par an, à cet effet ; ils n'auront sans doute, la plupart du temps, qu'à constater que rien d'irrégulier ne s'est produit dans l'année écoulée ; mais cette constatation les entretiendra eux-mêmes dans le sentiment de leur devoir, et empêchera leur surveillance de devenir absolument fictive. On ne comprend pas l'opposition du Gouvernement britannique à une disposition aussi naturelle et aussi conforme à l'esprit général du Traité.

Il en est de même de l'opposition faite à la disposition d'après laquelle les Représentants des Puissances devront adresser leurs propositions au Khédive au lieu de les présenter à leurs Gouvernements respectifs. C'est le Gouvernement égyptien qui a qualité pour prendre les mesures de protection ; c'est donc à lui qu'il convient de signaler les cas où ces mesures seraient nécessaires. La note anglaise dit, à la vérité, qu'il y aurait là pour les consuls « une facilité d'intervention dans le Gouvernement local qui ne paraît ni opportune ni nécessaire » ; mais il n'est pas douteux que, si les Représentants des Puissances s'adressent à leurs Gouvernements, ceux-ci devront, à leur tour, présenter au Khédive les observations ou les propositions que cette démarche leur suggérera. L'intervention dans le Gouvernement local, loin d'être évitée, se produirait, dès lors, avec une pression beaucoup plus forte, et peut-être sans qu'il y ait non plus opportunité ni nécessité. Si cette nécessité venait pourtant à se produire et si les circonstances,

soit par la négligence, soit par la mauvaise volonté du Gouvernement khédivial, rendaient utile l'intervention des Puissances, il est bien entendu que les consuls conserveront naturellement le droit d'informer leurs Gouvernements de tout ce qui peut intéresser la sécurité du Canal.

Ceux-ci, par conséquent, seront toujours à même de prendre les dispositions qui leur sembleraient convenables. Mais, le plus souvent, il suffira d'avertir le Khédive, et c'est justement pour ménager son indépendance légitime, sous la suzeraineté ottomane, qu'il a semblé préférable que cet avertissement lui fût donné par les consuls accrédités auprès de lui, au lieu de l'être par les Puissances elles-mêmes. On éviterait ainsi l'intervention plus énergique, qui résulterait inévitablement du système proposé dans le projet anglais.

#### Art. 10

Le Gouvernement égyptien prendra, dans la limite de ses pouvoirs, tels qu'ils résultent des Firmans et dans les conditions prévues par le présent Traité, les mesures nécessaires pour faire respecter l'exécution dudit Traité. (*Projet transactionnel*).

L'opposition faite par le Gouvernement anglais au maintien des mots « et dans les conditions prévues par le présent Traité » est inspirée par le désaccord qui s'est produit au sujet de l'article précédent. Mais comme l'entente sur l'ensemble du traité ne peut avoir lieu qu'à la condition de se produire sur l'art. 9 aussi bien que sur les autres, on ne s'expliquerait pas que le Gouvernement anglais insistât pour maintenir son amendement dans le texte définitif du Traité. Les mots dont il s'agit sont en quelque sorte une clause de style, qu'on aurait pu se dispenser d'écrire, mais qu'on ne pourrait pas supprimer aujourd'hui sans paraître affaiblir l'autorité même de la Convention. Comment se refuser à dire que le Gouvernement égyptien agira dans « les conditions prévues par le présent Traité ? » Ne serait-ce pas, en quelque sorte, méconnaître et discréditer ces conditions au moment même où on les définirait ? Nous demandons, en conséquence, que ces mots soient conservés. Peut-être aurait-on pu dire à l'origine qu'ils n'étaient pas indispensables, mais il

serait dangereux de les supprimer maintenant et leur innocuité ne saurait, en tout état de cause, être contestée.

#### Art. 11

De même, les prescriptions des articles 4, 5, 6 et 8 ne feront pas obstacle aux mesures que Sa Majesté Impériale le Sultan et Son Altesse le Khédive, dans la limite des Firmans concédés, seraient dans la nécessité de prendre pour assurer par leurs propres forces la défense du territoire et l'ordre public dans la région du Canal. (*Nouvelle rédaction proposée.*)

Les observations principales de la note anglaise portent sur les mots « par leurs propres forces » et sur les mots « dans la région du canal » qui, les uns et les autres, sont ajoutés dans le Projet transactionnel français. Ces observations sont présentées sous une forme qui paraît plutôt interrogative qu'affirmative. Il convient donc de préciser le but que le projet transactionnel s'est proposé d'atteindre. Ce but n'est pas d'empêcher le Sultan ou le Khédive de recourir à l'assistance d'alliés, et par conséquent d'apporter des limites à l'exercice des droits d'un souverain indépendant pour tout ce qui concerne la défense de l'Égypte. Il ne s'agit pas, dans le projet de Traité, de l'Égypte considérée dans son ensemble, mais seulement du canal de Suez, et c'est ce qui a été clairement indiqué par l'adjonction des mots « dans la région du Canal ». Le Sultan et le Khédive restent libres de recourir, en cas de guerre ou de rébellion, à l'assistance d'alliés pour la défense de tout le reste de l'Égypte : l'interdiction est limitée à « la région du Canal ». Si l'on dit que, même ainsi restreinte, cette interdiction déroge aux droits d'un souverain indépendant, nous répondons que le fait même d'un traité discuté et élaboré par l'Europe, au sujet du libre usage du canal de Suez, peut être considéré comme ayant cette conséquence. La neutralisation du Canal et de sa région sont, en un sens, une limitation de la souveraineté des Gouvernements égyptien et ottoman. Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cette observation qui se présenterait, d'ailleurs, en Égypte dans beaucoup d'autres circonstances. En résumé, le Projet transactionnel retire au Sultan et au Khédive le droit de recourir à l'assistance d'alliés ; seulement, ce n'est pas pour la défense de l'Égypte que cette



disposition est prise, mais pour celle du Canal qui, étant neutralisé, n'aura pas à être défendu. La nouvelle rédaction que nous proposons pour l'article 11 reproduit cette même idée avec plus de netteté.

**N° 19. — M. de Freycinet à M. Waddington.**

*(Télégramme)*

Paris, le 5 juillet 1886.

La nouvelle rédaction des articles restés en suspens dans le projet relatif à la liberté de navigation et à la neutralité du Canal de Suez a été communiquée au Gouvernement britannique, il y a déjà plusieurs semaines. J'attacherais du prix à connaître l'accueil qui lui est fait à Londres, et je vous prie d'insister auprès de Lord Rosebery pour qu'il vous donne sa réponse le plus tôt possible.

C. de FREYCINET.

**N° 20. — M. Waddington à M. de Freycinet.**

*(Télégramme)*

Londres, le 6 juillet 1886.

Lord Rosebery, que j'ai été voir aujourd'hui au sujet du Canal de Suez, m'a dit que sa réponse était rédigée, mais que, dans ce moment, elle était soumise au Ministère des Colonies.

J'ai insisté pour une réponse prochaine, et Lord Rosebery m'a déclaré qu'il espérait pouvoir l'envoyer dans huit jours.

WADDINGTON.

**N° 21. — M. Waddington à M. de Freycinet.**

[Londres, le 3 août 1886.

Lord Rosebery, par une lettre particulière dont copie est ci-jointe, vient de m'annoncer qu'il ne croit pas pouvoir vous adresser une réponse au projet transactionnel pour le canal de Suez dont vous l'aviez saisi. Il allègue sa retraite vraisemblable et la nécessité où il se trouve de laisser à son successeur la suite de la négociation.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 3 AOUT 1886.

**Le Comte de Rosebery à M. Waddington.**

*Traduction*

Foreign-Office, le 30 juillet 1886.

Mon cher Ambassadeur, j'avais espéré envoyer à M. de Freycinet une réponse à sa dernière communication, faite par l'intermédiaire de Lord Lyons, au sujet de la Convention pour la liberté de navigation du canal de Suez.

Un projet de réponse était en préparation ; mais je considère que les nouvelles propositions de M. de Freycinet laissent subsister nos objections, et je ne suis pas désireux de pousser plus loin, dans la position actuelle du gouverne-

ment, des négociations dont la conduite future doit être réservée à mon successeur. Veuillez avoir la bonté de donner ces explications à M. de Freycinet.

ROSEBERRY.

**N° 22. — M. de Freycinet au comte d'Aubigny, chargé d'affaires de France à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 8 septembre 1886.

Lord Salisbury aura certainement le désir de se mettre d'accord avec nous sur la question du canal de Suez, à laquelle les événements ont fait subir tant de retards. Notre dernier texte est du 9 juin dernier. Je vous serai obligé de proposer de lord Iddesleigh une réponse aussi prochaine que possible.

C. de FREYCINET.

**N° 23. — Le comte d'Aubigny à M. de Freycinet.**

(Télégramme)

Londres, le 23 septembre 1886.

Aujourd'hui, j'ai rappelé à lord Iddesleigh, en m'inspirant des termes de votre télégramme du 8 septembre, que Votre Excellence attendait la réponse du Gouvernement de la Reine au projet transactionnel pour le régime du canal de Suez portant la date du 9 juin.

Le Principal Secrétaire d'Etat m'a donné l'assurance que cette réponse ne tarderait plus que peu de jours à vous parvenir.

L. D'AUBIGNY.

**N° 24. — M. de Freycinet au comte d'Aubigny.**

(Télégramme.)

Paris, le 14 octobre 1886.

Le Ministre d'Angleterre m'a demandé hier mon sentiment sur le projet d'arrangement pour les Nouvelles-Hébrides et les îles Sous-le-Vent de Taïti que vous a remis son Gouvernement. Je lui ai fait remarquer que je ne l'avais reçu que depuis quatre ou cinq jours, et, comme il insistait néanmoins pour une prompt réponse, je lui ai demandé, à mon tour, à quelle date le Cabinet de Londres comptait répondre à notre proposition pour le Canal de Suez. J'ai ajouté que j'étais désireux de couvrir ma responsabilité vis-à-vis des Puissances qui m'avaient laissé le soin de suivre cette affaire auprès du Gouvernement britannique, que les pourparlers avaient commencé au mois de juin 1885, et que j'avais hâte, en mettant les Cabinets au courant du résultat des négociations, de montrer que je n'avais pas négligé la question, comme on pourrait le supposer actuellement d'après les apparences.

M. Egerton m'a promis de faire part à son Gouvernement de ces observations échangées sur un ton amical. Je vous prie de votre côté de saisir la première occasion d'insister auprès du Principal Secrétaire d'Etat de la Reine.

C. de FREYCINET.

## N° 25. — Le comte d'Aubigny à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Londres, le 13 octobre 1886.

J'ai insisté auprès de lord Iddesleigh, conformément à votre télégramme du 14 octobre, pour que le Gouvernement britannique ne tardât pas plus longtemps à communiquer sa réponse à votre proposition pour le canal de Suez. Le Ministre m'a dit qu'il s'était entretenu longuement hier de cette affaire avec Sir J. Pauncefote. Ce dernier avait préparé un memorandum élaboré de concert avec l'Amirauté, l'Indian Office, le Colonial Office, et ce document était prêt à vous être envoyé. Lord Iddesleigh, après réflexion, pense que ce mode de négocier par voie d'échange de notes qui a été suivi par le précédent Ministère menace d'éterniser la question. Il paraît, en effet, que le Gouvernement anglais maintient des objections de fond sur trois ou quatre articles. Le Ministre préférerait qu'un délégué français ou un membre de l'Ambassade pût entrer en pourparlers directs avec Sir J. Pauncefote. Il espère qu'on arriverait ainsi à s'entendre plus rapidement et son désir, m'a-t-il dit, est d'arriver à un prompt accord. Il m'a prié de vous saisir de cette suggestion.

Je lui ai exprimé mon désappointement d'apprendre que nous fussions encore loin d'une solution; je lui ai, en outre, objecté que vous ne pourriez vous prononcer sur l'opportunité d'adopter ce mode de procéder que si les points sur lesquels portent les objections proposées vous étaient préalablement indiqués. Il a été convenu en conséquence qu'un aide-mémoire, mentionnant sommairement ces objections, serait remis au premier jour à l'Ambassade; je m'empresse de vous le faire parvenir.

L. D'AUBIGNY.

## N° 26. — Le comte d'Aubigny à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Londres, le 20 octobre 1886.

Il ressort d'un entretien que je viens d'avoir avec Sir J. Pauncefote que, dans la pensée de lord Iddesleigh, l'exposé sommaire des objections élevées par le Gouvernement britannique contre notre dernière proposition pour le canal de Suez ne doit être remis à l'Ambassade qu'après acceptation par Votre Excellence du nouveau mode de négociation qui vous est proposé. Si, au contraire, Votre Excellence préfère continuer à procéder par échange de notes, lord Lyons, qui doit rentrer à son poste au premier jour, vous remettra dès son arrivée le memorandum élaboré au Foreign-Office. On attend votre décision. Lord Iddesleigh est fort désireux, paraît-il, d'arriver à une entente le plus tôt possible sur ce sujet par la voie proposée.

L. D'AUBIGNY.

## N° 27. — M. de Freycinet au comte d'Aubigny.

(Télégramme.)

Paris, le 22 octobre 1886.

J'ai reçu la visite d'arrivée de lord Lyons. L'Ambassadeur de la Reine m'a parlé du canal de Suez dans le sens de vos télégrammes des 15 et 20 octobre. Je lui ai répondu que je n'avais pas en principe de préférence absolue pour tel ou tel mode de pourparlers; qu'il m'aurait semblé naturel

que la question continuât d'être traitée entre lui et moi, puisqu'elle avait commencé ainsi; mais que si son Gouvernement voulait bien me faire connaître les principales objections que ma rédaction soulevait encore, nous examinerions ensemble (lord Lyons et moi) quelle paraîtrait être la meilleure manière de procéder pour arriver à les lever et que nous en ferions part à son Gouvernement. Il m'a promis de télégraphier dans ce sens et il a paru croire que ce détail de procédure serait heureusement réglé.

C. de FREYCINET.

(*A suivre.*)

---





## TROISIÈME PARTIE

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

### FRANCE

**Loi ayant pour objet de modifier les droits du tarif des douanes à l'égard d'un certain nombre de produits italiens.**

27 février 1888 (1).

**ARTICLE UNIQUE.** — Les droits inscrits au tarif général des douanes sont modifiés conformément aux indications du tableau annexé à la présente loi, à l'égard des produits italiens qui y sont dénommés :

#### Animaux vivants.

Chevaux entiers ou hongres et juments (par tête) . . . . .	40	»
Poulains . . . . .	40	»
Mules et mulets . . . . .	15	»
Anes et ânesses . . . . .	10	»
Bœufs . . . . .	60	»
Vaches . . . . .	40	»
Taureaux . . . . .	30	»
Bouvillons, taurillons, génisses . . . . .	20	»
Veaux . . . . .	15	»
Béliers, brebis et moutons . . . . .	10	»
Agneaux . . . . .	3	»
Boucs, chèvres et chevreaux . . . . .	2	»
Porcs . . . . .	12	»
Cochons de lait de 8 à 15 kilog. . . . .	3	»
Cochons de lait pesant moins de 8 kilog. . . . .	3	»
Gibier, volailles et tortues (les 100 kilos) . . . . .	30	»

#### Produits et dépouilles d'animaux.

Viande fraîche de boucherie (100 kilos) . . . . .	35	»
Gibier mort, volaille et tortues mortes, id. . . . .	30	»
Viandes salées . . . . .	25	»
Viande (conserves de) en boîtes . . . . .	25	»
Crins bruts . . . . .	3	»
Crins teints . . . . .	10	»
Crins frisés . . . . .	20	»

(1) Promulguée dans le *Journal officiel* du 28 février.

Poils bruts. . . . .	3 »
Cocons secs (le kilo). . . . .	0 25
Soies grèges. . . . .	1 »
Soies moulinées. . . . .	2 »
Soies teintes à coudre, à broder ou autres. . . . .	2 50
Cheveux bruts. . . . .	3 »
Cheveux ouvrés. . . . .	10 »
Cire jaune non ouvrée (100 kilos). . . . .	15 »
Cire jaune ouvrée. . . . .	20 »
Cire blanche non ouvrée. . . . .	30 »
Cire blanche ouvrée. . . . .	40 »
Résidu de cire. . . . .	10 »
Œufs de volaille et de gibier. . . . .	20 »
Lait concentré. . . . .	15 »
Fromages de toute sorte. . . . .	25 »
Beurre frais ou fondu. . . . .	20 »
Beurre salé. . . . .	25 »
Miel. . . . .	25 »

#### Pêches.

Poissons frais d'eau douce (100 kilos). . . . .	10 »
Poissons frais de mer. . . . .	10 »

#### Farineux alimentaires.

Farines de froment (100 kilos). . . . .	8 70
Seigle en grains. . . . .	3 »
Farines de seigle et d'avoine. . . . .	6 »
Maïs et sarrasin (grains). . . . .	3 »
Maïs et sarrasin (farines). . . . .	6 »
Semoules en gruau. . . . .	11 »
Semoules en pâte et pâtes d'Italie. . . . .	15 »
Riz en paille. . . . .	3 »
Riz en grains et en brisures. . . . .	8 »
Riz (farines de). . . . .	10 »
Légumes secs et leurs farines. . . . .	3 »
Marrons, châtaignes et leurs farines. . . . .	2 80
Autres farineux alimentaires, non dénommés au présent tarif ou au tarif général français. . . . .	2 »

#### Fruits et graines.

Fruits de table :	
Fruits frais : citrons, oranges et leurs variétés (100 kilos). . . . .	8 »
Fruits frais : caroube ou carouge. . . . .	1 75
Fruits frais : raisins. . . . .	7 50
Fruits frais : autres. . . . .	1 »
Fruits secs ou tapés : figues. . . . .	15 »
Fruits secs ou tapés : raisins. . . . .	20 »
Fruits secs ou tapés : autres. . . . .	10 »
Fruits et graines oléagineuses. . . . .	4 »

#### Huiles.

Huiles fixes pures : d'olive (100 kilos). . . . .	15 »
Huiles fixes pures : autres. . . . .	15 »
Huiles volatiles ou essences :	
Huiles d'orange, de citron et de leurs variétés. . . . .	750 »
— toutes autres. . . . .	750 »

**Bois.****Bois communs :**

Bois à construire, de chêne, d'orme et de noyer bruts ou équarris (100 kilos) . . . . .	0 50
Bois à construire, de chêne, d'orme et de noyer sciés de toute dimension . . . . .	0 70
Bois à construire, autres, bruts ou équarris . . . . .	0 50
Bois à construire, autres, sciés de toute dimension . . . . .	0 70
Bois en éclisses (1,000 feuilles) . . . . .	2 "
Bois feuillard (100 kilos) . . . . .	2 "
Liège brut, râpé ou en planches . . . . .	2 "
Charbon de bois . . . . .	2 "

**Produits et déchets divers.**

Légumes verts (100 kilos) . . . . .	5 "
Légumes salés ou confits . . . . .	20 "
Sous de toutes sortes de grains . . . . .	2 "
Tourteaux de graines oléagineuses . . . . .	1 "
Lin et chanvre teillés . . . . .	3 "
Lin et chanvre peignés . . . . .	4 "

**Pierres et combustibles minéraux.****Marbres autres :**

Marbres sciés ayant d'épaisseur plus de 30 centimètres (100 kilos) . . . . .	Exempts.
Marbres sciés ayant d'épaisseur de 16 à 30 centimètres . . . . .	1 50
Marbres sciés ayant d'épaisseur de 3 à 16 centimètres . . . . .	3 "
Marbres sciés ayant d'épaisseur moins de 3 centimètres . . . . .	5 "
Marbres pendules, coupes, encriers, chiques . . . . .	25 "
Marbres autres, sculptés, polis ou autrement ouvrés . . . . .	15 "
Albâtre scié ayant d'épaisseur plus de 30 centimètres . . . . .	Exempt.
Albâtre de 16 à 30 centimètres . . . . .	0 50
Albâtre de 3 à 16 centimètres . . . . .	3 "
Albâtre moins de 3 centimètres . . . . .	5 "
Albâtre sculpté ou ouvré (autre que statues modernes) . . . . .	15 "
Ciment (la tonne) . . . . .	12 50
Soufres triturés (100 kilos) . . . . .	2 50
Soufres raffinés et sublimés . . . . .	2 50

**Produits chimiques.**

Acide borique (100 kilos) . . . . .	2 50
Acide citrique, liquide (jus de citron naturel ou concentré) jusqu'à 35 degrés inclusivement . . . . .	10 "
Potasse et carbonate de potasse . . . . .	5 "
Ammoniaque (alcali volatil) . . . . .	5 "
Tartrate de potasse, y compris le tartrate double de potasse et de soude et les lies de vin . . . . .	2 20

**Boissons.****Boissons fermentées :****Vins de toutes sortes :**

Vins en fûts (l'hectolitre de liquide) . . . . .	20 "
Vins en bouteilles (le cent) . . . . .	60 "



**Verres et cristaux.**

Verres à vitre :	
Verres ordinaires (100 kilos) . . . . .	6 »
Verres de couleur ou gravés . . . . .	18 50
Verres polis . . . . .	18 50
Vitrifications en émail :	
Vitrifications en masse ou en tubes . . . . .	5 »
Vitrifications en grains percés ou taillés, ou en pierres à bijoux, breloques colorées ou non verre filé, boules et corail factice en verre . . . . .	50 »
Ouvrages en verre non dénommés au tarif général français, y compris les couronnes funéraires . . . . .	100 »
Bouteilles et dames-jeannes pleines ou vides . . . . .	5 »

**Fils.***Fils de lin ou de chanvre.*

Fils simples écrus, mesurant au kilogramme :	
2,000 mètres au moins (100 kilos) . . . . .	20 »
Plus de 2,000 mètres, pas plus de 5,000 mètres . . . . .	22 »
Plus de 5,000 mètres, pas plus de 10,000 mètres . . . . .	22 »
Plus de 10,000 mètres, pas plus de 20,000 mètres . . . . .	37 »
Plus de 20,000 mètres, pas plus de 30,000 mètres . . . . .	44 »
Plus de 30,000 mètres, pas plus de 40,000 mètres . . . . .	54 »
Plus de 40,000 mètres, pas plus de 60,000 mètres . . . . .	74 »
Plus de 60,000 mètres, pas plus de 80,000 mètres . . . . .	103 »
Plus de 80,000 mètres, pas plus de 100,000 mètres . . . . .	153 »
Plus de 100,000 mètres . . . . .	204 »
(Les fils polis, au-dessous de 2,000 mètres, sont assimilés aux ficelles, et au-dessus de 2,000 mètres, aux fils de lin ou de chanvre blanchis ou teints, soit simples, soit retors.)	
Fils blanchis ou teints . . . . .	
Fils retors écrus . . . . .	
(Droits des fils simples écrus augmentés de 30 p. 100.)	
Fils retors blanchis ou teints . . . . .	
(Droits des fils simples, blanchis ou teints, augmentés de 30 p. 100.)	
Fils de lin ou de chanvre mélangés, le lin ou le chanvre dominant en poids . . . . .	
(Même droit que les fils de lin ou de chanvre pur, selon l'espèce et la classe.)	

**Tissus.***Tissus de lin ou de chanvre pur, unis ou ouvrés.*

Ecrus, présentant en chaîne et en trame dans l'espace de 5 mil- limètres carrés, après division du total par 2 :	
Ecrus 6 fils ou moins (les 100 kilos) . . . . .	32 »
Ecrus 7 et 8 fils . . . . .	46 »
Ecrus 9 et 10 fils . . . . .	72 »
Ecrus 11 et 12 fils . . . . .	84 »
Ecrus 13 et 14 fils . . . . .	116 »
Ecrus 15, 16 et 17 fils . . . . .	147 »
Ecrus 18, 19 et 20 fils . . . . .	234 »
Ecrus 21, 22 et 23 fils . . . . .	348 »
Ecrus plus de 23 fils . . . . .	464 »
Ecrus blanchis, teints ou imprimés . . . . .	
(Droits du tissu écu, augmentés de 30 p. 100.)	

Dans le compte des fils de chaîne, comme dans celui des fils de trame, les fractions de fils seront négligées; la somme des deux nombres sera divisée par 2; si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil sera comptée comme fil entier.

Tissus de lin ou de chanvre :

Toile cirée (les 100 kilos). . . . . 34 »

Toiles damassées pour literie et ameublement :

Toiles écruës. . . . . 116 »

Toiles crémees, blanchies ou mélangées de fils blancs ou teints. . .

(Droits des toiles damassées écruës augmentés de 30 p. 100.)

Linge de table damassé écru, présentant en chaîne dans l'espace de 5 millimètres carrés :

Linge 12 fils ou moins (les 100 kilos). . . . . 97 »

Linge 13 et 14 fils. . . . . 133 »

Linge 15, 16, 17 fils. . . . . 169 »

Linge 18, 19, 20 fils. . . . . 269 »

Linge 21, 22 et 23 fils. . . . . 399 »

Linge plus de 23 fils . . . . . 531 »

Linge de table damassé, chiné, blanchi ou mélangé de fils blancs ou teints . . . . .

(Droits du linge écru, augmentés de 30 p. 100.)

(Dans le compte des fils de chaîne, les fractions seront négligées.)

Coutils :

Coutils écrus (100 kilos). . . . . 124 »

Coutils crémees, blancs ou mélangés de fils écrus et de fils blanchis ou teints. . . . .

(Droit ci-dessus, augmenté de 30 p. 100.)

Passementerie et rubannerie :

Passementerie et rubannerie écruë, bise ou herbée (100 kilos). . . 153 »

Passementerie, blanchie ou teinte. . . . . 178 »

Bonneterie. . . . . 128 »

Dentelles et guipures de lin. . . . .

(Droits des dentelles et guipures de coton.)

Mouchoirs brodés et autres broderies sur tissus de lin (100 kilos). 500 »

Tissus mélangés, le lin ou le chanvre dominant en poids. . . . .

(Droits des tissus de lin ou de chanvre, selon l'espèce.)

### Tissus de soie.

Velours et peluche de soie ou de bourre de soie :

a. Unis (le kilo). . . . . 9 »

b. Façonnés. . . . . 12 »

Tissus de soie et de bourre de soie :

b. De couleur :

1. Unis . . . . . 7 »

2. Façonnés . . . . . 10 »

Tissus de soie et de bourre de soie :

b. De couleur :

1. Unis . . . . . 8 »

2. Façonnés . . . . . 11 »

c. Clairs :

1. Unis . . . . . 10 »

2. Façonnés . . . . . 13 »

Etoffes de soie ou de bourre de soie mélangées d'autres matières

dans lesquelles la soie ou la bourre de soie de toute espèce et de toute couleur entre pour plus de 12 p. 100 jusqu'à 50 p. 100 :

Velours :

a. Unis . . . . .	7	»
b. Façonnés . . . . .	10	»

Tissus :

a. Noirs :

1. Unis . . . . .	4	»
2. Façonnés . . . . .	7	»

b. De couleur :

1. Unis . . . . .	5	»
2. Façonnés . . . . .	8	»

Tissus brodés :

a. Au point de chaînette (le kilogr.) . . . . .		
(2 fr. par kilogr. en plus du droit du tissu selon l'espèce d'après le présent tarif.)		

b. Au point passé . . . . .		
(3 fr. par kilogr. en plus du droit du tissu selon l'espèce, d'après le présent tarif.)		

Tissus communs de bourre<sup>2</sup> de soie dont le poids dépasse 200 grammes au mètre carré et dans lesquels la bourre de soie entre pour 12 p. 100 au moins

a. Unis . . . . .	2	50
b. Façonnés . . . . .	4	50

Rubans et galons . . . . .		
(3 fr. par kilogr. en plus du droit du tissu selon l'espèce, d'après le présent tarif.)		

Bonneterie :

a. Simple . . . . .		
(Droit du tissu selon l'espèce, d'après le présent tarif.)		

b. Façonnée . . . . .		
(Droit de la bonneterie simple, augmenté de 50 p. 100.)		

Passementerie . . . . .		
(3 fr. par kilogr. en plus du droit sur le tissu, d'après le présent tarif.)		

La passementerie acquitte le droit comme si elle était entièrement composée de la matière apparente à l'extérieur.

Dentelles et tulles (y compris le crêpe et la blonde) dans lesquels la soie entre pour 12 p. 100 au moins :

a. Unis (le kilogr.) . . . . .	15	»
b. Façonnés . . . . .	18	»

c. Avec des perles ( <i>perlines</i> ) sur plus d'un tiers de leur superficie.	8	»
--	---	---

Tissus de soie avec fils métalliques :

a. d'or et d'argent ou dorés ou argentés . . . . .		
(5 fr. par kilogr. en plus du droit du tissu selon l'espèce, d'après le présent tarif.)		

b. En métaux communs . . . . .		
(2 fr. par kilogr. en plus du droit du tissu selon l'espèce, d'après le présent tarif.)		

Boutons . . . . .	5	»
-------------------	---	---

NOTA. — Sont considérés comme tels les boutons dont la face est en soie; il n'est pas fait d'exception quand le coton, le bois ou une autre matière sont apparents au revers.

Articles confectionnés . . . . .		
(Droit du tissu selon l'espèce, d'après le présent tarif, augmenté de 50 p. 100.)		

NOTA. — Les articles confectionnés ou fabriqués avec divers tissus sont passibles du droit afférent au tissu le plus imposé entrant dans leur composition.

### Papier et ses applications.

Papier dit de fantaisie, colorié, marbré, gaufré, recouvert ou non de métal, et papier de tenture (100 kilos). . . . .	45 „
Papier autre de toute sorte. . . . .	20 „
Livres reliés de tout genre et musique. . . . .	20 „
Gravures, estampes, lithographies, photographies, cartes géographiques et dessins de toute sorte sur papier. . . . .	100 „
Étiquettes imprimées, gravées ou coloriées. . . . .	100 „

### Peaux et pelleteries ouvrées.

Peaux préparées, vernies ou maroquinées (100 kilos). . . . .	90 „
Peaux autres de chèvre, de mouton et d'agneau. . . . .	25 „
Ouvrages en peau ou en cuir, bottes, bottines pour hommes et pour femmes, souliers (la paire). . . . .	2 „
Gants de peau de toute sorte (la douzaine). . . . .	2 50
Tuyaux de cuir (100 kilos). . . . .	120 „

### Métaux et ouvrages en métaux.

Or :

a. Laminé en plaque et clinquant, et or tréfilé (le kilogr.). . . .	10 „
b. Filé sur soie et sur autre matière textile. . . . .	10 „
c. Battu en feuilles (sans défalcation du poids du papier). . . .	25 „

Argent :

a. Laminé en plaques et clinquant et argent tréfilé (le kilogr.). . .	5 „
b. Filé sur de la soie ou sur toute autre matière textile. . . . .	10 „
Orfèvrerie et vaisselle d'or (l'hectogr.). . . . .	14 „
Articles en argent, même dorés ou argentés (le kilogr.). . . . .	9 „

Bijoux (on entend par bijoux les objets de luxe de petite dimension et qui, précieux par le travail et la matière, sont destinés à servir d'ornements personnels) :

a. D'or (l'hectogr.). . . . .	14 „
b. D'argent même doré (le kilogr.). . . . .	10 „

### Meubles.

Meubles en bois courbé (100 kilos). . . . .	30 „
Meubles autres qu'en bois courbé :	
Meubles sièges sculptés ou marquetés ou ornés de cuivre, de toute espèce ds bois :	
Meubles autres que sièges, plaqués, sculptés, marquetés ou ornés de cuivre. . . . .	60 „
Meubles autres que sièges, massifs en bois d'ébénisterie, sculptés, marquetés ou ornés de cuivre. . . . .	60 „
Meubles garnis et recouverts, de toute espèce. . . . .	
(30 p. 160 en sus des droits ci-dessus selon la catégorie.)	
Cadres, baguettes en bois de toute nature et en bois doré. . . . .	70 „

### Ouvrages en bois.

Balais communs (le cent) . . . . .	10 „
Planches et frises ou lames de parquets rabotées, rainées et	



(ou) bouvetées :	
En chêne ou bois dur (100 kilos). . . . .	6 »
En sapin ou bois tendre. . . . .	6 »

#### Ouvrages de sparterie, vannerie.

Chapeaux de paille, d'écorce, de sparte et de fibres de palmier ou de toute autre matière végétale, non dressés ni garnis (le cent).	23 »
Chapeaux dressés ou garnis. . . . .	500 »
Cordages, fils polis et ficelles :	
Cordages, fils polis et ficelles de sparte, de tilleul et de junc (100 kilos).	7 75
Autres, mesurant par kilogramme de fil simple :	
500 mètres et au-dessous . . . . .	22 50
De 501 mètres à 2,000 mètres. . . . .	26 50
Plus de 2,000 mètres. . . . .	
(Droits des fils retors de lin ou de chanvre.)	

#### Ouvrages en matières diverses.

Corail taillé non monté (le kilogr.) . . . . .	10 »
Boutons de toute sorte à l'exception de ceux recouverts de soie ou de bourre de soie (100 kilos). . . . .	350 »

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### ALLEMAGNE

**Discours du Prince de Bismarck, à la séance du Reichstag du 6 février, à propos du projet d'emprunt pour dépenses militaires.**

Si je prends aujourd'hui la parole, je ne le fais point pour recommander le projet de loi sur le crédit militaire; je ne doute pas que ce projet ne soit adopté et je ne crois point que je puisse contribuer à renforcer la majorité qui l'adoptera et qui, à vrai dire, importe grandement, à l'intérieur et à l'étranger. Messieurs les députés auront arrêté au sein de leurs groupes leur vote, et j'ai pleine confiance en ce que le Reichstag allemand votera cette augmentation de notre force armée à un chiffre auquel nous avons renoncé pendant l'époque allant de 1867 à 1887, et qu'il nous le rendra, non pas en raison de la situation du moment, ni en raison des craintes qui peuvent agiter aujourd'hui la Bourse et l'opinion publique, mais en raison d'une appréciation prévoyante de la situation générale de l'Europe.

Aussi, en prenant la parole, parlerai-je plutôt de la situation que du projet de loi.

Je ne le fais pas volontiers; car un seul mot maladroit peut gâter beaucoup et beaucoup de paroles ne serviront pas à grand'chose, sauf à édifier nos citoyens et ceux de l'étranger, ce qui se ferait tout seul aussi. Je ne le fais pas volontiers, mais je crains que, après l'attente qui se rattache à la discussion de ce jour, mon silence n'augmente la nervosité de notre population et de celle de l'étranger. On croirait que la situation est tellement critique, qu'un ministre des affaires étrangères n'ose même pas y toucher. Je vais donc parler, bien que je le fasse à contre-cœur.

Je pourrais me borner à rappeler les déclarations que j'ai faites ici même il y a à peu près une année.

Depuis, la situation a peu changé. J'ai reçu ce matin une coupure d'un journal, la *Freisinnige Zeitung*, un journal qui, je pense, est plus près de mon ami politique M. Richter, et je pourrais y prendre le point de départ de mes explications sur la situation. Je pourrais me rapporter aux points principaux de cet article en disant que si la situation a changé, elle a tourné plutôt au mieux qu'au pire.

A ce moment-là nous craignons surtout la guerre qui pouvait éclater du côté de la France. Depuis, nous avons vu en France un président pacifique qui a succédé à un prédécesseur pacifique. C'est un symptôme favorable, si la France, en élisant un nouveau chef de l'Etat, n'a pas ouvert la boîte de Pandore et si nous pouvons compter que M. Carnot continuera la politique dont M. Grévy passait pour le représentant. En outre, nous avons vu dans le ministère français des changements qui ont une importance plus rassurante encore que le changement présidentiel, qui se rattachait à d'autres raisons. Des ministres qui pouvaient être disposés à subordonner à leurs

projets personnels les intérêts de la paix de leur pays et de l'Europe sont sortis et ont été remplacés par d'autres ministres qui ne nous inspirent point ces craintes. Je crois donc pouvoir constater — et je le fais volontiers, puisque je veux, non pas alarmer, mais rassurer l'opinion publique — que l'aspect de la situation du côté de la France est beaucoup plus pacifique, beaucoup moins explosif qu'il ne l'était il y a un an.

Les craintes qui ont surgi au cours de cette année se rattachaient plutôt à la Russie qu'à la France, ou, je puis dire, aux excitations mutuelles, menaces, injures et provocations, que la presse russe et la presse française émettaient à tour de rôle au cours de l'été.

Mais je crois que, en Russie, la chose est la même qu'elle était l'an dernier. La *Freisinnige Zeitung* a relevé ce que je disais l'année dernière, à savoir :

« Notre amitié avec la Russie n'a pas subi de changement pendant nos guerres, et aujourd'hui encore elle est au-dessus de tout doute. Du côté de la Russie nous n'attendons ni une attaque ni une politique hostile. »

Ceci a été réimprimé en gros caractères peut-être pour faciliter mon point de départ; peut-être dans l'espérance que j'ai entre-temps changé d'opinion et que je suis convaincu de m'être trompé dans ma confiance exprimée il y a un an envers la Russie. Ce n'est pas le cas. Les raisons qui auraient pu servir de motifs résident dans la presse et dans les concentrations de troupes russes.

En ce qui concerne la presse, je ne saurais lui attribuer un poids décisif. On dit qu'elle a plus d'importance en Russie qu'en France. Je ne suis point de cet avis là. En France, la presse est une puissance qui influe sur les décisions du Gouvernement; en Russie elle ne l'est pas et ne saurait l'être; dans les deux cas, la presse, c'est du papier noirci, contre lequel nous ne guerroyons pas. Les articles de journaux ne sauraient constituer pour nous une provocation. Derrière l'article d'un journal il n'y a qu'un particulier qui écrit et qui lance un article; dans un journal russe — supposons que ce soit un journal russe indépendant qui est en rapports avec les fonds secrets français — cela ne tire pas à conséquence. La plume qui écrit un article de journal n'a derrière elle que l'homme particulier qui met sur le papier ses élucubrations dans le silence du cabinet, et le protecteur, c'est-à-dire le fonctionnaire supérieur qui, emboîré dans la politique des partis, accorde sa protection à ce journal — l'un et l'autre sont d'un poids infime devant l'autorité de Sa Majesté l'Empereur de Russie.

En Russie, la presse n'a pas tant d'influence sur l'opinion publique qu'en France; elle est tout au plus le baromètre de ce qu'on permet, mais sans qu'elle engage en quoi que ce soit le Gouvernement russe et Sa Majesté l'Empereur. En face des voix de la presse russe, j'ai le témoignage de l'Empereur lui-même, puisque, il y a quelques mois, j'ai eu de nouveau l'honneur d'être reçu en audience par le czar. A cette occasion, j'ai de nouveau acquis la conviction que l'Empereur de Russie n'a pas de tendances guerrières contre nous, qu'il n'a pas l'intention de nous attaquer ou de faire une guerre d'agression quelconque. Je ne donne pas créance à la presse russe; mais j'ai une pleine confiance dans les paroles de l'Empereur Alexandre. Quand je mets les deux sur la balance, les articles russes avec leur haine de l'Allemagne sont légers comme des plumes, et la parole de l'Empereur pèse d'un poids décisif. Je dis donc que la presse russe ne m'engage pas à avoir, sur nos relations avec la Russie, une opinion plus défavorable que celle d'il y a une année.

J'arrive à la question des concentrations de troupes, qui se faisaient autrefois dans une mesure étendue et qui affectaient, depuis 1879, leur forme actuelle qui paraît menaçante. On pourrait facilement s'imaginer que la concentration de troupes russes, à proximité des frontières allemandes et autrichiennes, dans des contrées où leur entretien est plus cher et plus difficile que dans l'intérieur du pays, ne pouvait être inspirée que par l'intention d'assaillir l'un des pays voisins sans crier gare. Eh! bien, je n'en crois

rien. D'abord cela ne correspond pas au caractère du monarque russe et serait en contradiction avec ses déclarations; puis il serait excessivement difficile d'en saisir le but. La Russie ne saurait avoir l'intention de conquérir des provinces prussiennes, ni des provinces autrichiennes. Je crois que, en fait de sujets polonais, la Russie a tout ce qu'elle peut désirer et qu'elle n'a point le désir d'en augmenter le nombre. Annexer une province de l'Autriche, ce serait plus difficile encore. Il n'y a aucune raison, aucun prétexte qui puisse amener un monarque européen à fondre tout-à-coup sur ses voisins. Je vais plus loin encore dans ma confiance; je suis convaincu que si une explosion en France, que l'on ne saurait calculer d'avance et qui n'est certes pas dans les intentions du Gouvernement français actuel, amenait une guerre avec nous, la guerre russe ne s'ensuivrait pas immédiatement et elle ne viendrait pas forcément. Mais si, par contre, nous nous trouvions engagés dans une guerre russe, la guerre avec la France serait absolument certaine, car aucun Gouvernement français n'aurait la force de l'empêcher, quand même il aurait la meilleure volonté. Mais en ce qui concerne la Russie, je déclare aujourd'hui encore que je n'attends pas d'agression et que je ne reprends rien de ce que j'ai dit l'année dernière.

Vous me demandez : pourquoi alors ces concentrations de troupes si coûteuses ? Ah ! c'est là une question qu'il n'est pas facile de poser à un Cabinet étranger en vue d'avoir des explications. Si l'on commençait à exiger des explications, celles-ci pourraient être ambiguës et notre réplique en deviendrait entortillée. C'est là une pente savonnée sur laquelle je ne voudrais point m'engager. Les concentrations de troupes, ce sont des faits, en présence desquels on doit non pas exiger des explications catégoriques, mais prendre, avec réserve et prudence, des mesures correspondantes.

Je ne saurais donc vous donner des informations authentiques sur les motifs de ces concentrations, mais en homme qui connaît de près la politique étrangère russe depuis de longues années, je puis avoir mes idées là-dessus ; or je suppose que le Cabinet russe a la conviction — certes fondée — que, dans la prochaine crise européenne qui pourrait éclater, le poids de la Russie dans l'Aréopage européen sera d'autant plus grand qu'elle sera plus forte sur la frontière européenne et que ses armées seront plus avancées vers l'Ouest. Plus elle a de troupes sur ses frontières occidentales, plus elle est à même d'agir promptement comme alliée et comme adversaire.

Voilà la politique dont la Russie s'inspire depuis longtemps dans ces concentrations. Vous vous rappelez que, déjà lors de la guerre de Crimée, elle avait toujours une grande armée dans le royaume de Pologne, et si cette armée avait été dirigée en temps voulu sur la Crimée, la guerre eût pu prendre une autre tournure. Si l'on se reporte plus loin encore, on verra que le mouvement de 1830 a trouvé une Russie incapable d'une ingérence, puisqu'elle n'avait pas assez de troupes dans ses régions de l'Ouest. Une concentration de troupes dans les *zapadni guberni*, les Gouvernements de l'Ouest, n'entraîne donc pas forcément à conclure à une intention agressive. suppose qu'on attend une nouvelle crise orientale et qu'on veut être à même d'appuyer les desirs russes avec le poids d'une armée qui ne se trouve pas à Kasan, mais à un point plus rapproché de la frontière.

La crise orientale, quand pourrait-elle éclater ? C'est ce qu'on ne pourrait dire exactement. Au cours de ce siècle, nous avons eu quatre crises (sans compter les petites crises qui ne se sont pas développées) : celle de 1809, au bout de laquelle la Russie obtint la frontière du Pruth ; celle de 1828 ; en 1854 la guerre de Crimée, et enfin celle de 1877. Ces crises ont donc éclaté dans des intervalles d'environ vingt ans. Pourquoi la crise prochaine devrait-elle donc éclater avant 1899, c'est-à-dire avant le délai de 20 ans ? Je voudrais du moins calculer avec la possibilité d'ajourner la crise.

Il y a d'autres événements européens qui éclatent dans des intervalles similaires. Jadis on pouvait s'attendre à une révolution polonaise tous les



vingt ans. C'est peut-être là la raison pour laquelle la Russie veut être assez forte en Pologne. Les grandes crises en France éclatent ainsi tous les 18 ou 20 ans, et personne ne niera qu'un changement de la forme gouvernementale en France pourrait aboutir à une crise, qui imposerait à toute puissance intéressée le désir de pouvoir agir avec son plein poids; je parle d'une action diplomatique, mais conduite par une diplomatie qui s'appuie sur une armée forte et placée à proximité de la frontière.

Si c'est là l'intention de la Russie — et le jugement technique-diplomatique que m'inspire mon expérience me le fait supposer en dépit des menaces et des gasconnades des journaux — alors nous n'avons aucune raison pour broyer du noir plus que nous ne l'avons fait depuis quarante ans. La crise vraisemblable qui peut éclater, c'est la crise orientale. Si elle éclate, nous n'y sommes pas engagés *au premier plan*. Sans manquer à aucun engagement, nous pouvons attendre que les puissances intéressées dans la Méditerranée ou dans le Levant prennent leur décision et se décident à un compromis ou à une guerre avec la Russie. Nous ne sommes pas appelés à prendre l'initiative dans un sens ou dans l'autre. Toute puissance qui cherche à peser, à agir sur la politique des autres pays, et à diriger les choses, périlclite en dehors du territoire que le bon Dieu lui a assigné; elle ne fait pas une politique d'intérêts; mais elle est à la chasse du prestige. Nous ne ferons rien de pareil; dans le cas où une crise orientale viendrait à éclater, nous attendrons l'attitude que prendront les puissances plus intéressées, avant de fixer notre attitude à nous.

Il n'y a donc pas lieu de croire que c'est la situation actuelle qui nous engage à procéder à la formidable augmentation de nos forces armées proposée par le projet de loi. Je voudrais que la question de l'établissement de l'arrière-ban et celle des crédits fussent détachées de la question de savoir quelle est notre situation actuelle. Il ne s'agit pas d'un établissement momentané, mais d'une institution destinée à renforcer l'Empire d'Allemagne d'une façon permanente.

Il ne s'agit pas d'une mesure momentanée : ce sera clair, si nous passons en revue les dangers de guerre que nous avons eus depuis quarante ans, sans être jamais tombés dans une inquiétude nerveuse.

En 1848, lorsqu'on vit se briser les digues qui avaient assigné leur cours à bien des eaux, nous avions deux grosses questions : la question polonaise et la question du Schlesvig-Holstein. Après les journées de mars, le premier cri était : « Guerre à la Russie pour le rétablissement de la Pologne ! » Bientôt après ce fut la question du Schlesvig-Holstein qui menaçait fort de provoquer une grande guerre européenne. Je n'ai pas besoin de rappeler que la convention d'Olmütz en 1850 empêcha une grande conflagration, une guerre du même genre. Puis nous eûmes deux années de paix, remplies d'appréhensions. Je fus alors pour la première fois délégué à Francfort. En 1853, on pressentait déjà la guerre de Crimée, qui a duré de 1853 jusqu'en 1856; pendant toute la durée de cette guerre nous nous trouvâmes au bord — je ne dirai pas de l'abîme, mais de la pente sur laquelle nous pouvions être entraînés dans la guerre. Je me rappelle que pendant cette période de 1853 à 1855, j'étais forcé à des allées et venues incessantes — comme un pendule — entre Berlin et Francfort, puisque feu le roi, étant donné la confiance qu'il m'accordait, m'utilisait comme l'avocat de sa politique indépendante toutes les fois que les puissances occidentales le pressaient trop de déclarer à son tour la guerre à la Russie et que la résistance de ses ministres faiblissait. Que de fois avons-nous vu jouer la pièce, dans laquelle je fus cité pour rédiger une dépêche plus russophile. Sur quoi M. de Manteuffel donna sa démission, après quoi, la dépêche une fois partie, je sollicitai de Sa Majesté la mission de rejoindre M. de Manteuffel à la campagne ou ailleurs pour l'amener à reprendre son portefeuille. Mais tout le temps la Prusse était sur le point d'avoir une grande guerre : d'un côté, elle était exposée à l'hostilité de l'Europe non russe tout entière, pour le cas où elle refuserait de se joindre

aux puissances occidentales; d'un autre côté, elle eût rompu avec la Russie pour longtemps, puisque le coup de la Prusse eût été peut-être le plus sensible à la Russie.

Nous étions donc sous le coup d'une menace constante pendant la guerre de Crimée, laquelle nous valut, au Congrès de Paris, une sorte de Canossa, dont je n'aurais pas assumé la responsabilité et que j'ai déconseillé en vain. Nous n'avions point besoin de jouer une puissance plus grande que nous ne l'étions et de signer les traités. Mais nous étions dans les antichambres pour être admis à signer. Cela ne nous arrivera plus.

C'était en 1856. L'année suivante ce fut la question de Neuchâtel qui nous menaça d'une guerre. Ceci est resté moins connu. Feu le roi m'envoya, au printemps de 1857, à Paris, pour négocier avec l'Empereur Napoléon la permission pour les troupes prussiennes de passer en vue d'une marche sur la Suisse.

Chacun comprendra que cela eût pu devenir un conflit avec la France et avec d'autres puissances. L'Empereur Napoléon était disposé à nous donner la permission. Mes négociations à Paris eurent un terme, puisque, entretemps, Sa Majesté le Roi s'était arrangé à l'amiable avec l'Autriche et la Suisse. Mais le danger n'en a pas moins existé. Je puis dire que, lors de ce séjour à Paris, je vis en l'air la guerre italienne, qui a éclaté une année après et qui a failli nous entraîner dans une grande guerre de coalitions européennes. Nous en étions à la mobilisation et nous aurions sans doute commencé la guerre, si l'Autriche n'avait pas conclu la paix de Villafranca, trop précipitamment à son point de vue, mais juste à propos au nôtre, puisque nous aurions fait la guerre dans des conditions peu favorables; de cette guerre italienne nous aurions fait une guerre franco-prussienne, dont la conclusion, la fin et la paix, eût tenu plutôt à nos amis et à nos ennemis.

Nous arrivions jusqu'à l'année 1862, sans que les nuages de guerre se fussent dissipés pour une seule année.

En 1863, nous avons eu un grand danger que le public a presque ignoré et qui n'exercera son impression que lorsque les archives secrètes seront livrées à la publicité. Vous vous rappelez l'insurrection polonaise. Jamais je n'oublierai les visites matinales d'alors de Sir Andrew Buchanan, l'ambassadeur anglais, et de M. de Talleyrand, le représentant français, qui me reprochaient violemment l'attitude russe inqualifiable de la politique prussienne et qui tenaient un langage assez comminatoire. Aux heures de midi des mêmes jours, j'eus l'agrément d'entendre à la Diète, les mêmes arguments et les mêmes attaques que m'avaient fait entendre dans la matinée les deux ambassadeurs étrangers.

J'aurais enduré cela avec quiétude, mais le czar Alexandre perdit patience, et, en présence des chicanes des puissances occidentales, il voulait dégainer. Vous vous rappelez que l'armée française était alors engagée dans les projets américains et mexicains, de sorte qu'elle n'aurait pu agir avec toutes ses forces. Le czar de Russie ne voulait plus tolérer les intrigues polonaises des autres puissances, et il était prêt à se lier avec nous pour faire face aux événements. Vous savez que la Prusse était alors dans une situation délicate, que les esprits en Allemagne étaient en ébullition et qu'on se préparait au congrès de Francfort. On peut admettre que, pour notre Souverain, la tentation était grande pour mettre fin à la crise intérieure en s'engageant dans une grande guerre, et, certes, nous aurions eu la guerre de la Prusse et de la Russie alliées contre les puissances qui protégeaient et soutenaient le soulèvement polonais; mais Sa Majesté s'effrayait à la pensée de résoudre les difficultés intérieures allemandes et prussiennes, avec l'aide de l'étranger, et nous avons tacitement refusé sans faire valoir les motifs de notre procédé, vis-à-vis des projets hostiles d'autres gouvernements allemands.

La mort du roi de Danemarck a inspiré à tous les intéressés d'autres pensées. Mais il n'eût fallu qu'un *oui*, au lieu d'un *non*, prononcé à Gastein par Sa Majesté le roi, et la grande guerre des coalitions eût éclaté dès 1863. Un autre ministre, non allemand, eût conseillé le *oui*, pour des raisons d'utilité

et par opportunisme, en vue de résoudre les difficultés intérieures ; mais notre peuple et l'étranger n'ont pas idée de ce sentiment national et de ce sentiment consciencieux du devoir qui inspirent les souverains et les ministres des pays allemands.

L'année 1864 nous apporta un nouveau danger de guerre. Depuis le moment où nos troupes passèrent la frontière, je m'attendais chaque semaine à une ingérence de la coalition européenne dans l'affaire danoise et vous conviendrez que cette ingérence était fort probable. Nous pûmes voir dès lors qu'il n'était guère facile à l'Europe d'attaquer la Prusse et l'Autriche unies et cependant la confédération germanique d'alors était loin d'avoir l'importance militaire qu'elle a aujourd'hui. On l'a vu déjà alors ; mais le danger de la guerre était le même.

En 1865, le danger venait d'ailleurs et on put voir les prodromes de la guerre de 1866. Je rappellerai seulement le conseil des ministres prussiens qui eut lieu, en 1865, à Regensburg, au sujet du vote des crédits, sujet qui fut vidé par la convention de Gastein. En 1866, la guerre éclata et nous courûmes le danger — qui ne fut écarté que par la mise à profit prudente des circonstances — de voir ce duel austro-prussien dégénérer en une grande guerre européenne, où il se serait agi de notre existence.

C'était en 1866 ; en 1867 nous avions la question du Luxembourg ; il n'aurait fallu qu'une réponse un peu plus ferme de notre part — et nous l'aurions peut-être donnée si nous avions été assez forts pour être sûrs du succès — pour que la grande guerre française éclatât dès lors.

Depuis ce temps, en 1868, en 1869 et en 1870, nous avions les craintes de guerre constantes à la suite des pourparlers engagés par M. de Beust à Salzbourg, et ailleurs entre la France, l'Italie et l'Autriche et qu'on supposait engagés à nos frais. Les craintes de guerre étaient si intenses que j'eus alors, comme président du conseil, la visite de bon nombre de commerçants et d'industriels qui me disaient : « Cette incertitude est insupportable, mais *cognez* donc, car nous préférons la guerre à la pression qui pèse sur les affaires ! »

Nous avons tranquillement attendu qu'on nous attaquât, et je crois que nous avons bien fait de nous arranger de façon à ce que nous fussions les attaqués et non pas les assaillants.

Et maintenant, cette grande guerre faite, je vous demande si une seule année s'est passée sans que nous ayons eu le danger de la guerre. A peine étions-nous revenus qu'on se demandait déjà : A quand la prochaine guerre ? A quand la revanche ? D'ici avant cinq ans au plus tard, n'est-ce pas ?

On nous disait alors : la question de savoir si nous devons faire la guerre et si nous la ferons avec succès — c'était un député du centre qui me disait cela au Reichstag — ne dépend aujourd'hui que de la Russie, c'est elle qui domine la situation. Peut-être reviendrai-je encore sur cette question. Maintenant je veux parfaire le tableau de ces quarante ans, en mentionnant qu'en 1876 les nuages s'amassaient de nouveau au midi. Nous eûmes en 1877 la guerre balkanique, mais, grâce au congrès qui s'est réuni à Berlin, cette guerre n'a pas abouti à une guerre générale, et après le congrès, nous étions en face d'une nouvelle situation, puisque la Russie nous en voulait de notre attitude au congrès. J'y reviendrai encore si mes forces me le permettent.

Il se produisit une certaine action des relations intimes entre les trois Empereurs et pendant un certain temps nous pouvions envisager l'avenir avec plus de tranquillité ; mais dès les premiers symptômes de l'incertitude des relations des Empereurs, dès l'expiration de leur entente, notre opinion fut de nouveau saisie de cette agitation nerveuse et, je crois, exagérée, contre laquelle nous avons lutté pendant plusieurs années et que nous croyons particulièrement peu justifiée à l'heure qu'il est.

Je suis loin d'en conclure que l'augmentation de notre force armée n'est pas nécessaire, au contraire.



Voilà pourquoi j'ai déroulé ce tableau de 40 ans qui ne vous a peut-être pas égayés; mais si j'avais omis une seule de ces années que vous avez traversées frémissants, on n'aurait pas eu cette impression que l'état de crainte de grosses complications, de prévision de coalitions impossibles à calculer d'avance est un état permanent auquel nous devons nous habituer une fois pour toutes. Aussi devons-nous être, sans égard à la situation du moment, assez forts pour que nous ayons la fierté d'une grande nation, assez puissante pour diriger elle-même son sort et pour envisager avec calme toute coalition avec la confiance en nous-mêmes et en Dieu qu'inspirent notre force et la justice qui sera toujours de notre côté.

Nous devons être aussi forts que se peut faire, et nous avons la possibilité d'être plus forts que toute nation du monde d'un nombre égal au nôtre. Ce serait un crime que de ne pas tirer parti de ce moment. Si nous n'avons pas besoin de notre force armée, nous n'avons qu'à ne pas l'appeler sous les drapeaux. Il s'agit de la question financière — qui n'est pas très forte; — mais je rappellerai que la République française a dépensé, pendant ces trois dernières années, trois milliards pour augmenter sa force armée, tandis que nous n'en avons dépensé que un milliard et demi, y compris ce que nous vous demandons maintenant. Mais je m'en remets pour cette question à M. le ministre de la guerre.

Si je dis que nous devons toujours tendre à être de taille à faire face à toutes les éventualités, je veux dire que, en raison de notre situation géographique, nous devons faire plus d'efforts que les autres nations. Nous sommes au centre de l'Europe. On peut nous attaquer de trois côtés, tandis que la France peut être attaquée à l'Est seulement et la Russie à l'Ouest. Nous sommes, mieux que toute autre nation, exposés aux coalitions en raison du développement historique, de la situation géographique et du peu de cohésion que nous avons eue. Dieu nous a mis dans une situation telle que nos voisins nous empêchent de devenir paresseux et de nous engourdir. Il a mis près de nous la nation la plus belliqueuse, la plus remuante, la nation française; en Russie, il a fait grandir des velléités belliqueuses qui n'existaient pas autrefois. Nous sommes donc éperonnés de deux côtés et contraints à des efforts que nous n'aurions peut-être pas faits. Les brochets dans le vivier européen nous empêchent d'être des carpes, en nous faisant sentir dans nos deux flancs leurs éperons. Ils nous forcent même à l'union, tout à fait contraire à notre nature, qui penche vers la discorde. Mais le pressoir russo-français nous impose l'union et la pression augmentera notre force de cohésion jusqu'à ce que nous soyons aussi difficiles à déchirer que les autres nations. Mais il faut que nous obéissions à la Providence, en nous faisant si forts que les brochets puissent tout au plus nous tenir en éveil.

Dans le bon vieux temps de la Sainte-Alliance — je me rappelle ici une vieille chanson américaine que j'ai apprise de mon ami Motley : *In good old colonial times, when we lived under a King* — nous avions des balustrades et des digues qui nous protégeaient contre les flots impétueux européens. Il y eut la Confédération germanique, qui était au service et sous la protection de la Sainte-Alliance. Nous pouvions nous appuyer sur la Russie et l'Autriche et nous avions, comme garantie, notre timidité, qui nous empêchait de dire notre opinion tant que les autres n'avaient pas parlé.

Tout cela, c'est fini, et nous devons nous aider nous-mêmes. La Sainte-Alliance a échoué dans la guerre de Crimée sans notre faute. La Confédération germanique, nous l'avons détruite, puisque la situation qu'on nous y faisait était intolérable pour nous et pour le peuple allemand. Toutes les deux ont trépassé. Après la dissolution de la Confédération germanique, la Prusse d'alors ou l'Allemagne du Nord eût été isolée si nous avions dû compter que personne ne nous pardonnerait les grands succès obtenus par nous; les autres voisins ne voient jamais avec plaisir les succès de leurs voisins.

Nos relations avec la Russie n'avaient pas été troublées par les événements



de 1866. En 1866, le souvenir de la politique du comte Buol, le souvenir de la politique autrichienne pendant la guerre de Crimée était trop vivant pour qu'on ait pu avoir la pensée de secourir l'Autriche contre l'attaque prussienne et de refaire la campagne de 1849.

Le plus naturel pour nous, c'était encore de nous appuyer sur la Russie, politique qui avait pris sa naissance très légitime dans la politique de l'Empereur Alexandre I. La Prusse lui devait de la reconnaissance. Il aurait pu, en 1813, tourner les talons à la frontière polonaise et faire sa paix ; il aurait pu abandonner la Prusse. Notre rétablissement, nous en étions redevables à la bienveillance du czar, ou, si vous voulez être sceptiques, — à la politique russe dont la Prusse avait besoin.

Cette gratitude était la pensée dominante de Frédéric-Guillaume III. Le solde que la Russie avait en compte chez la Prusse a été exploité pendant le règne du tsar Nicolas par l'amitié, on pourrait dire la servilité de la Prusse et il a été liquidé à Olmutz. Ici le tsar Nicolas ne prit point le parti de la Prusse ; il ne nous protégea point contre certaines humiliations, puisque le tsar penchait en somme plutôt du côté de l'Autriche que du côté de la Prusse. La pensée que nous devons à la Russie une certaine reconnaissance est une légende historique.

Toutefois nous n'avons pas été, du vivant du czar Nicolas, infidèles à nos traditions envers la Russie ; pendant la guerre de Crimée nous nous sommes tenus du côté de la Russie, en dépit des dangers et des menaces dont j'ai parlé plus haut. Sa Majesté le roi n'était pas disposé à jouer un rôle décisif, ce qui eût été possible, je crois. Nous avons conclu des traités qui nous obligeaient à réunir, à un certain moment, une armée de 100,000 hommes. Je disais alors à Sa Majesté : Réunissons, non pas 100,000 hommes, mais 200,000 hommes ; plaçons-les à cheval pour les diriger soit à gauche, soit à droite, et votre Majesté décidera du sort de la guerre de Crimée. Mais le roi n'était pas disposé à des entreprises guerrières, et le peuple ne peut que lui en savoir gré. J'étais alors plus jeune et moins expert qu'aujourd'hui. Nous n'avons pas vengé la défaite d'Olmutz et nous sommes sortis de la guerre de Crimée en amis de la Russie. A l'époque où j'étais ministre de Prusse à Saint-Petersbourg, cette amitié m'a valu un excellent accueil à la cour et dans la société. Pendant la guerre d'Italie, nous primes le parti de l'Autriche, ce qui n'était pas du goût du cabinet russe ; mais cela ne tira pas à conséquence. Notre guerre de 1866 fut même regardée avec une certaine satisfaction ; on se réjouissait en Russie de la défaite de l'Autriche. En 1870, nous eûmes la satisfaction de rendre à la Russie un service dans la mer Noire, tout en refoulant l'agression. Les signataires du traité de Paris auraient à peine livré la mer Noire, si l'armée allemande victorieuse ne se fût pas trouvée à proximité de Paris. Si nous avions été battus, la Russie aurait eu plus de difficulté d'aboutir à la conférence de Londres. La guerre de 1870 nous laissa donc en bonne entente avec la Russie.

Je cite ces faits pour vous exposer la genèse du traité conclu avec l'Autriche-Hongrie et publié il y a quelques jours et pour justifier la politique de Sa Majesté contre le reproche qu'elle augmente les chances de guerre pour l'Empire d'Allemagne, en ajoutant les chances que l'Autriche-Hongrie pourrait courir contre sa volonté.

Je vais maintenant vous exposer comment il s'est fait que les relations traditionnelles entre nous et la Russie, que j'ai personnellement toujours cultivées avec prédilection, ont pris une tournure telle que nous avons été amenés à la conclusion du traité que nous avons publié avant-hier.

Les premières années après la guerre de France se sont passées encore dans la meilleure intelligence. En 1875 se produisit pour la première fois chez mon collègue russe, le prince Gortschakoff, la disposition à rechercher de la popularité en France plus que chez nous et de mettre à profit certaines constellations artificiellement créées en vue de faire croire au monde, au moyen de l'adjonction d'un télégramme, que nous aurions eu en 1875 une

idée quelconque de tomber sur la France, et que le prince Gortschakoff avait le mérite d'avoir sauvé la France de ce danger : ce fut là le premier sujet d'éloignement qui se produisit entre nous et m'amena à une vive explication avec mon ancien ami, plus tard mon collègue.

Depuis lors, et en même temps, nous avions toujours encore poursuivi notre mission de maintenir la paix entre les trois Empereurs, de continuer les relations qui avaient été inaugurées par la visite des Empereurs de Russie et d'Autriche en 1872 ici, à Berlin, et par les contre-visites qui l'ont suivie. En effet, nous y avions réussi. Ce n'est qu'en 1876, avant la guerre de Turquie, que nous nous sommes trouvés en face de certaines nécessités d'une option entre la Russie et l'Autriche, mais que nous déclinions. Je ne crois pas utile d'entrer là dessus dans des détails, qui d'ailleurs seront connus avec le temps. Notre refus eut pour conséquence que la Russie s'adressa directement à Vienne, et que — je crois que ce fut en janvier 1877 — il fut conclu entre l'Autriche et la Russie un arrangement concernant l'éventualité d'une crise orientale, et qui assurait à l'Autriche, dans cette éventualité, l'occupation de la Bosnie, etc. La guerre éclata ensuite et nous fûmes bien contents lorsque l'orage s'éloigna plus au sud qu'il n'en avait eu l'air d'abord. La fin de la guerre fut définitivement amenée ici, à Berlin, après avoir été préparée par la paix de San Stefano.

La paix de San Stefano, suivant ma conviction, n'était pas plus fâcheuse pour les puissances anti-russes et pas beaucoup plus profitable pour la Russie que plus tard le traité du Congrès. La paix de San Stefano, on pourrait le dire, a réapparu plus tard d'elle-même, puisque la petite Roumélie orientale, qui compte, je crois, 800,000 âmes, a accompli, de sa propre volonté, le rétablissement, ou à peu près, de l'ancienne frontière de San Stefano et s'est annexée à la Bulgarie. Donc le dommage que le Congrès a causé aux arrangements de San Stefano ne fut pas si grave. Je laisse de côté la question de savoir si ces arrangements de San Stefano furent précisément un chef-d'œuvre de diplomatie.

Nous étions à cette époque très peu disposés, aussi peu qu'aujourd'hui, à nous mêler des affaires d'Orient. J'étais gravement malade à Friedrichsruhe, lorsque me fut communiquée, de la part de la Russie, la demande officielle de convoquer un congrès des grandes puissances à Berlin en vue de la terminaison définitive de la guerre. J'y fus peu favorable, d'abord par empêchement physique, puis aussi parce que je n'étais pas disposé à nous impliquer autant dans l'affaire que le comporte nécessairement le rôle de la présidence d'un congrès. Si, malgré cela, j'ai cédé en dernier lieu, ce fut, d'un côté, par sentiment du devoir comme Allemand dans l'intérêt de la paix, mais surtout par un souvenir de gratitude, que j'ai toujours gardé en moi, pour la bienveillance de l'Empereur Alexandre II, et qui m'a engagé à déferer à ce désir. Je m'y déclarai prêt, si nous réussissions à obtenir le consentement de l'Angleterre et de l'Autriche. La Russie se chargea d'obtenir le consentement de l'Angleterre, et moi je m'en chargeai à Vienne; on y réussit, et le Congrès eut lieu.

Pendant le Congrès, je puis bien le dire, j'ai compris mon rôle, autant que je l'ai pu, sans léser les intérêts de mon pays et les intérêts d'amis, à peu près comme si j'avais été le quatrième plénipotentiaire russe au Congrès; même, je puis presque dire le troisième, car je puis à peine considérer le prince Gortschakoff comme le plénipotentiaire de la politique russe d'alors, telle qu'elle était représentée en réalité par le comte Schouvaloff.

Pendant toutes les délibérations du Congrès, il n'est venu à ma connaissance aucun désir russe que je n'eusse recommandé, et même que je n'eusse fait accomplir. Grâce à la confiance que le regretté feu lord Beaconsfield m'accordait, je me suis rendu, dans les moments les plus difficiles et les plus critiques du Congrès, au milieu de la nuit, à son lit de malade : et à son lit, dans les moments où le Congrès était prêt d'une rupture, j'ai obtenu son assentiment; bref, je me suis conduit au Congrès de telle façon qu'après sa

clôture, je me disais : « Eh ! bien, je possède depuis longtemps l'ordre russe le plus élevé en brillants ; autrement je devrais le recevoir maintenant ». Bref, j'ai eu le sentiment de m'être acquis un mérite pour une puissance étrangère, comme il en a été rarement donné à un ministre étranger.

Quelles durent être ma surprise et ma déception, lorsque peu à peu on commença à Saint-Petersbourg une campagne de presse dans laquelle la politique allemande fut attaquée et mes intentions personnelles furent mises en suspicion. Ces attaques augmentèrent pendant l'année suivante jusqu'en 1879, jusqu'à des demandes formelles d'une pression que nous devions exercer sur l'Autriche, dans des questions où nous ne pouvions pas tout bonnement attaquer le droit de l'Autriche. Je n'y pus prêter la main ; car en nous aliénant l'Autriche, nous nous mettions nécessairement, si nous ne voulions pas être complètement isolés en Europe, dans la dépendance de la Russie. Une pareille dépendance aurait-elle été supportable ? Autrefois je l'avais cru, en me disant : « Nous n'avons pas des intérêts opposés, et il n'y a pas de raison pour que la Russie nous dénonce jamais son amitié ». Du moins je n'avais pas absolument contredit mes collègues russes qui me parlaient en ce sens.

Ce qui se passa après le Congrès me déçut ; je me disais que même un asservissement complet de notre politique (pour un certain temps) à la politique russe, ne nous protégeait pas contre l'éventualité d'être en conflit avec la Russie contre notre gré et contre nos efforts. Ce conflit au sujet d'instructions que nous avions données ou pas données à nos plénipotentiaires pour les négociations dans le Sud, s'aggrava jusqu'à des menaces, jusqu'à des menaces complètes de guerre du côté le plus compétent.

Telle est l'origine de notre traité avec l'Autriche. C'est par ces menaces que nous fûmes obligés de procéder à l'option, que j'avais évitée depuis une dizaine d'années, entre nos deux amis. J'ai alors négocié à Gastein et à Vienne le traité qui a été publié avant-hier et qui est encore en vigueur entre nous.

Cette publication a été en partie faussement interprétée dans les journaux ainsi que je l'ai lu hier et avant-hier : on a voulu y trouver un ultimatum, un avertissement, une menace. Il n'en pouvait être ainsi d'autant moins que le texte du traité était connu du cabinet russe depuis longtemps, et non depuis novembre dernier seulement. Nous avons trouvé conforme à la justice de ne laisser antérieurement déjà à un monarque loyal comme l'Empereur de Russie, aucun doute sur l'état de choses. Je ne crois pas possible de ne pas avoir conclu ce traité ; si nous ne l'avions pas conclu, nous serions obligés de le conclure aujourd'hui. C'est qu'il a la qualité principale d'un traité international ; c'est qu'il est l'expression d'intérêts bilatéraux permanents du côté autrichien aussi bien que du nôtre. Aucune grande puissance ne saurait rester accrochée à la longue, contrairement aux intérêts de son propre peuple, à la lettre d'un traité quelconque ; elle est obligée, en fin de compte, de déclarer tout franchement : « les temps sont changés, je ne puis plus faire cela » et de justifier cela autant que possible devant son peuple et devant l'autre partie contractante. Mener son propre peuple à sa perte, en s'attachant à la lettre d'un traité signé en d'autres circonstances, voilà ce que n'approuvera aucune grande puissance. Mais tel n'est pas le cas de ces traités. Ils sont précisément — non seulement le traité que nous avons conclu avec l'Autriche, mais des traités analogues qui subsistent entre nous et d'autres gouvernements, notamment l'arrangement que nous avons avec l'Italie — ils ne sont que l'expression de la communauté dans les efforts et dans les dangers que les puissances auraient à courir.

L'Italie, aussi bien que nous, a été dans la situation de conquérir par les armes vis-à-vis de l'Autriche le droit de se consolider comme nation. Nos deux pays vivent actuellement en paix avec l'Autriche et partagent avec elle l'effort de parer à des dangers qui les menacent en commun, de protéger en commun la paix, qui est aussi chère à l'un qu'à l'autre, de voir protégé



contre une agression le développement intérieur auquel ils veulent se consacrer. Ces efforts et de plus la confiance mutuelle que les traités seront observés et que par ces traités l'un ne devienne pas plus dépendant de l'autre que ses propres intérêts ne l'exigent, tout cela rend ces traités solides et durables.

Combien notre traité avec l'Autriche est l'expression de l'intérêt de nous deux : c'est là ce qui s'est montré déjà à Nikolsbourg et en 1870.

Déjà, lors des négociations de Nikolsbourg, nous étions sous l'impression que nous ne pouvions pas nous passer à la longue en Europe de l'Autriche, c'est-à-dire d'une Autriche forte et solide ; en 1870, lorsque la guerre éclata entre nous et la France, la tentation, pour bien des sentiments lésés en Autriche, était bien proche de profiter de cette occasion pour prendre la revanche sur l'ennemi de 1866 ; mais la politique réfléchie et prévoyante du cabinet autrichien devait se demander : « Quelle en sera donc la suite ? dans quelle position allons-nous nous trouver, si nous aidons maintenant les Français à vaincre la Prusse et l'Allemagne ? » Quelles auraient été les conséquences, si la France, avec l'aide de l'Autriche, nous avait vaincus ? L'Autriche, avec une pareille politique, n'aurait pu avoir d'autre but que de reprendre son ancienne position en Allemagne ; car c'était la seule chose qu'elle avait abandonnée en 1866 ; il n'y avait pas eu d'autres conditions ; les conditions pécuniaires avaient été tout à fait insignifiantes. Eh ! bien, quelle aurait été la situation de l'Autriche comme présidente dans la confédération germanique, si elle devait se dire que, comme alliée de la France, elle avait enlevé à l'Allemagne la rive gauche du Rhin, qu'elle avait de nouveau placé les Etats de l'Allemagne du Sud dans une dépendance de la France comme l'avait été autrefois la Confédération du Rhin, et qu'elle avait condamné la Prusse sans retour à s'appuyer sur la Russie et faire dépendre dorénavant sa politique de la Russie. Une pareille situation était inacceptable pour les hommes politiques autrichiens qui n'étaient pas complètement aveuglés par la colère et la vengeance.

C'est là le cas aussi pour nous en Allemagne. Figurez-vous l'Autriche disparue sur le tableau de l'Europe, et nous sommes isolés avec l'Italie sur le continent entre la Russie et la France, entre les deux puissances militaires les plus fortes à côté de l'Allemagne, et nous serons toujours, quant à nous, un contre deux vraisemblablement, ou bien dépendant alternativement de l'une ou de l'autre. Mais cela ne sera pas. On ne peut pas se figurer l'Autriche comme disparue, un Etat comme l'Autriche ne disparaît pas, mais un Etat comme l'Autriche, quand nous l'abandonnons, ainsi qu'on l'a cru lors des arrangements de Villafranca, se retirera de nous et sera disposé à tendre la main à celui qui aura été, de son côté, l'adversaire d'un ami peu sûr.

Bref, si nous voulons éviter l'isolement, qui est si particulièrement dangereux pour l'Allemagne, dans notre position exposée, il nous faut avoir un ami sûr. En raison de l'identité des intérêts, grâce à ce traité qui vous est communiqué, nous avons deux amis sûrs — sûrs, non pas par amour les uns pour les autres ; car les peuples se font bien la guerre par haine, mais on n'a jamais vu que par amour l'un se sacrifie pour l'autre. D'ailleurs, même par haine, ils ne se font pas toujours la guerre ; car, s'il en était ainsi, la France devrait être continuellement en guerre, non seulement avec nous, mais aussi avec l'Angleterre et l'Italie, car elle hait tous ses voisins. Je crois d'ailleurs que la haine artificiellement amassée contre nous en Russie ne sera pas de longue durée. Nous sommes unis avec nos alliés dans l'amour de la paix, non seulement par des sentiments et des amitiés, mais aussi par les intérêts les plus absolus de l'équilibre européen et de notre propre avenir. Et voilà pourquoi je crois que vous approuverez la politique de Sa Majesté l'Empereur qui a conclu l'alliance qui vient d'être publiée, bien que l'éventualité d'une guerre en ait augmenté.

Il est indubitable que, par le vote de cette nouvelle loi (la loi militaire), l'alliance dans laquelle nous nous trouvons gagne beaucoup en force, parce



que cette loi fortifie extraordinairement l'empire allemand, qui est un membre de cette alliance.

Ce projet nous apporte un surcroît d'excellentes troupes. Si nous n'en avons pas besoin, on les laissera dans leurs foyers. Mais si nous les avons, alors il faut leur donner des armes. Je me rappelle les carabines que l'Angleterre nous a fournies en 1813 : ce n'étaient pas des armes de guerre. Ces armes, on ne saurait les improviser. Mais une fois ces armes fournies, nous avons une nouvelle garantie de la paix ; la ligue de la paix se trouve renforcée comme si une quatrième puissance, disposant de 700,000 hommes — c'était jadis le maximum — était venue se joindre à elle.

Ce puissant accroissement de nos forces produira, je crois, un effet rassurant sur nos compatriotes et va modérer un peu la nervosité de notre opinion publique, de notre Bourse et de notre presse. J'espère qu'elles sentiront un soulagement quand elles verront que, à partir du moment de la promulgation de cette loi, les hommes seront présents ; on pourrait les armer dès maintenant tant bien que mal. Quand, pour former une armée, nous prenons le meilleur matériel que nous ayons dans notre peuple, les pères de famille ayant dépassé l'âge de 30 ans, alors il faut leur donner les meilleures armes qui existent. On ne saurait les envoyer au combat avec des fusils que nous ne croyons pas assez bons pour les jeunes gens de la ligne ; l'homme solide, le père de famille, le géant que nous avons vu sur le pont de Versailles doit avoir le meilleur fusil, l'armature complète et tous les vêtements nécessaires pour le protéger contre les intempéries. Ici, il n'est pas permis de lésiner. Mais nos concitoyens seront rassurés même en pensant à cette éventualité que nous soyons attaqués de deux côtés — je n'y crois pas, mais j'ai développé plus haut la possibilité de toute coalition — car nous avons sur chacune de nos frontières un million de bons soldats et en outre des réserves dont l'effectif se monte à 500,000 et même à un million d'hommes, qu'on pourra pousser en avant selon les besoins.

On a dit que les autres iront plus loin encore. Mais ils ne peuvent guère le faire. Il y a longtemps qu'ils ont atteint notre chiffre. Mais il y a autre chose. En 1867, nous avions diminué le nombre, car nous pensions que, ayant la Confédération de l'Allemagne du Nord, nous pouvions soulager notre poids et relâcher les hommes ayant plus de 32 ans. Nos voisins ont adopté le service prolongé, parfois jusqu'à 20 ans, de sorte qu'ils ont atteint notre chiffre. Mais ils ne sauraient atteindre notre qualité. La bravoure est la même chez tous les peuples civilisés. Le Français et le Russe se battent aussi bien que l'Allemand, mais nos 700,000 hommes sont des gens *rompus au métier*, des soldats ayant fait une campagne qui n'ont encore rien oublié. Et puis — et c'est ce que nul autre peuple du monde ne saurait faire — nous avons des officiers et des sous-officiers pour commander cette formidable armée.

Pour imiter cela, il faudrait cette singulière diffusion de l'instruction qui est le propre de l'Allemagne et qui ne se retrouve nulle part dans une mesure pareille. Le degré d'instruction nécessaire pour commander le soldat et pour être son vrai supérieur, se trouve chez nous, dans des proportions beaucoup plus vastes que partout ailleurs. Nous avons plus de matériel pour les emplois de sous-officiers que tout autre pays et notre corps d'officiers n'a pas d'égale au monde.

Voilà ce qui constitue notre supériorité. Nos officiers ont tous l'instruction voulue pour faire honneur aux sacrifices de l'état, pour endurer les privations et pour entretenir cet esprit de corps nécessaire à l'officier. Nous avons au plus haut degré cette camaraderie touchante entre les officiers et les soldats sans détriment pour l'autorité des premiers. Il y a quelques exceptions — *exceptio firmat regulam* — mais on peut dire que nul officier allemand n'abandonne son soldat en danger ; il l'en sauve au risque de sa vie ; et jamais le soldat allemand n'abandonne son officier.

Si les autres armées cherchent les officiers et les sous-officiers pour les effectifs que nous nous proposons de former, elles seront forcées de nommer

des officiers qui ne parviendront pas à faire sortir une compagnie par une porte étroite et qui seront d'autant moins capables de remplir leurs obligations de façon à inspirer à leurs subordonnés l'amour et le respect. Pour y arriver, il ne suffit pas de faire des lois. Tous les règlements du monde n'y feront rien. Notre supériorité à cet égard ne m'inspire aucun souci.

L'adoption de cette loi présente encore un avantage, c'est que la force à laquelle nous tendons, nous rendra forcément pacifiques. Cela semble un paradoxe et c'est pourtant vrai.

Avec la formidable machine que nous allons créer, on n'entreprend pas une attaque.

Si je venais aujourd'hui vous dire ceci : Messieurs, nous sommes menacés par la France et la Russie ; il est à prévoir qu'on nous attaquera ; en ma qualité de diplomate, je dirais aux militaires qu'il serait plus utile pour nous de nous défendre par l'offensive et de cogner ; la guerre d'agression serait pour nous plus avantageuse ; je vous demande donc un crédit de 500 millions ou d'un milliard pour déclarer dès maintenant la guerre à nos voisins — eh bien, je ne sais si vous auriez en moi assez de confiance pour voter ce crédit. J'espère que non.

Mais quand même vous le feriez, cela ne me suffirait guère. Si nous voulons faire une guerre en déployant toutes les forces nationales, cela doit être une guerre faite avec l'assentiment de tous ceux qui font des sacrifices : une guerre populaire faite avec le même enthousiasme que celle de 1870, au début de laquelle j'ai été acclamé avec joie, dans toutes les gares, depuis Berlin jusqu'à Cologne. L'enthousiasme populaire nous porta dans cette guerre. Et il faut qu'il en soit ainsi pour que notre force populaire se fasse valoir avec toute sa puissance. Si nous étions les agresseurs, le poids des éléments impondérables, beaucoup plus lourd que celui de la force matérielle, serait du côté de l'adversaire que nous attaquons. La « sainte Russie » serait révoltée par une attaque. La France se soulèverait tout entière jusqu'aux Pyrénées. Une guerre qui ne se fait pas par la volonté du peuple, qui serait jugée utile et simplement décrétée par les autorités pourrait être menée avec vigueur et même aboutir à la victoire une fois que l'on aurait goûté du sang ; mais il manquerait l'élan qui éclaterait, si nous étions les attaqués. Par contre, dans ce dernier cas, on verrait l'Allemagne entière, depuis Memel jusqu'au lac de Constance, éclater comme une poudrière et regorger de fusils ; nul n'oserait se mesurer avec le *furor teutonicus*, qui se manifesterait en cas d'une attaque.

Nous ne saurions laisser échapper cette cause de supériorité, bien que nous soyons actuellement supérieurs à nos ennemis futurs, ce qui est reconnu par les militaires étrangers aussi.

Les nôtres y croient tous, comme de raison ; car un soldat cesserait d'être un bon soldat s'il ne désirait pas la guerre et s'il ne se croyait pas sûr de la victoire. Si nos adversaires supposent que c'est la peur de l'issue qui nous rend pacifiques, ils se trompent du tout au tout.

Nous croyons à notre victoire, aussi fermement qu'un lieutenant étranger quelconque qui est au troisième verre de Champagne, et nous en sommes peut-être plus sûrs. Donc, ce n'est point la peur qui nous rend pacifiques, mais la conscience que nous serons assez forts quand même on nous attaquerait à un moment moins favorable. Nous nous en remettons à la Providence ; peut-être qu'elle écartera pourtant la nécessité d'une guerre.

Si la guerre devait éclater, ce ne sera pas de notre faute. Il faut que quelqu'un mette le feu, mais nous, nous ne le ferons point.

Mais ni ce sentiment de notre force, ainsi que je viens de la dépeindre, ni la confiance dans nos alliances ne nous empêcheront de continuer avec le même zèle nos efforts tentés jusqu'ici en vue du maintien de la paix générale. Ne nous laissons pas influencer par des impressions, ni guider par des

antipathies. Il est tout à fait indubitable que les menaces et les insultes, les provocations qui nous sont adressées ont causé aussi chez nous une assez vive et légitime exaspération, et cela est très difficile chez l'Allemand, car il est plus inaccessible à la haine nationale que toute autre nation. Mais nous nous sommes efforcés de l'apaiser, et, après comme avant, nous voulons maintenir la paix avec nos voisins et surtout avec la Russie. Si je dis surtout avec la Russie, je suis d'avis que la France, dans nos efforts, ne nous offre aucune certitude de succès, bien que je ne veuille pas dire que cela ne servira à rien. Nous ne chercherons jamais de querelles, nous n'attaquerons jamais la France. Dans les nombreux petits incidents, provoqués par la tendance de nos voisins à espionner et à corrompre, nous avons toujours amené un aplanissement complaisant et amiable, parce que je considérerais comme infâme, à propos de vétilles, d'allumer ou seulement de rendre probable une grande guerre nationale. Ce sont là des cas où il faut dire : c'est le plus raisonnable qui cède.

Je nomme donc de préférence la Russie ; et quant à elle je nourris la même confiance dans le succès que j'ai exprimé l'année dernière, sans courir, ou comme une feuille allemande (la *Gazette de Cologne*) l'a dit brutalement, sans ramper de conserve après la Russie ; ce temps-là est passé, nous ne brigherons plus de l'amour ni en France ni en Russie.

La presse russe et l'opinion publique en Russie ont montré la porte à un ami fort, puissant et sûr, comme nous l'étions. Nous ne nous imposons pas. Nous avons essayé de rétablir les anciens rapports de confiance, mais nous ne courons après personne. Mais cela ne nous arrêtera pas ; au contraire, cela nous stimulera davantage à respecter, avec une double loyauté, les droits contractuels que la Russie possède par rapport à nous. De ces droits contractuels font aussi partie ceux qui ne sont pas reconnus par tous nos amis : j'entends par là les droits que nous avons obtenus pour la Russie au Congrès de Berlin, relativement à la Bulgarie, et qui ont subsisté absolument incontestés jusqu'en 1885. Cela n'est pas douteux pour moi, qui ai aidé à préparer et ai signé les décisions du Congrès, que nous étions tous alors de l'avis que l'influence prépondérante en Bulgarie devait appartenir à la Russie, après que, de son côté, elle avait renoncé à la Roumélie orientale, en donnant la satisfaction modérée de réduire de 800,000 habitants, c'est-à-dire à 3 millions environ, le territoire abandonné à son influence. Conformément à cette pensée du Congrès, la Russie a d'abord, jusqu'en 1885, désigné le prince, un proche parent de la famille impériale de Russie dont personne n'a pu supposer alors qu'il voudrait être autre chose qu'un fidèle partisan de la politique russe.

La Russie a nommé les ministres de la guerre, une grande partie des officiers ; bref, elle a régné en Bulgarie, cela n'est pas douteux. Les Bulgares ou une partie d'entre eux, ou le prince, je ne sais pas qui, n'ont pas été contents de cet état de choses ; il y a eu un coup d'Etat, une défection contre la Russie, et il en est résulté une situation de fait, à laquelle nous n'avons pas mission de porter remède par la force des armes, mais qui ne saurait altérer en théorie les droits que la Russie a emportés du Congrès. Si, dans le cas où la Russie voudrait faire valoir ses droits par la force, il en résulterait des difficultés, voilà ce que j'ignore, et cela ne nous regarde pas. Nous ne soutiendrons pas des mesures violentes, et nous n'en conseillerons pas davantage. Je ne crois pas non plus que l'intention en existe ; je suis même assez certain qu'elle n'existe pas. Mais si la Russie essaye, par voie diplomatique, ou même en suggérant l'intervention du souverain en Bulgarie, c'est-à-dire du sultan, de recouvrer ses droits, je considère comme la tâche d'une politique allemande loyale de s'en tenir purement aux dispositions du traité et à l'interprétation que nous leur avons donnée alors tous sans exception, et dans laquelle, quant à moi, l'opinion des Bulgares ne saurait me troubler.

Au surplus, la Bulgarie, ce mince pays entre le Danube et les Balkans, n'est pas un objet d'importance suffisante auquel pourrait se rattacher la



conséquence de précipiter à cause d'elle l'Europe dans une guerre depuis Moscou jusqu'aux Pyrénées et depuis la mer du Nord jusqu'à Palerme, guerre dont personne ne saurait prévoir l'issue ; et après la guerre on ne saurait à peine pourquoi on s'est battu. Je puis donc déclarer que l'hostilité dont nous avons été l'objet de la part de l'opinion publique et surtout dans la presse russe, ne nous empêchera pas, dès que la Russie en exprimera le désir, d'appuyer diplomatiquement ses démarches diplomatiques en vue du recouvrement de son influence en Bulgarie.

Je dis avec intention : dès que la Russie en exprimera le désir. Antérieurement, nous nous étions quelquefois efforcés, par suite de suggestions confidentielles, de donner satisfaction à des désirs russes.

Mais nous avons dû voir qu'il s'est trouvé des feuilles russes qui ont essayé de démontrer aussitôt que précisément ces démarches allemandes ont été les plus hostiles à l'égard de la Russie, et qui nous ont attaqués, parce que nous avons pris les devants pour l'accomplissement des désirs de la Russie. Nous avons fait cela aussi au Congrès, mais cela ne nous arrivera plus. Si la Russie nous invite officiellement à appuyer les démarches qu'elle se propose de faire auprès du sultan en vue du rétablissement de la situation conforme aux traités en Bulgarie, je n'hésiterai pas à conseiller à Sa Majesté l'Empereur d'agir en ce sens. Car c'est là ce qu'exigent de notre loyauté les traités à l'égard d'un voisin avec lequel nous avons toujours à cultiver, quelles que soient les dispositions du moment, des relations de voisin et à défendre de grands intérêts monarchiques communs et les intérêts de l'ordre vis-à-vis de tous les ennemis de l'ordre en Europe, à l'égard d'un pays dont le monarque comprend parfaitement cette tâche des monarches alliés.

Je ne doute pas du tout que l'empereur de Russie ne fasse la guerre, s'il trouve que les intérêts de son vaste empire de cent millions de sujets le lui commandent. Mais ses intérêts ne sauraient lui commander de faire cette guerre précisément contre nous ; je ne crois même pas probable que de pareils intérêts majeurs subsistent actuellement.

Pour me résumer, je ne crois pas à une perturbation imminente de la paix et je vous prie de traiter votre projet de loi indépendamment de cette pensée et de ces appréhensions, mais uniquement en vue du rétablissement complet de l'emploi de la force considérable que Dieu a accordée à la nation allemande, pour le cas où nous en aurions besoin ; si nous n'en avons pas besoin, nous ne l'appellerons pas, nous tâcherons d'éviter l'éventualité où nous en aurions besoin. Mais nos efforts sont toujours rendus difficiles jusqu'à un certain point par des articles menaçants des journaux étrangers. Je voudrais adresser à l'étranger surtout l'invitation de cesser ces menaces, qui ne mènent à rien. Ces menaces, non pas de la part du gouvernement, mais de la part de la presse, sont, au fond, une incroyable sottise, lorsqu'on s'imagine pouvoir intimider une grande puissance fière comme l'empire allemand, par telle ou telle formation comminatoire de l'encre d'imprimerie, par telle ou telle combinaison de mots.

On devrait cesser cela et on nous rendrait plus facile de nous montrer complaisants à l'égard de nos deux voisins. Chaque pays, à la longue, sera pourtant, un jour ou l'autre, responsable des vîtres que sa presse a cassées, le compte en sera présenté quelque jour au milieu de la mauvaise humeur des autres pays. On nous séduira facilement, trop facilement peut-être, par des procédés amicaux et bienveillants, jamais par des menaces.

Nous autres, Allemands, nous ne craignons que Dieu, rien autre chose au monde, et cette crainte de Dieu nous fait aimer et cultiver la paix. Celui qui la violera pourra se convaincre que l'amour de la patrie, qui en 1813 appela sous les drapeaux la population entière de la Prusse amoindrie et exténuée, anime aujourd'hui toute la nation allemande et la trouvera unie, armée, et verra que chaque guerrier porte dans son cœur la ferme croyance que Dieu sera avec nous. (Longue salve d'applaudissements frénétiques.)



M. de Franckenstein, du centre, fait la motion suivante :

« Au nom de mes amis, je propose le renvoi du projet d'emprunt à la commission du budget. Le projet d'emprunt est une conséquence du projet de loi militaire, et je suis chargé, par tous mes amis, d'en demander, à la prochaine discussion, l'adoption en bloc. Nous voulons manifester par là que nous tenons compte de la situation générale. »

M. de Helldorff, conservateur :

« J'appuie la proposition et je demande à appuyer l'expression de la confiance que nous avons que les mesures destinées au maintien de la paix seront prises à temps par notre gouvernement. »

M. de Bennigsen, un des chefs du parti national-libéral :

« On n'attend pas en ce moment de longs discours des représentants de la nation allemande. Mais ce que la nation peut attendre de nous, c'est que, unissant notre action à celle des gouvernements confédérés et soutenant la politique qui nous a assuré la paix depuis 1870, et dont nous espérons encore qu'elle saura aussi, à l'avenir, nous conserver la paix, nous fassions tous les sacrifices qu'exige la nécessité de nous rendre assez forts pour maintenir cette paix, en faisant appel à toutes les forces armées dont dispose l'Allemagne, et pour nous rendre promptement la paix dans le cas où un événement se produirait contre toute attente. »

M. Rickert déclare, au nom des progressistes, qu'ils voteront également le projet dans la conviction qu'ils soutiendront ainsi la politique pacifique du gouvernement.

Le vote a lieu ; à l'unanimité des voix le projet est renvoyé à la commission du budget.

On passe immédiatement à la discussion, en seconde lecture, du projet de loi militaire.

M. de Franckenstein propose l'adoption en bloc du projet.

M. de Bennigsen appuie cette motion par la raison que, dans la discussion au sein de la commission, on a adouci certaines dispositions du projet.

Le prince de Bismarck. — Je puis assurer que les gouvernements confédérés seront reconnaissants de cet empressement, et qu'ils y verront, non seulement une preuve de la confiance du Reichstag, mais encore une force nouvelle et essentielle donnée aux garanties de la paix.

M. de Maltzahn-Gültz ayant déclaré que la commission accepte le procédé proposé, la loi est votée en bloc en seconde lecture.

Au moment où l'on passe au vote, on constate qu'il n'y a plus un seul député socialiste présent. Ils ont tous quitté la salle.

### Prolongation de la durée de la législature.

Le Reichstag a discuté, le 1<sup>er</sup> février, le projet qui, émanant de l'initiative parlementaire, tend à changer en mandat quinquennal le mandat actuel du Reichstag, qui n'est que triennal, et dispose, en outre, que le budget sera voté pour deux ans.

M. Windthorst estime que toute modification constitutionnelle est chose grave. En temps ordinaire, cependant, il ne serait pas l'adversaire du projet, mais, en ce moment, l'Allemagne n'est pas dans une situation normale, et l'orateur croit devoir combattre un projet qui diminuera encore l'autorité d'un Parlement qui n'a déjà que trop peu d'influence sur la marche des affaires, et qui n'a plus le droit de toucher ni au budget des affaires étrangères ni à celui de la guerre. Le projet est le résultat d'un compromis entre les nationaux-libéraux, les conservateurs-libres et les conservateurs, et il est permis de supposer qu'il n'est que le début d'une série de modifications

qu'on veut faire subir à la Constitution. N'a-t-on pas dit qu'un professeur de l'Université de Strasbourg avait été consulté sur la manière de changer la Constitution sans le concours du Reichstag ? L'orateur désire que les élections aient lieu tous les trois ans, pour que la nation puisse aussi souvent que possible faire connaître sa volonté. C'est d'autant plus nécessaire qu'aux dernières élections, le peuple a été trompé et qu'il faut lui donner les moyens de réparer l'erreur commise.

M. Bamberger, progressiste, dit qu'il ne peut voter une loi qui par elle-même n'est pas contraire aux principes des libéraux, mais qui, dans les circonstances présentes, serait funeste à la liberté en Allemagne. On a cité l'Angleterre et d'autres pays où la législature dure sept ans, mais, dans ces pays, il y a des institutions libérales qui n'existent pas en Allemagne. Aucun peuple ne voudrait accepter le régime parlementaire de l'Allemagne. Le projet, au surplus, serait un atout de plus dans les mains du gouvernement qui a déjà le droit de dissoudre le Reichstag. L'orateur rend les nationaux-libéraux responsables de la présentation de ce projet qui, sans eux, n'aurait aucune chance d'être accepté.

M. de Boetticher, ministre d'Etat, déclare que le gouvernement, comme il en a l'habitude lorsqu'un projet émane de l'initiative parlementaire, gardera la neutralité. Il croit cependant devoir assurer à M. Windthorst qu'aucun professeur de l'Université de Strasbourg n'a été consulté par le gouvernement sur la manière dont on pourrait modifier la Constitution sans le concours du Reichstag.

M. de Bennigsen (national-libéral) dit que les nationaux-libéraux, en faisant un compromis avec les conservateurs, n'ont pas eu les noires intentions que leur prête M. Windthorst ; ils se sont alliés pour la durée du septennat. Quant à la dissolution du Reichstag, ce n'est pas là un moyen si facile dont dispose le gouvernement. On ne peut l'employer que lorsqu'il s'agit d'une question nationale très grave, lorsqu'il s'agit d'un désaccord entre le Parlement et la nation, comme celui du septennat, par exemple. L'émotion qu'il y eut alors dans le pays n'a pas été artificielle ; deux fois, l'année dernière, l'Allemagne a été exposée à une agression de la part de la France, et la prudence de M. Grévy a seule empêché la guerre. L'Allemagne, conclut l'orateur, n'a pas besoin d'un régime parlementaire, mais d'une forte monarchie et d'un Reichstag influent, et celui-ci sera influent s'il est bien composé, qu'il siège pendant trois ans ou pendant cinq ans.

M. P. Reichensperger (centre) parle contre le projet. Selon lui, la dernière agitation électorale a été factice, et le Reichstag actuel n'est pas l'expression de la majorité du pays.

M. de Maltzhan défend le projet au nom des conservateurs.

### Loi contre les socialistes.

Dans la séance du 13 février, le Reichstag a discuté, en deuxième lecture, la loi contre les socialistes. Le premier article du projet de la commission, qui prolonge la durée de la loi actuelle jusqu'au 30 septembre 1890, a été adopté par 169 voix contre 80. Les conservateurs, qui avaient vainement demandé l'aggravation de la loi, ont voté pour une prolongation de cinq ans.

M. Windthorst a déclaré que le centre repoussait les articles du projet qui renforcent la loi de répression du socialisme déjà existante, et que ce qui le décidait à repousser ces articles, c'étaient les expériences que le parti du centre a faites à ses propres dépens. Le centre est décidé à combattre, avec tous les moyens possibles, même avec les moyens violents, les tendances subversives et révolutionnaires ; mais il n'est pas toujours facile de tracer nettement la limite qui sépare le socialisme des tendances anarchistes.

Il faut revenir le plus tôt possible, dit l'orateur, au droit commun, qui

suffit pour combattre efficacement le socialisme. Ce qui a donné de la vie et de la force au socialisme, c'est précisément la loi de répression. Il faut supprimer l'article qui interdit les réunions socialistes. C'est par ces réunions que le peuple apprend à connaître le socialisme sous son vrai jour. Les interdire et renforcer les peines qui frappent ceux qui y prennent part, c'est pousser les socialistes à aller à l'étranger, et, une fois à l'étranger, ils fomenteront, en toute sécurité, l'agitation révolutionnaire en Allemagne. Il faut surveiller l'enseignement qui a trait aux questions sociales et qui est donné par les Universités ; il faut aussi renforcer l'autorité de l'Eglise, qui combat le socialisme. Il faut surveiller également les théâtres et tout ce qui s'y rattache, car c'est là que l'on prêche l'irréligiosité et le socialisme, et ce n'est pas par des lois d'exception, mais en se servant des lois existantes que l'on doit exercer cette surveillance.

A ce point de vue, la situation est plus mauvaise encore à Berlin qu'ailleurs. La police ferme les yeux sur les abus qui s'y produisent. Le gouvernement lui-même a fomenté l'irréligiosité en combattant les prêtres, en plaçant les écoles sous un mauvais régime.

Il n'a pas le droit de se plaindre s'il récolte les fruits du mauvais esprit qu'il a répandu par les lois détestables qu'il a fait voter.

M. Windthorst termine en déclarant que son parti ne votera pas la prolongation de la loi déjà existante pendant une durée de cinq ans, et qu'il se réserve de proposer des amendements au projet actuel lors de la troisième lecture.

M. de Puttkamer, ministre de l'intérieur, répond qu'il est impossible de tracer nettement la limite entre les tendances sociales subversives et celles qui ne le sont pas. La loi de répression, qui a été votée pour la première fois en 1878, a cependant marqué une limite qui paraît suffisante entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas ; mais elle n'atteint pas assez sévèrement ceux qui franchissent la limite indiquée.

Quant à certaines publications détestables que nous atteignons avec la loi de répression, il serait impossible de les empêcher ou de les frapper avec le simple droit commun. Si le socialisme restait confiné dans la sphère des idées, nous n'aurions probablement pas eu à le combattre au moyen d'une loi spéciale. Mais le socialisme n'est pas simplement un mouvement d'idées, un mouvement idéal ; il fait miroiter aux yeux des masses des résultats pratiques ; il promet à ses partisans des journées de travail réduites à trois ou quatre heures ; il leur promet la participation à toutes les jouissances de la terre. C'est par là qu'il réussit à grossir les rangs d'un parti qui tend, en fin de compte, au renversement de tout l'ordre existant.

Pour ce qui est de la situation à Berlin, dit le ministre, je serais prêt à entreprendre, bras dessus, bras dessous, avec M. Windthorst, une tournée dans notre capitale, si je ne craignais que cette tournée ne fit une impression comique. Ce qu'on nous a reproché jusqu'ici, c'est que nous avons été, non pas trop indulgents, mais trop sévères. Il me semble que M. Windthorst, dans ses développements, a visé une pièce de théâtre déterminée. (Cris de : *Francillon ! Francillon !*) Je ne veux pas exposer les raisons qui ont déterminé le directeur de la police à ne pas interdire cette pièce ; mais je dois dire que, si tout ce qu'on m'a dit du sens et du contenu de cette pièce est exact, j'aurais, pour ma part, désiré que l'on eût examiné cette question très sérieusement. Peut-être l'a-t-on fait.

Quant au reproche qui consiste à dire que les lois existantes bannissent l'esprit religieux des écoles, j'en appelle au Reichstag pour le réduire à sa juste valeur. L'article 28, que M. Windthorst désire affaiblir, perdrait toute valeur à nos yeux si on consentait à cet affaiblissement. Quant à la durée de la loi, elle ne forme pas une question de principe. En la portant à cinq ans, nous avons voulu éviter le retour trop fréquent de discussions irritantes. Mais, si le Reichstag veut assumer la responsabilité d'une décision qui rédui-



rait la durée à deux ans, nous ne nous y opposerons pas, en déclarant toutefois que nous demanderons le renouvellement de la loi toutes les fois que cela sera nécessaire.

— La discussion en troisième lecture a eu lieu le 18 février.

Le ministre de la guerre prend la parole et rectifie une assertion émise par le député socialiste Bebel au cours de la première lecture. M. Bebel avait soutenu que Haupt avait déserté en 1875 pour se soustraire à la peine qu'il avait encourue en donnant un soufflet à un sous-officier et que cette peine lui avait été remise contre paiement d'une somme de 150 marks. M. Bebel a travesti les faits. Haupt a déserté, non pour avoir donné un soufflet à un supérieur, mais pour se soustraire aux mauvais traitements dont il prétendait être l'objet de la part de ses supérieurs, et il a été condamné par contumace à une amende de 150 marks. La loi porte que le soldat qui a déserté et qui est jugé par contumace doit être condamné à une amende de 50 à 1,000 florins. Dans l'armée, jamais une peine n'est remise contre paiement d'une somme quelconque.

M. Bebel, député socialiste, reconnaît qu'il s'est trompé sur ce point. Puis il passe à la discussion du fond même de la question. Les véritables motifs de la loi contre les socialistes, il faut les chercher, dit-il, dans les attentats qui ont été dirigés, en 1878, contre l'empereur, par Hœdel et Nobiling. Ces crimes, on les a mis au compte du parti socialiste, et, malgré les protestations du parti, on a refusé, jusqu'à ce jour, de lui donner satisfaction, bien que la *Gazette de Cologne* ait formellement déclaré que les socialistes sont innocents du crime qu'on leur a imputé. Hœdel a été expulsé, à Leipzig, du parti socialiste, parce qu'il était, au point de vue moral, tombé au plus bas degré de l'abjection. Il a passé ensuite précisément dans le camp des ennemis des socialistes, est venu à Berlin, s'est enrôlé dans le parti des socialistes chrétiens, dirigé par le prédicateur Stœcker, et y est resté jusqu'au moment où il a commis l'attentat. Un ami intime du pasteur Stœcker a déclaré que Nobiling se rattachait également au parti dirigé par ce pasteur.

Aujourd'hui, on parle moins des prétendus attentats commis par les socialistes, on les accuse vaguement de tendre à renverser l'ordre existant. On reconnaît qu'il y a quelque chose de fondé dans nos tendances, mais on s'abstient de nous dire ce qu'on reconnaît comme étant fondé. Nous voulons, je le déclare hautement, oui, nous voulons modifier l'état social, et, si c'est là une tendance révolutionnaire, j'accepte le terme. Mais tous les mouvements politiques, sociaux, religieux sont essentiellement des mouvements révolutionnaires. Le christianisme, auquel vous vous rattachez, a été, à son origine, un mouvement révolutionnaire, et ce n'est que parce qu'il prêchait l'égalité, la fraternité et le devoir de l'assistance mutuelle qu'il s'est répandu dans l'empire romain. Le mouvement a été même tellement intense qu'un empereur romain a cru devoir se mettre à sa tête. Aurons-nous jamais en Allemagne un empereur socialiste ? (Hilarité.) Je ne le sais pas ; ce qui est certain, c'est que le succès du socialisme a forcé le régime impérial en Allemagne à prendre le masque du socialisme d'État.

Le vice-président Buhl. — Je ne puis permettre à l'orateur de dire que le régime impérial allemand est forcé de prendre un masque socialiste. Je le rappelle à l'ordre.

M. Bebel continuant. — Le mouvement socialiste qu'un intime de Bismarck, M. Lothaire Bucher, a favorisé, et auquel on a permis à Liebknecht de coopérer dans l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, a gagné depuis tous les pays. Nous voulons le répandre de plus en plus, et nous nous soucions fort peu de savoir si c'est M. de Bismarck ou un autre homme d'État qui nous gouverne. C'est l'état social que nous voulons changer, et ce changement, nous avons le droit de l'amener, même par une révolution. La révolution deviendrait inutile si le gouvernement extirpait les causes qui amènent



nent le mécontentement des masses. Au lieu de cela, il nous combat par des lois d'exception proposées par le parti national-libéral ou soutenues par lui, alors que le droit commun, les lois sur les associations et sur la presse suffiraient pour combattre les excès auxquels quelques-uns de nos partisans pourraient se livrer.

L'orateur compare la situation qui est faite à la démocratie sociale dans les différents pays de l'Europe, et il déclare que nulle part on ne procède contre elle avec autant de rigueur qu'en Allemagne. Il arrive ainsi à faire allusion à la Commune de Paris et il dit : « La Commune en France a été une révolution violente qui est venue à un moment tout à fait inopportun, et pourtant la France, cinq ans après, a fait un acte de générosité unique dans l'histoire du monde en amnistiant les communards, et je vois qu'elle ne s'est jamais repentie de cet acte de générosité. Quelle figure l'Allemagne fait-elle en présence d'une telle générosité ? »

L'Allemagne combat le socialisme avec une rigueur extrême ; elle interdit ce qui est permis partout ailleurs. Et, pour le combattre et le surveiller, elle paye des milliers d'agents secrets, et elle fait ainsi des dépenses tout à fait en disproportion avec les résultats qu'elle obtient.

M. Bebel, parlant des révélations récentes qui ont été faites sur l'espionnage, déclare que le commissaire de police Fischer, de Zurich, n'a nullement outrepassé ses devoirs. Il a simplement confirmé officiellement ce que lui, l'orateur, et M. Singer avaient appris d'autre part ; et il a par là contribué à la révélation d'agissements corrupteurs. L'orateur rappelle que, lors d'une enquête sur les agissements de M. Antoine, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* a publié une lettre saisie au cours d'une perquisition domiciliaire faite chez le député alsacien.

Il maintient ses assertions concernant les agissements des agents de la police allemande en Suisse, et il ajoute que un grand mécontentement règne contre eux dans ce pays. Sans la loi contre les socialistes, tout cela ne serait pas possible ; et, malgré toutes ses mesures, le gouvernement n'a rien obtenu et n'a rien découvert qui justifiait la loi. Celle-ci est contraire à la morale, et tout homme qui défend la morale doit se prononcer contre la loi.

Le ministre de l'intérieur, M. de Puttkamer, réfute vivement l'assertion que la police prussienne se serve d'agents provocateurs. La plupart des personnes désignées sous ce nom, dit-il, sont des membres du parti de M. Bebel, dont la police prussienne est obligée de se servir pour espions.

M. Gehlert (conservateur-libre), annonce que, dans l'intérêt des classes ouvrières, il considère comme un devoir de prolonger et d'aggraver la loi.

M. Singer (socialiste) s'attache à réfuter les déclarations de M. de Puttkamer. D'après l'orateur, la loi contre les socialistes n'est que l'application de la force brutale, contre laquelle son parti veut combattre et contre laquelle il combattra dans deux ans avec le même acharnement que maintenant.

La discussion est close. Le projet de loi est adopté.

Les députés démocrates-socialistes, les progressistes et plusieurs membres du centre ont voté contre.

## AUTRICHE-HONGRIE

La Chambre des députés du Reichsrath autrichien a discuté, le 1<sup>er</sup> février, les conventions commerciales conclues avec l'Allemagne et l'Italie. Le député Hallwich a demandé que la convention avec l'Allemagne soit transformée en traité définitif. Le député Schwegel estime même qu'il faut une union douanière très intime entre l'Allemagne et l'Autriche. La Chambre, sur la motion de l'orateur, exprime le vœu qu'en principe cette union soit conclue.

Quant au traité avec l'Italie, le député Hallwich a fait remarquer que les conditions de ce traité étaient défavorables à l'Autriche.

Le ministre du commerce, M. de Bacquehem, a répondu que l'ancien traité avait été défavorable à l'Italie, et que, dans les négociations pour une nouvelle convention, les délégués italiens avaient fait naturellement leur possible pour obtenir des conditions plus avantageuses; on les leur a accordées en échange d'autres concessions.

Les deux conventions ont été finalement ratifiées par la Chambre.

A la Chambre des seigneurs du même Parlement, le 16 février, à propos de la discussion du traité de commerce austro-allemand, M. de Schmerling, ancien représentant de l'Autriche à la Diète de Francfort, a célébré l'alliance austro-allemande.

« Il nous faut adresser, a-t-il dit, nos plus respectueux remerciements au souverain qui, malgré de douloureux souvenirs, n'a pas repoussé la main qu'on lui tendait. Nous avons toujours obéi au précepte : *Si vis pacem, para bellum* ; mais il est incontestable que la situation devient plus avantageuse pour nous, si nous ne sommes pas réduits à nos propres forces. L'alliance, du reste, n'a qu'un but : le maintien de la paix ; et tout est prévu et réglé de façon à nous garantir contre une agression. Il n'est pas dans la tendance des deux alliés d'attaquer qui que ce soit, et la politique de l'Autriche, notamment, a toujours été pacifique. Nous ne pouvons nous dissimuler quelles regrettables conséquences aurait une guerre, même si elle était victorieuse. Nous devons donc souhaiter que ce bien précieux qu'on appelle la paix nous soit conservé, et espérer que la sagesse des princes et l'activité de leurs ministres parviendront à dissiper les nuages menaçants qui se montrent à l'horizon. Malheureusement, l'histoire nous apprend que les passions prennent souvent le dessus ; l'éventualité d'une guerre peut donc se présenter. Dans ce cas, tous les peuples de l'empire, à quelque race qu'ils appartiennent, répondront à l'appel de notre souverain et se grouperont autour du drapeau jaune et noir qui a déjà été couronné de tant de lauriers. »

Ce discours a été acclamé par la Chambre des seigneurs, et le traité a été voté.

## BELGIQUE

### Participation de la Belgique à l'Exposition internationale de Paris.

Voici la déclaration faite, dans la séance de la Chambre des Représentants du 16 février, par le Prince de Chimay, ministre des affaires étrangères :

La multiplicité des expositions est devenue telle que la participation officielle des gouvernements soulevait de nombreuses objections.

L'Allemagne et l'Angleterre ont décidé de ne plus accepter d'invitation pour une participation officielle et elles ont appliqué cette résolution à la prochaine exposition française. La Belgique sera représentée à Paris par de nombreux exposants. Un Comité sera constitué auquel le Gouvernement accordera un crédit pour aider les exposants dans leurs installations. C'est dans la même forme que la France interviendra au Grand Concours international à Bruxelles.

M. Hanssens a parlé de la reconnaissance que nous devons à la France. Personne ne la conteste. Mais nous n'avons à discuter ici ni l'influence, ni la portée des grands principes de 1789. Il ne s'agit que d'une invitation à une exposition, et le Gouvernement français a remercié le Gouvernement belge des mesures annoncées.

M. Hanssens. — Cette réponse ne me satisfait pas. Invité officiellement à participer officiellement à l'Exposition, le Gouvernement belge a répondu par un refus qui ne peut se justifier au point de vue politique.

M. le Prince de Chimay. — Il n'y a jamais eu de demande officielle de participation officielle de la Belgique de la part du gouvernement français.

M. Hanssens. — S'il en est ainsi, je n'ai qu'à me rasseoir.

M. Beernaert. — Le Gouvernement français a seulement demandé la participation de la Belgique à l'Exposition et le Gouvernement français nous a remerciés à plusieurs reprises.

M. Hanssens. — Le Gouvernement de la Belgique a dû recevoir une invitation officielle comme les autres Gouvernements.

M. le Prince de Chimay. — Une invitation officielle suppose la remise d'une pièce la constatant. Il n'y a jamais eu rien de semblable, mais uniquement l'expression du désir de voir la Belgique participer à l'Exposition.

— La question est revenue à la séance du 2 mars.

M. Hanssens rappelle que M. le ministre des affaires étrangères a répondu, il y a quelques jours, à une question qu'il lui posait au sujet de l'Exposition de Paris, que la Belgique n'avait pas reçu d'invitation officielle.

Je ne blâme pas, dit-il, le Gouvernement de n'avoir pas accordé sa participation officielle; mon patriotisme s'incline devant les motifs qui avaient pu le déterminer. On eût compris que le Gouvernement dit que, petite nation, la Belgique ne devait prendre aucune initiative et devait suivre l'exemple des autres puissances. Le Gouvernement actuel, en présence de la célébration du centenaire de 1789, se trouvait, d'ailleurs, dominé par la presse catholique qui combat, chaque jour, avec acrimonie les principes glorieux de 1789 sur lesquels est fondée notre Constitution, qu'une feuille catholique a appelée une charretée d'immondices.

Notre Gouvernement subit l'influence de sa majorité. Le jésuitisme a passé par notre pays. C'est la raison principale qui suffisait pour expliquer que le Gouvernement eût refusé d'assister au centenaire de 1789. Mais la Chambre belge peut-elle perdre de vue que sa dignité est en jeu?

Les déclarations du ministre des affaires étrangères ont déterminé une interpellation dans la Chambre française. Le ministre des affaires étrangères en France a déclaré que la Belgique avait été invitée officiellement, qu'elle avait demandé du temps pour répondre et qu'au moment où il fut question du Grand Concours de 1888 elle proposa de régler sur le même pied la participation de la Belgique à l'Exposition de 1889 et celle de la France au Grand Concours de 1888.

M. Beernaert proteste contre l'accusation de dédain de la Constitution portée contre la droite qui a toujours défendu la charte constitutionnelle. (Rires à gauche.)

Il confirme les explications données par lui et son collègue des affaires étrangères en réponse à la précédente interpellation de M. Hanssens. La France n'a jamais demandé officiellement à la Belgique de participer officiellement à l'Exposition. C'est dans ce sens que, dans la Chambre française, M. Andrieux a interprété la réponse du ministre des affaires étrangères de France. (V. ci-après, p. 216).

La France qui est une des nations garantes de notre neutralité, sait que nous avons l'habitude de régler notre attitude sur celle de ces nations; c'est pourquoi la France, avant de nous demander de participer officiellement, a voulu attendre que ces puissances se fussent prononcées. La participation réciproque de la France et de la Belgique à l'Exposition de Paris et au Grand Concours de Bruxelles a été réglée à la satisfaction des deux Gouvernements.

M. Hanssens maintient qu'il y a contradiction entre la réponse de M. le ministre des affaires étrangères de France et celle du Gouvernement, mais il est convaincu que le chef du Cabinet et M. le ministre des affaires étrangères ont dit l'exacte vérité.



M. Beernaert. — Il y a des puissances qui ont reçu des invitations officielles et d'autres qui, comme la Belgique, n'en ont pas reçu. C'est là une question de procédure qui correspondait à des situations différentes. L'incident est clos.

### La Belgique a-t-elle adhéré à la triple alliance?

La question a été posée à la Chambre des Représentants, le 21 février, dans les termes suivants :

M. Neujan. — Depuis plusieurs mois, les journaux parlent d'arrangements secrets entre la Belgique et l'Allemagne. Ces bruits ont pris plus d'intensité depuis le dernier discours du prince de Bismarck. On dit que la Belgique a, dans une certaine mesure, fait acte d'adhésion à la triple alliance. La presse allemande cite l'article 68 de la Constitution pour attribuer au Roi le droit de conclure un traité avec l'Allemagne et de le tenir secret. Nous connaissons trop l'attachement du souverain au pacte constitutionnel pour admettre qu'il y ait lieu de lui prêter des engagements qui auraient été pris en dehors de la participation de son ministère, et ce serait faire injure à ce dernier que de le croire capable d'un acte qui serait une folie et un crime au regard de la situation faite à la Belgique par le traité qui est l'acte de naissance de sa nationalité. Mais il importe que ces bruits soient catégoriquement démentis vis-à-vis de l'étranger.

M. le Prince de Chimay, ministre des affaires étrangères. — La Belgique neutre n'a jamais cessé de respecter ses devoirs de neutralité et personne n'a tenté de l'y faire manquer. Elle n'a conclu aucun traité. Ce qu'ont dit certains journaux à ce sujet est une pure fable.

Il est regrettable qu'une partie de la presse belge cherche à exciter contre la Belgique des préventions à l'étranger. La calomnie ne devrait pas s'exercer en dehors du domaine de nos divisions intérieures.

M. Neujan. — Le pays tout entier recueillera avec satisfaction les déclarations catégoriques du ministre qui dissipent toute équivoque.

---

### ETATS-UNIS

La Commission anglo-américaine des pêcheries a terminé ses travaux, le 15 février, par la signature d'une convention qui doit être soumise au Sénat Américain et au Parlement Canadien. Le traité se borne au règlement des pêcheries sur la côte nord de l'Atlantique.

Il ne comprend ni les pêcheries dans le détroit de Behring, ni la question de réciprocité commerciale entre le Canada et les Etats-Unis.

La Chambre des Représentants du Congrès a reçu, le 22 février, une motion présentée par M. Mac Adoo, du New-Jersey, à l'effet que le président soit invité à communiquer à la Chambre toutes correspondances et tous documents en sa possession relatifs au conflit existant entre la République du Vénézuéla et le Gouvernement de la Grande-Bretagne touchant la délimitation des frontières entre l'Etat du Vénézuéla et la Guyane anglaise. Les considérants portent que, le Gouvernement anglais réclame sans droit en justice et en équité un vaste territoire jusqu'ici au pouvoir du Vénézuéla, il appartient aux Etats-Unis, conformément à leur politique et à leur pratique traditionnelle, d'intervenir pour défendre l'existence et l'indépendance de tous les pays américains contre tout empiètement d'une puissance européenne quelconque.

La proposition, faite en ces termes, a été renvoyée au Comité des affaires étrangères.

---



## FRANCE

Une loi du 1<sup>er</sup> février 1888 (*Journal officiel* du 5) autorise le Président de la République à ratifier le traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Mexico, le 27 novembre 1886, entre la France et les Etats-Unis du Mexique.

Une loi du 29 février 1888 (*Journal officiel* du 3 mars) autorise le Président de la République à ratifier la convention relative à l'assistance judiciaire, conclue le 23 mars 1885 entre la France et l'Uruguay.

Un décret décide que les quittances, factures, billets à ordre, traites et généralement toutes les valeurs commerciales ou autres, payables sans frais, pourront être recouvrées par la poste dans les relations entre la France, l'Algérie et la Tunisie, d'une part, et la Norvège, d'autre part.

Le maximum du montant total des valeurs à recouvrer est fixé, par envoi, à 4,000 fr. ou à l'équivalent de 4,000 fr. en monnaie norvégienne.

## Délimitation de la Guyane.

A la séance de la Chambre des députés du 10 février, M. Flourens, ministre des affaires étrangères, a donné les renseignements suivants :

L'honorable M. Franconie a demandé où en était actuellement la question de la délimitation des territoires contestés entre la Guyane française, et, d'une part, l'Empire du Brésil, de l'autre la Guyane hollandaise.

J'ai la satisfaction de dire à l'honorable M. Franconie que les négociations relatives à ces deux délimitations, qui avaient été interrompues depuis plusieurs années, ont été reprises il y a quelques mois.

En ce qui touche les territoires contestés entre la Guyane française et le Brésil, les ouvertures du Gouvernement français ont été accueillies très favorablement par l'Empire du Brésil; les négociations sont engagées et j'espère que d'ici à peu de temps une Commission pourra être nommée et envoyée sur les lieux pour procéder à la détermination exacte des frontières respectives des deux pays.

En ce qui concerne les territoires contestés entre la France et la Guyane hollandaise, nous sommes un peu moins avancés; cependant, sous l'empire des circonstances spéciales que rappelait l'honorable M. Franconie dans la dernière séance, j'espère que le Gouvernement néerlandais entrera dans la même voie que le Gouvernement brésilien et qu'une Commission de délimitation pourra aussi être bientôt nommée.

## De l'Exposition universelle de 1889.

A la séance du 20 février, M. Andrieux, député, a questionné le ministre des affaires étrangères au sujet du débat qui s'était engagé quelques jours auparavant à la Chambre des représentants de Belgique. (V. plus haut, p. 313).

M. Flourens, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, au mois de l'année dernière, une circulaire du ministre des affaires étrangères, qui avait été délibérée en Conseil des ministres et adressée à tous les chefs de postes diplomatiques ou consulaires de France, les invitait à faire connaître aux Gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités, l'ouverture de l'Exposition universelle de 1889.

Elle leur prescrivait, en outre, de demander à ces Gouvernements leur participation officielle à cette Exposition et subsidiairement, au cas où cette participation officielle, pour un motif quelconque, ne pourrait être accordée,

de donner toutes les facilités qui seraient à leur disposition aux particuliers, industriels ou commerçants, qui voudraient exposer leurs produits.

A la date du 24 mars 1887, j'ai reçu du ministre plénipotentiaire de France à Bruxelles une dépêche de laquelle il résulte qu'il s'était acquitté de cette mission auprès du Gouvernement belge.

A cette époque le Gouvernement belge a fait observer qu'il n'appartenait pas à la Belgique, dans une question de cette nature, de prendre une initiative, et qu'avant de statuer et de faire à notre demande une réponse ferme et définitive, le Gouvernement belge voulait se renseigner et se mettre au courant des décisions qui seraient adoptées par les autres Gouvernements.

Les négociations se poursuivaient sur ce terrain lorsque le Gouvernement belge eut, à son tour, à s'adresser au Gouvernement français pour lui lui demander de faciliter la participation de ses nationaux au grand Concours international des sciences et de l'industrie qui doit s'ouvrir à Bruxelles en 1888. Le Gouvernement belge n'ayant pas accordé la participation officielle au Gouvernement français, il ne pouvait bien entendu être question pour le Gouvernement français d'accorder aucune participation officielle au grand Concours de Belgique.

Dans ces conditions, messieurs, les deux Gouvernements se sont mis d'accord sur la nature et l'étendue du concours qu'ils accorderaient, à titre purement officieux, aux exposants qui viendraient à l'Exposition universelle de Paris en 1889, comme aux exposants qui se rendraient au grand Concours de Belgique en 1888. Sur ce point, qui constituait la partie subsidiaire de notre communication diplomatique, l'entente s'est établie entre les deux Gouvernements, et je suis heureux de rendre justice, ici, à la bonne volonté et au zèle que le Gouvernement belge a déployés, jusqu'à présent, pour faciliter la réalisation de l'accord qui est intervenu.

J'espère aussi, je crois pouvoir le dire, que, grâce au concours intelligent et actif de l'initiative privée, l'Exposition belge en 1889 présentera à Paris le même éclat, obtiendra parmi nous le même franc succès que les Expositions belges précédentes, qui ont laissé des souvenirs si favorables et si durables à tous ceux qui les ont visitées. (Très bien! très bien!)

M. Andrieux. — Il a été dit au Parlement belge par M. le prince de Chimay, ministre des affaires étrangères, et par le chef du Cabinet belge, M. Beernaert, que la Belgique n'avait pas reçu d'invitation à participer officiellement à notre grande Exposition. J'ai cru devoir poser la question à M. le ministre des affaires étrangères. J'avoue que j'avais espéré une réponse un peu plus précise.

Il me semble se dégager des explications de M. le ministre des affaires étrangères qu'à la différence de ce qui a été fait pour l'Angleterre, pour l'Allemagne, pour le Vénézuëla, pour toutes les autres puissances que je pourrais citer, il n'y a pas eu vis-à-vis de la Belgique une invitation dans les formes diplomatiques usitées; il y a eu des conversations; puis un accord qui s'est produit à défaut d'invitations officielles.

Si j'ai bien compris la pensée de M. le ministre, cette absence d'invitation doit être attribuée à un sentiment de bienveillance vis-à-vis de la Belgique. Il s'est agi de ne point mettre le Cabinet belge dans une situation embarrassée. On a voulu être agréable à nos voisins, et si notre diplomatie n'a pas été très heureuse dans ses tentatives vis-à-vis de quelques autres puissances, ici elle a mieux réussi, en ce sens qu'elle a trouvé le sûr moyen de ne pas essayer un refus; il consistait à ne pas inviter.

Eh bien, messieurs, cette explication était sans doute nécessaire, et peut-être nos voisins n'auraient-ils pas compris si elle n'avait pas été portée à cette tribune.

C'est donc à un sentiment de bienveillance vis-à-vis de nos voisins qu'il faut attribuer l'abstention d'invitation officielle. J'espère que cette explication sera retenue et appréciée par nos voisins belges. J'en remercie

M. le ministre. Toutefois il me sera permis peut-être de regretter qu'on n'ait pas adressé à la Belgique une invitation en la forme ordinaire, conforme aux précédents diplomatiques. (Marques d'approbation.)

M. le président. — L'incident est clos.

### La Question du Tonkin.

Elle a été encore agitée à propos de la discussion du budget des colonies à la Chambre des députés. Dans la séance du 11 février, on a entendu MM. Waddington, Delafosse, Freppel et de Lanessan. Dans la séance du 13, après des discours de MM. Etienne, Félix Faure (sous-secrétaire d'Etat aux colonies), Georges Perin, on procède au vote sur le crédit de 20 millions demandé par le Gouvernement à la charge de la France dans les dépenses du protectorat de l'Annam et du Tonkin ; il y a 256 voix pour et 256 voix contre ; le crédit est rejeté.

M. Tirard, président du conseil, monte à la tribune et fait la déclaration suivante :

Messieurs, si le vote négatif que vient de nous faire connaître M. le président de la Chambre a pour signification l'évacuation du Tonkin, je déclare, au nom du Gouvernement, que nous n'en acceptons pas la responsabilité. Si, au contraire, la Chambre a simplement voulu appeler l'attention du Gouvernement sur la possibilité de réaliser quelques économies, ainsi que M. de Lanessan, notamment, l'indiquait dans son discours, nous sommes tout disposés à entrer dans cette voie, sans rien sacrifier de ce qui est nécessaire à la défense du territoire français dans l'Extrême-Orient.

M. Fouquet (Eure). — Il fallait commencer par là ? (Rumeurs et bruit.)

M. Rouvier, s'adressant à la droite. — On ne traite pas des affaires de cette importance par des interruptions. Y a-t-il un Gouvernement pour faire l'évacuation ? Il fallait faire une demande formelle d'évacuation. C'eût été une politique claire et loyale ! (Très bien ! très bien ! sur divers banes à gauche et au centre. — Interruptions.)

M. le Président du conseil. — Si donc nous sommes d'accord avec la majorité de la Chambre pour considérer ce vote comme une invitation à réaliser des économies, le Gouvernement, je le répète, est prêt à entrer dans cette voie, et c'est pour ce motif que j'ai l'honneur de vous prier de voter un crédit de 19,800,000 francs, c'est-à-dire une économie de 200,000 francs.

Je demande le vote immédiat. (Applaudissements sur divers banes à gauche et au centre. Exclamations et interruptions à l'extrême gauche.)

Après diverses explications, le crédit de 19,800,000 francs est voté par 284 voix contre 256.

### Discussion du Budget des Affaires étrangères à la Chambre des Députés.

*Séance du 29 février.* — M. le marquis de Breteuil. — Messieurs, la discussion générale du budget des affaires étrangères nous offre une occasion de regarder chaque année ce qui s'est passé et ce qui se passe autour de nous en Europe : je veux en profiter aujourd'hui et venir, quelque délicat que soit le sujet, vous parler de la triple alliance qui a été conclue en 1887.

Je sais la très grande réserve qu'impose une question diplomatique de ce genre, et je m'y conformerai ; mais l'entente survenue entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie est une chose trop considérable, a fait prononcer trop de discours, a soulevé trop de discussions, trop d'appréciations dans la presse de tous les pays, pour qu'il ne soit pas permis de l'aborder à cette tribune, de l'envisager sans périphrases, au point de vue français, de la juger pour ce qu'elle vaut et d'examiner quelle attitude elle nous commande de prendre.



Vous me permettrez de vous dire, avant d'aller plus loin, qu'il n'y a plus à mes yeux ni monarchistes ni républicains, quand on parle en face de l'étranger des intérêts de la France (Très bien! très bien! sur tous les bancs de la Chambre).

Dans tous les pays, Messieurs, où il y a un Parlement, on s'occupe de la politique extérieure; il n'y a que chez nous que cela ne se passe pas ainsi. Et permettez-moi à cet égard de mettre sous vos yeux une observation anglaise que j'ai lue, il y a quelques jours, et qui m'a frappé :

« On trouve ici que si la France et la Russie sont considérées par l'Europe comme désirant la guerre, c'est absolument leur faute.

« En effet, tandis que les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et même de l'Italie expliquent leur politique devant leur Parlement, ils ne manquent jamais de le faire sans prêcher la paix, de pareilles explications ne viennent jamais de la Russie, qui n'a pas de Parlement, ni de la France, où les Ministres des affaires étrangères n'expliquent jamais leur politique.

« Bien mieux, on ne leur demande jamais de le faire. Ils n'ont jamais une occasion de fournir des explications au public européen.

« Le résultat de ceci, c'est que l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie peuvent, sous prétexte d'assurer la paix, augmenter tranquillement leurs armements, tandis que si la Russie fait avancer quelques régiments et si la France déplace un seul soldat sur ses frontières, on les accuse immédiatement de préparer la guerre. »

Cette observation, Messieurs, me paraît juste et je vous la livre.

Malgré la publication du traité austro-allemand qui pouvait paraître un symptôme quelque peu inquiétant, je veux croire pacifique le but de la triple alliance, puisque le prince de Bismarck l'affirme; mais il est un fait qui me paraît certain et qui est beaucoup plus rassurant pour nous, c'est que la triple alliance me semble extrêmement fragile. Et, d'autre part, nous sommes en présence d'un nouvel état de choses : c'est que les forces des puissances qui se sont alliées ne sont pas supérieures à celles des puissances qui sont restées indépendantes.

C'est là, Messieurs, une amélioration importante dans l'équilibre européen; elle doit appeler toute votre attention et elle est à mes yeux la meilleure, la seule garantie de paix.

Je vous disais, il y a un instant, que la triple alliance me semblait fragile; je vais m'en expliquer : Afin d'éviter la guerre en Europe, nous dit-il, et peut-être aussi pour essayer de continuer à lui dicter sa volonté, M. de Bismarck, inquiet de l'allure indépendante de l'Empereur de Russie, a voulu s'entourer d'alliés.

Il a pensé qu'un jour la guerre éclaterait peut-être malgré lui, et il s'est dit que ce jour-là l'Autriche était bien située pour attaquer et occuper la Russie, que l'Italie était bonne pour attaquer la France et distraire une partie de ses forces, et que lui-même, servi par ces diversions, pourrait intervenir avec avantage dans l'un et l'autre sens et en tirer un bénéfice sérieux et définitif.

Le marché qu'il proposait à ces puissances ne semble guère avantageux pour elles, mais l'Autriche ne peut guère résister aux arguments de l'Allemagne et nous n'avons aucun droit de lui en tenir rancune.

Quant à l'Italie, elle était si fière de traiter d'égale à égale avec ces grandes puissances, que c'est la séduction qu'elle n'a pas résisté.

Elle craignait bien un peu pour ses côtes en cas de guerre avec nous, mais le chancelier a dû faire miroiter à ses yeux l'adhésion de l'Angleterre. Et M. Crispien s'en est allé satisfait, fier, mais engagé.

Depuis lors, l'Angleterre, qui a pour principe — et ce principe lui a généralement bien réussi — de ne pas se mêler des affaires continentales, n'a pas donné son adhésion à la triple alliance, et M. de Bismarck se trouve bien flanqué de ses deux alliés; mais je serais surpris qu'il établît un grand fond sur leur ardeur belliqueuse et sur leur persévérance. Au moins pouvons-nous expli-



quer ainsi les sacrifices incessants qu'il demande à l'Allemagne de s'imposer pour accroître ses forces militaires.

Il n'a pas dû oublier, en effet, Messieurs, que la campagne de 1866 a duré six semaines, et que le lendemain de la bataille de Sadowa, l'Empereur d'Autriche signait la paix.

Or, c'est toujours François Joseph qui règne : M. de Bismarck peut craindre que les Russes ne battent, dès le début, les Autrichiens, et il doit alors se demander, non sans quelque inquiétude, si une nouvelle défaite essuyée ne déciderait pas l'Autriche à signer une nouvelle paix sans le consulter, moyennant une promesse, une concession quelconque de la part de la Russie.

Il peut se demander aussi si les Hapsbourg ont jamais sincèrement pardonné aux Hohenzollern de les avoir supplantés dans la prédominance de l'Allemagne.

Quel serait alors pour lui le résultat ?

La Russie, grandie par un premier succès, plus confiante dans ses forces, restant seule vis-à-vis de lui du côté de l'Est.

En ce qui regarde l'Italie, elle n'a, en réalité, aucun intérêt à faire la guerre à personne, la victoire ne peut rien lui rapporter et une défaite pourrait tout lui coûter. Elle irait, dans le seul but d'être agréable à l'Allemagne, risquer trente années de paix, de sagesse, d'économies ? elle compromettrait sa situation ? elle pourrait voir ses côtes brûlées, ses ports détruits par nos flottes ?

Non, Messieurs. Les Italiens ont toujours fait preuve de trop d'esprit politique pour tenter sans profit une pareille aventure ; je suis convaincu que le chancelier n'établit pas un grand fond sur l'engagement pris par M. Crispi, qui ne représente peut-être pas très bien l'opinion nationale en Italie et qui peut tomber demain comme un simple ministre français.

Alors la France reste seule du côté de l'Ouest, avec toutes ses forces, tous ses moyens d'action, toutes les rancunes qu'on lui prête.

Et M. de Bismarck pourrait se trouver pris entre deux puissants adversaires auxquels une impérieuse nécessité commanderait de s'entendre, si la guerre éclatait. C'est l'éventualité qu'il redoute depuis dix-sept ans et que tout son génie, toute son habileté, toute son action diplomatique, sont parvenus à conjurer jusqu'ici.

S'il avait une si grande confiance dans la vigueur et dans l'entrain de ses alliés, croyez-vous qu'il multiplierait comme il le fait ses préparatifs et ses armements ?

Autre fait significatif. Il vient, — et d'autres que moi ont pu se le laisser dire, — d'employer tous les moyens de persuasion, de séduction, pour obtenir l'adhésion de l'Angleterre à la triple alliance, parce qu'il sait bien que le concours de l'Italie ne peut être effectif qu'à ce prix.

Le premier ministre de la reine aurait été sur le point de se laisser entraîner, oubliant qu'un engagement de sa part n'avait aucune valeur dans une monarchie vraiment parlementaire, s'il n'était ratifié par le vote des Chambres, oubliant surtout les vieilles traditions de la politique britannique, qui ont toujours consisté à se tenir en dehors de toutes les associations d'intérêts continents ; mais il s'est vite rendu compte que le parti dont il est le chef ne le suivrait pas compacte dans cette voie dangereuse, et que la majorité unioniste se disloquerait peut-être plutôt que d'approuver cette politique. Aussi je crois que s'il s'est un peu avancé, il s'est vite retiré, et je suis persuadé que l'Angleterre, aujourd'hui, est encore libre de tout engagement, peu disposée à entrer dans une ligue européenne, décidée à ne pas unir son sort à celui de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie.

Ce qui me fait penser ainsi, c'est que l'Angleterre est plus préoccupée de ses intérêts asiatiques que des questions européennes, en dehors des soucis que ne lui ménagent pas à l'intérieur les affaires d'Irlande ; elle croit son empire d'Orient menacé. J'ai pu en juger par mes propres yeux, car j'ai visité les Indes anglaises deux fois. Je ne vous parlerai pas de mon admiration pour cette magnifique colonie, pour cette possession devenue indispensable aujourd'hui.

d'hui à l'existence de la mère-patrie. Mais je peux me rendre compte mieux qu'un autre du prix qu'elle attache à la conservation de ce vaste empire, qui lui permet depuis plus de cent ans d'étendre son activité, son commerce, son industrie, d'occuper et d'utiliser le surplus toujours croissant de sa population.

Je crois ses craintes exagérées, mais l'habile diversion des Russes vers l'Afghanistan, leur marche mystérieuse au centre de l'Asie ont fait perdre à l'Angleterre le tempérament d'insulaire qui a fait sa force pendant tant et tant de siècles. Dès à présent, elle n'est plus île, car elle connaît toutes les charges, tous les inconvénients, tous les soucis d'une longue frontière, et son caractère s'accommode mal de cette nouvelle situation géographique.

Aussi j'ai la conviction qu'aujourd'hui ou bientôt, malgré la délimitation des frontières afghanes, qui n'est que la constatation officielle d'un voisinage inquiétant, l'Angleterre laissera volontiers le tzar descendre en Europe vers la Méditerranée, à la condition qu'il recule de quelques centaines de milles en Asie, c'est-à-dire qu'au lieu de songer à se liguier contre la Russie, elle commence à comprendre que ses intérêts lui commandent beaucoup plutôt de s'entendre avec elle.

Ce ne sera pas, Messieurs, vous le voyez, un acheminement de sa part vers la triple alliance et nous ne pouvons guère le regretter.

M. de Bismarck, je le répète, pourrait donc se trouver aux prises avec la France et la Russie ; il ne doute pas, paraît-il, qu'il les battrait toutes les deux ; mais, malgré les millions d'hommes dont il nous parle, nous ne sommes pas obligés de croire que cette confiance est bien sincère et nous pouvons nous demander, avec quelque vraisemblance, s'il a grande envie de risquer dans une pareille bagarre l'existence d'un empire qu'il a mis quarante ans à édifier.

Voilà pourquoi je me permets de croire que l'Allemagne est moins satisfaite qu'elle ne semble de la nouvelle triple alliance ; qu'elle y trouve l'Empereur de Russie mal remplacé et qu'elle n'a aucun désir de voir éclater la guerre. Elle a peut-être aussi, pour ne pas la souhaiter, d'autres raisons devant lesquelles chacun de nous doit s'incliner : l'âge de l'Empereur Guillaume et l'état de santé malheureusement si inquiétant du prince impérial.

C'est assurément, Messieurs, à l'attitude nouvelle d'Alexandre III, aux allures indépendantes qu'il a prises, à son silence comme aux sacrifices que la Russie s'est imposés pour augmenter ses forces militaires, que nous devons de voir l'adversaire le plus acharné de la France nerveux et inquiet. Déjà, en 1875, nous avons contracté une dette de reconnaissance vis-à-vis de l'Empereur Alexandre II (Très bien ! très bien !).

Mais il y a dans notre pays des sympathies si vives pour la Russie, que personne ne regrettera de voir grossir cette dette (Applaudissements sur un grand nombre de bancs).

Plus d'une fois, Messieurs, soyez-en sûrs, depuis que l'ancienne triple alliance n'existe plus, c'est-à-dire depuis que l'Empereur de Russie en est sorti, M. de Bismarck a regretté de n'avoir pas, suivant son expression, « saigné la France à blanc » il y a quelques années ; mais ce qui pouvait se faire alors sans trop de difficulté peut-être, n'est plus guère possible aujourd'hui.

Un membre à gauche. — Espérons-le !

M. le marquis de Breteuil. — Non pas que je croie une alliance avec la Russie réalisable à l'heure où nous sommes.

Je vais même plus loin : malgré les sympathies que je ne cache pas, je crois que le moment de la désirer n'est pas venu. Elle pourrait trop précipiter les événements. Il me suffit d'être fermement convaincu que la Russie a un intérêt capital à notre existence.

S'il n'y avait, Messieurs, que des sympathies réciproques, qu'une communauté d'antipathie, que ce fait que nulle part dans le monde nos intérêts ne peuvent se heurter, je serais plus sceptique, car je ne crois pas que les sentiments aient

jamais dirigé la politique des nations; mais elle doit tenir à notre existence en tant que grande puissance, pour préoccuper l'Allemagne et la rendre plus cou-lante sur les affaires d'Orient, comme il lui était indispensable d'occuper l'An-gleterre de questions plus graves pour elle que la question du Bosphore.

Car, depuis cent cinquante ans, le but de la Russie n'a jamais varié: atteindre Constantinople.

Depuis Pierre le Grand, Messieurs, qui l'avait rêvée; depuis Catherine, qui avait pris la Crimée, soumis les Tartares, fondé Sébastopol et Nicolaïef, conquis la mer Noire et que Potemkin voulait mener plus loin, les Russes ont-ils jamais renoncé à cette espérance? Récemment, ne l'ont-ils pas vue sur le point de se réaliser, à la veille du traité de Berlin? La domination de la mer Noire ne leur donnerait-elle pas un commerce, une marine et un rang nouveau parini les nations européennes?

Mais si leurs efforts ont constamment visé le même but depuis un siècle et demi, toujours ils ont été combattus par les mêmes puissances, car les Cabinets d'alors se préoccupaient de l'équilibre européen, et les grandes puissances trou-vaient déjà trop grandes les possessions du tzar, comme si l'importance d'un Etat se mesurait au kilomètre carré!

Depuis lors, l'aspect de la Méditerranée a changé.

L'Italie est devenue, à côté de l'Angleterre, à côté de nous, une puissance navale non sans importance.

L'isthme de Suez a été percé. Aucune nation, je crois, ne se baltrait plus pour l'existence du Sultan, c'est-à-dire qu'au point de vue français la question d'Orient peut être envisagée autrement qu'il y a trente ou quarante ans.

Depuis lors, sur le continent, M. de Bismarck a bousculé l'équilibre européen, et c'est lui, quoi qu'il dise, qui porte seul la responsabilité des effroyables arme-ments sous lesquels l'Europe succombe.

Mais il ne peut pas empêcher qu'à l'heure présente l'Angleterre ne soit uni-quement préoccupée de ce qui lui tient le plus au cœur: ses intérêts asiatiques, que la Russie ne demeure impénétrable sur ses projets, et que nous-mêmes ne soyons encore une grande nation; qu'il existe en face de lui, en face de la tri-ple alliance, trois grandes puissances indépendantes que le même intérêt peut réunir à un moment donné.

Voilà, Messieurs, la situation telle qu'elle m'apparaît.

C'est à en profiter que doivent s'employer tous nos efforts, tout notre patrio-tisme, toute notre diplomatie.

La tâche serait assurément rendue plus facile si la France n'avait pas contre elle la forme de son Gouvernement.

C'est une vérité qu'aucun de vous ne saurait contester. Une démocratie qui s'installe ne peut pas inspirer une grande sympathie aux souverains qui règnent en Europe.

Il serait chimérique de vous illusionner à cet égard! Je vous le dis, quoique je me sois promis de ne pas parler des choses qui nous divisent; mais j'ajoute que le temps pourrait atténuer ces impressions, si vous convainquiez le monde de votre modération.

L'inconvénient serait moindre si la République ne donnait pas ce spectacle auquel nous assistons, si elle inspirait confiance.

Quelles réflexions ne voulez-vous pas qu'on se fasse à l'étranger, quand on voit dix-sept ministres se succéder en dix-sept ans à la tête du département de la guerre?

Autant, ou à peu près, se sont remplacés à la direction de nos relations exté-rieures. L'instabilité partout! L'impossibilité d'entamer une conversation, de commencer une négociation avec un homme qui ait chance d'être aux affaires six mois après.

On s'exagère aussi au loin les périls de notre situation intérieure, nos embar-ras financiers, nos divisions. Mais je passe, le moment n'est pas venu d'étaler ici nos faiblesses.

On vous a souvent répété ce mot fameux du baron Louis: « Faites-moi de la



bonne politique et je vous ferai de bonnes finances. » Ce mot s'applique, j'en suis convaincu, aussi bien à la politique étrangère, et je crois qu'il serait plus facile à un ministre de faire de la bonne politique extérieure si vous faisiez de la bonne politique intérieure.

Je m'imaginai que M. Flourens pensait comme moi avant qu'il n'eût voulu joindre à sa situation de ministre la qualité de député, tant que, n'appartenant à aucune fraction du parti républicain, il pouvait paraître plus indépendant... tant que, placé au-dessus de nos divisions, il pouvait sembler les ignorer.

Ce qui vous grandissait, Monsieur le ministre, ce qui rassurait l'étranger, ce qui donnait quelque confiance dans votre durée, c'est que vous n'apparteniez pas au Parlement.

Votre langage de candidat a déjà fait tort à votre attitude de ministre, et vous n'êtes, j'en ai peur, qu'au commencement de vos déboires.

Je reviens à la politique intérieure, dont j'allais vous dire un mot.

Vous feriez, Messieurs, de la bonne politique intérieure au point de vue de l'opinion de l'étranger si, d'un commun accord, obéissant à une préoccupation commune, vous placiez au-dessus de vos discussions, au-dessus de vos préférences, au-dessus des aventures parlementaires, les deux hommes qui ont la garde de la défense nationale, le Ministre de la guerre et celui de la marine; si vous leur disiez : Nous avons confiance en vous, dans votre dévouement au pays; entourez-vous de tous les gens du métier les plus compétents, ne négligez rien pour l'amélioration de la défense nationale. Nous vous laissons en dehors de la politique : vous ne viendrez devant les Chambres que pour y défendre votre budget; et tous les sacrifices que vous croirez devoir nous demander, nous essayerons de nous les imposer en faisant des économies par ailleurs.

Notre patriotisme n'est pas moindre que celui des membres du Reichstag allemand.

Et, Messieurs, ce langage, vous avez le droit de le tenir : il ne peut éveiller aucune crainte, aucune susceptibilité en Europe; il ne dément en aucune façon votre ardent amour de la paix. M. de Bismarck ne proclamait-il pas, il y a quelques jours, que les peuples désireux de voir durer la paix avaient le devoir de ne rien négliger pour améliorer leurs moyens de défense?

Tout récemment, lorsqu'on discutait ici le budget de la marine, nous applaudissions tous les paroles du Ministre, de l'honorable amiral Krantz. Bientôt nous ferons sans doute le même accueil à M. le Ministre de la guerre, à l'honorable général Logerot, si, convaincu de la lourde responsabilité qu'il porte, il se montre un soldat et non un politicien.

Eh bien, Messieurs, gardez ces deux hommes que vous avez choisis, conservez-les à leur poste jusqu'à la fin de cette législature. Vous ne pouvez pas regarder au-delà; mais l'exemple s'imposera à vos successeurs. Laissez à ces Ministres la certitude qu'ils pourront pendant dix-huit mois encore poursuivre l'œuvre commencée. Les résultats ne se feront pas attendre et vous aurez bien mérité du pays.

Fortifions-nous, c'est le principal, et comme le disait M. Thiers, quand nous serons devenus forts, les alliances viendront à nous sans que nous ayons à les demander. Ce n'est pas chez nous, Messieurs, membres de la droite, que vous rencontrerez de l'opposition si vous entrez dans cette voie, car nous avons toujours mis et nous mettrons toujours les intérêts de la patrie au-dessus de nos intérêts de parti.

Au point de vue de la politique extérieure, nous devons un démenti au jugement porté par le prince de Bismarck devant son Parlement; nous devons prouver que nous ne nourrissons aucune des haines qu'il nous prête. Son plus grand désir, et il est bien naturel, est que nous demeurions isolés en Europe; c'est à ne pas l'être qu'il faut travailler.

Pour cela, je crois que nous devons souhaiter que l'Empereur de Russie, qui est sincèrement pacifique, et de la parole duquel personne ne peut douter (applaudissements), continue de rester dans la situation indépendante où



il s'est placé, continue d'être l'arbitre de la paix. Nous devons saisir chaque occasion de lui témoigner notre véritable sympathie, sans exagérer les démonstrations...

Nous devons lui faire comprendre que nous sommes des amis solides, mais discrets.

Il a existé, Messieurs, plus d'un malentendu entre l'Angleterre et nous depuis quelques années ; ils sont aplanis, ou à peu près. Je voudrais que nos relations avec cette grande puissance deviennent plus amicales ; je voudrais que personne ici ne doute de sa sincérité, quand elle parle de ses intentions en Egypte ; je voudrais que nos deux peuples, qui ont tant d'intérêts vitaux liés les uns aux autres, écartent pour longtemps les questions qui peuvent les diviser. Les nations, comme les individus, peuvent bien se faire quelques concessions.

Quant à l'Italie, nous pouvons espérer qu'en se persuadant de nos sentiments pacifiques, elle comprendra que nous n'avons aucun mauvais sentiment contre elle ; que nous voyons, sans aucune espèce de jalousie, se développer sa force, sa richesse, sa puissance. Nous pouvons espérer qu'un jour elle comprendra que de communs intérêts doivent nous rapprocher.

En ce qui nous touche, Messieurs, je fais des vœux pour que la France, consciente de sa force, reste digne et calme, regardant l'avenir bien en face, dédaignant, comme la Russie, les raisons qui ne valent pas la peine de se fâcher, qu'elle ne néglige rien pour l'amélioration de ses moyens d'action, qu'elle ne disperse pas ses forces au loin (approbation sur divers bancs), et que les sacrifices qu'elle s'impose n'aient pas des résultats purement négatifs.

Pour me résumer, Messieurs, je voudrais qu'en face de la triple alliance qui existe, nous sachions préparer la contre-partie, c'est-à-dire trouver un terrain d'entente où les nations indépendantes puissent, à un moment donné, dans leur intérêt, comme dans l'intérêt de la paix de l'Europe, être amenées à tenir le même langage, sans avoir été forcées de passer par les nécessités d'un traité, par les difficultés d'une alliance préparatoire.

D'ici là, Messieurs, gagnons du temps ; il est notre plus précieux auxiliaire — les grands Ministres et les grands conquérants ont rarement des successeurs — et montrons-nous ce que nous sommes : une nation qui veut sincèrement la paix, mais qui ne redouterait pas la guerre.

Je vous ai dit, Messieurs, pourquoi la triple alliance me semblait fragile et combien peu elle menaçait nos intérêts.

Je vous ai dit comment les intérêts des puissances libres se liaient aux nôtres et venaient naturellement les protéger.

Je vous ai dit que plus la France se montrerait forte et modérée, plus l'Europe comprendrait la nécessité de son existence.

Qu'il me soit permis d'ajouter, et je termine, que notre pays, j'en ai la ferme conviction, repousse toute idée de guerre offensive, et ne demande qu'une chose : vivre et travailler en paix, mais sans que cela soit jamais au détriment de son honneur ni de sa dignité.

Tels sont, Messieurs, les sentiments et les considérations qui doivent à mes yeux inspirer actuellement la politique du Gouvernement français ; et, chaque fois qu'un Ministre des affaires étrangères fera respecter nos droits et travaillera au bon renom de la France, personne ne lui marchandera son approbation.

Je ne demande pas à M. Flourens de me répondre. Il ne doit pas me répondre, et je le comprends. Au reste, je me suis adressé moins à lui qu'à mes collègues de la Chambre, et je n'ai engagé que moi dans le langage que je viens de tenir, en n'apportant ici que des impressions absolument personnelles, (Applaudissements à droite. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit des félicitations).

M. le Président. — La parole est à M. de La Ferronnays.

M. le marquis de La Ferronnays. — Messieurs, les usages parlementaires me permettraient de prendre prétexte de la discussion qui s'ouvre aujourd'hui pour examiner toute notre action diplomatique pendant l'année écoulée, et certes il

n'a pas manqué d'incidents qui ont permis à notre diplomatie de montrer son habileté et sa sagacité !

Parmi ces incidents, les uns ont reçu une solution conforme aux intérêts de l'honneur national ; d'autres ont donné lieu à des négociations sur lesquelles il y aurait beaucoup à dire. Mais j'estime que, dans l'état où se trouve l'Europe aujourd'hui, ce sont là des questions qu'il serait imprudent d'aborder à la tribune. Je connais trop les dangers de l'improvisation pour vouloir m'exposer moi-même, et — ce qui serait plus grave encore — exposer M. le Ministre des affaires étrangères en me répondant, à prononcer quelqu'une de ces paroles insuffisamment mesurées dont le retentissement en dehors de cette enceinte pourrait avoir de redoutables échos.

Ainsi donc, Messieurs, ce n'est pas sur les affaires européennes que je désire appeler l'attention de la Chambre, et néanmoins les questions que je compte traiter ont pour nous un intérêt tellement considérable que je crois devoir vous demander quelques instants d'attention pour vous les signaler et les discuter avec vous.

Lorsqu'on réfléchit aux conditions profondément troublées dans lesquelles s'écoulent ces dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle ; lorsqu'on voit toutes les nations européennes consumer leurs richesses en armements stériles et qui, s'ils n'étaient pas stériles, n'auraient d'autre effet que d'amener des massacres épouvantables sur toute la surface de la vieille Europe ; lorsqu'on assiste à un spectacle aussi affligeant, il est permis de se demander si, après l'ère de guerre et de perturbation que nous traversons aujourd'hui, ne viendra pas forcément une ère de réparation et de paix dans laquelle tous les peuples chercheront à refaire par le commerce et le développement de leur vie matérielle, les forces qu'ils auront inutilement dépensées à la fin de ce siècle-ci.

Alors, nous sommes conduits naturellement à admettre que les générations qui viendront après nous auront pour principale préoccupation de leur politique les questions de commerce, de développement matériel et de richesse publique.

Eh bien, Messieurs, je me demande si, dans le cours de cette année, les négociations qui nous ont été communiquées se sont suffisamment préoccupées de cette nécessité, si notre Gouvernement s'est suffisamment inspiré des sentiments qui, aujourd'hui, portent toutes les nations européennes à chercher à prendre pied sur les grands marchés commerciaux qui seront ceux du XX<sup>e</sup> siècle.

C'est pour obéir à cette impulsion logique que la Russie poursuit lentement, mais sûrement, sa marche vers les Indes ; que l'Angleterre cherche à gagner le centre de l'Afrique, et que l'Allemagne multiplie ses tentatives incessantes pour se créer un empire colonial peu onéreux mais extrêmement fructueux dans les îles de l'Océanie. Nous voyons, en effet, l'Allemagne planter successivement son drapeau aux îles Samoa, aux îles Marshall, et, par une tentative prématurée qui n'est peut-être pas la dernière, chercher à le planter dans l'archipel des Carolines.

Je me demande si les deux négociations qui nous ont été communiquées au commencement de cette session, celle relative à la neutralisation du Canal de Suez et celle relative à la convention pour l'abandon des Nouvelles-Hébrides, ont suffisamment sauvegardé en Océanie les intérêts de la France, intérêts que je crois très considérables.

La question du Canal de Suez est intimement liée dans cette négociation à celle des Nouvelles-Hébrides.

En est-il de même dans la réalité des faits ? Je ne le pense pas. Il est incontestable que l'Egypte était depuis très longtemps, depuis Méhémet Ali, entièrement soumise à l'influence française. Il est incontestable que toutes les grandes choses faites en Egypte ont été faites par le génie et les capitaux français.

Il est non moins certain qu'un jour, par une série d'imprudences qui ont commencé en 1880, dont la plus forte a été notre attitude lors du bombardement d'Alexandrie, il est non moins certain, dis-je, que, sans aucune compen-

sation pour nous, l'influence que nous exercions en Egypte, que nous avions acquise par nos efforts et par notre argent, a passé à une autre nation, à l'Angleterre. Et alors on comprend que M. de Freycinet, le prédécesseur de M. Flourens, préoccupé de la responsabilité qu'il avait dans cette question, — car les premières fautes ont été commises par lui, en 1880, et ont été le point de départ de la situation actuelle, — on comprend, dis-je, que M. de Freycinet se soit préoccupé de les réparer dans une certaine mesure, tout au moins de dissimuler la situation qui nous était faite en Egypte : l'abandon complet de l'influence légitime que nous y avions exercée ; on conçoit sans peine qu'il ait pris à cœur de pousser jusqu'à leurs dernières limites les négociations de 1885 relatives à la neutralité du Canal de Suez.

Au mois de mars 1885, une conférence internationale s'est réunie à Paris ; elle a tenu six séances, secondée par les travaux d'une sous-Commission technique ; elle est arrivée, après de très longues discussions, après avoir touché à de grosses difficultés, à formuler, le 13 juin 1885, un projet de convention assurant la neutralité du Canal de Suez en temps de guerre. A cette convention, l'Angleterre avait fait certaines objections, de sorte que l'acte final de la conférence, au lieu d'être un acte définitif, restait ouvert à révision sur certains de ses articles. Telle était la situation.

Que convenait-il de faire ? Fallait-il laisser aux susceptibilités qui s'étaient produites le temps de se calmer ? Fallait-il laisser aux puissances le temps de comprendre qu'il y avait intérêt à préciser les conditions de neutralité du Canal ? Fallait-il, au contraire, avoir l'air de prendre la direction du mouvement et de faire de la France, malgré toutes les apparences, la maîtresse ou la protectrice de la neutralité du Canal de Suez ? Tel est, Messieurs, le dilemme qui se posait.

M. de Freycinet a immédiatement repris les négociations. Dès le 22 juin, par une lettre-circulaire qui figure au Livre jaune et qui a été adressée à tous nos chefs de mission à l'étranger, il invitait ces derniers à sonder les puissances auprès desquelles ils étaient accrédités, pour savoir si elles ne jugeaient pas opportun de reprendre les négociations ; ils devaient tout au moins arriver à un échange d'idées sur les points qui avaient soulevé des objections de la part de l'Angleterre.

Ce qui s'est produit alors aurait dû immédiatement éclairer M. de Freycinet sur l'imprudence de sa conduite. Je ne juge la question qu'après les documents que M. le Ministre des affaires étrangères nous a communiqués ; je sais assez comment se font les Livres jaunes pour ne pas douter qu'un certain nombre de correspondances ont dû être omises, qui peut-être donneraient plus de force au raisonnement que je vais produire.

M. le Ministre des affaires étrangères. — Nous n'avons rien omis ; la production a été complète.

M. le marquis de La Ferronnays. — C'était votre droit !

M. le Ministre. — C'était mon droit, mais je n'en ai pas usé.

M. le marquis de La Ferronnays. — Ce n'est pas une critique que je vous adresse, Monsieur le Ministre.

Il résulte de cette correspondance que, sauf à la Cour de Vienne, où les ouvertures de M. de Montmarin, notre chargé d'affaires, semblent avoir été accueillies favorablement, les chancelleries ont fait à nos agents une réponse des plus froides, tout en se tenant dans des termes extrêmement polis, en ne contestant pas qu'il pouvait y avoir intérêt à examiner la question, en donnant même à entendre que la France pouvait en prendre l'initiative sans inconvénient. Les dépêches de nos agents rendant compte de leurs échanges de vues avec les Cabinets auprès desquels ils étaient accrédités, ne laissent aucun doute sur ce point : pendant l'été de 1885, l'Europe tout entière semblait disposée à laisser dormir la question.

Malgré cela, le 22 novembre 1885, M. de Freycinet, poursuivant toujours le même ordre d'idées, invite notre ambassadeur à Londres, M. Waddington, à reprendre immédiatement les négociations avec le Gouvernement anglais, et,



dans sa dépêche, il se prétend assuré de l'assentiment de l'Europe. Cet assentiment, je l'ai cherché en vain ; je n'ai pas trouvé une désapprobation, mais je répète que, sauf dans la dépêche de Vienne, je n'ai pas vu trace d'un encouragement sérieux, sincère, donné aux démarches de M. de Freycinet.

M. Waddington s'est immédiatement abouché avec le Gouvernement anglais ; il a été encore plus froidement reçu. L'Angleterre, se retranchant derrière ses difficultés intérieures, derrière les crises ministérielles qui, à cette époque, ont été chez elle au moins aussi fréquentes qu'en France, — car, au cours des négociations que j'examine, il n'y a pas eu moins de quatre Ministres des affaires étrangères différents, — l'Angleterre, dis-je, refusa de traiter et fit traîner sa réponse jusqu'au 24 mars 1886.

A ce moment, M. de Freycinet, voulant brusquer les choses, sentant très bien qu'au fond il n'avait pas, de la part de l'Europe, l'appui nécessaire pour imposer un examen nouveau de la question à l'Angleterre, a fait un pas en avant, et un pas regrettable, à mon avis. Il a été le premier à soumettre à l'Angleterre des propositions modificatives des articles contestés.

Il me semble qu'il eût été plus habile et plus prudent de laisser l'Angleterre formuler elle-même les objections qu'elle avait à présenter, demander les rectifications qui lui semblaient nécessaires, au lieu d'arriver, nous, avec un document devant servir de base aux négociations, puisque, en définitive, ce n'était pas nous qui nous plaignions des rédactions acceptées par toutes les puissances européennes à la Conférence de Paris.

Voilà donc une deuxième faute.

Je dois dire que les objections anglaises portaient sur quatre points dont l'importance mérite d'être examinée de très près.

Il était d'abord question de la neutralité des ports d'accès et des eaux territoriales de l'Egypte.

Il est évident que, du moment où le Canal était neutre, les ports d'accès devaient l'être également ; et quant à la neutralité des eaux territoriales, il ne semblait pas nécessaire de faire une stipulation particulière en faveur de l'Egypte, alors qu'il est de droit international constant que, dans tous les pays neutres, les eaux territoriales sont neutres elles-mêmes.

Le second point avait trait aux débarquements sur les bords du Canal et dans les ports d'accès en temps de guerre.

Le troisième point, qui était peut-être le plus important, et celui auquel notre Ministre des affaires étrangères a eu le plus raison de tenir, consistait dans l'organisation d'un corps de surveillance permanente sur la neutralité du Canal, surveillance qui devait être confiée, dans l'esprit de M. de Freycinet, à la réunion des agents consulaires en Egypte ; ceci, par conséquent, plaçait la neutralité du Canal sous la protection constante de l'Europe.

Quant au quatrième point, nous tenions particulièrement à ce que l'Angleterre ne pût pas intervenir à titre d'alliée du khédive, le jour où ce prince n'aurait plus, par lui-même, la force nécessaire au maintien de la neutralité ou de l'ordre du Canal.

Tels étaient les quatre points sur lesquels il y avait des divergences entre l'Angleterre et les puissances ayant participé à la Conférence de 1885. Tout d'abord un des articles sur lesquels les Anglais ont fait le plus d'objections, mais qui ne paraissent pas extrêmement sérieuses, c'est la neutralité des ports d'accès du Canal. Deux hypothèses peuvent se produire en cas de guerre : ou la France serait maîtresse de la mer dans la Méditerranée, et alors, nécessairement, la puissance qui occuperait l'Egypte n'aurait qu'une chose à faire : ne lui opposer aucune résistance sur le littoral égyptien ; ou, au contraire, la France ne serait pas maîtresse de la mer, et alors, je ne vois pas l'avantage que nous aurions à tirer de prescriptions établissant une neutralité dont nous ne pourrions pas profiter, puisqu'il nous serait impossible d'approcher de l'endroit où elle commencerait à se produire.

Toujours est-il, Messieurs, que sur ces propositions françaises le Cabinet anglais, persistant dans son ancien système, a usé de tous les arguments dila-



toires qu'il a pu trouver, et ne nous a donné une réponse que le 14 octobre de la même année, c'est-à-dire plus de six mois après le dépôt de la note française. Et alors, le 14 octobre, sur les nouvelles instances de notre chargé d'affaires, M. le comte d'Aubigny, le Gouvernement anglais, sans répondre à nos ouvertures, nous demande d'examiner avec lui la question des Nouvelles-Hébrides.

Je dois dire, à l'éloge de M. le comte d'Aubigny, qui apportait à toutes ces négociations une expérience consommée acquise dans une longue carrière diplomatique, qu'il a vu le piège et n'y est pas tombé; il a refusé — sa dépêche, au Livre jaune, nous l'apprend — de suivre à ce moment le Gouvernement anglais sur la question des Nouvelles-Hébrides.

Quelles sont donc ces questions océaniques auxquelles l'Angleterre attache un prix tellement élevé qu'elle a soin de les introduire au moment où elle sait qu'avant tout notre Gouvernement a le désir d'arriver à une solution apparente pour l'Egypte et que pour cela nous serions prêts à lui faire une concession, même au détriment de nos intérêts réels? (Très bien! très bien! à droite).

Ces questions du Pacifique sont au nombre de deux. Il y a d'abord celle des îles Sous-le-Vent de Taïti, Raiatée et les autres, — dans le cours de ma discussion je parlerai toujours de Raiatée qui est la plus importante du groupe; — et ensuite il y a l'affaire des Nouvelles-Hébrides.

Ces deux questions sont absolument distinctes en réalité, et néanmoins, par une habileté du Cabinet anglais, on est parvenu, pendant toute cette négociation, à les confondre.

Les difficultés relatives aux îles Sous-le-Vent de Taïti remontent à une date très ancienne, à 1847; si, à cette époque, le Gouvernement du Roi Louis-Philippe a passé avec l'Angleterre une convention par laquelle les deux puissances s'interdisent à perpétuité, et d'un commun accord, tout établissement dans ces îles, il n'est pas sans intérêt de remarquer que les Anglais ont surtout désiré cette renonciation, parce qu'à cette époque l'opinion publique se préoccupait énormément en Angleterre des progrès considérables qu'avait faits l'influence française dans l'Océanie à la suite de la brillante campagne de Dumont-d'Urville.

Tout le monde sait que l'Océanie peut presque être considérée comme une région française. Si elle a été découverte, étudiée, explorée, c'est uniquement ou du moins principalement à des navigateurs français qu'on le doit; dans tous les archipels nous retrouvons les noms de Bougainville, de d'Entrecasteaux, de Lapérouse, de Dumont-d'Urville, de tous nos grands navigateurs en un mot.

Il avait donc suffi, vers 1837 ou 1840, qu'une nouvelle expédition française commandée par Dumont-d'Urville, qui devait périr peu d'années après dans l'accident du chemin de fer de Versailles, vint porter le pavillon français dans toutes ces îles où le nom français avait conservé un très grand éclat, était l'objet d'une tradition toujours redoutée, très souvent respectée, pour qu'immédiatement les Anglais vissent le danger, et exigeassent de nous, par cette convention de 1847, que nous nous engagions en même temps qu'eux à ne faire aucun établissement dans les îles Sous-le-Vent de Taïti.

Cette convention fut plus ou moins fidèlement exécutée. Les Anglais insistèrent plus ou moins sur son exécution. Mais, à l'époque même dont nous nous occupons, il était admis dans le monde des géographes que les îles Sous-le-Vent de Taïti appartenaient à la France et j'en ai eu hier une preuve à laquelle je ne m'attendais pas en ouvrant un atlas allemand. Généralement les cartes allemandes ne sont pas extrêmement favorables aux extensions du territoire français; nous en connaissons même dont les licences dépassent la permission et qui prévoient peut-être un peu intempestivement l'avenir; toujours est-il que dans la carte que j'ai sous les yeux, qui a été éditée par Justus Perthes, certainement le premier éditeur de cartes de l'Europe, les îles Sous-le-Vent de Taïti sont indiquées comme possession française.

M. le Ministre des affaires étrangères. — A quelle date?

M. le marquis de La Ferronnays. — En 1885. Je crois que la même indica-

tion se trouve dans une édition de 1879, mais que je n'ai pas apportée parce qu'elle est trop volumineuse.

Je ne discute pas la valeur absolue du fait. Je reconnais qu'il y avait là un acte international qui nous liait ; mais en même temps je tiens à constater qu'il était tombé en désuétude au point que les géographes nous attribuaient la possession de ces îles. A ma connaissance — et si je me trompe, M. le Ministre aura la bonté de me rectifier — la convention de 1847 n'a été remise sur le tapis qu'une seule fois, en 1853 ou 1854, quand nous avons occupé la Nouvelle-Calédonie et que certaines susceptibilités se sont produites en Angleterre. A cette époque, je sais que le Gouvernement anglais a rappelé la convention de 1847 ; peut-être l'a-t-il fait en d'autres occasions, mais je ne le crois pas. Je tiens seulement à relever qu'en 1885 les îles Sous-le-Vent, de notoriété publique, appartenaient à la France ou étaient sous son protectorat comme Taïti.

L'autre question océanienne est celle des Nouvelles-Hébrides. L'occupation par la France de ces îles pouvait être considérée et est, selon moi, une conséquence à peu près forcée de l'occupation de la Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie est un pays d'une très grande richesse qui, jusqu'à présent, est fort loin d'avoir rendu à la métropole tout ce que celle-ci est en droit d'en attendre. Il y a à cela un obstacle : elle manque de bras. La population indigène de l'île est en grande partie encore insoumise ou peu soumise et inapte aux travaux de la terre : il devient dès lors nécessaire, pour tirer parti de ses richesses, d'aller chercher des travailleurs dans d'autres pays. A quelques centaines de lieues, dans le nord de nos possessions, se trouve l'archipel des Nouvelles-Hébrides, habité par une race sensiblement différente, ayant toutes les qualités civilisables qui manquent peut-être aux Canaques et étant surtout beaucoup moins belliqueuse.

Très justement, dès le début de notre occupation, on a compris qu'on pourrait trouver là les éléments nécessaires pour mettre en œuvre les richesses de la Nouvelle-Calédonie. Nous avons rapidement, et de très bonne heure, fondé sur ses côtes des établissements qui, au milieu de vicissitudes diverses, se sont maintenus jusqu'en 1880.

Telles sont les deux questions relatives à des pays situés dans l'Océan Pacifique que le Gouvernement anglais nous proposait d'examiner conjointement avec celle du Canal de Suez. Les pourparlers avaient déjà été engagés en 1878.

M. le marquis d'Harcourt, qui était notre ambassadeur à Londres, avait solennellement déclaré que nous n'occuperions pas les Nouvelles-Hébrides, et avait obtenu du Gouvernement Britannique une déclaration identique.

En 1879, l'amiral Pothuau avait proposé au Cabinet de Londres, par ordre du Gouvernement français — le Ministre d'alors était, si je ne me trompe, M. Waddington — de reprendre l'examen de la convention de 1847, de manière à arriver à son abrogation, et il offrait de traiter conjointement une autre question de très grosse importance, tellement importante qu'entre les deux j'hésiterais à choisir celle qui devrait être sacrifiée : la question des pêcheries de Terre-Neuve.

Toutes ces questions sont très embrouillées les unes dans les autres, et, cependant, pour comprendre la véritable portée des conventions qui nous ont été soumises, il est nécessaire de les disjoindre jusqu'à un certain point, et c'est pour cela que je vous demande la permission de dire quelques mots sur Terre-Neuve, comptant que certainement, d'ici à peu de temps, cette affaire sera portée devant le Parlement.

L'île et le banc de Terre-Neuve, tout le monde le sait, sont une découverte française que nous avons perdue au traité d'Utrecht ; mais une réserve stipulée dès lors assurait certains privilèges de pêche au pavillon français dans les eaux de Terre-Neuve, notamment sur le grand banc. De plus, nous conservions et nous avons toujours conservé les îles de Saint-Pierre et Miquelon ; elles devaient servir de centre à cette grande industrie qui fait la fortune de notre littoral depuis Dunkerque jusqu'à l'embouchure de la Gironde.

Ces privilèges, qui ont été stipulés au traité d'Utrecht, ont été renouvelés au

traité de Paris en 1763, au traité de Versailles en 1783 et enfin confirmés solennellement par un article additionnel, je crois, ou par un protocole spécial lors des traités de Paris en 1815. Il y avait là une clause par laquelle, pour éviter les conflits entre les Anglais, possesseurs de l'île, et les pêcheurs français, certaine portion du littoral désignée sous le nom de *French shore* ou rivage français était affectée en usufruit à nos pêcheurs, sous réserve qu'ils n'établiraient jamais d'établissements permanents sur cette partie de la côte.

Le Gouvernement anglais, pressé par le Parlement local de Terre-Neuve, nous a toujours suscité de très grosses difficultés, et M. le ministre des affaires étrangères, à qui je ne demande pas de me répondre en ce moment sur ce point, sait qu'à l'heure qu'il est ces difficultés sont encore très loin d'être résolues. C'est pour cela que je me permettais, tout à l'heure, d'exprimer l'espoir que, prochainement, il nous saisirait de documents qui nous mettraient à même de faire de cette question importante un examen approfondi et sérieux. (Très bien ! très bien ! à droite.)

Voilà la proposition que M. l'amiral Pothuau, en 1879, offrait de discuter conjointement avec celle qui était relative à Raïatea, c'est-à-dire qu'il semblait disposé à reconnaître la protection anglaise sur Terre-Neuve et à sacrifier dans une certaine mesure les intérêts de nos nationaux pour acquérir des droits fort importants, sans doute, sur les îles Sous-le-Vent de Taïti.

Telle fut la situation en 1879.

Les négociations traînèrent ; c'est une habitude qui semble avoir été celle de tous les cabinets anglais depuis le début de cette question. Mais, probablement par suite d'instructions plus larges ou inexactement comprises, qui ont été données par le ministre de la marine, le commandant de la station du Pacifique, en 1880, déférant aux désirs d'un certain nombre de chefs des îles Sous-le-Vent, y a établi le protectorat de la France ; il en a immédiatement rendu compte à son ministre, qui a informé le ministre des affaires étrangères. A ce moment arrivaient au quai d'Orsay, par notre ambassadeur à Londres ou par l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, des protestations contre l'établissement de ce protectorat. D'un commun accord, on résolut de maintenir la question pendante à l'aide de délais renouvelés de six mois en six mois jusqu'à ce que la négociation relative aux pêcheries de Terre-Neuve eût été close.

Cette situation dura jusqu'en 1885, toujours à l'état provisoire, sans qu'aucune décision ait été prise soit pour Raïatea, soit pour les pêcheries de Terre-Neuve.

Brusquement, en 1886, les Anglais reprirent les négociations, car un incident nouveau venait de s'introduire dans la question. La Chambre qui a précédé celle-ci s'occupait alors de la loi sur la relégation, et les parlements australiens, que nous voyons intervenir officiellement pour la première fois dans le débat, protestaient avec énergie contre la déportation de nos récidivistes à la Nouvelle-Calédonie. M. de Freycinet proposa alors de prendre l'engagement ferme de ne faire aucune déportation de récidivistes en Nouvelle-Calédonie, à la condition de conserver notre pleine liberté d'action aux Nouvelles-Hébrides et aux îles Sous-le-Vent.

Ici, nous nous heurtons au refus formel du gouvernement anglais, qui se retranche derrière les parlements locaux d'Australie.

Je passe rapidement, messieurs, sur les différents détails de la négociation ; mais cependant il est un point sur lequel je veux m'arrêter, parce qu'il est extrêmement regrettable, à mon avis.

Le 23 août 1886, M. de Freycinet, alors ministre des affaires étrangères, a pris l'initiative de présenter comme une proposition ferme une solution qui n'avait été jusqu'à-là indiquée qu'en conversation par le Gouvernement anglais et qui, d'après les documents reproduits au Livre jauno, n'avait donné lieu à aucune correspondance définitive.

Cette proposition consistait à abandonner les Nouvelles Hébrides pour y laisser exercer la police — car ce n'était plus qu'une question de police ? — par



une division navale mixte, anglaise et française, empruntée aux stations navales dans le Pacifique.

C'était donc abandonner les Nouvelles-Hébrides, dont quelques années auparavant nous constations l'absolue nécessité pour la bonne exploitation et le développement de la Nouvelle-Calédonie.

Je regrette que cette initiative ait été prise par le ministre qui, plus que tout autre, devait avoir le souci de maintenir l'influence française dans ces parages, où elle existait déjà depuis longtemps sans avoir donné lieu à de réelles difficultés.

Au mois d'octobre de la même année, les Anglais, voyant que nous persistions à vouloir négocier avec eux, nous offrirent de renoncer à la convention de 1847, à la condition pour nous d'abandonner, sans compensation, les Nouvelles-Hébrides.

Dès lors, ils laissent absolument de côté la question de Terre-Neuve, dont nous ne retrouvons plus trace au cours de la négociation.

Aussitôt M. de Freycinet cherche à lier ensemble la question des Nouvelles-Hébrides avec celle qui lui tenait bien plus au cœur : la neutralisation du canal de Suez.

Mais les Anglais, beaucoup trop habiles pour se laisser prendre à notre première avance, puisque nous commettons la faute de la faire, nous firent attendre leur adhésion pendant plusieurs mois.

Ce n'est que dans le courant de l'année suivante, à une date qui ne me revient pas, qu'ils ont consenti à lier les deux questions.

A partir de ce moment, les négociations marchent avec une rapidité, à mon avis, déplorable : car le 8 juin 1887, nous abandonnons les Nouvelles-Hébrides en acceptant le principe de cette commission navale mixte.

Il est vrai que nous conservons notre protectorat absolu à Raratea qui, dans la pratique, existait réellement.

En échange, le 21 octobre suivant, les Anglais consentirent aux quelques modifications de rédaction peu importantes qui, à ce moment, faisaient la seule difficulté entre les deux gouvernements pour la neutralisation du canal de Suez.

Ainsi donc, d'une part, pour un avantage absolument illusoire en Egypte, nous avons sacrifié, nous avons perdu des avantages de situation très nécessaires au développement dans l'Océan Pacifique. Nous avons laissé tomber au second plan l'importante question de Terre-Neuve, du règlement de laquelle dépend la richesse de toutes nos populations maritimes de l'ouest. N'ai-je pas le droit de demander si, au cours de cette longue négociation, et par son dénouement si regrettable selon moi, nous avons obtenu du gouvernement anglais les concessions que nous étions en droit d'en attendre ?

Nous avons reculé en Océanie, ce qui est plus grave, non pas devant l'Angleterre, grande puissance avec laquelle des négociations suivies peuvent toujours être reprises et menées à plus ou moins bonne fin, mais devant des forces nouvelles très redoutables : les parlements locaux de l'Océanie.

Nous avons laissé se formuler pour la première fois dans l'Océan Pacifique une doctrine qui peut être une gêne pour l'Europe, une doctrine analogue à celle de Monroe ; du moment où nous admettons — c'est la conséquence logique des conventions qui nous sont soumises — que les parlements océaniques de Victoria, ceux de tous les nombreux Etats qui tiendront de plus en plus à devenir indépendants, et qui, évidemment, constitueront dans un temps donné en Océanie, une situation analogue à celle des Etats-Unis en Amérique ; du moment où nous laissons ces petits parlements établir dès aujourd'hui un droit de propriété exclusif pour eux et pour leurs nationaux sur des terres souvent extrêmement éloignées, nous arrêtons court le développement de l'influence européenne dans le Pacifique, où plutôt nous arrêtons court le développement de l'influence française....

.... Car je vous signalais tout à l'heure les progrès que faisait dans ces mers l'Allemagne, sa marche progressive aux îles Samoa, aux îles Marshall, sa tentative infructueuse, mais qu'elle renouvellera, sur les Carolines ou sur un autre



archipel. Tandis que nous nous heurtons sans succès contre les parlements australiens, parce que nous sommes trop loin d'eux, l'Allemagne fait ces progrès avec l'approbation, l'appui moral des États-Unis d'Amérique qui préfèrent laisser les îles du Pacifique sous l'influence allemande plutôt que sous toute autre influence européenne.

Voilà pourquoi si nous ne sauvons pas la situation pendant qu'il en est temps encore, je considère que pour des avantages illusoire en Egypte, nous avons sacrifié les intérêts les plus précieux de la France dans l'avenir, notre influence sur l'archipel du Pacifique.

Voilà le point sur lequel j'espère que M. le ministre des affaires étrangères voudra bien nous donner des explications pour nous rassurer.

Jusqu'à présent, je crois que les conventions n'ont pas été ratifiées; peut-être est-il encore temps d'y porter remède, et j'appelle sa sollicitude toute particulière sur la situation qu'elles nous ont créée. (Applaudissements à droite.)

M. le président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Flourens, *ministre des affaires étrangères*. — Messieurs, l'honorable préopinant vient d'apporter à cette tribune, contre la convention qui a établi la neutralité du canal de Suez et contre la convention relative aux Nouvelles-Hébrides et à la reconnaissance du protectorat français sur les îles Sous-le-Vent de Taïti, un certain nombre de critiques, qui, j'espère pouvoir l'établir en quelques mots, sont mal fondées.

Je m'expliquerai d'abord sur les critiques qu'il a élevées contre la convention récemment conclue entre la France et l'Angleterre, pour régler l'exercice commun de certains droits de police dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides.

L'honorable M. de La Ferronnays nous a représenté cette convention comme étant un sacrifice que la France avait fait à la diplomatie anglaise, comme un abandon regrettable des droits et des intérêts de la France dans l'Océanie, qui aurait été consenti en vue de l'obtention de la reconnaissance de la neutralité du canal de Suez, neutralisation qui ne constituerait, d'après lui, qu'une compensation insuffisante et illusoire.

Cet exposé des faits n'est pas exact. Si les négociations relatives à la convention du canal de Suez et à la convention des Nouvelles-Hébrides ont, dans la dernière période qui a précédé la publication du Livre jaune, marché simultanément, c'est exclusivement à raison de ce fait que l'Angleterre était pressée par ses colonies australiennes d'obtenir une solution pour les Nouvelles-Hébrides, et, cette solution qui était préparée, je n'ai consenti à l'accepter que lorsque j'ai obtenu la satisfaction que je désirais relativement à la neutralisation du canal de Suez. Mais il est absolument inexact de dire que la France ait sacrifié aucun de ses intérêts en Océanie, aucun des droits de souveraineté ou de suzeraineté qu'elle pouvait posséder sur un archipel quelconque, pour obtenir la neutralisation du canal de Suez.

En effet, messieurs, il suffit de rappeler en quelques mots les faits mêmes que l'honorable M. de La Ferronnays vient d'exposer loyalement à cette tribune. Il suffit de rappeler les conventions diplomatiques qui sont intervenues relativement à l'archipel qui nous occupe, pour établir que la France ne possédait, au moment où la convention relative aux droits de police à exercer sur les Nouvelles-Hébrides a été consentie par la France, aucun droit exclusif de souveraineté sur cet archipel.

Quelle était la situation diplomatique de la France relativement à l'archipel des Nouvelles-Hébrides? Elle était très simple: elle résultait tout entière d'un arrangement entre la France et l'Angleterre en 1878, et constaté par des lettres échangées à cette époque entre le marquis d'Harcourt, notre ambassadeur à Londres, et le comte de Derby.

M. Freppel. — Malheureusement!

M. le ministre des affaires étrangères. — Malheureusement, dites-vous? Ce n'est pas la question que nous discutons en ce moment. Que cet arrangement soit intervenu à tort ou à raison, en 1878, cela ne modifie pas le caractère de

la convention que j'ai seule à défendre en ce moment. Ce qui est incontestable, c'est que cet arrangement existait, et qu'en vertu de cet arrangement, il y avait un engagement bilatéral de l'Angleterre et de la France, d'après lequel ces deux puissances s'interdisaient réciproquement d'exercer aucun droit exclusif de souveraineté ou de suzeraineté sur l'archipel des Nouvelles-Hébrides. Cet engagement était formel. Avait-il été pris à bon droit ou adopté à tort?

M. Pierre Alype. — A tort, puisque nous avions le droit du premier occupant.

M. Freppel. — Absolument à tort !

M. le ministre. — C'est un tout autre point que celui que nous examinons ici en ce moment. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'un engagement de cette nature, qui contient des obligations réciproques, ne peut pas être dénoncé au gré de l'une des parties : il ne peut l'être que du commun accord des deux parties contractantes, à moins que l'on n'admette l'hypothèse d'un recours à la force. Or, je crois que, quelles que soient les ambitions polynésiennes ou micro-nésiennes que puissent entretenir un certain nombre de membres de ce côté de l'Assemblée (la droite), aucun d'eux ne proposerait à la France d'entrer en guerre avec l'Angleterre pour un archipel inculte, inhabité et malsain de l'Océanie.

Le véritable intérêt, le premier intérêt de la France dans une question de cette nature, c'est de montrer qu'elle sait respecter ses engagements, tenir la foi promise et que la perspective d'un agrandissement territorial ne peut, en aucun cas, la déterminer à manquer à sa parole. Or, messieurs, je le répète, la France avait pris un engagement formel, et, en même temps que l'Angleterre acceptait cet engagement, le comte de Derby, pour donner satisfaction aux parlements des archipels australasiens, parlements qui rêvaient, dès cette époque, l'annexion de l'archipel des Nouvelles-Hébrides et dont cette convention avait précisément pour but d'arrêter les empiètements, le comte de Derby, dis-je, prenait vis-à-vis de ces assemblées l'obligation non moins explicite de n'apporter, sans leur assentiment, aucune modification à la situation.

Ces parlements ont systématiquement refusé leur assentiment à toutes les propositions qui leur ont été transmises, et, en présence de leur refus persistant, le gouvernement anglais s'est trouvé dans l'impossibilité de modifier, malgré les instances de notre diplomatie, les termes des engagements de 1878.

Voilà la vérité des faits ; il est donc inexact de dire que la nouvelle convention relative aux Nouvelles Hébrides ait consenti un abandon quelconque des droits de la France ni modifié la situation à notre détriment ; elle l'a, au contraire, régularisée sur un point important, dans le commun intérêt des deux parties en cause.

Quelle était donc la situation antérieure ? De ce fait que la France et l'Angleterre à la fois s'étaient réciproquement refusé la possibilité d'exercer un droit de souveraineté quelconque sur l'archipel des Nouvelles-Hébrides, il résultait qu'il n'y avait dans cet archipel aucune autorité, aucune police et, dans certains cas, aucune sécurité, ni pour les personnes, ni pour les biens.

Cette absence de surveillance avait amené des désordres, des attentats contre la vie de nos nationaux. Le Gouvernement français s'était vu, en présence de ces attentats, dans l'obligation d'envoyer des détachements de troupes peu nombreux, mais trop considérables eu égard à l'insalubrité de ces îles, pour occuper certains points de l'archipel. Mais au moment même où il faisait l'envoi de ces troupes, le Gouvernement français se voyait contraint par ses engagements antérieurs de renouveler devant l'Angleterre la promesse solennelle de ne pas prétendre à un droit exclusif sur les Nouvelles-Hébrides et de retirer ses troupes dès que leur présence ne serait plus utile.

Cependant, nous ne pouvions pas consentir au retrait de ces troupes tant que la sécurité de nos nationaux ne se trouverait pas définitivement garantie. De là, pour la France, vis-à-vis de l'Angleterre, une situation embarrassante, une source de difficultés diplomatiques incessantes et de récriminations passionnées des colonies australasiennes.

C'est pour sortir définitivement de cette position délicate que nous avons conclu un arrangement avec l'Angleterre, arrangement qui n'a d'autre portée que d'établir une réglementation de police dans l'archipel, que d'assurer une possibilité de garantie pour les personnes et pour les biens, et d'empêcher qu'il n'y ait des abus de la force, soit vis-à-vis des colons, soit vis-à-vis des naturels canaques. Voilà le seul but de cet arrangement.

Il ne modifie en rien, quant au fond du droit, la situation des deux parties contractantes. Il nous rend notre situation diplomatique plus franche et plus nette; car il faut reconnaître que la présence de nos soldats dans des baraques improvisés et dans un milieu malsain était une chose regrettable, dans l'intérêt de nos troupes d'abord et ensuite dans l'intérêt de notre légitime susceptibilité vis-à-vis de l'Angleterre, car nous nous trouvions ainsi exposés à chaque instant ou à des insinuations blessantes ou à des mises en demeure inadmissibles.

Voilà la véritable portée de l'arrangement qu'on critiquait tout à l'heure, et je crois que la Chambre, après avoir entendu cette explication, reconnaîtra que ces critiques étaient de tout point mal fondées.

En ce qui concerne l'arrangement relatif aux îles Sous-le-Vent de Taïti, je demande également à rétablir la vérité en quelques mots. Tout à l'heure, l'honorable préopinant présentait à la Chambre une carte allemande, d'après laquelle l'archipel des îles Sous-le-Vent était indiqué, dès 1885, comme placé sous le protectorat français. Cette carte allemande date de 1885, et, par suite, la désignation du protectorat français qui y est mentionnée s'explique parfaitement par ce fait que la France, qui, dès cette époque, préparait l'acte diplomatique en vertu duquel les îles Sous-le-Vent de Taïti se trouvent actuellement placées sous notre souveraineté, avait conclu avec l'Allemagne un arrangement par lequel l'empire germanique renonçait à prétendre à aucune espèce de droit sur cet archipel. C'est par suite de cette renonciation de l'Allemagne au profit de la France que, dans une carte allemande, les îles Sous-le-Vent de Taïti ont figuré depuis 1885 comme étant un pays de protectorat français.

Mais la convention intervenue entre la France et l'Allemagne ne pouvait rien changer aux stipulations qui liaient la France et l'Angleterre, stipulations qui, comme l'honorable préopinant l'expliquait tout à l'heure lui-même à cette tribune, dataient de 1847 et qui interdisaient à la France et à l'Angleterre de prendre possession des îles Sous-le-Vent de Taïti, comme l'arrangement de 1878 leur interdisait de s'emparer des Nouvelles-Hébrides. La conclusion de l'arrangement que nous discutons en ce moment, et qui a donné à la France un droit désormais incontestable de souveraineté sur les îles Sous-le-Vent, constitue donc une acquisition au profit de notre pays. Il est impossible de le nier.

Il est certain que jusqu'à cette époque le drapeau français ne flottait sur les îles Sous-le-Vent de Taïti qu'en vertu d'autorisations semestrielles accordées par l'Angleterre, ce qui constituait, en vérité, pour la France une situation qui ne pouvait se prolonger.

En y mettant fin, la convention a grandement amélioré notre situation en Océanie.

Je ne dirai que quelques mots en ce qui concerne la convention relative à l'isthme de Suez. Cette convention est trop importante et surtout trop complexe pour être discutée, en ce moment, dans tous ses détails, devant le Parlement. Les négociations, du reste, se poursuivent et nous attendons inécessamment l'adhésion de la Porte, puissance suzeraine de l'Égypte, et des divers États qui ont participé à la conférence de Paris; la discussion serait donc prématurée.

Ce que je veux simplement établir ici en quelques mots, c'est que l'honorable M. de La Ferronnays, pour attaquer la convention sur la neutralisation du canal de Suez, n'a pas critiqué les dispositions elles-mêmes de la convention en tant qu'elles n'auraient pas réalisé le seul but poursuivi : assurer la libre navigation, le libre transit du canal en temps de paix comme en temps de guerre.



Ces dispositions sont trop nettes, trop claires, trop précises pour qu'on puisse élever contre elles des critiques sérieuses. Aucune des puissances auxquelles elles ont été communiquées n'a formulé d'objection à ce point de vue.

Mais pour atteindre les conventions, l'honorable M. de La Ferrounays a confondu les conventions relatives à l'Égypte elle-même et celles relatives à l'isthme de Suez. Or, ce sont là deux natures de questions tout-à-fait distinctes. Il est certain que l'Angleterre, en consentant la Convention relative à l'isthme de Suez, en déclarant même que la situation qu'elle occupe actuellement en Égypte n'est qu'une situation exceptionnelle et transitoire, a confirmé ses déclarations antérieures et avancé l'heure de l'évacuation de l'Égypte par les troupes britanniques.

Mais il n'en est pas moins vrai que, lorsque le Gouvernement français a traité relativement à la convention de Suez, il n'a compromis en rien, il n'a engagé en rien la situation relative à l'Égypte elle-même. La situation de l'isthme de Suez et la situation de l'Égypte sont restées absolument distinctes.

Le canal de Suez est dû à notre génie et à notre épargne. La France est le seul pays de la terre qui fasse de ces œuvres conçues dans un but exclusivement humanitaire, sans poursuivre un intérêt égoïste, sans rechercher un avantage exclusivement national. Mais lorsque la France a exécuté une de ces grandes entreprises, elle ne peut pas admettre qu'elle devienne la propriété et tourne au bénéfice exclusif d'une autre nation.

La France serait déchuë de sa situation de grande puissance le jour où elle consentirait à ce que le canal de Suez cessât d'être une œuvre internationale dont toutes les puissances maritimes pussent profiter.

C'est pour cela que le Gouvernement a hâté de tous ses vœux et de toutes ses forces la neutralisation du canal de Suez, la signature de la convention donnant à cette neutralisation un caractère incontestable et définitif : la France a fait ainsi une œuvre éminemment humanitaire, une œuvre qui aura certainement l'approbation de la Chambre. (Applaudissements.)

— La Commission du budget proposait à la Chambre de supprimer le crédit afférent au traitement de l'Ambassadeur de France près du Vatican. M. Flourens, ministre des affaires étrangères, a demandé le rétablissement du crédit et présenté les observations suivantes à l'appui de sa demande :

Messieurs, la question du maintien ou de la suppression de l'ambassade de France près du Saint-Siège n'est pas nouvelle ; elle a été, depuis dix-sept ans, périodiquement débattue à cette tribune à chaque discussion du budget. Tous les arguments pour et contre ont été présentés ; ils l'ont été avec une force de conviction, avec des développements qui font que je n'aurai rien à ajouter à ce qui vous a déjà été dit. Aussi je demanderai simplement à la Chambre la permission de lui présenter quelques considérations tendant à établir que, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur la solution définitive à donner à cette question, dans les circonstances où nous nous trouvons placés actuellement, le maintien de l'ambassade française auprès du Vatican s'impose, que c'est un devoir sérieux pour la Chambre de maintenir ce crédit.

J'exposerai, messieurs, une vérité qui ne sera contestée par personne, lorsque je dirai que lorsqu'il s'agit d'une question qui intéresse la situation de la France vis-à-vis de l'étranger, d'une question qui touche à notre politique extérieure, qui peut modifier la position occupée par notre pays vis-à-vis des puissances étrangères, nous devons faire abstraction de toute considération de politique intérieure ; nous ne devons examiner qu'un seul point de vue : l'intérêt de la France, les avantages que la décision à adopter peut lui maintenir ou lui acquérir vis-à-vis des autres États.

Eh bien, si nous examinons à ce point de vue la question qui nous occupe en ce moment, nous sommes obligés de reconnaître, comme je le disais tout-à-l'heure, que le maintien de l'ambassade du Vatican s'impose.



Il y a quelques années, je me rappelle avoir entendu l'honorable M. Madier de Montjau combattre, à cette tribune, l'existence de l'ambassade que je défends en ce moment, avec la force de conviction et l'éloquence qui lui sont habituelles.

Au cours de son argumentation, l'honorable M. Madier de Montjau fit valoir une série de considérations qui me sont encore présentes à l'esprit. M. Madier Montjau tirant argument des difficultés diplomatiques ou confessionnelles qui existaient alors entre le Saint-Siège et la plupart des Etats du continent européen, nous disait : « Mais vous êtes les seuls à conserver des rapports diplomatiques avec le Saint-Siège ; tous les autres Etats de l'Europe, depuis l'Allemagne, qui est en majorité protestante, jusqu'à la Belgique qui est en majorité catholique, ont retiré leurs représentants ou leurs ambassadeurs, ou sont sur le point de les retirer. Vous voyez donc qu'il y a dans la politique de l'Europe en ce moment un courant que la France doit suivre comme les autres pays, et qui doit vous faire considérer que le maintien de l'ambassade auprès du Vatican, non seulement n'est pas nécessaire, mais peut, au contraire, être nuisible à l'expansion extérieure de la France et au développement de son influence. »

Telle était l'argumentation de l'honorable M. Madier de Montjau ; elle s'appliquait avec une certaine vérité aux circonstances de fait qui existaient à cette époque. Mais, si nous examinons les circonstances actuelles, nous voyons que la situation est absolument changée, absolument retournée, et que tous les Etats qui, à cette époque, étaient divisés vis-à-vis du Saint-Siège par des difficultés confessionnelles, des difficultés politiques ou diplomatiques, ont renoué avec lui leurs relations et ont maintenu ou rétabli auprès de lui des ministres, des ambassadeurs, suivant la nature et la gravité des intérêts qu'ils ont à défendre auprès du Souverain-Pontife ; que tous ont fait la paix avec le Vatican et ont cultivé avec ardeur son amitié.

Si nous recherchons les causes de ces modifications intervenues dans la politique extérieure, non pas de la France, mais de l'Europe entière, nous voyons que ces causes sont multiples, mais qu'elles se réfèrent toutes à deux ordres d'idées fondamentaux.

Il y a d'abord une considération d'un caractère plus spécial en ce qui concerne les affaires du bassin de la Méditerranée, et ensuite une considération d'un ordre plus étendu relative à la politique générale de l'Europe, qui me paraissent avoir dicté aux gouvernements la conduite que j'exposais tout à l'heure.

En ce qui concerne le bassin de la Méditerranée, l'article 62 du traité de Berlin a consacré à nouveau et d'une manière plus solennelle et plus explicite encore le protectorat de la France sur l'Orient chrétien, protectorat qui avait été inauguré dès les croisades, et qui s'était maintenu par l'effet des capitulations ; l'article 62 du traité de Berlin nous a créé dans une partie du bassin de la Méditerranée et dans le Levant tout entier, une situation spéciale, exceptionnelle, dont le maintien a une grande importance pour la France, tant au point de vue de son influence politique que du développement de sa navigation et de l'expansion de son commerce.

Or, messieurs, cette situation qui nous a été reconnue par le traité de Berlin, est battue en brèche de tous côtés, non seulement par tous les Etats de l'Europe, l'Italie, l'Autriche, l'Allemagne, la Russie, mais même par les Etats-Unis. La situation de la France en Orient est en ce moment très enviable et très attaquée. Tandis qu'ici nous discutons sur le maintien ou sur la suppression de l'ambassade auprès du Vatican, en Allemagne on accorde aux jeunes gens voués aux missions l'exemption du service militaire, et si nous jetons les yeux de l'autre côté des Alpes, nous voyons qu'il se fonde une association puissante, recrutée parmi les membres du parlement, appartenant à toutes les opinions. Cette association a pris pour titre : « Association de secours aux missionnaires italiens ». Cette association est appuyée par toute la presse, sans distinction de nuances ; elle a à sa tête des membres du parlement, comme je le disais tout à l'heure, et elle comprend dans son sein avec des hommes politiques, des membres du clergé séculier et régulier. Elle, étend ses ramifications

tions sur toute la péninsule ; elle est représentée dans toutes les villes par des comités d'action et de propagande ; elle a réuni des fonds considérables, et dans sa dernière séance, tenue à Milan, le membre du sénat italien qui la présidait a exposé la nécessité pour l'Italie de prendre pied en Orient, d'y étendre son influence et de la substituer à celle de la France, et il indiquait les missions comme étant l'instrument le plus puissant, le plus utile et le plus efficace pour atteindre ce résultat. De son côté, le Gouvernement italien a maintenu les commissariats franciscains en Terre-Sainte. Ces commissariats, au nombre de plus de vingt, n'ont pas été atteints par la loi de suppression des Ordres religieux, et M. Mancini a déposé un projet de loi tendant à exonérer les jeunes gens qui se voueraient aux missions étrangères, des obligations du service militaire.

Voilà la situation en face de laquelle il faut nous placer. Il faut nous demander si, dans ce moment il ne s'impose pas à nous de prendre toutes les mesures pour maintenir cette influence, qui nous est si précieuse et qui est en même temps si vivement battue en brèche ? Sur quoi repose cette influence ? Sur le protectorat que nous revendiquons sur les chrétiens en Orient, depuis les rives de la Méditerranée jusqu'à la Chine et au Japon. Et le moyen d'exercer utilement et efficacement ce protectorat, le moyen à l'aide duquel nous agissons sur les représentants de l'Eglise latine dans tout cet immense continent asiatique, à l'aide duquel nous arrivons à écarter les éléments hostiles à notre influence, à maintenir et à développer, au contraire, ceux qui nous sont favorables, ce moyen, c'est l'ambassade de France auprès du Vatican ; en la supprimant, on atteint directement le protectorat de la France ; notre influence est immédiatement ébranlée ; notre action manque de base et de moyen pratique d'atteindre les populations. Le protectorat de la France, c'est l'instrument pratique du développement, non seulement de notre influence morale, mais encore de notre crédit et de notre commerce en Orient, et la base même de notre protectorat, sa raison d'être vis-à-vis du clergé latin et des missions, aux yeux mêmes des populations orientales, ce sont les rapports que nous entretenons avec le Saint-Siège, et le poids dont nous pouvons, par l'entremise de notre ambassadeur du Vatican, peser sur ses décisions. Voilà ce que nous devons considérer en ce moment.

La France veut dans la Méditerranée le maintien du *statu quo* ; elle ne poursuit aucun but exclusif, elle ne recherche aucune extension de territoire, elle veut que l'Egypte soit rendue aux Egyptiens, que la Syrie, que l'Asie-Mineure se développent librement et sous l'influence de la civilisation, mais elle ne peut pas renoncer à une situation légitimement acquise.

Or, ce serait y renoncer que de voter la suppression de crédit qui vous est proposée ; la voter en ce moment, ce serait voter pour que les enfants qui sont actuellement dans les écoles d'Orient, qui apprennent notre langue, qui y apprennent à connaître et à aimer la France, ce serait voter pour que ces enfants apprennent l'italien, l'allemand et deviennent les partisans de l'Italie ou de l'Allemagne.

Telle est, messieurs, la grave question qui vous est posée, relativement au seul bassin de la Méditerranée ; vous avez à la trancher, en vous souvenant que c'est une question non pas confessionnelle, mais une question politique, mais une question patriotique.

Messieurs, je vous disais tout à l'heure que pour apprécier la question qui vous est soumise en ce moment, il fallait rechercher les mobiles qui ont déterminé les différents Etats de l'Europe à entrer dans ce mouvement général, qui les a tous rapprochés du Saint-Siège.

Si, en dehors de cette question spéciale dont je viens de parler, nous recherchons quels ont pu être les autres motifs qui ont déterminé cette évolution, qui lui ont donné ce caractère de généralité, nous reconnaissons que dans tous les Etats, en présence de la situation actuelle, on a senti la nécessité d'opérer une grande concentration des forces nationales et d'éliminer tous les éléments

de discorde ou de dissentiment intérieur, d'écarter tout ce qui pourrait amener des froissements, ou une apparence quelconque d'oppression vis-à-vis d'une confession quelconque.

Pour obtenir ces résultats, on a cru qu'aucun sacrifice ne devait être négligé. Or, ces préoccupations d'ordre éminemment politique, je vous demande à tous si elle ne s'imposent pas à la France comme aux autres pays de l'Europe ; je vous demande si les considérations qui ont amené à faire cesser presque subitement, et comme par un mot d'ordre général, toutes les discussions du kulturkampf et autres qui s'agitaient sur tous les points de l'Europe, n'existent pas en France comme ailleurs.

Voilà, messieurs, les seules observations que je veuille, pour le moment, soumettre à la Chambre : je crois qu'elles suffiront à justifier la demande de rétablissement de crédit que je vous présente. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

Après une réponse de M. Camille Pelletan, la Chambre a rétabli le crédit par 281 voix contre 237.

— M. Deschanel demande une augmentation de 100,000 fr. pour les écoles françaises en Orient et fait à l'appui de sa demande un remarquable discours que nous reproduisons :

Messieurs, je ne viendrais pas, dans les circonstances présentes, vous proposer une augmentation de crédit, même très légère, s'il ne s'agissait de défendre un grand intérêt national et de faire face à une situation nouvelle.

Les crédits qui, il y a quelques années, étaient affectés à l'Orient, — à l'Orient seul, — servent aujourd'hui en même temps à la Tripolitaine, à l'Egypte, au Congo, à Madagascar — pour ne parler que de ces pays-là — de sorte que nos ressources en Orient se trouvent considérablement diminuées, et cela au moment même où les autres puissances redoublent d'efforts et font d'énormes sacrifices pour y accroître leur clientèle et leur influence (Très bien !).

Si nous ne sommes plus au temps où les navires de toutes les nations ne pouvaient entrer dans les mers et dans les ports de l'Empire turc que sous le pavillon de France, où tous les Européens ne relevaient que de nos consuls, où les ambassadeurs étrangers n'étaient admis en présence du sultan que sous la bannière de nos ambassadeurs ; si les autres peuples sont parvenus, au prix de longs efforts, à partager avec nous le bénéfice de ces Capitulations qui étaient notre œuvre, dont nous avons conservé si longtemps le privilège, et d'où sont sorties tout à la fois et la suprématie française et la suprématie moderne ; si chaque colonie européenne est maintenant une sorte de citadelle politique, un Etat dans l'Etat ; si, enfin, les Européens ont conquis une situation exceptionnelle dans l'Empire, nous, messieurs, nous avons toujours une situation exceptionnelle parmi les Européens. Nous avons, il est vrai, partagé peu à peu nos droits politiques, nos droits commerciaux et même, dans une certaine mesure, notre autorité religieuse : car, depuis le siècle dernier, la Russie, conformément au programme de Pierre le Grand, a étendu son influence sur les Grecs orthodoxes, et, depuis une cinquantaine d'années, nous avons assisté aux commencements et aux progrès de la propagande protestante, américaine, anglaise et allemande ; mais notre protectorat catholique est resté intact. La Porte a admis l'exterritorialité de tous les établissements latins ; ces établissements sont placés sous notre autorité ; et c'est pourquoi nos consuls ont conservé une situation à part, — non pas seulement au point de vue des honneurs et des préséances dans les cérémonies publiques, mais au point de vue juridique et administratif. En un mot, si nous ne sommes plus les chefs de toute la famille européenne, — bien que le mot France soit resté, pour les Orientaux, synonyme d'Européen, — nous sommes toujours les protecteurs de toute la



famille catholique, sans distinction de rite ni de nationalité. Voilà notre situation.

Eh bien, ce caractère d'universalité de notre protectorat est justement, aux yeux de quelques personnes, un motif de l'abandonner.

Je me rappelle avoir entendu soutenir cette thèse ici même, il y a quelques années, par notre honorable collègue M. Lockroy : « Comment ! disait-il, vous accordez votre protection, vous donnez votre argent à des étrangers, Italiens, Espagnols, Autrichiens, etc., et vous vous imaginez qu'ils servent la cause de la France ? Vous leur fournissez des armes contre vous ! C'est une politique de dupes ! »

M. Dethou. — C'est vrai.

M. Paul Deschanel. — C'est vrai, dites-vous, mon cher collègue ? Oui et non. C'est vrai sur un point et faux sur un autre.

C'est vrai, malheureusement, trop souvent, en ce qui concerne l'emploi des fonds considérables dus à l'initiative privée.

C'est là un domaine qui n'est pas le nôtre ; aussi n'en dirai-je qu'un mot, incidemment, avec l'espoir que mon observation sera entendue au dehors : je crois qu'il serait fort à propos de rappeler à nos concitoyens catholiques qu'aujourd'hui les Œuvres de Terre-Sainte ne représentent plus seulement, comme jadis, les fondations franciscaines, mais qu'elles comprennent surtout des institutions de bienfaisance et d'enseignement créées et dirigées par des Français, et que c'est de préférence à ces œuvres-là que leurs offrandes devraient aller pour répondre au dessein à la fois charitable et patriotique qu'ils se proposent. Je suis convaincu que, le jour où ils sauraient que leur argent, au lieu d'être toujours et uniquement employé au profit de la diffusion de notre langue et du développement de notre influence, passe trop souvent aux mains de nos rivaux, ils prendraient le parti d'envoyer directement leurs offrandes aux établissements français, et, par là, ils feraient acte de bons patriotes, en même temps que de bons catholiques.

Voilà pour les dons privés, pour l'initiative libre des fidèles. Là, vous le voyez, la critique de M. Lockroy n'est que trop souvent juste.

Mais il n'en est pas du tout de même pour nos crédits à nous. La presque totalité de ces crédits est réservée aux seules institutions françaises. Je dis la presque totalité, parce que, en effet, le gouvernement accorde quelques subsides — très minimes — à des étrangers. Mais pourquoi ?

C'est d'abord parce que, dans certains districts où nous n'avons pas encore d'écoles françaises et où les missions protestantes ont seules régné jusqu'ici, — où, en d'autres termes, on n'enseignait que l'anglais et l'allemand — nous avons intérêt à voir s'ouvrir une école catholique, fût-elle étrangère, car le gouvernement n'accorde jamais une rétribution, si faible qu'elle soit, à une école étrangère, qu'à une condition formelle : c'est qu'on y ouvrira aussitôt un cours de langue française.

C'est ensuite et surtout parce que, au moyen de ce lien matériel, nous marquons notre droit, notre autorité sur les catholiques étrangers.

On oublie trop qu'en vertu des Capitulations, des firmans de la Porto, ils ne peuvent rien sans nous. Ils ne peuvent pas traiter la moindre affaire, acheter, vendre, bâtir, faire un acte civil quelconque, sans notre consentement et notre appui.

Si vous les abandonniez à eux-mêmes, qu'arriverait-il ? Ils se jetteraient dans les bras d'une autre puissance, — qui ne demanderait pas mieux que de les recevoir ! — Alors, au lieu du protectorat unique, vous auriez un protectorat collectif, et cette division du protectorat entraînerait inévitablement des compétitions et une anarchie qui feraient bientôt retomber les catholiques d'Orient dans la situation intolérable à laquelle cette politique quatre fois séculaire qu'on appelle les Capitulations a eu précisément pour objet de les arracher. Et une fois que vous auriez partagé votre autorité, vous ne tarderiez pas à la



perdre entièrement : c'est un édifice dont toutes les parties se tiennent ; ôtez une pierre, il croule.

Voilà pour les crédits officiels. Vous voyez qu'ici la critique que je rappelais tout à l'heure ne porte pas : elle ne serait donc pas un obstacle à l'adoption de la mesure que j'ai l'honneur de vous proposer.

Maintenant que je viens de marquer à grands traits la nature et l'étendue de notre protectorat, je voudrais jeter un coup d'œil sur les instruments au moyen desquels il s'exerce, — c'est-à-dire nos écoles et nos hôpitaux, — dire les services qu'ils nous rendent, ceux qu'ils pourraient nous rendre encore, en quoi ils pèchent, en un mot, ce que nous faisons, ce que nous devrions faire, et ce que font les autres.

Il me paraît, d'une manière générale, que le meilleur moyen de tirer de notre protectorat tous les avantages que nous sommes en droit d'en attendre, au point de vue de la diffusion de notre langue, du développement de notre commerce, et aussi pour le plus grand bien de l'Empire ottoman lui-même, ce serait — tout en conservant partout, bien entendu, nos possessions acquises — de concentrer plus particulièrement notre action dans certaines régions déterminées.

Ainsi, par exemple, dans la Turquie d'Europe, où l'Autriche et la Russie rivalisent d'activité et dépensent des sommes énormes, nous pouvons, je crois, nous contenter de sauvegarder, avec nos ressources actuelles, notre situation présente. Il faudra néanmoins nous occuper quelque jour — et le plus tôt sera le mieux — de notre hôpital du Taksim à Constantinople, qui est délabré et qui fait triste figure à côté des hôpitaux anglais, allemand, italien et autres. Il y a là, en même temps qu'une question philanthropique, une question de dignité nationale.

En Asie-Mineure et en Arménie, où la Russie trouve devant elle l'Angleterre, nous sommes fixés aux principaux points du pays, il suffit également de nous y maintenir.

Mais les contrées que la nature et l'histoire, que nos droits les plus anciens et nos intérêts les plus actuels nous assignent comme principal champ d'opérations, c'est la Syrie et la Palestine. Là, nos relations séculaires avec les Maronites, la constitution particulière du Liban, la protection des Lieux-Saints, qui nous a été expressément confirmée par l'article 62 du traité de Berlin, nous assurent une situation unique, que nous serions impardonnables de laisser amoindrir.

Là, tout vient à nous ; la jeunesse syrienne, cette race fine et souple, si accessible à la civilisation et au progrès, est avide d'apprendre notre langue, de s'initier à nos idées, à nos mœurs. Le français est la langue commune du pays, la seule dont on veuille se servir pour tout le commerce du Levant, les Anglais et les Allemands eux-mêmes sont obligés de l'enseigner et de le parler en beaucoup d'endroits pour avoir des élèves et pour traiter les affaires. Nos défaites de 1870 n'ont été, aux yeux de l'immuable Orient, qu'un accident passager ; les sympathies pour notre pays sont toujours aussi vives, aussi ardentes ; la France est vraiment, pour ces peuples, une seconde patrie.

Nous avons donc là une situation incomparable. Eh bien, il se trouve que c'est justement là que nous faisons le moins. Savez-vous combien nous donnons à la Syrie et à la Palestine ? Si vous défalquez la subvention de 80,000 fr. allouée à l'Université française de Beyrouth — somme absolument insuffisante — et ce n'est pas mon ami M. le rapporteur du budget des affaires étrangères qui me contredira sur ce point, car j'ai lu dans son intéressant rapport les extraits de celui que M. le docteur Villejean, envoyé en mission pour inspecter l'école de médecine et l'hôpital de Beyrouth, a adressé, il y a quelques mois, à M. le ministre de l'Instruction publique, et d'où il appert que divers services restent en souffrance, que, par exemple, il n'y a pas de préparateur de chimie, faute d'argent ; — si vous défalquez, dis-je, cette subvention de 80,000 fr., il reste, pour tous les établissements d'enseignement secondaire, pour tous les établissements d'enseignement primaire et pour tous les hôpitaux : en Syrie, 60,000 fr.

de secours fixes (sur lesquels il y a 34,750 fr. de bourses, ce qui est, du reste, de l'argent très bien employé) et des secours accidentels qu'on peut évaluer à 72,000 fr. environ; en Palestine, 47,000 fr. de taxes fixes; 57,000 fr. de secours accidentels; total : 104,000 fr.

Je ne crains pas de dire ce que sont-là des chiffres dérisoires, surtout si vous les comparez aux sommes énormes jetées dans le pays, depuis quelques années, par les autres puissances. Pour vous en donner une idée, la Russie a dépensé, dans l'espace de six ans, 10 millions, en Palestine seulement.

Je viens de parler de l'Université de Beyrouth. En 1881, — c'était alors M. Barthélemy-Saint-Hilaire qui était ministre des affaires étrangères, M. Jules Ferry qui présidait le Conseil et Gambetta qui présidait la Commission du budget, — un vote du Parlement mit à la disposition du Gouvernement un crédit extraordinaire de 150,000 fr. pour la création d'une école de médecine et de chirurgie dans cette Université : idée heureuse et féconde, car jusqu'alors, dans le mouvement intellectuel de cette ville qui, sur 80,000 habitants, compte 10,000 élèves, la France n'avait tenu qu'une place indigne d'elle, tandis qu'à présent les professeurs français et les médecins indigènes formés par eux vont rayonner dans tout le pays et y répandre avec les bienfaits de leur art l'amour de notre nom.

Eh bien, ce que nos prédécesseurs ont fait pour l'enseignement supérieur, je viens vous demander de le faire aujourd'hui pour l'enseignement populaire, et particulièrement pour l'enseignement professionnel.

Nous avons négligé beaucoup trop longtemps l'enseignement primaire : les protestants, avec leur sens pratique, en ont bien compris l'importance; et, bien que le protestantisme, un peu rigide, un peu froid, ne semble pas convenir aussi bien que le catholicisme au tempérament indigène, les Sociétés bibliques disposent de telles ressources, qu'elles nous font une redoutable concurrence : à l'heure qu'il est, si vous exceptez le Liban, la ville de Beyrouth, quelques villages — et la vallée de la Békaa, où nous avons fait de sérieux progrès en ces derniers temps par l'organisation d'écoles melchites, — on peut dire que l'enseignement primaire est en leurs mains, c'est-à-dire aux mains des Anglais et des Allemands, car les Américains, qu'ils le veulent ou non, travaillent pour eux.

Et les missions protestantes ne se contentent pas de nous disputer le terrain pied à pied, école contre école : tandis que nous restons trop à la même place, là où notre influence séculaire n'a rien à craindre; elles vont où nous n'allons pas, où nous avons tort de ne pas aller, au fond des campagnes, chez les tribus les moins civilisées, telles que ces peuplades belliqueuses des Ansariens, au nord de la Syrie, de Tripoli à Lattakie, qui deviennent chaque jour plus dévouées à l'Angleterre.

A côté de l'enseignement primaire, il y a un autre ordre d'enseignement que nous avons négligé encore davantage, et qui pourtant a une importance capitale : c'est l'enseignement professionnel.

En ce pays où il n'y a pas de carrières libérales (excepté celle de médecin), où les grandes fortunes sont rares, ce qui importe c'est de développer les connaissances techniques, usuelles; c'est de former des contre-maitres, des ingénieurs, des agriculteurs, des industriels, des commerçants.

Sans doute, quelques progrès ont été réalisés récemment en ce sens : on a créé à Beyrouth un orphelinat avec école d'arts et métiers : il y a là 100 garçons et 300 filles; un bâtiment en construction permettrait d'en recevoir le triple; mais on ne peut l'achever, faute de ressources; de sorte que, chaque jour, on est obligé de refuser une dizaine d'enfants, qui s'en vont aux orphelinats protestants : ce sont autant de clients qui nous échappent, et que les Anglais s'empressent de recueillir.

On a créé aussi à Tripoli une école de filature pour les filles. Mais ces cas, qui ne se sont produits, d'ailleurs, que dans les villes, sont malheureusement trop rares.

D'une manière générale, si l'on pouvait adresser une critique à l'enseignement

secondaire de nos établissements de Syrie, — établissements, d'ailleurs, admirablement tenus, fort prospères, et où le niveau des études est très élevé, si l'on pouvait, dis-je, adresser une critique, non pas à toutes, mais à plusieurs de ces maisons, ce serait d'être restées trop uniformément enfermées dans le vieux moule classique.

Aussi les élèves qui en sortent manquent-ils souvent de débouchés : un grand nombre d'entre eux cherchent à entrer dans les administrations publiques, et, comme ce genre de places ne se trouve guère en Syrie, ils s'en vont en Egypte, où ils ne sont pas toujours très bien reçus ni très contents de leur sort. Ce sont des forces perdues. Ne vaudrait-il pas mieux leur apprendre un état qui leur permit de gagner leur vie chez eux, d'enrichir leur pays, de lui donner les voies de communication qui lui manquent, de tirer de ces terres, les plus fertiles du monde, les trésors qui y restent enfouis ?

La race levantine se prêterait merveilleusement à une instruction plus moderne, plus vivante, et les jeunes hommes qui se répandraient sur toutes les côtes de la Méditerranée pour y faire le négoce deviendraient les propagateurs de notre langue, les auxiliaires de notre commerce.

On comprend d'autant moins que nous nous soyons laissé ainsi distancer, que nous avons entre les mains un levier puissant, je veux dire cette œuvre des écoles d'Orient, fondée en 1855, après la guerre de Crimée, dont Gambetta, dont Paul Bert, qui n'étaient pas suspects, avaient hautement reconnu les services et pour laquelle Paul Bert avait demandé des subsides en partant pour le Tonkin.

Partout où elle paraît, elle bat ses concurrents : dès qu'elle est arrivée à Caïfa, les écoles protestantes ont dû fermer leurs portes ; et les Italiens eux-mêmes ont reconnu, dans un rapport officiel sur leurs écoles à l'étranger, que nulle part leurs pères de Terre-Sainte ne peuvent se mesurer avec elle.

Ceci m'amène à m'expliquer sur le caractère confessionnel de nos écoles d'Orient ; car ce caractère même serait peut-être, pour quelques-uns de nos honorables collègues, un obstacle à l'adoption de mon amendement. Il s'agit de savoir s'il est possible, et dans quelle mesure il serait possible, d'introduire en Orient l'enseignement laïque.

Je pense — et je suis d'accord en cela avec nos orientalistes politiques les plus éclairés — qu'il y a place en Orient pour l'enseignement laïque et que les deux sortes d'enseignement peuvent fort bien coexister. Le lycée de Galata-Serai, fondé en 1367 à Constantinople, par M. Victor Duruy, et qui, dans sa pensée, devait être le type de plusieurs autres, a rendu les plus grands services, tout le monde est d'accord là-dessus. Le pensionnat de jeunes filles, fondé il y a quelques années à Constantinople sous les auspices de M. de Noailles, a parfaitement réussi. Je suis convaincu que la création d'une sorte d'école Turgot, ou Monge, à Constantinople, avec succursales dans les principales villes de la Turquie d'Asie, à Salonique, à Smyrne, à Beyrouth, serait une excellente affaire. Je crois aussi que nous devrions reprendre l'idée qui avait présidé à la création de l'école d'Athènes. Vous vous rappelez peut-être qu'aux termes du règlement primitif de cette école, les élèves devaient faire des cours dans les grandes villes du Levant, afin d'y parfaire leur instruction personnelle, et d'y concourir ainsi à la diffusion de l'influence intellectuelle de notre pays.

Ce serait là le couronnement des admirables travaux de nos savants et de nos érudits, de ce grand mouvement intellectuel, de cette sorte de croisade scientifique dont la France du XIX<sup>e</sup> siècle a eu encore une fois l'initiative et l'honneur.

Ainsi l'enseignement laïque, — supérieur, secondaire ou spécial, — réussirait parfaitement dans les villes, à la condition que vous voulussiez bien en faire les frais, et je crois que je serais assez mal venu à vous le demander en ce moment.

Pour l'enseignement populaire et dans les campagnes, ce serait également une erreur de croire que l'enseignement laïque ne soit pas possible dans une certaine mesure. Ainsi les missionnaires d'Alger ont fondé à Jérusalem une



école normale d'instituteurs indigènes qui, une fois leurs études terminées, retournent dans leurs pays respectifs pour y fonder des écoles françaises. C'est là une idée excellemment ingénieuse, et c'est en même temps, vous le voyez, l'embryon de l'enseignement laïque. Voilà comment et dans quelle mesure il peut être, à l'heure qu'il est, utilement introduit en Orient, pour l'enseignement des peuples et dans les campagnes au moyen de maîtres indigènes.

Mais, si vous vouliez substituer partout, d'une manière générale, par une réforme d'ensemble, un enseignement à l'autre, et laïciser à la fois le personnel et les programmes, je me demande comment vous vous y prendriez. Avec quel argent? Avec quels maîtres?

Si nous avons, à l'heure qu'il est, 400 écoles et 40,000 élèves, si nous tenons tête aux millions du protestantisme et de la religion grecque, est-ce que vous croyez que c'est avec les quelques centaines de mille francs que nous votons?

Toutes ces écoles sont créées et entretenues par les libéralités privées. Là où nous donnons actuellement de petites subventions de 500, de 1,500, de 2,000 fr. au plus, à titre d'encouragement, il faudrait pour continuer à faire marcher à nos frais une école nouvelle, 10, 15 ou 20,000 fr., et moi qui vous parle, ce n'est pas cette faible somme de 100,000 fr. que je devrais venir vous demander, mais un ou plusieurs millions — que vous ne m'accorderiez pas. Ce qui fait notre force, c'est qu'une somme qui suffirait à peine à l'entretien d'un missionnaire protestant et de sa famille, nous permet de faire vivre une école catholique. Et où trouveriez-vous des maîtres pour aller s'expatrier dans les villages misérables des contrées lointaines de la Turquie d'Asie? Tout cela ne supporte pas l'examen.

Ainsi, vous ne trouveriez ni l'argent ni les maîtres; voilà la première objection. J'ajoute que vous ne trouveriez peut-être pas non plus partout beaucoup d'élèves; que la neutralité absolue de nos écoles ne profiterait qu'à la propagande protestante; et ici, après la raison matérielle, financière, j'arrive à la raison morale, ce que j'appellerai une raison de psychologie politique. C'est ici, messieurs, que je touche au cœur de la question, au vif du sujet.

L'Orient est resté le pays de la tradition par excellence; il a gardé, à travers les siècles, son caractère indélébile; et l'un des traits essentiels de ce caractère, c'est le mélange, la confusion des choses religieuses avec les affaires civiles. La politique — je pourrais presque dire la police — et la religion ne font qu'un. Les peuples orientaux sont agrégés les uns aux autres, non pas, comme nous, par la géographie, la politique ou l'administration, mais par leurs cultes, par leurs rites; ils font corps par communions, par confessions religieuses; ils n'ont d'autres patriciats que leurs clergés. Aussi n'ont-ils jamais eu aucune idée de la longue querelle qui se poursuit, à travers toute l'histoire de l'Occident, entre l'Etat et l'Eglise. Et c'est là ce qui explique l'histoire de la Turquie d'un bout à l'autre; c'est ce qui explique que les Sultans, à l'apogée de leur puissance, aient pu abandonner leur droit de juridiction sur tous les non-mahométans sans qu'il y eût là, dans leurs idées, aucune atteinte portée à leur droit de souveraineté; c'est ce qui explique la séparation profonde, absolue, de ces deux Sociétés, la Société chrétienne et la Société musulmane, vivant côte à côte, sur le même sol, dans le même Empire, sous des lois absolument différentes; c'est ce qui explique les difficultés insurmontables auxquelles se sont heurtés tous les réformateurs ottomans, et en dernier lieu, l'avortement des fameux projets de réformes de Midhat-Pacha et du parti de la « Jeune Turquie », dont on a pu dire avec raison qu'ils furent le plus grand effort intellectuel dont les Turcs aient jamais donné le spectacle, justement parce qu'ils tendaient à séculariser la politique ottomane; et c'est ce qui explique aussi les erreurs, les mécomptes des politiques occidentaux pourtant fort avisés, mais qui demandaient à l'Empire turc des mesures, des réformes incompatibles, je ne dis pas seulement avec son organisation, mais avec son existence même, parce qu'ils paraissaient croire qu'ils avaient affaire à un Etat politique comme le nôtre, tandis qu'en réalité, ils se trouvaient en présence d'une théocratie guerrière, d'une féodalité religieuse, d'une orthodoxie immuable.



Et voilà pourquoi, aux yeux de tous les Orientaux, la France, c'est le catholicisme; l'Angleterre, c'est le protestantisme; la Russie, c'est la religion grecque. Il ne s'agit pas de savoir si cela répond ou non à nos idées, à notre tour d'esprit : cela est ainsi.

Vouloir appliquer à ces peuples les méthodes sociales, politiques, scolaires, d'une Société séculière comme la nôtre, issue de 89, c'est montrer qu'on n'entend absolument rien à leur état mental; qu'on est incapable de sortir de ses propres conceptions pour entrer dans celles d'autrui — ce qui est pourtant une condition essentielle de toute bonne politique — enfin, c'est faire preuve une fois de plus de ce manque de souplesse, de cette inhospitalité intellectuelle, qui a valu à notre diplomatie tant d'amères déceptions.

Ah! messieurs, si au xvi<sup>e</sup> siècle, alors que la foi religieuse était si profonde, nos rois, nos évêques, n'hésitaient pas à traiter avec les Turcs, avec ceux qu'on appelait alors les infidèles, les païens, et que leurs devanciers et leurs ancêtres n'avaient pas cessé de combattre; s'ils n'hésitaient pas à faire ce que leur adversaire Charles-Quint appelait « l'alliance impie et monstrueuse du Croissant et des fleurs de lis », et cela afin de créer un contre-poids à la maison d'Autriche à l'autre bout de l'Europe, afin de ne pas nous laisser couper de la Méditerranée et et d'assurer nos communications avec l'Orient; et si, au siècle suivant, Richelieu et Mazarin, tout cardinaux qu'ils étaient, soutenaient les protestants d'Allemagne pour maintenir l'équilibre de l'Europe, serait-il possible que nous, fils de la Révolution, nous eussions moins de liberté, de largeur, d'ouverture d'esprit que nos pères, et que nous fussions incapables de nous élever un instant au-dessus des passions qui nous divisent, pour sauvegarder les résultats de leur grande et habile politique! (Vifs applaudissements au centre et à droite.)

Certes, il leur fallait, à ces hommes, un prodigieux effort intellectuel pour subordonner leurs croyances les plus chères à l'intérêt supérieur de leur pays.

Mais quoi, nous faut-il donc, à nous un effort si énorme pour soutenir des écoles françaises, qui ne sont pas seulement des foyers d'instruction et de lumière, qui sont aussi des foyers de justice et de tolérance? car nos écoles d'Orient sont ouvertes, comme nos hôpitaux, à toutes les races, à toutes les nationalités, à tous les cultes.

Tout le monde, catholiques, protestants, israélites, musulmans, Grecs, Arméniens, Coptes, Syriacques, Jacobites, tout le monde y est admis sur le pied d'une égalité parfaite : et ne voyez-vous pas que c'est là, dans cette vie commune dès le jeune âge, sur les bancs de nos écoles, qu'il faut chercher les causes principales des progrès de l'esprit public et de la paix sociale?

Notre personnel hospitalier ne cesse de répandre les bienfaits et jouit d'une popularité immense, même parmi les musulmans.

Sur cette terre classique des conflits religieux, où, par le choc de tant de rites divers, la foi a gardé toute son ardeur, la France n'a jamais fait entendre d'autres conseils que ceux de la prudence et de la modération. Nos missionnaires ont l'ordre formel de respecter la foi musulmane et de ne prêcher que par l'exemple.

Voici comment s'est exprimé à cet égard le premier directeur de l'Œuvre des écoles d'Orient, le grand missionnaire qui semble avoir renoué la tradition illustre de ces évêques diplomates, si avisés, si libres d'esprit, qui, sous l'ancienne monarchie, portèrent si haut, dans tout le monde musulman, le prestige et l'influence du nom français : le cardinal Lavergne.

« Je déclare, disait-il, que je considérerais comme un crime et comme une folie de surexciter, par des actes de prosélytisme imprudent, les populations musulmanes; comme un crime, parce que j'ajouterais ainsi une difficulté nouvelle à toutes celles dont la France doit triompher; comme une folie, parce que, au lieu d'atteindre le but, nous l'éloignerions peut-être à jamais. »

Ainsi, messieurs, la France n'est pas seulement en Orient le champion du catholicisme, elle est aussi l'apôtre de la tolérance religieuse et de la liberté de conscience.

Messieurs, ce qui prouve mieux que tout ce que je pourrais dire, la valeur de l'instrument que nous avons entre les mains et le prix que nous devons y attacher, ce sont les efforts tentés par les nations les plus pratiques, les plus réalistes, pour nous le ravir.

En parlant librement de la politique des puissances étrangères en Orient, je ne leur apprendrai rien; mais, en revanche, peut-être apporterai-je quelque lumière à l'opinion publique de notre pays sur ces questions vitales qui nous pressent de toutes parts et auxquelles, il faut bien le dire, elle reste trop souvent indifférente.

Loin de moi la pensée de blâmer, de critiquer en quoi que ce soit les actes des étrangers; tout le monde est bien maître de faire usage de ses forces, — fût-ce aux dépens de ceux qui négligent de faire usage des leurs.

Nous trouvons leur ambition parfaitement légitime, nous applaudissons même à leurs efforts, qui concourent, comme les nôtres, à l'œuvre de la civilisation générale, — à une condition toutefois: c'est qu'ils ne satisfassent pas leurs intérêts au détriment de nos droits.

Messieurs, les grands Etats catholiques ont essayé à diverses reprises de se substituer à nous en Orient.

En 1796, c'est l'Espagne qui demande au Directoire, par l'organe du prince de la Paix, de lui céder la protection des établissements religieux de Terre-Sainte. Après nos défaites de 1870, l'Autriche-Hongrie, — qui déjà, en 1793, avait essayé de profiter de la vacance de l'ambassade française à Constantinople pour se substituer à nous, — nous demande, par l'organe du comte de Beust, de partager avec nous le protectorat catholique.

Aujourd'hui, enfin, c'est le tour de l'Italie.

L'Italie, que sa position géographique appelle à jouer un rôle dans la Méditerranée et qui se souvient des grands jours de Gènes et de Venise; l'Italie, « née, suivant la parole de Machiavel, pour faire revivre les choses mortes »; l'Italie, pour être la dernière venue en Orient, n'y est pas la moins active.

Déjà en 1870, lorsque nous nous trouvâmes aux prises avec la Prusse, après nos premières défaites, après l'entrée des Italiens à Rome, le Gouvernement italien s'aboucha avec la Propagande et lui fit des promesses séduisantes pour l'amener à reconnaître que, la France étant désormais hors d'état d'exercer le protectorat des Latins, l'Italie seule le pouvait faire désormais. La Propagande repoussa ces ouvertures. Je prends la liberté de vous renvoyer, sur ce point, à la déposition de M. de Chaudordy devant la Commission d'enquête parlementaire sur les actes diplomatiques du 4 septembre et à l'intéressant ouvrage de M. Valfrey: *La diplomatie du Gouvernement de la Défense nationale*.

Depuis quelques mois, l'action de l'Italie se fait sentir de nouveau et plus vivement que jamais.

Au commencement de l'année dernière, un groupe considérable d'Italiens alla soumettre à la Propagande un projet d'association ayant pour objet de subventionner des écoles italiennes dans le Levant. Il sollicitait à cet effet des approbations ecclésiastiques analogues à celles que nous avons obtenues pour notre œuvre des écoles d'Orient. La Propagande répondit par un nouveau refus. Alors, les promoteurs du projet le réalisèrent sous une forme purement laïque, analogue à cette excellente *Alliance pour la propagation de la langue française*, qui nous rend tant de services et qui nous en rendra de plus en plus. La Société italienne, qui a pour titre: *Association nationale pour la diffusion du christianisme et de la civilisation italienne* — titre qui indique assez la tendance politique de l'œuvre — a à sa tête des personnages considérables; elle a des Comités dans les principales villes du royaume; les souscriptions affluent. Au mois d'avril dernier, la *Rassegna nazionale*, de Florence, publiait un compte-rendu d'où j'extraits cette simple phrase: « La Société a pour objet de soustraire les missions italiennes à l'influence des Gouvernements étrangers. » Programme qui a été développé depuis en termes encore plus explicites à l'égard de la France, par les principaux orateurs de l'association, le sénateur Lampertico, à Vicence et l'abbé Stopani, à Milan.

L'organe de M. Crispi, la *Riforma*, qui, jusqu'à l'avènement de cet homme politique au pouvoir, s'était toujours montrée fort dédaigneuse pour l'action des missions, a quelque peu modifié son allure depuis quelques mois; voici ce qu'elle disait à la date du 22 décembre dernier :

« Il y a là une grande force d'organisation qui n'a pas encore son équivalent dans le monde laïque, et dont il serait puéril de ne pas tenir compte... Le Gouvernement doit donc accorder sa protection aux missionnaires. »

Et le fait est que les pouvoirs publics secondent de leur mieux les efforts de l'initiative privée.

Chaque année, le Parlement augmente les crédits destinés à la création d'écoles dans le bassin de la Méditerranée. Des séminaires de missions étrangères ont été créés ces dernières années, à Rome, à Milan, à Vérone, à l'instar de celui de Paris. Tout récemment, un inspecteur général du ministère de l'instruction publique, M. Robecchini, a été envoyé en Palestine en mission officielle; c'est la première fois qu'un fonctionnaire étranger intervient officiellement dans les établissements placés sous notre protectorat. Enfin, vous n'avez pas oublié le récent voyage du prince de Naples en Palestine.

En janvier 1887, le ministre de la justice, M. Tajani, a lancé une circulaire ordonnant l'exécution stricte de la loi qui supprime dans tout le royaume les congrégations religieuses comme corps moraux et propriétaires ou usufruitiers de biens de main-morte.

Jusqu'alors, cette loi n'avait pas été appliquée : on avait toléré, en beaucoup d'endroits, la cohabitation des anciens religieux sécularisés; souvent même, l'Etat, les départements ou les communes leur louaient les bâtiments inoccupés. On vient de faire cesser cet état de choses, afin de pousser les religieux hors du royaume, et de les forcer ainsi à seconder l'influence italienne au dehors. On leur accorde, du reste, le transport gratuit sur les navires, comme en Autriche, en Allemagne et en Angleterre.

Tandis qu'on disperse les uns, on garde les autres; dans la loi de suppression des ordres religieux, il y a une exception en faveur des commissariats franciscains de Terre-Sainte.

En 1885, les recettes de ces commissariats se sont élevées à 900,000 fr., dont 540,000 fr. recueillis en Europe : dans ce dernier chiffre, l'Italie figurait pour un quart seulement; Paris seul donnait 52,000 fr.

Ainsi l'*Association nationale* laïque combine son action avec celle des commissariats.

En présence d'une organisation si puissante, ne pouvons-nous pas exprimer le vœu que les Sociétés à caractère français, telles que l'*Association pour la propagation de la foi* et notre *Œuvre des écoles d'Orient*, tout en conservant leur caractère international, réservent la majeure partie de leurs ressources, qui viennent de France, pour les établissements français?

Ce n'est pas tout. Le projet de loi militaire qui a été déposé en 1885 au Sénat italien par M. Mancini, alors ministre des affaires étrangères, accorde la personnalité civile et l'exemption du service militaire aux missionnaires et aux nationaux qui, pendant une période déterminée, iront à l'étranger pour y enseigner ou pour y créer des entreprises favorables à la politique italienne. Et, le 5 mai dernier, le roi Humbert a présumé, en quelque sorte à l'adoption de ce projet de loi, en amnistiant tous les réfractaires de terre et de mer qui se trouvent à l'étranger dans un dessein de bienfaisance, d'enseignement ou d'exploration scientifique.

Vous saisissez le lien de ces mesures, qui toutes concourent au même but.

C'est la « grande idée » de l'Italie moderne, celle de Mazzini aussi bien que celle de Cavour, celle que Napoléon avait prophétisée dans ses Mémoires, que M. Thiers a développée à cette tribune dans son mémorable discours de 1865, et dont M. de Bismarck disait, au lendemain de Sadowa, dans une lettre à Mazzini :

« L'empire de la Méditerranée doit être la pensée constante de l'Italie. »



Voilà, messieurs, la politique du Quirinal. Voici maintenant la politique du Vatican :

Jusqu'ici, le Saint-Siège a mis un soin manifeste à ménager les intérêts et la situation de la France. Vous venez de voir qu'il a refusé de s'associer aux tentatives dirigées, en Italie même, contre notre Œuvre des écoles d'Orient, malgré l'appui prêté à ces tentatives par toute la presse du royaume, et surtout par les organes de la Compagnie de Jésus, tels que la *Civiltà cattolica*, la *Voce della Verità*, etc. Et comme le *Moniteur de Rome*, feuille catholique qui passe pour recevoir les inspirations de religieux italiens éminents et de quelques prélats de l'entourage particulier du Pape, avait laissé entendre que la Propagande pourrait bien accorder son appui à l'Association nationale italienne, dans le cas où le Gouvernement du roi Humbert modifierait son attitude à l'égard du Vatican, la Propagande fit répondre aussitôt par l'*Osservatore romano* qu'elle était absolument étrangère à l'Association.

Le Saint-Siège ne s'est pas montré plus favorable aux efforts tentés en d'autres pays, notamment en Autriche et en Espagne, pour rendre les agences locales de l'*Œuvre de la propagation de la foi* indépendantes de Lyon : comme les comités de l'œuvre en ces pays refusaient de transmettre à Lyon le montant de leurs souscriptions, la Propagande leur a permis de lui adresser cet argent à Rome ; mais elle ne l'encaisse pas et le fait parvenir au siège central de la Société, de manière que celle-ci, tout en se développant à l'étranger, garde son unité sous la direction supérieure d'un conseil français.

Messieurs, de tels faits ne nous montrent-ils pas la ligne de conduite que nous devons suivre au point de vue diplomatique ? Et n'y a-t-il pas là de quoi expliquer, justifier le vote que nous avons émis tout à l'heure, contrairement aux observations que l'honorable M. Camille Pelletan a présentées avec tant de verve et de talent, — d'ailleurs comme toujours, — notre vote en faveur du maintien de notre ambassade près le Saint-Siège ?

Oui, en agissant ainsi, nous croyons sauvegarder certains grands intérêts extérieurs de la France. Voilà ce que je dis et ce que je prouve.

Messieurs, je viens de faire voir l'action des puissances catholiques ; je voudrais maintenant montrer la politique des Etats protestants, l'Allemagne et l'Angleterre.

Vous savez que les Allemands ont des colonies agricoles à Jaffa, à Caïffa, à Jérusalem, à Césarée, un collège de filles et un hôpital à Beyrouth.

Depuis la fin du Kulturkampf, le cabinet de Berlin cherche à utiliser l'action des missionnaires catholiques à l'étranger. Cette intention apparaît clairement dans un article de la loi ecclésiastique du 30 avril 1886, ainsi conçu : « Les ministres de l'intérieur et des cultes ont la faculté de permettre aux Ordres et Congrégations autorisés de nouveau, l'éducation des missionnaires pour le service à l'étranger et pour la fondation d'établissements servant à cet objet. »

Dès aujourd'hui, trois Sociétés sont en mesure de se prévaloir, pour assurer le succès de leur œuvre, du patronage offert par le gouvernement : l'une à Steyl, sur la frontière hollandaise, vouée aux œuvres de l'Extrême-Orient ; l'autre à Reichenbach, en Bavière, vouée aux œuvres d'Afrique ; la troisième enfin, la *Société palestinienne*, qui s'est constituée à Cologne il y a environ trois ans, à la suite du congrès de Munster, sous les auspices des membres les plus éminents du *Centrum*, sous la présidence de l'illustre M. Janssen et sous la protection du gouvernement impérial. Il s'agit d'acquiescer en Orient tous les points ayant quelque valeur au point de vue géographique, économique ou historique, de créer des colonies avec des écoles, églises, hôpitaux, de créer de grandes entreprises de culture, de vastes exploitations agricoles, en un mot, de se rendre propriétaire du sol. La *Société palestinienne* a lancé récemment un manifeste dont voici quelques lignes :

« La République française exerce son protectorat sur tous les établissements catholiques ; tous les ecclésiastiques et religieux catholiques, de quelque nationalité qu'ils soient, relèvent de la juridiction française... Ce privilège des



Français leur assure en Orient une situation puissante... Cet état de choses doit-il se perpétuer? »

Vous voyez dans quel sens la Société palestinienne entend exercer son activité.

D'autre part, la Société de géographie commerciale de Berlin inonde le Levant comme le monde entier de ses émissaires, véritables commis voyageurs qui répandent partout, avec l'influence et la langue de l'Allemagne, les produits de son industrie et de son commerce, et se chargent d'installer des colonies d'émigrants sur des points habilement choisis.

Enfin, à la date du 3 décembre dernier, une décision du gouvernement a exempté du service militaire les franciscains, missionnaires de Terre-Sainte, sauf pour le service des ambulances en temps de guerre.

Voilà pour l'Allemagne.

L'Angleterre, elle, lutte contre l'influence française en Syrie, comme elle lutte contre l'influence russe en Asie-Mineure. Outre la propagande par l'école, elle a d'autres moyens d'action non moins efficaces.

Ai-je besoin de rappeler le rôle de la diplomatie anglaise en 1840, en 1860; plus récemment, la conduite de Midhat-Pacha, gouverneur général de la Syrie et de Rustem-Pacha, gouverneur général du Liban, tous deux protégés du cabinet de Londres; le voyage solennel de M. Layard en Syrie; les explorations répétées d'officiers anglais à Mitylène et sur les côtes de la Turquie d'Asie; enfin tous ces projets, tantôt sérieux, tantôt chimériques, dont on a tant parlé en ces dernières années : le second canal de Suez, le canal de Palestine; — de Saint-Jean-d'Acre, par la mer Morte, à la mer Rouge; — le chemin de fer de l'Euphrate, — par Alexandrette, par Tripoli ou par Beyrouth; — celui d'Asie-Mineure, qui a failli être concédé, il y a quelques mois, à une compagnie anglaise; projets plus ou moins avoués, plus ou moins officiels, mais qui tous témoignent du même dessein : prendre pied sur la rive orientale du canal de Suez, comme on a déjà pris pied sur la rive occidentale, être au point terminus de la navigabilité de l'Euphrate comme on est à Aden et à Perim; tenir à la fois Malte, Chypre, Port-Saïd et Alexandrette, — le tout au nom du principe de la sécurité de la route des Indes.

Enfin, on vient de créer à Damas un nouvel évêché protestant anglo-allemand et d'y nommer un tout jeune évêque anglais.

Telle est, Messieurs, la situation de l'Orient. Telle est la position respective des puissances.

Je viens de montrer quels sont nos intérêts, quels sont les périls et les rivalités qui les menacent, quels sont les moyens scolaires, financiers, diplomatiques de sauvegarder ces intérêts et d'écartier ces périls; je voudrais dire maintenant, en dernier lieu, les raisons maîtresses — économiques et politiques — qui nous en font un devoir.

D'abord, si nous laissons prendre ou amoindrir notre place, la langue française serait bientôt délaissée pour l'allemand, l'anglais, l'italien, dans l'enseignement des écoles, et, par conséquent, dans les transactions commerciales. Ce ne serait pas seulement notre prestige qui serait atteint, ce serait aussi notre richesse. Notre commerce, que Colbert avait porté à un si haut degré de puissance par l'organisation d'une sorte de fédération de communautés commerciales et qui jadis dominait toute la Méditerranée, notre commerce est tombé en Asie-Mineure dans l'espace de cinquante ans, — c'est là un chiffre effrayant sur lequel je ne saurais assez appeler l'attention de la Chambre, — de 42 à 3 p. 100, — et cela d'abord à cause de la cherté de nos produits et de nos transports, et puis parce que les maisons anglaises, autrichiennes, allemandes, se font représenter directement là-bas, tandis que la plupart des nôtres opèrent par l'intermédiaire des commissionnaires de Marseille, ce qui augmente la lenteur et les frais.

En Syrie, nous venons encore au second ou au troisième rang. En Palestine, notre situation est meilleure. Pourquoi, sinon à cause de la grande situation

que nous y avons conservée ? Il est évident que la diffusion de notre langue et l'autorité dont jouissent nos représentants sont les puissants auxiliaires de nos opérations économiques.

Il y a, au Liban, d'importants établissements industriels français ; les soixante filatures de soie de Beyrouth sont dirigées par des Français. Un grand nombre de jeunes Syriens qui sortent de nos écoles, sont en relations suivies avec nos maisons de Marseille et de Lyon et avec nos manufactures de soie de l'Ardèche et du Dauphiné.

Au moment où le percement du Saint-Gothard menace de déplacer le courant commercial de Marseille, il devient plus indispensable que jamais de fortifier nos intérêts en Orient en développant nos anciennes entreprises, en réformant nos méthodes surannées, en fondant là-bas des institutions de crédit et enfin en réformant notre organisation consulaire au point de vue économique.

C'est justement parce qu'ils avaient l'intelligence de ces grandes affaires, parce qu'ils comprenaient à quel point nos intérêts économiques sont intimement liés à notre action politique, que nos gouvernements même les moins suspects au point de vue religieux, même les plus ouvertement hostiles à l'Eglise catholique, se sont toujours montrés si jaloux de faire respecter nos traditions et nos droits séculaires en Orient.

C'est pour cela que les hommes de la Révolution française, non pas seulement ceux du Directoire, auxquels je faisais allusion tout à l'heure, mais ceux de la Convention, ceux du Comité du Salut public en 1793, au plus fort de la Terreur, alors qu'ils décapitaient les évêques et proscrivaient les congrégations de France, envoyaient à nos représentants à Constantinople l'ordre formel de marcher toujours d'accord avec les évêques et les congrégations d'Orient, d'assister aux cérémonies du culte et d'y observer l'attitude recueillie des représentants de l'ancienne monarchie.

C'est que ces hommes, à la différence d'une certaine école nouvelle qui, sous prétexte d'humanité, professe un cosmopolitisme dissolvant, avaient le sentiment profond de la Patrie !

J'ai eu la curiosité d'aller lire aux archives du ministère des affaires étrangères ces instructions inédites du temps de la Révolution à Sémonville, à Descorches, à Verninac ; elles sont fort intéressantes ; je ne puis pas les apporter ici, mais vous me permettrez peut-être de vous citer quelques lignes de celles qui furent adressées à Sémonville au commencement de 93, parce qu'elles donnent le sens, l'esprit de toutes les autres. (Lisez ! lisez !)

« Le citoyen Sémonville fera voir au gouvernement ottoman que nos anciennes liaisons ne tenaient pas à ce que la France eût une forme de gouvernement monarchique plutôt que toute autre ; que ces liaisons étaient fondées sur l'intérêt réciproque des deux nations. . . La forme du gouvernement a changé, mais ses intérêts sont toujours les mêmes ; sa position géographique, ses relations naturelles par rapport à sa politique générale, à son commerce, à son industrie, rien de tout cela n'a changé ; les rapports de cette espèce, établis par la nature elle-même, sont au-dessus des variations des gouvernements. »

Ah ! voilà, Messieurs, le langage de la véritable politique. Non, la diplomatie d'un peuple ne change pas avec la forme de son gouvernement ! Non, il n'y a pas deux politiques extérieures, une pour la monarchie, et une pour la République ; il n'y en a qu'une, qui sort de notre terre et de notre histoire ! (Applaudissements au centre et à droite. — Interruptions à gauche.)

Oh ! j'entends vos interruptions, messieurs, et je connais vos doctrines. Nous avons pu en apprécier les heureux effets, notamment en 1882, lors de l'affaire d'Egypte ! . . . (Applaudissements au centre et à droite). Et nous avons pu les juger aussi ailleurs ! Oui, nous avons vu en des pays voisins des hommes d'Etat expérimentés, illustres — auxquels vous ne vous plaigniez pas, je pense, d'être comparés, tout imbus, tout imprégnés de ces doctrines qu'on essaye d'importer chez nous depuis quelques années, et qui me paraissent, à moi, si peu confor-

mes au génie de notre race et de notre histoire, — oui, nous les avons vus, tout le temps qu'ils étaient dans l'opposition, prêcher le renoncement, faire de la politique de quakers; et puis, le jour où ils arrivaient au pouvoir, on les voyait reprendre et continuer la politique qu'ils avaient si vivement combattue la veille, — et la faire moins bien, parce qu'ils ne l'aimaient pas, parce qu'ils ne la savaient pas? (Applaudissements.)

C'est que, s'il est aisé, quand on est dans l'opposition et qu'on fait de la politique plus ou moins théorique, de prêcher à un grand peuple l'effacement et l'abdication, le jour où l'on a l'honneur et la responsabilité du pouvoir, pour peu qu'on soit digne de l'exercer, j'imagine qu'on est bientôt pénétré de la notion de l'Etat, de sa grandeur, de sa durée, de sa pérennité; on se sent chargé d'une vie plus grande et plus longue que sa propre vie, on sent qu'on devient solidaire du passé, qu'on fait partie intégrante de l'histoire de sa patrie et qu'il faut répondre devant les vœux de l'œuvre des ancêtres!

Messieurs, ces hautes raisons politiques, patriotiques, que les hommes de la Révolution avaient si clairement comprises, si profondément senties, ces raisons ont une bien autre valeur depuis que la France est à Alger et à Tunis.

Vous êtes aujourd'hui, après la Turquie, la première puissance arabe du globe; rien de ce qui se passe dans le monde de l'Islam ne saurait vous laisser indifférents. Le monde arabe n'a jamais pu parvenir à l'unité politique, mais son unité morale est profonde; un même courant d'idées, de sentiments, de passions circule tout le long des rives de la Méditerranée, depuis le Bosphore jusqu'au détroit de Gibraltar, et pénètre, par l'action des confréries religieuses et par une presse fort répandue, jusqu'au fond des moindres villages. Tous les événements qui ont lieu dans l'Afrique du Nord ont leur contre-coup immédiatement dans l'est de la Méditerranée, et réciproquement. Il y a une corrélation directe entre nos intérêts coloniaux et la situation politique de l'Orient. Vous n'avez pas oublié le rôle d'Abd-el-Kador à Damas en 1860; vous n'avez pas oublié non plus, d'autre part, en 1882, lors du pronunciamiento du Caire, les intrigues d'Arabi-Pacha et l'envoi de ses émissaires en Syrie. En ce moment même, l'attention publique vient d'être rappelée sur la situation des Algériens de Syrie par un incident qui, nous l'espérons, sera promptement aplani et réglé conformément à l'équité, grâce à la fermeté de M. le Ministre des affaires étrangères, à la sagesse des deux gouvernements et à la parfaite cordialité de leurs rapports.

Pour être forts sur un point, vous devez conserver votre prestige sur tous; et nulle part cela ne vous est plus aisé que dans la Turquie d'Asie, où vous n'êtes pas toujours séparés de l'Arabie, comme en Afrique, par la différence de religion.

Enfin, Messieurs, — et c'est par cette considération que je veux finir, — est-ce que la question d'Orient n'est pas toujours ouverte? Pour ne prendre les choses que depuis dix ans, depuis la guerre turco-russe et le congrès de Berlin, est-ce que les événements ont cessé un seul jour de se précipiter? Et qui peut dire où ils nous mènent? En 1880, c'est l'affaire du Monténégro; en 1881, l'affaire de Grèce; en 1882, l'affaire d'Egypte; en 1885, l'affaire bulgare, dont les conséquences se déroulent encore aujourd'hui sous nos yeux. Demain!... Qui peut dire ce qui arrivera demain? Et c'est cette heure même que vous iriez choisir pour laisser passer peu à peu en d'autres mains vos moyens d'action et d'influence, vos postes d'observation, les gages que la politique prévoyante de vos pères vous a légués? Ne voyez-vous pas que si ces questions se résolvent sans vous, elles se résoudront contre vous?

Voulez-vous qu'on puisse répéter là aussi l'éternel *Sic vos non vobis* qui a retenti si douloureusement d'un bout à l'autre de notre histoire? Voulez-vous qu'on puisse redire quelque jour le mot du grand Frédéric dans une crise fameuse : « La France?... La France dort! » Voulez-vous, enfin, continuer de laisser rompre à nos dépens l'équilibre de la mer, comme nous avons laissé rompre à nos dépens l'équilibre du continent?



Il faut prévoir le jour où cette politique des Capitulations, cette politique consulaire, — sans laquelle nulles relations n'eussent été possibles au moyen âge entre l'Occident et l'Orient, qui a si puissamment contribué au développement de nos intérêts politiques et commerciaux, qui nous a rendu tant de services, à nous et à toute l'Europe, qui nous en rend, qui nous en rendra encore, — il faut, dis-je, prévoir le jour où cette politique pourrait, par la force des choses, disparaître en Orient comme elle a déjà disparu ailleurs, pour faire place à la politique nouvelle qui en sort et qui la brise, politique de réformes administratives, financières, judiciaires, qui a déjà prévalu sous des formes et à des degrés divers, soit en Europe, soit en Afrique, soit en Asie même; qui est en vigueur au Liban, qui a failli prévaloir en Syrie après notre intervention de 1860, quand lord Dufferin, qui représentait l'Angleterre dans la commission européenne, proposa de donner à cette province une administration autonome, analogue à celle du Liban, qui, enfin, est contenue virtuellement, en ce qui concerne l'Arménie, dans l'article 61 du traité de Berlin, et, par conséquent, pourrait y être appliquée d'un jour à l'autre, — comme le voulait M. Gladstone en 1883.

Notre diplomatie se montrerait donc bien peu perspicace, si elle restait figée et comme pétrifiée dans la tradition; si elle ne se préparait pas aux inévitables transformations de la politique orientale; si, tout en continuant à se servir des Capitulations, elle ne prévoyait pas le jour où d'autres que nous, peut-être, les rendront insuffisantes. Et vous, Messieurs, qui tenez les cordons de la bourse, est-ce que votre devoir n'est pas de lui donner les moyens de se tenir prête et de s'assouplir aux exigences des temps nouveaux?

Ai-je besoin d'ajouter que, soit que cette politique des Capitulations dure longtemps encore, soit qu'elle doive disparaître plus tôt, par suite de circonstances indépendantes de notre volonté, dans l'un comme dans l'autre cas, nous ne saurions, nous ne voulons rien faire, quant à nous, sans l'assentiment et la coopération de la Turquie elle-même.

Le prince éclairé, laborieux et populaire qui gouverne aujourd'hui l'empire avec tant d'intelligence, de dévouement, de haute sagesse, le sultan Abdul-Hamid, sait que la France a toujours porté en Orient, non l'esprit de tyrannie et de conquête, mais l'esprit de désintéressement, de paix et de liberté; il sait qu'en répandant notre langue et notre commerce, nous l'aidons à développer la prospérité matérielle et morale de ses peuples; il sait enfin que, si nous tenons à garder notre place sur ces rivages, où nos aïeux ont joué un si grand et si noble rôle, sur ces mers qu'ils ont eu la gloire de conquérir à la civilisation, c'est parce que nous voulons continuer de défendre avec lui, à côté de lui, les droits internationaux, la liberté et la neutralité de ces passages, qui ne mènent pas seulement aux Indes, qui mènent aussi à l'Annam, à Java, à Batavia, aux Philippines; car c'est la grandeur de la France, que, défendant ses propres intérêts, elle défend par cela même la cause de la civilisation générale et de l'humanité.

Ah! si c'est là ce que lord Beaconsfield entendait par intérêts sentimentaux, soit! Nous acceptons sa définition! Nous ne sommes pas de ceux qui les dédaignent. Malheur à ceux qui n'ont de par le monde que des intérêts matériels! Leur trace dans l'histoire est bientôt effacée. Malheur aux peuples, comme aux hommes, qui n'ont pas le sens de l'idéal!

N'est-ce donc rien, Messieurs, que de rester fidèle à soi-même? N'est-ce rien pour un peuple, comme pour un homme, que l'unité et la teneur de la vie? N'est-ce rien que de sauvegarder pour tous les peuples ces grandes positions politiques, commerciales, militaires qui sont au point de jonction de trois continents, au cœur du vieux monde, ces clefs du commerce universel? N'est-ce rien que de rayonner par l'héroïsme et par le génie? N'est-ce rien pour une nation, que de conquérir de telles sympathies et de les voir survivre à ses malheurs mêmes?

Mais c'est justement le plus pur de notre gloire, c'est l'harmonie et l'originalité de notre magnifique histoire, d'avoir toujours vécu par les idées et pour les



idées : le jour où nous ferions fi de nos intérêts moraux, nous perdriions, avec nos titres de noblesse, l'intelligence des conditions de notre grande existence dans le monde et notre raison de vivre : car un peuple ne mérite de durer que par l'ascendant moral qu'il exerce sur le monde et par les services qu'il lui rend ! (Applaudissements répétés. — L'orateur, en retournant à son banc, reçoit les félicitations d'un certain nombre de ses collègues.)

M. le président. — La parole est à M. Hanotaux.

M. Hanotaux. — Messieurs, je désire poser une simple question à M. le Ministre des affaires étrangères. Il s'agit, d'ailleurs, d'un de nos établissements de l'Orient. M. Deschanel en a parlé lui-même dans le très beau discours que vous venez d'entendre ; mais je désirerais obtenir de M. le Ministre des affaires étrangères une réponse précise à une question précise.

Je veux parler d'un de nos plus importants établissements hospitaliers en Orient, de l'hôpital français du Taxim à Constantinople.

Depuis très longtemps, Messieurs, c'est le vœu de notre colonie de voir procéder à la reconstruction d'un établissement ancien, qui a rendu de grands services, et qui vraiment ne peut plus en rendre aujourd'hui : il tombe en ruines. Depuis plusieurs années, chaque fois que les représentants, les députés de la nation, comme on dit là-bas, se sont trouvés en relations officielles avec nos ambassadeurs près du sultan, ils ont réclamé une solution précise et prompte à cette question si urgente ; chaque fois les ambassadeurs leur ont promis d'agir près du gouvernement français ; mais cette affaire a trainé en longueur jusqu'ici. Cela est tout à fait regrettable.

Cet édifice remonte, je crois, au dix-septième siècle ; il est mal aménagé ; il ne répond à aucune des nécessités des établissements hospitaliers modernes, et demande une complète réédification. Il s'agit, je crois, d'une dépense minime, car une des combinaisons qui ont été mises en avant, consisterait à vendre les terrains sur lesquels il est construit et qui ont acquis récemment une plus-value considérable et à tirer de cette ressource les moyens de payer rapidement le nouvel établissement.

M. Deschanel vous rappelait tout à l'heure les progrès que fait en Orient l'influence des différentes puissances occidentales : permettez-moi de vous dire, à ce sujet, que l'Allemagne et l'Italie ont construit récemment deux magnifiques hôpitaux à Constantinople et que, vraiment, notre situation si longtemps prépondérante, même à ce point de vue, demande des améliorations sérieuses si nous voulons être seulement à la hauteur de ce qu'ont fait nos rivaux.

Je sollicite donc de M. le Ministre une réponse précise à ce sujet, afin que la nombreuse colonie que nous avons à Constantinople et les nombreux passagers qui ont si souvent recours à l'hospitalité française, puissent compter sur les ressources et sur les secours qu'une nation comme la France doit à ceux qui se réclament de son nom.

Messieurs, puisque l'ordre de cette discussion m'amène à la tribune à la suite de M. Deschanel, permettez-moi de vous présenter quelques courtes observations sur le sujet même qu'il a traité et sur l'amendement qu'il vous a présenté.

Certes, Messieurs, je ne suis pas de ceux qui veulent, le moins du monde, négliger les intérêts du protectorat catholique en Orient. Il y a là, en effet, comme l'a démontré M. Deschanel, une tradition tout à fait respectable, qui contribue à l'extension de notre langue, de notre influence ; et je crois, quant à moi, que M. le Ministre des affaires étrangères a toute raison de maintenir sur ce point ce qu'ont fait ses prédécesseurs.

Je ne pense pas que la Chambre soit non plus disposée à diminuer le crédit qui, jusqu'ici, a été affecté à ce protectorat.

Mais, Messieurs, autre chose est de maintenir dans la lettre et dans l'esprit les dispositions prises par les Chambres et par les gouvernements antérieurs, et autre chose est de songer à les modifier en étendant leur application.

Il y a dans la proposition de relèvement du crédit telle que l'a faite M. Des-

chanel, le fait même d'une augmentation de dépense, je le reconnais, peu considérable; mais il y a aussi le signal d'une politique nouvelle, qu'il s'agit de dégager, et qui ne me paraît pas répondre tout à fait aux nécessités de notre protectorat actuel en Orient, et non plus, il me semble, à la véritable connaissance de nos intérêts et de notre situation dans ces régions.

J'oserais dire que le discours si brillant de M. Deschanel repose sur une confusion.

Il a dit et répété : le protectorat catholique et l'influence française en Orient sont une seule et même chose.

Il a confondu ainsi, par le jeu même de son argumentation, le secours que nous pouvons donner à ce protectorat, et l'extension même de notre influence.

Je ne crois pas que ce point de vue soit exact; ce n'est pas du moins l'impression que j'ai recueillie de ma propre expérience en ces matières.

A vrai dire, il m'a paru que l'influence française accrue souvent, je le veux bien, par l'étroite relation qui l'unit au progrès de la religion catholique en Orient, se soutient cependant parfaitement d'elle-même. (Très bien! très bien!)

Et même j'irai jusqu'à dire, avec des hommes qui ont une connaissance approfondie de l'Orient, qui y ont vécu longtemps, que si la religion catholique a des chances de réussir, de s'étendre dans ces contrées, c'est surtout à l'appui de l'influence française qu'elle le doit.

Je rappellerai même le mot d'un de nos consuls généraux, d'un homme qui a résidé longtemps à Smyrne; au cours d'un très beau rapport qu'il avait adressé à M. le Ministre des affaires étrangères, sur la question des écoles en Orient, M. Champoiseau disait, — retenez bien ceci : « En somme les chances du succès des établissements d'enseignement en Orient sont en raison directe de la qualité du français qu'on y enseigne. » Et, en effet, l'histoire prouve qu'à diverses reprises des tentatives ont été faites par différentes puissances pour constituer dans ces régions une influence catholique officielle différente de celle de la France, mais toujours ces tentatives ont échoué; il a fallu que des couvents, des écoles, fondés par l'Italie, par l'Autriche, se résignassent à enrôler en quelque sorte des religieux français ou parlant la langue française afin d'enseigner notre langue, sous peine de voir les élèves les désertir.

M. Deschanel prévoyait tout à l'heure une époque, peut-être éloignée, peut-être plus rapprochée, nous ne savons, où le régime des capitulations ne serait plus applicable en Orient; il disait qu'il fallait préparer cette évolution et faire en sorte que le caractère de notre action se transformât en raison de ces nécessités nouvelles.

Eh bien, je ne crois pas, quant à moi, que ce soit par un retour vers le passé analogue à celui qu'il vous propose, qu'on puisse préparer cet avenir. En suivant et en reprenant avec plus de vigueur et d'acuité cette propagande catholique, qui a aussi, comme je vais essayer de vous l'indiquer, ses inconvénients et ses charges, je dis que ce n'est pas ainsi qu'on préparerait cet avenir, à quelque époque qu'il doive se présenter.

En effet, Messieurs, ce n'est pas une petite affaire d'avoir en Orient, outre les responsabilités de nos propres intérêts, celles d'une religion particulière, de la religion catholique.

M. Deschanel nous disait tout à l'heure, avec une bien juste raison, que l'Orient c'est le pays des religions, que là le citoyen est si attaché à son culte particulier, et pour ainsi dire, si bien fondu dans le croyant, qu'il est difficile et même impossible de l'en distinguer. Cela est vrai, Messieurs; mais de là même il résulte que si vous vous présentez à ce pays avec l'aspect, non pas seulement d'un citoyen de l'Occident, d'un Français, mais aussi d'un homme attaché à une croyance particulière, vous portez immédiatement la responsabilité de cette attitude.

Même au point de vue de l'exercice de ce protectorat catholique dans ce qui touche, si je puis dire, à son régime intérieur, nous nous trouvons fréquemment en présence de difficultés très réelles, et je suis sûr que Mgr Freppel lui-même ne me désavouerait pas si j'affirmais ici qu'il est quelquefois bien difficile de mener ensemble, de diriger, de conduire, de soutenir et de maintenir à la fois toutes les séries des ordres religieux et des clergés divers qui se partagent les populations catholiques de l'Orient.

C'est un diocèse, si je puis dire, dont la charge est lourde. Jésuites, lazaristes et capucins, latins, melchites et autres, tous ceux qui se trouvent également placés sous notre protectorat, nous donnent quelquefois, Messieurs, de très sérieux embarras.

Ils ne s'arrangent pas toujours entre eux et s'ils nous apportent une part d'influence, ils nous apportent aussi fréquemment une part de responsabilités et de difficultés.

Ce que je dis, dans ces courtes observations, c'est qu'il ne faut pas voir uniquement le côté avantageux d'une politique, et qu'au moment où il s'agit de lui donner un caractère nouveau et de l'étendre, il convient de réfléchir sur ses conséquences et sur ses dangers.

Je n'attaque pas le crédit en discussion, je suis, au contraire, prêt à le défendre; mais, je crois, quant à moi, qu'il y a de certaines considérations qui peuvent vous arrêter et vous empêcher de l'augmenter, voilà tout.

Non seulement au point de vue de son régime intérieur, mais au point de vue de nos relations extérieures, notre protectorat a ses difficultés, Messieurs, et à ce point de vue encore nous ne sommes pas toujours maîtres de modérer l'action de ce clergé qui se réclame de nous.

Ainsi, Messieurs, — on le rappelait tout à l'heure, — le seul point sur lequel nos intérêts dans le monde entier se trouvent à l'état de conflit, — conflit pacifique, fort heureusement, — avec la Russie, c'est justement sur cette question de notre protectorat des catholiques de Terre-Sainte. Il suffit d'avoir séjourné si peu que ce soit en Orient pour savoir que non seulement la question des lieux saints, la question du Saint-Sépulchre, mais aussi le conflit entre les deux religions, grecque et latine, sont précisément les seuls points sur lesquels nous voyons quelquefois certaines difficultés s'élever entre la France et la Russie. La politique de la défense de notre protectorat nous a conduits dans ce sens, vous le savez, beaucoup plus loin que nous ne l'aurions voulu.

Il est beaucoup plus facile, en effet, de déchaîner des moines que de les retenir et de les modérer, et chacun sait qu'au Saint-Sépulchre même, dans l'église qui devrait être un objet de vénération pour les fidèles du monde entier, à quelque rite ou à quelque culte qu'ils appartiennent, dans cette église même, il se passe trop souvent des scènes pénibles, déplorables, parfois sanglantes.

Permettez-moi d'ajouter qu'il y a certaines circonstances où des hommes politiques, des patriotes ont pu regretter que dans cette question d'Orient, nos intérêts, qui sont souvent en conformité avec ceux de la Russie, se trouvent mis en conflit par des actes où la défense des deux religions peut entraîner naturellement l'une et l'autre de ces deux puissances.

Messieurs, ce n'est pas seulement avec la Russie ou avec ces autres puissances catholiques auxquelles faisais tout à l'heure allusion M. Deschanel, que nous pouvons sur ce point nous trouver parfois en rivalité, et, en passant, que M. Deschanel me permette de le lui dire, je ne vois pas les choses aussi en noir qu'il les voit. Je les ai vues de près, j'en ai eu jusqu'à un certain point le maniment. Ce que j'ai pu constater, c'est que notre protectorat, dans ce qu'il a de traditionnel et d'historique, est parfaitement reconnu et respecté par les autres puissances catholiques, que l'enseignement de notre langue, loin d'être en décroissance, va, au contraire, fort heureusement toujours en augmentant.

J'ai eu l'occasion de visiter personnellement, notamment des établissements de filles, et je dois dire, à l'éloge des religieuses qui y enseignent, qu'elles y



font faire de grands progrès à notre influence et à notre langue et que si nous nous en tenons uniquement à ce qui existe actuellement, il y a là, sans escompter même le juste progrès qui tient à la nature même des choses, des résultats qui peuvent parfaitement nous satisfaire.

Mais, Messieurs, je vous le disais, il y a un autre point sur lequel la responsabilité de notre protectorat est parfois lourde, et nous avons encore autre chose à considérer que la rivalité des diverses puissances catholiques ou chrétiennes.

Il s'agit précisément de l'autorité du sultan, de l'autorité de ce gouvernement ottoman dont M. Deschanel parlait tout à l'heure en si bons termes. Je ne puis que m'associer à l'éloge si vif qu'il faisait des qualités du sultan actuel. J'ai vu ce prince parer avec une sagesse, une hauteur de vues et un esprit de tolérance que certaines puissances chrétiennes pourraient imiter, aux difficultés que traverse son empire.

Mais ici encore, Messieurs, notre politique, si naturellement associée à la sienne, ne trouve, pour ainsi dire, d'occasion de conflit avec la Sublime-Porte que dans cette question sans cesse renaissante des sanctuaires et des populations catholiques. L'Orient voit naître incessamment une foule de rivalités infiniment petites, dont le détail lui-même vous lasserait, mais qui parfois grandissent et deviennent aiguës, irritantes : c'est une question d'échelle déplacée dans le Saint-Sépulcre ; c'est une question de dalle enlevée ; c'est une question de clous sur un mur... Oui, Messieurs, je n'exagère pas. Eh bien, ces questions, qui, de si loin, nous paraissent peu de chose, deviennent à chaque instant des occasions d'aigreur entre les Latins et les Grecs et entre les deux ambassades qui défendent les uns et les autres.

Quel est le juge, Messieurs ? Le juge, c'est celui dont Chateaubriand, je crois, a dit, dans des termes aussi spirituels que justes, que c'était comme un décret de la Providence qui avait placé le Turc à la garde du Saint-Sépulcre pour maintenir la paix, sinon la concorde, entre les religions chrétiennes qui s'en disputent la possession.

C'est le sultan, Messieurs, avec sa haute autorité, c'est le soldat turc avec son allure paisible et douce, qui font la police des religions dans ce grand capharnaüm des religions qui s'appelle l'Orient.

Mais cela non plus ne va pas sans difficultés. La Russie n'est pas toujours contente, et nous-mêmes nous ne sommes pas toujours satisfaits. En Orient, de même qu'en Occident, on a toujours huit jours pour maudire ses juges ; on en prend quelquefois davantage. Vous le voyez, des conflits presque toujours regrettables, quelquefois graves, peuvent être entre la Turquie et nous la suite naturelle des revendications qu'entraîne notre protectorat.

J'attire donc votre attention sur ces réflexions. Messieurs, songez à la répercussion que peut avoir un vote analogue à celui que vous demande l'honorable M. Deschanel. Ce n'est pas seulement 100,000 fr. que vous votez, c'est un encouragement que vous donnez à l'esprit de prosélytisme, de propagande, je ne dirai pas au fanatisme religieux... (Très bien ! très bien ! à gauche. — Réclamations à droite)... Ah ! Messieurs, c'est qu'en Orient — tout comme ailleurs — le point de limite, la ligne de démarcation est bien difficile à établir. On ne sait pas au juste où le zèle finit et où le fanatisme commence. C'est ainsi que vous voyez des questions minimes prendre tout à coup un caractère sérieux, parfois menaçant.

Je vous dis : Messieurs, prenez garde ! le Gouvernement est satisfait de ce qui se fait actuellement, il ne vous demande rien. Je dirai plus, le pape lui-même est également satisfait. Lui, non plus, ne vous demande rien. J'ai eu, quant à moi, l'occasion de connaître certaines circonstances où des luttes se sont élevées entre tels ou tels ordres et même entre des rites particuliers ; je puis affirmer que le Souverain-Pontife lui-même, par l'intermédiaire de son délégué apostolique à Constantinople, Mgr Rotelli, — actuellement nonce à Paris, — dont on ne peut que louer l'esprit de prudence et de parfaite modération, — que le pape, dis-je, était toujours prêt à calmer les ardeurs de cer-



tains catholiques, à modérer ces excès de zèle et à maintenir les éléments que nous protégeons dans la sphère où ils ont opéré jusqu'ici.

En commençant, j'avais l'honneur de poser une question à M. le Ministre des affaires étrangères, et de solliciter de lui une réponse précise au sujet de l'hôpital français à Constantinople.

Messieurs, cette question se rattache, comme vous le voyez, à la question plus générale qui a été soulevée par M. Deschanel. Ah! voilà un genre de propagande que vous pouvez étendre sans péril.

J'ajouterai qu'en dehors des écoles à caractère congréganiste, il y a une institution en France dont M. Deschanel ne me paraît pas avoir suffisamment indiqué la portée et l'utilité : je veux parler de l'Alliance française, une grande et généreuse institution qui s'est constituée chez nous, comme une autre s'est formée en Italie, précisément pour l'extension de l'enseignement de notre langue, sans acception de religion ni de rites.

Je dis donc que l'Alliance française, qui n'exclut nullement les écoles catholiques — et M. Freppel le sait bien, puisqu'elle accorde fréquemment des secours à ces écoles, — que l'Alliance française, dans son institution, s'est placée, pour ainsi dire, plus haut, là où je voudrais que M. Deschanel nous eût conduits, dans ces régions sereines où résident véritablement les idées modernes.

Elle s'est établie sur le principe de la tolérance absolue et a compris qu'il n'y avait pas lieu de nous retourner aujourd'hui vers un passé dont nous ne pouvons tout au plus que respecter les débris.

M. Deschanel. — Voulez-vous me permettre un mot ?

Je ne veux rien abdiquer, voilà tout ! Je demande que toutes les forces nationales convergent vers le même but.

M. Hanotaux. — Moi non plus ! Non seulement je n'abdique pas, mais j'essaye d'indiquer une voie différente de celle où vous essayez d'entraîner la Chambre, une voie que je crois plus conforme au véritable avenir de notre action au dehors. Je dis donc que voilà un genre de propagande que vous pouvez poursuivre : fondez des établissements hospitaliers, encouragez l'étude de la langue française ; aidez, si vous le jugez utile, cette excellente institution de l'Alliance française ; maintenez aussi, dans les limites mêmes de ce que nous avons fait jusqu'ici, de ce que nous faisons encore aujourd'hui, nos traditions de puissance protectrice du catholicisme en Orient ; mais, en un mot, Messieurs, et pour me restreindre uniquement à ce qui est en question, ne prétendons pas nous montrer en ces matières plus soucieux de nos intérêts que M. le Ministre des affaires étrangères, ni plus catholiques que le pape ! (Applaudissements prolongés sur divers bancs à gauche.)

— Le Ministre déclarant qu'il acceptait le chiffre arrêté par la commission, l'amendement de M. Deschanel a été repoussé par 287 voix contre 223.

*Séance du 1<sup>er</sup> mars.* — Des observations ont été échangées entre M. Pierre-Allye, M. Gerville-Réache et le ministre des affaires étrangères au sujet de l'organisation des consulats.

Un discours de M. Delafosse à propos de la Tunisie a amené à la tribune M. Jules Ferry ; voici la partie principale de son discours :

Je ne crois pas qu'il existe dans l'histoire coloniale des plus grandes nations colonisatrices, dans l'histoire de l'Angleterre, par exemple, — et parmi les procédés d'organisation qui permettent aux civilisations supérieures d'apporter aux civilisations inférieures un développement intellectuel, moral, économique qu'elles ne connaîtraient pas sans cette tutelle — je ne crois pas, dis-je, qu'il existe d'institution mieux conçue à ce point de vue, qu'en Algérie, l'organisation de la commune mixte, et, en Tunisie, l'administration du protectorat.

J'ai admiré en Algérie cette organisation de la commune mixte, si simple, si heureusement réalisée, et dans un temps si court. C'est le gouvernement de l'honorable M. Albert Grévy, vous le savez, qui a donné au territoire civil la plus grande et la plus rapide extension; ses limites ont été reculées jusqu'aux extrémités du Tell, et il a été ainsi d'un trait de plume prodigieusement accru.

Eh bien! l'on a trouvé, pour organiser le nouveau domaine, des agents d'exécution en nombre suffisant, qui y ont appliqué des conceptions administratives entièrement neuves. Je vous assure que rien n'est intéressant à étudier, rien ne fait bon à voir, permettez-moi l'expression, comme ce gouvernement civil, étendu sur de grandes tribus de 50,000, de 60,000, de 100,000 Arabes, et qui repose en quelles mains, messieurs? Aux mains d'un simple fonctionnaire civil aidé d'un ou deux administrateurs et de quelques cavaliers arabes. Et tout cela dans la paix, dans l'ordre, dans la justice, grâce à une seule institution qui est menacée, je le sais, par certains projets de lois qui ont été déposés dans cette Assemblée, institution qu'il faudra défendre quand l'heure sera venue de nous en expliquer ici : l'institution du pouvoir disciplinaire. Ne trouvez-vous pas, comme moi, qu'il est très beau de gouverner à si peu de frais? (Marques d'assentiment).

Mais franchissons la frontière de Tunisie, et c'est alors que nous nous empresserons tous de saluer ce qui est, je crois votre rêve colonial à tous, messieurs, une colonie, — non pas la vieille colonie de fonctionnaires que vous avez raison de combattre et de répudier — mais une colonie où il n'y a pas, en quelque sorte, de fonctionnaires (Très bien!).

Je le déclare, le premier mérite, le durable et éclatant mérite de notre colonisation en Tunisie, c'est avant tout de n'être pas une colonie de fonctionnaires, j'en ai eu le vif sentiment et la révélation piquante dans mon voyage.

Permettez-moi cette anecdote.

C'est à Sousse, une des villes les plus riches et les plus commerçantes de la régence, après Tunis; les notables, le conseil municipal, sachant que j'étais là, — en simple touriste, messieurs, je n'étais et je ne suis qu'un touriste, — ont désiré s'entretenir avec moi. C'était me faire beaucoup d'honneur; et j'y devais trouver une grande satisfaction, car voici à peu près le discours que me tint le cheick :

« Monsieur, nous savons que vous avez été pour beaucoup dans la nouvelle organisation qui a été donnée à la régence. C'est pourquoi nous avons tenu à vous déclarer que cette nouvelle organisation nous donne une satisfaction complète, pour deux raisons : parce que la France a respecté nos traditions et notre bey, et parce qu'elle ne nous a pas inondés de ses fonctionnaires. »

Voilà, messieurs, comment le protectorat est jugé, je ne dirai pas par ceux qui le subissent — c'est tout le contraire — par ceux qui en éprouvent tous les jours les bienfaisants effets.

Mais ce n'est pas seulement par des impressions de voyage qu'on peut juger du mérite du protectorat français en Tunisie. Une administration se juge par ses résultats financiers et économiques. Je ne parle même pas, ou je ne parle que pour mémoire, d'un grand résultat désormais acquis, et bien acquis, messieurs : la sécurité du pays. Si vous saviez comme elle est facilement maintenue et à quelles faibles proportions sont réduites les garnisons françaises! Il est tout à fait inutile de donner ces chiffres, mais croyez bien que ce n'est pas par l'appareil de la puissance militaire, mais par la vertu bienfaisante d'un protectorat accepté par tout le monde que la suprématie française est défendue et maintenue en Tunisie.

Je veux vous montrer que ce système de gouvernement, ce protectorat se défend par ses résultats. Tout à l'heure, M. Delafosse s'écriait : « Nous avons montré en Tunisie une fois de plus notre incapacité à coloniser, nous ne faisons rien en Tunisie, la Tunisie croupit! »

N'est-ce donc rien, messieurs, depuis 1884 — car c'est en 1884 seulement que les juridictions consulaires ont été abolies et que la commission financière qui pesait si lourdement sur le développement économique et financier de la

Régence a été supprimée — depuis 1884, n'est ce rien que d'avoir constitué un régime financier d'une solidité budgétaire que vous allez juger par deux chiffres : Les recettes de la Régence du dernier budget qui a précédé l'abolition des capitulations et de la commission financière, celui de 1883-84, montaient à dix millions : les recettes du budget de cette année s'élèvent à 27 millions !

N'est-ce donc rien, messieurs, au point de vue du développement économique d'une jeune colonie, que de pouvoir constater qu'en cinq années le chiffre du commerce extérieur est plus que doublé, et que cette progression se produit avec un caractère particulier que j'ai plusieurs fois signalé et analysé à cette tribune ?

Messieurs, en ce qui concerne les rapports commerciaux de la métropole avec ses colonies, je tiens pour certain, — j'ai eu l'honneur de le dire ici, à plusieurs reprises, — ma thèse a été contestée, mais l'expérience de chaque jour la justifie, — que par la seule vertu de la prédominance politique qui appartient à la métropole, la prédominance économique lui est dévolue, et elle prend la plus forte part dans les échanges.

L'Algérie en est un exemple éclatant. Le courant d'importation qui va du continent en Algérie est représenté dans la proportion de 80 0/0 par le commerce français.

Il y a, à l'heure qu'il est, en Tunisie, une proportion beaucoup moindre : c'est un petit Etat qui a un grand avenir, parce qu'il a une grande richesse, un sol merveilleux, mais enfin c'est un Etat qui commence ; c'est par année qu'on y compte, ce n'est pas par génération, ni par lustre, c'est en 1884 que l'expérience commence. Eh bien ! en Tunisie, depuis 1884, les importations, ont doublé, et, dans le chiffre de ces importations, les provenances de la France et de l'Algérie représentent 52 0/0.

Ce sont là, messieurs, des résultats qui éblouissent les yeux.

Oui, messieurs ! et je vous assure qu'il est impossible de s'arrêter sur ces chiffres, de lire les rapports très consciencieux qui ont été faits sur le sujet et de quelques critiques d'ailleurs qu'ils soient émaillés, soit le livre si remarquable de M. de Lanessan, qui ne ménage pas non plus les critiques au protectorat, soit le bel ouvrage de M. Leroy-Beaulieu, — il est impossible, dis-je, de sortir de cette étude sans éprouver une grande satisfaction, sans se dire qu'enfin nous avons trouvé dans le régime du protectorat le véritable moyen de coloniser, de coloniser économiquement, au grand profit de la métropole et du pays protégé.

L'honorable M. Delafosse a été surtout ému des réclamations de nos colons. C'est qu'en effet nous avons des colons et une colonie déjà puissante dans la régence, et je trouve précisément dans ce fait une preuve à l'appui d'une proposition que j'ai eu à débattre dans d'autres occasions. M. Delafosse, par exemple, tient obstinément pour ce qui est à ses yeux un axiome, que, pour coloniser, il faut avoir un superflu de population.

Je lui ai souvent répondu qu'il n'est pas besoin d'avoir un excédent de population pour coloniser : il suffit d'avoir un excédent de capitaux.

Savez-vous, messieurs, depuis trois ou quatre ans, combien d'hectares de terres ont été achetés par des Français et mis en culture ? 300,000 hectares. Et combien de capitaux ont été dépensés sur ces terres, en dehors du prix d'acquisition, en installations et en améliorations agricoles ? Il m'a été donné d'en pouvoir recueillir, d'une main très compétente, qui avait fait ce travail dans les meilleures conditions d'information, un compte détaillé. Eh bien ! au mois d'avril dernier, les Français qui avaient acheté ces 300,000 hectares de terres y avaient dépensé tout près de 12 millions en améliorations agricoles.

Nos colons, messieurs, sont nombreux, ils ne sont pas découragés, — car le nombre s'en accroît chaque jour, — ce ne sont pas de petits propriétaires.

Je ne sais pas si l'heure de la petite colonisation, de la petite propriété, sonnera un jour pour la Tunisie ; pour le moment tout le monde estime que c'est



un pays de grande et moyenne culture, très différent de la colonisation de la grande Kabylie, de la vallée de Sébaou, par exemple, où fleurit la petite propriété. Par conséquent, on n'y doit pas aller si on ne possède pas un certain capital. La Tunisie doit être considérée, jusqu'à nouvel ordre, comme une colonie de capitaux.

Les colons se plaignent, je le sais, et ils ont raison de se plaindre; d'abord s'ils ne se plaignaient pas, on croirait qu'ils sont contents, et pour des colons, pour des hommes d'entreprise, pour des audacieux, l'impatience est un état normal; ils ont rêvé la fortune, ils la veulent rapide. Seulement je crains que, dans ces doléances, dont l'honorable M. Delafosse s'est fait l'écho, il ne se soit glissé des éléments très divers.

Où! il y a des personnes qui se plaignent vivement, amèrement en Tunisie; c'est peut-être parce qu'elles ont aisément compté sur la hausse du prix des terrains aux abords des villes. Il y a eu, messieurs, de grandes spéculations sur les terrains, à Tunis, après l'installation du protectorat français. Il y a eu aussi des déceptions. Mais ce sont là des opérations d'essence aléatoire; ces doléances ne sont pas de celles sur lesquelles ni la Chambre ni le Gouvernement puissent s'appesantir bien longtemps. (Très bien! très bien!)

Les doléances des cultivateurs qui se plaignent de manquer de moyens de communication, sont plus sérieuses.

Ces question de travaux publics en Tunisie, j'en ai beaucoup entendu parler.

Je suis, moi aussi, sensible à toutes ces plaintes. Je crois pourtant qu'on a fait à l'honorable M. Delafosse un tableau qui est un peu chargé. Dire qu'il n'y a pas de routes en Tunisie, ce n'est pas exact. Il y a, par exemple, de Tunis à Bizerte, — Bizerte, la grande réserve de l'avenir pour la Tunisie, — une route carrossable construite avec luxe par les ingénieurs français des ponts et chaussées; cette route est commencée depuis longtemps. Elle avait encore des lacunes quand je l'ai parcourue, au printemps dernier, mais je puis vous certifier, par des renseignements extrêmement précis, qu'à l'heure qu'il est, cette voie si importante est complètement terminée.

Par conséquent, il faut attacher aux renseignements de cet ordre la valeur que leur donne leur date; les renseignements d'il y a deux ans, un an, six mois, ne sont plus des renseignements d'aujourd'hui. Mais enfin, j'entends bien : c'est là qu'est le conflit; la lutte est entre le port de Tunis et l'achèvement des routes; car il n'est pas possible, les ressources de la régence étant données, de porter à la fois son effort et sur les voies de communication, et sur les travaux du port de Tunis.

Messieurs, j'ai entendu plus d'une fois critiquer l'administration financière du protectorat; on l'accuse d'un excès de prudence, de parcimonie; je crois, messieurs, que, lorsqu'elle se montre si prudente, si économe des deniers de la Tunisie, c'est surtout des deniers de la France qu'elle est préoccupée.

Elle n'a voulu s'exposer, à aucun moment, à la dure nécessité de venir ici faire appel au trésor français pour combler le déficit du trésor tunisien. C'est le danger contre lequel elle doit être perpétuellement en garde, et qui donc ici, messieurs, aurait le courage de l'en blâmer? C'est un effort de sagesse, un effort de patience que nous ne pouvons qu'encourager. Et alors, comment procède-t-on?

Messieurs, il y a des excédents dans le budget tunisien, il existe en ce moment une réserve de 12 millions de piastres qu'on a mis dans une bourse, en quelque sorte, et qui doivent être consacrés aux travaux publics de la Régence et en particulier, comme on l'a décidé en dernier lieu, aux travaux du port de Tunis.

Messieurs, avec 12 millions de piastres, on aurait le choix ou bien de construire un grand nombre de kilomètres de bonnes routes ou de pousser fort avant les travaux du port de Tunis. La somme est jugée, paraît-il, suffisante pour ces derniers travaux, dont il est difficile de déterminer, dès à présent, la véritable portée : car il s'agit d'un chenal à creuser à travers des vases profondes accu-



mulées par les siècles, et les contestations, les hésitations se comprennent en face d'un problème aussi obscur. Si donc des lenteurs se sont produites, si les travaux sont restés en suspens, c'est pure sagesse ; la question technique était fort obscure et la question financière a besoin d'être envisagée avec une extrême sollicitude.

Vous voyez, messieurs, avec quelles difficultés ce petit budget tunisien est aux prises. Le chiffre des recettes du budget actuel est de vingt-sept millions. Ces recettes ne peuvent être considérées comme immuables, attendu que, comme on l'a très bien dit et on ne saurait trop le répéter, le régime fiscal de la Tunisie a besoin d'une réforme profonde.

Oui, messieurs, le régime fiscal tunisien est la plus extraordinaire accumulation de tous les vices de la fiscalité de l'ancien régime.

Nous retrouvons là les fermes, les sous-fermes, les droits sur les marchés, les combinaisons de tarifs les plus étranges et les plus compliquées, tout ce que l'arbitraire et le caprice peuvent produire de plus bizarre. L'administration française a fait de très grands efforts, des efforts sérieux, vous le verrez tout à l'heure, pour réformer un système fiscal qui serait, en effet, s'il devait rester le lot éternel de l'administration française en Tunisie, une tache sur le drapeau français.

C'est notre devoir de remplacer ces impôts vexatoires et capricieux qui touchent aux sources mêmes de la production, qui pèsent sur le travail et non sur le produit ; c'est notre devoir de réformer tout cela, mais il n'est pas possible de le faire à l'étourdie, et alors reparait la sagesse dont je parlais tout à l'heure, la prudence, la juste crainte du Parlement français, car on peut dire que, pour l'administration française de la Tunisie, la crainte du Parlement français est le commencement de la sagesse.

Ne pas demander au Parlement français des crédits extraordinaires pour la Tunisie, voilà la règle, et vous n'entendez pas en sortir.

Ne croyez pas cependant qu'il n'ait été rien fait de sérieux dans cet ordre.

Tenez ! voici le rapport qui précède le dernier budget, celui de l'année de l'hégire 1305, qui commence au mois d'octobre 1887 et qui finit au mois d'octobre 1888.

En quelques lignes très simples, l'auteur de ce rapport va résumer l'effort accompli depuis quatre années, et qui mérite autre chose que des épigrammes et des malédictions :

« Au chapitre des contributions indirectes, — dit le rapport, — figurent les droits de douane à l'exportation, » — de très mauvais droits, j'en tombe d'accord avec vous, messieurs ! — « qui ont produit en moyenne pendant les cinq dernières années 3,200,000 piastres, et qui figurent au budget de l'exercice 1304 pour 2,300,000 piastres. Depuis trois ans, on a supprimé, en effet, tous les droits sur les céréales et légumes secs, diminué de plus d'un tiers les droits de sortie sur les huiles et de 50 à 60 p. 100 ceux sur les bestiaux. »

On dégrève et l'on peut néanmoins augmenter les ressources du budget du protectorat de 3 millions de piastres. Je vous demande la permission de vous faire toucher du doigt l'emploi de ces trois millions de piastres, parce que tous vous pouvez juger par ce seul trait l'administration du protectorat et voir avec quelle décision elle marche dans la voie vraiment progressive et civilisatrice :

« Cette augmentation provient notamment de l'inscription au budget d'une somme de 400,000 piastres pour les dépenses de la participation de la Tunisie à l'Exposition universelle de 1889 (100,000 piastres au chapitre de l'administration générale pour frais d'achats et d'administration, et 300,000 piastres au chapitre des travaux publics pour frais de constructions), de l'ouverture de un million de piastres pour l'installation des postes militaires dans le Sud... »

Vous le voyez, messieurs, voilà un résultat qui commence à se produire, un résultat conforme à notre désir à tous : voilà la Tunisie qui commence à entrer en participation dans les dépenses militaires. Les nouveaux postes créés dans

le sud de la Tunisie, qui ont coûté un million, l'ont été aux frais du gouvernement tunisien.

« La dotation de l'enseignement public a été accrue de 107.000 piastres, soit environ un cinquième, pour la création de nouvelles écoles; celle des travaux publics, de 1,200,000 piastres profitant aux routes et ponts et aux études de chemins de fer. »

Je cite ces faits, messieurs, qui sont éclatants, qui sont heureux, en réponse aux plaintes véritablement trop désespérées qu'a apportées ici l'honorable M. Delafosse.

Maintenant, je conviens qu'il y a un point sur lequel les réclamations de la Tunisie peuvent et doivent être accueillies par le Parlement. Cela dépend de vous, messieurs. Le régime douanier actuel de la Tunisie ne peut pas être plus longtemps toléré.

Il n'est pas admissible, d'une part, que les produits tunisiens entrent en France aux droits du tarif général et payent des droits plus élevés que les produits italiens.

Et, d'autre part, il est, permettez-moi de le dire, tout-à-fait ridicule d'avoir un régime douanier constitué de telle sorte que, si les céréales tunisiennes, dégagées de tout droit d'exportation, pénètrent en Algérie, sur la terre française, par la voie de terre, elles ne payent pas de droits, tandis qu'elles sont assujetties, au contraire, aux droits du tarif général si c'est par la voie de mer qu'elles y arrivent.

Telle est, en effet, la situation singulière qui résulte de la coexistence du tarif général avec une disposition de la loi de 1867 sur le régime commercial de l'Algérie, qui assure aux provenances de la Régence, arrivant par voie de terre, la pleine franchise de tous droits.

Il y a là quelque chose qui ne peut durer, et j'espère que les protecteurs les plus résolus de l'agriculture française, nous aideront à faire cesser ces anomalies, quand M. le ministre des affaires étrangères, comme il nous en a donné l'espérance — et je serais heureux qu'il voulût bien confirmer cette promesse à la tribune, — aura déposé sur le bureau de la Chambre le projet de loi tendant à accorder aux produits tunisiens, l'entrée en franchise sur toute terre française.

Moi, aussi, messieurs, je suis protectionniste, mais je n'admets pas les barrières intérieures entre des parties ou des dépendances de la même patrie; et j'estime que celle-ci doit être supprimée.

M. Thomson. — Vous ne demandez pas à faire entrer les produits tunisiens en franchise dans la métropole, tant que les produits français continueront à payer des droits très élevés à leur entrée en Tunisie, n'est-ce pas ?

M. Jules Ferry. — Nous discuterons cela plus tard, je ne fais en ce moment que poser la question.

Vous ne redoutez pas, messieurs, pour l'agriculture française, la concurrence d'un certain nombre d'hectolitres de blé dur, que notre agriculture ne produit presque pas, et que l'Italie fournit présentement aux grandes industries françaises, qui ne peuvent s'en procurer à aucun prix.

Cela, messieurs, vous pouvez le faire pour la Tunisie; les autres questions, les questions de travaux publics, les questions de réformes fiscales, je vous en prie, laissez-les au protectorat !

On nous parle souvent, et avec raison, à propos des colonies — et dans la discussion sur le protectorat de l'Indo-Chine, on nous les vantait tout récemment encore — des avantages et des bienfaits du régime de l'autonomie. Eh bien ! soyons autonomes pour la Tunisie. Laissons au protectorat tunisien son autonomie, laissons lui décider s'il convient d'employer les excédents budgétaires à faire un port à Tunis ou à continuer des routes dans la Régence. Ce sont des questions qu'il ne faut pas porter devant le Parlement français. Il ne

faut apporter ici que les graves questions économiques que je posais tout à l'heure et que vous résoudrez, je n'en doute pas, pour le plus grand bien de la colonie, et par conséquent pour le plus grand bien de la mère-patrie. (Vifs applaudissements au centre).

M. le président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. le ministre des affaires étrangères. — Messieurs, au moment où l'honorable M. Jules Ferry m'a précédé à cette tribune, j'allais effectivement annoncer à la Chambre que le Gouvernement se proposait de la saisir, aussitôt après la discussion du budget, d'un projet de loi ayant pour but de régler sur de nouvelles bases les rapports douaniers entre la France et la Tunisie. Comme les deux orateurs qui se sont tout à l'heure expliqués à cette tribune, le Gouvernement reconnaît qu'il y a encore à faire, et beaucoup à faire pour que notre protectorat en Tunisie se justifie par les résultats qu'il doit produire.

Mais, messieurs, comme cela vous a été exposé tout à l'heure, il faut dans cette question procéder avec prudence et modération. Si nous nous engageons dans la voie où l'honorable M. Delafosse, avec l'ardeur d'un néophyte (Rires), nous proposait d'entrer tout à l'heure, la Tunisie aurait bien vite cessé de mériter les éloges qu'il lui attribuait lui-même. Il ne faut pas oublier, en effet, que la Tunisie n'a obtenu grâce devant ce juge sévère des protectorats, que parce qu'elle a toujours été très réservée, très modeste dans ses demandes, qu'elle s'est toujours abstenue autant que possible de recourir aux ressources de la métropole.

Si elle a obtenu grâce, c'est qu'elle a mieux aimé retarder l'application du progrès chez elle que de le réaliser au moyen d'emprunts aux ressources de la France.

C'est dans cette voie que nous entendons persévérer, et pour que nous puissions continuer à la suivre, il faut que nous ne nous engageons pas en aveugles, que nous ne réalisions ces progrès, que nous ne les appliquions qu'au fur et à mesure de l'accroissement des ressources mêmes de la Régence.

Pour le moment, j'estime que la seule mesure que nous puissions demander au Parlement, c'est celle que j'exposais tout à l'heure, qui est relative aux modifications des relations douanières entre la France et la Tunisie. (Très bien! très bien!)

## GRANDE-BRETAGNE

### Le Parlement a été rouvert le 9 février.

Voici le texte du discours du trône :

Mylords et Messieurs,

Je continue à recevoir de toutes les autres puissances des assurances cordiales de leurs sentiments amicaux, ainsi que de leur sincère désir de maintenir la paix universelle. Mes officiers, travaillant de concert avec ceux de l'empereur de Russie, ont terminé la démarcation de la frontière afghane, conformément aux clauses de la convention conclue l'année dernière.

J'espère que le travail qui a été ainsi achevé tendra à éloigner la possibilité de dissentiments entre les deux puissances, en ce qui concerne leurs possessions asiatiques. Animée du désir d'empêcher l'effusion du sang, j'ai envoyé une mission au roi d'Abyssinie, dans l'espoir de le dissuader d'entreprendre une guerre contre l'Italie. Je regrette profondément que mes efforts n'aient pas été couronnés de succès.

Les délibérations de la conférence réunie à Washington pour régler les questions de pêcheries qui ont surgi entre le gouvernement du Canada et les Etats-Unis continuent à progresser. Les négociations qui ont été commencées



en vue du règlement de la question du canal de Suez ont été menées à bonne fin en ce qui concerne les points contestés entre mon Gouvernement et la République française.

J'ai également conclu avec la République française une convention pour la protection de la vie et de la propriété dans le groupe des Nouvelles-Hébrides par l'entremise d'une commission navale mixte. Une conférence des délégués des puissances intéressées dans l'industrie du sucre a été convoquée à Londres l'automne dernier, en vue de mettre fin, si c'est possible, au système préjudiciable des primes; elle a réussi, au point de rendre prochaine la conclusion d'un arrangement satisfaisant.

Messieurs de la Chambre des communes, le budget destiné à assurer les services de cette année, qui sera déposé devant vous, a été établi en tenant dûment compte de l'économie. Il vous sera demandé d'allouer les fonds nécessaires à l'amélioration de la défense des ports et dépôts de charbon de mon empire, amélioration rendue nécessaire et urgente par les progrès de la science militaire.

Il vous sera demandé aussi de sanctionner les mesures à prendre pour la création d'une escadre destinée à protéger le commerce australasien, et dont les frais seront supportés en partie par les colonies elles-mêmes.

**Mylords et Messieurs,**

Les mesures que vous avez votées pour le bien de l'Irlande, à la suite d'un pénible travail, pendant la dernière session, ont été exécutées avec soin durant la période qui s'est écoulée depuis.

Le résultat de cette législation, autant qu'on a pu le constater par une courte expérience, a été satisfaisant. Les crimes agraires ont diminué et la puissance des complots par intimidation a sensiblement décréu. Il vous sera soumis des mesures pour développer les ressources de l'Irlande et pour faciliter l'augmentation du nombre des propriétaires du sol.

Votre attention sera appelée sur les questions de gouvernement local en Angleterre, et des mesures vous seront proposées pour régler ces questions en commun avec les projets destinés à mettre en harmonie les finances locales et les finances impériales, et à alléger les charges qui pèsent aujourd'hui sur les contribuables.

Les perspectives du commerce sont plus satisfaisantes que celles que j'ai pu mentionner depuis un grand nombre d'années, et je regrette de ne pouvoir signaler une amélioration correspondante dans la situation de l'agriculture. Je recommande les intérêts de cette importante industrie à toute votre sollicitude, dans l'espoir que l'on découvrira les moyens de la mettre en état de lutter plus efficacement contre les difficultés qu'elle a à surmonter.

Vous serez appelés à discuter des projets de lois tendant à rendre moins onéreux le transfert des terres; à modifier la procédure employée pour percevoir les dîmes; à favoriser l'éducation technique; à empêcher les passe-droits dans l'application des tarifs des compagnies de chemins de fer aux produits étrangers et indigènes; à remédier aux abus dans la formation des compagnies à responsabilité limitée et à modifier la loi relative à la responsabilité des patrons en cas d'accidents.

Des mesures en vue d'améliorer la situation des universités écossaises et de réglementer la police des bourgs en Ecosse vous seront soumises, ainsi que des propositions destinées à diminuer les frais des bils privés.

Dans ces efforts et dans tous les autres que vous pourrez faire en faveur du bien-être de mon peuple, je prie le Tout-Puissant de vous guider.

### **Questions de politique extérieure.**

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 9 février*). — Lord Salisbury prend la parole à propos de la discussion de l'adresse. Il croit, comme M. de Bismarck, au



maintien de la paix. La Russie n'a pas en vue une action immédiate, et elle s'en abstiendra soigneusement. Les communications faites par la Russie, à ce sujet, ont non seulement un caractère conciliant, mais sont aussi empreintes de franchise.

Lord Salisbury dit que l'Angleterre n'est pas dans la même situation que l'Allemagne en ce qui concerne les événements d'Orient. L'Angleterre y suit des traditions et une politique dont elle ne s'écartera pas. Elle adhérera à la cause qu'elle a toujours défendue en Orient. Le seul danger pour les intérêts de l'Angleterre serait une action aventureuse ou illégale de la Russie. Mais elle a la certitude que le Gouvernement russe n'a aucune action illégale de cette espèce en vue.

L'adresse en réponse au discours du trône a été adoptée, après ces déclarations du premier ministre.

*Séance du 23 février.* — Lord Stratheden appelle l'attention de la Chambre sur la correspondance diplomatique relative aux affaires bulgares.

Il demande communication de la correspondance ultérieure aux événements qui se sont passés dans la Turquie d'Europe.

Lord Salisbury prend la parole. Il commence par dire qu'à son avis le motif de la non publication est que la correspondance que possède le Gouvernement n'a pas un intérêt suffisant.

Il examinera toutefois si elle en a, et, dans ce cas, le cabinet la soumettra à la Chambre des lords.

Lord Salisbury dit qu'il est assuré que lord Stratheden n'attend pas d'explications détaillées sur les faits qui fixent en ce moment l'attention du Gouvernement.

Lord Salisbury estime qu'il est peu équitable d'appliquer aux Bulgares les vues exposées par le prince de Bismarck lors du congrès de Berlin, à propos de leur conduite actuelle, et il ajoute qu'il ne lui paraît guère plus équitable de dire que c'est à leurs agissements qu'est dû le mauvais fonctionnement de leurs institutions.

Tout considéré, poursuit lord Salisbury, les institutions bulgares fonctionnent plus ou moins bien, tout en admettant qu'au point de vue de la légalité elle présente des lacunes.

Je ne crois pas non plus, continue l'orateur, que ce soit exclusivement la faute des Bulgares, le congrès de Berlin ayant stipulé l'assentiment unanime des puissances pour l'élection d'un prince de Bulgarie.

Il ne faut pas avoir une grande connaissance des affaires publiques pour savoir que l'accord unanime s'établit toujours lorsqu'il n'y a aucune difficulté, mais que, dans le cas contraire, l'entente s'obtient avec peine.

Il faut donc réunir l'assentiment des sept puissances,

L'orateur conclut de là que tous les efforts faits pour diriger la diplomatie, en prenant pour base ce qu'on appelle communément le concert européen, seront toujours voués à l'insuccès lorsqu'il y aura plusieurs personnes dont l'approbation sera importante à obtenir.

Cette approbation ne peut être obtenue que par l'application du principe de majorité, sinon il sera plus sage de ne pas demander l'assentiment des puissances.

En ce qui concerne les observations de lord Stratheden, que l'état actuel des affaires rend désirable la réunion d'une conférence, lord Salisbury ne veut pas y contredire.

En principe, il ne serait pas opposé à l'idée d'une conférence, mais il croit qu'en examinant les avantages qu'on peut en tirer, il faut faire une distinction entre les différentes sortes de conférences.

Une conférence, comme celle qui s'est tenue à Washington peut amener

une entente quand il y a seulement deux, trois ou même quatre personnes dont il faille obtenir l'assentiment.

Une conférence semblable est généralement entreprise avec confiance, mais une conférence dans laquelle un grand nombre de puissances doivent se mettre d'accord, aboutit très rarement à un résultat satisfaisant, à moins toutefois que ces puissances ne se soient préalablement entendues sur l'objet principal de leurs délibérations.

Lord Salisbury ne croit donc pas qu'on doive presser la réunion d'une conférence tant qu'un état de choses pareil à celui qu'il vient de signaler continuera d'exister.

En outre, si on n'est pas en présence d'un très grand danger, une mesure aussi solennelle que celle d'une conférence est de nature à augmenter et à accentuer les divergences existantes et à rendre le danger plus grand qu'il ne l'était.

Un semblable moyen ne doit être adopté qu'avec hésitation si l'on n'a pas l'espoir et la conviction presque certaine de s'entendre.

Lord Salisbury ne croit pas qu'en examinant les affaires au point de vue actuel, le désaccord bulgare soit de nature à amener un danger immédiat. Il espère qu'un échange de vues entre les puissances, grâce aux voies diplomatiques ordinaires, leur permettra de surmonter les divergences qui existent entre elles.

Pour lui, il souscrit bien volontiers à l'opinion exprimée par le prince de Bismarck, dans son récent discours, que ce serait une honte pour l'Europe qu'une affaire aussi peu importante que celle du Gouvernement bulgare pût déchaîner la guerre.

**CHAMBRE DES COMMUNES (Séance du 22 février).** — M. Labouchère a proposé un amendement exprimant le vœu que la Chambre soit assurée qu'aucune correspondance n'a été échangée entre l'Angleterre et l'Italie, qui contienne des promesses constituant un pacte obligatoire pour le Gouvernement anglais actuel, en cas de guerre entre la République française et l'Italie. L'orateur demande que si, du moins, des assurances pareilles ont été échangées, elles soient communiquées aux Chambres.

On nous dit, ajoute M. Labouchère, qu'il n'y a aucun traité de conclu. Je n'ai jamais supposé qu'il y eût un traité : mais je désire savoir si une correspondance a été échangée entre l'Angleterre et les puissances étrangères.

M. de Bismarck a intérêt à obtenir la conclusion d'alliances contre la France. C'est ainsi qu'il a obtenu la triple alliance. Il est douteux que cette alliance soit avantageuse pour l'Italie. Cela ne nous concerne pas ; mais, dans les circonstances actuelles, l'Italie peut être attaquée par la France.

Il est avéré que M. de Bismarck a fait appel à lord Salisbury pour alléger les craintes de l'Italie et l'inviter à joindre son alliance aux précédentes ; il est enfin possible que l'Angleterre se soit engagée à assister l'Italie dans sa défense contre une attaque française.

M. Labouchère déclare que ce n'est pas un devoir pour l'Angleterre de protéger les intérêts italiens dans la Méditerranée, et constate que le discours de l'amiral Hewett et les paroles qui l'ont suivi ont naturellement excité en France certaines susceptibilités.

Je suis opposé, continue l'orateur, à toute intervention anglaise dans les affaires du continent. Il serait outrageant pour l'Angleterre, qu'une entente pût rester secrète. Le désir de la France de reprendre ses provinces est très légitime et à toutes mes sympathies. (Cris : Oh ! oh !)

C'est mon avis, reprend M. Labouchère.

Je suis opposé à toute guerre où ne seraient pas directement impliqués les intérêts de l'Angleterre. Bien que je ne désire pas voir la Bulgarie sous la domination de la Russie, je ne crois pas que nous ayons des intérêts suffisants pour intervenir dans cette affaire.

La politique étrangère de lord Salisbury est une politique insensée. Je suis

étonné que M. Gladstone lui ait accordé sa confiance. Lord Salisbury n'a toujours obéi qu'à sa jalousie de la France et à sa haine pour la Russie. Il va sans dire que le premier ministre n'a aucune sympathie pour la République française.

Le Gouvernement nous mêle toujours à quelque querelle, afin d'entraver le progrès de la démocratie.

Il est nécessaire de connaître ce que renferme la correspondance secrète. Si cette correspondance n'a pas d'importance, pourquoi ne pas la publier? Si elle est importante, il faut que la France et le peuple anglais la connaissent.

Sir James Fergusson, sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office, a déclaré qu'il regrette la tendance funeste des assertions de M. Labouchère, dont les observations ne sont pas d'accord avec la réserve patriotique de l'opposition au sujet de la politique étrangère. Le Gouvernement est toujours prêt à donner tous les renseignements qui peuvent être communiqués avec prudence.

Sir James Fergusson regrette aussi que M. Labouchère ait émis des assertions relatives à la conduite du Gouvernement, basées sur des bruits de journaux. Son assertion au sujet d'une entente entre l'Angleterre et l'Italie contre la France est basée en partie sur le prétendu discours de l'amiral Hewett à Gènes. Or, un télégramme de l'amiral Hewett déclare le compte-rendu de son discours absolument faux.

L'Angleterre — continue l'orateur — n'a contracté aucun engagement pouvant amener l'emploi de forces militaires ou navales en dehors de ceux déjà connus de la Chambre. La seule promesse qu'on aurait pu demander à l'Angleterre, dans l'éventualité d'une guerre entre la France et l'Italie, aurait été de se ranger aux côtés de l'une ou de l'autre puissance. Aucun engagement pareil n'a été demandé ou donné.

Il n'y a aucun homme d'Etat responsable, en France, qui attribue à lord Salisbury une politique hostile à la France; au contraire, toutes les communications de lord Salisbury au sujet de la France sont animées de la plus grande considération envers ce pays.

Il est tout-à-fait faux que le gouvernement tienne à un degré quelconque une conduite incompatible avec les bonnes relations qui existent entre l'Angleterre et la France; celles-ci, je l'espère en toute confiance, continueront, parce que, croyons-nous, la politique étrangère de la France suit une ligne parallèle à celle de l'Angleterre.

Assurément il y a eu une correspondance échangée avec les puissances en raison de l'état de choses critique de l'an passé, et il y a eu une correspondance confidentielle avec beaucoup de puissances au sujet du maintien de la paix.

Cette correspondance a porté naturellement sur les questions ayant trait à la paix, sur le caractère et le but des puissances dont on pouvait craindre une attitude contraire à la paix. Des idées ont été exprimées sur les conséquences de toute action pouvant amener la rupture de la paix, et on a envisagé tout ce qui pourrait résulter d'un appel à l'action des forces énormes rassemblées par chacune des puissances militaires.

Je voudrais que le temps fût venu où la correspondance pourrait être communiquée, mais ce temps n'est pas encore arrivé. La publication est impossible sans une violation de la confiance des autres puissances.

J'estime, d'ailleurs, que le danger d'une rupture de la paix n'est pas plus grand, mais est au contraire moindre que l'année dernière.

Je reconnais que l'Angleterre doit faire ses efforts, à moins que les intérêts nationaux ne le commandent, pour s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures d'Europe.

La déclaration du discours du trône que l'Angleterre est en paix avec toutes les puissances est à présent entièrement vraie, et si la politique du



Gouvernement qui a obtenu ce résultat de paix et d'harmonie avec toutes les nations est poursuivie, le Gouvernement a le droit de demander la confiance du pays au sujet de la politique étrangère.

M. Gladstone a répliqué à sir James Fergusson. Il a déclaré que les réponses précédentes du sous-secrétaire d'Etat et ses déclarations actuelles constituent pratiquement une réponse négative à la question de savoir si l'action future de l'Angleterre est gênée par un engagement quelconque. M. Labouchère doit être satisfait de cette réponse.

L'orateur n'est pas disposé à solliciter des assurances ou des déclarations pouvant avoir une tendance de nature à entraver l'action du Gouvernement dans des éventualités qu'il est impossible de prévoir, mais il est d'avis que la demande de M. Labouchère était justifiée par les bruits répandus. Il était surtout désirable de calmer l'opinion, péniblement impressionnée par l'appréhension causée par la santé du prince impérial d'Allemagne, dont la vie a une valeur incalculable pour l'Europe.

M. Gladstone a terminé en déclarant qu'il approuvait la politique étrangère de lord Salisbury en d'autres occasions, et il croit pouvoir formuler l'espoir qu'il n'y aura aucun antagonisme marqué entre les deux fractions de la Chambre sur les questions étrangères.

M. Smith, leader de la Chambre des communes et premier lord de la Trésorerie, a remercié M. Gladstone de l'accueil qu'il a fait aux déclarations de sir James Fergusson, après quoi M. Labouchère a retiré son amendement.

La suite de la discussion du rapport sur l'adresse a été ajournée.

Un *Livre bleu* concernant les Nouvelles-Hébrides vient d'être distribué au Parlement anglais; il ne renferme qu'une dépêche de lord Salisbury à M. Egerton, en date du 21 octobre 1887.

Le ministre des affaires étrangères fait dans cette dépêche l'historique de la question des Hébrides depuis 1870, et des négociations relatives à Raiatea.

Le *Livre bleu* contient en outre le texte de la convention des Hébrides signée avec la France et la déclaration du 26 janvier 1888, qui a constitué la Commission navale. Les instructions qui se rapportent à cette Commission sont annexées à ces documents.

## ITALIE

Dans la séance de la Chambre des députés du 29 février, M. Crispi, président du Conseil, dépose des documents sur les négociations commerciales entre l'Italie et la France.

M. Prinetti, membre de la droite, demande des explications sur le désaccord survenu entre l'Italie et la France à propos du traité de commerce. « Ce désaccord a, dit l'orateur, démontré la nécessité pour le pays et le Parlement de se serrer autour du Gouvernement et de l'aider dans son œuvre, dans l'intérêt national. »

M. Crispi déclare que le Gouvernement italien a fait tout ce qu'il pouvait afin qu'un tarif conventionnel fût établi entre la France et l'Italie. Il y a mis toute la bonne volonté et la cordialité possibles, et il espère que la Chambre ne voudra pas entamer de discussion à ce sujet, car il serait douloureux que le Parlement italien se mit en lutte avec le Parlement français.

Si, ailleurs, a dit M. Crispi, ont été proférées des paroles qui eurent un écho douloureux dans notre cœur, l'Italie doit répondre par un silence assez



éloquent pour prouver quels sont les sentiments du pays, du Parlement et du Gouvernement.

Le *Livre Vert* prouve que l'Italie a voulu être conciliante dans les négociations. Il peut y avoir malheureusement des froissements et non des dissensions entre deux nations, mais nous éprouvons le vif et pressant désir qu'il n'y ait ni dissensions ni querelles entre l'Italie et la France.

L'Europe nous rendra cette justice que nous ne pouvions ni ne devons faire plus ou faire moins que nous n'avons fait.

M. Crispi fait ensuite l'historique des négociations et il ajoute :

Si demain nous sommes obligés d'appliquer le tarif général, la faute n'en est pas à nous. Ce soir donc, nous publierons un décret modifiant beaucoup d'articles de notre tarif général pour les produits français. Il s'agit de se défendre et non d'attaquer, il faut que l'Italie ait aussi son indépendance économique et financière. Aidez-nous et nous vous suivrons.

M. Prinetti a approuvé les idées de M. Crispi.

M. Nicotera croit que le pays, grâce à son calme et à celui de son Gouvernement, surmontera les difficultés présentes. L'Italie ne peut avoir le désir d'engager une lutte, même économique, avec la France. S'il en était besoin, l'orateur déclare qu'il accorderait un vote de confiance au Gouvernement.

M. Louis Ferrari, radical, dit qu'après les déclarations de M. Crispi il renonce, pour le moment, à interpeller le Gouvernement sur les questions commerciales.

La Chambre approuve ensuite, par 209 voix contre 16, le projet prorogant de deux mois le traité de commerce actuel avec l'Espagne.

Le 18 février, a été publié un *Livre Vert* relatif aux négociations du traité de commerce franco-italien. Il se compose de 73 documents et 8 procès-verbaux des conférences tenues à Rome entre les délégués français et italiens.

Voici l'analyse de ce recueil diplomatique :

Le *Livre Vert* débute par la dénonciation du traité de commerce franco-italien, accompagnée de la dépêche du 12 décembre 1886, et s'étend jusqu'à la note adressée par M. Crispi à M. de Mouy pour lui exposer comment, en présence des déclarations des délégués français à Rome, déclarations qui correspondaient à un retour pur et simple au traité de 1881, le Gouvernement italien laissait au Gouvernement français le soin de faire de nouvelles propositions.

Le désir du Gouvernement italien d'entrer en négociations pour la conclusion d'un nouveau traité se manifeste d'un bout à l'autre du *Livre Vert*, mais surtout par l'initiative qu'il a prise en envoyant préalablement des négociateurs à Paris. On y voit aussi que le Gouvernement italien avait la pleine confiance que les Chambres françaises approuveraient le nouveau traité, à la condition qu'il améliorât, même faiblement, le traité précédent.

D'autre part, le Gouvernement français semble, dès le début, se délier de l'esprit protectionniste des Chambres françaises et craindre qu'elles ne veuillent pas approuver un traité modifiant essentiellement celui de 1881.

Dans cette situation, le Gouvernement italien se préoccupa de l'irritation des esprits prévue comme conséquence d'un nouveau rejet par les Chambres françaises de nouvelles stipulations, et il fut entendu (sous le ministère Rouvier) que le Gouvernement français ne signerait pas de traité dont la ratification par les Chambres ne lui semblerait pas certaine (documents n° 10, 13, 14 et 16).

Dès le commencement des préliminaires des négociations, le Gouvernement français déclare ne pouvoir accepter comme base de ces négociations le tarif général italien (document n° 33).

Les instructions des délégués français envoyés à Rome leur prescrivait, non-seulement de négocier sur les bases du tarif de 1881, mais aussi de ne pas accepter une réduction quelconque dans les articles prévus par le traité. Le but du Gouvernement français était de maintenir le régime conventionnel établi par le traité de 1881, sauf à consentir des modifications de nomenclature et de classification pour des articles peu nombreux et peu importants, à la condition que ces modifications seraient compensées par des concessions équivalentes.

Ces instructions furent considérées par les négociateurs italiens et leur Gouvernement comme un retour à peine déguisé à l'ancien traité, et comme ne permettant pas les transactions d'intérêts et les concessions réciproques, qui auraient été faciles si on avait pris une autre base d'entente, comme cela s'est fait pour le traité récemment conclu avec l'Autriche.

Le *Livre Vert* contient ensuite les procès-verbaux.

— Une seconde série de documents relatifs à la même question a été communiquée aux Chambres, le 29 février.

Des documents relatifs à la convention de Suez ont été également publiés.

La *Gazette officielle* du royaume d'Italie publie, le 29 février, un décret édicté en vertu de la faculté concédée au Gouvernement par l'article 2 de la loi du 10 février 1888, lequel augmente, à partir du 1<sup>er</sup> mars, les droits d'entrée établis par le tarif général pour les marchandises de provenance française.

Parmi ces droits sont compris ceux sur les vins, les esprits, l'huile, le café, le sucre, le chocolat, le savon, la parfumerie, les couleurs, les meubles, les jouets en bois, le papier, les livres, les fusils, les farines, les semoules, les fruits dans le vinaigre ou l'huile, les poissons, les bougies, les plumes, la mercerie, les éventails, les pianos, les fleurs, les fruits, etc.

Les droits sur les produits textiles, les peaux, la céramique, les verres et le cuivre sont augmentés de 50 0/0; ceux sur les fers de 20 0/0, et ceux sur les machines de 30 0/0.

## ROUMANIE

La session parlementaire a été ouverte le 19 février, à la suite du renouvellement de la Chambre des députés. Voici le message royal :

C'est avec un sentiment de vive satisfaction que Je me trouve aujourd'hui au milieu des représentants de la nation.

En souhaitant la bienvenue à Messieurs les Députés de la nouvelle législature, Je suis heureux de constater que, cette fois encore, les citoyens ont prouvé, par la tranquillité et l'ordre maintenu partout, pendant les élections, qu'ils savent apprécier les libertés, si efficacement garanties par nos institutions constitutionnelles, et sont convaincus que c'est uniquement par le respect des lois, également observé par tous, que nous pouvons prospérer et développer nos forces.

La dissolution de la Chambre des députés a interrompu la session ordinaire des corps législatifs. En reprenant aujourd'hui le cours normal des travaux, vous aurez à vous occuper de plusieurs lois importantes, qui demandent une attention particulière.

La première tâche qui s'impose à vous, Messieurs les Députés, est le budget. Il vous est présenté, cette année, réunissant pour la première fois l'ensemble de tous les revenus et de toutes les dépenses de l'Etat. Cette amélio-

ration est devenue possible par suite de l'organisation complète de l'administration des voies ferrées et de l'administration du Monopole du tabac, qui jusqu'ici avaient leurs budgets spéciaux, et n'inscrivaient au budget général de l'Etat que leurs revenus nets. Le bon état de nos finances assure l'équilibre du budget, ce qui a été l'objet constant de la préoccupation de Mon Gouvernement. En effet, non seulement les encaissements de l'exercice courant ont répondu aux prévisions, mais ils les ont même dépassées. Nous pourrions ainsi faire face aux besoins de l'Etat seulement avec les revenus existants.

Nous avons lieu de croire que les efforts que l'on fait partout pour le maintien de la paix atteindront leur but et qu'elle sera assurée pour le bien et le bonheur de tous. Cependant, sans nous écarter un moment de la voie prudente que nous avons suivie dès le début, nous avons le devoir, dans les moments difficiles que traverse l'Europe, de songer sans cesse à nous fortifier à l'intérieur, afin de pouvoir envisager l'avenir avec confiance.

Mais la meilleure sauvegarde, la garantie la plus puissante pour tout pays, est l'union de ses citoyens. Je souhaite de tout mon cœur que ce sentiment vous inspire tous, afin que la nouvelle législature soit féconde en résultats et qu'elle réponde à Ma légitime attente et à celle du pays.

Veuille Dieu éclairer vos travaux et protéger notre chère Roumanie.

CHARLES.

M. B. Alecsandri, ministre de Roumanie à Paris, a, le 16 février, adressé au journal le *Figaro* une lettre dont voici les passages essentiels :

« M. le comte de Kératry, dans un article intitulé « la Roumanie, son Traité avec l'Allemagne » et publié dans le *Figaro* d'hier matin, affirme que, depuis plusieurs mois, les chancelleries auraient connaissance d'un traité d'alliance conclu entre l'Allemagne et la Roumanie et dont les termes stipuleraient même l'effectif d'hommes et de chevaux à fournir par la Roumanie en cas de guerre.

« Je suis autorisé à vous déclarer que cette information n'a pas le moindre fondement et que l'auteur de l'article en question a été induit en erreur, aussi bien sur ce point particulier que sur tous ceux qui, d'une manière générale, visent la Roumanie et son Roi. »

## RUSSIE

Le *Messenger du Gouvernement* nt, de Saint-Petersbourg, a publié, le 23 février, un communiqué dans lequel le gouvernement impérial fait connaître ses vues au sujet de la question bulgare.

Voici le texte de ce document :

Des dépêches privées, reçues récemment à l'étranger, ont annoncé que l'ambassadeur de Russie à Berlin avait fait au gouvernement allemand des propositions concernant la Bulgarie. Pour apprécier exactement la situation, il est nécessaire de se rappeler les vues exprimées, dès le début, par le gouvernement impérial, au sujet de la question bulgare.

Le traité de Berlin, en vertu d'une entente conclue entre toutes les puissances, sert de base à l'état de choses qui doit exister dans la péninsule des Balkans. Ce traité constitue la seule garantie internationale contre les modifications qui seraient dangereuses pour l'avenir des jeunes Etats balkaniques.

C'est précisément en se plaçant à ce point de vue que le gouvernement impérial a apprécié les événements qui se sont passés en Bulgarie depuis l'abdication de son premier prince.

L'arrivée du prince Ferdinand de Cobourg à Sofia et sa prise de posses-



sion du trône princier par la force se sont produites contrairement aux stipulations du traité de Berlin. C'est pourquoi le gouvernement impérial a déclaré déjà, à cette époque, qu'il n'avait pas l'intention de reconnaître le prince comme le souverain légitime de la Bulgarie.

Il a essayé en même temps d'amener les autres cabinets à se prononcer dans le même sens.

En présence du désir exprimé actuellement de tous côtés pour mettre fin à la situation alarmante de l'heure présente, situation qui a principalement pour cause l'état de choses équivoque existant en Bulgarie, le gouvernement impérial a considéré de son devoir de faire une nouvelle tentative pour provoquer de la part des puissances une explication sur l'inviolabilité des stipulations du traité, en ce qui concerne la Bulgarie, et sur la nécessité de ramener celle-ci à la légalité.

La suite naturelle de cette explication des puissances consiste à faire à Constantinople des représentations afin d'amener le Sultan à déclarer aux Bulgares que la personne qui porte actuellement le titre de prince n'est pas le souverain légal de la Bulgarie, mais simplement l'usurpateur du pouvoir.

De l'avis du gouvernement impérial, l'initiative de cette démarche appartient, sans aucun doute, au sultan, dont les droits de suzeraineté sont directement atteints par suite de l'état de choses illégal existant à Sofia.

Sans vouloir empiéter sur l'avenir et afin de couper court aux doutes de toute nature qui pourraient surgir sur son but et sur ses intentions, le gouvernement impérial ne juge nullement nécessaire de cacher la ligne de conduite qu'il est fermement résolu à poursuivre dans la question bulgare, dans le cas où disparaîtraient les raisons qui provoquent la continuation de la crise.

La Bulgarie doit son existence aux sacrifices et aux efforts de la Russie qui continue à suivre avec un intérêt sympathique les destinées de ce pays et à se préoccuper des épreuves auxquelles il est exposé.

Se tenant à l'écart de tout préjugé et de tout parti-pris, et, conséquemment, ne jugeant pas compatible avec sa dignité, de s'immiscer dans les conflits intérieurs du pays, le gouvernement impérial n'a garde également de songer à vouloir rendre qui que ce soit responsable du pays. Déjà l'aveu sincère des erreurs qui ont été commises serait, aux yeux du gouvernement impérial, le gage d'une évolution vers des tendances meilleures.

La Russie ne se préoccupe exclusivement que de l'intérêt de la Bulgarie et, après l'éloignement de l'usurpateur, elle n'attendra que la première déclaration sincère faite au nom de la nation bulgare, par l'organe de ses représentants, pour laisser tomber le passé dans l'oubli et pour veiller au rétablissement de rapports basés sur la confiance réciproque.

En cette affaire, le gouvernement impérial n'a garde non plus de vouloir porter la moindre atteinte à la liberté des Bulgares, liberté qui leur est assurée par les traités, en tout ce qui concerne les institutions intérieures du pays et son administration. Toutefois, le gouvernement impérial ne peut oublier que la Bulgarie doit surtout cette liberté à la Russie et que ce n'est pas à la suppression, mais à la défense des droits de la nation bulgare que s'applique directement notre influence.

Il serait seulement à souhaiter que les personnes qui sont appelées à conduire les destinées de ce peuple s'entendissent aussi, de leur côté, pour faire de ces droits un usage raisonnable.

Puissent les Bulgares apprendre enfin par l'expérience à se convaincre de la nécessité de renoncer à des aspirations et à des calculs personnels, et à unir leurs efforts en vue de faire naître une situation régulière ! En ce cas, toute ingérence étrangère deviendrait inutile et superflue, et l'installation du futur prince se ferait sans obstacle, à l'abri des conditions stipulées par le traité.

Les considérations qui viennent d'être exposées ont guidé le gouvernement impérial dès le début de la crise bulgare et l'ont déterminé à décliner,



de prime abord, toute idée de rétablir la légalité en Bulgarie sous les auspices de mesures violentes.

Toutefois, il va sans dire que, tant que l'usurpateur n'aura pas été éloigné de la Bulgarie, le gouvernement impérial persistera à considérer comme illégale la situation actuelle de ce pays et qu'il persévéra dans cette conviction que la cessation de cet état de choses est le meilleur et le plus sûr moyen de garantir la paix générale.

## SUISSE

Dans sa séance du 8 février, le Conseil fédéral a arrêté le texte de la lettre suivante qui a été adressée au gouvernement du canton de Zurich :

« Vous n'ignorez pas que notre département de justice et police, dont l'attention avait été attirée par les révélations de certains journaux, a demandé à votre direction de police s'il était exact que le capitaine de police Fischer eût fait aux députés allemands Bebel et Singer des communications au sujet des résultats de l'enquête ouverte contre Haupt et Schröder (1). Le rapport demandé a été mis à la poste le 27 janvier et se trouve entre nos mains. Nous sommes également en possession de votre réponse à l'invitation, que nous vous avions adressée ensuite des faits qui se sont passés le 28 janvier au sein du parlement allemand, de compléter ce rapport préalable de votre direction de police, avec les pièces à l'appui. Nous sommes maintenant en position de nous faire une idée claire de la marche de cette affaire, ainsi que des motifs qui peuvent avoir guidé M. Fischer dans sa manière d'agir et de la façon dont il a compris et comprend encore aujourd'hui son mandat de juge d'instruction.

« Nous ne pouvons vous dissimuler que ces actes ont fait sur nous une impression réellement pénible. Bien que votre direction de police ait déjà infligé un blâme à M. Fischer, son employé, et que vous ayez vous-mêmes taxé d'incorrecte sa manière de procéder, nous devons aussi, pour ce qui nous concerne, exprimer notre entière désapprobation des agissements de M. Fischer, et cette désapprobation se rapporte, non seulement à l'indiscrétion commise par lui, mais encore et à un aussi haut degré aux arguments qu'il a employés pour chercher à se justifier.

« Ce qui s'est passé à l'occasion de l'enquête contre Schröder et Haupt, en corrélation avec la prétention émise par cet officier de police de faire, lorsqu'il le juge à propos, à de tierces personnes, des communications au sujet des enquêtes dont il est chargé, nous oblige à rechercher les moyens propres à assurer le secret d'enquêtes faites dans l'intérêt de la police politique.

« Il est évident que cette police n'est pas faite seulement dans l'intérêt du canton où elle est mise en œuvre occasionnellement, mais encore dans celui de la Suisse tout entière, à la sûreté extérieure et intérieure de laquelle elle doit servir. En vertu des articles 102, chiffres 8 et 10, et 70 de la Constitution fédérale, nous devons revendiquer pour nous le droit de surveillance et de haute direction en cette matière, et il nous est impossible d'admettre qu'il soit loisible à des fonctionnaires cantonaux de conduire ces enquêtes suivant leur convenance ou de faire, sans notre consentement, des communications au public ou à des tiers.

« Il est indispensable, pour la considération et la dignité de la Confédération, vis-à-vis de l'extérieur, que nous soyons en état, sous ce rapport, d'exercer, dans toute leur plénitude, nos attributions constitutionnelles. Aussi avons-nous tout motif pour exprimer le ferme espoir que, abstraction faite des mesures qui doivent à l'avenir nous assurer une influence décisive

1) Pour le débat qui a eu lieu à ce sujet au parlement allemand, V. plus haut, p. 221.

sur la marche d'enquêtes de ce genre, des faits comme ceux qui se sont passés ne se renouvelleront plus ni à Zurich ni ailleurs.

« Nous saisissons, etc. »

Le Bureau général de la Statistique vient de publier le chiffre de la population de chaque canton d'après le recensement fait le 1<sup>er</sup> juillet 1886. Le total est de 2,940,604 habitants, avec un accroissement de 108,815 habitants, par rapport au recensement de décembre 1880.

Il résulte de communications récentes que de grandes quantités de *pièces de cinq francs en argent, du Chili et du Pérou*, ont été introduites en France et que l'on cherchera probablement à les répandre aussi en Suisse.

Nous mettons de nouveau le public en garde contre l'acceptation des *monnaies ci-dessus désignées*, et d'une manière générale des *pièces de cinq francs de l'Amérique Centrale et Méridionale, de l'Espagne et de la Roumanie*, ces pièces n'ayant aucun cours en Suisse et dans les autres Etats de l'Union monétaire latine et ayant tout au plus, d'après le prix actuel de l'argent, une valeur métallique de fr. 3.70.  
(Département fédéral des finances.)

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> février. — *Fondation de la France contemporaine : passage de la République à l'Empire* (dernière partie), par H. Taine (rapprochements entre le système romain et le système napoléonien). — *Le Parlement et le budget*, par Cucheval-Clarigny (indication de diverses réformes indispensables, suivant l'auteur, pour prémunir le pouvoir législatif contre ses propres écarts, mettre fin aux abus de la faveur et préserver les finances d'un accroissement continu des dépenses inutiles). — *Léon Faucher et sa correspondance*, par G. Valbert.

15. — *La conquête de l'Algérie. Le gouvernement du maréchal Bugeaud : prise de la Smala, rupture du maréchal et de Changarnier*, par Camille Rousset. — *Le socialisme d'Etat dans l'Empire allemand : les assurances ouvrières et la loi de répression*, par Ch. Grad. — *La France, la Russie et l'Europe*. (Article anonyme qui a eu un assez grand retentissement, dont certaines vues peuvent être discutées, mais qui est certainement fort remarquable. Voici comment il pose la question : l'Europe compte cinq puissances continentales; trois d'entre elles ont formé une alliance qui ne saurait viser que les deux autres. A l'alliance des trois, les deux puissances tenues à l'écart doivent-elles opposer une alliance à deux? C'est là tout le problème de la politique du jour. Il n'y en a jamais eu de plus simple, au moins en apparence. La solution semble énoncée dans la donnée; elle est cependant moins aisée qu'elle n'en a l'air. Pour ne point faire fausse route, il faut chercher la valeur et la relation des deux termes du problème, le facteur russe et le facteur français. Ce dernier peut sembler suffisamment connu en France; mais c'est là une erreur, car ce qui importe ici, c'est moins l'opinion qu'à la France d'elle-même que l'opinion qu'en ont les autres. — L'auteur, qui n'est pas tendre pour le personnel gouvernemental de la République, conseille à la France une grande réserve; il fait bien voir la grande différence de position qui existe entre elle et la Russie : « Il serait présomptueux aux Français de dire que la Russie est

une carte dans le jeu de la France; il l'est beaucoup moins aux Russes de regarder la France comme une carte dans leur jeu, et une carte qu'ils peuvent jouer à volonté. A quoi bon alors prendre des engagements? »)

### Nouvelle Revue.

1<sup>er</sup> février. — *La défense des côtes et les torpilleurs*, par l'amiral Bourgois. (Fin d'un travail que l'auteur a terminé à la veille de sa mort. Son attention s'était naturellement portée sur ce sujet qui l'intéressait à la fois comme marin et comme patriote. On doit se souvenir aussi que le droit international l'avait préoccupé et qu'en 1886 il avait fait entendre une généreuse protestation contre certaines tendances dans son étude sur *les torpilles et le droit des gens*.) — *La dette américaine : les finances des Etats-Unis de 1861 à 1887*, par E. Masseras. — *Les mines d'or du Transvaal*, par le comte de Turenne. — *La réforme de l'instruction criminelle*, par G. Demonbynes. — *Avant le combat*, par le prince Georges Bibesco (attaque violente contre le Cabinet roumain à la veille des élections).

15. — *Essais de psychologie politique : Talleyrand*, par le marquis de Castellane. (Essai de réhabilitation du grand diplomate : Suivant M. de Castellane, « pour qui a étudié dans ses détails, sans parti-pris et sans passion, cette existence associée à de si grandes choses, il devient évident que l'intérêt personnel y a joué un bien moindre rôle que l'intérêt public. Dans toutes les mesures de gouvernement dont il a été le promoteur, M. de Talleyrand a envisagé surtout le profit de la France. Sa conduite aux assemblées et aux affaires, comme député, comme ministre ou comme négociateur, a été inspirée, quoi qu'on en ait dit, par l'espoir de grandir la France ou la passion de la sauver. » Cet article comprend la première partie de la vie politique de Talleyrand et s'arrête à 1792). — *Lettres inédites de Benjamin Franklin*, par Henry Dallemagne. (Collection de nombreux documents qui, après avoir couru bien des aventures, a été acquise pour le Gouvernement américain et se trouve actuellement à la Bibliothèque du Congrès à Washington. Un journaliste américain a pu en extraire quelques lettres qui sont ici publiées.) — *La question marocaine*, par Malem. (À propos de la prochaine conférence de Madrid; suivant l'auteur, il y aurait un moyen sûr de civiliser le pays et de soustraire le sultan aux suggestions de son entourage, ce serait le transfert des légations dans la résidence du gouvernement.) — *Les Allemands en Turquie*.

### Le Correspondant.

10 février. — *L'approvisionnement de Paris en cas de guerre*, par A. Morillon. (Première partie du travail consacrée à ce qui a été fait en 1870). — *Les Mémoires de Mac-Clellan*, par L. de L'Espée. (Analyse de mémoires publiés récemment qui fournissent des renseignements du plus grand intérêt sur la vie et le caractère de l'illustre général, en même temps que sur les grands acteurs de la guerre de sécession).

25. — *L'approvisionnement de Paris en cas de guerre*. (Fin du travail faisant ressortir les fautes commises en 1870 et indiquant les mesures qui devraient être prises). — *Lord Lytton et ses œuvres*, par Marie Dronsart (il s'agit de l'ambassadeur actuel de la Grande-Bretagne à Paris). — *La jeunesse du roi Charles-Albert*, par le marquis Costa de Beauregard. (Fin d'un travail fait avec des notes inédites; l'auteur s'arrête à la signature du Statut par Charles-Albert).

### Revue britannique.

Février. — *Dans la mer Rouge*, par Denys de Rivoyre. (Suivant l'auteur, qui a séjourné longtemps dans ces régions, la mer Rouge est destinée à devenir le théâtre et l'enjeu des rivalités méditerranéennes; c'est là que se jouera le



sort définitif de la grandeur française.) — *La concurrence agricole américaine*, par G. d'Orcet.

### Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Février. — *Le Maroc*, par V. de Floriant. (D'après les divers ouvrages publiés récemment. L'auteur regarde comme essentiel que les représentants des nations étrangères soient admis à résider, non à Tanger, où ils ne peuvent traiter les affaires qu'avec un délégué du grand Vizir, auquel on a donné pour la forme le titre de Ministre des affaires étrangères, mais dans les trois capitales où ils seraient en relations suivies avec le grand Vizir lui-même. Là ils auraient aussi l'occasion de voir quelquefois le souverain, dont les intentions ont toujours été bonnes, mais que son ignorance des choses pratiques rend impuissant pour le bien.) — *Le rachat des Chemins de fer de l'Etat*, par Ed. Tallichet.

### Revue du Monde Latin.

Janvier. — *Un Pèlerinage au tombeau de Saint-Jean-Népomucène*, par J.-B. Vanel.

Février. — *Le général Le Flô*, par Ch. Alexandre. — *La société italienne de la Renaissance*, par Lefebvre-Saint-Oger. — *La guerre d'indépendance au Brésil*, par Franklin Doria.

### Revue politique et littéraire.

4 février. — La nouvelle direction. (M. Alfred Rambaud, professeur à la Faculté des lettres, auteur de travaux historiques estimés, remplace E. Yung). — *Semaine politique*, par H. Depasse. — *Edgard Quinet avant l'exil*.

11. — *Le Traité austro-allemand*, par Ernest Lavisse. — *Le Traité de commerce franco-italien*, par Ch. Benoist. — *L'Alliance française* (Discours de M. Foncin, secrétaire général).

18. — *Les Libertés nécessaires*, par M. Depasse. — *L'unité indo-chinoise*, par un officier du Tonkin. (Conclusion : la royauté, affaiblie quant à son pouvoir réel, a conservé cependant sur l'esprit du peuple son prestige religieux, elle reste toujours une idole sacrée qu'il faut conserver avec la sollicitude la plus attentive, qu'il faut entourer des marques du respect le plus apparent.)

25. — *Février 1848*, par D. Ordinaire. (A propos de l'ouvrage de Stuart Mill, traduit par M. Sadi Carnot). — *Le mariage du Kronprinz*, par Ernest Lavisse.

### Revue française de l'étranger et des colonies.

Février. — *Une université allemande*, par Max Leclerc. (Fin d'un travail bien vivant, rempli de détails curieux.) — *La pénétration du Soudan par l'Algérie* (avec une carte). Notes explicatives de Mgr Puginier sur les accusations portées contre les missionnaires et les chrétiens victimes des massacres et des désastres causés par les lettrés en Annam et au Tonkin (datées de Hanoi, 20 août 1886). — Note sur Diego Suarez et ce qu'on pourrait en faire. — Les Juifs russes en Amérique (progrès considérables de cette émigration).

### Revue maritime et coloniale.

Février. — Analyse et traduction d'un ouvrage intitulé *Le Tonkin* (Suite d'un travail dont nous avons signalé l'importance; il s'agit d'un résumé de l'histoire du Tonkin dû à un auteur chinois.) — *Les établissements de pêche et le domaine public maritime*, par Busson, aide-commissaire de la marine. — *Campagne de Rio de Janeiro en 1711*, par Doneaud du Plan. — *L'amiral Jauréguiberry*. (Notice nécrologique par M. Dupont, capitaine de vaisseau, qui a été longtemps son aide de camp et qui a retracé en termes émus les traits principaux



de la vie de l'éminent amiral). — Chronique : Exposé par lord Charles Beresford des réformes accomplies par l'amirauté anglaise; rapport fait au Congrès des Etats-Unis par le Secrétaire d'Etat pour la marine.

### Revue de droit international et de législation comparée.

1887. — VI. — *Les Juifs en Suède, au point de vue juridique et social*, par K. d'Olivecrona. — *L'extradition : examen de quelques documents scientifiques et législatifs récents sur la matière*, par Albéric Rolin. (L'étude du professeur de Gand porte spécialement sur l'excellent ouvrage du Dr Lammasch et sur les projets de lois élaborés en France et en Italie; on trouvera sur les points essentiels de la matière des considérations dignes de la plus sérieuse attention. — Cette analyse sommaire complète un travail publié dans la même *Revue* (1885) où M. Rolin avait soumis à un examen critique les *Résolutions* arrêtées à Oxford en 1880 par l'Institut de droit international, résolutions qui peuvent bien prêter à des objections, mais qui n'en ont pas moins exercé une sérieuse influence sur le développement des idées en cette matière.) — *Le mariage en droit international* (examen des législations des principaux pays d'Europe et d'Amérique), par Emile Stocquart. (L'auteur a entrepris la traduction de l'important ouvrage de M. Dicey sur le statut personnel; un volume a paru. L'article annoncé ici est un extrait du 2<sup>e</sup> volume et servira de complément au travail de l'auteur anglais.) — *De la littérature juridique actuelle en Espagne*, par G. Rolin-Jacquemyns. (Analyse d'ouvrages touchant à la législation comparée, au droit international public et privé, à la question des Carolines, à l'histoire de la législation.)

### Le Mémorial diplomatique.

4 février. — *L'Autriche-Hongrie et la paix*. — Encyclique du pape aux évêques de Bavière.

11. — *L'Allemagne et la Russie*. — Les origines du traité d'alliance austro-allemand.

18. — *Indices pacifiques*. — Voyage de M. Flourens dans les Hautes-Alpes.

25. — *La question d'Orient et les chemins de fer*.

### Revue de géographie.

Février. — *Confrontation de l'Europe et de l'Asie* ou premiers linéaments d'une politique coloniale dans l'Inde, la Chine et l'Indo-Chine. — *Les îles Salomon*, par Henri Mager (importance d'y occuper une forte station pour la sécurité de la Nouvelle-Calédonie). — *Le terminus du Canadian Pacific Railway Vancouver*, par D. Bellet (avec une carte). — *Mouvement géographique*, par L. Delavaud. — *La formation territoriale des principaux Etats civilisés*, par L. Foncin. (Distribution intérieure des pays allemands, l'Espagne et le Portugal.)

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Février. — Discussion sur la législation relative à l'alcool. — Etude de M. D. Weill sur le banc des évêques à la Chambre des Lords. — Etude par M. Preux sur la question des langues en Autriche sous le ministère Taaffe. (Travail fait avec soin d'après de nombreux documents, d'un grand intérêt pour l'intelligence de la politique autrichienne). — Chronique législative : *Reichstag allemand* (Session de novembre 1887 à janvier 1888), *Cortès espagnoles* (Sessions de 1886 à 1887), *Chambres belges* (Deuxième partie de la session 1886-1887).

### Revue Algérienne et Tunisienne.

Février. — *Du régime des eaux en Algérie*, par L. Hamel. — *Législation mozabite : du mariage et de sa dissolution*, par E. Zeys.

### La Propriété industrielle.

Février. — *Des exceptions de bonne foi dans l'action en contrefaçon* (à propos d'un projet de loi soumis au Sénat des Etats-Unis). — *Loi anglaise relative aux marques frauduleuses sur les marchandises* (23 août 1887).

### Le Droit d'auteur.

Février. — *La constitution de l'Union* (Suite de l'historique). — *Circulaire du Conseil fédéral aux Etats de l'Union et aux Etats non contractants à propos de la mise en vigueur de la Convention de septembre 1886 et de l'organisation du Bureau international*. — *Des droits des auteurs sur leur pseudonyme*, par H. Rosmini, vice-président de la Société italienne des auteurs. — *Le mouvement en faveur de la protection des droits d'auteur en Amérique*.

### Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge.

Janvier. — *Ordonnance allemande concernant le fonctionnement des secours volontaires* (analyse). — *Transport des blessés en chemin de fer*. — *La Société portugaise de la Croix-Rouge* (Statuts). — *La Société serbe en 1886-1887*.

### L'Économiste français.

4 février. — *L'entreprise de Panama*, par P. Leroy-Beaulieu (évaluation du trafic probable et conclusion très sévère pour l'entreprise). — *Le commerce extérieur de la France et de l'Angleterre pendant l'année 1887* (Statistique détaillée). — *Les pertes que la France a éprouvées par le phylloxera*, par A. Lalande. (L'auteur arrive à une somme de plus de 10 milliards de francs). — *L'Australie et la production des laines*, par J. Chailley.

11. — *Le renouvellement du privilège de la Banque de France*, par P. Leroy-Beaulieu (Situation respective de la Banque et de l'Etat). — *L'avenir de nos finances*, par R. Stourm. — *Le mouvement économique au Canada*, par J. Chailley. — *De l'état de notre monnaie d'or et de la nécessité de compléter notre législation monétaire*, par E. Seligmann (question du frai de l'or en Angleterre et en France).

18. — *Le renouvellement du privilège de la Banque de France*, par P. Leroy-Beaulieu (Les modifications proposées aux Statuts actuels). — *Le régime administratif et douanier du Tonkin*, par J. Chailley (A propos de la discussion de la Chambre des députés). — *De l'état de notre monnaie d'or* (fin du travail).

25. — *La politique coloniale et le budget*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les chemins de fer prussiens en 1886-87*, par M. Block. — *Le mouvement économique et social aux Etats-Unis*, par J. Chailley (les grèves). — *Le projet de loi autrichien sur l'alcool*, par A. Raffalovich.

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Février. — *France* : Recettes et dépenses comparées des exercices 1874 à 1885; les revenus de l'Etat en 1887. — *Angleterre* : Statistique agricole, la circulation monétaire et les banques, la multiplication des petites fortunes (Discours de M. Goschen avec des tableaux). — *Belgique* : Le commerce extérieur. — *Allemagne* : Le budget de la Prusse pour 1888-89; les crédits extraordinaires votés par le Reichstag (depuis 1877, l'Empire a emprunté environ 900

millions de marks pour l'armée et la marine de guerre). — *Autriche-Hongrie* : Les recettes budgétaires de l'Autriche en 1887 et en 1886; le commerce extérieur de 1878 à 1886. — *Italie* : Projet de loi sur les instituts d'émission. — *Egypte* : Le budget de 1888.

---

### Bulletin consulaire français.

Janvier 1888. — Commerce extérieur de la Russie en 1886. — Commerce, industrie et navigation de la Nouvelle-Orléans en 1886. — Navigation du port de Chicago en 1886. — Mouvement industriel et commercial d'Anvers en 1886.

Février. — L'industrie des bois précieux au Mexique. — Aperçu des conditions commerciales et maritimes de Gibraltar. — Résumé du rapport de la Chambre de commerce de Hanovre pour 1886. — Commerce et industrie de Bâle en 1886; d'Haïti en 1886. — Analyse du rapport de la Chambre de commerce de Posen pour 1886.

---

### Bulletin consulaire italien.

Décembre 1887. — Importance maritime, commerciale et agricole de Pernambuco. — Mouvement maritime et commercial des Straigt-settlements pendant l'année 1886. — Le commerce d'Erzeroum. — Notices sur la récolte du Grand-Duché de Luxembourg en 1887.

---

**Manuel théorique et pratique des Agents diplomatiques et consulaires français et étrangers**, par Ernest Lehr, membre de l'Institut de droit international, Conseil de l'ambassade de France en Suisse, 1 vol. in-12, Paris, 1888, Larose et Forcé, éditeurs.

Voilà un livre qui va devenir le vade-mecum de tous les agents de la carrière diplomatique ou consulaire, et aussi de tous ceux qui ont à s'occuper de questions internationales au point de vue théorique ou pratique. Ils y trouveront des notions et des renseignements dispersés dans un grand nombre d'ouvrages et qui sont ici réunis et classés de la façon la plus intelligente et la mieux appropriée aux recherches. Après des notions préliminaires et historiques, tout ce qui concerne le droit d'ambassade, le personnel diplomatique et consulaire, les fonctions et attributions des divers agents, leurs privilèges et immunités, est successivement passé en revue, exposé d'une manière sobre et claire, avec des références aux documents, aux ouvrages plus étendus. Un chapitre est consacré à l'organisation du corps diplomatique et consulaire dans les principaux Etats étrangers.

Si nous ajoutons que l'ouvrage contient encore une Bibliographie complète de la matière, une énumération des traités de quelque importance réglant actuellement les rapports de la France avec les puissances étrangères, une liste des postes diplomatiques et consulaires de la France à l'étranger et des puissances étrangères en France, enfin un index alphabétique très détaillé, on comprendra que nous avons raison de dire que M. Lehr a fait un manuel indispensable pour les personnes très nombreuses qui ont à s'occuper de ces matières.

L. R.

---

**Les Traités de garantie au XIX<sup>e</sup> siècle. Etude de droit international et d'histoire diplomatique**, par M. Milovanowitch, docteur en droit, 1 vol. in-8°, Paris, 1888, librairie Arthur Rousseau.

Ce livre est le remarquable début dans la science d'un jeune homme qui fera, nous n'en doutons pas, honneur à son pays ainsi qu'à la Faculté où il a fait ses études.



Le sujet, très délicat en lui-même, n'avait pas encore été exposé avec cette ampleur, soit au point de vue juridique, soit au point de vue historique. Après une courte introduction consacrée aux diverses acceptions de l'expression *Traité de garantie*, M. Milovanowitch s'occupe exclusivement des traités principaux de garantie et s'efforce d'en construire la *Théorie juridique*. Quels traités internationaux rentrent dans cette catégorie? Quel peut en être l'objet? Quelle différence y a-t-il entre la garantie pure et simple et la garantie collective? Comment se rompent les traités de garantie? Tels sont les points abordés dans cette première partie et traités avec une grande vigueur de logique. Mais la partie la plus considérable et aussi la plus remarquable de l'ouvrage est celle qui a pour but d'exposer le rôle des traités de garantie dans l'histoire des Etats en vue desquels ils étaient contractés. Il y a là une page importante de l'histoire diplomatique de l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle que l'on consultera avec grand intérêt et grand profit. L'auteur est parfaitement informé et fait preuve d'un véritable sens historique. Citons les titres des chapitres pour montrer quelles questions capitales sont ainsi tour à tour examinées avec beaucoup de sagacité : *Le Congrès de Vienne et la Sainte-Alliance, Pologne* (suivant l'auteur, l'acte final du Congrès de Vienne ne contient aucune garantie de la Constitution polonaise), *Confédération helvétique, Belgique, Confédération germanique, Luxembourg, La question d'Orient*. — Enfin vient la conclusion : *De la valeur pratique des Traités de garantie*; elle est rigoureuse. L'histoire semble montrer que ces traités n'ont guère protégé les pays dans l'intérêt desquels ils étaient faits. Même ils ne seraient pas seulement inutiles, ils seraient dangereux, en ce sens qu'ils peuvent inspirer une fausse sécurité à l'Etat garanti. « Pour soutenir les combats, il faut avoir toujours la poudre bien sèche et l'épée bien aiguisée, deux choses qu'aucune garantie ne saurait remplacer. Enfin l'existence d'un corps politique n'est utile à ses voisins et à l'équilibre général que si les membres qui le constituent sont prêts à chaque moment à faire pour lui tous les sacrifices. Seuls les peuples qui savent se défendre trouveront, à l'heure supérieure de la lutte, des défenseurs de leur cause. » N'y a-t-il pas là un peu de pessimisme? C'est possible; en tous cas c'est un pessimisme qui n'a rien d'amolissant; au contraire, il est à souhaiter que les petits pays s'inspirent de sentiments pareils.

L. R.

---

**France et Allemagne.** Les deux races, par Matyas Vallady. Un vol. in-42, Paris, 1887, librairie Paul Ollendorff.

Ce livre dû, dit-on, à un professeur distingué de l'Université qui a adopté ce pseudonyme, a pour objet la recherche et la détermination des caractères différentiels du génie des deux peuples d'en deçà et d'au-delà du Rhin. Entre le Français et l'Allemand, les oppositions d'esprit, de caractère, de tempérament sont considérables. Pourquoi cela? Si, dit M. Mathias Vallady, on compare les deux peuples à deux hommes, on découvre que, sortis de la même famille, tous deux Aryens, ils ont reçu, à partir de leur adolescence, la même éducation. Tous deux ont subi, dix siècles durant, l'influence du christianisme, de la chevalerie, de la scholastique, plus récemment de l'antiquité renouvelée. Pourquoi donc se ressemblent-ils si peu? Différence de pays et de climat, dirait-on; ce n'est pas là une explication suffisante, car si l'Allemagne a la plaine du nord, que rien chez nous ne rappelle, et si, d'un autre côté, nous avons le Midi et le littoral méditerranéen, que n'ont pas nos voisins de l'Est, du moment où l'on reste au sud du Harz, il n'y a pas de région en Allemagne qui n'ait son analogue en France. La vraie raison des dissemblances profondes entre les deux peuples doit donc se chercher ailleurs, et on la trouverait, selon M. Vallady, indépendamment du mystère de la race, qui fait que deux fils du même père paraissent à mille lieues l'un de l'autre, dans ce fait que l'enfance du peuple allemand a différé essentiellement de celle du peuple français.

Les Allemands, à l'époque décisive de leur enfance comme peuple, n'ont



point subi la contrainte ineffaçable de l'Empire romain. Avant d'entrer dans la période mystique et confuse du moyen-âge, ils n'ont pas eu le temps de profiter de cette éducation gréco-latine que les Romains ont répandue dans le monde. Voilà, au dire de notre auteur, le grand fait qui explique tous les contrastes entre le Welche et le Teuton.

Pendant que le Gaulois, à demi civilisé déjà quand le glaive de César le poussa dans la cité romaine, ne tardait pas à s'y trouver mieux que dans sa bourgade celltique, le Germain chassait l'ours et l'aurochs dans ses grandes forêts brumeuses et faisait cultiver quelques clairières par ses esclaves. La cité romaine, cette grande éducatrice des Gaulois, leur demeura toujours inconnue. La civilisation antique, que nos ancêtres se sont si merveilleusement appropriée dès qu'ils ont été en contact avec elle, est restée fermée pour les Teutons : « Supposez donc deux enfants dont l'un, dès l'âge le plus tendre, est élevé à la ville dans la politesse d'une maison riche, tandis que l'autre s'ébat jusqu'à l'adolescence au milieu des bois, comme le fils à demi-sauvage d'un bûcheron des montagnes. Quand vous les avez tirés, l'un de sa maison et l'autre de son bois, vous avez beau leur donner à tous deux les mêmes maîtres, l'Eglise d'abord, puis l'antiquité renaissante, malgré un travail surhumain, l'enfant des forêts, arrivé à l'âge où l'esprit se développe encore, mais ne se transforme plus, gardera toujours une lacune. Il se donnera une instruction aussi complète qu'il voudra, mais devra renoncer à l'éducation parfaite. S'avisera-t-il de devenir poli, raffiné, mondain, il devra vouloir où l'autre n'a qu'à se laisser faire. » Ainsi la différence dans l'éducation première a créé la différence dans les intelligences, d'où s'en est suivie la différence dans les caractères.

Le livre de M. Matyas Vallady a pour objet de mettre en relief ces différences dans les lettres, dans les arts, dans la pratique de la vie, et de déterminer l'action qu'elles ont exercée et qu'elles exerceront encore sur les destinées des deux peuples. Il y a dans cette étude, qui témoigne chez l'auteur d'une entière connaissance des hommes et des choses de l'Allemagne, un grand nombre d'indications sur les qualités et les défauts propres à chacune des deux races, dont on fera bien de tenir compte.

---

# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

---

	Pages
1879	
Octobre . . . 7	129
1882	
Septembre . . . 9	131
— — —	145
Octobre . . . 23	137
1885	
Février. . . . 6	22
— — — — —	24
— — — — —	23
— — — — —	23
— — — — —	15
— — — — —	17
Mars. . . . . 3/15	16
— — — — —	28
— — — — —	33
— — — — —	34
— — — — —	35
— — — — —	33
— — — — —	36
— — — — —	36
— — — — —	37
— — — — —	167
Avril. . . . . 3	42
— — — — —	39
— — — — —	39
— — — — —	43
— — — — —	46
— — — — —	44
— — — — —	53
— — — — —	48
— — — — —	52
— — — — —	49

		Pages
—	21 M. de Giers à M. de Staal. . . . .	50
—	24 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Granville à M. de Staal. . . . .	58
—	25 <i>Russie</i> . M. de Staal à M. de Giers. . . . .	56
—	28 M. de Giers à M. de Staal. . . . .	56
—	29 M. de Giers à M. de Staal. . . . .	57
Mai. . . .	1 <i>Russie</i> . Rapport du lieutenant général Komarow . . . . .	61
—	— M. de Giers à M. de Staal. . . . .	61
—	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Granville à M. de Staal. . . . .	64
—	5 <i>Russie</i> . M. de Staal à lord Granville. . . . .	64
—	22 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Granville à M. de Staal (Memo- randum). . . . .	185
Juillet . . .	17 <i>Grande-Bretagne</i> . Le marquis de Salisbury à M. de Staal. . . . .	196
—	30 <i>Russie</i> . M. de Giers à M. de Staal. . . . .	197
Septembre .	10 <i>Grande-Bretagne</i> — <i>Russie</i> . Protocole pour la délimi- tation de l'Afghanistan. . . . .	206

## 1886

Janvier . .	4 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Waddington (Canal de Suez). . . . .	263
—	11 M. Waddington à M. de Freycinet. . . . .	263
—	14 Dépêche-circulaire de M. Waddington. . . . .	264
Février. . .	22 M. Waddington au comte de Rosebery. . . . .	265
Mars. . . .	10 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Rosebery à M. Wad- dington . . . . .	267
—	13 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Waddington . . . . .	267
—	24 M. de Freycinet à M. Waddington (Projet transac- tionnel) . . . . .	269
Mai . . . .	19 <i>Grande-Bretagne</i> . Observations de lord Lyons sur le projet transactionnel . . . . .	274
Juin. . . .	5 <i>République Dominicaine</i> — <i>France</i> . Acte additionnel au traité de commerce. . . . .	136
—	8 <i>France</i> . Réponse aux observations présentées par le Gouvernement britannique sur le projet transac- tionnel relatif au Canal de Suez. . . . .	276
—	11 <i>Conférence de La Haye</i> (Trafic des spiritueux dans la Mer du Nord), 2 <sup>e</sup> séance. . . . .	66
—	12 <i>Conférence de La Haye</i> (Trafic des spiritueux dans la Mer du Nord), 3 <sup>e</sup> séance. . . . .	73
—	17 <i>Conférence de La Haye</i> (Trafic des spiritueux dans la Mer du Nord), 4 <sup>e</sup> séance. . . . .	82
—	18 <i>Conférence de La Haye</i> (Trafic des spiritueux dans la Mer du Nord), 5 <sup>e</sup> séance. . . . .	147
—	21 <i>Conférence de La Haye</i> (Trafic des spiritueux dans la Mer du Nord), 6 <sup>e</sup> séance. . . . .	152
—	22 <i>Conférence de La Haye</i> (Trafic des spiritueux dans la Mer du Nord), 7 <sup>e</sup> séance. . . . .	156
—	24 <i>Conférence de La Haye</i> (Trafic des spiritueux dans la Mer du Nord), 8 <sup>e</sup> séance. . . . .	161
—	25 <i>Conférence de La Haye</i> , 9 <sup>e</sup> et dernière séance, avec projet de convention. . . . .	161
Juillet . . .	30 <i>Grande-Bretagne</i> . Le comte de Rosebery à M. Wad- dington . . . . .	280
Octobre . .	14 <i>France</i> . M. de Freycinet au comte d'Aubigny . . . . .	281
—	15 Le comte d'Aubigny à M. de Freycinet. . . . .	282



1887

Avril . . .	16	<i>Etat du Congo</i> . Organisation du Gouvernement local.	209
—	30	Arrêté royal sur l'usage des Pavillons.	211
Mai . . .	10	<i>Portugal — Russie</i> . Convention d'extradition.	257
—	11	<i>France — Suisse</i> . Convention télégraphique.	5
Juin . . .	27	<i>Etat du Congo</i> . Arrêté royal réglant le système monétaire.	211
Septembre .	5	<i>Etat du Congo</i> . Règlement sur l'immatriculation des non indigènes.	214
Octobre . .	17	<i>France</i> . Décret rattachant le protectorat de l'Annam au ministère de la marine.	93
—	—	Décret sur le régime administratif de l'Indo-Chine.	93
Novembre .	12	<i>France</i> . Décret sur les attributions du gouverneur général de l'Indo-Chine.	96
—	10/22	<i>Roumanie — Turquie</i> . Traité de commerce.	8

1888

Janvier . . .	5	<i>Uruguay</i> . Loi de douane.	215
Février . . .	6	<i>Allemagne</i> . Discours de M. de Bismarck au Reichstag à propos du projet d'emprunt pour dépenses militaires.	293
—	27	<i>France</i> . Loi modifiant les droits du tarif des douanes pour un certain nombre de produits italiens.	285

---

Le Gérant : FÉCHOZ.

---

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.



